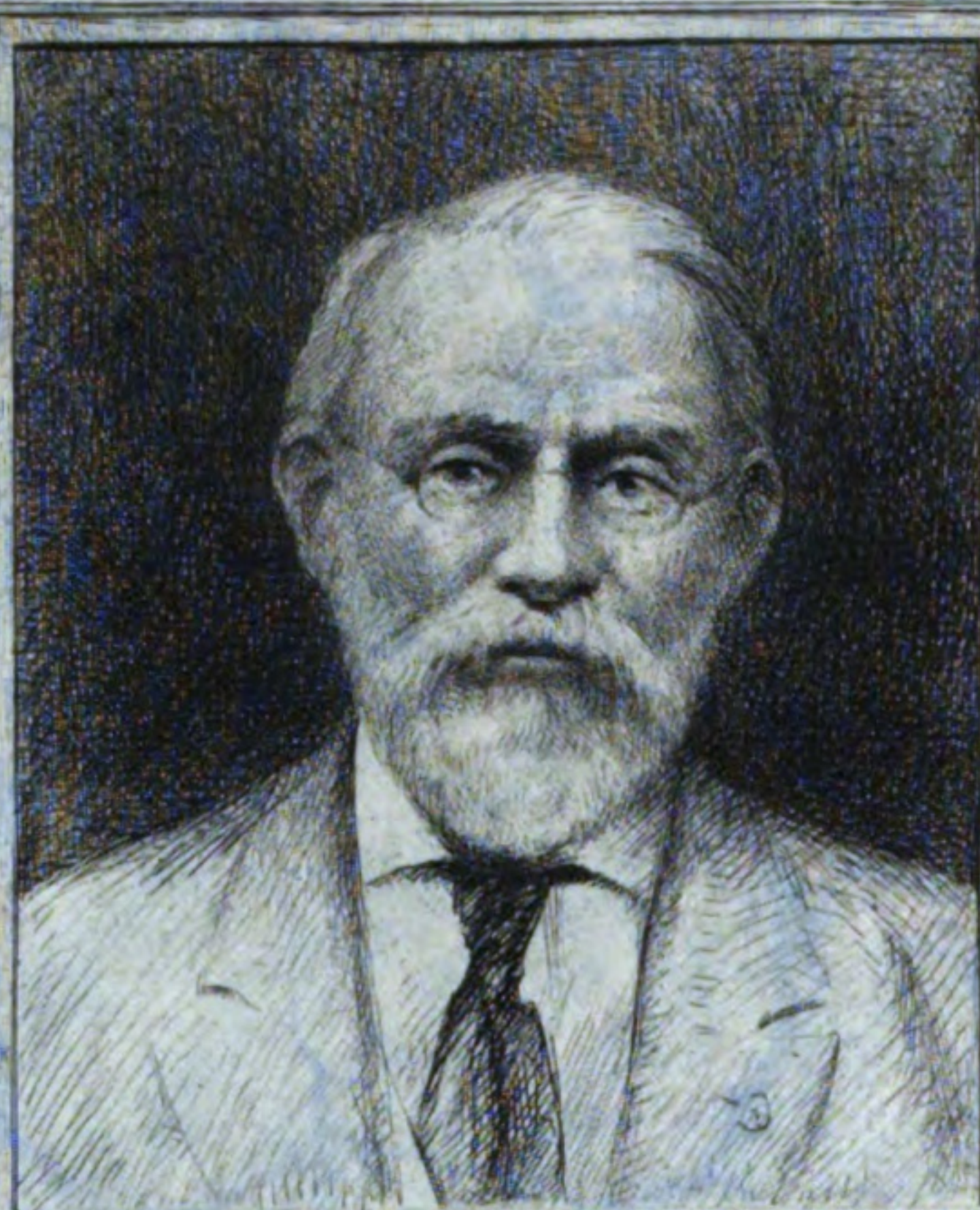
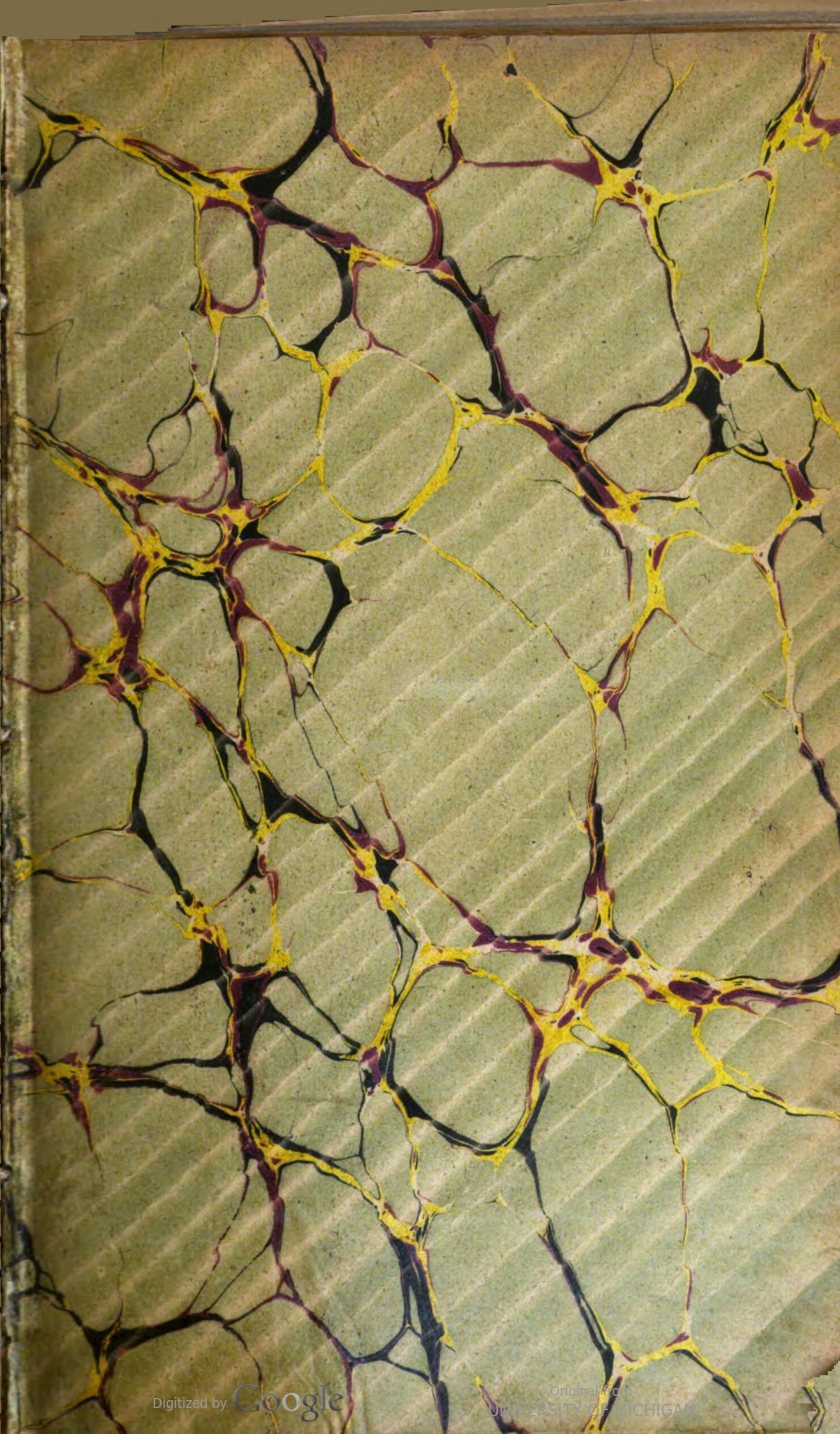


B 376581



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Wm. E. Bennett 1930

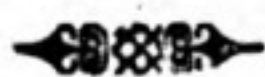


24

AS
161
.R4565

REVUE DU MIDI

23^{me} ANNEE



JANVIER 1909

Revue du Midi

TOME QUARANTE-DEUXIÈME



NIMES

IMPRIMERIE GÉNÉRALE, RUE DE LA MADELEINE, 21

—
1909



212
2120-235
21206

LES PREMIERS MAIRES DU CONSULAT DANS LE GARD

Le préfet Dubois avait été installé, comme je l'ai dit, le 2 germinal, an VIII; pendant quinze jours, il exerça son autorité dans une majestueuse solitude, que troublaient sans doute de nombreux solliciteurs, mais dont nul collaborateur de confiance ne diminuait en rien la lourde responsabilité. Cette situation ne pouvait durer et, le 17 germinal (7 avril), un arrêté consulaire vint lui donner les lieutenants indispensables à l'organisation administrative de son département. En même temps que les sous-préfets et les conseillers de préfecture, il nommait les maires des villes de plus de 5,000 habitants. Voici les noms de ces premiers magistrats municipaux :

Nîmes : Fornier-Valory, ancien officier.

Alais : M. Firmas-Perrier.

Uzès : M. Darnaud-Valabrix.

Beaucaire : M. Privat, ancien garde de corps.

Saint-Gilles : M. Ferrier.

Saint-Hippolyte : M. Mourgues.

Ces choix remettaient en vedette des personnalités considérables dont presque toutes avaient passé aux armées les jours orageux de la Révolution et que leur volonté, plus encore que les suffrages de

leurs concitoyens avaient écartées des positions administratives dans les derniers temps du régime directorial. Aussi n'avaient-ils pas tous accepté avec empressement. A Beaucaire, M. Privat avait objecté sa faible santé, ses fréquents déplacements à la campagne et n'avait cédé qu'aux instances de l'ancien député fructidorisé Noailles. A Alais, le choix de M. de Firmas-Perrier avait été imposé par l'opinion publique et la flatteuse majorité qui s'était faite sur son nom avait pu seule le décider. A Nîmes, on avait songé d'abord à M. de Daunant qui n'avait mis nul empressement à répondre aux premières avances du gouvernement. M. Darnaud, baron de Valabrix, le maire d'Uzès, très riche, veuf depuis quelque temps, ennuyé de sa solitude et de son oisiveté, s'était au contraire, volontiers accommodé d'un titre qu'il devait échanger plus tard contre celui de sous-préfet de l'arrondissement.

Tous ces nouveaux maires étaient, pour parler le langage de l'époque, des 1788 et des 1789, presque tous ci-devant nobles, ayant pris part dans leur ordre aux élections de 1789, mais libéraux et disposés à s'accommoder d'un régime démocratique, gens sages, pondérés, bons administrateurs. La plupart resteront en fonctions pendant toute la durée de l'Empire.

Au point de vue confessionnel ils appartenaient au parti catholique sauf deux ; mais l'un de ces deux était le maire de Nîmes. L'attribution de la Mairie du chef-lieu à un protestant était un fait considérable accentué encore par la composition du Conseil municipal de Nîmes qui comptait vingt

protestants et dix catholiques seulement (1). Cette préférence a été vivement reprochée au gouvernement d'alors et a pesé sur toute l'évolution de Nîmes jusqu'en 1815. Mais de savoir si l'on pouvait faire autrement et s'il était possible de trouver dans les notables catholiques les cadres de l'administration municipale, c'est une question fort délicate et d'autant plus embrouillée que la politique locale à Nîmes est souvent en contradiction formelle avec les courants généraux de l'opinion publique dans le reste de la France. Les divisions religieuses y prennent toute espèce de faux-nez et, comme les sources souterraines, contrariées dans leur écoulement, s'infiltrant et surgissent brusquement où rien ne semble justifier leur apparition. Un fait, non assez remarqué, c'est que les chefs du terrorisme à Nîmes étaient tous catholiques. Certes ce serait une plaisante et odieuse thèse que d'attribuer au parti où le hasard les avait fait naître, les excès révolutionnaires dont furent les premières victimes tant de prêtres respectables et tant de personnalités sympathiques de l'aristocratie. Mais à quels secrets mobiles obéissait la tourbe qui les applaudissait, les suivait et les entraînait dans les voies de la violence ? Tout au fond de ces âmes obscures dont les passions étaient féroce-

(1) On comprend qu'il serait difficile à première vue de préciser le culte de ces trente-un premiers conseillers municipaux. Un certain nombre n'ont pas laissé de traces dans l'histoire locale ni d'enfants pour les continuer. Mais le préfet Dubois a pris soin de nous épargner les recherches. C'est lui-même qui, sur un carré de papier informe et de sa large écriture a pointé la représentation proportionnelle des confessions et c'est très volontairement et après réflexion qu'il s'est arrêté à cette proportion. Plus tard Dalphonse la modifiera en introduisant un plus grand nombre de catholiques dans le Conseil. Détail assez piquant, Dubois était catholique pratiquant, et Dalphonse, libre-penseur, tant il est vrai qu'à Nîmes les mots ont une signification différente. (A. D. du Gard, 1. M. 28).

ment déchainées, on déchiffre sans peine la haine de toute supériorité, celle de la fortune comme celle de la naissance ; mais ne faut-il pas aussi faire la part des influences ancestrales qui ont précipité le courant démagogique tantôt contre les nobles catholiques, tantôt contre les riches protestants ?

Le Consulat s'appuyait surtout sur le tiers parti, le centre-gauche, aurions-nous dit, il y a quelques années, et l'effort des préfets devait être de le fortifier où il existait, de le créer partout ailleurs. A Nîmes, ce parti était nombreux et tout à fait Brumairien ; il avait approuvé très fort Bonaparte et ne demandait qu'à le suivre jusqu'à l'Empire inclus. Seulement il était composé surtout de protestants. On avouera qu'il était difficile à Dubois de se réserver vis à vis de ces dévouements qui s'offraient avec tant d'abandon et de les mettre à la position congrue, pour aller frapper à des portes qui ne s'ouvriraient pas aussi facilement. Il le fit à Alais, à Beaucaire, au Vigan ; il ne crut pas la chose nécessaire à Nîmes. L'aurait-il essayé qu'il n'aurait peut-être pas été suivi par le gouvernement aiguillé dans une direction qui, vue du dehors et du centre, paraissait toute naturelle. On avait trop de peine par ailleurs à trouver des citoyens assez dévoués pour accepter la responsabilité des fonctions municipales sans compliquer les choses dans une grande ville où toute une fraction de la population observait une attitude maussade et réservée.

Ce qui appartient bien à Dubois, c'est la minutie avec laquelle il réunit et contrôle les uns par les autres, les renseignements qu'on lui fournit. Le résultat de son travail est consigné dans quatre gros dossiers ; pour chaque commune, un long

tableau portant les noms des personnages signalés, avec indication de leur état civil et de leur fortune, les noms de ceux qui les recommandent et les notes confidentielles. On entend, bien que la plupart du temps les choix du préfet se déterminent dans des conversations privées ; mais il en reste la trace sous forme de notes éparses prises par lui ou par son secrétaire intime (1). Tout cela est très touffu, très mélangé, parfois bien en désordre, mais a le mérite de nous rendre très vivantes l'éclosion et la poursuite du travail. Les indications confessionnelles sont plus rares qu'on ne le croirait ; ce n'est guère que dans les communes des Cévennes et de la Vau-nage qu'elles accompagnent dans une colonne spéciale les noms des candidats. On sent cependant presque partout leur influence, ne serait-ce que dans le choix des personnalités consultées. Du reste, le préfet comme ses conseillers se méfie un peu des Jacobins ; il veut bien leur accorder un certain rôle, mais subordonné à leur acceptation du nouveau régime. Le Fouché de l'endroit est le nouveau secrétaire-général Blachier qu'une alliance assez vague avec le fameux Courbis avait quelque peu compromis, mais qui mettait autant de prudence dans sa conduite politique que le souple ministre de la police. N'importe ! Dubois se méfie un peu de ses présentations, comme s'il avait des pressentiments du rôle défaste que jouera dans sa propre carrière ce sous-ordre trop engagé dans les intrigues locales.

Je viens d'employer le mot « *candidat* » ; il est inexact dans beaucoup de cas. La définition même

(1) Ces dossiers portent les Nos 37, 39, 40 et 41 de la série 4, M. des Archives départementales.

de ce mot entraîne l'idée d'un acte volontaire de postulation à un emploi quelconque. Or les gens tiennent très peu dans les petites communes à payer de leur personne. Ils se souviennent qu'aux mauvais jours de la Révolution, les fonctions municipales ont été la source de dangers ou d'ennuis de toute nature. Avec le nouveau régime, le maire paraît encore plus compromis, il est seul à la tête de l'administration municipale, responsable plus que jamais ; il sera à peine couvert par un conseil municipal dont il ne connaît pas encore la composition. Les femmes, les enfants se mettent de la partie ; tous supplient le chef de famille de se tenir tranquille ; les choses se débrouilleront bien sans qu'il compromette son repos et peut-être sa liberté, d'autant que le nouveau régime semble vouloir travailler et faire travailler tout son monde. Le premier Consul a pris à tâche de rétablir l'ordre dans les finances, de faire rentrer les conscrits réfractaires sous les drapeaux, de réprimer le brigandage. Les circulaires se multiplient ; le préfet a l'œil à tout, il multiplie les proclamations, les arrêtés, et entend que tout cela ne reste pas lettre morte. Mais comme il est encore très neuf, qu'il ne tient pas encore tout son personnel, il a des incertitudes, d'apparentes contradictions qui déroutent. Une note anonyme sur la situation politique des communes limitrophes de l'Ardèche dépeint bien cet état d'esprit. « On parle beaucoup de pacification, c'est le bruit commun ; on n'y tend pas, c'est l'idée générale. L'espoir d'une amnistie rassure, les poursuites toujours plus chaudes inquiètent »(1).

Le préfet aurait pu répondre que le vrai moyen

(1) Arch. Dép. du Gard, 1, M. 38.

d'éclaircir la situation était de lui apporter un concours net et sans ambage , et que bien renseigné, soutenu par les honnêtes gens de tous les partis , il pourrait marcher d'un pas décisif vers la solution désirée par tous. C'est d'ailleurs ce qu'il faisait avec assez de succès, semble-t-il, mais trop lentement encore au gré du ministère.

L'ambition en définitive ne perd jamais ses droits. Petit à petit on recueillait de nouvelles adhésions, ici en faisant appel aux sentiments du patriotisme et du devoir civique ; ailleurs, et plus souvent, on s'en doute bien, en s'adressant à des passions moins nobles et en faisant valoir l'intérêt bien entendu des citoyens appelés aux fonctions municipales.

Ce fut naturellement l'arrondissement de Nîmes qui fut pourvu le plus tôt de ses municipalités. Encore fallut-il y employer près de deux mois. La grosse fournée des nominations est seulement du milieu de prairial (juin 1800), Il y eut quelques difficultés à pourvoir les communes du midi de l'arrondissement propriétaires de marais. Ceux-ci étaient des sources importantes de revenus et malheureusement les profits qu'on pouvait en tirer, les gabelles personnelles auxquelles on pouvait se livrer par les temps de troubles avaient triomphé de la vertu très peu solide de certains administrateurs municipaux. C'est ainsi qu'à propos de Saint-Laurent-d'Aigouze, Vincens Saint-Laurent écrit : « L'esprit public est assez bon. Il serait d'ailleurs d'autant plus important de mettre l'administration entre bonnes mains, que cette commune a des revenus considérables et que jusqu'à présent ils sont la proie de quelques fripons assez versatiles pour être toujours

protégés et impunis. » Il présente en conséquence deux candidats *ex-æquo*, grands propriétaires et hommes très sûrs. L'un est catholique, 1788, et l'autre un protestant, 1789. Mais ni l'un ni l'autre n'acceptèrent et il fallut se rabattre sur un candidat de Blachier, qui administra d'ailleurs fort honnêtement, mais se dépêcha de s'en aller dès qu'il put.

Réserve faite de Nîmes, on constate dans cet arrondissement, le parti pris de l'administration de croiser les opinions et les cultes. Dans les communes mixtes on doubla le maire catholique d'un adjoint protestant et réciproquement ; à un 93 on associa un 89. De même pour les conseils municipaux : on y introduisit des hommes de tous les partis, de toutes les conditions et de tous les âges ; on se préoccupa peu de leur passé et on tint surtout compte de leurs sentiments du présent. Qu'importe que leur adhésion soit prononcée du bout des lèvres ; le gouvernement se sent assez fort pour les entraîner dans son orbite et en faire ses partisans avérés. Un exemple de ces véritables tours de force de conciliation nous est donné dans la petite commune de Sernhac. Bien que Sernhac soit dans l'arrondissement d'Uzès, je le cite ici parce qu'il est des plus caractéristiques et que ce dossier est des plus complets. Il y a là un très brave homme, propriétaire aisé, du nom de Massador, déjà âgé, d'opinions monarchistes, mais modéré, bienveillant et sympathique. Son fils aîné, au contraire, a fait un grand pas de plus dans la voie de la réaction ; il est brouillon, emporté et a été compromis dans des troubles où, en l'an VI, le parti jacobin de l'endroit fut très malmené. L'agent municipal de Sernhac, Payan, s'oppose fortement à la nomination de Massador

père en faisant remarquer qu'il y a lieu de craindre que son fils n'exerce sur lui une fâcheuse influence. L'adjudant général Gilly, le commissaire près le tribunal d'appel Giraudy appuient fortement cette pétition. Fornier de Valori au contraire soutient Massador et présente une liste de conciliation. Après une minutieuse enquête, le préfet mit tout le monde d'accord en décidant un gros propriétaire de l'endroit à accepter les fonctions de maire et en envoyant siéger côte à côte, dans le conseil municipal, le dénonciateur et le dénoncé, Massador père et Payan ; les choses n'en marchèrent pas plus mal.

Mais ailleurs il y eut des conflits entre les maires et les adjoints, qui appartenaient à des clans opposés et se regardaient en chiens de faïence. L'autorité préfectorale s'y attendait et ne s'en émouvait guères. L'heure était passée de l'anarchie dans les petites comme dans les grandes choses. Le gouvernement avait sa jurisprudence faite. A ses yeux le maire était le chef responsable de l'administration communale et était par conséquent présumé avoir raison. On le soutenait avec force, sauf à le frapper durement s'il était démontré qu'il avait méconnu ses devoirs et outrepassé ses droits.

L'arrondissement d'Uzès était à cette époque le plus peuplé et le plus important après celui de Nîmes : c'était aussi le plus difficile à manier. Les populations de la côte du Rhône ont la tête chaude et la révolte infusée dans le sang. Les vallées de l'Ardèche et de la Cèze, profondément déchiquetées, couvertes de forêts étaient l'asile des derniers chouans méridionaux et des bandes des conscrits insoumis. La grosse fournée des nominations municipales est de la fin de Thermidor (août

1800). Le préfet a donc eu besoin de quatre longs mois pour aboutir à un résultat utile. Il y a conflit aigu entre le sous-préfet Dazemar et la gendarmerie. Celle-ci imbue des idées que l'on sait se plaint sans cesse qu'on donne l'influence aux pires rétrogrades ; elle dénonce certains maires et adjoints proposés, comme les complices des chouans ; elle va même jusqu'à mettre la main au collet de l'un d'eux. Le groupe intime qui entoure le sous-préfet est en opposition avec les notabilités de la côte du Rhône et, pour qui connaît l'antagonisme des deux parties de cet arrondissement, la chose n'a rien d'étonnant. Ce qui l'est d'avantage, c'est de voir Dazemar protestant prendre véhémentement position contre les républicains de Bagnols et du Pont-Saint-Esprit. On a bien ici dans cet arrondissement l'image exacte de l'anarchie qui a régné pendant quelque temps même après le 18 Brumaire, des tiraillements qui se sont exercés autour du premier consul et l'ont presque obligé à concentrer le pouvoir en sa personne et à faire de l'ordre avec sa seule volonté. Enlevez dans cet arrondissement d'Uzès à cette époque la direction du ministre et du préfet et l'on a conscience qu'on aboutira au plus effroyable gachis.

Au Pont-Saint-Esprit la commune la plus exposée aux attaques des contre-révolutionnaires on trouva heureusement un officier supérieur en disponibilité, le général Boisset qui consentit à assurer pendant quelque temps la responsabilité du pouvoir municipal. Mais à Bagnols, résidence de Teste, le choix fut plus difficile. Le président de l'administration municipale Raynaud avait été dénoncé, on peut même dire chargé avec furie, par les républi.

cains de l'endroit ; on l'accusait surtout de favoriser les prêtres réfractaires. Le premier maire nommé se démit bientôt sous prétexte de santé ; on en nomma un second M. Guinet, ami de Chazal, qui ne tarda pas à se retirer. Il fallut encore revenir à M. Raynaud.

A Roquemaure, même embarras pour trouver des hommes modérés disposés à entrer dans les voies du gouvernement. Le Sous-Préfet dans une lettre du 7 prairial an 8, avouait ses hésitations. « Je joins, ici, écrivait-il, une liste pour Roquemaure prise à ce que l'on m'assure dans les classes neutres ; je n'en connais aucun (1)... » et quelque jours après : « Les esprits sont aigris dans la commune de Roquemaure, comme dans presque toutes les autres du département ; mais qu'on écarte des places les hommes qui les occupent aujourd'hui, y ont fomenté toutes les haines, toutes les divisions et on verra bientôt renaître la paix dans cette commune ; qu'on remette en place ceux qui y étaient à l'aurore de la Révolution et qui ont été proscrits ensuite par les hommes de 1793. » Les notes qu'il donne sur les gens en place dont il demande sa destitution sont en effet des moins flatteuses : « M. aristocrate en 1789, homme obscur et méprisé, Jacobin en 1792, patriote exalté en 1793, orateur de club, président du comité révolutionnaire, auteur des maux sans nombre qu'on éprouva dans cette commune. D... secrétaire greffier, ancien prêtre, aventurier, marié et père au bout de trois mois ; ...V. commissaire actuel, ancien chanoine, destitué en l'an IV d'agent municipal pour avoir violé à main armée le territoire de Bagnols. » Il présenta un homme considérable

(1) A. D. du Gard, 6, 1. Liasse 40.

à tous égards, bien apparenté et d'un caractère ferme et conciliant. Mais le préfet le trouva trop compromis au point de vue royaliste et ne l'accepta pas. Il fallut se remettre en quête et l'on finit par obtenir l'adhésion d'un ancien administrateur municipal de 1790, qui passait bien pour quelque peu aristocrate, mais qui ne déplaisait pas trop aux exclusifs.

Le grand fleuve qui sépare Villeneuve d'Avignon n'est un obstacle que pour le roulage commercial ; il facilite au contraire les relations individuelles et procure aux personnages trop compromis dans un pays une expatriation rapide et une retraite sûre. L'esprit public à Villeneuve obéissait aux impulsions venues de la grande ville voisine ; un monde interlope fréquentait les cabarets échelonnés le long du fleuve et terrorisait la population ; les attentats contre les personnes y étaient assez fréquents ; les autorités d'Avignon ne pouvaient agir contre ces éléments de désordre encouragés par l'éloignement du chef-lieu et l'inertie de la gendarmerie locale. Aussi le sous-préfet tarda-t-il longtemps à faire des présentations pour la nomination de la municipalité. Aux objurgations du préfet il répondait qu'il ne trouvait personne. Dubois se décida à agir par lui-même. Passant à Avignon, il avait fait la connaissance d'un citoyen recommandable, propriétaire aisé, déjà âgé, M. Barbier-Rochefort. Il s'adressa à lui pour obtenir des renseignements. Les lettres que lui écrivit son correspondant témoignent d'une certaine cordialité de rapports, puisqu'il y est traité de « cher compagnon. » Une première liste élaborée de concert avec le Sous-Préfet ne put aboutir ; les candidats refusèrent. Dubois songea tout naturelle-

ment à Barbier-Rochefort. Celui-ci se défendit comme un beau diable et avec une véhémence qui fait sourire. De nouveaux pourparlers furent engagés et ne réussirent pas davantage. Enfin moitié par séduction personnelle, moitié par un coup d'autorité, le préfet infligea le titre de maire à M. Barbier-Rochefort (21 Thermidor an 8), et lui donna un conseil municipal où il réunit toutes les personnalités importantes du parti aristocrate de Villeneuve. Tout cela se fit contre le gré des intéressés ; mais il fallait aboutir, et la victoire de Marengo aidant, maire et conseillers municipaux se résignèrent à des honneurs qu'ils n'avaient pas désirés.

Il serait facile de multiplier les exemples de cette anarchie administrative dans la partie rhodanienne de l'arrondissement d'Uzès. Les dénonciations y sont très montées de ton, les inculpations de vol et d'abus de pouvoir en sont la monnaie courante ; traiter son adversaire politique d'assassin est un argument qu'on emploie sans y attacher autrement d'importance. On est trop éloigné du pouvoir central pour en redouter beaucoup les atteintes. La citadelle de Pont-Saint-Esprit est sans garnison ; la gendarmerie suspecte et inféodée du parti terroriste, le sous-préfet et le magistrat de sûreté paraissent au bout du monde, dans leur lointaine résidence d'Uzès avec laquelle les communications sont très difficiles. Les passions locales se déchaînent donc en pleine liberté ; elles font sourire quand elles se bornent à des mots ; mais trop souvent elles se traduisaient par des actes de violence brutale et l'on comprend facilement l'embarras du préfet pour ramener un peu d'ordre dans ce pays tourmenté.

Les deux arrondissements d'Alais et du Vigan nous

offrent par contraste un tableau beaucoup plus calme. Ils sont comme les peuples heureux et l'histoire de leurs premières organisations municipales n'offre pas beaucoup de particularités intéressantes. La plus grande difficulté dans les petites communes cévenoles est de trouver des maires et des adjoints non illettrés, encore qu'on ne soit pas bien exigeant sous ce rapport, comme le témoigne la signature de quelques uns de ces officiers municipaux. Je ne parle pas de rapports ou des lettres; c'eût été dans quelques cas leur demander beaucoup trop.

A Alais j'ai déjà dit que le choix du maire avait été très heureux. Le-Sous Préfet, M. Serres, était originaire du Gard et protestant; mais il avait été député à la Convention Nationale par le département des Hautes-Alpes. Lors du procès de Louis XVI il avait voté pour la détention et le bannissement à la paix; arrêté après le 31 mai,, il avait survécu à la Terreur et n'était rentré à la Convention que pour combattre les violences de la montagne. Nommé à la sous-préfecture d'Alais, qu'il devait occuper jusqu'en 1815, il s'y montra le type du fonctionnaire exact et consciencieux. Très méthodique, travailleur, maître de lui, respectueux de la légalité et des droits d'autrui, il s'entoura de tous les renseignements en son pouvoir pour faire ses présentations qui furent presque toutes acceptées par le préfet. La grosse fournée des nominations est du commencement de prairial (mai 1800). Elles étaient terminées à la fin du mois, sauf les retouches rendues nécessaires par les démissions ou les erreurs inséparables d'un choix rapide et qui avait quelquefois porté sur des candidats par trop insuffisants.

Le travail était d'ailleurs rendu facile par la grande quantité des personnalités originaires de l'arrondissement d'Alais et qui occupaient autour du préfet des situations quasi officielles. En général, sauf dans les cantons d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard, la municipalité fut attribuée aux catholiques. Le sous-préfet Serres était pénétré des idées gouvernementales qui tendaient à rétablir la paix religieuse. Son administration est déjà celle que le consul Bonaparte adoptera définitivement et consacrera sous son nom impérial de Napoléon. Le fait est à retenir, si l'on songe que Serres, par ses relations avec le haut personnel politique, son expérience des grandes affaires, son titre d'ancien conventionnel étaient de ceux qui préparent et font l'opinion autant qu'ils en subissent l'influence. La seule préoccupation qui révèle l'origine révolutionnaire du pouvoir est le souci de rassurer les acquéreurs des biens nationaux. On les recherche avec soin pour les faire entrer dans les conseils municipaux et, s'ils présentent d'autre part les garanties suffisantes, pour en faire des maires et des adjoints. L'administration supérieure ne trouva pas d'ailleurs les mêmes répugnances chez les candidats désignés que dans l'arrondissement d'Uzès; même à Anduze et à Saint-Jean-du-Gard elle dut se défendre contre des sollicitations trop vives, faire un choix entre de nombreux candidats et se préoccuper des factions locales qui voulaient s'assurer l'écharpe municipale. Dans la partie nord de l'arrondissement, dans les cantons de Saint-Ambroix et de Génolhac, un autre danger plus sérieux se présenta. C'était des contrées où la chouannerie méridionale avait conservé de nombreux adhérents; limitrophes du fameux camp de Jalès,

elles avaient ressenti les contre coups des événements qui s'y étaient déroulés. Le choix de l'administration n'allait-il pas s'égarer sur quelque complice secret des conspirateurs royalistes ; le sous-préfet procéda à de minutieuses enquêtes ; la tâche lui fut facilitée par le concours du maire d'Alais pour les cantons catholiques ; partout où il le put d'ailleurs il se servit de cette pierre de touche que je viens d'indiquer, le titre d'acquéreur de biens nationaux. En définitive il réussit à constituer un corps d'officiers municipaux compact, qui assura l'ordre et la bonne marche des affaires. Ses erreurs furent rares et rapidement réparées. L'arrondissement d'Alais, par l'effet, soit d'une sage administration, soit du bon esprit de ses habitants, fut très rapidement organisé dans le plan général de la nouvelle administration.

L'arrondissement du Vigan avait reçu comme sous-préfet Rabaut-Pommier, dont le nom et l'histoire sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Comme son illustre frère St-Etienne, Rabaut-Pommier était pasteur du culte réformé et il devait abandonner sa sous-préfecture pour aller exercer son ministère à Paris après le concordat. Il se proposa comme principal devoir de tenir la balance égale entre les deux cultes et se réserva d'autant plus qu'on pouvait le soupçonner de partialité ; la conséquence pratique fut qu'il ne montra pas dans ses présentations pour les municipalités la même décision que son collègue d'Alais, et s'en rapporter volontiers à l'autorité de son chef administratif. Dans une lettre du 20 messidor an VIII, à propos de Valleraugue il se déclare fort embarrassé et finit par renvoyer le préfet à deux de ses amis de Nîmes, riches banquiers, qui connaissent

admirablement le pays et pourront donner tous les renseignements utiles. Mais Dubois avait par ailleurs d'excellentes sources d'informations. Le président du Directoire du département en fonctions au moment de son arrivée et qui lui avait remis le service, Ricaudeau était originaire de Sumène et pouvait guider utilement son choix dans cette région particulièrement difficile. Le fameux prieur de Soliers dit Sans Peur y avait son centre d'action et y comptait, il faut bien le dire, de nombreux amis, même parmi ceux qui blâmaient sa conduite et combattaient son influence. Il importait de choisir dans ces villages des maires dont on fut absolument sûr, également décidés à réprimer et à poursuivre le chef de bandes sans froisser les convictions religieuses de la majorité et exercer des vengeances particulières sous le couvert du rétablissement de l'ordre. Dubois prit cette affaire en mains et eut le bon esprit de séparer les fonctions administratives des attributions policières. Il ne demanda pas aux maires nouveaux de poursuivre Sans-Peur, mais d'organiser l'administration de leurs communes et simplement de ne pas trahir la confiance du gouvernement. Ainsi le principal agent de l'arrestation du prieur de Soliers ne fut-il pas même conseiller municipal de la commune (1).

Le choix de la municipalité du Vigan était assez délicat. Il fut dicté en grande partie par l'ancien député Noailles qui paraît avoir exercé une grande

(1) Nous relevons à propos de Sumène un exemple de l'éclectisme de Dubois dans le choix de ses renseignements et de la façon dont ce préfet du consulat comprenait sa mission. Il témoigne une grande confiance à un juge de paix de Sumène, connu pour ses tendances aristocratiques, mais très honnête homme et pénétré de ses devoirs, le citoyen Tarteron, grand-père du député royaliste de 1871.

influence à la préfecture et ne devait pas tarder à être nommé président de chambre à Nîmes. Dans une lettre du 29 floréal an VIII, Noailles présente à Dubois tout un lot de candidats pour les fonctions de maire : ses préférences vont à un républicain catholique avéré, mais anti Jacobin, le citoyen Boyer, qui fut choisi et à qui on donna deux adjoints, l'un catholique et l'autre protestant, les citoyens Capion et Moutet. En tête de la liste des conseillers municipaux figurait le citoyen de Tessan à qui on avait songé pour l'écharpe de maire. Ici encore le sous-préfet Rabaut-Pommier se montra d'une réserve très grande et laissa faire son préfet.

Il se produisit à Sauve un incident assez curieux. Le préfet avait nommé comme maire un pasteur protestant, le citoyen Devèze, d'opinions assez avancées. Mais Devèze avait un confrère plus âgé qui considéra comme incompatible avec le saint ministère l'exercice de ces fonctions. Il écrivit au préfet une longue lettre pour lui signaler les inconvénients de cette mesure. Les esprits, lui disait-il, ne sont pas encore arrivés à une assez haute philosophie pour l'accepter sans murmure, et très justement il faisait ressortir que le nouveau maire, quelque consciencieux qu'il fût, serait toujours suspect à la partie catholique de la population. On aimera sans doute à croire que cette protestation, accueillie d'ailleurs par Dubois, était dictée par le seul scrupule de maintenir intacte la dignité du ministère pastoral.

Au milieu de toutes ces contradictions, de ces hésitations et de ces luttes d'influence, l'œuvre avançait et le 15 fructidor an VIII (2 septembre 1800), le préfet Dubois pouvait écrire au ministre de l'Intérieur : « La nomination des Municipalités est aujour-

« d'hui terminée malgré les difficultés pour vaincre
« la répugnance d'un grand nombre de citoyens,
« effet malheureux des circonstances fâcheuses qui
« ont désolé le cours de la Révolution. L'un se
« retraçait les dégoûts qu'il avait essuyés précé-
« demment ; un autre était retenu par sa famille qui
« se rappelait que dans des jours calamiteux on
« l'avait privée de son chef pour le seul crime d'avoir
« été magistrat en des temps plus sérieux... appuyé
« sur la marche imposante du gouvernement qui
« tous les jours acquiert de nouveaux amis, j'ai
« rassuré les timides... Les 1^{er} et 4^e arrondissements
« situés dans les parties montueuses n'ont offert
« aucune difficulté : il n'en a pas été de même
« des 2^e et 3^e (Uzès et Nîmes), où les partis sont
« ardents et divisés. Chaque parti aurait voulu avoir
« des hommes à lui, et moi je n'ai pas voulu d'hom-
« mes de parti » (1).

Cette volonté d'impartialité et d'apaisement avait été mise parfois, comme nous l'avons constaté, à rude épreuve ; elle avait été souvent contrariée par les circonstances et les influences extérieures ; elle ne s'en était pas moins exercée avec une indéniable bonne foi. La nomination des Municipalités est le premier chapitre de l'administration de J.-B. Dubois ; elle est toute à son éloge et n'aurait pas été désavouée par son maître Malesherbes. A côté des Bouches-du-Rhône où le préfet Ch. Delacroix soutenait avec une passion obstinée les traditions et les hommes des temps révolutionnaires, le Gard offrait le spectacle d'un département où la politique consulaire était appliquée avec toute sa large tolérance, et où

(1) Arch. Nat. FIB II, Carton II.

l'on tentait de réunir les hommes des anciens et des nouveaux partis pour les faire concourir à une œuvre de relèvement national. Les premiers résultats obtenus furent satisfaisants et l'honneur doit en être reporté au caractère conciliant du premier magistrat du département. Vienne la paix religieuse si impatiemment attendue, désirée dans certains milieux avec une ardeur qui va jusqu'au recours à la révolte, et nos populations connaîtront pendant un instant trop court, la paix et la prospérité intérieures.

GEORGES MAURIN.

SOUVENIRS DE LA GUERRE DE CRIMÉE

PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION COSTE (1907)

(suite et fin).

Le 11 juillet 1855, le capitaine Coste (promu depuis le 6 avril) eut l'agréable surprise d'être appelé à l'état-major général et chargé d'une mission en Circassie. Après neuf mois de la pénible tragédie du service dans les tranchées, allait s'ouvrir une ère plus calme où la comédie diplomatique succéderait aux dures réalités de la vie sur le plateau de Chersonèse.

Le G^{al} Coffinières lui annonça qu'il allait s'embarquer pour Anapa avec la mission de faire sauter les fortifications de cette place abandonnée par les Russes dont on voulait prévenir un retour offensif.

Les Anglais, dit le G^{al}, veulent se ménager la possibilité de débarquer à Anapa où ils ont des intérêts à sauvegarder. Un retour des Russes étant possible, il s'agit de l'arrêter en démantelant tous les forts de l'enceinte qui ont des vues sur la rade. Les mineurs étant indispensables devant Sébastopol, le capitaine Coste ne put emmener que quelques soldats choisis dans sa compagnie et un détachement de 50 hommes fut complété en faisant un emprunt à la compagnie du lieutenant Apffel qui accompagnait Coste. Ces deux officiers avaient été choisis

par ce que c'étaient les deux seuls officiers de l'arme servant depuis le début du siège. C'était une récompense accordée à leur long service.

Les deux officiers et leurs 50 hommes embarquèrent à bord de la frégate Anglaise *Le Léopard* qui devait les conduire à destination.

Après les privations du camp, la table du navire anglais parut luxueuse et nos officiers furent frappés de la beauté physique et de la bonne tenue des matelots anglais.

Au moment du débarquement la rade était occupée par deux navires de guerre un Français et un Anglais qui portaient les consuls de ces deux nations chargés de notifier au gouverneur Turc la décision des puissances alliées ordonnant la destruction des fronts de mer. A ce moment la ville était déserte, sans marché ni approvisionnements et sauf quelques abris dans des maisons en ruine, il était difficile de loger le détachement. Au lieu des ressources prévues, il fallut réquisitionner cinq jours de vivres au lieutenant du navire Français le Brandon. Les hommes furent installés dans deux bâtiments entourant une cour fermée et les officiers durent se contenter d'une maison assez délabrée mais voisine de celle occupée par le détachement ; un bastion, en moins mauvais état que les autres, reçut les 6.000 kilogs de poudre et les approvisionnements débarqués du *Léopard*.

A peine installés le capitaine Coste fut invité à se joindre aux deux Consuls qui allaient notifier au gouverneur Sefer Pacha les décisions des généraux alliés. Sefer Pacha était un ancien chef Circassien, qui, dans sa jeunesse, avait courageusement combattu contre les Russes, à la prise d'Anapa il s'était réfugié en Turquie pour s'adonner au commerce.

Quand le gouvernement Ottoman voulut reprendre possession de cette ville, il fit appel à l'ancien chef Circassien, nommé général de brigade et gouverneur d'Anapa, il était placé sous les ordres d'un général de division Mustapha Pacha, il avait comme auxiliaires deux réfugiés Hongrois, devenus officiers Turcs sous les noms de Méhémet-Bey et d'Abdulaman-Agha, qui prenaient les titres de chef et sous chef d'Etat-Major, une cinquantaine de rédifs ou soldats de réserve complétaient la garnison de la place.

Sefer Pacha occupait avec ses deux filles une maison assez délabrée, décorée du nom de palais, dans laquelle arrivaient de nombreux Circassiens, à cheval, armés jusques aux dents et qui venaient faire acte de soumission auprès de l'envoyé du Sultan. Les chefs restaient auprès du Pacha pour lui constituer une sorte de garde d'honneur, les autres stationnaient avec leurs chevaux dans la cour ou les rues avoisinantes.

A l'entrée des consuls, Sefer Pacha était assis sur un divan très bas, une jambe pendante, l'autre repliée sous lui et caressant d'une main son pied nu, une douzaine de guerriers Circassiens l'entouraient, la poitrine couverte de cartouchières garnies et la ceinture supportant tout un arsenal de poignards et de pistolets.

Le consul anglais, Sir Longworth marchait en tête suivi par M. Champoiseau consul de France et leur suite. Le Consul anglais brusque et raide voulut dès son arrivée auprès du Pacha exposer les ordres qu'il avait mission de présenter. Mais Sefer l'arrêta d'un geste bienveillant et frappa dans ses mains en les invitant à s'asseoir. A ce signal un

Tcherkess aussi imposant et armé que ses confrères apparut portant un plateau recouvert d'un drap de velours frangé d'argent et de petites tasses minuscules remplies d'un café odorant. Aussitôt les hommes d'armes se précipitent, saisissent par le pied les tasses fumantes et les offrent à chacun des assistants.

Le délicieux liquide est dégusté avec une solennelle lenteur, puis le Consul anglais s'apprête à prendre la parole, lorsque à un nouvel appel du pacha sort de la coulisse un second Tcherkesse porteur de pipes Turques. Enfin quand chacun des assistants s'est entouré d'un nuage odorant, le pacha consent à parler d'affaires.

M. Longworth aborda nerveusement la question, parlant anglais, sur un ton impératif. A chaque reprise l'interprète était censé traduire en Turc le discours du diplomate, mais sa voix suppliante, son attitude humiliée prouvaient que sa traduction ne devait rien avoir de littéral. Le vieux Pacha répondait par une bienveillante inclinaison, répétant fréquemment le nom de Mustapha Pacha derrière lequel il voulait s'abriter. Cette curieuse conversation dura assez longtemps, Sir Longworth de plus en plus hautain, l'interprète d'autant plus humble et le vieux gouverneur à peu près muet.

Puis on se sépara avec de grands salamaleks et en reconduisant ces Messieurs jusqu'au quai d'embarquement les Consuls renouvelèrent au Cap. Coste l'ordre exécuter ponctuellement leurs instructions.

Après avoir accompagné les Consuls le capitaine Coste rencontra Méhémet-Bey avec deux officiers français, le sous-intendant militaire M. de la Valette et M. le Commissaire de marine Montaudon envoyés pour ravitailler l'un l'armée, l'autre la flotte.

Ils étaient tous trois consternés par l'effet produit sur le pacha par le ton comminatoire du Consul anglais. Méhémet-Bey montrait une véritable indignation, le Sultan, disait-il, envisage t-il les choses de la même manière, on nous envoie pour défendre la place contre les Russes et on ordonne la démolition des remparts, les Circassiens n'accepteront jamais la destruction d'une place qu'ils considèrent comme le rempart de leur indépendance.

De plus il deviendra impossible de réunir les approvisionnements demandés par l'Intendance.

M. de la Valette paraissait très ému de ces déclarations ; il tenait avant tout à mettre en lieu sûr les troupeaux de bœufs et les fourrages nécessaires au ravitaillement de l'armée et il pressait le jeune capitaine d'attendre de nouveaux ordres envoyés quand il aurait rendu compte lui-même des difficultés de la situation.

Une nouvelle conférence avec Sefer Pacha, mais celle-ci sans témoin ni appareil de réception officielle, montra que le général partageait les appréhensions de l'interprète et qu'il considérait la position comme intenable si les Circassiens voyaient démolir les fortifications de terre, ni lui ni les Français ne pourraient résister contre le soulèvement populaire.

Le capitaine Coste proposa une transaction qui fut acceptée de part et d'autre, il commencerait dès le lendemain ses travaux de mine sous les bastions du front de mer, mais en même temps on travaillerait avec les Turcs à relever les fronts de terre et fermer les brèches pratiquées par les Russes. Ces travaux faits en collaboration avec les Turcs ne soulèveraient pas de suspicion et prépareraient la pose des fourneaux destinés à faire sauter les remparts.

Le Capitaine rédigea un rapport en ce sens adressé au général Niel que M. de la Valette se chargeait de transmettre dès son retour au camp.

Tout marchait ainsi au mieux et les relations entre le gouvernement Turc et les officiers français étaient des plus cordiales.

Le 3 août un vapeur anglais amenait à Anapa un officier d'administration et six soldats pour le service de l'Intendance, arrivait aussi une dépêche du général Niel approuvant la conduite et les plans du capitaine et lui donnant l'ordre de laisser à son lieutenant la direction des travaux et de se rendre à Kertch prendre la direction du Génie de cette place. Dès le lendemain le Capitaine partait à bord du navire anglais *Cléator* qui le portait à Kertch. Là le Commandant du stationnaire français lui remettait de nouvelles instructions du général Niel lui ordonnant de retourner à Anapa et lui confiant en outre, les fonctions d'intendant et le Capitaine repartait sans avoir touché terre.

Le retour à Anapa ne diminuait pas les perplexités du Commandant du Génie, laissé sans instructions récentes, placé entre l'exécution d'ordres anciens et les instances du Gouverneur turc qui se prétendait fort des prescriptions de son général pour arrêter les travaux de démolition des remparts et les dispositions des Tcherkesses opposés à tout ce qui pouvait affaiblir leur résistance contre les Russes, les attermoiments s'imposaient d'autant plus que le nombre d'hommes disponibles étaient des plus restreint, le service de l'intendance absorbant toutes les forces disponibles.

L'arrivée sur la rade du *Cacique* vint apporter une agréable diversion en mettant le Capitaine en

relations avec des officiers français, au nombre desquels se trouvait un ancien condisciple du collège de Nîmes (M. Turc, aide-major). La fête du 15 août fut célébrée à bord avec un luxe et un confortable fort apprécié après les 15 mois de campagne en Asie-Mineure, dans la Dobroudja, sur le plateau de Chersonèse et de Circassie.

Dès son arrivée M. Ribeaucourt, officier de l'intendance avait voulu débrouiller les comptes avec le gouverneur. Besogne ingrate, celui-ci et son fidèle aide-de-camp ayant considéré comme « cadeaux personnels » des sommes importantes versées en à compte des fournitures livrées. Le Pacha promettait 4 ou 5.000 bœufs et en livrait 300, les fourrages étaient pris par les Tcherkesses pour leurs chevaux au lieu d'être remis à l'intendance et Mehémet-Bey expliquait toutes choses en répondant philosophiquement « à bas avec les Turcs il ne faut pas s'émouvoir ni s'étonner, il faut leur demander dix pour obtenir un ».

Le capitaine Coste appelé à faire de fréquentes excursions dans les environs de la ville acheta à bon compte un cheval ayant assez de fond, mais son harnachement étant resté à Sébastopol, il fallut faire l'apprentissage de la selle Circassienne.

Cette selle est formée de deux arçons en bois reliés par deux planchettes qui reportent le poids du cavalier sur les côtes du cheval en dégageant son épine dorsale. Un gros coussin maintenu entre les deux pointes des arçons qui forment le pommeau et le troussequin de la selle est solidement assujéti par une sangle au dessous du ventre du cheval. Les pieds du cavalier reposent sur deux larges étriers à semelle carrée dont l'angle intérieur rem-

place l'éperon. Aux allures lentes ou au repos, il semble juché au-dessus de sa monture. Quand il se lance ou veut faire usage de ses armes, il est droit sur ses étriers et court rênes flottantes.

Dans les derniers jours de juillet le Cacique revint à Anapa et le capitaine Coste décida le capitaine de Vaisseau de Guesnet à aller avec lui chez le pacha pour élucider la question des ordres reçus de la Sublime Porte et la manière dont le Pacha comptait s'y conformer. Celui-ci déclara qu'il n'avait encore reçu aucune instruction mais qu'il était très décidé, dans le cas où l'ordre de détruire les fortifications serait maintenu de donner sa démission, d'aller rejoindre les chefs Circassiens et de reprendre sa liberté d'action.

En présence de cette affirmation très nette le capitaine Coste écrivit au général Niel pour demander des ordres et faire ressortir la nécessité d'atermoyer jusqu'à l'enlèvement définitif de tous les approvisionnements rassemblés et payés pour le compte de l'Intendance et de la Marine. Or, cet enlèvement présentait de grandes difficultés matérielles, il n'y avait dans le port ni embarcations ni appareils de chargement, les navires stationnaient en rade.

Le lendemain de cette entrevue le Pacha convia les officiers Français à assister à une réunion que les chefs Circassiens devaient tenir à une certaine distance de la ville.

Le matin de bonne heure, le capitaine se mettait en selle accompagné du lieutenant Apffel, de Méhémet-bey, d'Abdulaman-Agha, du commissaire de la marine, son interprète, et deux cavaliers circassiens qui servaient de guides.

Après avoir traversé la plaine à l'est d'Anapa, la petite troupe entrait dans une région plus accidentée et au bout d'une heure on arrivait au lieu du rendez-vous, marqué par un bosquet d'arbres au milieu d'une vaste prairie entièrement découverte.

Sefer-Pacha et quelques fidèles y étaient déjà installés dans un campement provisoire, avec nattes, tapis et coussins, où il les invita à prendre place à ses côtés.

Des groupes de cavaliers s'avançaient de toutes parts. C'étaient les députés circassiens avec leur escorte de vassaux. Ils avaient revêtu leurs plus brillantes armures cottes de mailles, arcs, flèches, boucliers, masses d'armes reluisant au soleil, avec grand assortiment de sabres, couteaux et poignards garnissant leurs ceintures. Sans l'éclat de leurs pistolets et de leurs carabines damasquinés, on se serait cru en plein moyen âge, le spectacle était merveilleux.

Sans se confondre, chaque groupe mettait pied à terre, les chefs, au nombre de cinquante, se détachaient et s'avançaient vers le Pacha pour les salutations d'usage, puis ils se disposaient en demi cercle.

Le Pacha ouvre la séance par quelques mots, puis chaque chef à son tour prend la parole. Les intonations, les gestes dénotent une vive surexcitation, ils prononcent à diverses reprises le mot « English, » en se passant la main autour du cou pour indiquer le sort qu'ils réservaient à nos alliés si jamais ils les tenaient.

Sefer-Pacha comprenait seul les discours.

Le Pacha termina la séance par quelques mots et après de nouvelles salutations, chacun regagna son groupe, la journée fut complétée par un repas offert

par le Pacha et par une chasse au lièvre, fantasia plutôt que chasse, car les Circassiens n'avaient pas de chiens et leurs fusils étaient chargés à balles.

Sefer-Pacha chargea les guides d'accompagner les officiers français chez le chef qui leur offrait l'hospitalité.

Un chemin sinueux les conduisit sur un mamelon entouré d'une triple enceinte de palissades qui enfermaient quelques huttes et hangars. Les étrangers furent conduits dans une hutte en clayonnage et torchis de huit mètres de longueur sur quatre de large, n'ayant d'autre ouverture que la porte, deux banquettes en terre battue et quelques sièges très bas formaient tout le mobilier.

De jeunes Tcherkesses leur apportèrent un somptueux repas où le riz, les volailles, les pâtisseries au miel, les grains de maïs cuits au four se succédaient sans intervalles, l'hydromel servant de boisson. L'interprète Stéphane leur expliqua que tous les villages avaient la même disposition. Les Russes n'avaient jamais occupés que des gîtes d'étapes fortifiés. Embusqués dans leurs campements les Tcherkesses tenaient en réalité le pays, toujours prêts à tenter un coup de main au premier signal.

Au 1^{er} septembre on était sans nouvelles de Sébastopol, quand des cavaliers arrivèrent annonçant l'approche des Russes. Les Français se trouvaient isolés et sans grande ressource défensive.

Deux casernes russes abandonnées furent fortifiées à la hâte pour recevoir la petite troupe.

Un vieux canon russe, hors d'usage, complétait la défense, faisant encore assez bonne figure vu en dehors de l'embrasure.

On était en plein travail d'organisation, quand le

22 septembre, le vaguemestre apporta un courrier remis par un navire étranger qui touchait le port et repartait de suite, les ordres datés du 7 septembre n'avaient trait qu'au service de l'intendance, mais les marins apportaient la nouvelle de la prise de Sébastopol.

Le capitaine Coste courut aussitôt à bord pour obtenir des renseignements plus complets, mais impossible de se comprendre autrement que par signe, enfin un croquis de la place et une mimique active permirent de conclure à la réalité de la nouvelle et à la fin de ces travaux, que neuf mois passés dans la tranchée pouvaient seuls permettre d'apprécier.

Français et Turcs débordaient de joie, on voulut illuminer, mais tout faisait défaut, Méhémet-bey offrit aux officiers un grand dîner à la mode turque et leur annonça son départ pour une grande expédition que les hableries coutumières du chef d'état major de l'armée de Circassie devaient ramener à de plus modestes proportions.

Malgré les probabilités d'une paix prochaine, la surveillance fut maintenue aussi étroite, et à la fin de septembre le sergent de garde amenait au capitaine un étranger vêtu en Circassien, mais dont l'extérieur semblait démentir la prétendue nationalité.

Admis en présence du capitaine, il exposa qu'il appartenait à une secte musulmane qui supportait péniblement le joug des Russes et que si les Français pénétraient dans le pays, ils provoqueraient un soulèvement général.

Interrogé sur sa résidence, il répondit venir de Kasan, qu'il sut indiquer sur une carte posée devant lui. Ce degré de science fit naître les soupçons, les

autres Circassiens ne connaissant ni le turc, ne sachant ni lire, ni écrire, et surtout incapables de se débrouiller sur une carte géographique.

Le capitaine en conclut qu'il avait à faire à un espion et lui déclara que le général en chef avait seul qualité pour écouter ses propositions. Il le fit garder à vue et expédier à Kamiesch par un navire marchand qui se rendait à cette destination.

Le capitaine apprit en effet plus tard, et après son retour en France, qu'il avait eu à faire à un officier russe qui avait ses hommes tous prêts à enlever les Français, mais qu'il avait eu à faire à un gaillard qui n'avait pas froid aux yeux, bien éveillé et sans distraction.

Au commencement d'octobre, un navire français sur lequel se trouvait un Nimois, l'enseigne de vaisseau Puech (aujourd'hui vice-amiral du cadre de réserve et grand'croix de la Légion d'honneur), vint confirmer la prise de Sébastopol, mais la paix n'était pas encore signée et on pouvait prévoir d'autres mouvements de l'armée russe, une lettre du général Niel recommandait d'être sur ses gardes, avisant d'une attaque possible sur Anapa.

Enfin, le 28 octobre, l'ordre fut donné de mettre feu aux fourneaux, faire sauter les fortifications du front de mer, rembarquer les troupes et rallier Kamiesch.

Ces instructions furent communiquées au gouverneur turc, qui se hâta de quitter la ville avec ses officiers et ses tcherkess, afin de ne pas assister au démantèlement de la place.

Le feu fut mis aux 6.000 kilos de poudre répartis dans vingt-sept fourneaux et des brèches suffisantes étaient ouvertes dans les remparts pour en interdire le service.

Le lendemain, le détachement débarquait à Kamiesch, ramenant un convoi de moutons, volailles et une cage remplie de faisans dorés.

Sébastopol était pris depuis deux mois, mais la canonnade continuait journellement entre des batteries nouvelles établies dans la ville et la rive opposée. Le détachement avait rejoint les autres compagnies du génie et le capitaine Coste fut chargé par le général Niel de faire les levers de terrain nécessaires à la rédaction du journal du siège.

Une maison confortable avait remplacé la tente turque, une grande fenêtre éclairait la table à dessin et une cheminée permettait de lutter contre des températures de 15 à 20 degrés au-dessous de zéro. Au mois de janvier, les bruits de paix s'affirmèrent, et le 3 avril le canon annonça que la paix était conclue. Dès lors l'armée n'eut plus d'autre préoccupation que de rentrer en France, le génie s'embarqua les premiers jours de mai, et le 12, par une splendide journée, on voyait poindre les côtes de Provence, une indicible émotion étreignit toutes les poitrines, et tout à coup les hommes entonnèrent :

« Vers les rives de France
« Voguons en chantant. »

Les quatre compagnies du 3^m du génie débarquèrent à Marseille et regagnèrent Montpellier, en traversant par étapes Arles, Nîmes et Lunel.

Le régiment vint à leur rencontre, les retours de Crimée marchant en tête, et sur leur passage l'enthousiasme et les cris de salut se manifestaient avec toute l'effusion méridionale.

« An touti la crous, disait à sa voisine une paysanne

« des environs de Mauguio, en indiquant la médaille
« de Crimée qui brillait sur les poitrines, es pa una
« crous, es une médaia de santa Marta, veses pa
« qu'é y a une fenna dessus ?

« Et coumo s'é fay que touti l'an ?

« Et pardina, lous que avieou sa médaia, santa
« Marta lous a fa reveni, lous que l'avien pas soun
« resta, pécaire ! »

A l'entrée du pont qui relie l'esplanade à la citadelle : Qui vive, crie la sentinelle armant son fusil et appelant aux armes. France, répond le tambour-major, attendant la réponse : Quand il vous plaira.

Sur un geste olympien de leur chef, les tambours reprennent la marche du régiment, ébranlant les remparts du bruit de leur batterie et le bataillon des « revenants du siège » disparaît sous les voûtes de la forteresse, laissant comme trace immortelle de son existence éphémère le nom de Sébastopol inscrit sur le drapeau.

Il me souvient du défilé des revenants du siège sur les boulevards de Paris, l'Impératrice était avec les dames de la cour, au balcon de la Chancellerie, place Vendôme, l'empereur à cheval entouré d'un brillant état major, voyait défiler les régiments qui, après avoir parcouru la ligne des boulevards de la Bastille à la rue de la Paix, se disloquaient devant les Tuileries pour regagner leurs casernes.

L'enthousiasme des Parisiens tenait du délire, toutes les artères étaient pavoisées, les cris de vive l'armée ne cessaient pas, le soir les rues mêmes les plus modestes étaient illuminées du rez-de-chaussée au faite des maisons.

Après deux années d'inquiétude, on revoyait la France victorieuse, les souvenirs des désastres de

Moscou effacés, le pays reprenant une place prépondérante dans le conseil des nations et devenant pour quelques années l'arbitre de l'Europe.

Après un demi-siècle écoulé et les événements qui ont bouleversé la face de l'Europe, on peut juger avec impartialité les résultats de la guerre de Crimée. L'Angleterre faisait affirmer par le traité de Paris sa suprématie maritime, elle enfermait la flotte russe dans la mer Noire, annulait par ce fait son influence dans le bassin de la Méditerranée et retardait pour longtemps sa mainmise sur Constantinople.

La France avait sacrifié, dans ce siège de 334 jours, 44.497 hommes atteints par le feu de l'ennemi et perdu un nombre presque égal par les maladies, elle avait dépensé deux milliards et au point de vue matériel ne retirait aucun avantage de ses sacrifices, mais l'effet moral était considérable.

La France, après quarante années de recueillement, reprenait son influence dans la direction des affaires de l'Europe.

Nous sommes reconnaissant au général Coste d'avoir employé les loisirs de sa retraite et les forces de sa verte vieillesse à conserver pour ses petits - enfants et quelques amis les traditions de l'armée française et fait revivre les nobles sentiments qui animaient nos troupes et exaltaient jusqu'au sacrifice l'amour de la patrie.

Ces mémoires, écrits dans un style simple mais précis, d'une concision militaire, sont une utile contribution à l'histoire militaire du XIX^e siècle.

F. BRUNETON.

EPISODE DANS LES CÉVENNES

DE LA CONSPIRATION DE

GASTON D'ORLÉANS ET D'HENRI DE MONTMORENCY

(1632)

Non loin du village de Saint-Etienne-de-Valfrancisque, — aujourd'hui de Vallée Française — existait au xv^e siècle un château féodal, siège d'une seigneurie importante, appelé le Crémat, propriété de la famille de ce nom.

Cette terre du Crémat n'offrirait, sans doute, pas beaucoup plus d'intérêt historique que ses voisines, si elle n'avait été au xvii^e siècle, victime des rigueurs du Cardinal de Richelieu.

C'est le récit de cet événement que nous allons rapporter d'après les documents inédits qui figurent dans nos archives.

Pierre de Calvet, S^r de Fontanilles (1), propriétaire du Crémat depuis 1588, appartenait à la religion réformée ; il avait un fils, François, S^r de Meyrières, qui avait pris une part active à la campagne du duc de Rohan, dans les Cévennes en 1624. Ren-

(1) Pierre de Calvet était fils de Jehan, S^r de Fontanilles et du Solier et de Jeanne de Banne d'Avéjan.

tré au logis après la paix d'Alais — juin 1629 — il ne se tint pas pour battu et n'attendit que l'occasion favorable de reprendre sa vie d'aventures.

Elle se présenta moins de trois ans après et eut cette fois, des conséquences plus graves que ne s'y attendait vraisemblablement M. de Meyrières.

Le château et une partie considérable de la terre du Crémat étaient entrés dans la maison d'Arènes par le mariage de Jehan de Saussan, S^r d'Arènes (1) — 13 mars 1513 — avec Marguerite du Crémat, fille d'André, S^r du lieu, et de Louise de Mandajors. De cette union naquirent plusieurs enfants ; François, l'aîné, fut l'héritier universel de son père, le 18 septembre 1545. Ce n'est pas sans difficultés, d'ailleurs, qu'il put prendre possession du Crémat ; son aïeule maternelle, Louise de Mandajors, revendiquait avec une sauvage énergie, le château, pour son fils Alexandre, le dernier rejeton mâle, croyons-nous, de cette ancienne famille.

Pendant les guerres religieuses, fort vives dans cette région, le château fut quelque peu endommagé ; en 1568 notamment, il fut allégé de son mobilier. Quoi qu'il en soit, à sa mort — décembre 1587 — François de Saussan (2) était toujours propriétaire du Crémat qu'il laissait à son fils unique Antoine, lors âgé de 17 ans.

Celui-ci obligé par le testament de son père de payer à sa sœur Gilette, récemment mariée à son

(1) Jehan de Saussan, né vers 1490, mort le 18 septembre 1545, était fils de Claude, S^r d'Arènes, et d'Isabelle de Monclar.

(2) François de Saussan, S^r d'Arènes, du Crémat, etc, né en 1522, marié le 31 mai 1548 à Gilette de Montcils, dame de la Bedosse, gouverneur d'Alais, de 1566 à 1567 ; viguier de Toulouse, de 1569 à 1581, mort en décembre 1587.

cousin Bertrand de Saussan, S^r de la Roque-Aynier (1), la somme de 7,300 livres et de rembourser au vicomte de Portes (2) un billet de 315 livres, se vit dans la nécessité d'aliéner une partie de son patrimoine.

Il se décida pour le Crémat qui était de « moindre proufit » que ses autres biens, et avec l'autorisation du sénéchal de Nîmes — il était mineur de 17 ans — il vendait par contrat du 17 mars 1588, au vicomte de Portes, le château et les deux tiers de la terre du Crémat — c'est-à-dire tout ce qu'il en possédait — pour le prix de 8,000 livres tournois (3).

En réalité, dans cette transaction, M. de Portes n'était qu'une personne interposée; il agissait d'après les instructions et pour le compte de son ami, M. de Fontanilles. Ce dernier, en effet, craignant que s'il traitait directement avec un mineur, la vente risquât, un jour ou l'autre, d'être attaquée comme nulle, avait imaginé cet expédient et croyait ainsi s'être mis à l'abri de toute revendication future, en quoi il s'illusionnait comme on le verra dans la suite.

Donc le 10 août de cette même année 1588, par acte passé entre M. de Fontanilles et le vicomte de Portes, celui-ci cédait ses droits sur le Crémat,

(1) Bertrand de Saussan, S^r de la Roque-Aynier, marié en 1536 à Gilette de Saussan d'Arènes, fille de François et de Gilette de Monteils.

(2) Jacques de Budos, vicomte de Portes, marié en 1574 à Catherine de Clermont-Montoison.

(3) « Monsieur, vous m'avez tant obligé à vous que je m'en ressentiray, vostre obligé à jamais mayant faict ceste faveur de « m'attendre jusqu'au quinziesme de ce moys auquel terme je ne « faudray — faillirai — vous fère bailler en Allés la partye que « vous ay promise pour la vente du Crémat, vous priant de vous « y treuver audict terme et mandant a M. de la Rocque qu'il s'y « treuve aussy, car il fault qu'il y soy. Je ne faudray point a ce « dessus et vous en pouvez tenir asseuré, vous priant de croire « que je suis du tout a vostre service. Je vous demeure pour « jamais, Monsieur, vostre tres humble et plus affectionné a vous « servir. — J. de Budos. — De Terrargues, ce 10 mars 1588 ».

moyennant le remboursement des 8,000 livres tournois qu'il avait versées au jeune seigneur d'Arènes, Antoine de Saussan (1).

Ce remboursement devait être effectué en deux termes égaux : L'un, le 31 octobre 1588, l'autre, le 21 août 1593 (2).

Peu de temps après, M. de Fontanilles acquérait de M. de Laubrandés, pour le prix de 4,000 livres, le reste du domaine et se trouvait ainsi propriétaire de toute la terre du Crémat.

En 1597, Antoine de Saussan (3), marié, père de famille, se rendit compte d'avoir fait une très mauvaise spéculation, en cédant au prix de 8,000 livres une terre qui en valait au moins trois fois plus.

(1) « Je Jacques de Budos, seigneur et viscomte Portes, promet
« à Mons. de Fontanilles lui remettre et passer vante de la terre
« et place du Crémat et ses despendances que jay naguères acqui-
« ses du Sr d'Arènes et ce pour le prix et somme contenus dans
« l'achapt quen avais faict, de laquelle somme je ay este payé dudit
« Sr de Fontanille fors que de quatre mil escus que me doit
« encore en reste desquels de sa main et assurance de payer escri-
« tes, ay signé la présente de ma main propre ; présents : Mons. de
« Saint-Privas d'Avéjan — Claude de Banne d'Avéjan, Sr de Saint-
« Privas, était fils d'Antoine d'Avéjan et de Gabrielle d'Albert.
« Le 7 août 1567 il épousait Dauphine de Montcalm, fille de Fran-
« çois et de Louise des Porcellets. mort en décembre 1588 — et
« Mons. Louis Turc, bolangier, de Sommières. Faict a Terrar-
« gues, ce 3 septembre 1588. — J. de Budos. — Saint-Privas
« d'Avéjan. Loys Turc ».

(2) « J'ay receu de Mons. de Fontanilles la somme de quatre
« mil livres tz qu'il me devra remettre pour raison de la vante que
« que je luy ay promis de fère et passer cydessus, de laquelle
« somme quitte le Sr de Fontanilles, ay promis de luy passer ladite
« vante par main publique à sa première volonté et réquisition.
« En foy de quoy ay faict escrire la presente signée de ma main
« propre, présents ; Le Sr de Montalet, — Jean de Bérard,
« Seigneur de Montalet avait épousé le 9 mars 1576 Noémie d'Au-
« dibert, fille de Gabriel, Sr de Lussan, et de Gabrielle de Budos
« de Portes, sœur du vicomte, — mon neveu et Claude Corbier,
« mon secrétaire. Ce 21 d'aoust 1593. — J. de Budos ».

(3) Antoine de Saussan, Sr d'Arènes, Soucanton, la Bedosse, le Crémat. etc., né à Toulonse en 1570, marié le 3 juillet 1591 à Lucrette de Cambis, fille de François, vicomte d'Alais et de Madeleine de Villeneuve-Trans, mort à Arènes, le 23 août 1611.

Informé, sans doute aussi, du compromis fait à ses dépens par les acquéreurs, il les assigne devant la Cour présidiale de Nîmes requérant la résiliation du contrat de vente de 1588.

Nous ne mentionnons que les principales phases de ce procès qui devait durer trente-cinq ans et se terminer brusquement d'une manière tragique et bien imprévue.

De 1597 à 1611, c'est une succession de jugements favorables au S^r d'Arènes, auxquels la partie adverse répond par le même nombre d'appels. Le procès n'a donc pas fait un pas lorsque Antoine de Saussan meurt le 23 août 1611, laissant Lucretie de Cambis, sa femme, son héritière fiduciaire, avec mission d'élire elle-même, son héritier parmi leurs trois enfants, Jacques, Françoise et Marguerite.

Bien qu'il y eut un fils, c'est cependant Françoise qui fut désignée comme héritière universelle en considération du brillant mariage qu'elle contracta le 2 novembre 1611 avec César de La Tour Gouvernet (1), baron de Voguedemar, plus tard marquis de la Charce et lieutenant-général des armées du Roi.

Pendant les années qui suivent, l'affaire du Crémat paraît abandonnée et M. de Fontanilles jouit paisiblement de son domaine. Cependant en 1617, une nouvelle assignation est lancée par la dame de Saussan, assistée de son gendre, contre M. de Fontanilles et M^{me} de Portes, au lieu et place de son mari décédé (2).

(1) César de La Tour Gouvernet, fils de René, marquis de la Charce et de Isaheau de Montauban, était veuf de Claude de Ginetous, fille de Pierre, baron d'Alleyrac et de Claude de Mandajors. Il appartenait à la religion réformée.

(2) A cette assignation, la vicomtesse de Portes répond à M^{me} de Saussan par la lettre suivante :

« Mademoiselle, je vous supplie de croire que mon intention n'a jamais été de vous nuire et traverser en l'affaire dont vous

On plaide. Les adversaires invoquent la prescription qui n'est pas admise par la Cour et finalement les parties sont invitées à compléter leur dossier respectif.

En 1621, la Cour de Nîmes rend une sentence de résiliation de la vente en faveur de la dame de Sausan, mais M. de Fontanilles — M^{me} de Portes a été mise hors de cause, — s'empresse de relever appel devant la Cour de Béziers.

Pour peu que l'on soit familiarisé avec les lois et coutumes judiciaires de l'époque, on ne sera pas surpris des péripéties comme des lenteurs de ce procès qui aurait bien pu durer dix ans encore et même plus, si un incident fort imprévu n'en avait précipité la solution dans un sens qu'aucune des parties n'avait envisagé.

Nous avons dit que M. de Meyrières était parmi les mécontents que n'avait pas satisfaits l'édit de grâces de 1629 ; aussi est-ce avec empressement qu'il accueillit les émissaires qu'Henry de Montmorency avait envoyés, au début de l'année 1632, à Alais et dans les hautes Cévennes, à l'effet de lui recruter des troupes. S'enrôler pour marcher contre le puissant Cardinal-Ministre ! Cette perspective était bien faite pour rallier les Protestants qui considéraient Richelieu (et pour cause), comme leur ennemi implacable.

Meyrières fit donc une propagande active ; il s'abou-

« m'escrivez estant intervenue en cause sur l'opinion que j'ay
« heue d'y estre interessee, desirant vous en tesmoigner en toutes
« occasions que nos affections sont toutes parfaites pour vostre ser-
« vice et que vous m'estes en aussy grande considération que
« personne aultre le saurait estre, vous recognestres la vertu de
« ces paroles quand les occasions sen offriront et toutes les foyes
« quil vous plaira den tirer des preuves asseures avec ceste veri-
« table protestation que je suys tousjours, Mademoiselle, vostre
« plus humble servante » Catherine de Clermont ».

cha avec ses coreligionnaires et anciens compagnons d'armes de 1624 et le 11 août (1), par une lettre publique signée de lui et de son ami du Cros, il convoquait « *une assemblée contre le service du Roy* » à Saint-Germain-de-Calberte, sa résidence. A l'issue de cette réunion, il enrôlait un nombre considérable d'hommes, se mettait à leur tête et entraît en campagne.

Nous ignorons les péripéties de cette expédition ; mais, en tout cas, ce bel élan fut brutalement arrêté par l'issue fatale du combat de Castelnaudary — 1^{er} septembre 1632.

Voici, en effet, la sentence que prononçait le 17 novembre contre François de Calvet, la Chambre Criminelle séant à Langogne :

« Ordonne la chambre criminelle establee aux païs
« de Gévaudan Velay, Vivarois et Cevesnes, led. de
« Calvet estre livré et mis es mains de l'exécuteur
« de la Haulte Justice ; lequel après lui avoir faict
« fère le tour acoustumé par la ville de Nismes le
« conduira en place du chasteau ou sur lechafaud luy
« rompra bras, jambes, cuisses et reins jusques mort
« naturelle sensuyve. Et si ne peut estre aprehendé
« sera représenté en troys tableaux au plus près
« du naturel que fère se pourra avec la suscription
« de son nom, surnom, qualités et de ses maléfices ;

(1) Cette prise d'armes, à cette date, devait être le fait d'un mot d'ordre. Elle coïncidait, en effet, avec l'arrivée de Gaston d'Orléans à Lodève et de sa jonction avec les forces dont disposait Montmorency.

Il y avait près de trois mois que *Monsieur* était en route, s'acheminant à petites journées vers le Languedoc. Parti de Bruxelles, le 18 mai, il s'arrêtait 15 jours à Trèves, en repartait le 4 juin et arrivait à Lodève dans les premiers jours d'août. Certains historiens prétendent même que cette arrivée prématurée — elle n'était convenue que pour la fin d'août — jeta le désarroi dans le camp de Montmorency et fût, en grande partie, cause de la déroute du 1^{er} septembre.

« lun desquels tableaux sera pandu en un poteau qui
« pour c'est effect sera dressé en la place de la
« Trésorerie à Nismes ; lautre en un aultre poteau
« en la ville de Mendé et le troisième en la place
« publique de Langogne pour y desmeurer pendant
« un mois avec inhibition et desfense a toute per-
« sonne de les oster à peyne de la hart.

« Ordonne et ordonnons que toutes et chascunes
« les maisons dudit. Calvet et nomémment la maison
« et *chasteau du Crémat* seront desmoli raz pied raz
« terre sans quon y puyse doresnavant bastir ni
« employer le fonds a aulcun usaige sans espresse
« permission de S. M. a peyne de la vie aux contre-
« venants ; que tous les vassaux et enphytéotes et
« aultres que estaient obligés aud. de Calvet pour
« droicts féodaux, rentes foncières et aultres proufits
« soyent francs et quittes desd. droicts envers tous
« quil apartiendra pendant le tems de dix ans pen-
« dant lesquels seront employes pour la décoration
« ou ornement des esglises parroissiales des lieux
« ou sont lesd. rentes. Ce que la Justice destient qui
« a apartenu aud. de Calvet ne pourra estre admi-
« nistré que par juges royaux qui auront permission
« de S. M. pour oster tous moyens aux officiers des
« seigneurs de justice d'opprimer les sujets du Roy
« a lexemple dud. de Calvet ; ainsi condamnons led.
« de Calvet a douze mil livres demande pour la répa-
« ration ou réédification des esglises parroissiales et
« maisons presbytérales des lieux ou sont scitués
« les maisons dud. Calvet à quoy seront aussy
« employés les pierres et matériaux desd. maisons
« par ladvis des sieurs évesques ou leurs vicaires
« généraux dans le diocese desquels lesd. maisons
« sont assises ; et en deux mil livres demande

« pour la construction de lesglise du couvent des
« peres capucins de Nismes et le restant des biens
« dud. de Calvet avons desclaré et desclarons acquis
« et confisques au Roy distraict le troisième pour sa
« femme et enfants, si poinct en a. Et sera le present
« jugement envoyé aux sieurs evesques de Nismes
« et de Mende et aux vicaires généraux pour fère
« soigner lexécution en ce qui les concerne pour la
« réparation ou réédification desd, esglises ou mai-
« sons presbytérales.

« Ordonnons aussy que led. jugement sera gravé
« et buriné sur deux plaques de cuivre en plus gros
« caractères qu'il se pourra dont lune sera posée et
« attachée avec crampons de fer contre la muraille
« de la maison du Roy en la place de la Trésorerie
« à Nismes et l'autre à costé de la porte de lesglise
« cathédrale de Mende en perpétuelle mémoire de
« la punition de crime de rebellion à S. M. dud.
« de Calvet.

« Et enjoignons a tous consuls des lieux de pres-
« ter ayde, main forte et adssistance pour lexécution
« du jugement en fesant inhibition et desfense a
« toute personne de quelque qualité et condition que
« soit de donner secours et adssistance aud. de
« Calvet et a peyne d'estre desclaré atteinte et con-
« vaincue de mesme crime.

« Faict a Langogne le douzième jour de novem-
« bre mil six cent trente deux. Le mesme jour exé-
« cuté figurativement en lad. par lexécuteur de la
« Haulte Justice. »

« Par MM. les Commissaires desputés par lad.
chambre.

MATHIEU greffier. »

Cette condamnation du Crémat jeta la consternation dans les deux familles qui s'en disputaient la propriété. Les adversaires s'unirent donc aussitôt pour conjurer le péril, quittes à reprendre le procès, le danger passé.

La M^{se} de la Charce charge de ses intérêts, en cette affaire, un sienr Bryssac qui lui écrit peu de jours après avoir eu connaissance de la terrible sentence du 12 novembre (1).

« Madame, je vous envoy une lettre que Mons. de
« Meyrières vous escrit de laquelle je seray esté le
« porteur si ne veut esté que ma sia'ique ma menassé
« despuys deux jours et me tient apieds quest cause
« que vous envoy la lettre aussy que la (lettre) que
« Mons. de Meyrières mescrit a moy par lesquelles
« deux lettres vous verray come il a besoing de vos
« faveuvrs a quoi vous estes supplié de despartir. Je
« croy que pour vostre droict et pour luy adsister
« vous devès escrire à M. de Machault afin que il luy
« plaise diferer au rasement du Crémat, attendu les
« droicts que vous y avès et mesme si avies des
« actes en envoier des coupies lesquelles avec
« la lettre que vous escrires a Mons. de Machault,
« Mons. de Fontanilles qu'est ici. qui passe en dili-
« gence rendroit ou feroit rendre a la Cour de vostre
« part autrement le Crémat est rase. »

« Je desmeure Madadame vostre très humble et
obeissant serviteur. BRYSSAC. »

Voici la lettre de M. de Meyrières adressée à M. Bryssac dont il est question ci-dessus ; quant à celle qui était annoncée à M^{me} de la Charce, nous n'avons pu la retrouver.

(1) Cette correspondance ne porte malheureusement ni dates ni lieux d'origine.

« Monsieur, les aferes que jay mobligent à vous
 « prier humblement prendre la peyne la presente
 « reçue daller voir Mad. la marquise de la Charce
 « de ma part et la seuplier de vouloir escrire à Mons.
 « de Machaul pour empescher le rasemen du Crémat
 « et luy représenter par sa lettre le procès quest
 » pendant entre nous a la chambre.

« Si Madame me veult obliger en cela fauldrat
 « quaprès sa lettre elle fit acte d'oposition pour
 « s'oposer aud. rasement lafere presse vous mescu-
 « serés que je vous donne ceste peyne aux occasions
 « que vous plaira serves vous de moy.

« Je suys Monsieur vostre très humble serviteur
 MEYRIERES. »

« Mon père (Mons. de Fontanilles) passera demain
 « matin ici (Alais) et vous verrat vous lui saurés à
 « dire la volounté de Mad. la marquise si Mad. avoit
 « le procès ou larrest que fut donné et que lad. dame
 « volut mander un home au paies la ou Mons. de
 « Machaut est pour fere son oposition je paieray les
 « despens que pourrait fere come je vous seuplie me
 » vouloir obliger de partyr des aussitôt pour empes-
 « cher le rasemen le commissaire y doilt venir dans
 « quelques jours. Mon père vous verrat demain
 « matin avec ladsistance de Dieu si Mad. a le contract
 « que feu Mons. d'Arènes son père passa à Mons. de
 « Portes serayt bon de l'avoir. »

En même temps, M. de Meyrières écrivait à Jacques de Saussan, seigneur de la Bédosse, gouverneur d'Alais et frère de Mme de la Charce :

« Monsieur, je vous escrivis y a quelques jours
 « pour vous seuplier comme je fay par ceste
 « icy de me vouloir obliger de me mander
 « une coupie de la vente que Mons. vostre père

« fit a feu Mons. le vicomte de Portes, Mons. de
« Poligna (Polignac) mendemande le lods je ne le
« trouve pas a Saint Germain (de Calberte) et aten-
« dant repcevoir ceste faveur de vous , je reste
« Mons. vostre tres humble serviteur. MEYRIERES.

« A Mons. de la Bedosse gouverneur dallés. »

La perspective de la démolition de son château paraît beaucoup plus préoccuper, angoisser même M. de Meyrières, que sa condamnation à être roué vif en la place du château à Nîmes. Cependant il n'ignorait pas qu'il n'était pas aisé de se soustraire à la justice du Cardinal. Mais il était jeune, habitué aux aventures, et avait, sans doute, grande confiance, soit dans la sécurité de sa retraite, soit dans l'heureuse issue des démarches faites en haut lieu pour sauver sa vie et sa fortune.

A mesure que le dénouement du drame approche les lettres se multiplient et c'est maintenant le marquis de la Charce qui est mis en cause et sollicité à son tour.

Voici en quels termes lui écrit M. Bryssac :

« Monsieur, je vous envoy une lettre que M. de
« Meyrières ma escrit ce matin avec aultre lettre de
« Mons. de Fontanilles sur les advis quy luy sont
« donnés de la part de Mons. de Cabiach sur le sujet
« de ceste afère (le Crémat) Mons. Faucon et moy
« avons donné advis a Mad. la Marquise de envoyer
« a M. de Machault Mons. de Pereyrol avec les
« ordonnances quils ont du Seneschal avec lettres
« de Mad. pour prier Mons. de Machaut de repce-
« voir son oposition au rasemen du Crémat et des-
« pendances diceluy come un bien luy appartenant
« ainsy qu'il aparet par les ordonnances et arest de
« la chambre. On fera beaucoup pour Mons. de

« Meyrières et il sengage par la lettre qu'il m'escrit
« a paier tous les frais du voiage et mesme si cela se
« peult vous seuplie que Mons. de Pereyrol parte en
« diligence ou bien mesme Mons. de la Bedosse qui
« est interesse dans lafere sur quoy je ay donné un
« espres pour scavoir vos résolutions ou bien dud.
« sieur de la Bedosse vous desmeurant toute ma vye
« Monsieur vostre tres humble et plus obeissant
« serviteur. Bryssac. »

Il est vraiment piquant de voir des adversaires qui, il y a peu de jours, luttaienent avec acharnement contre les prétentions de M^m de la Charce, la supplier humblement aujourd'hui de faire opposition, à la cruelle éventualité « du rasement » en produisant les jugements en sa faveur, qui, la déclarent seule et véritable propriétaire du Crémat.

La Marquise (elle y avait intérêt) se laissa toucher par ces pressantes instances; elle fit parvenir à M. de Machault qui n'en tint d'ailleurs aucun compte, les pièces les plus importantes du procès. C'est ainsi qu'elles manquent au dossier que nous avons sous les yeux.

La lettre de M. de Meyrières dont M. Bryssac annonçait l'envoi au Marquis de la Charce a disparu; nous ne possédons que celle qui était adressée à M. de Fontanilles par un correspondant anonyme et dont voici la teneur.

« Monsieur, j'ay pris charge de Mons. de Cabiach
« vostre cousin de vous donner advis qu'il na seu
« empescher la condamnation rigoureuse de Mons.
« de Meyrières, vostre fils moins encore le rasement
« de ses maisons a quoy on va travailler dès le premier
« jour, la commission en estant envoyée a quelque
« Prevost de Nismes mais mondit sieur de Cabiach

« trouve bon que toutes vos femmes se mettent dans
« le Crémat et quelles taschent de temporiser et que
« vous ce pendant ayez recours à Mons. le marquis de
« la Charce pour former opposition. Que si vous
« avez quelque ami a Nismes de pratique il seroit
« fort bon de fere trouver quelque diete faicte des-
« puy quelque tems par le consentement de Mons.
« de la Charce et envoyer le tout en grande diligence
« avec procurations nécessaires a mondit sieur de
« Cabiac la ou il se trouvera. Voila tout le remede
« quil y peut avoir pour sauver vos maisons car pour
« la persone et pour les amandes il se fault pourvoyr
« au conseil avec le tems tout cela nécessite une
« plus grande diligence que vous n'avez pas acoustu-
« mé de pratiquer chez vous. Vos femmes ce pendant
« avec quelques hommes meles pourront fere quel-
« que resistance par prieres ou autrement. Mons. de
« Cabiac vous escrira la mesme chose mais il vouloit
« que je vous rendisse la lettre en main propre ou
« homme capable et asseuré mais je nay pu fere ni
« lun ni lautre estant engage en une affere impor-
« tante pour mon particulier et puy n'estant pas
« propre a vous servir en ces malheureuses afferes
« jay cru quil suffisoit de vous envoyer ce memoire
« qui est tout ce que vous pourray avoir dict et vous
« seuplie de croire que je suis vostre tres humble
« serviteur. »

Qui était ce M. de Cabiac qui faisait ainsi prévenir son cousin de Fontanilles qu'il « na seu empescher la condamnation rigoureuse de son fils ? » Un magistrat sans doute. Peut-être même un des juges qui faisaient partie de la chambre criminelle. Quoiqu'il en soit, le remède qu'il indique pour retarder ou conjurer l'exécution de la sentence nous parait bien puéril et d'une efficacité contestable. Les sup-

plications ou la résistance de femmes avec « quelques hommes mêlés » dans un château, même aménagé pour la défense, n'étaient pas de nature à arrêter la justice du cardinal Duc. Ses arrestations étaient sans appel. Il y avait quelques semaines à peine, on venait d'en avoir, à Toulouse, un exemple retentissant ; et pourtant tout avait été tenté auprès du Roi pour sauver la tête du grand seigneur et de l'illustre capitaine.

Monsieur de Cabiac s'illusionnait, ou plutôt voulait donner le change à son correspondant sur le danger de la situation.

Depuis que Richelieu détenait le pouvoir, il avait donné la mesure de son caractère et nul ne pouvait ignorer que ce grand politique ne se laissait pas plus attendrir par les prières, qu'intimider par les menaces, toutes les fois qu'était en cause le plan admirable, conçu par son génie, méconnu, il est vrai, de ses contemporains, pour la plus grande gloire de la France.

Aussi, malgré les démarches du marquis de la Charce, les multiples sollicitations en haut lieu de M. de Fontanilles, et toutes les arguties de la chicane, la justice suivit son cours.

Avant le 1^{er} janvier 1633 « le chasteau du Crémat estoit desmoly raz pieds raz terre » et le domaine confisqué.

C'est de cette manière tragique que se termina le litige qui n'avait pas duré moins de trente-cinq ans et causé de grands frais aux deux parties.

Qu'advint-il, dans la suite, de la terre du Crémat ? Nous l'ignorons. Toujours est-il que depuis cette époque, nos archives ne font plus jamais mention de son nom.

RAOUL DE COURTOIS DE PÉLISSIER.

LIVRES ET REVUES (GARD)

Un lauréat de l'Académie de Nîmes, M. l'abbé Chailan, curé d'Albaron, vient de publier un important ouvrage : *L'Ordre de Malte dans la Ville d'Arles* (in-8° xix-387 pages, Bergerac, 1908, orné de 11 photogravures). — Ce travail est précédé d'une bibliographie très copieuse qui nous montre la richesse de la documentation de l'auteur. La première partie (pp. 1-185), a pour titre : *L'Hôtel des Grands Prieurs de Saint-Gilles* : raconter les origines et la formation de cet hôtel, parler des événements dont il a été le théâtre, indiquer les nombreuses réunions de chevaliers qui s'y assemblèrent périodiquement pendant deux siècles, saluer, en passant, les religieux qui y dorment leur dernier sommeil, tel est l'objet de cette première partie.

La seconde (pp. 186-299), est consacrée à des notices biographiques sur les *Chevaliers arlésiens*. Nous voyons s'y succéder tour à tour les principales familles nobles de la Provence. L'Ordre comptait encore parmi ses membres des prêtres appelés chapelains. Ils étaient chargés du service spirituel des armées sur les vaisseaux de l'institut, et de la desserte des principales églises appartenant aux chevaliers, comme Saint-Jean, à Malte, la Collégiale de Saint-Gilles, le prieuré de Saint-Jean-d'Aix. Vingt d'entre eux ont leur notice.

La troisième partie (pp. 300-358), contient des pièces justificatives dont nous signalons les plus intéressantes : Réconciliation de l'église de Saint-Jean, du prieuré de Saint-Gilles ; Rang et ordre des commanderies dépendantes du Grand Prieuré de Saint-Gilles avec l'état de leur valeur, ensemble

la cote de l'imposition de la somme que Sa Majesté désire sur le Grand Prieuré (suivant l'arrêt du Conseil de Sa Majesté du 30 août 1641); Titres et revenus des commanderies ; noms des commandeurs en 1755 ; enfin de nombreuses inscriptions.

L'ouvrage se termine par une table générale des noms propres et des matières qui facilite les recherches.

Le livre de M. l'abbé Chailan dépasse en intérêt et en importance les limites d'une monographie locale. Par les familles de ses chevaliers, par le rôle qu'il a joué dans la défense de la chrétienté contre l'islamisme, par l'étendue de ses possessions territoriales, l'histoire de l'Ordre de Malte se rattache à l'histoire générale.

M. le Curé d'Albaron a droit à la reconnaissance des érudits et de la noblesse de Provence par la sûreté de son information et l'exécution si consciencieuse de son œuvre. Que n'a-t-il apporté plus de soins à la correction de ses premières épreuves ? Cela lui aurait épargné une liste beaucoup trop longue d'*errata* et d'additions.

*
* *

Nous nous en voudrions de ne pas signaler aux lecteurs de la *Revue* le récent travail de M. le chanoine Pisani : *Les derniers évêques de l'ancien Régime*, travail paru dans le *Correspondant* (10 novembre 1908), et en tirage à part, chez de Soye et fils, Paris. Combien y avait-il, en 1789, de diocèses et d'évêques français ? Comment la Constituante bouleversa-t-elle l'ancienne répartition des sièges épiscopaux ? Que devinrent les anciens évêques ? Vers quels pays se dirigèrent les bannis ? Quelle était la situation de l'épiscopat au moment de la signature du Concordat ? Quelle fut la conduite des anciens évêques à l'époque du Concordat, sous l'Empire et sous la Restauration ? Quand et comment moururent-ils ? Telles sont les questions si intéressantes que traite, avec sa compétence hautement reconnue de tous, le docte professeur de l'Institut Catholique de Paris. Qu'il nous soit permis tou-

tefois de lui signaler quelques détails qui nous paraissent des erreurs ou des « coquilles ». L'archevêque d'Avignon, Giovio est mort, non en 1794, mais le 12 octobre 1793 (Cf. Boulay de la Meurthe : *Documents sur la négociation du Concordat*, V, p. 638). L'évêque de Nîmes, Cortois de Balore, n'est pas mort à Polery, mais à Polisy, près de Bar-sur-Aube. Au sujet de M. de Bausset, évêque d'Alais, l'auteur nous dit (p. 20), qu'il traversa toute la période révolutionnaire sans attirer l'attention. Or, il aurait été arrêté deux fois : après le 10 août 1792 et pendant la Terreur. Il fut délivré après la mort de Robespierre. (Voir, Bardon, *Lettres du cardinal de Bausset à d'Hombres, d'Alais*, p. 14).

Ces petites taches ne doivent pas nous empêcher de reconnaître le grand mérite de l'auteur. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire religieuse de la Révolution doivent lire *Les Derniers Evêques de l'Ancien Régime*.

A. D.

Le Collège d'Uzès (1566-1793, 1803-1903), par F. Frandon, principal du Collège, monographie accompagnée de cinq planches hors texte — Toulouse, Ed. Privat, 1907.

Etude très complète et faite sur les documents originaux. C'est une très intéressante contribution à l'histoire de l'enseignement en général et en particulier à celle d'Uzès. Cette ville a toujours attaché une grande importance à la prospérité de son collège et a réussi à le maintenir dans un état de prospérité relatif très satisfaisant. M. F. en suit les vicissitudes depuis sa fondation jusqu'à nos jours, donne la liste de ses directeurs et principaux, des professeurs et des élèves les plus distingués. L'ouvrage est illustré par une série des plans du Collège et le graphique de sa population scolaire. Il serait à désirer que tous les établissements d'enseignement secondaire eussent leur histoire ainsi faite. Une

erreur typographique a fait écrire, p. 14, d'Albenard au lieu de d'Albenas. Parmi les professeurs du Collège d'Uzès, a figuré pendant quelque temps, Thomas de Lavernède qui devait acquérir ensuite au lycée de Nîmes une si légitime autorité.

La poste aux lettres dans le Gard au cours du XIX^e siècle, par E. Renard, inspecteur des Postes et Télégraphes, (extrait de la *Revue Cévenole*), Alais 1908.

En 1801, le département du Gard possédait 22 bureaux de poste. Les départs et les arrivées de courrier n'avaient lieu que tous les deux jours. En 1900 il en existait 425, et leur nombre s'est accru et s'accroît tous les jours. Le télégraphe aérien fit son apparition à Nîmes en 1832. Je n'ai pas besoin de dire que tous nos bureaux sont aujourd'hui desservis par le télégraphe et la plupart ont le téléphone. En 1801, la poste transmettait les lettres d'un bureau à l'autre, et les correspondances n'arrivaient que tardivement et difficilement à leurs destinataires ; facteurs des postes et des télégraphes, sillonnent de nos jours les moindres sentiers du département et il n'est ferme si reculée dans les montagnes qui ne reçoivent quotidiennement leur visite. M. R. raconte ce merveilleux développement de ce service avec précision et clarté ; et en dresse la statistique avec chiffres à l'appui. Plus que beaucoup de gros volumes, cette brochure concise est pleine d'enseignements et nous en recommandons la lecture à tous ceux qu'intéresse l'histoire des progrès accomplis au XIX^e siècle. A noter la très plaisante anecdote des bottes du brigadier de gendarmerie, transformées en pli de service (p. 40), à propos de l'abus des franchises postales.

G. M.

BIBLIOGRAPHIE

Librairie Bloud et Cie, éditeurs, 7, place St-Sulpice. Paris VI^e.

L'Epanouissement historique des Droits de l'Homme,
par Charles Boucaud, Docteur en Droit, Professeur à la Faculté
libre de Droit de Lyon. 1 vol. in-12 (Collection *Science et Religion*, n^o 478). Prix : 0 fr. 60.

Ce volume fait suite à un précédent volume consacré à *l'Epanouissement social des Droits de l'Homme*. On y montre, non plus quelles sont les conséquences sociales des droits imprescriptibles de l'homme, mais comment, au cours de « l'histoire naturelle du droit », on en est venu à dégager progressivement le droit individuel de la gangue primitive qui le renfermait et parfois l'emprisonnait. On y voit comment le droit, d'abord collectiviste et castuel, est devenu individuel et véritablement « humaniste ». C'est une esquisse de l'histoire comparée du droit au cours de laquelle des droits furent reconnus à l'homme *en tant qu'homme* et non pas seulement en tant que membre de la communauté juridique. Ce petit volume résume ainsi la genèse historique des « droits de l'homme », caractérisée par l'individualisation croissante des institutions, qu'il faut, d'ailleurs, se garder de confondre avec l'individualisme. Cette évolution aboutit à l'association moderne, qui semble, à première vue, une régression vers le collectivisme primitif, mais qui ne ressemble aux communautés primitives que comme les extrêmes se touchent.



Les Croisades, par A. Fortin. 1 vol, in-16 de la Collection *Science et Religion* (série des *Questions historiques*, n° 506. Prix : 0 fr. 60.

L'histoire des Croisades est de celles qu'on se plaît à relire. Ne constituent-elles pas l'effort le plus généreux, le plus puissant qui se soit produit dans le monde, au cours de l'ère chrétienne ? Et puis, que de variétés dans cette magnifique épopée qui mit en jeu tant d'énergies, en contact tant de races, de caractères différents ! Il faut savoir gré à M. Fortin de nous en avoir donné un aperçu si clair, si élégant, si érudit. On méditera surtout le chapitre final où l'auteur étudie les résultats des croisades, résultats politiques dont le plus palpable a été l'établissement du protectorat français en Orient ; résultats sociaux, résultats religieux ; (ceux-ci, à la vérité, infiniment moins brillants qu'on eût pu l'espérer. Histoire consolante, cependant dans son ensemble, et qu'il ne faut pas se lasser de narrer aux jeunes générations, parce qu'aucune autre ne leur inspirera au même degré le culte de l'idéal, de l'héroïsme et le goût de l'action.



Le Comité de Salut public, par Marcel Navarre. 1 vol, in-12 (Collection *Science et Religion*, n° 513).

M. Marcel Navarre retrace ici l'histoire d'une institution révolutionnaire particulièrement active et « florissante ». Il nous expose comment s'est formé le Comité de Salut public, quelle fut son œuvre sous la prépondérance de Danton, puis sous la dictature de Robespierre, par quelle suite de cir-

constances il perdit son influence, puis l'existence même, après le 9 thermidor. M. Navarre raconte les faits avec exactitude et impartialité. Cependant — et encore qu'il reconnaisse l'incontestable grandeur de la Révolution française — il ne peut s'empêcher, dans une conclusion motivée, de maudire ce régime de haine et de tyrannie, que Joseph de Maistre a stigmatisé de l'épithète définitive de « satanique ».



Pages Françaises, par Paul Déroulède. Précédées d'une introduction par Jérôme et Jean Tharaud. 1 vol. in-16. Prix : 3 f. 50,

Cette anthologie de M. Paul Déroulède permettra de se faire une idée très complète d'un écrivain dont la littérature même est de l'action.

Poète, conteur, dramaturge, orateur, Paul Déroulède s'est toujours proposé de servir son pays, de faire l'éducation des âmes et de les dresser au sacrifice. Il a été entendu.

Un succès éclatant a toujours accueilli ses poèmes, ses discours, ses pièces, ses mémoires et il doit être compté parmi ceux qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ont exercé l'influence la plus puissante sur la mentalité populaire.

Cette influence est toujours active et bienfaisante.

Les *Pages françaises* serviront à la développer encore.

Répandre la pensée de cet homme, c'est faire une bonne action nationale et sociale.

Les Extraits ont été choisis de telle façon que chacun d'eux forme un tout par lui-même.

Quand besoin était, on a donné de brèves analyses qui assurent au lecteur une pleine intelligence du texte.

Un discours inédit (celui que M. Déroulède prononça récemment sur la tombe du lieutenant Pol Boulhaut) complète le volume.

Personne n'était mieux désigné que MM. Tharaud — à qui le roman *Dingley* valait naguère le Prix Goncourt — pour présenter au lecteur l'œuvre de Paul Déroulède. L'Essai qu'ils ont mis en tête du volume, pittoresque et coloré, plein d'aperçus nouveaux, place en tout son relief cette figure originale et vivante et semble fixer définitivement le geste de Déroulède écrivain et homme d'action.

* *

NICOLLE. — Le Prisme. — Des défauts des gens de bien. — Des moyens de profiter des mauvais sermons. — Pensées sur divers sujets de morale. — Lettres choisies Introduction de Henri Bremond, 1 vol. in-12 de la collection *Science et Religion (Chefs-d'œuvre de littérature religieuse, n° 524.*

Nicole est pour nous, Français, le moraliste chrétien par excellence ; comme Amyot est le traducteur. A ce titre, il est unique. Les lettres ne peuvent se passer de lui. Cependant on lit fort peu les « Essais de morale ». Le recueil fort joliment présenté où M. Bremond a réuni quelques pages plus particulièrement caractéristiques de cet écrivain trop négligé sera donc une nouveauté très agréable pour la plupart des lecteurs. Ils ne manqueront pas d'admirer l'originalité, le charme paisible, — fait d'un certain mélange très rare de bonhomie, d'indulgence résignée, de charité chrétienne, — d'un écrivain que ceux-là seulement qui ne l'ont pas lu ont pu qualifier d'ennuyeux.

* *

Histoire du Catholicisme en Angleterre, par G. Planque. 1 vol. in-16 de 128 pages. (Collection *Science et Religion*, n° 520-521). Prix : 1 fr. 20.

L'auteur ne prétend pas à refaire cette histoire de la Renaissance en Angleterre, que d'éminents écrivains ont si brillamment exposée au cours de ces dernières années. Son ambition est d'y mettre une sorte de prologue. Si le catho-

cisme au XIX^e siècle dans les pays anglo-saxons, a fait récemment l'objet de plusieurs ouvrages remarquables il n'en est pas de même en effet, des périodes antérieures. M. Planque nous offre un résumé très complet et très consciencieux de l'histoire religieuse anglaise depuis les Origines jusqu'à la Réforme, puis de la Réforme au vote de l'émancipation en 1829. Faire connaître les souffrances anglaises depuis le règne de Henry VIII, faire connaître les gloires de l'ancienne Eglise d'Angleterre, afin que par contraste d'une part, par analogie de l'autre, nous sentions mieux et nous comprenions mieux la situation présente, telle a été toute son ambition. Au lendemain de ce Congrès eucharistique, qui nous a révélé la vie profonde de l'Angleterre catholique, ce livre vient véritablement à son heure. Ajoutons que par une heureuse coïncidence, il paraît, au moment où M. Thureau-Dangin, mettant à la portée du grand public les résultats de ses grands travaux d'érudition, publie un nouveau volume sur *Le Catholicisme en Angleterre au XIX^e siècle*. Aux nombreux lecteurs que ne peut manquer de trouver le bel ouvrage de l'illustre académicien, nous sommes heureux de recommander, à titre d'introduction, l'excellent volume de M. Planque.



I Fioretti ; les Petites Fleurs de la Vie du Petit Pauvre de Jésus-Christ, saint François d'Assise. Traduction, Introduction et notes d'Arnold Goffin, 1 vol. in-16 (Collection *Science et Religion*, n^{os} 516-517). Prix : 1 fr. 20.

La critique hagiographique n'accorde en général aux « Fioretti » qu'une médiocre importance, et certains des historiens franciscains les ont traités avec un profond dédain. Evidemment, il ne faut pas chercher dans ces pages l'authenticité littérale des faits. L'inexactitude est dans le détail, la vérité dans l'ensemble. L'extase, le ravissement y sont coutumiers ; le miracle, naturel et normal. Les héros de ces

histoires charmantes sont, non point des hommes, mais des âmes, ailées, légères, impondérables, à moitié affranchies des lois de la terre qu'elles ont cessé de regarder pour se tourner vers l'au-delà où déjà elles vivent presque et respirent. Ainsi s'explique la popularité des « Fioretti ». On aime à relire ce texte incomparable dans la traduction élégante de M. Goffin. Cette édition, fort joliment présentée, contribuera à répandre un des textes les plus précieux de la littérature hagiographique.

*
* *

F. de La Mennais. Pensées (1810-1826), par C. Maréchal, agrégé de l'Université. 1 vol in-16 (Collection *Science et Religion*, série des *Chefs-d'œuvre de la littérature religieuse*, n° 507). Prix : 0 fr. 60.

On a réuni dans ce petit volume, deux groupes de *Pensées* de La Mennais appartenant à la période orthodoxe de sa vie. Un commentaire explicatif accompagne cette publication, sous forme de notes qui, mettant le texte publié en rapport avec le système mennaisien, en laissent entrevoir l'ensemble et quelques-unes des origines. On trouvera surtout, en parcourant ces pages, un vif plaisir à converser avec un moraliste catholique admirablement armé, qui savait voir loin et juste.

Le Gérant : F. Bois.

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

LES COLLECTIONS EMILIEN DUMAS

AU MUSÉE DE NIMES

Plus d'un vieux paysan cévenol se rappelle encore avoir connu, dans sa prime jeunesse, un étrange voyageur qui parcourait le pays, les mains chargées d'instruments bizarres, mesurant, repérant, interrogeant sur son passage, l'œil ouvert à toutes choses. A travers ravins et montagnes, il suivait inlassable les filons et les strates du sol, explorant les roches avec son dur marteau de géologue et le soir retournant harassé de fatigue, mais le sac garni d'une abondante moisson de cailloux.

Cet homme était Emilien Dumas, de Sommières. Le travail auquel il se livrait, n'était rien moins que le tracé de la Carte géologique du Gard, œuvre admirable d'observation, d'intelligence et d'effort soutenu. Il lui fallut vingt ans pour la mener à bien, mais ces années de labeur pénible furent certainement les plus fécondes de sa vie, celles dont il devait être le plus fier, et dont il conserva toujours le meilleur souvenir.

Pour bien comprendre le mérite de cette œuvre gigantesque, il ne faut pas oublier que la science géologique était encore à ses débuts, et qu'aucun travail n'avait été publié sur la question : il fallait

en quelque sorte créer de toutes pièces. Notre géologue n'avait pas même le secours d'une carte générale de la région tant soit peu précise : il fut obligé d'en établir une, en modifiant, rectifiant l'œuvre imparfaite de Cassini.

Dumas débuta par l'étude des terrains anciens de nos Cévennes, recueillant tous les minéraux, notant les variations de couches, les intercalations, les modifications éprouvées sur le passage des roches ignées. Pour ne rien oublier, il porta ses investigations jusque dans les parties les plus inaccessibles des ravins de l'Aigoual et du Mont-Lozère. Rentré chez lui, il étudiait chaque spécimen en détail, cherchait à en déterminer les éléments constitutifs, entretenait une correspondance suivie avec les savants de son époque.

L'étude des terrains secondaires, jurassiques et crétacés, qui constituent la partie moyenne de notre département, ne fut pas la moins pénible. Comment se reconnaître, en effet, à travers toutes ces alternances de marnes, de calcaires et de dolomies, d'une épaisseur totale de plusieurs kilomètres?... Comment fixer leur âge relatif et les rattacher aux formations déjà connues sur d'autres points du globe?... Si les couches se succédaient régulièrement étagées, le travail serait certes moins difficile ; mais, dans la nature, il n'en est point ainsi : les mouvements du sol les ont plissées, tordues, disloquées, confondues souvent. Pour débrouiller ce problème compliqué, il faut étudier en détail chacune d'elles, en nombrer en quelque sorte les strates, en ayant soin de recueillir et de mettre à part toutes les traces d'organismes fossiles : végétaux et animaux. Mais ceux-ci ne sont point unifor-

mément dispersés dans les couches ; il y a souvent des *gisements*, sortes de *bancs*, exceptionnellement riches, qu'il faut rechercher par des explorations fréquentes, en interrogeant sans cesse les gens du pays. Notre géologue parvint à mener à bien cette rude entreprise. Avec son coup d'œil sûr, sa méthode impeccable, il établit des classifications très simples dont la clarté a frappé tous ceux qui sont venus après lui. Certes, la science géologique a progressé depuis ; les dénominations ont quelque peu varié : mais l'expérience a prouvé que dans presque tous les cas, le savant sommiérois avait vu juste.

Dumas apporte les mêmes qualités dans l'étude des terrains plus récents, et notamment dans celle, très compliquée, de l'ancien delta du Rhône. Le premier, il fait connaître la formation de celui-ci par des *cordons littoraux* successifs dont il détermine exactement la situation sur la carte. Il va plus loin dans cet ordre d'idées, il se livre à une vaste enquête sur les variations du Rhône et du littoral aux époques historiques, enquête fort intéressante où les chercheurs à venir pourront trouver de précieuses indications.

Mais la géologie ne doit pas être une science purement spéculative, Dumas le comprend mieux que personne, et c'est pourquoi il porte toute son attention aux applications industrielles. Il a été le premier à entreprendre une étude complète de nos terrains houillers, et sa classification en trois systèmes, basée principalement sur l'étude des végétaux, est devenue en quelque sorte « classique » chez les mineurs du département du Gard (1). Il signale toutes les

(1) V. A. Lombard-Dumas. *Etude sur la Vie et les Travaux d'Emilien Dumas, de Sommières.*

carrières de construction abandonnées, ou en cours d'exploitation : ses renseignements sur la qualité de la roche, sa résistance à la pression et aux agents atmosphériques, sont toujours puisés à bonne source, contrôlés et soumis à une critique sévère.

Il note aussi les qualités des argiles et leurs différentes applications à l'industrie céramique... — Enfin, il mérite d'être considéré comme un des précurseurs de la *spéléologie*, car il ne néglige jamais de signaler les grottes et avens qu'il rencontre sur son passage ; il prévoit même les relations qui existent entre ces formations et les anciennes eaux courantes et s'attache à déterminer le bassin d'alimentation de nos grandes sources actuelles.

Il comprend cependant que les notions ainsi acquises ont besoin d'être confrontées en quelque sorte avec celles que fournit l'étude des régions plus éloignées, et c'est pourquoi il entreprend des voyages de recherches, non seulement dans les départements limitrophes, mais encore dans les Alpes, en Suisse et en Allemagne, dans les Pyrénées, en Espagne, en Afrique et jusqu'en Sardaigne.

C'est au cours de tous ces déplacements que l'illustre géologue réunit les matériaux qui viendront s'accumuler dans son cabinet de Sommières. Peu à peu cependant, la place manque ; il faut alors empiéter sur les pièces voisines, et c'est ainsi que finit par se créer cette admirable collection qui constitue à elle seule, un véritable Musée. Malgré le grand nombre des échantillons et le manque de place, tout y est cependant classé, étiqueté, avec une méthode impeccable. Mais Dumas n'est point le vulgaire *coquillard* qui collectionne pour le simple plaisir des yeux. Il voit dans tous ces débris,

non des *amusettes*, mais des matériaux dont l'étude sera féconde ; il les aime non pour eux-mêmes, mais pour la somme de vérités scientifiques qu'ils lui apportent.

L'étude de l'humanité primitive se lie en quelque sorte à celle de notre sol. Dans un pays si riche en débris antiques, notre savant devait forcément porter son attention de ce côté. Aussi, à l'époque où l'on discutait sur l'authenticité des débris humains recueillis dans certaines grottes, il fut un des premiers à admettre la haute antiquité de l'homme, et ses découvertes dans les cavernes de Pondres, causèrent alors une profonde sensation.

Les mégalithes, si nombreux sur nos Causses calcaires, attiraient particulièrement son attention : il n'oublia jamais de les marquer sur sa carte et de les dessiner au besoin. Les chercheurs étant encore rares, les paysans ne faisaient aucune difficulté pour se dessaisir des objets antiques, trouvés dans le sillon de la charrue. Un jour, notre savant aperçoit sur une fenêtre une fleur en train de pousser dans un récipient de forme assez singulière ; il s'approche, il examine, il interroge : c'est un casque gaulois, pièce rare et d'une conservation remarquable, transporté de la hauteur voisine. Ailleurs, ce sera une anse de vase, une statuette, une vieille fibule ayant la forme de nos épingles de nourrice... et tout cela prend la direction de Sommières. — La céramique l'intéresse par dessus tout. A ce point de vue, la vallée du Rhône est privilégiée : il en profitera pour réunir les matériaux d'une étude d'ensemble. Par une chance inespérée, un de ses amis va s'établir en Grèce et fouille les environs d'Athènes, occasion unique pour se faire envoyer quantité d'amphores, d'hy-

dries, d'aryballes, de lécythes, etc., spécimens merveilleux de cette terre classique de l'art !

Je n'en finirais pas si je voulais énumérer tous les points sur lesquels s'est portée cette vaste érudition : faïences émaillées, vieux meubles, médailles, épigraphie... rien ne lui fut indifférent.

Mais ce qui démontre le mieux la variété, la prodigieuse faculté d'assimilation de ce grand esprit, c'est le soin avec lequel il s'occupait d'enrichir sa bibliothèque : il y a là de véritables trésors intéressant à la fois la géologie, l'histoire et l'archéologie locales.

Voilà l'œuvre d'Emilien Dumas ! S'il eût habité la capitale et recherché tant soit peu les hommages du public, on lui aurait dressé des statues, et son nom serait depuis longtemps gravé sur des plaques de marbre ; mais il était de la province et sa profonde modestie s'accommodait fort mal de tout ce qui pouvait ressembler à une réclame bruyante. Cette grande et belle vie de labeur honnête, commencée presque avec le siècle, s'éteignit au milieu des deuils de l'année terrible qui attristèrent profondément le cœur de ce patriote !

Son héritage scientifique eut, du moins, la bonne fortune — refusée à tant d'autres ! — de tomber en des mains pieuses qui surent non seulement le conserver intact, mais encore l'accroître par de nouveaux apports. Avant que des liens plus étroits l'eussent attaché au grand nom de Dumas, M. Armand Lombard était depuis longtemps un admirateur du Maître qui lui témoigna toujours une affection paternelle. Esprit ouvert, d'une intelligence éclectique et d'une grande probité scientifique, il devait naturellement continuer la tradition. Plusieurs travaux restaient encore à publier ; M. Lombard mit toute son activité

à les compléter heureusement. De cette collaboration posthume du gendre avec le beau-père, sont nées les deux remarquables études sur la *Céramique antique de la Vallée du Rhône* (1878) et sur les *Monuments mégalithiques du Gard* (1893).

Géologue, botaniste, archéologue, historien, M. Lombard-Dumas a publié dans les *Annales* de nos associations scientifiques de nombreux mémoires, toujours accueillis avec la plus grande faveur. Et comme dans les campagnes, il continuait à recueillir les objets trouvés par les paysans, tout le monde éprouvait l'impression que le nom de Dumas n'était point éteint, mais qu'il revivait en celui de son disciple aimé.

Mais voici venir le moment terrible où les forces trahissent le savant, où il faut délaisser non seulement les longues courses à travers la campagne, mais encore les recherches dans le silence du cabinet... Il s'inquiète aussitôt du sort réservé à tous ces documents accumulés avec tant de peine et qui ont pour lui la valeur de trésors inestimables. Alors, d'un commun accord avec son admirable compagne, il réunit le conseil de famille, et tous ces braves gens, consultés, décident comme une chose toute simple, toute naturelle, que les collections ne sauraient en aucun cas être séparées et qu'il importe de les faire entrer dans le domaine public. A l'heure où l'on fait argent de tout, où principalement les débris antiques font l'objet d'une certaine recherche, ce geste accompli d'une façon toute spontanée, sans bruit et sans forfanterie, me paraît digne des temps anciens !



Voilà donc le Musée de Nîmes en possession de cet inestimable trésor scientifique. — Dans quelque temps, lorsque l'installation votée par la Municipalité sera terminée, tous ces matériaux deviendront, en quelque sorte, la chose du public et des savants, et nul doute qu'ils ne contribuent pour une large part aux moissons futures. Dans le même local de l'Ancien Lycée, deux salles voisines sont consacrées à cette installation : la plus grande contiendra la Bibliothèque et les collections géologiques, l'autre sera exclusivement consacrée à l'archéologie.

En attendant l'élaboration d'un catalogue détaillé, disons rapidement quelle est la nature des documents qui vont être ainsi livrés au public, et quel profit les savants en pourront tirer pour leurs études.

Les collections minéralogiques et paléontologiques occupent plus de *vingt* meubles.

On sait que, grâce à sa situation exceptionnelle, notre département fournit un résumé de l'histoire du globe ; on y trouve à peu près tous les terrains. Il ne faut donc point s'étonner de l'extraordinaire abondance des échantillons locaux. Tous sont ici classés par étages avec une foule de renseignements spéciaux sur leur nature, leur composition minéralogique ou chimique, les lieux où on les rencontre habituellement, les différentes désignations qu'ils ont reçues du monde savant, etc. Les chercheurs y trouveront une foule de documents de premier ordre. Indépendamment d'une collection complète des minéraux du Gard, une série de flacons contient tous les spécimens des argiles et sables de la région, avec des notes sur leurs usages industriels.

Les architectes et constructeurs y consulteront avec fruit une belle série de cubes de pierres indiquant la densité, la résistance, la composition des principales roches exploitées dans le Gard.

Mais la série la plus importante et la plus originale, est assurément celle qui a trait aux nombreux fossiles végétaux ou animaux. Les savants auront là, sous la main, des milliers de documents, résultat des recherches d'un demi-siècle.

Le grand écueil de nos géologues locaux, c'est la difficulté de se procurer des éléments de comparaison. Tout le monde n'a ni les moyens, ni le temps de se transporter à Paris, ou dans les grands centres universitaires où l'on peut trouver les renseignements qui vous manquent. Désormais, cette lacune sera comblée pour nos compatriotes qui posséderont des documents contrôlés et sûrs. A ce titre, le don de la famille Lombard-Dumas aura une portée éminemment démocratique et décentralisatrice.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de toutes ces espèces : il nous suffira de dire que les séries sont complètes et qu'elles comprennent plus de 20,000 échantillons, répartis dans 400 tiroirs !.....

Pour en finir en ce qui concerne le Gard, il nous faut signaler des débris de grands mammifères, recueillis dans les grottes de Pondres, de Mialet et de Souvignargues ; des pièces osseuses, des os de *Mastodonte* et de *Rhinocéros*, un *Ours des Cavernes* tout entier, une patte de *Grand Eléphant*, recueillie par M. Lombard-Dumas, à Saint-Dézéry, etc., etc.

Les départements limitrophes du Languedoc et de la Provence jusqu'aux Alpes et aux Pyrénées, ont fourni un large contingent d'échantillons de toute sorte. La Suisse, l'Allemagne, l'Espagne, la

Sardaigne, et tous les pays parcourus par l'illustre géologue, y sont aussi représentés.

On y trouve une collection complète des *roches volcaniques* de l'Auvergne, du Vivarais et de l'Hérault, et une autre des marbres antiques et modernes.

Parmi les séries générales offrant un intérêt hors pair, il convient de signaler celle des végétaux de *l'époque houillère* qui faisait l'admiration du savant Adolphe Brongniart ; celle des *Bélemnites*, qui passait aux yeux de Léopold de Buch pour la plus complète qu'il eût visitée, celles presque aussi remarquables des *Ammonites* et des *Térébratules*... Il n'est pas jusqu'aux Oursins et Madrépores, vivants et fossiles, qui ne soient représentés par de beaux et nombreux spécimens.

Les débris d'industrie préhistorique garnissent les tiroirs d'un meuble spécial. Ils consistent en un nombre considérable de haches néolithiques provenant du Gard ou des départements voisins ; quelques-unes sont d'une exceptionnelle beauté. J'en dirai autant des silex et des objets en bronze, parmi lesquels figurent les quatre belles haches du domaine de *Fontieules*, près de Vauvert. La céramique primitive, est représentée par des débris d'origine locale, ou provenant des palafittes de la Suisse et des *nuraghi* de Sardaigne.

— La Bibliothèque scientifique de Dumas est composée d'environ 3 000 volumes et 600 brochures. Seuls, les ouvrages intéressant les sciences naturelles et l'archéologie figureront dans la salle du Muséum ; avec le consentement de la famille, tout le reste a été versé à la Bibliothèque municipale de Nîmes.

Il est inutile de dire que la géologie et la paléon-

tologie, sont exceptionnellement représentées dans ces rayons. A cet égard, on peut affirmer qu'ils renferment à peu près *tous* les documents de quelque importance parus jusqu'en 1870. Notons au passage, la *Paléontologie française*, de d'Orbigny et la série complète des *Bulletins* de la Société géologique de France, ouvrages devenus aujourd'hui d'un grand prix, à cause de leur rareté. Signalons aussi un certain nombre de bons ouvrages sur la Zoologie, la Conchyliologie et la Botanique.

Nous l'avons déjà dit, Emilien Dumas ne négligeait aucune des questions d'histoire et d'archéologie qui passionnaient les hommes de son temps : il avait su réunir sur son département et sur les départements voisins une foule de publications qu'il serait aujourd'hui fort difficile de se procurer. Contentons-nous de signaler entre toutes celles qui intéressent nos villes gallo-romaines de Nîmes, Arles, Vienne et Orange, ainsi que des documents rares et précieux sur les *mouvements* de 1790 et de 1815 à Nîmes, sur les *Eaux de Nîmes*, sur le *Delta* du Rhône, etc., etc.

— La salle d'Archéologie comprendra un total de plus de 1,400 pièces, presque toutes de provenance locale ou régionale, exception faite des Céramiques grecques envoyées à Dumas par son ami Chaix. Sur certains points, les apports nouveaux viennent heureusement compléter nos collections de la Maison-Carrée et du Musée lapidaire.

On s'occupe beaucoup actuellement de l'étude des restes d'époque celtique. Les débris céramiques, les monnaies, et tous les objets de nature à fournir quelques notions nouvelles, sont recueillis avec le plus grand soin. Une vaste enquête se poursuit même

pour le relevé des enceintes et oppida *préhistoriques* ou *anhistoriques*. A ce sujet, le Gard est encore des plus favorisés, puisque nous y avons relevé près de *cent* refuges d'importance naturellement variable.

Au cours de leurs recherches, les savants Dumas et Lombard en ont signalé un certain nombre, et la collection comprend plusieurs pièces intéressantes, trouvées dans ces diverses localités. L'an dernier, j'insistais tout particulièrement sur l'oppidum de la « Jouffe » près de Montmirat, dont l'intérêt me paraissait exceptionnel. Or, des notes manuscrites attestent que Dumas connaissait cette position dont il avait rapporté une belle fibule en bronze. De l'enceinte de Vié-Cioutat (*Mons*, Gard), il rapporta le très beau casque gaulois dont nous avons déjà parlé, et qui ne sera pas un des moindres attractions de notre Musée. Les vieilles cités celtiques de Laudun, Brueys, Nages, Gallargues, Saint-Côme, lui fournirent des pendeloques, des céramiques et des fibules dont une admirablement patinée. Il avait aussi de Calvisson une sépulture complète, avec longue épée gauloise repliée sur elle-même, et autres objets intéressants.

Dans une région comme la nôtre où l'on foule à chaque pas les restes d'antiquité romaine, il ne faut point s'étonner de voir cette période exceptionnellement représentée dans la collection: On comprendra aisément que nous ne puissions décrire ici toutes ces richesses, dont quelques-unes ont un caractère artistique très marqué. Contentons-nous donc d'une énumération globale.

A elle seule, la *céramique gallo-romaine* comprend plus de 500 pièces, parmi lesquelles un très grand nombre sont entières et d'une fort belle conservation.

On y trouve des amphores en terre jaune ; — des

vases ordinaires de toute forme et de toute dimension ; — des vases du type arrétin, ornés ou non de reliefs, provenant en grande partie des régions du Gard et de Vaucluse, quelques-uns de Sardaigne ; — des figurines en terre cuite, dont une se rapporte au type des *Vénus gauloises* du centre, et une autre imite plutôt le type gréco-romain ; — une série d'environ cent lampes offrant presque toutes des ornements en relief et portant souvent, en dessous, la marque du fabricant ; enfin des antéfixes, des *torches* ou supports de vases et des pesons de tisserand. Nous devons une mention spéciale pour la belle série des *marques de fabrique*, au nombre de 350 environ, sur vases en terre grise de facture gauloise, sur amphores ou anses d'amphores, et les plus nombreuses sur vases du type arrétin ; à remarquer surtout les beaux spécimens de coupes, ornées sur le pourtour de devises en lettres onciales et appartenant, comme on sait, à la fabrique de Banassac (Lozère).

Dumas fut un des premiers à noter la présence de vases à *verniss plombifère* dans les couches romaines et sa collection céramique en contient de curieux débris, provenant tous du cimetière d'Orange.

Le *bronze* était communément employé par les Romains pour leurs bijoux, leurs objets de toilette, leurs ustensiles, etc. Au nombre des premiers, nous signalons au passage : des bagues, ornées parfois de chatons avec intaille, des bracelets, des amulettes ou pendeloques, des bulles, des chaînettes, des boutons, des agrafes, etc. Les objets de toilette consistent en miroirs métalliques, épingles, spatules, pinces épilatoires, etc. Parmi les ustensiles on voit plusieurs patères, un *scaphium* argenté, plusieurs

cuilliers (cochlear), des anses de vases avec appliques (bustes, mascarons), une belle lampe, un petit vase sans anses, etc. Enfin, les objets divers sont représentés par la belle statuette du dieu Mars, trouvée à Montmirat; une chaussure de statuette d'ivoire; plusieurs clochettes ou *tintinnabula*; un fil à plomb trouvé à Mus, près de Sauve; une petite clef; un dé à coudre, une mignonne petite tortue; un petit anneau avec la marque du propriétaire, destiné à être fixé à la patte d'un pigeon; une *phalère* ou ornement de cheval avec feuillages gravés au trait, etc.

Nous possédons aussi un certain nombre d'ustensiles et d'armes en fer : *strigile* pour ôter la sueur du bain, couteaux, pics, instruments à double usage, clés, chausses-trapes et *hipposandale* (objet curieux qui a été l'objet d'une étude spéciale de M. Lombard-Dumas); — une vingtaine d'objets en os : dés à jouer, épingles, styles, etc. — et de nombreuses perles en pâte de verre multicolore.

Les ustensiles en verre, au nombre de plus de 80, consistent en urnes cinéraires, guttus, fioles à parfum, patères, coupes en verre blanc, jaune, violet ou bleu; presque tous proviennent de tombeaux romains trouvés dans les départements du Gard ou de Vaucluse. Je signale tout particulièrement un fragment de vase avec dessins en relief figurant une scène du cirque.

Notre riche collection lapidaire s'accroît, elle aussi, de plusieurs documents déjà connus par diverses publications : c'est un curieux autel à la « *Foudre enfoui* » trouvé à la Jouffe et orné sur les deux faces d'une roue à 8 rais, — ce sont deux autres autels avec le même symbole l'un petit, portant le nom de Jupiter, l'autre plus grand jadis

surmonté d'une statue du dieu ; — c'est une statue à Mercure, dont il ne reste plus qu'une main tenant la bourse sur laquelle est gravé le nom du dédicant ; — c'est un autre autel à une divinité inconnue, peut-être la fièvre *Quarte* ? Puis, quantité d'ex-voto anépigraphes, ornés ou non de bas-reliefs et trouvés pour la plupart à Villevieille, près de Sommières. Parmi les inscriptions funéraires, citons la tombe d'un sévir augustal nimois, *T. Oppius Isocrysus*, d'un tout jeune enfant *L. Censorius Severus*, d'une affranchie, *Italia*, et d'une esclave, *Pompeia*.

La colline qui domine Sommières, fut elle-même un important oppidum où l'on a trouvé de tout temps des ruines de constructions romaines importantes, des restes de mosaïques et plusieurs fragments de statues en marbre ou en pierre des Lens. Dumas s'appliqua à réunir dans son jardin le plus grand nombre de ces débris, et c'est ainsi que, outre quelques fragments de belle architecture, nous avons une statue complète, grandeur naturelle, de déesse assise (*Déméter* ou *Abondance*) ; un *torse* demi-grandeur, en pierre tendre, ayant fait partie d'un groupe important ; une jolie tête de *Mercure*, coiffée du pétase, grandeur naturelle, — une autre très archaïque d'Apollon ; — une petite tête d'Atys en marbre et un bras de même matière, ayant appartenu à une statue colossale ; enfin un très joli portrait, grandeur naturelle, du premier siècle de notre ère, que nous rapportons volontiers à *Drusus le jeune* (1).

(1) La collection Dumas n'est pas la seule à posséder des sculptures provenant du même endroit : au musée de la Maison-Carrée, à Nîmes, figure une remarquable statue de femme drapée de style grec archaïque ; enfin l'amateur délicat qu'est M. F. Révil, possède dans sa collection, à Paris, une pièce unique formée d'un beau buste de flamine en marbre blanc reposant sur une gaine d'hermès.

La série de Villevieille est complétée par un médaillon en mosaïque, au centre duquel se trouve, entouré d'une torsade, un buste de jeune femme drapée, aux yeux très expressifs.

— L'époque barbare wisigothique, qui succéda immédiatement à l'occupation romaine dans nos régions, n'était presque pas représentée jusqu'ici dans nos collections nimoises. Grâce à Dumas, nous possédons maintenant plusieurs haches et autres armes ou outils en fer, accompagnés de quelques bijoux trouvés principalement à Moulézan et dans la commune de Saint-Clément, près de Sommières. Notons en outre, une fort belle série de *pégaus* ou vases à bec, en terre grise, du haut moyen-âge. Quelques inscriptions ou sculptures gothiques terminent la série locale.

En dehors des vases de la Collection Campana, accordés à la ville de Nîmes, par le ministère d'Etat, en 1863, notre Musée ne possédait que deux ou trois spécimens de céramique grecque. C'était une lacune fort regrettable, car, il est de plus en plus démontré que l'art grec a exercé une influence considérable sur celui de nos régions, non seulement à l'époque romaine, mais aussi à l'époque celtique : pour nos recherches futures, il était donc nécessaire d'avoir sous les yeux des termes de comparaison. Désormais, plus de 300 spécimens, dont quelques-uns très intéressants, vont être exposés dans nos vitrines.

Les origines de la céramique peinte sont encore problématiques ; il est certain toutefois qu'il faut les rechercher en dehors de la Grèce propre. Si l'on en croit les dernières fouilles de M. Morgan dans le tell de Suse, c'est à plus de 4,000 ans avant Jésus-Christ qu'il faudrait reculer l'origine de cet

art qui devait atteindre son apogée, quatre ou cinq siècles seulement avant notre ère.

En Grèce, et surtout dans les îles, ce n'est qu'à l'époque mycénienne ou égéenne qu'apparaissent les premiers vases peints, réellement artistiques. Nous ne possédons guère de cet Age qu'une très élégante coupe infundibiliforme portée sur un grand pied et un vase à *étrier* dont les dessins sont malheureusement effacés. Par contre, les vases de style géométrique *rectiligne*, dits « vases du Dipylon », sont largement représentés. Le plus beau spécimen est un énorme cratère, orné de bandes noires et de dessins d'animaux (oiseaux, cerfs, poissons). Ces vases que l'on connaissait fort mal avant les fouilles du quartier du *Dipylon* (« la Porte double » à Athènes), étaient, paraît-il, placés sur les tombes, en guise de stèles. D'autres vases plus petits : œnochoés, coupes, cratères, etc., appartiennent à la même époque (ix^e et viii^e siècles environ avant notre ère) et sont décorés de grecques, de chevrons, de svastikas, de points, plus rarement de lignes ondulées et de circonférences concentriques ; leur dessin était noir sur fond clair. Bientôt une influence orientale très marquée s'exerce sur les vases, et nous arrivons aux types dits corinthiens, qui se distinguent par leurs petites dimensions. Les plus anciens sont à décor purement rectiligne et monochrome ; puis viennent les peintures florales à deux couleurs, les imbrications incisées, enfin les figurations d'animaux et de personnages également incisés à la pointe sèche. Rien de plus gracieux que ces petites amphores, ces ampoules ou aryballes, ces boîtes ou pyxis, ces skyphos ou coupes à zones d'animaux passants, entremêlés de fleurettes ! Cette série est la plus nombreuse et la plus intéressante.

Le style attique, à figures noires sur fond rouge ou blanc, est représenté par une petite hydrie et un nombre considérable de lécythes, ornés de feuillages ou de personnages silhouettés, souvent rehaussés de blanc; aucun de nos exemplaires ne porte de signature ou d'inscription.

La série est complétée par quelques vases étrusques rapportés d'Italie et plusieurs lécythes à peinture rouge sur fond noir ou à peinture polychrome; malheureusement les couleurs fragiles de ces derniers n'ont pu résister à l'altération.

Avant de terminer cette rapide énumération, je dois signaler une pièce fort belle et fort bien conservée qui provient de l'antique ville de *Cimiez*, près de Nice. A cause de ses deux anses relevées à rouelles, de ses dessins géométriques, bruns et rouges sur fond clair, je n'hésite pas à la classer parmi les vases de fabrique *apulienne* (VIII^e siècle avant notre ère).

On ne peut parler des céramiques grecques sans dire un mot des quelques figurines, complètes ou non, au nombre d'une quarantaine, qui furent envoyées à Dumas par le même correspondant d'Athènes. On y voit des types anciens (Déméter et Koré), des Hydrophores (porteuses d'hydrie), et toute une série de belles têtes tanagréennes d'une finesse d'exécution remarquable.

Pour être complet, il nous faut signaler quelques pièces en bronze et en verre (miroirs, flacons, assiettes, etc.), deux petits taureaux en fer et quelques antéfixes portant des traces de peinture.



Telle est, rapidement énumérée, la somme de documents qui sont venus enrichir les galeries de nos Musées. Ils contribueront certainement à accroître la grande renommée artistique de notre vieille cité. Puissent-ils aussi aider à l'éducation scientifique de nos concitoyens ! Puissent-ils enfin, rendre aux chercheurs tous les services qu'on est en droit d'en attendre, et, par cela même, contribuer à augmenter le prestige du grand nom de Dumas (1) !

FÉLIX MAZAURIC.

(1) Au moment de mettre sous presse, nous recevons de **Sommères** la triste nouvelle du décès de **M. Armand Lombard-Dumas**.

C'est là une noble et belle figure qui disparaît ainsi, après une longue période de souffrances physiques. La perte en sera vivement ressentie par tout le public scientifique de notre région. En cette douloureuse circonstance, nous prions la famille éplorée de vouloir bien agréer l'expression émue de notre sympathie la plus profonde.

F. M.

LES INSTRUCTIONS DU GÉNÉRAL BOYER

On lit dans *l'Armée du Rhin* (1), p. 165 et suiv. :

« Le 10 octobre (1870), je réunis le Conseil de guerre, dans lequel il fut décidé à l'unanimité qu'un officier-général serait envoyé au grand quartier-général ennemi, pour connaître les intentions du gouvernement prussien. au sujet d'une convention militaire. Le procès-verbal s'exprime ainsi (*suit le texte, qui fait partie du dossier de Trianon, et qui est dans toutes les histoires*)...

» J'écrivis au prince Frédéric-Charles, continue Bazaine, pour lui demander de laisser passer M. le général Boyer, qui voulut bien accepter la mission de se rendre à Versailles, auprès du roi de Prusse. Le 12, le commandant de l'armée allemande accorda l'autorisation, qu'il avait refusée la veille... (2)

» Le général partit de suite, ayant pour instructions de demander au gouvernement prussien, sur l'engagement de la neutralité de l'armée du Rhin

(1) *L'Armée du Rhin*, par le maréchal Bazaine (Paris, Henri Plon, imprimeur-éditeur, 10, rue Garancière, 1872).

(2) Le lecteur trouvera, dans le livre, le texte des dépêches portant, l'une, le refus, l'autre, l'autorisation ; il en conclura, comme nous, que l'autorité militaire ne s'est pas prêtée facilement aux négociations, qui devaient aboutir à la paix ou qui y tendaient. La rivalité d'influences, auprès du roi de Prusse, entre la chancellerie et le grand Etat-Major, a persisté, depuis Sedan jusqu'à l'armistice.
E. P.

contre les forces allemandes, de laisser celle-là rester en France, où elle deviendrait le noyau de l'ordre.

» Je lui remis, en même temps, la note suivante, inspirée de la situation du pays, telle que la dépeignaient les journaux allemands, qui tombaient entre nos mains ; c'est par eux que je connus la première demande de M. Jules Favre et son insuccès, comme l'ajournement des élections pour l'Assemblée nationale :

« Au moment où la Société est menacée par l'attitude qu'a prise un parti violent, et dont les tendances ne sauraient aboutir à une solution que cherchent les bons esprits, le maréchal commandant l'armée du Rhin, s'inspirant du désir qu'il a de sauver son pays, et de le sauver de ses propres excès, interroge sa conscience et se demande si l'armée, placée sous ses ordres, n'est pas destinée à devenir le palladium de la société.

» La question militaire est jugée ; les armées allemandes sont victorieuses, et S. M. le roi de Prusse ne saurait attacher un grand prix au stérile triomphe qu'il obtiendrait, en dissolvant la seule force qui puisse aujourd'hui maîtriser l'anarchie, dans notre malheureux pays, et assurer à la France et à l'Europe un calme, devenu si nécessaire après les violentes commotions qui viennent de les agiter.

» L'intervention d'une armée étrangère, même victorieuse, dans les affaires d'un pays aussi impressionnable que la France, dans une capitale aussi nerveuse que Paris, pourrait manquer le but, surexciter, outre mesure, les esprits et amener des malheurs incalculables.

» L'action d'une armée française encore toute constituée, ayant bon moral et qui, après avoir loyalement combattu l'armée allemande, a la conscience d'avoir su conquérir l'estime de ses adversaires, pèserait d'un poids immense dans les circonstances actuelles. Elle rétablirait l'ordre et protégerait la société, dont les intérêts sont communs avec ceux de l'Eu-

rope. Elle donnerait à la Prusse, par l'effet de cette même action, une garantie des gages qu'elle pourrait avoir à réclamer dans le présent ; et enfin, elle contribuerait à l'avènement d'un pouvoir régulier et légal, avec lequel les relations de toute nature pourraient être reprises, sans secousses et naturellement.

» Ban Saint-Martin, 10 octobre 1870 ».

On nous permettra d'indiquer que lorsque nous nous trouvâmes, pour la première fois, en face de ce document, nous ne fûmes pas seulement indigné ; nous nous en voulûmes d'avoir pu nous intéresser, un moment, à la mémoire d'un homme, qui avait pu signer une pareille chose, s'il ne l'avait pas rédigée lui-même, et qui en a, du reste, jusqu'à sa mort, assumé la responsabilité (1) Nous prîmes le train, sans plus tarder, et nous nous rendîmes chez la personne, qui a été l'initiatrice de la campagne que nous menons depuis plus de cinq ans (2). Nous lui lûmes ces lignes, que nous qualifiâmes *d'abominables*. Elle ne les connaissait pas.

— « Mais, ne voyez-vous pas, lui dis je, qu'il n'y a qu'un ambitieux, sans entrailles et sans âme, un condottière, qui ait pu donner de telles instructions à son mandataire ?

— Quand on parlait, devant mon père, de l'ambition malsaine du maréchal, qu'on prétendait qu'il avait aspiré au rang suprême, qu'il avait voulu devenir l'arbitre des partis et imposer, par la force des armes, sa dictature — mon père — qui était, d'ailleurs,

(1) Voir, dans l'ouvrage : *La Légende de Metz*, du comte d'Hérisson, la lettre que lui écrivit l'ex-maréchal, le 14 octobre 1887, un an avant sa mort.

(2) La fille d'un ancien officier de l'armée du Rhin.

un silencieux — ne répondait pas et haussait les épaules.

— Il aurait dû pourtant s'expliquer nettement, car c'est, en somme, la principale accusation que l'on porte contre Bazaine, d'avoir sacrifié l'intérêt supérieur de la Patrie à son ambition personnelle, d'avoir proposé à la Prusse de cesser les hostilités prématurément, afin de se ménager des troupes encore valides, au moyen desquelles il se serait fait nommer chef de l'Etat, fût-ce au prix d'une guerre civile.

— Ecoutez, — finit par me répondre cette dame, après un long silence. Je vous ai remis tout ce qui peut servir la mémoire du maréchal, ses livres, les brochures que mon père avait sur la question ; les découpures de journaux que mon père avait recueillies pieusement, les lettres qu'il a reçues de l'exilé ; les notes qu'il a rédigées pour la défense de son ami infortuné. Vous pensez bien que si je pouvais vous fournir une explication, qui vous satisfît, sur le sujet dont vous m'entretenez, je le ferais bien volontiers. La campagne est ouverte, et j'ai le devoir de vous procurer toutes les armes dont je dispose. Eh bien, je ne sais rien là-dessus. Tout ce que je puis vous dire, — et cela se rattache peut-être à ce que vous me demandez, — c'est que mon père a déclaré un jour, devant moi, qu'étant à Farnborough, en visite chez l'impératrice, longtemps après la guerre, Sa Majesté lui avait révélé un secret, qu'il avait juré de garder.

Mon père a malheureusement tenu sa promesse ».

.....

Comme nous avons une vénération véritable pour la mémoire de cet ancien officier de l'armée du Rhin, ainsi qu'on doit en avoir pour tous les

grands caractères, quelles que soient les divergences d'opinion qui vous séparent d'eux et quoique parfois, — c'est ici le cas — leur mentalité vous soit difficilement pénétrable ; comme nous avons l'estime la plus complète pour sa digne fille et la confiance la plus absolue dans la maturité de son jugement, nous avons néanmoins poursuivi nos études (1). Mais ces considérations de personnes ne nous ont pas empêché d'écrire ce qui suit, dans le numéro d'août 1906 du *Monde Moderne* :

(1) Pour en finir sur ce point, — et puisque, d'après quelques questions qui m'ont été posées, notamment par M. F.-J. Mouthon, rédacteur au *Matin*, on paraît se demander quelle est l'origine de notre campagne en faveur de Bazaine, — disons que c'est à la suite de l'annonce, dans le journal *La Dépêche*, d'une conférence que je devais donner à la Maison du Peuple de Nîmes, le 17 octobre 1903, sur « Metz, Bazaine et Régnier », — que j'ai reçu une première lettre de cette dame qui, sans me connaître, crut devoir me mettre en garde contre les appréciations sévères que je formulerais sur la conduite de l'ex-maréchal.

Je fis ma causerie et je me montrai très dur pour Bazaine. *La Dépêche* du 19 octobre 1903, dans son édition du Gard, porte ce qui suit, sous la signature de son jeune et brillant rédacteur, M. Georges Bruguier :

« En traits définitifs, il (le conférencier) a fixé la singulière figure de Bazaine. Selon lui, il a conduit la France à la défaite, par ses rancunes et par son ambition. Il voulut être l'arbitre de la situation extrêmement périlleuse de son pays. Pour cela, il ne craignit pas de désobéir aux ordres supérieurs. Il eut tort. Son attitude, si énigmatique encore, a causé le désastre de sa patrie. Pour le flétrir, M. Elie Peyron a raconté ses relations avec Régnier, ressuscité si misérablement par M^{me} Humbert, à la fin de son procès.

» M. de Bismarck, diplomate machiavélique, avait sondé l'âme aigrie et anxieuse de Bazaine... Guidé par ses mauvais instincts, Bazaine fut aisément victime, à la fois, des agissements du chancelier de fer et du complot de restauration bonapartiste. Régnier était l'agent du premier et l'inspirateur de l'autre. »

Puis, j'eus l'honneur de faire une visite à ma correspondante occasionnelle ; et, au retour, je m'abstins d'envoyer à M. Gustave Rouanet, député de Paris, alors directeur de la *Revue Socialiste*, le texte — que je lui avais promis — de ma conférence.

De temps à autre, je le relis, et cela me rend modeste et réservé dans mes jugements.

« Nous pensons que, pour être facilement comprise, l'affaire Bazaine doit être scindée en deux parties. Il y a d'abord, il y a surtout, la *question militaire*, celle au sujet de laquelle une condamnation est intervenue, et à propos de laquelle nous demandons à l'opinion publique de procéder à un nouvel examen, en s'aidant de ses propres lumières, de la documentation récente et des travaux d'écrivains spéciaux, dont les noms sont une garantie d'impartialité.

Il y a ensuite la *question politique*, ce que Bazaine a appelé « la période diplomatique ». Nous avons récemment étudié l'incident Régnier ; nous préparons un minutieux travail sur les missions Boyer, que les articles de M. A. Fitz-Maurice dans *le Figaro*, viennent de remettre à l'ordre du jour.

» Irréprochable, selon nous, en ce qui concerne l'incident Régnier, le maréchal aurait mérité, d'autre part, d'être traduit devant une Haute-Cour de Justice : 1° Pour le contenu des instructions qu'il a remises au général Boyer, le 10 octobre 1870 ; 2° pour l'envoi du même général auprès de l'impératrice, le 19 octobre 1870. Si une suite avait été donnée à ces instructions ; si Boyer avait réussi dans ses démarches, l'empire était rétabli — ce qui eût été un immense malheur — et la guerre civile en serait résultée, ce qui constitue un crime politique, prévu et puni par l'article 94 du code pénal ainsi conçu :

« *L'attentat, dont le but sera d'exciter à la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, sera puni de mort* ».

« Sans doute, le maréchal pouvait invoquer à sa décharge qu'après le combat de Ladonchamps, le rôle militaire de l'armée de Lorraine était terminé ; que cette armée et la place de Metz allaient entrer en agonie, et que la famine allait avoir raison de l'une et de l'autre... Mais ce n'était pas une raison suffisante pour projeter ou proposer de transformer, une fois de plus, nos troupes — dont le rôle doit consister uniquement à défendre le territoire — en bandes prétoriennes, qui imposent au peuple le despote de leur choix ».

Pour juger équitablement ces instructions du général Boyer, il convient de rappeler, en quelques mots, les circonstances qui avaient précédé leur remise. Le lecteur se souvient que, dans la conférence du 26 août, les chefs de l'armée du Rhin avaient décidé de rester sous Metz ; ils estimaient qu'agir ainsi, c'était rendre le maximum de services à la défense nationale ; et, comme M. le général Bonnal, ancien directeur de l'Ecole Supérieure de Guerre, les en loue, nous ne nous permettrions pas de les en blâmer. Cependant, quand vinrent les premiers jours d'octobre, le maréchal comprit que la capitulation était — nous ne dirons pas fatale, aucun homme compétent n'en doutait, — mais prochaine, les renseignements, fournis par l'intendance et par les chefs de corps, ne laissant là-dessus aucune illusion ; les chevaux servaient de nourriture à la troupe ; bientôt, les hommes devraient traîner eux-mêmes les canons, et les cavaliers allaient être tous démontés. Si l'on voulait, non pas battre l'armée d'investissement dans une bataille rangée, — ce n'était pas possible ; et, comme devait le déclarer, plus tard, le général Ducrot, dans une conférence militaire, à Paris : « cela ne s'était jamais vu », — mais *passer*, à travers les lignes ennemies, il fallait se hâter. Le 7 octobre, eut lieu le combat de Ladonchamps, dont l'historique est encore à écrire (1). En attendant que nous connaissions la vérité sur cette journée, nous vivons sur la légende qu'un auteur, qui signe : « Le P. Marchal, aumônier de la Garde Impériale », a créée de toutes pièces, dans un factum qu'il a intitulé : « Le drame de

(1) Nous en avons dit quelques mots dans *Le Cas de Bazaine*, pages 126-30.

Metz », et qui parut en janvier 1871. On y lit ce qui suit, p. 17-19 :

« Tout à coup, le 7 octobre, une partie de l'armée se porta vers le Nord, dans la direction de Thionville, par Ladonchamps, avec une multitude de voitures. Voulait-on percer ? Voulait-on se ravitailler ? C'est le secret des dieux. Le fait est que la bataille commença vers une heure et que je pus assister, jusqu'à la nuit, à une *sanglante comédie*... Il y avait là, derrière les lignes de Voippy, plusieurs généraux. Ces généraux étaient entourés de fringants officiers, qui se peignaient la moustache et semblaient assister à quelque représentation de l'Opéra...

« O généraux, maréchaux, familiers de César, souvenez-vous que si la France vous a gorgés d'or et d'honneurs, c'est qu'elle comptait qu'à l'heure décisive, vous sauriez déployer, pour son salut, un peu de courage et un peu de génie. Or, elle vous a trouvés ineptes et lâches, à l'heure du péril, et notre génération ne peut plus avoir pour vous, sachez-le bien, que la vénération qu'on éprouve pour les bouquins dorés sur tranches ».

Ainsi parle, dans un pamphlet antibonapartiste, un prétendu aumônier de la Garde Impériale, qu'aucun des anciens officiers de l'armée du Rhin, à qui je me suis adressé, n'a, d'ailleurs, connu.

De pareilles lignes devaient avoir leur contrepartie. *Le Figaro* du 23 janvier 1872 publiait, sous la plume du bonapartiste, Auguste Vitu, l'article suivant. Il s'agit de ce Ladonchamps du siège de Paris, qu'on appelle Buzenval :

« 19 janvier 1872 ! — Anniversaire d'un jour de deuil, où le sang le plus pur coula dans une entre-

prise ténébreuse, que la conscience publique a flétrie du nom d'assassinat ! Au moment où les régiments de marche de la garde nationale furent lancés, à travers le brouillard, contre les batteries prussiennes, le gouvernement de la prétendue défense nationale était déjà résolu à capituler.

» Une seule chose troublait ces âmes de syco-phantes : ils craignaient l'indignation de la population parisienne et ses suites possibles, quant à la sûreté de leurs précieuses personnes. Ils s'attendaient à être écharpés... L'expédition de Buzenval fut résolue..... »

M. le général Trochu poursuivit, devant les assises de la Seine, l'écrivain et le directeur du journal. Or, pour excuser son client, M^e Grandperret, qui plaidait pour un des prévenus, cita l'article que voici, du *Paris-Journal*, signé Henry de Pène :

LE CRIME DU 19 JANVIER

« Nous le disons au général Trochu et à tous ceux qui, de près ou de loin, ont prêté la main à cette prétendue affaire du 19 janvier. Vous avez commis un crime, un crime de lèse-humanité, un crime de lèse-nation, un crime de lèse-conscience !.. On ne pouvait décemment capituler qu'au lendemain d'une bataille, c'est-à-dire, d'une défaite — les deux mots sont synonymes, pour nos généraux de Paris (1). Cependant, on prit toutes les dispositions pour qu'un succès fût impossible... Et, pen-

(1) Hélas ! on l'a dit aussi des généraux de Metz, qui, pas plus que ceux de l'armée de Paris et ceux des armées de Gambetta, ne purent être victorieux. Quand nos haines politiques seront mortes, dans un siècle ou deux, les esprits éclairés chercheront le pourquoi scientifique d'un pareil fait. E. P.

dant ce temps-là, M. Jules Favre taillait la plume qui devait signer la capitulation... »

Le maréchal Bazaine n'était peut-être pas encore revenu du champ de bataille de Ladonchamps où, comme à l'ordinaire, il était resté le dernier, toujours sur la ligne de feu — car ce général en chef fut le plus brave soldat de son armée (1) — que partait de son cabinet, une note, reproduite dans le compte-rendu des débats, invitant les chefs de l'armée à donner leur avis motivé sur la situation militaire et politique. Ces officiers généraux répondirent tous. On possède leurs réponses. Nous avons transcrit ailleurs la lettre de Canrobert ; nous allons donner maintenant celle du général Frossard, ancien précepteur du prince impérial, le chef évidemment du parti ultra-bonapartiste à Metz, et -- plus encore que Boyer lui-même — probablement l'homme de confiance de l'impératrice Eugénie. Cet avis, — *qui équivalait à un ordre*, — fut suivi docilement par Bazaine et ses compagnons d'armes (2).

(1) M. le général Bonnal, en nous faisant hommage d'un de ses ouvrages militaires, nous écrivait au sujet du maréchal Bazaine :

« Il était brave comme son épée ».

(2) M. le général Séré de Rivières, qui a, selon nous, plus finement et avec plus de pénétration que M. le général Pourcet, pressenti les dessous politiques de l'affaire, a écrit (compte-rendu, page 52) : « On allait donc négocier immédiatement et réserver l'armée pour jouer un rôle politique, ainsi que le conseillait le général Frossard ».

Disons : « ainsi que l'ordonnait l'impératrice, par l'organe du général Frossard », et nous serons peut-être dans le vrai.

RAPPORT

de M. le Général de division, commandant le 2^e Corps

« Au camp de Montigny, le 9 octobre 1870.

Monsieur le Maréchal,

Par sa dépêche en date d'hier, Votre Excellence, en présentant un exposé de la situation difficile et grave dans laquelle va se trouver l'armée du Rhin, m'a invité à lui faire connaître par écrit, après un examen approfondi des choses et après en avoir conféré avec les généraux de division du corps que je commande, mon appréciation motivée de cette situation et mon opinion personnelle.

V. E. ajoute que, placés plus immédiatement en contact avec les troupes, les commandants de corps d'armée savent ce que l'on peut attendre d'elles, ce que l'on doit en espérer.

Pour faire sortir votre armée de la situation dans laquelle elle se trouve, il n'y a que deux partis à prendre : chercher à s'ouvrir, les armes à la main, un passage à travers les lignes ennemies, ou conclure, avec les chefs de l'armée prussienne, une convention qui nous permette de sortir, constitués et en armes, pour nous reporter dans l'intérieur du pays, sous condition de ne pas prendre part à la guerre, pendant un certain temps.

I

Nos troupes sont braves, disciplinées et confiantes en leurs chefs ; comme le dit V. E., dans sa dépêche, les événements militaires ou politiques, qui se sont accomplis loin de nous, n'ont ébranlé ni notre force morale, ni notre valeur comme armée.

En agissant avec la totalité de nos forces, dans une tentative pour déboucher, nous pouvons certainement avoir du succès dans une première journée, et le résultat de toutes nos

luttés partielles, l'a prouvé ; toutefois, nous ne devons pas nous dissimuler que, dans cette première marche, l'armée ne ferait pas beaucoup de chemin.

Mais c'est à la seconde journée — lorsque l'ennemi aurait eu le temps de concentrer ses troupes sur notre arrière-garde et sur nos flancs, — que la difficulté deviendrait grande, peut-être insurmontable. Personne ne saurait répondre du succès, dans cette seconde phase de la lutte. Vous serez peut-être exposé, soit à une dispersion de votre armée sans combats nouveaux, soit à sa destruction ; et vous verriez se disloquer ainsi, dans notre main, la seule force organisée qui paraisse rester au pays aujourd'hui. Si la seconde journée était à votre avantage, que serait la troisième, avec des attelages, qui, faute de nourriture, ne pourraient traîner l'artillerie ?

Quant à la place de Metz, que deviendrait-elle ? L'insuffisance de ses défenses, du côté de Montigny, est telle que cette place, au dire des officiers compétents, ne pourrait tenir, au-delà de huit jours, après qu'elle aurait perdu l'appui de l'armée. Donc, dans la première hypothèse, que je considère : perte possible de l'armée et chute de la place de Metz, quelques jours après.

II

Dans l'hypothèse du second parti, consistant à conclure avec l'ennemi une convention qui permette à l'armée de sortir du blocus, la durée de la résistance de Metz n'est pas prolongée ; mais, par l'effet de cette convention qui, pour l'appeler par son nom, serait une capitulation honorable, l'armée a la faculté de partir avec armes et bagages, elle demeure debout, entière, organisée, *prête à être portée par nous sur les points, où la nécessité de sauvegarder l'ordre social appellerait votre intervention.*

Une telle convention est-elle possible ? Oui, et il y en a des exemples assez nombreux, quand il s'agit d'une armée qui, comme la vôtre, n'a pas été vaincue, a toujours soutenu l'honneur des armes, et est encore en état de faire éprouver

à l'ennemi des pertes bien cruelles, dans le cas où il voudrait lui imposer des conditions trop rigoureuses ou inacceptables.

Ce second parti, Monsieur le Maréchal, est celui que, d'accord avec les sentiments unanimes des généraux de division de mon corps d'armée, je conseillerais de suivre.

Notre opinion est aussi qu'il importe de le prendre le plus tôt possible, pour trois motifs : 1° Pour que nous puissions laisser quelques vivres à la place de Metz ; 2° pour que nos soldats ne soient pas encore découragés par la famine ; 3° pour qu'il nous reste encore quelques chevaux à atteler à l'artillerie que nous emmènerions.

Cela suppose, bien entendu, que vous n'avez pas quelque raison d'attendre des nouvelles de négociations de paix.

Le Général commandant le 2^e Corps,

Signé : FROSSARD. »

Une fois que le maréchal connut l'opinion individuelle des chefs de corps et des chefs d'armes spéciales, il réunit ces messieurs, le 10 octobre, en une conférence militaire. Les termes du procès-verbal de cette réunion ont été minutieusement pesés et contrôlés par les membres du Conseil, et cette pièce ne fut signée, par chacun d'eux, qu'après quarante-huit heures de retouches et de réflexions. Certes, il semble qu'on doive se trouver en présence d'un document d'une valeur inestimable, d'une de ces pierres d'angle sur lesquelles on appuie tout un édifice historique. A Trianon, les juges l'ont invoquée, pendant de longues heures. Cependant, il convient de se dire que des hommes avisés comme Canrobert, des militants impérialistes comme Frossard, ne vont pas laisser passer, dans un écrit pareil, certaines allégations, qui pourraient les compromettre personnellement. Nous ne faisons qu'indiquer, sans insister, mais le lecteur nous comprend.

On éprouve quelque étonnement, à la lecture de ce procès-verbal, de ce que, par exemple, l'opinion si grave de M. le général Frossard n'y ait pas été résumée. Comment, voilà un commandant de corps, qui propose carrément que le général en chef signe une convention, aux termes de laquelle l'armée quitterait Metz, avec armes et bagages, et demeurerait debout, entière, organisée, prête à être portée par lui « sur les points où la nécessité de l'ordre social appellerait une intervention », — et il n'est pas fait mention d'un pareil avis ! A qui fera-t-on croire que Frossard n'ait pas exposé verbalement ce qu'il écrivait, la veille, au commandant en chef ? Je sais bien que le procès-verbal ne vise pas, parmi les pièces lues dans la conférence, cette lettre du général ; et cette rédaction a permis, à certains, de ne pas s'expliquer, sur une proposition si lourde de conséquences. Mais, quand je vois que le procès-verbal porte, parmi les signataires de la pièce « le général Frossard, commandant le 2^e corps », je dis que, sûrement, Frossard a renouvelé sa proposition ; et je le dis, avec d'autant plus de certitude morale, que cette proposition a été, *en fait*, adoptée, quoique puissent établir les allégations manuscrites.

Et, une fois de plus, il convient de nous expliquer, au sujet de l'autorité qu'il convient d'attribuer, — non pas à la chose, jugée, devant laquelle nous nous inclinons, — mais aux témoignages produits au procès.

Dans *La Légende de Metz*, p. 207, le comte d'Hérisson, le courageux officier, à qui la ville de Paris doit la conservation de ses drapeaux, au moment de la capitulation du 28 janvier 1871, a écrit :

« Ceux (les anciens officiers de l'armée du Rhin),

qui avaient à cacher certains de leurs actes, avant ou pendant la guerre..., à quelque rang de la hiérarchie qu'ils appartenissent, se déclarèrent contre le maréchal Bazaine.

» Tous ceux, au contraire, qui pouvaient avouer hautement leurs actes, lui restèrent fidèles ».

Dans *L'Intermédiaire des Chercheurs*, que dirige si brillamment M. Georges Montorgueil, nous répondons, (n° du 10 septembre 1908), en ces termes, à un article très courtois de M. Germain Bapst :

« La vérité historique, ce n'est pas uniquement, dans les débats du procès Bazaine que nous la rencontrerons. Il y a deux raisons à cela : la première, c'est que *Bazaine ne s'est pas défendu*, ainsi que l'a déclaré M. le maréchal de Mahon à un rédacteur du *Gaulois*, propos reproduit dans le *Figaro* du 28 août 1891, que nous avons sous les yeux ; la seconde, c'est que des témoins, et non des moins importants, ont été subitement atteints d'amnésie à Trianon, comme cette charmante actrice, dont nous entretenait récemment la chronique de vos théâtres. Le distingué critique de la *Revue Historique*, M. André Lichtenberger, écrivait, dans le numéro de novembre-décembre 1906, de ce recueil de haute érudition :

« Etudiant en particulier la bataille de Gravelotte M. (suit le nom de l'auteur d'un livre qu'il analyse), n'a pas de peine à démontrer que la thèse, soutenue au procès de Trianon, au sujet du rôle de Bazaine dans cette guerre, est, sur des points importants, contredite par la section historique de l'état-major-français, et il ne relève pas, avec moins de raison, les singulières défaillances de mémoire de certains témoins au procès, frères d'armes de l'accusé ».

Il nous faut donc choisir parmi les témoignages, et cette sélection est actuellement bien difficile,

sinon impossible. Cependant, il est certains noms, qui sont au-dessus de tout soupçon : celui de M. le général Desvaux, chef de la Garde Impériale, successeur de Bourbaki, à la tête de ce corps d'élite, est de ce nombre. Personne ne contredira si on affirme que, chez Desvaux, la bravoure sur le champ de bataille marcha de pair avec cette chose, si rare, qui s'appelle le caractère.

Le général Desvaux fut naturellement cité comme témoin devant le Conseil de guerre de Trianon. Chef de corps d'armée, ayant assisté à toutes les conférences d'octobre 1870, y ayant vainement essayé de faire prévaloir les résolutions les plus énergiques, même les plus désespérées, cet homme de haute valeur était tout désigné pour venir déposer dans cette grande enquête. Il le fit, — cité par le Ministère public. Son apparition produisit une émotion considérable ; on se trouvait — j'allais dire : *enfin*, mais je retire l'adverbe — en présence d'un Homme..... *Le Gaulois* du 30 novembre 1873, traduisait éloquemment l'impression qu'il produisit :

« Il (M. le général Desvaux) s'est présenté devant le Conseil de guerre, dépouillé de tous ses insignes, vêtu d'un simple habit noir, et tenant modestement dans sa main gauche le chapeau de soie, par lequel il a remplacé son ancien chapeau à plumes, galonné d'or. On sait que cet homme de cœur porte le deuil de son pays, de cette armée française, dans laquelle il a honorablement et vaillamment servi, pendant quarante ans ; on comprend les motifs qui l'ont décidé à prendre sa retraite et refuser les offres brillantes que lui ont faites les gouvernements, qui se sont succédé depuis trois ans.

» A plusieurs reprises, M. le général Desvaux a

refusé le ministère de la guerre, déclarant à ses intimes qu'avant de tenter la réorganisation de l'armée française, il était nécessaire de faire de grands exemples et d'écarter de l'armée tous les officiers qui n'étaient pas à la hauteur de leur position, et le chiffre qu'il fixait était tellement grand que M. Thiers et le maréchal de Mac-Mahon en étaient effrayés »

Voici ce qu'a déclaré M. le général Desvaux, d'après le compte-rendu sténographique de la Librairie du *Moniteur Universel* (p. 639) :

« Le 10 octobre, le Conseil s'assembla pour entendre la lecture d'une partie des lettres, qui étaient la réponse à celle adressée par M. le Maréchal. Il fut décidé, à L'UNANIMITÉ, qu'un officier serait envoyé à *Versailles*, pour connaître les conditions que les *confédérés allemands* voulaient faire à l'armée de Metz pour une convention militaire. — Le général Boyer fut désigné ».

Sans doute, ce n'est pas ce que dit le procès-verbal, au bas duquel le général Desvaux a apposé sa signature.

« Il est donc convenu et arrêté que : 1° L'on tiendra sous Metz, le plus longtemps possible. ., 2° Que des pourparlers seront engagés avec l'ennemi, dans un délai qui ne dépassera pas quarante-huit heures, afin de conclure une convention militaire, honorable et acceptable pour tous ».

Mais il est évident, pour moi, que M. Desvaux a signé ce procès-verbal par camaraderie, et qu'il n'a pas autrement attaché d'importance à la chose, mais qu'invité à dire, *sous la foi du serment*, la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ; ayant à formuler une opinion, de laquelle dépendent l'honneur et la



vie de celui qu'il n'a pas cessé d'estimer (1), M. le général Desvaux n'a obéi qu'à sa conscience.

Une chose a échappé au Ministère public, c'est que ce procès-verbal du 10 octobre portait sa propre critique en lui-même : M. le général Pourcet n'a pas remarqué que ce document, fruit d'une laborieuse gestation de deux jours et dû à la collaboration de neuf personnes, contenait deux dispositions contradictoires, car il n'était pas possible, à la fois, de tenir sous Metz et de traiter avec l'ennemi. On ne pense pas à tout.....

Ce qui précède n'a nullement pour but de décharger le maréchal Bazaine de la responsabilité qui pèse sur lui et qu'il a toujours revendiquée. Peu importaient les décisions prises par ses lieutenants, puisqu'il n'était pas lié par elles et qu'il statuait, en dernier ressort, dans sa pleine indépendance. Nous tenions toutefois à indiquer, en passant, ce que nous pensions de ce procès-verbal, dont on a fait si grand état, et pourquoi, parmi divers témoignages, c'est à celui de M. le général Desvaux que nous nous rattachions.

(à suivre)

ELIE PEYRON.

(1) Un mois et demi après la capitulation de Metz, le 12 décembre 1870, M. le général Desvaux écrit à Bazaine, à Cassel, de Dusseldorf, où il était, lui aussi, prisonnier de guerre :

« ... Dans l'armée de Metz, nous avons tous la conscience d'avoir fait notre devoir ; les accusations injustes tomberont devant la vérité. Votre Excellence peut attendre avec confiance le jugement de la France sur cette guerre malheureuse.

» Quant à moi, je suis résolu à demander ma retraite, dès que ma captivité aura cessé.

« Veuillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'hommage de mon profond respect,

Le Général de division,
Signé : DESVAUX ».

L'ORDRE DES FRÈRES DE LA MERCI

A AVIGNON

(1 4 3 4 - 1 5 7 4)

I

Parmi les ordres religieux que firent naître les croisades et les guerres contre les musulmans, deux furent créés dans le but charitable de délivrer les chrétiens qui gémissaient sous le joug des infidèles.

Le premier en date est l'ordre des religieux de la *Sainte-Trinité* ou de la *Rédemption des Captifs*. Il fut fondé sous le pontificat d'Innocent III, en 1196, par Jean de Matha et Félix de Valois. Gaucher de Châtillon leur donna le domaine de Cerfroi entre Gandelen et La-Ferté Milon, où fut bâti un monastère qui devint le chef de l'ordre.

Les Trinitaires s'installèrent à Paris un peu avant 1209 dans un ancien hôpital et chapelle dédiés à saint Mathurin (1) ; de là le nom de Mathurin sous

(1) L'hôpital de Saint-Mathurin était situé entre les rues Saint-Jacques et de la Harpe : il était construit sur une partie de l'emplacement des thermes de Julien.

Saint Mathurin était invoqué en faveur des démoniaques et des fous furieux. Par analogie il était aussi invoqué contre l'épilepsie et les *lunatiques*, c'est-à-dire l'hystérie. Il était le patron des bouffons, des étudiants et des instituteurs (Broc de Ségange, *Les saints patrons des corporations*, t. II, p. 432).

lequel les frères de la Trinité sont souvent désignés.

Leur costume était une robe de drap blanc avec une croix rouge et bleue sur la poitrine (1); le manteau est noir, orné de la même croix.

Les religieux de la Trinité devaient s'abstenir de poisson et ne manger de la viande que le dimanche: encore fallait-il qu'elle leur fut donnée par aumône. Dans leur voyage ils ne pouvaient cheminer que sur des ânes, ce qui leur fit donner le nom de *Frères aux ânes* (2).

L'ordre de *Notre-Dame-de-la-Merci* est un peu postérieur. Il fut fondé en Espagne en 1218 par Pierre Nolasque, gentilhomme du roi d'Aragon dont il avait été précédemment le gouverneur. C'est durant son séjour en Espagne que la vue des chrétiens esclaves des maures lui inspire le désir charitable de travailler à la délivrance des captifs. L'ordre fut fondé dans le palais même du roi; il comprenait primitivement 13 gentilhommes, dont 6 étaient prêtres et 7 chevaliers; parmi ces derniers figurait Pierre Nolasque.

L'ordre de la Merci, approuvé par Grégoire IX en 1230, fut confirmé en 1235 et placé par ce même pape sous la règle de St-Augustin.

Le costume des Frères de la Merci était une tunique blanche et une chappe. Ils portaient l'écusson aux armes de Jacques roi d'Aragon, leur premier protecteur; *de gueule à trois pattes d'or*, auxquelles fut ajoutée une croix d'argent; leur devise était celle-ci: *Redemptionem misit dominus populo suo*. Les

(1) In capis et capuciis suis imponentur signa, videlicet crux in pectore cujus brachium quod vadit in longum sit de panno rubeo, illud quod vadit in transversum sit ceuleuri (*sic pour cerulei*) coloris. Règle des Frères de la Trinité d'Avignon MS du XIV^e, Bib. d'Avignon n° 3592, f° 129.

(2) Cependant la Règle d'Avignon dit expressément qu'ils ont le droit de se servir de chevaux dans leurs voyages.

religieux chevaliers avaient un costume séculier blanc avec les mêmes armoiries ; ils ne revêtaient la chappe que quand ils étaient au chœur.

Aux trois vœux ordinaires de la religion : chasteté, pauvreté et obéissance, les Frères de la Merci ajoutaient celui d'engager leur propre personne et de demeurer en captivité s'il le fallait pour délivrer les esclaves chrétiens.

Les religieux de la Trinité furent appelés à Avignon en 1354 par Bernard de Rascas. Par acte du 10 septembre de cette année, il leur donna l'église et le couvent avec leurs dépendances, qu'il avait fait construire près d'un hôpital fondé par lui et dédié à sainte Marthe, la servante et l'hôtesse du Christ. Il leur accordait en plus 50 florins de rente annuelle, à charge par eux d'assurer le service divin de la chapelle et de l'hôpital.

Le 3 septembre 1365, dans son testament, Bernard de Rascas demande que le ministre de la Trinité soit substitué aux deux prudhommes nommés par le conseil pour diriger et administrer l'hôpital Sainte-Marthe (1).

(1) Labande (*In Avignon au XIII^e siècle*, Paris 1908 — p. 333) donne l'ordre de la Trinité comme existant à Avignon antérieurement à 1263. Il se fonde sur le ms. 2592 de la B. d'Avignon, contenant la *Regula ordinis sancte Trinitatis et Redemptionis captivorum pro domo Avinionis*, daté de *MCCLXIII*.

Mais au lieu de *MCCLXIII* ne faut-il pas lire *MCC[C]LXIII* ? C'est d'autant plus admissible que ce n'est pas la seule erreur de date qu'on trouve dans ce volume.

Ce ms. contient un calendrier ayant servi d'obituaire à la maison de la Trinité d'Avignon ; or je n'y relève aucune fondation antérieure à 1359.

La mort de Bernard de Rascas et de sa femme y est ainsi rapportée :

— *XV kal. Augusti Anno Domini M CCCLXI obiit domina Ludovica fundatrix nostra, filia defuncti domini Ludovici de Petragrossa, et uxor condami domini Bernardi Rascasii militis et legum doctoris fundatoris nostri* (f. 7 verso).

— *XVIII kal. octobris. Anno domini M CCCCLXIII obiit nobilis et potens vir dominus Bernardus Rascacii, miles et legum doctor,*

L'ordre des Frères de la Merci n'apparaît à Avignon qu'après le départ des papes

Le 2 juillet 1434 le chapitre de Saint-Agricol donne à nouvel achat aux Frères de la Merci l'église de N.-D. des Miracles pour y fonder un couvent de leur ordre.

L'église de N.-D. des Miracles avait été érigée par Jean XXII (1) sur le lieu dit *ad stellum inferius*, jusques alors consacré à l'exécution des criminels (actuellement l'angle des rues Raspail et Velouterie). Elle était attenante à la maison des Repenties construite par Gasbert Duval, archevêque de Narbonne et Camérier du pape, antérieurement à 1348; agrandie par l'évêque d'Avignon Anglic Grimoard avant 1363, et terminée par Grégoire XI vers 1375. La

de Avinione. fundator istius ecclesie ac hospitalis contigui, pro cuius anima tenemus omnibus horis orare... (f° 9).

Cet obituaire fait mourir Bernard de Rascas le 14 septembre 1364; il est en désaccord avec Suarez (Avinio Christiana, B. Nationale n° 2971, f° 131) qui nous a conservé une copie de son testament datée du 3 septembre 1365.

La consécration de l'église de la Trinité est ainsi mentionnée :

— *XI kal. octobris. In hac die fuit dedicata ecclesia nostra Sancte Trinitatis Avinionis per venerabilem virum dominum et dominum cardinalem N. institutum per papam illis diebus existentem in civitate, quiquidem in dotam et donum jocale dedit zonam beate Marthe, in futuram rei memoriam illius benedictionis atque dedicationis ipsius ecclesie et diei solempnitatis cum indulgentiis per eum concessis, anno domini M. CCCXX et die XXI septembris. Item fuerunt tria altaria benedicta et consecrata altare majus cum altari nostre domini et altare sancte Marthe de voluntate et mandato ejusdem fundatoris cujus anima requiescat anno et die quo supra (f° 9).*

L'erreur dans la date (MCCCXX) est ici évidente puisque la consécration est postérieure à la mort de Bernard de Rascas survenue en 1364 ou 1365.

La consécration de l'église de la Trinité ne fut donc faite qu'en 1370; il n'y a rien d'étonnant que la règle de la maison fondée en 1354 n'ait été libellée qu'en 1363.

Ce qui me corrobore dans cette opinion, c'est que je ne trouve les Frères de la Trinité cités à Avignon, dans aucun document antérieur à la fondation de Bernard de Rascas.

(1) *Littera foundationis capelle beate Marie de Miraculis*, donnée par Jean XXII, XI kalen., au XV de son pontificat. Arch. de Vaucluse, chapitre St-Agricol, G 81, f° 41.

maison des Repenties communiquait par une grille avec l'église des Miracles : de cette façon les *pauvres nonnains pénitentes* pouvaient suivre les offices divins à l'abri des regards indiscrets. L'église de N.-D. des Miracles dépendait, depuis 1424, du chapitre St Agricol qui était astreint à y assurer le service religieux.

Le traité passé le 2 juillet 1434 est conclu par le chapitre de St-Agricol avec frère Jean de Wéda, procureur agissant au nom d'Anthoine de Vulhan, maître général de l'ordre des Frères de la Merci. Par ce traité l'ordre acquiert la jouissance de l'église de N.-D. des Miracles avec la maison et le jardin contigus, sous la cense annuelle de 1 florin de 24 sols.

Il était stipulé entre les parties contractantes :

1° Les Frères de la Merci devront tenir l'église en bon état et y faire toutes les réparations dont elle avait besoin dans un délai maximum de dix ans. Ce premier article nous montre que le chapitre de Saint-Agricol avait laissé se détériorer l'église de N.-D. des Miracles, et qu'elle fut livrée en fort mauvais état aux Frères de la Merci.

2° Les Frères de la Merci recevront en même temps que l'église une cloche en bon état, des vêtements sacerdotaux, des nappes d'autel, toutes choses qui leur sont abandonnées en toute propriété. Ils reçoivent également un missel et un calice d'argent du poids de 1 marc, 3 onces et 9 deniers, qu'ils devront restituer au chapitre au bout de 10 ans.

3° Les Frères de la Merci seront tenus d'exécuter les charges incombant au chapitre, c'est-à-dire de faire célébrer tous les jours une messe basse, et aux fêtes de la Vierge une messe chantée et les vêpres.

4° Les Frères de la Merci devront donner au chapitre le quart des revenus provenant des legs et funérailles.

5° Les Frères de la Merci devront, à leurs frais, faire ratifier et confirmer le présent acte par les autorités ecclésiastiques.

En effet, pour être canoniquement valable, cette transmission devait être approuvée par le pape. Aussi le 1^{er} mars 1435, Eugène IV confiait au doyen du chapitre de l'église de St-Pierre d'Avignon la mission de voir si le contrat intervenu entre les Frères de la Merci et le chapitre de St Agricola était de nature à pouvoir être validé, avec pouvoir, le cas échéant, de prononcer au nom de l'autorité apostolique, la confirmation de ce contrat.

Mais pendant ce temps des difficultés s'élevaient entre les Frères de la Merci et le chapitre de St-Agricola. Pour y mettre fin, le 22 avril 1436 intervient un nouvel acte de transmission des locaux de N.-D. des Miracles consenti par Anthoine de Vulhan, général de l'ordre de la Merci, frère Jean de Lunac, docteur en décrets, frère Barthélémy Marin précepteur de la maison de Béziers, frères Jean de Wede et Jean de Moye, de la maison d'Avignon, au nom de l'ordre de la Merci, d'une part; et le chapitre de Saint-Agricola d'autre part.

Il est stipulé dans cet acte :

1° Que les Frères de la Merci répareront et entretiendront l'église de N.-D. des Miracles à leurs frais selon ce qui sera nécessaire. Il n'est plus question de délai, ce qui nous montre que dès leur entrée en possession les Frères de la Merci avaient remis l'église en état.

2° Les vêtements sacerdotaux, la cloche, le calice et le missel deviennent la propriété des Frères de la Merci, sous cette réserve : qu'ils seraient tenus de les restituer au chapitre de Saint-Agricola au cas où ils abandonneraient l'église de N.-D. des Miracles.

3° Les Frères de la Merci seront tenus de célébrer tous les jours une messe basse. Le jour de Notre-Dame de Mi-Août, le chapitre de Saint-Agricol se réserve le privilège de faire la procession et de célébrer une messe chantée et les vêpres dans l'église de N.-D. des Miracles.

4° La cense de 1 florin et le quart des oblations funéraires et legs restent comme précédemment acquis au chapitre de St-Agricol.

5° et 6° Les Frères de la Merci devront faire les frais de la procédure pour l'obtention de la confirmation papale, mais le chapitre sera tenu de délivrer gratuitement aux Frères de la Merci les bulles ou copie des bulles d'indulgences accordées à l'église de N.-D. des Miracles.

7° Les Frères de la Merci s'engagent à ne pas faire coïncider les sermons ou la bénédiction des rameaux dans leur église avec des cérémonies semblables célébrées dans l'église de St-Agricol.

8° Les conventions susdites seront approuvées par le conseil général de l'ordre de la Merci sur le point de se réunir en Castille.

9° Toute dérogation à ces conventions entraînera pour le chapitre de St-Agricol le droit de rentrer en possession de l'église de N.-D. des Miracles avec toutes les améliorations qui y auront été faites, les ornements et objets du culte qui s'y trouveront, sans que les Frères de la Merci aient droit à aucune indemnité.

Dès leur entrée en possession de l'église de N.-D. des Miracles, les Frères de la Merci l'avaient remise en état et avaient attiré à leurs fêtes et exercices religieux un concours considérable de fidèles. Le chapitre de St Agricol s'émut de cette atteinte à ses

droits. Aussi dans ces nouvelles conventions il prend ses précautions et stipule que les cérémonies religieuses de l'église de la Merci ne pourront coïncider avec les cérémonies analogues célébrées dans l'église de St-Agricol. En outre pour affirmer et rappeler son droit de propriété, il se réserve le privilège de célébrer lui-même dans l'église de N.-D. des Miracles les offices de la fête de Notre-Dame de Mi-Août.

Enfin le 16 avril 1436, par devant Louis de Frasse, docteur en décrets, doyen de l'église collégiale de St-Pierre d'Avignon, comparaissent frère Barthélémy Marin, assistant de révérend frère Anthoine de Vilhan, général de l'ordre de N.-D. de la Merci, et frère Jean de Moye, du couvent d'Avignon. Ils présentent au juge délégué par le pape la bulle de délégation ; et le 22 avril Louis de Frasse, en vertu des pouvoirs apostoliques à lui délégués, après avoir pris connaissance des conventions passées entre le chapitre de St-Agricol et les Frères de la Merci, approuve définitivement l'installation des religieux de la Merci à la maison et église de N.-D. des Miracles.

II

Les frères de la Merci acquièrent rapidement une grande popularité dans Avignon : il n'y a pas un an qu'ils sont installés à l'église des Miracles, et déjà nous les voyons figurer dans les donations testamentaires (1).

(1) Nicolas Finaudi, savetier, dans son testament du 8 mai 1435 lègue : *conventui de Mercede in ecclesia beate Marie de Miraculis esistenti, V florenos*. (Notes étendues de J. de Briende, f° 239, minutes de M^e Antic).

Les religieux de la Merci étaient des frères quêteurs : leur rôle était d'attirer à eux des donations et des aumônes pour se créer les ressources nécessaires au rachat des captifs. Malheureusement pour eux quelque inépuisable que soit la charité chrétienne, ils n'étaient pas les seuls à faire la quête dans Avignon, et ils se heurtèrent à de nombreux compétiteurs.

Il y avait d'abord les quatre ordres mendiants (carmes, augustins, cordeliers, prêcheurs) qui vivaient de la charité publique. Il y avait ensuite l'ordre de Saint-Antoine : de tradition on était habitué à voir le frère quêteur de cet ordre poussant son pourceau devant lui demander l'aumône pour son hôpital où étaient soignés les malades atteints du mal ardent (1). Mais les plus insatiables étaient les lépreux.

Les lépreux d'Avignon étaient tellement encombrants qu'on leur avait interdit l'entrée de la ville.

Deux sergents étaient spécialement chargés de faire la chasse aux lépreux, soit Avignonnais, soit étrangers, qui après avoir mendié le jour, faisaient du scandale la nuit et couvraient de leurs ordures jusques aux bancs de la boucherie.

Lésés dans leurs intérêts par cette proscription, en 1451 les lépreux d'Avignon font parvenir au conseil de la ville une supplique dont voici la teneur :

« Hommes de grande sagesse, vigilants recteurs et syndics d'Avignon. On lit dans le bienheureux évangéliste saint Mathieu, que Judas murmurant

(1) Le mal ardent ou feu de Saint-Antoine, était soit un érysipèle épidémique, soit une dermatose avec gangrène occasionnée par l'ingestion d'ergot de seigle. En tout cas au milieu du xv^e siècle les malades atteints du mal ardent étaient rares à Avignon, et l'hôpital Saint-Antoine tendait à devenir une maison de refuge pour les pauvres vieilles infirmes.

contre le Christ auquel la benoîte Marie Magdelaine venait d'oindre les pieds avec de l'onguent d'alabastré, dit qu'il aurait été préférable de le vendre pour en donner le prix aux pauvres.

« A quoi le Christ répondit : vous aurez toujours avec vous des pauvres à secourir, et moi vous ne m'aurez pas toujours avec vous.

« Je m'exprime ainsi, illustres seigneurs, en tant qu'avocat des pauvres de J.-C. de Saint Lazare, cédant à leur prière et agissant en cela pour l'amour de Dieu. De leur part donc je vous supplie humblement que par pitié et miséricorde vous daigniez leur accorder que deux d'entre eux aient le droit les jours de fête, et surtout le jour de la fête du Corps du Christ, d'entrer en ville, et se postant aux portes des églises, de demander aux fidèles du Christ leurs pieuses aumônes pour subvenir au besoin de leur misérable vie, et pouvoir faire à leur hôpital les réparations qu'il réclame. Car selon le droit de Dieu et des hommes les pauvres lépreux d'Avignon doivent avoir des avantages sur les lépreux étrangers, en tant qu'ils sont de la ville et sous sa protection. Qu'il vous plaise donc de jeter sur eux un regard de pitié et de miséricorde en faisant droit à leur requête, et en retour ils prieront Dieu pour le bonheur et la prospérité de la ville (1). »

Le 17 mars 1451, le conseil fait droit à leur demande, il leur vote un secours de 10 florins, et les autorise à envoyer un, ou au plus deux d'entre eux quêter par la ville (2).

(1) Pièces justificatives, n° 2.

(2) Archives de Vaucluse, fond de la ville d'Avignon, délibérations du conseil, t. II, folio 96. *Super facto leprosum, conclusio quod eis pro eorum necessitate, actento quod eis prohibetur introitus civitatis, dentur pro una vice tantum X fl., et quod ipsi deputent unum vel duos qui querant infra villam pro eis.*

Expulsés d'Avignon, les lépreux de Villeneuve, en 1453, implorèrent le conseil, et par la plume de Glaude de Molette, infirmier du monastère de Saint-André-de-Villeneuve, lui envoient une supplique rédigée dans un latin des plus primitifs (1) par laquelle ils demandent non pas l'autorisation de venir eux-mêmes quêter à Avignon, mais seulement la licence de faire faire la quête dans cette ville par un mandataire indemne de tout soupçon de lèpre. Il est fort probable que cette demande fut favorablement accueillie par le conseil.

Mais les quémandeurs les plus opiniâtres étaient certainement ceux de l'œuvre du Pont-d'Avignon : les recteurs du pont avaient d'abord des *boyssières* ou troncs fixes dans différents endroits de la ville ; mais en plus, périodiquement leurs quêteurs parcourraient les rues, le tronc à la main, demandant l'aumône pour ce malheureux pont qui s'obstinait à se démolir au fur et à mesure qu'on le reconstruisait.

L'œuvre du pont ne bornait pas son zèle au seul district d'Avignon, elle constituait des procureurs laïcs ou clercs, qu'elle envoyait dans le monde chrétien faire la quête pour ce malheureux chef-d'œuvre d'architecture branlante. Dans ces cas, les recteurs affermaient les quêtes : les quêteurs versaient une somme fixée, puis ils allaient recueillir les aumônes dans les diocèses ou provinces désignés à leurs risques et périls. C'est ainsi qu'en 1426 les quêtes à faire pour le pont dans la Provence, les territoires de Nice et de Gênes, la Lombardie, le Piémont, la Savoie, le Dauphiné, les comtés de Valence, de Die et de Venaissin sont affermés à Tropellus Macharii,

(1) Pièces justificatives n° 4.

de Nice, pour 8 ans, au prix de 27 florins par an (1). En 1427, les quêtes à faire dans la Bretagne, la Normandie, l'Anjou, le Maine et le Poitou sont concédées à Etienne Rollegny, du diocèse d'Avranches, au prix de cent écus d'or pour une période de 4 ans (2). En 1428, les quêtes du diocèse de Narbonne sont affermées à Jean Besson, d'Uzès, pour deux ans, au prix de 50 florins par an (3). Les quêtes des diocèses de Bourges et Vienne sont affermées en 1431 au prix de 35 florins par an (4) etc.

Il n'y avait d'ailleurs pas qu'à Avignon que les choses se passaient ainsi : l'hôpital du Saint-Esprit, de Montpellier agissait de même. Le 13 juin 1452, Humbert Ormoy, procureur et mandataire général de frère Dieudonné Ricard, précepteur de la maison de l'hôpital du Saint-Esprit de Montpellier, passe à Avignon un acte par lequel il afferme à Nicolas Masier, clerc, habitant d'Avignon, les quêtes à faire pour ledit hôpital dans les diocèses de Gap et de Riez, pour trois ans, au prix de 45 florins et trois douzaines de fromages par an (5).

L'hôpital des Quinze-Vingts de Paris envoyait lui aussi ses messagers par le monde. Le 2 juin 1466, Jehan de la Rue, surnommé Bontemps, frère et procureur de l'hôpital des Quinze-Vingts, se présente par devant maître Anthoine Aguilhacii, notaire à Avignon. Il lui exhibe sa procuration ou lettre de créance : dans cette lettre, il est dit que *Ives Picart, ministre de l'hospital des Quinze-Vingts, Adam*

(1) Arch. de Vaucluse, Hôpital du Pont, reg 1986, 9 juillet 1426.

(2) Ibidem, 3 juin 1427, et liasse 1983.

(3) Ibidem, 30 octobre 1428.

(4) Ibidem, 26 septembre 1431.

(5) Pièce justificative, n° 3.

Beaupeigne, Jehan le Nostre, Jean Chandelier et Jehan des Molins, frères dudit hospital, constituent leurs procureurs Jehan de la Rue alias Bontemps, Gillet Millot, Colin de Tangui, tous frères du même hôpital pour aller recueillir les aumônes en faveur de la pieuse fondation de Saint-Louis, et fère prandre ou détenir tous faulx questeurs avec lettres ou instrumens appartenens audit hospital se aucuns en treuvent ; et ce, dans les archevêchés de Lyon, Besançon, Vienne, Embrun, Moustier, Aix, Arles, Narbonne, Toulouse, Auch, Bordeaux, l'Aragon, l'Espagne, la Navarre, la Lombardie, le Piémont, le territoire de Gênes, et la Savoie. Trouvant sans doute cette tournée au-dessus de ses forces, frère Jehan de la Rue transmet ses pouvoirs à noble Nicolas de Faret, commissaire royal de Saint-Privat, diocèse d'Uzès, et maître Jean Caurin, notaire de Narbonne (1).

Les frères de la Merci firent comme les autres : après avoir recueilli les aumônes des Avignonnais, ils envoyèrent leurs quêteurs à l'extérieur. Le 20 Février 1454, Jean de Montcassin, précepteur de la maison de N.-D. de la Merci d'Avignon, afferme à Jean Soufflard les quêtes à faire dans les diocèses de Genève, Lausanne, Tarentaise, Téroüanne, Soissons, pour le prix minime de 30 florins (2).

Le 24 avril 1460, le même frère Jean de Montcassin fait avec frère Damian Carte, commandeur de la Maison de la Merci de Montpellier, un règlement de comptes concernant les quêtes qu'ils avaient fait faire pour l'ordre (3).

Le 24 avril 1472, Gilles, commandeur de la maison

(1) Pièce justificative, n° 9.

(2) Pièce justificative, n° 6.

(3) Pièce justificative, n° 8.

de la Merci d'Avignon, afferme les quêtes à faire dans la Savoie, pour trois ans, au prix de 30 florins (1).

De leur côté, les Frères de la Trinité, installés dans les locaux attenants à l'hôpital Sainte-Marthe, quétaient aussi pour le rachat des captifs. Le 16 février 1454, Anthoine Verrier, ministre de l'hôpital de la Trinité d'Avignon, afferme les quêtes à faire dans les diocèses de Laon et de Bâle et la Savoie pour le prix peu élevé de 12 florins (2).

En 1458, le même Frère Verrier afferme les quêtes à faire, pendant trois ans, dans les villes et diocèses de Milan, Turin, Verceil, Asta, Albe, Acqui, Novarre, pour le prix de 60 florins par an (3).

Les quêteurs, surtout dans le Comtat, récoltaient des dons en nature : c'est ce qui nous explique comment, en 1474, Robert Guillaume, ministre de la Trinité, afferme les quêtes à faire dans le diocèse d'Avignon, Cavaillon, Carpentras et Apt, au prix de 10 salmées de blé et 6 cannes d'huile (4).

III

La maison de la Merci d'Avignon, installée tardivement à une période où la prospérité de la ville avait singulièrement été diminuée par le départ des papes, dut périliter rapidement. Elle rendait en tout cas peu de services à la ville, puisqu'en 1481, les consuls demandent sa suppression. Ils s'adressent au cardinal Julien de la Rovère, légat du pape, et lui

(1) Pièce justificative n° 10.

(2) Pièce justificative n° 5.

(3) Pièce justificative n° 7.

(4) Pièce justificative n° 11.

exposent que l'hôpital de la Trinité manque de ressources à cause du grand nombre de malades qui y affluent, et ils demandent d'unir les Frères de la Merci aux Frères de la Trinité pour assurer le service de Dieu et des quêtes de l'hôpital. Le 11 novembre 1481, le cardinal de la Rovère prononce l'union des Frères de la Merci aux Frères de la Trinité, sans indiquer d'autres raisons que le désir d'assurer le service religieux et d'augmenter les aumônes de l'hôpital de la Trinité (1).

Les Frères de la Merci ne se soumirent pas à cette sentence, ils en appelèrent au Pape et gagnèrent leur procès, puisque nous les voyons continuer leur existence à Notre-Dame des Miracles. Mais la décadence de la maison ne fit que s'accroître.

Vers 1530, la préceptorerie d'Avignon fut accordée à un nommé Jean Pusque ou de Pusco, probablement originaire de la ville. Sa situation était fort précaire : il commença, pour se mettre à l'abri de toutes les attaques, par obtenir de l'archevêque d'Avignon un *vidimus* de tous les privilèges concédés par les Papes à l'ordre de la Merci : ce *vidimus* lui fut délivré le 24 janvier 1534. Dans ce *vidimus*, Jean Pusque prend le titre de *preceptor totius ordinis beate Marie de Mercede*, ce qui était faux, la seule maison d'Avignon relevant de son autorité (2).

En 1550, il obtient du pape Jules III une bulle confirmant à la maison d'Avignon et à l'ordre de la Merci tous les privilèges accordés par les Souverains-Pontifes. Il obtient un *vidimus* de cette bulle à l'archevêché d'Avignon le 18 avril 1553 (3).

(1) Pièce justificative n° 12.

(2) Arch. de Vaucluse, série H, Minimes d'Avignon, 22 bis, pièce sur parchemin.

(3) Pièce justificative n° 13.

En 1554, nous retrouvons notre commandeur et supérieur du couvent de la Merci d'Avignon nommé recteur de la confrérie des Pénitents Blancs (1).

En 1559, lors de l'érection de l'église des Pénitents Blancs, sur une inscription commémorative gravée à la date du 5 juillet, parmi les dignitaires de la confrérie figure *Joannes Posque, precentor* (2).

Jean Posque mourut en 1574. A sa mort, les chanoines de Saint-Agricol voulurent rentrer en possession de l'église de Notre-Dame des Miracles, conformément aux conventions de 1435, stipulant qu'en cas d'abandon de la maison ou de non exécution des charges, l'église des Miracles ferait de droit retour au chapitre de Saint-Agricol.

A cet effet fut intentée une procédure par devant Gaspard de Pont, vice-gérant de l'officialité. Ce procès est désastreux pour la mémoire du dernier commandeur de Notre-Dame de la Merci. Au moment de sa mort, il y avait près de quarante ans que le service religieux était interrompu dans l'église de Notre-Dame des Miracles. Jean de Posco nous apparaît comme un général sans armée : il était bien commandeur de la maison d'Avignon, mais il n'y avait jamais eu dans la maison depuis son intronisation d'autres frères que lui. De temps en temps, quand quelque religieux de la Merci était de passage, on célébrait une messe à l'église des Miracles, ou bien quand le bénéfice de quelque inhumation se présentait, on racolait un prêtre séculier pour faire la cérémonie. L'église et les bâtiments de la commanderie tombaient en ruine.

(1) *Traité de l'établissement de la confrérie des Pénitents Blancs d'Avignon*, par un religieux du couvent des Frères Prêcheurs ; Avignon, 1675, p. 39 ; in Bibl. d'Avignon, n° 25.809, in-8°.

(2) Ms. de Massilian, in Bibl. d'Avignon, ms. 2.382. f° 164.

Le procureur fiscal est encore plus dur pour Jean Pusque : depuis longtemps, dit-il, il ne portait plus l'habit de son ordre, il vagabondait de droite à gauche, il avait fait de la maison de la Merci le rendez-vous public des prostituées et des femmes de mauvaise vie, les hérétiques venaient la nuit y tenir leurs conciliabules.

Les dix témoins qui figurent au procès ne font que confirmer le réquisitoire du procureur : ils nous dépeignent Jean de Posco comme un débauché qui a depuis longtemps jeté le froc aux orties. Après avoir fait de sa commanderie un lupanar, il était allé mourir comme un chien, nul ne sut dire en quel lieu, ni indiquer la date exacte de sa mort (1).

Aussi, le 11 janvier 1575, Gaspard de Pont, considérant *in ecclesia Miraculorum nullum servicium divinum factum fuisse, domumque predictam a dicto tempore [XL annorum] male famatim extitisse et in ruinam devenisse*, constatant en outre que depuis quarante ans Jean de Posco était le seul religieux de cette maison : *et domus illa erat potius refugium meretricum quam habitatio religiosorum* ; qu'il était mort depuis cinq à six mois, laissant la maison fermée, fait droit aux conclusions du procureur et réintègre le chapitre de Saint-Agricol dans la possession de l'église de Notre-Dame des Miracles et de ses dépendances (2).

Le 10 juin 1575, le chapitre de Saint Agricol donnait à nouvel achat aux Frères Minimes de Saint-François-de-Paule la maison et église de Notre-Dame des Miracles, dite de la Merci, à des condi-

(1) Arch. de Vaucluse, série H. Minimes d'Avignon, n° 4, livre de Notre-Dame, f° 87-119.

(2) *Ibidem*.

tions fort analogues à celles de 1435 (1). Ces bâtiments étaient dans un tel état de ruine que les Minimes en démolirent la plus grande partie ; mais trop à l'étroit dans l'enceinte de Notre-Dame des Miracles, ils demandèrent à s'agrandir aux dépens du monastère des Repenties.

En 1577, le cardinal d'Armaignac obtint des confrères de l'aumône de la Major cession de *l'hôpital Saint-Michel ou des pèlerins* ; il y transporta les Repenties qu'il réforma et mit sous la règle de saint Augustin (2). Les Repenties prirent dorénavant le titre de *religieuses de Saint-Georges*.

Les Minimes furent alors mis en possession de l'ancien monastère des Repenties.

Quelle était la situation exacte du monastère des Repenties et de l'église de Notre-Dame des Miracles ? La voici indiquée par un Frère Minime en 1746 : « Le monastère des filles repenties s'étend depuis le midy de l'église des Miracles, jusques aux Lices, et celui des Pères de la Merci occupait le petit carré qui est entre notre église et la grande maison dite de Gadagne » (3).

Les religieux de la Merci occupèrent donc pendant cent quarante ans l'église de Notre-Dame des Miracles, leur fondation à Avignon ne fut jamais une commanderie bien importante ; en effet, la maison attenante à l'église qui leur fut concédée par le chapitre de Saint-Agricol avait été construite pour loger seulement quelques prêtres, elle ne pouvait abriter une communauté nombreuse. L'union que prononça le cardinal de la Rovère en 1481, nous

(1) *Ibidem*, f° 4.

(2) *Ibidem.*, f° 20.

(3) *Ibidem.*, préface.

montre que l'œuvre de la Merci était alors en pleine décadence.

De 1481 à 1530, nous ne savons pas grand chose sur son existence, mais sa décadence ne fait que s'accentuer, puisque vers 1530, nous constatons que la commanderie d'Avignon était représentée par un seul religieux : Jean Pusque. Celui-ci était certainement dépourvu de tout caractère sacerdotal, c'était un simple *religieux chevalier*. Avec lui se termina dans la débauche l'existence d'une œuvre pieusement instituée.

D^r P. PANSIER.

BIBLIOGRAPHIE

L'Université d'Avignon et sa Faculté des droits au moyen-âge (1303-1503), par Robert Caillet, avocat à la Cour d'Appel, docteur en droit. — Paris. Bondalot-Jouve, éditeur, 1907. in-8°, 210 pages.

Après les travaux de feu M. Bardiñet, du P. Denifle, de Marcel Fournier, du Dr Victorin Laval, de M. de Teule, de M. L. Duhamel et autres sur l'Université d'Avignon ; après ceux de Papon, Bouche, Nouguiér, de MM. Langlois, Faidon, Foulquié, etc., dans lesquels on trouve aussi quelques renseignements sur cette Université, l'histoire de la Faculté des droits de cette Université était encore à faire. C'est cette histoire pour la période du Moyen-Age que M. Robert Caillet, avocat à la Cour d'Appel, a prise pour sujet de sa thèse de doctorat. Mettant à profit les ouvrages de ses devanciers, utilisant avec beaucoup de sagacité et un rare bonheur les documents du fonds de l'Université des Archives départementales de Vaucluse (série D) et les manuscrits des bibliothèques d'Avignon et de Carpentras, M. Caillet a donné, sur cette Faculté, un travail qui peut passer pour définitif.

Après avoir donné la bibliographie du sujet (pages 5-11) l'auteur nous fait connaître, dans le chapitre premier, le mouvement intellectuel et les écoles d'Avignon avant 1303, la date et les circonstances de la fondation de l'Université, nous parle de ses statuts, de ses privilèges, de son personnel et de ses Facultés (pages 13-77). Dans le chapitre II, l'auteur nous fait connaître ce qu'étaient les études de droit à Avignon avant 1303, et décrit longuement le fonctionnement de la

Faculté des droits (pages 78-136). Dans le chapitre III (pages 137-196), consacré tout entier aux Collèges d'Avignon, M. Caillet passe en revue les Collèges de Saint-Nicolas, d'Annecy, Saint-Martial, Saint-Michel, du Roure, de Jugon, de Notre-Dame-de-la-Pitié, de Saint-Bernard-de-Sénanque, de la Croix, dont il nous fait connaître la fondation, l'histoire, l'organisation et les revenus. Enfin dans le 4^me et dernier chapitre (pages 197-208), l'auteur nous fait connaître le rôle important joué par la Faculté des droits au moyen-âge, l'influence de cette Faculté sur les autres, sur l'enseignement du droit et sur la politique locale et générale ; il nous retrace enfin les causes de la décadence de cette Faculté et la suppression de l'Université d'Avignon en 1792. En somme, cet excellent travail, qui se termine par une table des chapitres et de leurs divisions, est très documenté, bien fait, bien ordonné, et pourra servir de modèle pour l'histoire des autres Facultés de l'Université d'Avignon.

LUCIEN GAP.

★ ★

Le Château d'Orange, par L. Duhamel, archiviste de Vaucluse, avec un plan du château au xvii^e siècle. — Avignon, Vve Roumanille, libraire éditeur, 1908.

M. Duhamel, le savant archiviste de Vaucluse, vient de publier, en brochure, la conférence qu'il a faite récemment à l'Association des Anciens Elèves du Collège d'Orange.

Le château d'Orange, sujet traité par l'éminent conférencier, a vivement intéressé l'auditoire d'élite accouru pour l'entendre ; il ne lui a ménagé ni ses applaudissements, ni ses félicitations.

Rien en effet de plus captivant que l'histoire de ce monument, considéré par plusieurs historiens comme une sorte de capitoile de la *civitas aurasicensis*, à l'instar de celui de Rome et qui, du sommet de la colline, d'où, au témoignage de Lapise il dominait sept provinces : Le Languedoc, le Vivarais, l'Au-

vergne, le Dauphiné, la Provence, le Comtat-Venaissin et la Principauté d'Orange, a vu successivement se dérouler, à ses pieds, non pas toujours en témoin impassible, les événements dont la ville et la Principauté furent le théâtre dans le cours des siècles.

Ces événements, M. Duhamel les a exposés, avec cette précision de détails et cette méthode historique sans défaillance ne témoignant pas seulement du talent de l'historien, mais aussi bien de la passion, je dirais volontiers du culte, qu'il a pour tout ce qui touche à l'histoire de cette grande cité.

Les épisodes les plus marquants de ses annales sont, à partir du ^{xiv}^e siècle, les ravages des grandes compagnies, la lutte entre Catherine de Baux, dame de Courthezon et Anne de Vienne, régente de la Principauté pour son jeune fils, Raymond V, le siège de la ville par le marquis de Saluces et le comte de Talard, les guerres fratricides de religion marquées par les massacres de 1562] et du 2 février 1574, — ces derniers connus dans le martyrologe protestant sous le nom de journée de *Notre-Dame-la-Massacreuse* — et qui furent bien les uns et les autres, des Saint-Barthélemy orangeoises ; enfin pour couronner le tout, les rebellions successives des gouverneurs contre leur souverain Philippe-Guillaume de Nassau.

Mais le vieux château qui, dans tous ces événements, avait fait fière contenance, précisément par cela même qu'il était la plus redoutable forteresse de la région méridionale, portait ombrage au roi de France et le jour arriva — c'était le 20 Octobre 1673 — où par les ordres de Sa Majesté très chrétienne, trois mille hommes sous le commandement du comte de Grignan, vinrent attaquer, quelque peu traitreusement, le colosse avec la sape et la mine. La vieille forteresse fut démantelée, ruinée, ses fossés comblés sous les yeux désolés des habitants pour lesquels elle était le palladium sacré qui avait protégé les longues générations d'ancêtres.

Aujourd'hui du *castrum* romain, de la citadelle des Baux, des Chalon et des Nassau, il ne reste plus que des ruines de

tours éventrées, de voûtes écroulées, de pans de murs lézardés et couchés sur le flanc de la co'line. Mais ces ruines parlent encore et nous devons savoir gré à notre éminent archiviste d'avoir prêté à l'évocation des grands souvenirs qu'elles rappellent le charme de sa parole et l'autorité de son érudition.

V. L.

★ ★

J. de Terris. **La Noblesse d'Avignon et du Comté Venaissin.** — Deuxième partie : Les charges anoblissantes, Rome. Collège héraldique, Corso Vittorio Emanuele. In-8°, 29 pag. Extrait de la Revista aroldica, juillet 1908.

L'auteur, M. de Terris est, depuis longtemps, connu par ses intéressants travaux sur les évêques d'Apt et de Carpentras et aussi par ses publications sur la noblesse du Comté Venaissin et sur l'organisation administrative et judiciaire de cette province. Il nous avait déjà donné les listes des duchés, marquisats, comtés, baronnies et fiefs du Comté Venaissin. Il complète cet intéressant et utile travail en publiant les listes des charges anoblissantes, en donnant celles des primiciers de l'Université d'Avignon, des auditeurs de la légation, des membres du Tribunal de la Rote d'Avignon, des vice-gérants, des avocats généraux, des trésoriers, archivistes, secrétaires d'Etat, gardes des Sceaux, vice-recteurs de Carpentras, présidents de la Chambre Apostolique, trésoriers généraux, intendants de la monnaie à Avignon, etc.

Ces listes pour la plupart, n'avaient jamais été publiées.

Elles offrent, au double point de vue, de l'organisation administrative et judiciaire du Comté Venaissin et de l'histoire des familles de ce pays, un vif intérêt. M. de Terris a ainsi rendu un véritable service à tous ceux qu'intéressent ces études et sa brochure devra prendre place dans toutes les bibliothèques comtadines. Souhaitons que M. de Terris continue ses intéressants travaux. Il est mieux placé que personne pour les mener à bonne fin et pour rendre ainsi un précieux service aux travailleurs et un juste hommage à l'histoire de son pays.

L. D.

CHRONIQUE

Historique et Littéraire

(GARD)

ACADÉMIE DE NIMES : Séance du 23 Janvier 1909. —

Un de nos doyens d'âge, le docteur Mazel, occupe les loisirs de sa verte et infatigable vieillesse à parcourir les garrigues qui au nord entourent Nîmes.

Il y découvre des sites merveilleux, dont l'accès est malheureusement rendu presque impossible, par défaut de routes, et depuis de longues années il s'adresse, hélas en vain, aux diverses municipalités pour remédier à ce fâcheux état de choses.

Avec tous les amateurs de vieilles ruines, notre collègue se plaint amèrement de voir tomber une à une les antiques pierres de l'enceinte romaine et a proposé à l'Académie de voter un vœu, pour le classement de ces vénérables restes parmi les monuments historiques.

L'Académie, à l'unanimité, s'est associée à cette proposition.

*
* *

Notre compatriote Ernest Daudet vient de publier, avec introduction, un ouvrage intitulé : « *Joseph de Maistre et Blacas* » (1). Il avait fait récemment paraître, dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 novembre et 1^{er} décembre 1908, une curieuse étude sur : « *La mort et l'exil du général Moreau.* »

*
* *

La librairie Lucien Dorbon, rue de Seine, 6, à Paris, met en vente la bibliothèque de notre illustre et regretté compatriote, Gaston Boissier.

Dans la *Revue de Paris* du 1^{er} février 1909, M. Alfred Croiset publie, sur Gaston Boissier, une étude dont nous détachons le passage suivant :

« Gaston Boissier naquit à Nîmes le 15 août 1823, dans une famille de bonne et vieille bourgeoisie de fortune modeste. Le collège royal de Nîmes, où il fit ses études, comptait des maîtres distingués, parmi lesquels je dois nommer Auguste Germain, alors professeur d'histoire, plus tard doyen de la Faculté des Lettres de Montpellier. Ses études classiques furent brillantes. Il était latin, non par les livres seulement, mais par la naissance, par le tempérament, par ses premières impressions, par le sentiment direct de la continuité des choses antiques qui se dégage de la vie méridionale, et nulle part peut-être plus qu'à Nîmes. Je ne doute pas que la Maison-Carrée, les Arènes, le Pont-du-Gard n'aient parlé de bonne heure à son imagination d'enfant ou de jeune homme, mais je suis sûr qu'il contempla ces spectacles d'un regard qui n'avait rien de romantique, et qu'il en mesura la grandeur ou la perfection avec lucidité. D'autant plus que ce Latin était naturellement gai et narquois, capable de goûter la belle rhétorique, mais non de s'en griser, et, en somme, un Latin du pays de Voltaire. »

(1) Chez Plon, éditeur, Paris.



*
* *

Dans un des derniers « *Bulletin des Amis du vieil Arles*, » on peut lire d'intéressantes études sur l'ordre de Malte et la ville d'Arles, sur Arles souterraine, ainsi qu'une étude intitulée : « *Nos vieilles familles d'Arles : les Vêran*. »

Nous voudrions que nos concitoyens nimois fissent paraître, dans la *Revue du Midi*, des études similaires et que notamment on publiât des monographies de familles de notre cité.

*
* *

M. E. Bligny-Bondurand a fait récemment paraître le tome 1^{er} des *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Nîmes pour les États-Généraux*.

Le numéro du 14 juin 1908 de la revue « *La Révolution Française* » porte à ce propos :

« La Sénéchaussée de Nîmes, écrit M. A. Brette, était fort étendue, couvrant la plus grande partie du département du Gard, avec des extensions sur les territoires actuels de la Lozère et de l'Ardèche. J'ai déjà eu l'occasion de signaler ailleurs (*Siècle* du 12 février 1908) le prix tout particulier des Cahiers de Nîmes, que je connaissais en bonnes feuilles. L'école contre-révolutionnaire s'applique, depuis trente ans surtout, à faire croire que les droits, dus aux seigneurs sous l'ancien régime, étaient en telle décroissance qu'on les pouvait tenir, à la veille de la Révolution, comme une charge de peu d'importance... (*Suivent des précisions*).

« Je m'étendrai, continue l'écrivain, plus longuement sur l'œuvre de M. Bligny-Bondurand, quand elle sera terminée. J'ai voulu surtout en signaler l'intérêt. *L'introduction* est parfaitement comprise. On y trouve, avec l'indication des sources, de précieux renseignements sur le territoire de la Sénéchaussée, sur la convocation dans cette partie du Languedoc, sur les corporations de Nîmes, sur les établissements ecclésiastiques, etc. L'éditeur de cet important ouvrage doit

être, dès maintenant, remercié des soins qu'il a pris pour la vérification et l'annotation des textes. »

★
★ ★

Notre compatriote, M. Marcellin Pellet, a publié dans la même revue (numéro du 14 octobre 1908), une brève notice intitulée : « *Le Diplôme de Docteur en Théologie de Jean-Baptiste Gobel.* »

Cet ancien élève des Jésuites fut député, en 1789, à l'Assemblée Nationale, par le clergé de Belfort et d'Huningue. Le 2 janvier 1791, il prêta serment à la Constitution civile du clergé et fut ensuite élu évêque constitutionnel à Colmar, Langres et Paris. Il périt sur l'échafaud le 24 avril 1794, après avoir été condamné comme *athée* (!) par le Tribunal révolutionnaire.

Cela me semble venir à l'appui de la thèse de notre directeur, M. Georges Maurin, sur les dessous ignorés de la Terreur rouge.

★
★ ★

Le numéro du 25 janvier 1909 de la *Grande Revue* contient une poésie de notre compatriote, M. Henry Bauquier, sur le désastre de Messine.

Le Gérant : F. Bois.

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

LE MEURTRE D'UN GOUVERNEUR

D'ORANGE EN 1630

La principauté d'Orange fut gouvernée, au xvii^e siècle, par des représentants des princes Philippe-Guillaume et Frédéric-Henri de Nassau qui, à la faveur de l'éloignement de leurs souverains et des intrigues séculaires de la cour de France pour l'annexion de la Principauté au Royaume, abusèrent singulièrement de leur mandat de gouverneurs. Ils s'y considérèrent comme des maîtres absolus. Sous Philippe-Guillaume, les Blacons, sous Frédéric Henri, Jean d'Osmael, seigneur de Walkembourg trônaient au château, menant brillante et joyeuse vie, tyrannisant les uns et pressurant les autres, agents des rois de France divisant le pays, à la faveur des troubles religieux et causant les plus graves embarras et, parfois, les plus vives alarmes, à leurs souverains légitimes. Ce ne fut point, en effet, sans des luttes incessantes, sans même de réels périls, que l'autorité du prince fut maintenue contre ceux auxquels il avait confié la garde et l'administration de sa Principauté et le soin de la défendre contre les convoitises d'un puissant voisin.

Ce Jean d'Osmael, seigneur de Walkembourg, d'origine flamande, avait été désigné par Maurice de

Nassau, comme lieutenant du gouverneur avec le prince Emmanuel de Portugal, comme gouverneur de la Principauté. Il en fut ensuite gouverneur lui-même et, comme tel, maintenu, dans cette charge, par Frédéric-Henri de Nassau. Il l'exerçait encore, en 1630, malgré ses intrigues et ses négociations suspectes, notamment avec le duc de Rohan et le cardinal de Richelieu.

L'historien d'Orange, La Pise, nous a laissé un récit détaillé, d'autant plus minutieux qu'il fut mêlé de très près aux événements de ce temps, de celui qui coûta la vie à l'infidèle gouverneur et, durant lequel, la sienne fut en péril :

« Qu'on ne croie pas, dit il, en le décrivant, qu'en la relation de cette histoire, je veuille donner celle de mes aventures ; j'en doibs compte particulier à la posterité puisque Dieu a voulu que ma maison ayt servi de théâtre où ceste tragédie a esté jouée ; j'en parle comme pour avoir veu et ouy la pluspart ; le reste, par rapport d'autrui et tous sous caution de la vérité (1) ».

« Je ne seroy jamais en repos, avait dit un jour, Walkembourg, que je ne sois ouvertement au Roy et que je ne voye son autorité reconnue en cest estat ».

C'était surtout la sienne, sa fortune et celle de sa famille que Jean d'Osmael voulait asseoir et garantir au château d'Orange. Il avait même, dans ce but, donné ses instructions aussi précises qu'édifiantes

(1) Les *Sorberiana*, racontent que La Pise avait épousé une fort belle femme Anne d'Arnaudy qui fut soupçonnée d'être en très bons termes, avec Walkembourg et qu'il fut tué dans sa propre chambre. Cette allégation a été reproduite par : *Rarjavel, Diction historique, biographique, etc.*, tome II, page 108, au mot *Lapise*. Il est certain que le drame eut lieu chez l'historien puisqu'il le dit lui-même.

à ses lieutenants sur la façon dont ils auraient « à se conduire après sa mort » si elle advenait. La première « qu'ils conserveront le chasteau, ville et gouvernement d'Orange sous le nom et autorité de Georges d'Osmael, mon fils aîné, qui, après moy, doibt estre le vray, unique et légitime gouverneur d'Orange ». Ils devaient même, en cas de mort de son fils aîné, reconnaître son second fils « pour le vray et légitime gouverneur de ceste Principauté et employeront leurs vies à luy conserver ledict gouvernement ». Le troisième article de ces instructions ajoute « Fairont accomplir au profit de mes dits enfants, par le dict ordre le traicté que j'ay passé avec Sa Majesté (le roi de France) et qui se trouvera parmy mes papiers. » Ils devaient encore suivre « l'avis et conseil de Paul de Julien que je scay, par preuves certaines, estre mon parfait amy et serviteur ».

Or, ce Paul de Julien avait été l'intermédiaire le plus actif entre Walkembourg, le duc de Rohan et Richelieu. C'est ainsi qu'il remplissait sa charge d'avocat général au Parlement.

Le prince d'Orange, mis au courant des intrigues et des menées de Walkembourg, vivement sollicité par ceux qui lui étaient restés fidèles et qui souffraient grandement de l'omnipotence du gouverneur, résolut de mettre un terme à cette situation.

Il envoya à Orange deux commissaires, Verdoes et Montens. Celui-ci mourut de la peste et l'autre dut s'en retourner en Hollande, sans avoir rien obtenu du gouverneur qui le fit même chasser hors de la ville.

C'est alors que Frédéric-Henri chargea l'un de ses conseillers, le sieur de Knuyt, de la périlleuse

mission de réduire Walkembourg à l'obéissance et de savoir « si par finesse ou par des offres effectives ou, en cas d'extrême nécessité, par la force, il le pourroit rendre maistre de sa maison et ramener cet esprit dévoyé dans l'obéissance ».

L'historien Lapise raconte longuement le voyage de Knuyt à Orange, comment il réunit, à Beauregard, chez M. des Laurens, trésorier de la Principauté, une partie des vassaux et des gentilshommes à la tête desquels étaient les barons de Causans et de Malijay, et comment M. de Mimet fut chargé, avec d'autres, de seconder, dans son entreprise, le représentant du prince. Il nous donne de nombreux détails sur les négociations entreprises entre Knuyt et Walkembourg, disposé à résister et à n'obéir qu'à la force et enfin sur les circonstances tragiques de sa mort.

Il existe, toutefois, un autre récit inédit, contemporain, dépouillé des considérations personnelles, philosophiques ou politiques du vieil historien et, par le fait, aussi intéressant. L'auteur nous en est inconnu (1), mais la présence de cette relation dans les recueils du savant Peiresc, nous est un garant de l'authenticité du document suivant, confirmant et complétant parfois les détails du meurtre du gouverneur d'Orange.

L. DUHAMEL.

(1) Il n'y aurait rien d'impossible à ce qu'il soit de Lapise. Les ressemblances entre les deux récits sont, en effet, nombreuses et nous savons d'autre part, que Lapise était en relations suivies avec Peiresc. Il lui aurait donc adressé ce récit sept ans avant la publication, en 1638, du *Tableau de l'histoire des Princes et Principauté d'Orange*.

Véritable récit de ce qui s'est fait et passé en la ville et chasteau d'Aurange, pour y restablir le service de Monsieur le Prince contre le sieur de Falkembourg, cy devant gouverneur de la dicte place, lequel s'estait rebellé et soubstrait de son obéissance.

L'ordre de Monsieur le Prince d'Aurange a esté tel, de tout temps, qu'il pourvoit de gouverneur, de trois en trois ans, à cette place ou continue le mesme gouverneur en renouvelant la commission selon son bon plaisir, ce qui s'estoit rencontré en faveur du dict sieur, en plusieurs et divers termes escheus jusques à ce qu'estant Son Excellence adverty de ses mauvaises intentions et infidélité auroit envoyé, l'année passée (1), deux commissaires en la dicte ville d'Aurange vers le dict sieur gouverneur, tant pour estre assuré, au vray, de ses déportemens que pour tascher, avec douceur, à le ramener à une juste recongnoissance de son devoir. Mais ayant les susdicts commissaires travaillé, par l'espace de plus d'une année, durant laquelle auroient séjourné près du dict sieur gouverneur, à ces fins ils n'auroient rien peu avancer. Au contraire, l'un des dictz commissaires estant mort de maladie, il auroit contrainct l'autre de sortir de la dicte ville.

De ce estant adverty, Son Excellence auroit envoyé, vers le mois de mars ou d'apvril dernier, le sieur Knuyt, son commissaire, avec commission et ordre exprès de restablir, dans la Principauté, ville et chasteau d'Aurange, son autorité et l'oster des mains de celuy qui la détenoit contre son gré, sans le vouloir recognaistre ny luy obéyr, mesme sa commission espirée qui fust sur la fin de l'année dernière.

(1) Ce « récit » est donc de 1634.

Le sieur Knuit, homme très habile et accort, voyage vers Aurange, en homme incongneu, arrive à Mondragon, lieu situé en Provence, à deux lieues d'Aurange, se dit estre marchand flamant, que la nécessité de ses affaires le meine en Provence pour retirer de Marseille, où la contagion estoit très grande, son négoce à luy très important, faict plusieurs voyages, en divers lieux de la Provence, séjourné tantost à l'un, tantost à l'autre, il est instruit par le sieur de Vaudredons, aussy commissaire, envoyé par Son Excellence, cy devant chassé d'Aurange, des fidelles personnes auxquelles le dict sieur Knuit se pouvoit adresser pour conferer des moyens de cette entreprise.

Les sieurs de Causans et baron de Malijay, les sieurs conseillers de Monmiral et Beauveset, son frère, Messieurs du Boys et de Laurent, tous vassaux de Son Excellence, assistés des sieurs de Rois, du lieu de Mondragon, sont assemblez pour conférer des moyens de la dicte entreprise. Divers moyens sont recherchés, mais peu de favorables à cet effect, quelques semaines se passent en consulte, mais peu d'acheminement au subject.

Le sieur de Rafelis, habitant dans Aurange, est adverty de ce desseing, offre aux sieurs commissaires, sa fidélité et service et celle de ses frères, leur donne pour advis, que le sieur de Mimet, gentilhomme provençal (1), est de ceste mesme volonté et qu'il s'emploiera fidelement à ce dessein. Ce mesme advis est confirmé par le sieur de Laurens, lequel se charge de donner rendez-vous au dict sieur de Mimet, à Beauregard, maison en la Principauté,

(1) Honoré d'Estienne de Chaussegros, seigneur de Lioux, connu sous le nom de sieur de Mimet.

appartenante au dit sieur du Laurens, et où le sieur de Vaudredons avait prins sa demeure.

Le sieur de Mimet adverty, ne manque de se trouver au lieu de Beauregard, à l'heure de minuict, où estoient attendants les sieurs de Vaudredons, Knuit et de Laurens. Le reste de la nuict se passe en conférence des moiens de ceste entreprise laquelle se rendait extrêmement difficile en la saison où l'on estoit, à cause des lieux contagieux des environs de la ville d'Aurange, et oultre la garde exacte que le dict sieur gouverneur faisoit faire, car personne n'entroit dans la ville qu'avec billets et certificats du lieu où on estoit et quelle personne c'estoit, ce qui estoit fort contraire pour pouvoir introduire dedans les gens nécessaires et les loger en lieu seur pour se pouvoir saisir de la personne du sieur de Falkembourg, selon l'ordre de Son Excellence, déclaré par ses commissaires pour le pouvoir contraindre à la reddition de la place.

Autre moien plus asseuré et résolu ne reste, en ceste conférence, que de monter, de nuict, par la muraille ; le lieu est recongneu, la hauteur mesurée et le sieur Knuit se charge faire une eschelle de corde ayant six toises de hauteur.

Avec cette résolution, cette assemblée se sépare à une heure non soupçonnée. Le sieur de Mimet reçoit ordre de se rendre au mesme lieu auquel les mesmes personnes se debvoient trouver, trois jours après, affin de prendre jour assuré pour exécuter l'entreprise.

Les trois jours escheus, le sieur de Mimet se trouve au rendez-vous donné. Mais estant arrivé, est adverty par les sieurs Vaudredons et de Laurens que le sieur Knuit a esté descouvert et recon-

gneu à Mondragon et que le sieur de Falkembourg luy avoit envoyé un gentilhomme à ce qu'il eust à le venir trouver dans le chasteau d'Aurange, ce que ledit sieur avoir faict et y estoit pour lors, qui rendoit l'affaire douteux que s'il n'estoit rompu, il estoit, pour le moins, bien éloigné de son exécution.

Ce nouvel advis faict retourner le sieur Mimet chez soy avec parole du sieur de Vaudredons qu'on luy donneroit advis de ce qui se seroit passé entre les sieurs de Falkembourg et de Knuit et ce qu'il seroit besoin d'entreprendre.

Le sieur Knuit se gouverna si habilement avec le dit sieur de Falkembourg qu'il le laissa assez satisfait de son voyage et, ayant prins congé de luy, avec promesse au dict sieur gouverneur qu'il le reviendrait voir après estre guery d'une blessure faicte, que le dit sieur Knuit disoit avoir eue à la jambe par un cheval de poste qui estoit tombé sur luy, ce qu'il disoit aussy avoir esté cause qu'il ne l'avoit pas veu plus tost.

Après cette séparation, le gouverneur se retira pensif et dit entre ses gens :

« Je congnois cet homme de longtemps, il est capable d'entreprendre de grandes choses ».

Peu de temps après que le sieur Knuit se fut retiré à Mondragon, il se rendit à Beauregard, donna advis au sieur de Mimet qu'il vint au dict lieu avec ses soldats, le dimanche, à la nuict du neufviesme juin dernier, et qu'en ce mesme lieu, se rendroient infailliblement les personnes employées à ceste entreprinse.

Cet ordre ainsy receu par le sieur de Mimet, il ne manqua se rendre au dict lieu de Beauregard où estant arrivé, se logea en lieu secret pour n'estre decouvert.

Nonobstant lequel ordre ainsy donné au dict de Mimet par le dict sieur Knuit, il contremanda un gentilhomme de marque du Dauphiné qui se devoit rendre au mesme lieu, accompagné de trente honnestes hommes, pour estre emploiez à ce dessein, ce qui le fit retirer en sa maison et ne se trouva au rendez-vous où le capitaine Ythier, du lieu de Nyons, se rend quelques heures après le dit sieur de Mimet avec ses soldats.

Il est à remarquer que les mardy et vendredy en la semaine sont les jours de bureau auxquels le dict gouverneur assistoit ordinairement et, pour ce subject, descendoit à la ville.

Tout le jour du lundy, dixiesme dudict mois, se passe en conférence de divers advis qu'on avoit et, le soir approchant, le sieur du Mimet demande au sieur Knuit, sa commission et pouvoir de commander à cette action, le tout suivant la commission et ordre que le dict Knuit avait receu de Monseigneur le Prince, ce qui luy fut accordé ainsy qu'il avoit esté auparavant convenu entr'eux et qu'il falloit procéder, en ceste commission, le plus exactement qu'il seroit possible, dit au dict sieur que Son Excellence n'entendoit respendre de sang, qu'il fallait saisir la personne du dict sieur de Falkembourg pour le contraindre à remettre la place qu'il détenoit injustement.

Cet ordre ainsy receu par le sieur du Mimet, sont choisis trente et un hommes, tant de ceux qu'il avoit menez que de ceux du cappitaine Ythier, entre lesquels il y avoit douze personnes qui avoient commandé en charges honorables, le cappitaine Ythier et sieur du Mimet faisant les trente-trois.

Le lieu de Beauregard est esloigné de deux heures de chemin d'Aurange. La nuict venue et dix heures

estans sonnées, on commence a marcher en ceste façon.

L'incommodité de la saison est grande, les nuicts courtes, la chaleur oblige de voyager plus la nuict que le jour, les moissonneurs marchent plus volontiers cette heure qu'aulture, cherchant de lieu en lieu, à travailler, les bergers, en leurs parcs, sont le long des chemins et leurs chiens abboyans font prendre soing à cette troupe de se garantir d'une découverte fascheuse. Le mieux semble bon au sieur du Mimet faire cinq corps de ceste troupe et les faire marcher à deux cent pas les uns des autres, chascun un guide à leur teste, avec l'ordre donné par le sieur Knuit, lequel estoit: « *Henry Qui vive? Courtaison* ».

L'on marche en cet ordre, vers la ville d'Aurange, le sieur Knuit à la teste, faisant porter, par un homme à cheval, son eschelle de corde. Et estant arrivez à l'endroit recongneu, avec tant de bonheur, qu'on n'est desouvert en chemin, l'eschelle est promptement dressée et le sieur du Mimet et cappitaine Ythier, suivis du reste de la troupe, sont, à l'instant, sur la muraille proche de laquelle y avoit un couvert à serrer du foin qui avoit esté pratiqué par un des fidelles habitans, où ceste troupe feust cachée.

Ce qu'ayant veu, le sieur de Knuit, il se retira à Beauregard et y fist ramener les valets et chevaulx delaissez par leurs maistres pour les faire serrer, en sorte que pas un d'eulx ne peust sortir, donna advis aux sieurs de Causans et baron de Malijay de ce qui estoit passé, fist avancer, en ceste mesme nuict, les sieurs des Roys et de Beauveser, chacun desquels mena cinquante hommes armez en une grange, sur le terroir d'Aurange.

Le jour du mardy estant venu, chacun fut aux escoutes et le sieur du Laurens, entré dans la ville, se logea en sa maison, le sieur de Rafelis se prepara en la sienne avec ses frères et amys confidents. Il avoit pris la charge de se saisir d'une des portes par où le sieur Knuit et les susnommés approchés de fort près, debvoient entrer dedans à l'alarme donnée par l'attaque du gouverneur.

Toute cette journée se passa en attente et le sieur gouverneur ne descendit point du chasteau, ce qui fit soupçonner quelque advertissement.

Le lieu où le sieur du Mimet estoit en embusche, avec sa troupe, estoit incommodé et si subject qu'il estoit impossible de s'y pouvoir tenir sans estre descouvert. Il fit scavoir aux sieurs Rafelis et du Laurens qui luy faisoient entendre, par un homme fidelle, tout ce qui estoit necessaire, lesquels pourveurent pour autre logement, de la maison de Monsieur de Montmirail.

Ce changement estoit fort necessaire mais aussy estoit-il hazardeux. Il s'y fallut résoudre et, à la minuyt sonnée, on procéda avec tant d'heur, que personne ne feust descouvert.

Le mercredy venu, douziesme du dict mois, on esperoit la descente du gouverneur en la ville avec sa famille pour se recréer à un bal qui se dressoit pour des fiançailles, mais divers advis qui luy furent donnés l'en debvoient destourner. Une heure avant qu'il disnast, ung homme qu'il tenoit aux champs, gagé exprès, luy donna advis hastivement qu'il prist garde à soy, qu'il y avoit entreprise sur luy, qu'on avoit veu marcher, de nuict, des gens armez par la campagne, approchans vers Aurange et que le cappitaine Ythier estoit party de nuict avec soldatz armez.

La nouvelle de cet advis feust espondue par la ville et portée au sieur du Mimet, sur laquelle il se resout, ainsy qu'il se pouvoit en telles occurences, faict faire la prière, dispose ses soldatz en ordre pour l'attaque.

Trois heures après midy sonnées, le gouverneur se met en chemin pour descendre. Estant encore à la dernière porte, un mauvais habitant auquel on s'estoit trop fié, luy vint a la rencontre et luy dit :

« Monsieur, ne descendez point en la ville, il y a gens cachez qui vous attaqueront. »

A cette nouvelle, il s'arreste et dit à celui-là :

« Par où pourroient-ilz estre entrez et n'estre apperceus ? Ce ne sont pas des mouches qui puissent voller par dessus les murailles ! »

Son escuyer luy dit :

« Au moins, si vous voulez descendre, vous devez prendre des soldats pour vous accompagner. »

Il continua son chemin accompagné de six carabins, de six gardes, son escuyer et son vallet de chambre, quelques valets à pied.

Descendu qu'il est à la ville, s'en va entrer en la maison du sieur Taradel où il alloit assez souvent.

On donne aussytost cest advis au dict sieur du Mimet, lequel estoit sur le doute de ceste descnte qui se prépare, à l'instant, de sortir de son embuscade. Mais l'entrée du sieur Coureges, habitant de la ville, en la maison où estoit le sieur du Mimet, arreste sa sortie. Il donnoit à entendre au dict sieur qu'il vouloit fidèlement servir Son Excellence en cette action, qu'il avoit, en sa maison, huit braves hommes à sa devotion et qu'il venoit recevoir ordre du dict sieur et scavoir où il se devoit employer.

Ainsy qu'on est en ce discours, nouvel advis feust

envoïé que le gouverneur estoit sorty de chez le sieur de Taradel et entré chez Lapise.

Ce qui fist que le sieur du Mimet hasta sa sortie en cette manière ; il ordonna au sieur Coureges qu'il se rendit, avec ses gens, au derrière de la maison où l'attaque se devoit faire, que là, il prendroit garde à la porte derrière si aucune y en avoit et aux fenestres à ce que personne n'en descendît pour se pouvoir sauver. Avec cet ordre, le sieur Coureges se retira.

Six hommes conduitz par les cappitaines Maurin et La Bausme sortent les premiers, avec manteaux et pistoletz cachez et l'espée au costé. Ordre leur est donné d'aller tout droict à la porte de la maison ou estoit entré le sieur de Falkembourg et se tenir le plus proche qu'il se pourroit d'icelle et s'en saisir. Le sieur du Mimet y estant arrivé avec le reste, mettant les armes à la main, dit à ses gardes :

« Retirez-vous par le commandement de Monseigneur le Prince auquel vous debvez obéir. Que si vous faictes résistance, on vous chastiera. Autrement vous n'aurez nul mal. »

Le cappitaine Gouin eust commandement avec six hommes armez, de pistoletz qu'aussytost que le sieur du Mimet seroit sorty, de marcher promptement au dernier coin de rue qui estoit à la montée de la ville au chasteau pour arrester ceux qui se pourroient sauver de la ville pour monter au dict chasteau et arrester ceux qui descendroient du chasteau à la ville.

Vingt pas de distance après, les six premiers, le sieur du Mimet sort, avec le cappitaine Ythier, suivis de dix-huit soldatz armez de mousquets, haliebards et pistoletz, les armes haultes et l'espée à la main, disant aux habitans :

« Voilà Monseigneur le Prince qui entre dans la ville. Mettez-vous en devoir de le servir, autrement vous serez punis. »

Et marchant le grand pas, toute la troupe arrive à la porte de la maison où estoient les carabins du gouverneur en garde.

L'ordre cy dessus observé, les carabins se mettent en défense, tirent leur coup de carabine, tuent un soldat assaillant, en blessent un autre et entrent dans la maison pour tascher de joindre leur maistre.

On les presse de près et n'eurent le loisir de monter les degrez, trois y furent tuez et les autres, blessez ou escartés.

A cette allarme, le sieur de Falkembourg qui estoit aux fenestres, et vit les assaillans, s'aide à barricader la porte d'une salle, estant accompagné du sieur de Lapise et sa femme, son escuier et son valet de chambre.

La porte est abordée et les assaillans crient :

« Monsieur, Il vous fault rendre et vous n'aurez nul mal. Monseigneur le Prince est en la ville de qui vous recepvrez toute sorte de favorable accueil ; et si ne vous rendez, vous courez le hazard d'estre mal traicté. »

Personne ne respond et, à coups de maillets, la porte est mise à bas.

On entre dans la salle quictée par les assaillis qui s'estoient retirez dans une chambre et fort barricadés contre la porte d'icelle. Cette porte est aussy promptement attaquée et le sieur du Mimet recrie au gouverneur :

« Monsieur, rendez-vous ! Si vous ne vous rendez, vous recevrez du mal ! » Personne ne respond.

Les maillets font effect et un coup d'un d'iceulx

faict un trou à la porte ou se montrent les assaillis, les espées aux mains en disans :

« Attendez ! Le secours, le secours ! »

La garnison du chasteau a l'alarme, tire coups de canons, force coups de mousquets et se préparent à sortir contre le cappitaine Gouin qui s'est logé auprès.

Les assaillans entendent cette alarme et le sieur du Mimet commande de tirer par le trou, dans la chambre, plus pour espouvanter les assaillis, affin qu'ilz se rendissent qu'à dessein de leur faire mal. Deux coups y sont tirez ; un coup de pistolet et un coup de mousquet. Ces coups portent tous deux, l'un sur le gouverneur, l'autre sur l'escuyer.

Ils crient : « Je me rends ! Je suis mort ! »

La porte est mise à bas et le sieur du Mimet et cappitaine Ythier entrent dans la chambre. Les blessez sont à terre et le sieur du Mimet donnant la main au gouverneur qui le congnoissoit, le relève sur pied en luy disant :

« Monsieur, Vous avez tort. Si vous fussiez rendu vous ne fussiez pas en cest estat. Il luy respond :

« Je ne croyois que ce fût vous ! » Le sieur du Mimet luy repart :

« Dieu vous le pardonne ! Si vous eussiez creu le conseil des gens de bien, vous ne vous trouveriez pas dans le desordre auquel vous vous voyez ! »

Le gouverneur repart : « Ha ! Mauvais conseil ! » Il luy feust respondu :

« Il est encore assez temps, si vous estes serviteur de Son Excellence et vous demontrez tel, vous ferez encore assez pour vous. »

A ces mots, il dit qu'il n'en peut plus, qu'il est mort, demande qu'on le mène sur un lict. Il y feust

aussytost mené et y estant assis, demande un ministre et un chirurgien. On se met en debvoir de les faire venir.

Ainsy qu'on s'exerçoit en l'attaque susdite, le sieur de Raffelis, avec ses amys ne perdirent le temps de se saisir d'une des portes de la ville. Le pont-levis avoit esté levé devant. Le sieur Knuit qui s'estoit présenté pour entrer dedans, on abbaïsse ce pont et le dict sieur Knuit entre, accompagné des sieurs Causans, des Roys et Beauveser en teste de leurs troupes; le sieur de Vaudredons, le jeune, vont tout droit aux endroits par ou ceux du chasteau faisoient sortir vers la ville pour secourir leur maistre et crians par les rues : « Vive Monsieur le Prince ! » repoussent ce secours ayant laissé des morts et quelques-uns blessez.

Ce secours repoussé, on faict des barricades à tous les coins de rue et endroits nécessaires, corps de garde, aux portes et aux tours de la ville que sont sur la muraille, les consuls assistans avec leurs chaperons font armer les bourgeois, chacun en leur quartier.

Ces ordres ainsy posez, les sieurs de Silvius, ministre et chirurgien arrivent près du gouverneur. Chascun faict son office. L'occasion requiert diligence. On prie, on presse le blessé en diverses façons pour le porter à la reddition du chasteau. Mais, plus il est pressé et plus il se roidit jusques à dire :

« On me fera plaisir de m'achever en me donnant un coup de pistolet dans la teste. »

On lui repart « que ce n'est pas se repentir. »

Il respond : « Vous ne m'apprendrez pas ce que je doibs faire. »

On estoit en grand soin a quel point se reduire, voyant ses opiniastretés.

M^{me} de Falkembourg et toute sa famille estoient en une aultre maison. On trouve bon de luy dire que son mary est mort, que c'est à elle de disposer de la place qu'elle avoit cy devant tesmoigné de très bonne volonté pour le service de Son Excellence, desquelles il a esté adverty, que l'heure estoit de les mettre en effect, qu'elle feroit beaucoup pour elle et ses enfans.

Elle demande d'estre menée où son mary est pour en scavoir la verité. Elle y est menée. Entrée qu'elle est dans la chambre où son mary estoit, elle se met à genoux devant luy, le baisant et parlant plusieurs fois et l'appelant en ces mots :

« Monsieur de Falkembourg, parlez à moy, je vous prie ! »

Lors il luy tend la main mettant son bras sur elle en luy disant ces mots :

« Hélas ! Vous voiez bien en quel estat je suis ! »

L'occasion requiert qu'on presse en diligence. On luy dit :

« Madame, il est temps de parler de rendre la place pendant qu'il peut encore vous déclarer ses volontés. » Elle prend la parole et dit à son mary :

« Monsieur, entendez-vous. Voulez-vous pas qu'on rende le chasteau à Son Excellence ? » demande en flaman, de parler à elle en l'oreille.

On luy dit que cela ne se pouvoit souffrir que premier, il n'eust consenty de rendre le chasteau. Son opiniastreté faict qu'on use de quelques menaces qui firent avoir peur à Madame de Falkembourg et l'incitent à demander une escriptoire et du papier pour escrire à celuy qui commandoit en l'absence du gouverneur, à ce qu'il obéit à rendre le chasteau.

Mais ainsy qu'elle veut se mettre en devoir

d'escripre le billet, le gouverneur l'empesche en luy serrant la main, ce qui donna subject aux assaillans de s'esmouvoir en menaces plus aigres.

Ces contestations durent jusques à la minuict que le gouverneur dit :

« Qui vous a donné charge d'entreprendre cecy ? »

Il luy est respondu :

« C'est l'ordre de Son Excellence qui veut estre maistre de sa maison. »

— « Où est la commission, dit lors le gouverneur, faites que je la voye. »

A ces mots, on envoie querir le sieur Knuit lequel vint aussytost avec la commission. Il luy en faict lecture et, après la lecture, le gouverneur souspire sans dire mot.

Un peu de temps se passe sans qu'on luy die rien. Après, on luy dict :

« Monsieur, que dites-vous ? Ne voulez-vous pas que Madame escrive à vostre lieutenant pour rendre le chasteau ? »

Il ne respondit pas.

Les assaillans redisent :

« Madame, vous voiez qu'il ne peut pas vous exprimer ses volontés, c'est à vous à l'oster de peine. »

Lors Madame de Falkembourg escripvit à Varengues à ce qu'il eust à rendre le chasteau.

Le billet est porté au chasteau par le baron de Malijay et sieur Silvius, pasteur et Perdun, médecin ; Varengues l'ayant leu se met en debvoir d'obéir et, pour plus de seureté, jusques à ce que le jour feust venu, hostages sont donnés d'une part et d'aulture.

Le reste de la nuict est employé en prières, en exhortations, près de la personne du sieur Falkem-

bourg. Les sieurs de Chambrun et de Silvius, ministres en l'église d'Aurange, y faisans leurs debvoirs. Il dispose de ses affaires avec toute liberté, entre les mains de sa femme, luy recommande sa famille, trois de ses filles à genoux devant luy, luy demandent pardon. Il leur donne sa bénédiction, les exhorte d'estre obéissantes à leur mère, de se conduire toujours par son conseil, dit qu'il l'a toujours reconnue par une très sage et vertueuse femme, qu'il est marry de n'avoir suivy ses conseils, que, s'il l'eust faict, il se serait mieux conduit qu'il n'a faict, demande sérieusement pardon à Dieu de ses fautes, proteste qu'il meurt de la religion, que, si, depuis un temps, il avoit discontinué les presches et n'avait communié à la Sainte-Cène, que diverses considerations humaines l'en avoient destourné, de quoy il se repent et prie Dieu de luy pardonner.

Sur les six heures du matin, il expira.

La plus grande partie du jeudy XIII^e se passa à traicter de la seureté de Madame de Falkembourg, tout ce qui dépendoit de ses appartenances luy estant accordé et quelques libéralités aux officiers qui commandoient dans le chasteau. Sur le soir, la place feust remise entre les mains des dicts sieurs commissaires, dans laquelle fut restably le service de Monseigneur le Prince.

(Orig. Bibl. de Carpentras. M. 1863, folios 223 236).

AUX ENTOURS DE NOTRE CITÉ

A l'âge où je suis, j'avais un moment songé à prendre ma retraite et en tous cas, suivant un sage conseil,

« De garder désormais un silence prudent ».

Mais les dernières effluves automnales, dans notre région, avec les splendides soleils couchants qui les distinguent, en réveillant une fois encore mon désir inlassable de parcourir nos alentours, me sollicitent plus que jamais à vous faire part de mes impressions et des idées qu'elles m'ont suggérées (1).

A quoi tient ce goût grandissant, sur mes vieux jours, pour les excursions dans la banlieue orographique de Nîmes ?...

On a dit quelquefois, et avec raison, que le plus vif désir de ceux qui, au cours de l'existence, ont perdu des personnes chéries, est de revoir le pays où ils ont vécu avec elles et, s'ils ne le peuvent, de parcourir, un moment donné, les sites qui par leur analogie et ressemblance leur rappellent de pieux et touchants souvenirs.

Né à la campagne, que j'ai habitée pendant mes premières années et où plus tard je passais habituellement les vacances scolaires, au cours de mon adolescence, voici soixante ans révolus que j'ai quitté

(1) Communication à l'Académie de Nîmes, 23 janvier 1909.

le pays de mes modestes ancêtres pour vivre dans de grandes villes d'une vie qu'ils n'ont guère connue.

Or à certaines heures, le soir principalement, au déclin du jour, je me laisse parfois entraîner à une sorte de mélancolie rêveuse, je pense à ceux qui ne sont plus, à mon pays d'origine, à ses prairies, à ses nombreux cours d'eau, aux montagnes et aux vastes plateaux calcaires qui le séparent de nos riches plaines bas--languedociennes (1).

Ce n'est pas précisément de la nostalgie chez moi. Trop de liens et de liens puissants me rattachent à cette Ville, mais la banlieue de celle-ci, au nord principalement, accidentée, un peu trop sèche peut-être, la pureté de l'air qu'on y respire, le calme dont on y jouit au cours de promenades solitaires, la vue au loin de notre horizon Cévenol, me reportent involontairement au temps heureux de mon enfance.

Toutefois, j'ai hâte de le dire, ce n'est pas seulement cet appel au passé, ce culte des souvenirs qui m'incitent à renouveler mes excursions hors de la Cité.

D'autres raisons m'y ramènent sans cesse.

Ainsi que je vous l'ai exposé autrefois (2), il y a dans la disposition de nos coteaux suburbains, les accidents d'un sol tourmenté qui, m'assurent des voyageurs orientaux, rappellent par mille traits la Palestine, aux abords de Jérusalem, il y a dis-je, des sites curieux à tous les points de vue et dont les teintes lumineuses, à certaines heures du jour, sont à même de satisfaire les goûts les plus délicats.

(1) Les Causses du Larzac (Aveyron), de la Sèlle (Hérault), de Campestre et Blandas (Gard), la petite chaîne de la Seranne, etc., près de Ganges.

(2) 15 avril 1907.

Encore une fois, me suis-je dit, pourquoi ne pas attirer l'attention sérieuse de nos Concitoyens sur l'ensemble de ces paysages qu'ils n'apprécient pas à leur juste valeur et cela par suite de l'insuffisance, en toute façon, des voies d'accès et de parcours? Cette insuffisance des voies et chemins, par suite d'un manque de surveillance inqualifiable et qui a amené toutes sortes d'interruptions dans le parcours habituel, appelle impérieusement l'attention de qui de droit.

Néanmoins, pour l'instant, je veux me tenir aux abords immédiats de la Cité et vous soumettre quelques problèmes, à mon sens, très captivants.

Ces problèmes, envisagés au point de vue de l'esthétique, de l'agrément, de l'hygiène et qui m'ont de tout temps intéressé, me paraissent, plus que jamais solliciter à cette heure votre attention et conséquemment celle de notre Administration urbaine.

Me sera-t-il permis de rappeler en passant que je me suis autrefois associé de cœur et d'âme au projet d'un de nos Maires (1), tendant à mettre en communication, par une voie carrossable sur les hauteurs, la Tour Magne avec le Mont Duplan?

Ce projet, qui avait reçu un commencement d'exécution et que nos révolutions intérieures ont fait abandonner, bien à tort, mériterait d'être repris en une heure favorable. J'en avais fait l'observation à un de nos Administrateurs des plus intelligents, un enfant de Nîmes, resté trop peu de temps à l'Hôtel-de-Ville pour faire tout le bien qu'il avait rêvé.

Aussi me comprit-il tout de suite, lorsque — sans renoncer à la réalisation de ce projet qu'il se voyait

(1) A. Demian. Octobre 1870.

obligé de différer, — je lui proposai en attendant de mettre en communication directe les hauts quartiers de l'Enclos-Rey, à travers le Mont Duplan, avec le chemin d'Uzès et la Gare des Marchandises.

Voici à quelle occasion :

Un honnête propriétaire d'un mazet, attenant au Mont Duplan, dont il voulait se défaire, m'avait invité à l'acquisition de ce coin de terre où j'aimais par intervalles à aller me reposer avec lui et nos deux familles...J'acceptai d'abord sa proposition ; mais un peu plus tard et réflexion faite, à la suite de quelques entretiens avec des ouvriers du chemin de fer, tenus de se rendre journellement à la gare, dont ils étaient séparés par un long parcours et après un examen attentif des lieux, j'eus l'idée de conseiller à l'Administration municipale l'achat, en mon lieu et place, de cette modeste propriété qui lui procurait une maisonnette d'habitation pour le Garde et facilitait singulièrement les relations entre deux faubourgs.

En conséquence et sur l'acquiescement de M. le Maire à mes ouvertures, je mis en relation directe celui-ci et mon ami le propriétaire. Et c'est ainsi, après entente facile, que fut menée à bien ma proposition et rapidement établi le chemin transversal dit rue Michel-de-Cubières (1).

J'ai le regret de dire que telles de mes propositions ultérieures n'ont pas trouvé le même écho chez nos Ediles. Je fais allusion ici à l'espoir certes bien fondé que j'ai eu tout un temps d'agrandir, de compléter en quelque sorte, notre riche promenade de

(1) Ma première entrevue avec M. Ali Margarot eut lieu en avril 1882. Au mois de mai suivant l'accord se fit entre nous et le propriétaire M. Bedot, libraire, place de la Cathédrale.

L'acte de vente fut dressé et consenti de part et d'autre le 17 juillet de la même année, au prix de 4.500 francs la propriété.

la Fontaine par l'acquisition d'une propriété attenante située à l'ouest, au-dessus du Temple de Diane.

L'achat de cette propriété dans d'excellentes conditions alors, ainsi que l'acquisition d'un terrain en contre-bas et voisin eussent aisément permis d'établir une voie carrossable entre l'Avenue de la Plateforme et la Tourmagne (1).

A l'heure qu'il est et chaque fois que j'y pense je me retrouve inconsolable d'avoir été si mal compris et partant d'avoir ainsi laissé perdre une occasion qui ne se représentera plus, dans les mêmes conditions favorables, de mener à bien une œuvre utile à tout le monde.

C'est qu'il n'est pas toujours donné à une commune, au temps où nous sommes, d'avoir à sa tête des administrateurs attentifs, intelligents, soucieux du bien public.

Je reprends sans plus tarder la suite de mes communications annoncées.

Laissons pour le moment un projet dont il a été

(1) Ceci se passait fin novembre 1902. Une dernière entrevue, en compagnie des propriétaires des terrains à céder à la ville, avec M. le Maire a eu lieu fin mars 1903. Après ce malheureux colloque la vente de l'immeuble Fabre et du parc attenant s'est effectuée au profit d'un de mes bons amis (qui en a fait cadeau à l'évêque de Nîmes), le 28 mai suivant, au prix de 25.000 fr.

Je dois à la vérité de dire que MM. Eugène Deleuze décédé depuis et Belugou, de Montpellier petit-fils, par sa mère, de Mme Fabre, étaient disposés à donner à l'Administration municipale toutes facilités pour se libérer.

Il me revient de divers côtés que depuis et nonobstant l'échec de ma proposition, cette communication à établir entre les quais de la Fontaine et le Mont-d'Hausset, a fait le sujet de nouvelles études. Ce serait le cas, ce me semble, d'en saisir la commission dont j'ai demandé ailleurs l'établissement. Cette commission, disais-je, prise parmi nos concitoyens les plus sérieux, sagement économes des deniers de la ville, aurait à s'occuper de tout ce qui a trait à l'hygiène, à l'esthétique, à l'embellissement de la ville. J'en redemande encore la formation. Peut-être qu'il ne serait pas impossible alors de réaliser une œuvre réclamée universellement par les touristes indigènes et étrangers. C'est une fois de plus le cas de redire : « *Caveant Consules* ».

question dans la presse locale et qui aurait pour but d'établir une voie directe entre nos casernes d'artillerie et le champ de manœuvres situé au sud de Courbessac.

Ce chemin passant aux pied du Mont-Cavalier, du Serre des Attrapés et contournant le Serre dit du Paradis qu'il laisserait au Nord, prendrait par le tènement des Justices Vieilles la direction du champ de manœuvres, sans emprunter en aucune façon la grande voie charretière d'Avignon, trop souvent encombrée et pour diverses causes.

C'est là une œuvre utile sans doute mais qui me semble intéresser secondairement notre population civile (1). Une œuvre non moins louable et qui est présentement l'objet d'une demande générale c'est l'établissement, on ne peut plus aisé du reste et sans frais, d'une communication, vers l'est, entre les deux versants de la petite chaîne de collines dont je parle, autrement dire entre les rues Pitot et du Jeu de Mail au sud et le sentier de la Combe de la Lune au Nord.

Je veux rester dans le périmètre que je me suis tracé aux abords de la Cité.

C'est pourquoi partant du même chemin d'Uzès, par les rues de Sully et de la Biche, ou, si vous préférez, par la rue Hoche, je vous conduirai à travers la Val-Sainte (2) et en suivant successive-

(1) C'est dans ce quartier ou tènement que tout récemment ont été mises au jour par M. Courtin, propriétaire, les substructions d'une portion du canal Romain qui amenait par l'aqueduc du Pont du Gard les eaux de la fontaine d'Eure à Nîmes.

(2) La Val-Sainte ou vieux quartier de Saint-Baudile, non loin de la fontaine de ce nom à l'ouest, tout près de l'ancien monastère, à l'extrémité de la rue de la Biche est en contrebas, au nord, de la colline des moulins à vents, limitée par le mas du Diable à droite et la carrière d'Aymé ou mâle carrière à gauche. C'est une vaste nécropole qui rappelle les Alyscamps d'Arles, le *Campo-*

ment un sentier agreste, sous une arcade du chemin de fer, et un cadereau semé de cailloux, je vous conduirai, dis-je, à environ 75 mètres de la descente dite du Mas-de-Balan ou ancien chemin d'Alais, à l'ouest, dont nous ne sommes séparés que par une propriété, usurpatrice, comme tant d'autres, du terroir, au détriment de tous par l'interruption inconcevable de la circulation commune.

Il y a là dans ce parcours, un tracé tout indiqué d'un boulevard extérieur, reliant les grandes routes d'Uzès et d'Alais, de l'est à l'ouest, parallèle à ce qu'on appelle quelquefois encore le *boulevard Demian*, sur la hauteur, dont j'ai parlé tout-à-l'heure. Or, l'exécution de ces deux grandes voies, avec le temps et un peu de bon vouloir de la part des propriétaires riverains, qui y trouveraient plus d'un avantage, n'obérerait pas sensiblement le budget de la ville.

Je viens de parler du bon vouloir des propriétaires mazetiers. Il est acquis désormais pour ce qui a trait à la rectification, avantageuse à tous égards, du chemin qui part actuellement du fond de la vallée et monte et descend successivement en pente raide vers Font-Chapelle.

Ce dernier site, rendez-vous de nos bons Rachalains les jours de fête chômée, a été sensiblement amélioré, au cours de ces dernières années. Il y a peu à faire pour l'embellir encore et parachever ce qui a été si bien commencé. Mais le point capital ici

. *Santo* de Pise, celui de Ferrare et un peu peut-être les sépultures royales de Saint-Denis.

Il ressort de témoignages certains que des fouilles entreprises dans cette région seraient appelées à nous révéler de curieuses découvertes. En ce moment même on peut voir dans une propriété particulière attenante, des Sarcophages mis à jour récemment et dont quelques-uns semblent bien remonter au tout premier temps du Christianisme dans nos contrées.

c'est de marier ce petit et gentil coin de notre banlieue avec les divers chemins et sentiers qui l'avoisinent et dont il n'est séparé que par quelque langue de terre, inculte le plus souvent.

Or, rien n'est plus facile si on veut bien se donner la peine — pas bien grande — d'y penser et de l'entreprendre bientôt, grâce au concours des propriétaires voisins.

J'ajoute qu'en modifiant, ainsi que je viens de l'indiquer, cette voie d'accès, je veux dire en suivant la dépression naturelle du terrain qui permettra aux travailleurs surchargés, d'éviter l'ascension de côtes pénibles et d'atteindre sans peine, grâce à un plan doucement incliné, leurs propriétés respectives, on rendrait service à tout le monde.

Autre considération encore : une fois arrivé à Font-Chapelle on peut atteindre sans grande peine, à gauche le chemin dit de la Planette, ainsi que celui de Russan à droite, sur le plateau ondulé de la Garrigue et relier ainsi par une voie directe la Ville avec les localités voisines du Gardon et cela au grand avantage des nombreux possesseurs de capitelles, baraquettes, mazets, villas de toutes sortes dans cette région.

Le récent aboutissement de ce chemin de Russan avec la route d'Alais, à 5 kilomètres en amont de Nîmes, m'a toujours paru un contre-sens et pour le moins un oubli complet des intérêts de nos bourgeois et peut-être aussi de nos soldats, se rendant au champ de tir.

En ces sortes d'études, concernant les modifications à apporter dans le système de notre banlieue, on est exposé à se répéter comme on est amené, au cours des promenades champêtres à emprunter souvent les mêmes sentiers.

On me pardonnera donc si je reviens une fois encore sur l'utilité très grande, à mon avis, de communications à établir entre les diverses voies d'accès de notre ville et par exemple entre le chemin de Sauve et la route de Montpellier, d'une part, et, de l'autre, entre le même chemin de Sauve et la route d'Anduze,.

Je n'ignore pas qu'en nos jours enfiévrés, il existe bon nombre de sujets de préoccupation obsédants plus ou moins pour nos magistrats municipaux.

Qu'il soit donc bien compris que je ne demande pas la réalisation immédiate de tout ce que j'expose ici. On dit communément chez nous que le temps est un grand médecin. Ce qui est sûr c'est qu'il est appelé, bien souvent, à résoudre de difficiles problèmes. Rappelons d'ailleurs, ainsi qu'on se plaît à le dire, que Paris ne s'est pas bâti dans un jour et laissons à l'avenir le soin de mûrir telles idées et de réaliser telles conceptions qui pour des gens indifférents ou distraits ressemblent à un rêve.

Tôt ou tard ces idées, visant l'intérêt général, ces rêves prennent corps et sont appelés à produire des fruits excellents.

Mais un point particulier qu'un concours de circonstances, imprévues naguère, impose à nos réflexions, c'est le grand avantage, j'irai presque jusqu'à dire la nécessité, qui ressort pour tous ceux qu'intéresse l'embellissement de notre ville, de faciliter sans retard, tout de suite, par une voie convenable prise sur le chemin du four Bourely, à gauche des trois piliers (*très piqlouns*), l'accès en pente douce du Mont Aury.

Il y a là, aux portes de la Cité, non loin de la Tour Magne au Nord, en face du Mont Duplan, à l'est, un site merveilleux, presque unique dans nos alentours.

Aujourd'hui, qu'en suite de récents événements la Ville est en possession du mas dit vulgairement *di Capelan* (1), je me demande comment on n'en ferait pas un but de nouvelle et délicieuse promenade pour nos concitoyens.

Or rien n'est plus aisé et moins onéreux pour les finances municipales, si on veut bien se donner la peine d'étudier attentivement cette importante question.

Je trouve, pour ma part, dans ce milieu, en plus des horizons charmants qui appellent et captivent le regard, une sorte de *buen retiro*, pour les enfants débiles, les vieillards, les valétudinaires, tous ceux en un mot qui aspirent après le repos, le grand air pur et vivifiant, les caresses d'un soleil printanier.

Retenons bien que Montaury est attenant à une section très importante du grand mur de l'enceinte Romaine qui lui aussi sollicite impérieusement les regards de l'excursionniste et de l'étranger.

J'ai dit, dans le temps, que nombre de visiteurs m'ont témoigné leur surprise au sujet de l'abandon, dans lequel se trouve, depuis des siècles, ce vieux rempart, témoin d'une antique civilisation.

Avec eux et avec vous j'appelle l'attention de qui de droit et je demande le classement de tout ou partie de ces vénérables restes parmi les monuments historiques.

Le jour où l'importante modification rurale que je réclame ici sera examinée de près et en voie de réalisation, chacun y trouvera profit et avantages de

(1) C'est le mas de Baguet, du plan cadastral. Cette propriété, qui appartenait, en 1830, à M. le chanoine Boucarut, fut laissée d'abord en jouissance au Grand séminaire établi à Nîmes, dans l'ancien couvent des Chassaintes, à partir de 1822. Plus tard, de 1856 à 1860, le Grand Séminaire en devint effectivement possesseur. (Le chanoine Boucarut, cessionnaire, est décédé le 14 septembre 1880).

toute sorte... Je me crois autorisé à vous dire aujourd'hui, à la suite de nombreux entretiens avec divers propriétaires voisins, intéressés tout particulièrement à la réussite de ce projet que celui-ci ne semble pas rencontrer d'obstacles sérieux.

Les matériaux nécessaires sont en quantité plus que suffisante sur les lieux, leur tassement convenable sur le parcours désigné, dégagerait d'autant le terrain accidenté qu'ils encombrement actuellement de façon très désavantageuse.

Et d'autre part, le plus grand nombre des propriétaires voisins, j'irai même jusqu'à dire tous, sont décidés à faire une pétition et à l'appui de celle-ci verser des fonds, livrer passage au chemin projeté sur leur terrain, en un mot contribuer de toute manière à le faire aboutir.

Tout ceci, bien entendu, est sans préjudice aucun pour les futurs travaux d'aménagement qui auraient pour but d'adoucir la pente raide actuelle qui conduit de l'Enclos Saussine et du Grand-Cours dessiné par Mareschal à Montaury.

Les habitants de ce quartier verraient de très bon œil ces réparations et y concourraient, à ce qu'on m'assure, pour une bonne part.

Le jour où cette œuvre sera menée à bonne fin et où mettant à profit de bonnes dispositions de propriétaires, une Administration intelligente se décidera à marier la nouvelle voie projetée et le chemin actuel de Mont-Aury avec le premier échelon de la montée de Pissevin, au Sud, Nîmes possèdera un deuxième boulevard supérieur, une promenade incomparable, légèrement abritée du vent du Nord et vivifiée en automne par les rayons du soleil couchant.

J'aurais bien des choses à vous dire encore et

ça et là quelques petites histoires locales à raconter, mais, moi aussi je sais me borner si je ne sais pas écrire et je laisse à des spécialistes particulièrement compétents le soin d'aborder telles questions que je ne puis signaler qu'en passant.

Je veux parler des louables efforts de la Société d'Agriculture du Gard, en vue d'un essor nouveau et plus étendu à donner à la culture et à l'amour des fleurs, de l'établissement des jardins ouvriers aux portes de la ville, des recherches et explorations de nos grottes, *avens* et *spélunques*, du reboisement de notre garrigue bien compris et ça et là mis d'ores et déjà en œuvre par quelques propriétaires de ma connaissance, de l'aménagement d'eaux plus abondantes au point de vue de la propreté et de l'assainissement.

Ainsi que je l'ai dit autrefois ici et ailleurs, en insistant sur cet ordre d'idées concernant la beauté, l'agrément, la salubrité de notre ville et des environs, je n'ai en vue que le bien être de nos Concitoyens. Si les moyens de le leur procurer que j'ai indiqués à diverses reprises sont pris un jour en considération et mis en œuvre, je me tiendrai pour entièrement satisfait.

D^r Elie MAZEL.

LES INSTRUCTIONS DU GÉNÉRAL BOYER

Il faut maintenant examiner ces instructions en elles-mêmes ; en discuter le contenu et aborder de front les conséquences qu'elles comportent, en tenant compte des circonstances politiques, au milieu desquelles elles ont été rédigées. Evidemment, pour tout homme de bonne foi, ces circonstances sont anormales, extraordinaires. Si le maréchal Bazaine avait pris sur lui d'entrer en communications avec le ministre des affaires étrangères ennemi, alors que l'Empire français existait encore, que l'empereur était encore à la tête de ses armées et que la déléguée du souverain, l'impératrice-régente, présidait encore le Conseil des ministres, gouvernant le pays avec l'appui des Chambres, — il n'y aurait qu'une voix pour déclarer qu'il est sorti de son rôle, qu'il a usurpé des pouvoirs de dictateur et qu'il a voulu imposer sa suprématie par les armes. Mais on sait bien qu'il n'en était pas ainsi. Continuant donc à juger Bazaine, non d'après nos convictions personnelles, nos préférences ou nos passions, mais d'après les idées qu'il devait avoir, étant ce qu'il était, où il était, dans les conditions où il se trouvait, demandons-nous quelle est l'autorité qu'il avait en face de lui, devant laquelle *politiquement* il devait s'incliner.

Le 4 septembre, un torrent populaire emporte

l'Empire : tandis que le Sénat est dédaigné, le Corps Législatif est envahi par les masses faubouriennes ; la République est proclamée sur les marches de l'Hôtel-de-Ville ; un certain nombre de députés de la Gauche sont acclamés par la foule comme membres du gouvernement, — pendant que l'impératrice, craignant le sort de Marie-Antoinette, et ne trouvant pas, dans sa nature de femme nerveuse, l'âme forte d'une Marie-Thérèse, s'enfuit en Angleterre, et traverse le détroit sur un bateau de plaisance étranger. Il ne s'est pas trouvé, parmi ses complaisants, ses adulateurs, ses adorateurs de la veille, un seul Français, pour lui offrir le secours de son bras. Cela ne fait pas l'éloge du régime ; cela ne fait pas, non plus, l'éloge de cette princesse.

Lorsque la souveraine sortit des Tuileries, ou plutôt du Louvre, avec sa dame de compagnie, M^{me} Lebreton, elle avait pour escorte un Italien, — M. le chevalier Nigra — et un Autrichien, — M. de Metternich. Elle se rendit chez son dentiste, M. le docteur Evan — un Américain, — et monta à Deauville sur le yacht de Sir John Burgoine — un Anglais.

En constatant son isolement, elle prononça ces paroles : « En France, on n'a pas le droit d'être malheureux ».

Son brillant apologiste, le plus jeune des fils d'Alphonse Daudet, — qui marche sur les traces du délicieux écrivain qu'était son père — a écrit qu'à Farnborough, l'ex impératrice emploie souvent l'épithète de *lâches*, en désignant tel ou tel de ses anciens sujets.

Il y a un homme, à qui sûrement elle n'a jamais appliqué ce mot sanglant. C'est le pauvre maréchal Bazaine, qui s'est laissé immoler pour elle et dont

le tort, — qu'il a assez cruellement expié, pour qu'on examine avec équité sa conduite, — a été de consentir éventuellement à seconder le coup d'Etat qu'elle avait prémédité, et qui reste la victime de sa politique ardente, folle, casse-cou.

Qu'a-t-elle fait pour lui, pour sa défense, pour sa mémoire, pour ses enfants ? Pourquoi l'a-t-elle laissé lapider par un peuple justement irrité, parce qu'induit en erreur ? — La Raison d'Etat l'a retenue, nous répondrait-elle, si elle nous montrait le fond de sa pensée. — Pauvre raison, que cette Raison là ! Soit. Mais maintenant qu'espère-t-elle ?

Pourquoi ne nous aide-t-elle pas dans notre œuvre de justice, qu'elle ne peut pas ignorer ? Pourquoi ne répare-t-elle pas, dans la faible mesure du possible, tout le mal qu'elle a causé à son dévoué serviteur ? Ce timide avait l'intuition des malheurs qui allaient fondre sur sa tête, lorsqu'on lui annonça « l'envoyé d'Hastings » ; il ne voulait pas recevoir le sieur Régnier, l'émissaire de l'impératrice et du comte de Bismarck. « ON M'Y A CONTRAINT », a dit, plus tard, Bazaine à son fils Alphonse, de qui je tiens le propos.

Tout ce que nous demandons à l'ex-impératrice — tout ce que lui demanderaient probablement les enfants du condamné, si je les consultais, — mais j'agis en dehors d'eux, — c'est de déclarer publiquement, devant le monde attentif, ce qu'elle pense de celui qui fut le maréchal Bazaine.

.....

Le pays semblait, il est vrai, avoir adhéré au mouvement insurrectionnel, accepté le fait accompli, et Bazaine savait certainement à quoi s'en tenir là-dessus. Il n'ignorait pas que, pour le moment, la France

était heureuse d'être dirigée par les patriotes qui formèrent le gouvernement, qui s'intitula si noblement : de défense nationale. Le maréchal, avec son bon sens ordinaire, estima si bien que c'en était fini de l'Empire, qu'il publia son ordre général n° 9 et ordonna de supprimer les emblèmes impériaux. C'est alors, nous l'avons exposé, que, par l'intermédiaire d'un de ses agents secrets, l'impératrice Eugénie, invoquant son serment de fidélité, fait appel à son loyalisme, à son patriotisme ; lui laisse entendre que la Prusse veut conclure la paix avec elle ; que l'ennemi est disposé à lui accorder des conditions « bien plus douces » qu'aux républicains, — à supposer que ceux-ci consentent à convoquer une Assemblée Nationale, ce à quoi ils ne paraissent guère disposés. L'œuvre, que j'appellerai *d'embauchage bonapartiste*, commencée par Boyer, est mise au point par Régnier. En obtenant que le général Bourbaki sorte de Metz pour aller, auprès de l'ex-souveraine, muni d'une autorisation écrite du maréchal commandant en chef, Régnier coupe les ponts derrière celui-ci ; Bazaine est de nouveau rivé à cette chose morte, qui s'appelle le régime impérial.

Le sort en est jeté ! Le grand soldat va accepter le contact fréquent des parlementaires prussiens ; il va recevoir les ordres que l'impératrice va lui transmettre, par le canal de ces officiers. L'armée ne comprend rien à ces allées et venues ; elle ignore le complot politique fomenté par l'impératrice et le comte de Bismarck, sous les yeux approbateurs du roi Guillaume ; elle ne peut pas supposer que l'Empire, rejeté par la nation française, dans un spasme de dégoût, songe à sortir de l'ombre et à s'imposer

de nouveau. Elle suppose donc à juste titre que c'est la défense du territoire qui fait les frais de ces tractations irrégulières, et non pas le rétablissement du régime déchu. Elle va croire à la trahison ; et bien des survivants de ces légions valeureuses, à qui Bazaine n'a pourtant que donné l'exemple de la témérité sur le champ de bataille, — y croient encore....

Ce qui atténue la faute politique de Bazaine, c'est, avons-nous écrit, la situation troublée du pays, l'inexistence d'un gouvernement légal. Au 10 octobre 1870, il y avait un pouvoir de fait ; il n'y avait plus d'autorité légitime.

Ici les dates sont tout. Ce n'est pas seulement l'état intérieur de la France au 10 octobre, qu'il faut consulter, ou plutôt au 9 octobre, — à supposer que les journaux français du 10, imprimés le 9, soient parvenus le même jour au quartier-général français, ce qui ne me paraît pas une hypothèse inadmissible, — c'est cet état, au 12 octobre, jour où Boyer quitte Metz, n'ayant reçu son sauf-conduit qu'à cette dernière date (1). Evidemment, en présence de l'événement considérable qui s'est produit entre le 9 et le 11 octobre, et que nous allons rapporter, le Maréchal a pu retoucher et aggraver ses instructions, qui ont l'air d'être écrites sous le coup de la colère et qui nous semblent odieuses, à nous républicains.

(1) Bazaine écrit dans « l'Armée du Rhin », p. 175 :

« Le 12 je recevais la communication dont la teneur suit :

Le Prince Frédéric-Charles au Maréchal Bazaine,
Quartier-Général devant Metz, 12 octobre 1870.

« J'éprouve un plaisir tout particulier à pouvoir annoncer à Votre Excellence, que sur mon intervention, S. M. le roi, mon gracieux maître, a, par voie télégraphique, accepté la proposition d'expédier votre aide de-camp à Versailles, au Quartier-Général royal.

Je prescris, en conséquence, à M. le lieutenant Diskau de l'accompagner et de le ramener de Versailles à Metz.

(Traduction).

(Signé) : Frédéric-Charles. »

C'est le 10 octobre 1870, que parut le fameux manifeste de Gambetta aux « citoyens des départements. » On sait que, pour être admis auprès de M. de Bismarck, Jules Favre avait dû obtenir du gouvernement de la Défense Nationale que les élections générales eussent lieu incessamment. Fixées primitivement au 16 octobre, elles avaient été avancées et indiquées pour le 2 octobre. Lorsque les pourparlers de Ferrières eurent été rompus, le gouvernement français promulgua, le 24 septembre, un décret, signé de la veille, aux termes duquel ces élections étaient ajournées *sine die*.

Pourquoi la Délégation de Tours (la première), malgré ce décret, ordonna-t-elle, le 30 septembre, que le corps électoral serait consulté le 16 octobre ? C'est ce que nous ne pouvons pas nous expliquer.

Dans le « Courrier du Gard » du 7 octobre 1870, nous trouvons le texte intégral de cette convocation, qui a pour titre : « Elections à la Constituante » et dont voici la partie essentielle :

« Le Gouvernement de la Défense Nationale, vu le décret du 8 septembre 1870, décrète : Article premier. — Les collèges électoraux sont et demeurent convoqués pour le dimanche 16 octobre courant, à l'effet d'élire une assemblée nationale constituante. Délibéré en conseil de gouvernement, le 30 septembre 1870.

(Signé) Ad. Crémieux, Glais-Bizoin, Fourichon.

Pour conforme : l'Administrateur du Gard,

L. Laget. »

On rencontre, dans le « Courrier du Gard » (du 9 octobre), une dépêche ainsi conçue : « Tours, 7 octobre, 10 heures du soir. — M. Glais-Bizoin a adressé, le 6 octobre, une lettre à ses électeurs des Côtes-du-Nord, pour leur expliquer l'impossibilité,

où il se trouve, d'aller demander leurs suffrages, en personne. Il insiste sur la nécessité d'éviter les discordes civiles, et il exprime sa confiance dans une prompte délivrance de la France (Havas). »

Vingt-quatre heures après que M. Glais-Bizoin, membre du gouvernement, eût télégraphié ce qui précède aux électeurs des Côtes-du-Nord, — ses collègues de Paris décidaient d'empêcher les élections et envoyaient à cet effet en province l'un d'entre eux. Le « Journal officiel de la République française » du 8 octobre publiait l'entrefilet suivant : « M. Gambetta, ministre de l'intérieur, est adjoint à la Délégation de Tours. Il se rendra sans délai à son poste. » Dans « le Courrier du Gard », figurent un certain nombre de dépêches, d'où il résulte que Gambetta, parti, comme l'on sait, en ballon avec M. Spuller, était à Amiens et Rouen le 8 octobre ; au Mans, le 9 octobre, au matin ; et qu'il arrivait à Tours, le 9 octobre, à midi 25 minutes.

Il était porteur du décret suivant, signé de tous les membres du gouvernement de Paris :

« Le Gouvernement à MM. les Préfets et Sous-préfets.

« Le gouvernement de la Défense Nationale, vu la dépêche de la Délégation de Tours, en date du 28 septembre, parvenue le 1^{er} octobre au gouvernement, portant fixation au 16 octobre des élections à l'Assemblée Constituante,

« Vu le décret du gouvernement, en date du 23 septembre, et le décret conforme de la Délégation de Tours, ajournant lesdites élections.

« Attendu que cette résolution nouvelle est en opposition avec le décret du gouvernement de la Défense Nationale.

« Décrète : 1^o L'ajournement des élections généra-

les est maintenu, jusqu'au moment où elles pourront se faire sur toute la surface de la République..... »

Est-ce le 9 octobre, dans la soirée, ou le 10 octobre, dans la matinée, que fut affichée, à Tours, la proclamation suivante ? Nous ne saurions le préciser, en l'état de notre documentation. Quoi qu'il en soit, c'est dans « le Courrier du Gard » du 11 octobre que nous le trouvons. Nous en détachons les passages suivants, qui entrent seuls dans notre sujet :

« Citoyens des départements,

... Cette situation vous impose de grands devoirs; le premier de tous, c'est de ne vous laisser détourner par aucune préoccupation, qui ne soit pas la guerre. Le combat à outrance jusqu'à la paix. Acceptez fraternellement le commandement du pouvoir républicain, sorti de la nécessité et du droit.... Cela fait, la république sera fondée et à l'abri du coup de main des conspirateurs et des réactionnaires.

(Signé) : Le Membre du Gouvernement
de la Défense Nationale, ministre de l'Intérieur,
L. Gambetta. »

Il est probable que cette proclamation, d'ailleurs d'une si belle venue, d'une éloquence sublime, suivait le décret d'ajournement des élections, dont nous venons de donner le texte. Au reste, le public était fixé, depuis deux jours, par une dépêche d'Havas, ainsi conçue : « Amiens, 8 octobre. M. Gambetta arrivé ici, ce matin, en ballon, sera demain matin à Tours. Un décret du gouvernement central ajourne les élections générales. »

C'est au milieu de ces circonstances, évidemment anormales, que le maréchal Bazaine entra directement en négociations avec le chancelier de la confédération de l'Allemagne du Nord, chargé de parler au nom des « gouvernements allemands. »

A-t il commis un crime, en s'arrogeant ce droit ? Réfléchissons bien, avant de répondre, et ne privons pas le chef de l'armée de Lorraine du profit de l'effort de compréhension, auquel nous devons nous livrer, pour essayer de saisir en vertu de quel droit les bénéficiaires d'une révolution, pacifique, d'ailleurs, disposent de la France, les uns, pour convoquer les électeurs, les autres, pour se passer de l'avis de ces électeurs, et en fin de compte les uns et les autres, pour n'agir qu'à leur tête. Personne, plus que nous, n'a le culte de la mémoire de Gambetta ; sur la fin de sa carrière, il s'est trompé, en se séparant des masses prolétariennes, qui veulent être aimées, malgré leurs défauts, et qui méritent de l'être ; mais les hommes de notre génération lui doivent l'amour exalté de la Patrie et la passion pour la République. Par moment, il nous vient un regret de sa mort prématurée, quelque chose comme ce qu'éprouvaient les bonapartistes du temps de la Restauration, en songeant que peut-être *Il* allait revenir.... Nous ne savons pas ce qu'il faut penser de la direction qu'il a imprimée à nos armées ; c'est l'affaire des spécialistes de juger de ces choses ; il aurait voulu sans doute avoir sous la main un généralissime, réservant à son digne collaborateur, M. de Freycinet, et à lui même, l'organisation de la défense. Mais, quoique le succès n'ait pas répondu à son attente — et à celle de ses compatriotes, — notre reconnaissance envers lui doit être la même que s'il avait chassé l'ennemi du territoire. Ce grand peuple, qui possède un sentiment profond de la justice, lui a reconnu le droit, comme Scipion l'Africain, de monter au Capitole.

Ceci dit, non pas comme précaution oratoire,

mais parce que c'est l'expression exacte de notre pensée, nous avons le devoir de demander au lecteur si le chef de l'armée impériale était tenu d'obéir *politiquement* à un député de la Gauche, qui n'était encore connu que comme orateur de premier ordre, et qui n'avait pas encore fait ses preuves comme administrateur ou comme chef d'armée, — car la victoire de Coulmiers est du 9 novembre et nous sommes au 12 octobre? Avait-il même une apparence de droit de lui dicter des ordres militaires? On n'a pas été sans remarquer que le manifeste aux « citoyens des départements » est signé par Gambetta comme ministre de l'Intérieur, — et non comme ministre de la Guerre, — et que M. Gambetta a été adjoint par ses collègues de Paris aux membres de la délégation de Tours. C'est de lui-même qu'il s'est nommé ministre de la Guerre, dépossédant de cette charge M. l'amiral Fourichon (1); c'est de lui-même que ce simple délégué à l'Intérieur s'est investi de la dictature; c'est de lui-même qu'il a contrarié les négociations que Thiers et Jules Favre voulaient mener à bonne fin, bien avant le 28 janvier 1871, avant même la

(1) Le *Journal Officiel* avait publié, dans la *partie officielle* de son numéro du 17 septembre 1870, le décret suivant :

« Le vice-amiral Fourichon, ministre de la Marine, exercera, par délégation, les fonctions de ministre de la Guerre, auprès de la partie du gouvernement siégeant hors de Paris »

En vertu de cette investiture, M. Fourichon aurait pu faire arrêter Gambetta, pour usurpation de fonctions, lorsque le grand orateur, s'improvisant stratège, donna des ordres à nos armées de province. Il ne le fit pas et agit, en cela, avec esprit. Gambetta, qui avait la riposte prompte et la dent dure, lui aurait répliqué : « Qui t'a fait roi ? » et devant la France gouailleuse, ils auraient dû, l'un et l'autre, avouer qu'ils n'avaient que des titres précaires, que des droits illusoire ; que le gouvernement, dont ils se réclamaient, n'était que le fruit de l'anarchie spontanée et qu'ils ne pouvaient conserver le mandat tacite, que le pays leur consentait ou semblait leur consentir, qu'en justifiant leur usurpation par leur bravoure indomptable et leur patriotisme désespéré.

Ils l'ont justifiée de la sorte, et l'Histoire leur est bienveillante.

capitulation de Metz ; c'est de lui-même qu'il a refusé de laisser procéder aux élections générales, parlant, au nom du pays qui ne lui avait donné aucun mandat exprès, dressant ainsi son unique personnalité en face de cette personne morale, qui était la Nation elle-même.

Sans doute, la France a accepté sa dictature, et, j'ajoute, qu'elle l'a acceptée joyeusement : cependant, Gambetta n'aurait pas affirmé, dans les heures de calme, qui suivirent cette période si tragique de 1870-71, qu'il était en communion de pensée avec le pays, lorsque fin janvier 1871, il préconisait la guerre à outrance, car le pays, consulté à la fin, signifia nettement sa volonté de traiter, coûte que coûte.

Et maintenant, pouvons-nous, nous républicains, réaliser l'état d'esprit des chefs bonapartistes de l'armée de Metz ? Si nous en jugeons par nous-même, cela ne nous est pas possible. Cependant, c'est un de ces chefs que l'Histoire doit juger. Voyons ce que pense du cas de Bazaine, d'abord, un bonapartiste, M. H. de Laire, comte d'Espagny. Cet ancien secrétaire intime du duc de Persigny, écrivait, dans la *Libre Parole* du 7 octobre 1903 :

• Que Bazaine ait été jugé, par ses pairs, coupable de fautes militaires, cela peut s'expliquer, et je n'entreprendrai pas de discuter ce point de vue. Mais où était la trahison ? Était-ce donc trahir son pays que de tenter de lui procurer une paix avantageuse ? »

Voyons maintenant ce que pensait du cas de Bazaine un homme considérable, M. le général Cialdini. On lit dans le numéro d'août 1908 de la revue cosmopolite que dirige à Rome, M. le baron Lombroso, ancien secrétaire intime du prince Napo-

l'éon. Ce recueil, qui porte le titre de *Revue Napoléonienne*, est un organe d'érudition pure, ouvert aux publicistes de toute opinion; ce n'est pas un périodique bonapartiste.

M. Jack la Bolina écrit de Viarregio, le 18 juillet 1908, ce qui suit :

« Vers 1884, causant au club de Livourne avec S. E. le général Cialdini, qui avait, depuis quelques mois, quitté l'ambassade de Paris, l'illustre soldat de nos guerres d'indépendance n'hésita pas à me déclarer que « le cas Bazaine » soulevait une question très grave — de morale militaire. « Je ne saurais me prononcer sur la conduite du maréchal. Voilà un chef d'armée, lié par serment à un gouvernement légal et reconnu tel par un plébiscite qui le renforce. »

« Privé de communications avec l'extérieur, il est informé sommairement que Paris, — Paris, et non la France! — a décrété la déchéance de l'Empire; que l'empereur même est prisonnier de l'ennemi.

« Quel gouvernement doit-il reconnaître? A quel pouvoir doit-il demander des ordres?... »

« Le problème n'est pas facile à résoudre, car il est historiquement neuf. Et je ne saurais exprimer, je le répète, une opinion définitive contraire, sur Bazaine. »

*
*
*

Au 4 septembre 1870, quelle était l'autorité légitime, aux yeux du Maréchal commandant en chef l'armée du Rhin et de tous les autres chefs de l'armée française?

Le 23 avril 1870, avait été promulgué un sénatus-consulte, dont voici la teneur :

Art. 1^{er}. — La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français.

Art. 2. — La dignité impériale, rétablie dans la personne de Napoléon III par le plébiscite des 21-22 novembre 1852, est héréditaire dans la descendance directe et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, etc.

(Les art. 3-9 règlent la succession au trône, à défaut d'héritier direct ou adoptif).

Art. 9. — La régence de l'Empire est réglée par le sénatus-consulte du 47 juillet 1856.

Art. 10. — L'Empereur gouverne avec le concours des membres du Sénat, du Corps Législatif et du Conseil d'État.

Art. 11. — La puissance législative s'exerce collectivement par l'Empereur, le Sénat et le Corps Législatif.

Art. 12. — L'initiative des lois appartient à l'Empereur, au Sénat et au Corps Législatif. Toute loi d'impôt doit être d'abord votée par le Corps Législatif.

Art. 13. — L'Empereur est responsable devant le peuple français, auquel il a toujours le droit de faire appel...

Art. 19. — L'Empereur nomme ou révoque les ministres. Les ministres sont responsables...

Art. 21. — Les ministres, les membres du Sénat, du Corps Législatif et du Conseil d'État, *les officiers de terre et de mer* (1), les magistrats et les fonctionnaires publics prêtent le serment ainsi conçu : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur. »

... *Art. 23.* — Le Sénat se compose : 1^o des cardinaux, des maréchaux et amiraux ; 2^o des citoyens que l'Empereur élève à la dignité de Sénateur.

... *Art. 31.* — Les députés sont élus par le suffrage universel, au scrutin de liste.

(1) C'est nous qui soulignons. On comprend que le serment dont il vient d'être parlé, ait été plus léger à porter pour un député de l'opposition que pour un général d'armée. Il existait néanmoins pour les deux.

... Art. 35. — En cas de dissolution, l'Empereur doit en convoquer un nouveau (Corps Législatif) dans un délai de six mois.

... Art. 44. — La Constitution ne peut être modifiée que par le peuple, sur la proposition de l'Empereur.

Le lendemain, 24 avril 1870, Napoléon III adressait au peuple la proclamation suivante :

« Français,

La Constitution de 1852, rédigée en vertu des pouvoirs que vous m'avez donnés (1) et ratifiée par 8 millions de suffrages qui ont rétabli l'empire, a procuré à la France dix huit années de calme... (*nous laissons de côté les éloges que l'Empereur se décerne*).

Mais ces changements successifs ont altéré les bases plébiscitaires, qui ne pouvaient être modifiées sans un appel à la nation. Il devient donc indispensable que le nouveau pacte constitutionnel soit approuvé par le peuple... A la demande, que je vous adresse, de ratifier les réformes libérales, réalisées dans ces dernières années, répondez : oui. »

Le 8 mai, eut lieu le plébiscite, dont l'*Officiel* enregistrait les résultats dans son numéro du 11.

7.267.322 électeurs avaient voté *oui*.

1.540.382 électeurs avaient voté *non*.

(L'armée de terre avait donné 227.336 suffrages affirmatifs, contre 39.364 négatifs). (2).

(1) C'est un euphémisme assez cynique pour désigner le guet-apens du 2 décembre 1851 et la fusillade du 4, que Victor Hugo a flétris dans un livre vengeur. E. P.

(2) On ne connaissait pas encore les votes des troupes d'Algérie : mettons 20.000 hommes. C'est donc avec 287.000 hommes que nous allions déclarer la guerre à l'Allemagne, que le baron Stoffel, notre attaché militaire à Berlin, montrait armée jusqu'aux dents et s'appuyant sur près d'un million de baïonnettes. Comment le gouvernement n'a-t-il pas compris que cette révélation à l'ennemi de notre pénurie militaire constituait presque un acte de haute trahison ? Le maréchal Le Bœuf a bon dos, lui et son fameux bouton de guêtre. Il fut coupable, nous l'avons dit, mais ses collègues et les souverains furent aussi coupables que lui.

Il n'y a pas à épiloguer : le peuple français avait, de nouveau, ratifié l'empire. Nous ne dirons pas que la France était impérialiste ; mais nous n'avons pas le droit de dire qu'elle ne l'était pas. Nous savons, du reste, tout ce qu'on peut mettre sur le compte de la candidature officielle. Emile Ollivier télégraphiait aux procureurs généraux (1) :

« Dites à tous les juges de paix que je les verrais avec plaisir dans les comités plébiscitaires. »

Le procureur-général de Nîmes télégraphiait à Émile Ollivier :

Le 2 mai 1870.

« Un journal de Paris annonce que l'évêque de Nîmes a écrit à son clergé en faveur du plébiscite. Le fait serait désirable, mais il est faux ».

Le 4 mai 1870.

« Dernière situation prise par l'évêque de Nîmes. Ecrira rien, ne fera rien dire en chaire. Conscience oblige de ne pas s'abstenir, mais ne recommande pas de voter *oui*. Si l'électeur demandait formellement ce qu'il faut faire, le clergé engagerait à voter affirmativement.

« Cet appui, presque négatif, est complètement insuffisant. ».

Il paraît que l'évêque de Montpellier donnait un meilleur *appui* que M. Plantier, évêque de Nîmes, car le procureur-général de l'Hérault télégraphiait, le 30 avril, à M. Émile Ollivier :

« Vos instructions seront fidèlement suivies. L'intervention du haut clergé est chose très heureuse. Je persiste à penser qu'il serait désirable d'user de toute l'influence possible sur le personnel de l'instruction publique et des chemins de fer, où l'on annonce, du reste, amélioration. »

(1) Les documents qui suivent sont tirés des « *Papiers secrets et Correspondance du Second Empire* », réimprimés par A Poulet-Malaussis. Nous possédons cet ouvrage à la bibliothèque municipale de Nîmes.

Voici une note « confidentielle », qui ne manque pas de saveur :

« Mon cher ami, *La Marseillaise* et *Le Rappel* n'ont pas été saisis ce matin. Il me semble pourtant qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait trouver, dans les feuilles radicales, de quoi motiver une poursuite et je persiste à penser qu'il y a un grand intérêt à les empêcher tous ces jours-ci d'aller empoisonner nos campagnes. »

M. Émile Ollivier télégraphiait au procureur-général de Rouen :

« Arrêtez de suite..., mais seulement sous l'inculpation d'associations non autorisées ; puis nous verrons... »

Dans un autre ordre d'idées, citons les dépêches suivantes, tirées du même recueil, qui montrent en plein l'ambition outrancière de l'impératrice, qui relègue au second plan le souverain, dont elle ne tenait, d'ailleurs, que des pouvoirs limités :

Le 4 septembre 1870, à 10 heures 55 du matin, l'amiral Duperré télégraphiait de Maubeuge aux Tuileries :

« L'empereur télégraphie de Bouillon (1) pour avoir de nos nouvelles. En lui en donnant, nous lui demandons ses ordres... »

L'impératrice fait rageusement télégraphier par M. Fillon :
« L'impératrice veut que vous ne teniez aucun compte des communications de Bouillon. »

Une ou deux heures après, le peuple de Paris mettait d'accord tout ce monde-là, et le joyeux précepteur du prince impérial envoyait à M. Duperré cette dépêche fameuse, que plus d'un caissier infidèle a dû expédier à un de ses compères :

« Paris, 4 septembre 1870, 2 h. 50 m.

	Duperré,	Maubeuge
Filons sur Belgique,		Fillon. »

(1) On sait que l'empereur prisonnier se rendait, de Sedan à Wilhelmshöhe, en passant par la Belgique.

Le peuple, qui, en votant *oui*, avait cru que le nouveau régime lui apporterait la paix, eut la guerre.

Le 27 juillet, le *Journal Officiel de l'Empire français* insérait ce qui suit dans sa « partie officielle » :

« Napoléon,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Voulant donner à notre bien-aimée Épouse l'Impératrice des marques de la confiance que nous avons en elle, et attendu que nous sommes dans l'intention de nous mettre à la tête de l'armée, nous avons résolu de conférer à notre bien-aimée épouse l'impératrice le titre de Régente, pour en exercer les fonctions, dès que nous aurons quitté notre capitale...

Mandons à notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, de donner communication des lettres-patentes au Sénat, qui les fera transcrire sur ses registres, et de les faire publier au *Bulletin des lois*. »

Voilà quelle était, aux yeux des chefs de l'armée de Metz, l'autorité légitime, au 4 septembre 1870.

- C'était l'impératrice-régente. L'émeute, qui met en fuite la souveraine et qui intronise, dans les ministères, les élus de la place publique, devait-elle, aux yeux de ces chefs, revêtir tous les caractères d'un pouvoir régulier, tant que des élections générales n'auraient pas eu lieu en France ? Nous posons la question au lecteur.

Comme on saisit souvent les choses mieux par comparaison avec d'autres que lorsqu'on les examine uniquement en elles-mêmes, plaçons-nous dans l'hypothèse suivante.

Une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne a éclaté ; quelques victoires alternent avec des

défaites ; des troubles se produisent dans Paris, — dans ce Paris, qui fit 89, le 10 août, les Trois Glorieuses, le 24 février, le 4 septembre et le 18 mars, et qui, — en 1909, — possède comme vice-président de son conseil municipal, un galant homme, certes, mais un pur royaliste, de la fine fleur, comme nous disons à Nîmes.

Une émeute disperse la représentation nationale et porte à l'Elysée M. le duc d'Orléans. Celui-ci n'envoie aucun ordre aux généraux ou, du moins, aucun de ses ordres ne leur parvient ; il ne notifie pas son avènement au trône au généralissime, que je suppose, pour les besoins de ma discussion, enfermé, avec la principale des armées françaises, enfermé dans Verdun et son camp retranché.

A qui — *politiquement parlant*, — ce généralissime devra-t-il obéir ? Devra-t-il recevoir — ou consigner aux avant-postes, ou faire fusiller comme espions, les émissaires que M. Fallières lui enverrait de Londres, où il se serait réfugié ? Devra-t-il s'interdire d'avoir une opinion personnelle, non pas sur les conditions de paix, mais sur les clauses d'un armistice ? S'il estime, à tort ou à raison, que la partie est perdue, sera-t-il suspect de trahison, pour avoir voulu faire la part du feu, et par une convocation des électeurs ou même par la remise en vigueur de l'ancienne constitution, rendre possible une paix, dont les conditions seraient moins désavantageuses, si on traite plus tôt que plus tard ?

Enfin, ce généralissime — que je suppose républicain — devra-t-il être qualifié traître si, — pour faire cesser les hésitations de l'ennemi, de Guillaume II, qui ne veut pas avoir à se trouver en face d'une insurrection orléaniste généralisée, à laquelle

il faudrait imposer par la force le rétablissement de la République, — si, disons-nous, il accepte ce que lui suggère M. Fallières ; s'il consent à employer son armée à réprimer les menées monarchistes, tandis que les autorités républicaines négocieront la paix ?

Un général, investi dans une place fortifiée, qui met comme condition à sa sortie : 1° la conservation de ses armes et de ses bagages ; 2° la promesse de ne pas combattre pendant un an, contre l'ennemi, et 3° le droit d'aller châtier des menées insurrectionnelles, n'est pas, pour cela, un soldat « félon », car, avec cette conclusion, Kléber serait un traître.

Le général Frossard, dans la déposition qu'il a faite, le 26 novembre 1873, a déclaré ce qui suit (compte-rendu, p. 637), que nous livrons aux réflexions de nos lecteurs. L'argument est fort ; il est topique ; il aurait triomphé, si, en 1873, l'Empire avait été rétabli ; mais Bazaine, dans ce cas, aurait-il été poursuivi ? Evidemment non.

C'est Trochu, qui aurait été sur la sellette ; et l'incrimination n'eût évidemment pas été la même. Car si on a reproché à Bazaine d'être resté fidèle à son serment, — on aurait reproché à Trochu de l'avoir trahi....

Voici la déposition de Frossard :

« J'ai encore un mot à dire, au sujet de la Convention militaire dont il a été question(1) et de la possibilité que nous

(1) Nous avons le devoir de faire remarquer que Frossard examine ici les propositions que le général Boyer rapporte de Versailles, le 17 octobre, et qui furent acceptées par la conférence militaire du 18 octobre, dont nous parlerons plus loin. Mais l'objection ne nous arrête pas ; car il ne s'agit, selon nous, le 23-24 septembre, le 12 octobre, le 18 octobre, que d'une seule et même chose : du rétablissement de l'Empire, avec l'impératrice, comme régente, concerté entre cette princesse et la chancellerie prussienne.

E. P.

~~avons~~ entrevue, de faire sortir l'armée, telle qu'elle était constituée, avec ses armes, ses bagages, et de la porter, — pour un temps très-court, nous l'espérons, — sur un point du territoire, où l'on aurait eu à attendre qu'un armistice fût conclu. Ce n'était pas là une chose extraordinaire ; il y en avait des exemples et de nombreux exemples ; et je crois que je n'aurai pas besoin de les rappeler en Conseil ; il y a notamment celui de Mayence, en 1793.

L'armée de Mayence, en 1793, avait fait une convention aussi ; c'était le 23 juillet. A ce moment, l'armée de Mayence n'avait plus de viande ; elle avait mangé tous ses chevaux ; elle avait encore du pain pour huit jours. Les conditions de cette convention ont été que les troupes françaises sortiraient avec leurs armes et bagages, avec leur constitution ; qu'elles resteraient, pendant une année, sans porter les armes contre les coalisés, et qu'elles seraient dirigées sur un point de territoire où elles pourraient être utiles. En effet, on les a dirigées sur la Vendée, où la guerre civile faisait des progrès croissants.... »

(à suivre)

ELIE PEYRON.

BIBLIOGRAPHIE

Cartulaire de Notre-Dame-de-Prouille, recueil de textes, précédé d'une étude sur l'Albigéisme languedocien au XII^e et au XIII^e siècle, par M. Jean Guiraud, professeur à l'Université de Besançon, directeur de la *Revue des Questions historiques*, 2 vol. in-4°. Paris, Picard.— Bureaux de la *Revue des Questions historiques*, 5, Rue Saint-Simon — Paris.

Tel est l'ouvrage que vient de faire paraître M. Jean Guiraud, professeur d'histoire du moyen-âge à la Faculté des Lettres de Besançon, si connu par sa brillante collaboration à la *Revue des Deux-Mondes*, à la *Revue des Questions historiques* et à d'autres savantes publications, auteur d'un *Saint Dominique*, couronné par l'Académie Française, d'un livre très remarqué sur *l'Eglise et la Renaissance*, des *Questions d'histoire et d'archéologie chrétienne*, etc. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné une de ses récompenses à sa monumentale édition du *Cartulaire de Notre-Dame-de-Prouille*.

« Ce qui doit être surtout remarqué dans l'ouvrage de M. Guiraud, a dit M. Léopold Delisle en le présentant à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, c'est une introduction de 352 pages qui aurait mérité d'être publiée à part, car c'est un important morceau d'histoire générale. Sous le titre de *l'Albigéisme languedocien au XII^e et au XIII^e siècle*, il a étudié soigneusement, et d'après les sources originales, la doctrine et les mœurs des Cathares. C'est un curieux chapitre de l'Histoire Religieuse du Midi. »

Toute la presse savante a fait écho aux éloges de M. Léopold Delisle. Dans la *Revue Historique* (1^{er} août 1907), M. G. Monod s'exprimait ainsi : Cet ouvrage « nous paraît un travail d'érudition de tout premier ordre... L'in-

troduction est à elle seule un ouvrage considérable qui, à deux points de vue, mérite l'attention reconnaissante des historiens. Le chapitre VI du livre I^{er} sur les églises Cathares, l'épiscopat et le diaconat cathares et tout le livre II sur la diffusion du Catharisme, sur la part qu'y prenaient la noblesse languedocienne et le peuple, sur les vices de l'Eglise catholique en Languedoc, et sur la manière dont s'organisa, d'abord avec les Cisterciens, puis avec saint Dominique, la lutte avec l'hérésie sont presque entièrement nouveaux et traités avec une précision remarquable. M. Guiraud a réussi à faire une sorte de tableau géographique de la diffusion du Catharisme. »

L'introduction se divise en deux livres. Le premier a pour objet les doctrines et l'organisation des Cathares en Languedoc au XII^e et au XIII^e siècle; il étudie successivement la critique des sources, la métaphysique et la théologie des Albigeois, la morale cathare, le Catholicisme et le Catharisme, les Parfaits et les Croyants, les Eglises cathares, le *consolamentum* ou initiation cathare, le culte cathare, l'essence du Catharisme.

Le livre II a pour titre la diffusion du Catharisme en Languedoc au commencement du XIII^e siècle. La liberté absolue des Cathares, la noblesse languedocienne, le peuple et les Cathares, le clergé et l'hérésie, les missions cisterciennes, Diego d'Osma et saint Dominique, la fondation du monastère de Prouille, tels sont les sujets dont traite le second livre.

Le *Cartulaire* proprement dit, qui serait mieux appelé *Codex diplomaticus Prulianensis*, comprend 548 pièces, publiées, sauf de rares exceptions, *in-extenso*; elles sont réparties en 18 sections qui mettent quelque ordre dans un ensemble nécessairement confus de documents très divers.

En tête des documents figure une *Bibliographie du Cartulaire de Notre-Dame-de-Prouille*. Le second volume contient une *Table chronologique*, un *Index onomastique* et un *Index topographique du Cartulaire*.

Cette étude si fouillée, si consciencieuse, faite à un point de vue très objectif, renouvelle un sujet que semblait avoir épuisé l'érudition de Schmidt, Dœllinger, Charles Molinier et Mgr Douais, l'évêque de Beauvais.

L'espace nous manque pour tirer toutes les conclusions qui se dégagent de ce monument d'érudition. Qu'il nous suffise d'observer que le Catharisme avait une métaphysique dualiste et que de son principe manichéen a découlé toute sa doctrine. Cette hérésie eut un caractère essentiellement antisocial. Par sa réprobation du mariage, par sa condamnation du serment, base de la société féodale, par sa théorie de l'indépendance absolue des disciples du Christ à l'égard du prince, par le refus à l'Etat du droit du glaive, par l'extension universelle du précepte : *Non Occides*, par la pratique de l'*Endura*, sorte de suicide par l'asphyxie ou la suppression totale de nourriture, le Catharisme tendait indubitablement à la destruction de la société. Ses dogmes subversifs et le nombre très considérable de ses adhérents exposèrent au plus grand péril la société du moyen-âge.



Vicomte de Guichen, **Crépuscule d'Ancien Régime**, ouvrage orné de trois portraits. — Paris, Perrin et Cie, 1 vol. in-8° écu.

Cet ouvrage comprend cinq chapitres : Le Bombardement de Gênes et le Doge à Versailles (1684-1685) ; Jean Cavalier à Versailles (1704) ; les Mœurs de la Société de Paris sous la Régence (1715-1723) ; La France à la fin de la guerre de sept ans (1763) ; Franklin à Paris (1776). « Il semblerait, à première vue, dit l'auteur, que les divers sujets qui composent ce volume n'aient entre eux aucune affinité. Telle n'est pourtant pas la réalité, car ils marquent les principales étapes de la décadence de la monarchie. »

De ces cinq sujets, nous voulons seulement signaler aux lecteurs de la *Revue du Midi* celui qui offre un intérêt local : *Jean Cavalier à Versailles*. L'auteur n'a pas la prétention de nous donner une histoire de la révolte des Camisards, ni une biographie complète du jeune pâtre de Ribaute qui les commanda, pendant un certain temps, avec tant de vaillance et d'habileté. M. le Vicomte de Guichen nous montre d'abord l'endurance et la ténacité religieuse de la

population des Cévennes, l'insuccès de la politique royale et de la tactique de Bâville, de Montrevel et de l'abbé du Chayla, l'exaspération des Calvinistes cévenols. En vain, l'évêque de Nîmes, l'illustre Fléchier, et un membre influent du synode protestant font-ils appel à la conciliation. A la voix de leurs prophètes, les Réformés prennent les armes et commencent cette guerre de partisans si lamentable. Ils ont des chefs ardents et braves : Laporte, Castanet, Roland. Le Maréchal de Montrevel échoue complètement dans la lutte contre les bandes révoltées : les meurtres, les pillages, les incendies continuent. Bientôt aux excès des Camisards noirs vont s'ajouter ceux des Camisards blancs. Montrevel est remplacé par le Maréchal de Villars. Celui-ci, tout en montrant une grande fermeté, s'applique à la conciliation. Il est secondé surtout par le baron d'Aigaliers. Cavalier entre en scène. « Ce jeune paysan à grosse tête, à cheveux blonds, d'assez piètre mine et de petite taille, n'ayant guère que vingt-un ans et paraissant plus jeune que son âge » (Roschach), est devenu chef suprême de l'insurrection après la mort de Laporte et fait preuve non seulement de courage, mais de la plus grande habileté dans la tactique. Bientôt il ne compte plus ses succès. M. le vicomte de Guichen nous raconte alors les négociations du baron d'Aigaliers avec le chef des Camisards, l'entrevue de Cavalier avec le général Lalande au pont d'Avène, près d'Alais, puis avec le Maréchal de Villars, à Nîmes, dans le Jardin des Recollets, enfin sa soumission. La liberté de conscience fut-elle aussi formellement demandée par Cavalier et aussi formellement promise par Villars que semble le croire l'auteur ? Cela paraît douteux.

La partie neuve du travail de M. de Guichen, c'est le récit de l'entrevue de Louis XIV et de Cavalier. D'après Voltaire, le roi se serait borné à un dédaigneux haussement d'épaules quand son regard rencontra le jeune cévenol dans le grand escalier de Versailles. De son côté, Saint-Simon va jusqu'à prétendre que Cavalier ne vit jamais Louis XIV. M. de Guichen croit pouvoir affirmer que le Roi donna réellement audience à Cavalier. Le récit de cette entrevue, raconté par le chef des Camisards dans ses

Mémoires, est, d'après l'auteur, pleinement corroboré par deux lettres de la duchesse d'Orléans, l'une du 20 septembre 1704, la seconde du 10 juin 1706.

Dans la bibliographie qui termine l'ouvrage, nous avons été surpris de ne pas rencontrer : *Le Fanatisme renouvelé* du P. Louvreuil, la *Relation historique de la Révolte des Fanatiques ou des Camisards*, par C. J. de La Baume, *La Révolte des Camisards*, par A. Legrelle, et enfin l'incomparable *Histoire de la Ville de Nîmes*, par Ménard. La documentation de l'auteur est surtout protestante. Le chapitre relatif à Jean Cavalier et les quatre autres sont écrits d'une plume alerte et se lisent avec le plus vif intérêt.

A. D.

★
★ ★

CORDEY (Jean). — **Inventaire des archives des ducs de Crillon, conservées chez M. le Marquis de Grammont**, publié par Jean Cordey, archiviste-paléographe, attaché à la Bibliothèque Nationale. — Paris, H. Champion, 1903, grand in-8°, IX — 309 pages.

En dehors des dépôts de l'Etat, des départements ou des communes, il existe en France un grand nombre d'archives privées qui contiennent une foule de renseignements intéressants pour l'histoire de notre pays, mais qui malheureusement sont à peu près inaccessibles, soit parce qu'elles sont mal connues, soit parce que l'esprit défiant de leurs possesseurs se refuse à les livrer à la curiosité indiscrete des érudits. Aujourd'hui cependant un mouvement qui tend à se généraliser de plus en plus, consiste à faire connaître aux historiens les richesses des dépôts d'archives particulières. Plusieurs inventaires ont été publiés dans ce but, et le dernier nous intéresse tout spécialement puisqu'il concerne une famille longtemps établie dans notre pays et qui a joué un rôle éminent dans l'histoire d'Avignon et du Comtat et aussi dans l'histoire de France. Je veux parler de la famille de Crillon. Un ancien élève de l'Ecole des Chartes, M. Jean Cordey, vient de publier, en effet, un *Inventaire des Archives des ducs de Crillon, conservées chez M. le Marquis de Grammont*.

La famille de Crillon s'étant éteinte en 1870 en la personne de Marie-Gérard, duc de Crillon et de Mahon, les archives de cette maison se trouvent démembrées en deux fonds principaux, l'un qui est la propriété du Marquis de Grammont, l'autre qui appartient au duc de Polignac. En outre, un assez grand nombre de documents intéressant les Crillon sont conservés au Musée Calvet et aux Archives départementales de Vaucluse.

« Le fonds de Grammont n'embrasse guère que l'époque moderne, du ^{xvi}^e au ^{xix}^e siècle. Les titres de propriété y tiennent une place restreinte, la correspondance, au contraire, y joue un rôle capital, non seulement par le nombre de lettres qu'on y trouve, mais aussi par l'intérêt qu'elles présentent. »

Bien que plusieurs Crillon aient été viguiers ou consuls de notre ville, et que l'un d'eux ait rempli les importantes fonctions d'Elu de la noblesse du Comtat, les documents qui concernent notre pays y sont rares. Par contre, cette correspondance restée jusqu'ici inédite, traite souvent de questions fort importantes pour l'histoire de France. « Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que la famille de Crillon ait été en rapport avec les personnages les plus en vue des règnes de Henri IV, de Louis XIV et de Louis XV. »

Parmi ces lettres, nous devons mentionner spécialement celles du brave Crillon, écrites à Avignon en 1604 et 1605. Le glorieux soldat, plus que sexagénaire, couvert d'infirmités et de blessures contractées au service du roi, était venu prendre un repos bien gagné, dans la ville où il avait passé sa jeunesse. La plupart de ses lettres ont trait aux réclamations que le brave Crillon adressait au Conseil du roi pour être payé de 46,644 livres qui lui étaient dues pour ses appointements de capitaine, de lieutenant-colonel et de maître de camp, de 1589 à 1594, y compris l'entretien des troupes placées sous ses ordres. En outre, il s'était ruiné au service du roi. Ainsi en 1604, il écrivait à son cousin, le capitaine de Berton : « Je te jure, mon ami, que j'ai despendeu, durant que j'ai eu ceste charge, plus de quatre cens mille frans plus que mes etats ni les moyens du Roi ne m'ont porté. C'est la sueur de mes labeurs. » Néanmoins, bien que « plein de coups sur tous les mem-

bres et ruyné de moyens », il ajoutait que si Dieu lui « donet encore de la disposition », il ne manquerait pas « de courage ni de sens pour continuer le très humble service » qu'il avait voué au roi.

En dehors des lettres du brave Crillon, il faut signaler dans le recueil que nous analysons quelques lettres de Henri IV, du connétable de Montmorency annonçant à Crillon l'assassinat du roi, du duc de Guise qui prévient Crillon de son prochain passage à Avignon et exprime le plaisir qu'il aura à lui rendre visite, celles de l'archevêque de Narbonne, Jean-Louis de Berton de Crillon, fort intéressantes pour l'histoire des Etats du Languedoc, dont il était le président-né. On remarquera également les lettres que recevait Louis III de Crillon de son neveu de Montmeyran, lettres qui contiennent des détails très circonstanciés sur divers épisodes de la Fronde. Non moins curieuses sont les lettres inédites des « Mancines », les illustres nièces de Mazarin, du duc de Nevers, du cardinal Chigi et du duc de Lorraine. Cette correspondance nous renseigne abondamment sur l'équipée romanesque de Marie et d'Hortense Mancini.

Le recueil des lettres adressées au duc de Crillon-Mahon, gouverneur de la province de Guipuzcoa et commandant la place forte de Saint-Sébastien en 1808, sera consulté avec fruit par ceux qui voudront écrire l'histoire de l'occupation française en Espagne.

En dehors des dossiers consacrés aux différents chefs et aux principaux membres de la famille de Crillon, on a formé un recueil des documents divers intéressant les familles alliées. J'y note une amusante lettre adressée à la Comtesse de Brancas en Avignon en réponse à une d'elle qu'on n'a pas comprise : « Votre lettre, lui dit-on, est un chef-d'œuvre d'éloquence ; il faut avoir bien de l'esprit pour avoir écrit deux grandes pages et demie pour ne rien dire ».

Ainsi que je l'ai déjà exposé, les amateurs d'histoire locale ne trouveront pas dans ce recueil des documents bien nombreux se rapportant à leurs études. Cependant il faut signaler plusieurs lettres des consuls d'Avignon aux marquis ou aux ducs de Crillon les priant d'intervenir auprès de la

Cour de France pour défendre les intérêts de la cité, notamment en ce qui concerne le privilège de régnicoles accordé aux habitants, l'exemption de la foraine, la guerre des tarifs douaniers destinés à empêcher l'exportation de nos produits agricoles ou manufacturés, enfin la suppression de la culture du tabac et de la fabrication des indiennes qui consumma la ruine de nos industries locales pour le seul profit des fermiers généraux. Les Crillon, se souvenant qu'ils étaient avignonnais, mirent au service de leurs compatriotes l'influence qu'ils avaient su acquérir à la Cour et à plusieurs reprises, ils rendirent de grands services à notre ville.

Enfin je dois mentionner un petit dossier concernant le collège Saint-Nicolas d'Annecy à Avignon. On sait que ce collège avait été fondé en 1424 par le cardinal Jean de Brogny pour l'éducation des sujets du duc de Savoie. A partir de 1665, cet établissement fut placé par le duc Charles-Emmanuel II de Savoie, sous la protection spéciale de Joseph-François de Berton, marquis de Crillon, et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les différents chefs de la famille continuèrent à remplir ce rôle honorable. C'est ce qui explique la présence dans les archives de Grammont de nombreuses lettres des ducs de Savoie, écrites aux marquis de Crillon et concernant l'administration et le régime intérieur du collège d'Annecy.

La courte analyse que je viens de donner des divers éléments qui composent le fond de Crillon, conservé chez le Marquis de Grammont, suffiront sans doute à montrer tout l'intérêt de l'inventaire publié par notre confrère. J'ajouterai que la rédaction en a été faite de façon méthodique, claire et précise. De plus, ce remarquable ouvrage est terminé par une bonne table alphabétique qui en facilitera singulièrement la consultation.

J. GIRARD.

CHRONIQUE

Historique et Littéraire

Les Fresques du Palais des Papes. — Le 11 février dernier, le docteur Pansier, dont on connaît les nombreux travaux historiques sur le vieil Avignon, a fait à l'Union Vauclusienne, une fort intéressante conférence : **Une excursion dans Avignon au Moyen Age.** — Il l'a terminée par un appel au respect de nos monuments et de nos œuvres d'art par les démolisseurs et par les restaurateurs :

« Les vieux monuments ont deux ennemis : les démolisseurs et les restaurateurs. Les démolisseurs, nous les avons vus à l'œuvre, il y a quelques années ; les restaurateurs débutent à peine. Il y avait, dans le Palais des Papes, une petite salle où restaient des traces de peintures moyenâgeuses ensevelies sous le badigeon, avec çà et là, quelques devises, telles que celle des Crillon, qui transparaissaient sous la couche de chaux. Le restaurateur est arrivé. C'est un peintre de grand talent et au mérite duquel je suis le premier à rendre hommage. Mais, hélas ! au lieu de se contenter de débarrasser la vieille peinture des couches qui l'obnubilaient et de faire réapparaître ce que cachait la chaux, il a voulu réparer les dégâts qu'avaient fait les injures du temps ; et actuellement, nous cherchons vainement les traces des anciennes peintures et des anciennes inscriptions. Disparues et remplacées par des fresques, merveilleuses comme imitation de l'antique, mais ce n'est plus de l'antique, c'est du **xx^e** siècle ; c'est du toc, c'est à l'art médiéval ce qu'est la tiare de Saitapharnès à l'art assyrien. Et dire qu'il y avait à côté tant de salles aux

murs nus que l'artiste aurait pu décorer somptueusement en y faisant briller la virtuosité de son talent. O fatalité ! diraient les Grecs. Et je terminerai en exprimant ce vœu : Dieu garde nos monuments antiques des démolisseurs et des restaurateurs ! »

D'autre part l'éminent critique A. Hallays s'exprime ainsi à propos des mêmes restaurations : « J'ai déjà parlé, à plusieurs reprises, des fresques retrouvées, il y a trois ans, dans une des salles du palais. Une discussion s'était tout de suite élevée sur la date de cette décoration. Les uns la prétendaient contemporaine du séjour des Papes, les autres disaient qu'elle présentait le style et le caractère des peintures du xv^e siècle. Maintenant la controverse est close : la décoration est du vingtième, authentiquement du vingtième siècle.....

J'avais examiné ces peintures à deux reprises avant la venue de M. Yperman. Je viens de les revoir : elles sont méconnaissables. Ici des couleurs ont été avivées, là, des traits accentués ; les fonds de verdure sur lesquels se détachent les personnages ont été complètement repeints et des inscriptions ont disparu.

Décidément il faut nous résigner à laisser les œuvres du passé mourir de leur belle mort. Le temps leur est moins funeste que le médecin ».



Musée Calvet d'Avignon. — Parmi les objets d'art ou de curiosité dernièrement acquis par le Musée Calvet, il faut signaler :

1^o) Une médaille en l'honneur du vice-légat Joseph Ferrier, en bronze coulé, portant la date de 1609.

A). Légende dans un cercle.

IOSEPH FERRERIVS. VICELEG AVENION. A D.
MDC. IX.

Buste de profil à droite.

R). Légende dans un cercle.

+ ROMA. DABIT. VONDAM. QVAS. DAT. AVEN. CLAVES.

Panorama de la Cité.

Au recto, le diamètre du cercle est de 44 mm. ; au verso, il est de 46 mm. Le diamètre, hors marges, est de 58 mm. d'un côté comme de l'autre.

Cette rare médaille, dont le cabinet de Marseille possède un exemplaire, a été l'objet d'une note de M. Reynard-Lespinasse, dans son *Armorial historique du diocèse et de l'Etat d'Avignon* (*Mémoires de la Société Française d'Archéologie*, 1874 ; tir. à part, Paris, 1874, gr. in-4°, p. 185). Cet auteur pense que notre médaille « qui ne présente aucun caractère relatif à un événement particulier, se rapportant à l'administration de Joseph Ferrier » a pu « être frappée au moment où il quitta le gouvernement de la ville, par les Avignonnais reconnaissants de sa bonne administration. »

Quoiqu'il en soit, cette médaille est surtout intéressante par la vue d'Avignon qu'elle porte au revers. Cette vue a été prise de l'autre côté du Rhône. Le fleuve se trouve au premier plan ; on distingue à gauche les deux premières arches du pont (plus la chapelle de Saint-Bénézet), le Châtelet, le Petit Palais, le Rocher des Doms. Les remparts et les maisons des premiers plans, parmi lesquelles on remarque l'Eglise de la Madeleine, en long, cachent en partie la Cathédrale et le Palais des Papes. Cependant on aperçoit très nettement le porche de Notre-Dame et le clocher qui comprend alors deux étages seulement. Derrière le clocher et à gauche, apparaissent les créneaux de la tour de Trouillas ; la tour Campanie est surmontée d'une toiture très élevée, terminée par une longue flèche. Sur la façade principale, on distingue les deux tourelles qui surmontaient jadis la porte d'entrée ; on reconnaît également la tour des Anges, grâce au Châtelet fortifié qui la surmonte, la façade de l'aile du Consistoire, le grand contre-fort de la rue Peyrolierie, et derrière, la tour Saint-Laurent. Entre le Palais et la tour de l'Hôtel-de-Ville qui termine à droite le panorama, se profile dans le lointain la flèche du clocher de Saint-Pierre.

2° *Un Calice et sa patène*, en vermeil repoussé à la main et ciselé, commencement du xvii^e siècle.

La base de ce calice est composée : 1° d'une bande de feuilles d'acanthés ; 2° d'un rang de perles ; 3° de trois sujets empruntés à la *Passion du Christ* : La Cène, Jésus au Jardin des Oliviers et le Calvaire. En dessus, un balustre comprenant plusieurs rangs de perles, et sur la panse, trois médaillons encadrés d'une couronne et représentant saint Jérôme, saint Augustin et saint Grégoire-le-Grand. Sur la coupe sont représentés : La Flagellation, le Couronnement d'épines, et le Jugement de Ponce-Pilate.

Au centre de la patène, un médaillon avec encadrement représentant Jésus au milieu des apôtres et saint Thomas touchant les plaies du Seigneur.

D'après une tradition orale, ce calice, qui en dernier lieu appartenait au chanoine Correnson, serait l'œuvre d'un artiste avignonnais et aurait servi à César de Bus, fondateur de la congrégation de la Doctrine chrétienne.

Hauteur totale : 0,300 ; Diam. de la base : 0,180 mill. ; Profondeur de la coupe : 0,093 ; diam. 0,096. Diamètre de la patène : 0,178.

3° Divers objets d'art d'artistes modernes, parmi lesquels nous devons citer :

Six splendides lithographies de notre éminent compatriote, M. Paul Maurou ;

La Source de Vaucluse, tableau de M. Jules Flour ;

L'intérieur de la cour d'honneur du Musée Calvet, aquarelle du regretté Gabriel Bourges (don de M. A. Palun) ;

Le projet et les dessins grandeur d'exécution de la porte d'entrée du Musée, donnés par l'auteur, le maître ferronnier d'art, M. Noël Biret.

J. G.

— Les travaux de déblaiement et de restauration des salles du Palais des Papes se continuent. La restauration des fresques est achevée ainsi que plusieurs fenêtres de la chapelle inférieure.

Un arrêté du maire d'Avignon a fixé, à partir du 1^{er} janvier, à 0 fr. 50 c. par personne, le droit d'entrée dans ce monument.

— La Société Française d'Archéologie doit tenir plusieurs séances à Avignon, à Arles et aux environs, au mois

de mai prochain. Nous ferons connaître le programme des travaux de cette société lorsqu'il nous aura été adressé.

— Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, a classé, sur la proposition du Comité départemental de Vaucluse, par un arrêté du 5 décembre dernier, un grand nombre d'œuvres d'art se trouvant dans les églises d'Apt, d'Avignon, de Carpentras, de Cavaillon, l'Isle, Le Thor, Pertuis, etc.

— Des travaux de réparation et de restauration sont entrepris en ce moment, par les soins des Monuments historiques, à l'église de Vaucluse.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

La Revue du Midi cruellement éprouvée déjà par la mort de M. Adolphe Pièyre, secrétaire de sa rédaction, vient de perdre un de ses anciens directeurs le Marquis Léonce de Curières de Castelnau, député de l'Aveyron.

A la mémoire de cet homme de bien qui n'avait laissé à Nîmes que des amis, nous adressons le témoignage ému de nos regrets. Partout où M. de Castelnau avait marqué la trace de son activité, il y avait montré des qualités de cœur et de courtoisie égales à celles de son intelligence. Il était de ceux qui ne peuvent passer inaperçus, si humble que soit la tâche à laquelle ils consacrent quelques instants. Ici dans cette maison bien modeste où il n'avait fait qu'une trop courte apparition, son souvenir était demeuré vivant et respecté. Nous regrettons l'homme éminent enlevé en pleine activité ; nous pleurons l'ami dont la fidélité ne se démentait jamais

LA DIRECTION.

NOTES DE TOPOGRAPHIE AVIGNONAISE

Il est difficile à deux mille ans de distance de se représenter l'aspect physique d'un pays où l'action de la nature et des hommes s'est exercée plus que partout ailleurs. Traversée par deux grands fleuves, travailleurs et inconstants, le Rhône et la Durance, d'un relief si peu accusé que les eaux auraient tendance à croupir ou à divaguer, si l'écoulement n'en était pas assuré par des canaux creusés de main d'homme, parsemée de sources ou plutôt d'infiltrations des eaux provenant des bassins supérieurs, la plaine d'Avignon s'est souvent transformée. Il serait intéressant et même nécessaire, pour la solution des nombreux problèmes historiques qui se posent à l'occasion de l'histoire d'Avignon, d'essayer de reconstituer — dans ses grandes lignes — les états successifs par lesquels elle a passé et d'essayer, par le récit des transformations qu'elle a subies, de déterminer quel pouvait être son aspect avant l'arrivée des Romains dans nos pays.

A vrai dire, la tâche serait irréalisable s'il fallait se livrer à cette étude avec les seules indications des auteurs anciens. Mais étant donné l'état actuel du pays, on peut user d'une méthode qui me paraît légitime. Les Romains n'ont certainement modifié l'aspect de la contrée qu'à l'aide de grands travaux

d'assèchement et de drainage. Mais quand, à l'époque des invasions, les ouvrages qui avaient changé la face des environs d'Avignon eurent été détruits ou furent privés d'entretien, les canaux s'envasèrent, les conduites se bouchèrent, et les eaux reprenant leur cours naturel, la plaine d'Avignon redevint bientôt ce qu'elle était autrefois. Les eaux reconquirent le domaine d'où les Romains les avaient chassées et, du vi^e au x^e siècle, le pays dut présenter la plus complète ressemblance avec ce qu'il était aux temps préromains. De telle sorte que les documents de cette époque peuvent, par analogie, nous renseigner sur cette période éloignée. D'autre part, les textes du moyen-âge nous montreront que certains états du relief ont traversé de longues séries de siècles sans subir de changements et nous indiqueront à quelle époque il faut faire remonter certaines des transformations qui ont changé la physionomie de notre pays.

Je me bornerai aujourd'hui à l'étude du Rocher des Doms et du Rhône (1).

I. — LE ROCHER DES DOMS

Le Rocher des Doms, berceau de la ville primitive, est un îlot barrémien, baigné par le Rhône. Par son altitude — 59 m. au-dessus du niveau de la mer (2) — et son emplacement il constituait une position de premier ordre. Mais quelle en était la forme

(1) La Durance a fait l'objet d'une étude dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1907, p. 261 : *Les Confluents de la Durance aux temps historiques*.

(2) Altitude donnée par l'*Annuaire Administratif Historique et Statistique de Vaucluse*, année 1908, p. 160. — Le plan dressé en l'an IX par le capitaine Pampany, donne 56 mètres.

primitive ? Il est difficile de s'en faire actuellement une idée exacte. D'abord, les historiens avignonnais ont peu étudié jusqu'ici les questions de topographie antique ou médiévale (1) et de plus, outre la radicale transformation qui, dans le courant du xix^e siècle, en a fait un jardin anglais, le Rocher a été partiellement modifié dans le cours des siècles précédents. Il constituait une masse de pierre trop favorable à l'exploitation pour qu'on n'ait pas eu l'idée de l'utiliser. Au xiii^e siècle, des carrières s'ouvraient dans son flanc, à l'extrémité de la rue Bertrand (2) et alimentaient des fours à chaux, situés sur l'emplacement actuel du Bureau de Bienfaisance. Des documents du xv^e siècle (3) font mention de fours à chaux établis à ses pieds. Lors de la reconstruction partielle des remparts, en 1483, on en tira des pierres à bâtir et on y établit un de ces fours (4). Cette exploitation paraît avoir eu pour siège principal la partie orientale du Rocher, comprise entre la tour de Trouillas et le Rhône. Il semble bien au contraire qu'entre le Trouillas et la Tour Saint-Jean,

(1) Sauf Achard, qui a donné sur la topographie d'Avignon une étude assez courte dans le *Dictionnaire historique des rues et places publiques de la ville d'Avignon* (Avignon 1857, in-8°). Le Dr Pansier réunit des documents qui permettront de reconstituer dans ses détails la topographie ancienne d'Avignon.

(2) P. Achard, *Dictionnaire des Rues...*, p. 24.

(3) En 1448, les Consuls demandent la suppression du four à chaux de la Roche des Doms (Archives de la ville d'Avignon, *Délibération du Conseil*, t. II, f. 44. Communication du Dr Pansier). En 1462, délibération concernant les gardes des tours de Saint-Jean... et de la Roche à chaux des Doms. (*Délibération du Conseil*, III, f. 96. Ibid).

(4) En 1483, accord au sujet de la construction d'un four à chaux sous la Roche des Doms « a parte que respicit versus Banasteriam (Archives d'Avignon, *Notaires de la ville*, BB. 40, f. 51. Com. du Dr Pansier). — Même année, vente de pierres pour la reconstruction des remparts, « omnes et quoscumque lapides quos de peyreria rupis de donis extrahent hic ». (Archives d'Avignon, *Notaires de la ville*, BB. f. 63. Com. du Dr Pansier).

le Rocher était moins élevé et moins à pic et que sa physionomie ait moins été changée. En effet, au XII^e siècle, les dépendances du cloître descendaient sur l'emplacement de la Tour Trouillas et de la Manutention militaire, ce qui suppose une pente convenable permettant d'aller sans trop d'efforts de la plateforme de Notre-Dame-des Doms à ces diverses constructions. Quant à la partie actuellement à pic, elle est le résultat des entreprises de plusieurs siècles. Très certainement à l'époque romaine, cette partie a dû être exploitée. Déjà au XII^e siècle apparaissent de ce côté les escaliers aujourd'hui appelés de Sainte-Anne (1). Peut-être, et ceci est une hypothèse, avaient-ils été construits à l'époque mérovingienne lorsque la ville escalada le Rocher.

La partie méridionale du Rocher n'a pas subi moins de transformations. La construction de Notre-Dame des-Doms au XI^e siècle, du cloître, de l'église Saint-Etienne, n'ont pu s'effectuer qu'en apportant certaines modifications à cette portion du Rocher. Mais c'est surtout la construction du Palais des Papes qui a bouleversé sur ce point sa physionomie. Les textes publiés par le père Ehrle mentionnent sans cesse des travaux d'arasement et de creusement du roc et de transport de déblais (2). Au XVIII^e siècle,

(1) Duhamel. *Les Origines du Palais des Papes* (Congrès archéologique de 1882. Tirage à part, Tours 1882, in-8°), p. 49 : acte du 13 décembre 1316 « a choro ecclesie sancti Stephani usque ad caput Gradarii... » Cet escalier a pris le nom de la chapelle qui se trouvait à son extrémité. La chapelle de Sainte Anne n'était elle-même que l'ancienne église de Notre-Dame-du-Château. Cet escalier fut à diverses reprises restauré et rebâti et notamment en 1698 et en 1743.

(2) Fr. Ehrle, *Historia bibliothecae Romanorum Pontificum, tum Bonifatianæ, tum Avenionensis*. Rome, 1890, t. I, pp. 129-135 et 587-786. (Tirage à part sous le titre : *De Historia palatii Romanorum Pontificum Avenionensis*. Rome 1890, in-4°). Voyez les pages 604, 605, 607, 609, 610, 612, 615, 624, 625, 627, 637, 644, 646, etc., où il est question de « frangere rupem » ou « cavare rupem. »

du côté de la rue Peyrolierie, il recevait encore des modifications (1).

Quant à la partie occidentale, elle paraît ne pas avoir subi de grands changements, ou tout au moins nous ne les connaissons pas.

On ne peut évidemment se faire une idée de ce qu'était le Rocher à l'époque préromaine et romaine, mais avant 1316, il est possible de déterminer quel était son aspect. Il se composait de trois étages en terrasse. Le premier surplombait le Rhône. L'émence qui regardait vers la Porte Aurore était connue, au XIII^e siècle, sous le nom de rocher de Leulenègue (2). Au contraire, la partie qui dominait le fleuve du côté du Petit Palais et du Pont Saint-Bénézet, et sur lequel s'élevait avant le XIII^e siècle, le *Castrum*, était dite « *rupes Castri* », et plus tard (semble-t-il), la Martinenque (3) à cause de la chapelle de Saint-Martin, enclose dans l'enceinte du *Castrum*. Autour de ce château fort s'étendait un pâtu-

(1) La rue Peyrolierie était, au XIV^e siècle, droite. De la place Mirande, elle gravissait le Rocher par une pente raide, puis redescendait vers la place du Palais. La construction de la Tour Saint-Laurent l'obligea à contourner les constructions nouvelles. Pour adoucir les pentes, on entailla le Rocher d'environ 1 mètre à 1^m50. — En 1755, on donna l'adjudication de l'exploitation du Rocher jusqu'à ce qu'il fut au niveau de la place du Palais, puis la rue fut agrandie définitivement vers 1760. — Courtet (*Notice historique et archéologique sur Avignon* dans la *Revue Archéologique*, XI, 1855, p. 606) voyait dans cette coupure une des avenues ou des corridors pour monter aux temples qui décoraient, à l'époque romaine, la plateforme du Rhône. Et cela prouve que ce chapitre de topographie n'est peut-être pas inutile.

(2) De Maulde, *Coutumes et règlements de la république d'Avignon*, Paris 1879, in-8°. p. 284. *Inventaire de 1255* : « sub rupe de Leulenegue et pro rocatio quod est ibidem ». Pag. 285 : « sub-tus Leulenegue ». Ce rocher était dit aussi en 1332 le puy du Château ou encore « *rupes ecclesiæ Beatæ Mariæ de Castello* ». Arch. de Vaubl. (G. Chapitre Métropolitain 77, année 1347. Min. de Bertrand Laboratoris).

(3) Achard, Manuscrit de la Biblioth. d'Avignon, n° 1566, f° 154, année 1669 : Délibération de traiter avec un homme qui offre à la ville de fendre et rompre la Roche assise vers la Martinenque.

rage communal (1), qui, du côté ouest s'étendait jusqu'au Petit Palais et au cimetière de Saint-Bénézet, au sud, jusqu'à celui de Notre-Dame-des-Doms (2) et à l'église Notre Dame-du-Château (3).

Sur une plateforme d'une altitude inférieure et située au-dessous de la précédente, s'élevait Notre-Dame-des-Doms, et l'église Saint-Etienne, séparée de la première par le cimetière de Courtine, le cloître et les bâtiments du chapitre, le palais épiscopal, une aumônerie (4), etc. Un escalier, actuellement escalier de Sainte-Anne, mettait en communication cette plateforme avec la rue Banasterie (5). Un autre se trouvait

(1) De Maulde, pp. 258-259, *Inventaire de 1233* : Item habet [Commune Avinionis] patuum quod est juxta cimiterium de Benedicti usque ad rupem castri. Item, habet totum castrum et rupem et patuum castri cum pertinentiis suis usque ad domos que possidentur pro Hugone Bermundo et sicut protenditur usque ad stare Bertrandi Ugonis et usque ad cymiterium ecclesie Beate Marie et usque ad ecclesiam Beate Marie de Castro ». Voyez aussi de Maulde, *Coutumes...*, p. 259, *Inventaire de 1233* : « patuum quod est juxta cimiterium S. Benedicti usque ad rupem Castri. »

(2) Ce cimetière est signalé dans un acte du 2 juin 1206 : « In venerabili cimiterio ecclesie Beate Marie Avinionis requiescit ». (Archives de Vaucl. G. *Archev.*, 4, n° 2). C'est sans doute le même cimetière qui, en 1341, est appelé « Cimiterium de Cortina », au milieu duquel se trouvait la Capella Sancti Joannis... Duhamel, *Les Origines*, p. 72). » Je ne serais pas étonné cependant qu'ils fussent distincts.

(3) On trouve aussi le nom de « rupem ecclesie B. M. de Castello » (Arch. de Vaucl. G. *Chap. Métrop.* 77, Min. de B. Laboratoris, acte du 31 nov. 1317).

(4) Sur ces constructions voyez Labande, *L'église Notre-Dame-des-Doms d'Avignon, des origines au XIII^e siècle*. (Extrait du *Bulletin archéologique* 1906. Tirage à part Paris 1907), p. 6 et ssq et Duhamel, *Les Origines* .., p. 9 et ssq.

(5) Duhamel, *Les Origines du Palais*, p. 49, acte du 15 décembre 1316 « a choro ecclesie sancti Stephani usque ad caput Gradarii et inde per rectam lineam descendendo, usque ad portam de Trulhacio ». En 1203, l'acte par lequel le Comte de Toulouse concède des privilèges aux Avignonnais est passé en présence du peuple « in gradibus beate Marie versus Rhodanum ». (Labande, *Avignon au XIII^e siècle*, p. 391) Voyez aussi un acte de 1216 (de Maulde, p. 238), et un autre de 1356, où il est question d'une maison, paroisse Saint-Symphorien, « propre gradorium per quod ascendit ad ecclesiam N.-D. de Doms » (Arch. de Vaucl. G. *Saint-Pierre*, 4, f. 17).

du côté de la porte d'entrée de la Cathédrale (1). Venait ensuite la troisième terrasse avec des vergers, des maisons particulières (2) et des rues (3) qui s'étendaient jusqu'aux derniers contreforts du Rocher. C'est sur cet espace que s'éleva, après 1316, le Palais des Papes. Si les deux premières terrasses furent peu modifiées à ce moment, l'aspect de ce troisième plan fut changé totalement.

Il faut ajouter que sur les flancs du Rocher s'ouvrait une grotte qui à l'époque moderne portait le nom de grotte des Masques et qui paraît être la « balma de Castello » signalée dans l'Inventaire de 1255 (4) et fermée aujourd'hui (5). Une autre, comblée par les alluvions, fut mise à jour en 1883, entre la Tour Trouillas et l'escalier de Sainte-Anne (6). Quant à celle que quelques historiens signalent dans l'ancienne chapelle de Sainte Marthe sur

(1) La mention de « versus Rhodanum » semble indiquer qu'il existait un autre escalier, du côté opposé à celui de la Banasterie, devant l'entrée de la Métropole et qui est dit dans un acte de 1251 « in gradibus ecclesie beate Marie » tout court (Maulde, p. 272, et Labande, p. 355). Et en effet, nous trouvons en 1273 « in gradibus ante valvas ecclesie beate Marie de Doms (Arch. de Vaucl. G. Arch., 113, f° 18.)

(2) Voyez les actes de vente publiés par Duhamel, *Les Origines...*, page 53. pièces V à XV.

(3) Nous connaissons la *traversia Raynoardorum* (Ibid., p. 56 et 57) et la *carriera Raynoardorum juxta carreriam publicam dicti loci* (p. 58). Au début du xv^e siècle, une autre rue, la *carriera beate Marie* montait à Notre-Dame-des-Doms, en passant devant la porte d'entrée des Archives actuelles. (Ehrle, p. 607; *carriera beate Marie de Doms*, p. 614, voyez aussi p. 624). — Une autre allait du château à la porte Ayguière, « cum carriera publica qua itur a castro predicto versus portam aqueriam » (Duhamel, *Les Origines*, p. 73, février 1341.)

(4) De Maulde, p. 284, *Inventaire de 1255* : « quod est sub balma de Castello. »

(5) Le mur du Rempart qui ferme le trou des Masques, fut construit en 1713. (Achard, ms. 4566, f° 138.)

(6) Sagnier, *Les Fouilles faites au voisinage de la Tour de Trouillas*, Avignon 1884, in 8°, p. 4, note 1.

la deuxième plateforme, elle n'a jamais existé. Cette grotte où sainte Marthe aurait habité, n'était devenue grotte que par l'adjonction d'un toit. C'est le mot *crotta* qui a produit cette erreur ; on l'a traduit par grotte, alors qu'il désigne seulement un appartement voûté (1). La *crotta* qui servait de chapelle de Sainte-Marthe, n'était pas la seule en cet endroit. Sur la partie Nord de la Métropole, une *crotta* renfermait la sacristie au début du xiv^e siècle (2).

Jusque où s'étendait la partie rocheuse de ce massif ? Je n'ai sur ce point que de vagues indications par suite du défaut de renseignements. Le sous-sol du Petit Séminaire actuel et de la place du Palais sont constitués par le roc. Dans la rue Racine, sur l'emplacement de la maison Blachère, liquoriste, des fouilles (3) ont montré les cailloux roulés du Rhône à 1,50 au-dessous du niveau de la rue Racine en pente en cet endroit, ce qui correspond à environ 2,50 sous le sol de la place de l'Horloge. A quelques mètres de là, sur l'emplacement du théâtre actuel, à 3^m environ de profondeur, on avait rencontré le même sol alluvionnaire (4). Tout à fait à l'opposé, en creusant les fondations de la Manutention, on put constater que la Tour du Trouillas repo-

(1) Sur cette question, voyez mon étude sur *Les Origines de l'église d'Avignon* dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* 1908, p. 395.

(2) Duhamel : *Les Origines*, p. 48, Délibération capitulaire pour agrandir l'église Notre-Dame-des-Doms, 13 mars 1315 : « a parte sacristie quantum protenditur crotta una in qua sacrista cameram facere consuevit ».

(3) J'ai suivi ces fouilles et en ai levé un croquis. Sauf quelques morceaux de marbres insignifiants, rien n'appartient à l'époque romaine.

(4) V. Guérin, *Panorama d'Avignon, de Vaucluse...*, 1829, in-8°, page 47.

sait en partie tout au moins sur les alluvions (1). Enfin, les rochers qu'à plusieurs reprises on a fait sauter dans le Petit Rhône à peu près en face de la Porte de la Ligne, montrent que les ramifications du Rocher s'étendaient dans le lit du fleuve.

Avant de clore ces quelques observations sur le Rocher, il me reste à dire un mot du nom même qu'il porte. Quelques historiens ont voulu voir dans le mot Doms la forme celtique *dunum*. Il y a là une erreur manifeste. M. Duhamel a démontré par des textes que Doms, était extrait de Domus, terme qui désignait fréquemment au moyen-âge, l'église principale (2).

Je ne m'appesantirai pas davantage sur la topographie du Rocher dont l'importance s'affirma surtout aux temps préromains et postromains. Car la ville romaine, contrairement à ce que l'on a cru jusqu'ici, s'étalait non pas sur le Rocher, mais dans la plaine qui s'étend à ses pieds.

II. -- LE RHÔNE

Pour étudier les diverses variations subies dans la suite des temps par le cours du Rhône, à travers la région d'Avignon, il faudrait un volume. Le mieux est de se borner à un examen un peu bref, mais suffisant pour montrer que le fleuve s'est déplacé autour d'Avignon et de quelle façon s'est fait ce

(1) Sagnier, *Les fouilles...* p. 4.

(2) L. Duhamel, *De l'origine du mot Doms*, Avignon 1883, in-8° pages 24 et 25. En 1085 (et non 1005), « dederant Deo et Sanctæ Mariæ de Domo et canonicis de clauastro » ; en 1160, « Sanctæ Mariæ de Domo » ; en 1206 : « Prepositus ecclesiæ sancta Mariæ de Domo ». — L'étymologie qui fait venir Doms de dominus trouve aussi des partisans.

changement et pour savoir si les îles qui existent aujourd'hui dans son lit s'y trouvaient jadis.

Le plus ancien texte concernant le fleuve dans la plaine avignonnaise est fourni par Grégoire de Tours (1). Cet historien prétend que le Rhône entourait la ville, sauf sur une petite partie. Malgré l'évidente exagération de cette description, il faut admettre que la ville était plus complètement ceinturée qu'aujourd'hui. Du côté de la porte Aurose, le Rhône venait battre l'extrémité N.-E. du rocher et devait former une sorte de poche sur l'emplacement de l'église actuelle des Pénitents de la Miséricorde.

Ce qui permet de le supposer, c'est que lors de sa construction en 1229 (2), on fit aboutir à ce point un canal dérivé de la Durance. D'autre part, en 1186 (3), il y avait déjà en cet endroit un moulin, propriété des religieuses de Saint-Laurent. Des actes du xiv^e et du xv^e siècle indiquent, entre l'ancienne porte Aurose et le rempart actuel, des vergers et des jardins (4). Enfin la présence dans le lit du fleuve des rochers de la Gardette devait pousser une partie des eaux dans cette direction (5).

(1) Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, IV, 26 (éd. des *Monumenta Germaniae historica*) « ut quia pars parva resedebat »

(2) *Collectio chartarum*, ms. de la Bibl. d'Avig. n° 2399, fr 155

(3) Ibid., n° 2399, fr 145.

(4) Il y avait là, hors de la porte Aurose, l'hospice de N.-D. de Fenouillet. M. Duhamel, dans une étude sur cette chapelle (non encore parue), estime que Fenolhetum vient de Foins.

(5) Commin, (*Origine d'Avignon* ms. de la Bibl. d'Avignon, n° 2803 fr 3,) raconte qu'en 1759, on fit sauter une partie du rocher qui paraissait dans le lit du Petit Rhône près de la Gardette.

Le dégagement du Petit Rhône ne fut pas complet, puisqu'il y a une trentaine d'années, on fit encore sauter, le rocher. Ce rocher était au milieu du bras, à peu près en face de la porte de La Ligne, et gênait la navigation aux basses eaux. Un gros fragment de bloc provenant de ce récif est resté longtemps près la porte de La Ligne. Le nom de Gardette vient d'une ferme située

Puis les eaux baignaient complètement le pied du Rocher. Suarès (1) prétend qu'en 1226 on ne pouvait passer que trois hommes de front sur le chemin qui longe le fleuve. D'ailleurs il est évident que lors de la construction du Pont-Saint-Bénézet au XII^e siècle l'eau coulait sous la première arche où passe aujourd'hui la route.

Le fleuve tournait ensuite plus brusquement qu'aujourd'hui vers le S.-O. Il passait (ou un de ses bras), sur le quartier actuel des rues Grande-Fusterie, et Limas, c'est-à-dire sur la partie qui se trouve de nos jours entre la rue Joseph-Vernet et les remparts actuels. De cela nous en avons des preuves nombreuses. C'est d'abord l'absence totale de tout vestige de construction et de tout objet antiques dans cette partie de la ville. C'est ensuite une charte de 907 (2) mentionnant une île sous Avignon, entre le Rhône et la Sorgue. S'agit-il, comme on le dit, de l'emplacement où s'éleva plus tard le couvent des Dominicains, entre la rue Joseph-Vernet et les allées de l'Oulle, (3) ou ne serait-ce pas plutôt le terrain qui constitua (4) plus tard la *Vinea episcopalis*? (5) Des actes de 1316 et de 1365 font mention l'un, de la rue

dans l'île de la Barthelasse, un peu au-dessus de l'embarcadère actuel du Bac. La berge du fleuve sur laquelle elle était bâtie, formait à cette époque un coude avançant dans le fleuve. Elle disparut lorsque ce coude fut supprimé et les rives redressées.

(1) Extrait de Suarès (d'après un document de la collection Perrot d'Avignon).

(2) Précepte de Louis empereur (Arch. de Vaucl. G. *Archevêché* 6, f^o 5) : « quendam insulam subtus Avinione sitam, que determinatur ex una parte Rodano discurrente, ex altera Sorgilione adque Vedrerias ».

(3) D'après Achard, le couvent des Dominicains avait été fondé en 1224 dans une île achetée à la commune d'Avignon.

(4) Achard, ms. 1566, f^o 96.

(5) Achard, *Diction. des Rues*, p. 92.

du Limas sous la forme caractéristique de *Limacius Rhodani*, l'autre, du *portus Rhodani vocati des Limas* (1). Valadier assure, sans que je sache d'où il tient ce renseignement, qu'en 1356 (2) les ambassadeurs envoyés par l'empereur de Constantinople à Innocent III, débarquèrent près de Notre-Dame des Miracles qui est à l'intérieur des remparts à la porte St-Roch.

Depuis la Pont Saint-Bénézet jusqu'à Champfleury et au delà, la partie d'Avignon située entre la rue Joseph-Vernet actuelle et le Rhône, était occupée par des terrains vagues, bancs de graviers ou sorte « d'iscles ». L'un de ces bancs, en 1232 (3) s'étendait de la porte Ferruce (près du Pont), au portail Briançon (en face la rue Annanelle). En 1243, on procéda à son nivellement. (4). Il semble bien que ce *stellum* n'eût rien de commun avec un autre, dit *stellum inferius*, situé plus bas à la Porte-Evêque (5).

(1) Au XIV^e siècle, le *Limas* servait aux scieurs de bois. (Arch. d'Avig. G. G. 590 f^o 24, an. 1354 : « Platea Limacli... usque ad rippam Rhodani in qua platea serratur seu scinditur fusta. » Com. d^r Pansier).

(2) Valladier, ms., de la Bibl. d'Avig. n^o 39, f^o 2321. — Baluze. *Vitæ paparum. I. Secunda vita Innocentii VI*, p. 347 : « Eodem anno (1356) infra octavas Pentecostes nuntii Imperatoris Constantinopolitani cum parva galea applicantes juxta ecclesiam beatæ Marie de Miraculis Avinionensis... ».

(3) « In loco quid dicitur stellum prope portale novum Pertusi ». C'est peut-être le *stellum* qui est dit : juxta ortum Templi, dans un acte de 1297, kal de mars. (Arch. de Vaubl. *Ste-Catherine*, 86). Le mot *stellum* signifie lieu environné de pieux (Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, éd Henschel. T. VI p. 369) mais il aussi le sens de banc de gravier, écueil, récif, et par là se rapproche du provençal « estèu » (Mistral, *Trésor dou Félibrige*, t. I. p. 1059). Le contexte des actes que nous citons indique que c'est le sens qui convient ici.

(4) « Rectores faciant equari stellum a portale Pertusii usque ad portale Briantionis. » (de Maulde, *Coutumes*, p. 170).

(5) Arch. de Vaubl. G. *Archev.* 117 f^o 58, an. 1366 : « scitus ad portale Episcopi sive ad stellum inferius inter muros antiquos et muros novos. » même année : « locus vulgariter antiquitus appellato ad stellum inferius sive ad portale Episcopi juxta et prope muros (Ibid. f. 35).

A l'ouest de celui-ci se trouvait le *stellum superius* (1) où fut bâtie la chapelle de N. D. des Miracles.

D'autre part certaines dénominations de rues sont caractéristiques. Je ne parle pas de la rue Limas dont le nom est typique, mais celui de Fusterie donné, dès le XII^e siècle, à trois rues de ces quartiers (Grande, Moyenne et Petite Fusterie) indique que c'était là le port au bois et peut-être même le port tout court : fuste signifiant aussi bien barque que bois de construction. Ajoutons encore le nom de rue d'Entr'eaux (2) donné à la partie du Rempart du Rhône la plus proche de la porte de l'Oulle. Son nom devait lui venir de ce qu'elle avait été jadis une île ou une presqu'île. En 1421 (3), au-dessous de la porte de Limas (l'Oulle), se trouvait une île confrontant du levant les fossés de la ville et un petit bras du Rhône, du couchant la grande branche.

Il résulte de tous ces documents que le Rhône coulait plus à l'est, c'est-à-dire sur les quartiers actuels des rues Limas, Plaisance, place Crillon, Grande-Fusterie. Il jetait un bras sur la rue Joseph-Vernet jusqu'au portail Briançon pour s'écouler en coupant les rues Annanelle, Porte-Evêque, Velouterie et la porte Saint Roch. (4) Mais nécessairement cette partie de son cours était destinée à être colmatée. En effet derrière le Rocher, sur l'emplacement actuel des

(1) En 1303, « ad stellum superius prope campum floridi. (Arch. Vaubl. G. *Archev.* 432, f. 93). En 1331 « in loco vocato l'estel juxta capellam de Miraculo. » Ibid G. *St-Agricol* 4.1). En 1366, « ad stellum superius sive ad portum Pereriorum prope ecclesiam beate Marie de Miraculis. (Ibid. G. *Archev.* 417, f. 34. Com. du d^r Pansier).

(2) Achard, *Rues*, p. 170.

(3) Achard, ms. 1566, fr 96, d'après le *Livre de la Commanderie de Malte*.

(4) Cela résulte de la position de la *Vinea Vispalis* combinée avec les expressions de l'acte de 907.

cours du Petit Séminaire et de l'ancien hôpital du Pont, les eaux formaient un remous où venaient tourbillonner et se déposer toutes les immondices. D'ailleurs les habitants d'Avignon, par des constructions de digues et de pallières poussaient le Rhône à se replier vers l'ouest. La publication des pièces du Procès du Rhône permettrait de suivre pas à pas les efforts des Avignonnais pour se garer des eaux. Je me borne à signaler en 1432 (1), en 1506 (2), en 1558 (3), en 1613 (4), les tentatives de construction ou les constructions de pallières aux environs du Rocher des Doms.

Il serait peut-être plus vrai de dire que le lit du Rhône s'est retréci. En effet des documents nous montrent des bras du fleuve aujourd'hui disparus et des îles aujourd'hui rattachées au rivage. La construction de digues sur ses rives et d'ouvrages régularisateurs dans le lit même, ont eu pour résultat un rétrécissement du lit du fleuve et un affouillement de son fond. A l'époque antique, d'une part par suite des conditions d'un régime hydrographique un peu différent du nôtre et par suite de la latitude laissée aux eaux de s'étaler, le fleuve plus abondant s'éten-

(1) Dans le procès du Rhône, f° 105, il est fait mention de pallières et munitlons faites par le vice-légat Julien du Roure.

(2) Falque. *Le Procès du Rhône et les contestations sur la propriété d'Avignon*, (Paris-Avignon 1908, in-8°) p. 41., signale en 1485 la construction d'une pallière à la tête de l'isle de La Flèche pour détourner le cours d'une brassière passant entre le terroir de la dite ville et la dite isle. Et aussi en 1432 (p. 138) : « palleria nova existans subtus portale aquerie ».

(3) Achard, ms. 1566 f° 150. En 1558, vote de 100 liv. pour la pallière faite sous la Roche des Doms, et en 1559, vote d'une nouvelle somme pour la continuer.

(4) En 1613, construction d'un quai à degrés dans le Rhône depuis le couvent de l'hôpital de St-Benoit, jusqu'à la première pallière et éperon qui est le plus proche de la porte du Rhône, allant en bas selon le cours de l'eau (Achard, ms. 1566, f° 50).

dait, se divisait en bras, formait des îles et le courant principal allait tantôt à l'ouest tantôt vers l'est.

De cette inconstance nous en avons la preuve dans le terrier de 1366 (1), où les changements du courant principal sont nettement décrits. D'ailleurs l'étude des îles qui sont mentionnées dans la région d'Avignon montre la largeur qu'avait le Rhône avant les ouvrages construits au XIX^e siècle.

On a cru que l'île de la Bartelasse était de formation ancienne et on la cite volontiers à propos du passage d'Hannibal. Or cette île est en réalité récente ; elle a été formée par la soudure d'une grande quantité d'îles, d'ilots, de bancs. J'ai déjà cité l'île située au-dessous d'Avignon, mentionnée dans le document de 907. Il faut ajouter celle dont il est question dans la Vie de Saint-Mayeul de Cluny et qui était située « sub ipso castello (2). »

Des textes de 986 (3), 1005 (4), 1033 (5), de 1041 (6), de 1088 (7), 1096 (8), 1263 (9), etc., relatent une île de

(1) Arch. dép. de Vaubl. G. Arch. 10. Terrier de 1366, f. 81.

(2) *Acta Sanctorum*, Mai II, p. 662.

(3) Polycarpe de la Rivière, *Annales Christianissimæ ecclesiæ et coronæ Francorum I. Provincia Avenionensis...* Ms de la Bibl de Carpentras, numéros 515 et 516, t. I, p. 594. Copie correcte sans aucune des ratures qui décorent habituellement ses actes faux.

(4) Nouguiér, *Histoire de l'église d'Avignon*. Avignon, 1660, in-8 p. 37 : « insula Mayranica cum ipsa villa et cum ipsius territorio quod pertinet ad ipsam villam, cum pratis, cum insulis, cum campis... »

(5) Arch. de Vaubl. G. Chap. Métrop. 27, prov. f. 21.

(6) Polycarpe de la Rivière, I, p. 626.

(7) Chantelou, *Historia monasterii Sancti Andree secus Avenionem*. Ms de la Bibl. d'Avignon, n° 2.401, p. 20 (copie du ms latin de la Bibl. Nationale, n° 13916) : « ad summum Mairaneges » (acte douteux).

(8) Arch. de Vaubl. G. Chap. Métrop. 27, f° 14, « pagi de Mairanica partem quartam et insularum ad ipsum pertinentium. »

(9) Chantelou, ms 2401, p. 20 : « Nemus in Mayranicis situm ».

Mayranicae. Elle devait être considérable puisqu'elle contenait une « villa, un bois ». Où était elle située? D'après les actes de 986 et de 1088 il résulte nettement que Mairanicae est le quartier actuel, de Meynargues commune de Villeneuve-les-Avignon, en face la Tour-Caramude (1). Le bras du Rhône qui la séparait de la terre ferme portait le nom de *Brachium Mairanicarum*. Cette île voisinait avec le *lacus Bulbonus* (2) nom qui s'est conservé dans le quartier actuel de Bourbon, même commune. De très nombreux auteurs (3) ont confondu cette île avec la Barthelasse ce qui est une erreur. L'acte de 1096 montre que l'île de Meynargues était entouré d'îlots de moindre importance. Le testament de l'évêque Albert (4) atteste aussi qu'en 1004, il y avait plusieurs îles auprès d'Avignon.

Vers la même époque (1088 (5), 1196 (6), 1265 (7), 1279 (8), on voit l'île d'Argenton dont le nom a persisté dans une ferme et qui était située au sud de celle de Mayranicae. Elle existait encore au xvi^e siècle (9). Toujours à la même date, et par conséquent

(1) On trouve dans les textes un autre Mairanicae qui est Meynargues dans les B.-du-Rhône. En 1266. B. de Baucio dominus Mairanicarum... ecclesie beate Marie de Mayranicis. (Arch. des B.-d.-Rh. parchemin servant d'enveloppe à une liasse des Chartes de Saint-Sauveur d'Aix).

(2) Polycarpe de la Rivière, *Annales...*, p. 594.

(3) Je me bornerai à citer Canron, *l'île de la Barthelasse* (Guide Fanot, année 1871. Avignon, in-8), p. 10 et ssq.

(4) Nougier, *Histoire...*, p. 44 : « Adjungimus largitioni nostrae decimas atque præmitias... omnium insularum Avenion. Adjacentium ».

(5) Chantelou, ms 2401, p. 20 « ab Argentos » (acte douteux).

(6) Arch. de Vaubl. G. chapitre métrop. 27.

(7) Chantelou, ms 2401, f. 74 : « sita in Argentos ».

(8) *Jura pontis Rhodani* (Arch. de V. Hôpitaux H. 2, f. 21).

(9) En 1329, (Arch. d'Avignon, boîte 40, n° 20). En 1417, (ms 2.384, f. 14). En 1432, (Falque, *Procès du Rhône...*, p. 132 et 135). En 1366, *Insula Argenton*, (Arch. de Vaubl. G. Arch, 112, f. 108.)

coexistant avec celles de Mayranicae et d'Argenton, on voit l'île de Balanscas (1208) (1) et celle de Barnouin, en 1269 (2), 1290 (3) et 1299 (4). Le *Terrier* de 1366 (5) mentionne de nombreuses îles, notamment celle d'Arlagara, située sous le Pont et confrontant au midi l'île de Barnouin. Celle-ci était importante et devait descendre jusque vers les Angles (6). On lit à son sujet dans le *Terrier* cité ci-dessus (7).

« Il est surtout à noter que, comme je l'ai compris, et entendu dire par plusieurs anciens, le Grand Rhône coulait autrefois du côté des Angles et des Issards. Mais avec le temps le Rhône lors des inondations, fit des brèches et détruisit du côté de l'orient ladite île de Barnouin et même les territoires de Gualhans et de Barban, lesquelles île et territoires étaient assez rapprochés les uns des autres, et transporta son principal lit au milieu de ces territoires, c'est-à-dire entre ladite île et lesdits territoires tel qu'on le voit aujourd'hui ».

Dans le *Procès du Rhône* (8), il est dit que « le Rosne... fait plusieurs brassières.., que entre les brassières du Rosne il y a plusieurs belles et grandes isles, c'est à scavoir l'ysle du Mouton (9), la Fles-

(1) *Jura pontis Rhodani*. (Ar. de V. Hôpitaux 2, f° 42).

(2) Arch. d'Avignon. Boîte 66, n. 95.

(3) Arch. d'Avignon. Boîte 6, n. 1. A.

(4) 18 Juin 1299. (Arch. d'Avignon. Boîte 6, n. 1, A.) — 1366 (Arch. de Vaubl. G. Arch. 123, f. 131).

(5) Arch. de Vaubl. G. Arch. 10.

(6) Un acte de 1483, 11 Déc. dit : « in insula de Bernoyno districtus loci de Angulis » (Arch. de Vaubl. Etend. de B. de Blengeris, f. 203, not. Antiq. Com. du dr Pansier).

(7) Ibid, f. 81. — Duhamel, *Inventaire sommaire des Archives de Vaucluse. Série G* (non encore publié), p. 20.

(8) *Procès de 1506*, (Arch. d'Avignon, boîte 66, n. 104).

(9) Mentionnée dans un acte du 22 août 1499. (Arch. de Vaubl. G. Arch. 4, f. 59).

che, le Contrast, l'ysle de l'Abbé-de-Saint-André appelée Argenton, l'ysle d'Arlagayre, Chasteau-Sablier, la Barthelasse, l'ysle d'Auzellet la Mote...., il y a aussi une grande et belle ysle appelée de Barnoy et une autre que tient et possède le sieur des Issards, lesquelles seront détruites et fondues en Rosne, si lesdits d'Avignon font les munitions et réparations par eulx prétendues en commençant audit lieu de La Traille, alias au cap de Côte, etc. » Dans cette énumération d'iles on voit figurer la Barthelasse que je trouve mentionnée pour la première fois, à ma connaissance, en 1495 (1).

A ces iles il faudrait ajouter celle de Malyvent (2) près de Barbentane, celle de Courtine (3) au confluent de la Durance, celle de Faret (4) sur l'emplacement de la gare actuelle des marchandises (petite vitesse) et d'autres encore. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le Rhône ayant un lit plus étendu se ramifiait autour d'iles innombrables que chaque inondation modifiait, qui naissaient ou disparaissaient jusqu'au jour où toutes ces iles soudées soit par l'effet des eaux ou le travail de l'homme, (5) ont constitué l'île de la Barthelasse. D'autre part, si l'on se convainc (et une foule de document le prouvent), que la Durance à son confluent, présentait aussi un dédale d'iles,

(1) Isle de la Barthellasse (Arch. de Vaubl. G. Arch. 112, f. 156.) — En 1644, bulle d'Innocent X, pour l'érection d'une église dans la Barthelasse, (Liber diversorum Aven, 125, f. 54, Arch. de Vaubl. G. Archevêch).

(2) Falque, *Le Procès...*, p. 43, en 1493.

(3) En 1405, (ms. de la Bibl. d'Avignon, n° 2384, f. 41).

(4) Isle de Faret devant Champfleury. (Arch. de Vaubl. G. Arch. 117, f. 358). Le 28 avril 1548, isle de Falet, près l'hôpital de Champfleury. (Ibid, G. 43, f. 105).

(5) Ainsi pour le rattachement de l'île-Piot à la Barthelasse dont elle constitue aujourd'hui la pointe méridionale.

de bancs de graviers, d'« iscles » (1), si à ces constatations on joint l'étude des marais très nombreux qui couvraient les environs d'Avignon et que je me propose d'examiner plus tard, on se persuadera facilement que la topographie de notre pays est actuellement bien changée.

Eug. DUPRAT,

(1) De Maulde. *Coutumes...*, p. 259, *Invent. de 1233* : « in isclis Durentie » ; Statut (CVII, p. 186 : « insulae et nemora Durentiae » ; *Invent. de 1255* : « in insulis Durentie. » Dans le statut CLVIII, p. 207, il est question du « brachium Durentie quod venit versus civitatem [Avignon]..... » et du « brachium quod tendit versus Berbentanam. »

LA TOUR DES AUGUSTINS

A AVIGNON

Les monuments de tous les âges sont tellement nombreux à Avignon, que les grands ont souvent éclipsé les petits. C'est, pour les villes, comme pour les hommes, le privilège de la richesse.

Le Palais des Papes, les remparts, la métropole, les diverses églises ont captivé et captivent encore l'attention des historiens, des archéologues, des artistes, des critiques et des touristes.

Mais ces chefs-d'œuvre d'architecture, de peinture et de sculpture qu'ils renferment encore, malgré les révolutions et les vandalismes, ne sont point les seuls. Il en existe de plus modestes dans leurs proportions, mais non moins intéressants par leurs souvenirs, brillants bijoux de la couronne artistique de la vieille cité. Ses chapelles des Pénitents, des hôpitaux, des séminaires, ou ses simples oratoires, sont encore ornés d'autels, de rétables, de dais, de tabernacles, de statues de saints et de vierges, et leurs murs sont encore couverts de toiles de maîtres. Ses vieux hôtels, surtout ceux des xvii^e et xviii^e siècles, conservent dans leurs façades, trop souvent mutilées, et dans leurs intérieurs, parfois si lamentablement modernisés, en même temps que

les souvenirs de richesses passées, les traces plus durables d'une florissante école d'art.

Les La Valsenière, les Lainé, les Franque, les Péru, les Mazetti, architectes ou sculpteurs émérites, les Mignard, les Parrocel, les Sauvan, peintres excellents, et tant d'autres, y prodiguèrent leurs œuvres.

Les antiques clochers, les vieilles tours, les carrefours même, où, dans leurs niches de pierre, entourées de fleurons et de délicieuses figures d'anges, les vierges mutilées semblent pleurer sur le passé, tout révèle, en dépit d'irréparables destructions, les conceptions de ces générations d'artistes. Et les œuvres qui nous en restent sont, pour nous, de perpétuels sujets d'étude, de découvertes et d'enchantements.

Ce bel ensemble emprunte encore au ciel lumineux de Provence, aux coins pittoresques des rues et des places, comme aux paysages bordant l'horizon de toute part, des charmes ailleurs inconnus.

C'est ainsi que, par une belle matinée d'été, de la petite place du portail Materon, encombrée d'arbustes, de fruits et de fleurs, vous apercevez, dominant la longue ligne de maisons de la rue Caretterie, la blanche cime du Ventoux, baignée de lumière. Et, barrant l'horizon, dont elle rompt ainsi la monotonie, une vieille tour maigre, étroite, élancée flanquée de modestes maisons, ceinte en son milieu, d'une couronne de créneaux, semble veiller sur toute cette partie de la vieille ville. Son sommet disproportionné, aux baies étroites, aux contours renflés, paraît, avec ses grêles colonnes et ses minuscules fleurons, un reste de quelque tour de minaret. Son horloge, avec ses deux cadrans, dont la blancheur

contrasté avec les tons jaunes de ses vieilles pierres, sonne l'heure, depuis des siècles, aux habitants. C'est elle qui les réveille, en toutes ces rues étroites et sinueuses s'étendant, à ses pieds en de capricieux enchevêtrements des remparts à la voie principale. Dans ce monde de travailleurs et de petites gens, tous respectent le clocher des Augustins, répandant, aux alentours, les notes graves de sa vieille mécanique rajeunie par l'électricité. N'évoque-t-il pas, en effet, le souvenir de l'un des plus anciens monuments de la cité du moyen âge.

Cet ordre mendiant des Hermites de Saint-Augustin y remplaça, au milieu du XIII^e siècle, vers 1261, les représentants d'un autre ordre, les Guillelmites, qui, fondés vers 1147, avaient eu, de bonne heure, des établissements dans la région méridionale. Il s'était installé hors et près des vieux remparts et de la porte « *portale Mataronum* », empruntant son nom à l'une des plus vieilles et des plus puissantes familles avignonaises. Ils avaient obtenu, des papes Alexandre IV, en 1266, la permission d'habiter les villes, de Jean XXII en 1326 et d'Innocent VI, en 1359, celles d'y bâtir des églises et des couvents, « *ecclesiam vel capellam seu oratorium cum cimiterio, campanili et campana*. En 1281, un certain Jacques de Corvo « *phisicus* » vend au prieur provincial de l'ordre des Hermites de Saint-Augustin, un local situé hors du portail Materon « *extra portale Mataronum* » borné, à l'Occident et au Midi, par les voies publiques et, à l'Orient, avec son hôtel. En 1289, le prieur des Hermites de Saint-Augustin d'Avignon produit à l'official, Rostang de Mesoargue, la bulle d'Alexandre IV permettant d'habiter les villes. Celle d'Avignon concède à ces

Hermites, des terrains hors la porte, plantés d'arbres qui leur permettront de jeter les fondements de leur monastère et de leur église.

Dans les dernières années du XIII^e siècle, vers 1297, elle était achevée. Dès 1301, Robert, roi de Sicile et de Jérusalem, fait don aux Augustins d'une place devant la porte de l'église. En 1307, la Chambre apostolique et les consuls d'Avignon leur permettent de prendre la largeur convenable sur la voie publique pour embellir la façade de leur église et pour enfermer et livrer à l'adoration des fidèles la statue de Notre-Dame-la-Belle.

C'est donc dans les dernières années du XIII^e siècle et dans les premières du XIV^e, avant le séjour des papes à Avignon, que l'église des Augustins fut construite. Elle fut considérablement augmentée et ornée, durant ce siècle, par les libéralités des fidèles et surtout par celles de grands personnages. En 1326 le cardinal Guillaume Teste, lègue aux Augustins 20 florins d'or pour leur église. En 1345, c'est Paul de Sade qui lègue 10 florins; en 1402, le cardinal Jean de Lagrange, dit le cardinal d'Amiens, leur lègue 10 florins.

Mais, en dépit de ces donations, cette primitive église, de modestes proportions, n'était point dans un état brillant. Les Augustins, pour l'entretenir et l'augmenter, eurent alors recours à de puissants protecteurs. Une bulle de l'antipape Benoît XIII, du 15 juillet 1405, leur permet de faire des quêtes pour la réparation de l'église et du dortoir du couvent « dormitorium dicte domus quod, a longis temporibus, magno et sumptuoso edificio, fuit constructum, et *ecclesiam*, ex antiquitate demoliri et verti in ruinam, nisi de reparatione necessaria breviter

succurratur.» Et le même pape donne 500 livres pour la réparation de l'église et du dortoir contigu à la chapelle de Notre-Dame-la-Belle. Le cardinal Pierre Corsini créé par Urbain V, mort à Avignon, le 16 août 1405, fit aux Augustins de grandes libéralités et ils le considérèrent toujours comme leur principal bienfaiteur. Il fut inhumé dans l'église qu'il avait contribué à reconstruire et à augmenter et son mausolée de marbre en orna le chœur (1).

C'est donc à cette époque, que l'église fut réparée et presque reconstruite dans de telles proportions qu'elle devint l'une des plus vastes d'Avignon. Le vieil historien Fantoni Castrucci qui écrivait en 1678, atteste qu'elle était « *bella et amplissima* » et, au siècle suivant, le chanoine de Veras dit : « Cette église est d'une grandeur prodigieuse. Elle est la plus grande, sans contredit, de toute la ville. La charpente en est d'une beauté admirable. »

« Leur église, ajoute Expilly, n'est point voûtée mais on admire la charpente qui la couvre. »

Dans la suite, l'église des Augustins fut l'objet de nouveaux développements et aussi de libéralités dues surtout aux nombreuses familles qui y bâtirent des chapelles et y élurent leurs sépultures. « Il y a, dit de Veras, un très vaste cloître, beaucoup de bâtiments et de jardins dans ce couvent. Le trésor de son église est très considérable par la grande quantité de bustes d'argent et de vermeil qu'on y possède. »

Et, pour prouver cette assertion, il dit ailleurs : « Nota qu'en 1771, on sortit du trésor de ces reli-

(1) Pierre Corsini, évêque de Florence et de Porto, promu cardinal prêtre du titre de S. Laurent, par Urbain V, en 1370. « Il cardinal Petro Corsini di cui il corpo riposa nel coro della chiesa, ne fu liberalissimo benefattore, e, tra gli altri doni che gli li fece, e notabile il dono della sua bibliotheca da lui lasciatagli per legato. » (Fantoni, tome I, page 58).

gieux, une magnifique statue de la Très Sainte Vierge de hauteur humaine, tenant J.-C. entre ses bras, accompagnée de deux anges portant un chandelier, le tout de vermeil du poids de CVI marcs. En vertu d'un édit du roi Louis XV, donné en mars 1669, elle fut adjugée à l'Aumône générale de cette ville avec tous les revenus et effets de la confrérie des Marchands de soye établie dans la dite église des Grands Augustins. On convint à l'amiable que les Grands Augustins auraient le quart de la valeur de cette statue qu'on fondit tout aussitôt et que les trois quarts restants seraient pour l'œuvre de l'Aumône, Avignon étant pour lors au Roy. Voicy l'inscription qui étoit à la statue :

Ista imago aedificata fuit
ad honorem Omnipotentis
Dei et B. V M. ejus matris
sub anno Domini 1329 quo
tempore magistri erant Hugo-
linus Tinacii, Giovannus Rio-
gletto, Hugo de Melhaco et Otto
de Modoetia.

Cette description d'une telle œuvre ne prouve-t-elle pas qu'à toutes les époques, il y eut des iconoclastes et que l'amour de l'argent prima déjà, en ces vieux temps celui de l'art ?

Il n'y avait pas de précieux, dans l'église des Augustins, que le trésor. Ses vingt-deux chapelles étaient ornées de tableaux et d'inscriptions dont quelques-unes nous ont été conservées. On y voyait entr'autres, les chapelles de l'Annonciade, de Saint-Honoré, patron des boulangers, de Saint-Jean-Baptiste, de Sainte-Madeleine, des Gondi et de Notre-Dame-la-Belle etc.

Sur la grande porte de l'église, en dedans on lisait : « Presens templum in Dei laudem et sub
« titulo Beatae Mariae et sancti Augustini per R. P.
« dominum Johannem Columbi, Trojanum episco-
« pum, consecratum fuit anno 1517, die IV augusti. »

Christianorum pietas clarum me extruxerat olim.

Sed pius Octavi me decoravit amor.

Jure igitur nunc me mirare nitescere forum.

Exuvias vivae fonte relavit aquae.

Autour d'un grand bassin de bronze servant de bénitiers en entrant de la grande porte de l'église, on lisait en lettres gothiques :

Ara benedicta sis nobis salus et vita. Domini gloria. Amorosus me fecit anno Domini MCCCCXXIII.

Dans le chœur se trouvait le mausolée du cardinal Corsini avec cette épitaphe :

Hic jacet Reverendissimus in Christo pater dominus Petrus de Corsinis de.

Florentia, decretorum doctor, Portuensis episcopus cardinalis,

Qui obiit die XVI augusti, anno Domini MCCCCV et anno sui.

Cardinalatus XXXVI. Cujus anima requiescat in pace.

Le chanoine de Veras, rapportant cette épitaphe, ajoute : « Le cardinal Pierre Corsini dont on voit le mausolée et l'épitaphe aux Grands Augustins d'Avignon, dans leur chœur, fut transféré, au bout de quelques années, de ce sépulcre, dans l'église cathédrale de la ville de Florence, sa patrie, où il avait élu sa sépulture. On luy dressa un tombeau et on y mit cette épitaphe qui se voit encore :

Petro Corsino Florentiæ episcopo et cardinali amplissimo.

Ob familiæ nobilitatem et eximias animi sui dotes,
Haec urbs optime de se merito
Hoc sepulcrum posuit ».

Il y avait encore, dans les chapelles de la vaste église des Grands Augustins, de nombreuses épitaphes, celles de Leonard Manuelis, de Jean Gerald Pistoris, de Fabrice Lantieri, de Jean Claude de Mourre, de Gabriel de Gabrielis de Pupus, de François de Petris, et de beaucoup d'autres.

La chapelle des Gondi, consacrée à saint Jean-Baptiste et située dans le cloître, joignant la sacristie, méritait, par son origine et par la qualité des personnages qui y avaient été inhumés, une attention particulière. C'était la chapelle des Florentins, si nombreux à Avignon au xv^e siècle, et auxquels appartenaient les plus puissantes familles. On y lisait, en effet, sur la muraille, l'inscription suivante :

Ampla haec capella privata sub invocatione, sancti Johannis Baptistæ, concessa fuit *universitati Florentiæ hujus civitatis* per patres et fratres Augustinianos hujusce conventus anno a partu Virginis MCCCCXLIV, die vero XII Junii.

On y voyait un mausolée avec les armes des Guadagni, de Florence avec ce mot et ce vers :

PERTACERE

Florida, Florenti, Floret, Florentia, Flore.

Puis on lisait, sur un marbre blanc, contre la muraille les épitaphes suivantes, relatives à des membres de la famille de Gondi.

D. O. M.

Citatos gradus, precor, viator, comprime. Accede ut videas ; vide ut lugeas ; luge vero quod spectas. In hoc marmore, mortalis inconstantiae immortalis monumento, jacet perillustis dominus Alphonsus

de Gondi, anno 1100 et supra, ex pervetusta Philipporum stirpe oriundus, et inter Etruriæ patricos clarissimus, eques torquatus, Catharinæ medicinæ, Galliarum Reginae, primarius œconomus, anno domini MDLXXIV mortuus.

In hoc etiam mausoleo includitur nobilissimus ac illustrissimus dominus, dominus Philippus de Gondi, dominus de Campian, Alphonsi nepos, Henrici III, Gallia et Polonia Regis, a secretioribus consiliis, qui anno a Virginis partu 1633 et V^o Januarii non occidit, sed, ut sol, cecidit, non pœnitus obiit sed ad certum tempus abiit. Non occidit, inquam, quia vera virtus occidentem solem non novit.

Nobilissimus ac perillustis Joannes Baptista de Gondi, eques et cubicularius regius, baro de Beauvoix, Philippi filius, hoc gratitudinis monumentum mœrens ponebat.

Gondia cum soboles Thusco vincebat in orbe.

Alte arctanda suis Gallia fracta vocat redolent, Florenti lilia nexu, sic horum dum illi fidem matris, proles et iste colit.

Cette famille des Gondi, originaire de Florence, dont les membres suivirent Catherine de Médicis en France, où ils exercèrent, à la cour des rois Henri II et Henri III, les plus grands emplois et qui devait être la souche de plusieurs branches françaises, comptait donc quelques-uns de ses aïeux inhumés aux Augustins d'Avignon. On voyait, au-dessus de leurs épitaphes, les armes de la famille : *d'or à deux masses de sable posées en sautoir et liées de gueules*.

Ces mausolées avaient été élevés, les inscriptions le disent, par Jean-Baptiste de Gondi, introducteur des ambassadeurs à la Cour de France, charge qu'avait exercée son père et l'un des aïeux du cardinal de Retz.

Quant à la chapelle de Notre-Dame-la-Belle, elle était voisine de l'église des Augustins et elle en suivit le sort. Ce joli vocable lui venait, sans doute, de quelque précieuse statue de la Vierge. Nous en trouvons les traces dès 1307. Le 26 novembre de cette année, la Chambre apostolique et les consuls d'Avignon permirent aux Augustins, de prendre sur la voie publique, la largeur convenable « pour embellir la façade de l'église et enfermer, par une cloison, la statue de Notre-Dame-la-Belle. » En 1327, les Augustins demandent au conseil de la ville la permission d'enclorre le lieu où se trouve l'image de la Vierge, devant la porte de leur église et le conseil décide « que le lieu où se trouve l'image de la Vierge, entre la porte de l'église, vers la voie publique, sera clos. En 1348, Dulceline, fille de Pierre de Narbonne, fait un legs « Beate Marie La Bella. » En 1359, on trouve une reconnaissance à la ville pour une place hors du portail Matheron, près de la chapelle de Notre-Dame-la-Belle. En 1370, autre reconnaissance. Le 9 mars 1382, Guillaume de Beaufort, vicomte de Turenne, fait une donation à Notre-Dame-la-Belle « *Beate Marie la Bella.* » En 1406, il est question du luminaire de la lampe de Notre-Dame-la-Belle. En 1465, c'est Raymond de Laure qui fait une donation aux Augustins en faveur de la même chapelle. En 1484, autre donation de Claude de Simiane. Nous arrivons ainsi jusqu'à la fin du xvi^e siècle, époque à laquelle la chapelle fut, par le fait, supprimée. En effet, en juillet 1595, Octavien Aquaviva, légat d'Avignon prescrivit d'abattre, pour les reconstruire, la tribune, le chœur, les orgues et tout ce qui se trouvait le long de l'église, et ces démolitions eurent lieu l'année suivante.

La puissante confrérie des marchands de soie siégea, dès 1433, dans l'église des Augustins et elle y eut sa chapelle jusqu'en 1669, époque à laquelle elle fut annexée avec tous ses revenus à l'Aumône générale.

Ce fut encore, au milieu du xv^e siècle, en 1444, que les nombreux Florentins venus s'établir à Avignon fuyant les troubles de leur patrie, obtinrent des Augustins, la concession d'une chapelle qu'on appela, dès lors, la chapelle des Florentins et qui devint plus tard, en 1484, celle des Pénitents Noirs.

D'après Fantoni, Baptiste Ricasoli, noble florentin, habitant d'Avignon et d'autres familles florentines, réfugiées en cette ville après la conjuration des Pazzi, en furent les fondateurs.

Un autre auteur prétend que les fondateurs de ces Pénitents furent Jean Boyani et Pierre Bisquerus, florentins, habitants d'Avignon dont les pères avaient occupé les premières charges. Il fixe la date de cette fondation au 27 avril 1488.

Le vieil historien Castrucci ajoute : « Ce bel oratoire est l'un des mieux décorés de tous ceux des confréries d'Avignon. (1) Il est contigu à l'église des Augustins qui ont le service spirituel de la confrérie, » et il relate qu'en 1574, Catherine de Médicis se trouvant à Avignon, se fit inscrire au nombre des confrères de ces Pénitents Noirs lui rappelant son origine florentine.

(1) Il fut encore embelli au xviii^e siècle, si on en croit un auteur de ce temps : « Leur chapelle ornée de lambris dorés et de tableaux des meilleurs maîtres, mérite d'être vue, ainsi que leur antichapelle qui est un morceau d'architecture digne des plus grands maîtres, et l'ouvrage de Jean-Baptiste Péru, un des plus habiles architectes de ce siècle qui en donna le dessin ». La chapelle des Pénitents Noirs d'Avignon, située *rue des Allemands*, isle 25, confrontant la rue, la cour et l'église des Augustins, fut vendue, comme bien national, au prix de 2,700 livres, le 26 messidor, an IV (14 juillet 1796).

Cette assertion est justifiée par la mention de ce passage et de l'affiliation aux Pénitents Noirs de la mère de Henri III que nous trouvons dans l'un des registres de cette confrérie : « Notez que la reine Catherine de Médicis, mère d'Henri III, se trouvant à Avignon avec son fils, au mois de décembre de l'an 1574, fit inscrire son nom au livre des réceptions des Pénitents Noirs. » Mais, la reine de France ne fut pas la seule à honorer les Augustins et les Pénitents. Son exemple fut suivi, quelques années plus tard, en 1589, par Christine de Lorraine, grande duchesse de Toscane, par Dorothee de Lorraine, duchesse de Brunswick, par Marguerite et Charlotte de Montmorency, par Françoise de Clermont, duchesse d'Uzès, ce qui prouve que les Pénitents comptaient de grandes protectrices et ce qui a fait dire que : « Cette compagnie a réuni, dans son sein depuis son établissement, tout ce qu'il y a eu de plus distingué dans cette ville ».

Il n'y avait même pas que les reines et les duchesses que les Augustins et les Pénitents pouvaient compter parmi leurs visiteurs. Les rois de France, François I^{er} et Henri III en furent les hôtes illustres. En 1525, François I^{er}, lors de son passage à Avignon, séjourna au couvent des Augustins et en 1574, le roi Henri III y tint les Etats du Languedoc (1).

Tels sont les principaux souvenirs que rappelle

(1) Ils avaient été convoqués pour le 10 décembre à Villeneuve-les-Avignon et ils furent ouverts le 22, dans le réfectoire des Chartreux. « Après ces discours, le roi mit fin à la séance et ordonna aux Etats de continuer les suivantes à Avignon dans le couvent des Augustins où ils s'assemblèrent, en effet, le lendemain 23, et les Etats en corps suivirent ensuite ce prince à la messe du Saint-Esprit qui fut célébrée par l'évêque d'Uzès dans la chapelle des Grands Augustins d'Avignon. » (Dom Vaissette, *Hist. du Languedoc*, Liv. XL, chap. IX)

la tour des Augustins. Ne seraient-ils pas suffisants pour mériter l'intérêt si elle n'avait encore elle-même son histoire, non seulement liée à celle de l'église dont elle faisait partie, mais encore à la vie municipale du vieil Avignon ?

A suivre).

L. DUHAMEL.

L'ÉVOLUTION DE M. PAUL BOURGET

Il y a un quinzaine d'années, M. J. Lemaitre, faisant figurer M. P. Bourget dans sa *Galerie des Contemporains*, portait sur lui ce jugement : Talent grave, distingué, un peu artificiel, très médité et composé, en somme très intéressant.

Ce portrait, semble-t-il, n'a pas cessé d'être exact, et il convient d'en accentuer le dernier trait.

Au moraliste qui déjà perçait sous le romancier s'est ajouté le sociologue préoccupé des crises aux faces multiples qui agitent le temps présent, et même, en deux manifestations récentes, le dramaturge, émule des Augier et des Dumas.

Fait plus empreint de singularité, l'écrivain qui, au début de sa carrière, paraissait animé de ce qu'on appelle l'esprit du siècle, orienté vers ce cosmopolitisme aux larges frontières où sont admises les idées les plus diverses comme jadis au Panthéon les divinités de toutes provenances, l'ancien dilettante s'est transformé en doctrinaire, au sens le plus rigide du terme.

— Voyager, a-t-on dit, c'est comparer. M. Bourget voyagea beaucoup au temps de sa jeunesse, témoignant une prédilection marquée pour l'Angleterre, ses luxueux cottages, aux verdoyantes pelouses. Il évoque dans la préface de *Mensonges* le site poétique

où l'ouvrage fut médité, le promontoire ombreux à l'extrémité duquel bleuissait la mer. En Italie, il goûta les enchantements de la pure lumière et de la rencontre de chefs-d'œuvre inconnus blottis au fond des plus modestes chapelles. En Toscane, écrivait-il, autour de Pise, de Florence, de Sienne, il est des coins dont le seul nom gravé sur une carte fait battre mon cœur, de Sienne surtout. Beyle a ordonné que l'on mit sur son tombeau « Milanese, » je suis parfois tenté de demander que l'on écrive sur celui où je reposerai « Senese. »

— Plus tard, franchissant l'Atlantique, notre écrivain voyageur visita dans une course rapide le continent sur lequel se déploie le pavillon étoilé. Saisi par la puissance du courant démocratique, il parut un moment s'y laisser entraîner et il consigna dans ses études *d'Outre-Mer* des impressions sympathiques aux institutions et aux mœurs du Nouveau-Monde. L'éloge parut toutefois insuffisant aux exigeants citoyens des États-Unis, et l'auteur ne recueillit, des bords de l'Hudson aux rivages de la Floride, qu'une approbation très discrète ; on lui reprocha notamment d'avoir apprécié en critique peu clairvoyant le genre d'esprit et de tempérament de certaines jeunes filles américaines dont il n'avait loué qu'avec réserve « la chaste dépravation. »

M. Bourget prit et garda sa revanche de l'autre côté de l'Océan où sa réputation de sagace observateur et de subtil analyste des âmes féminines est demeurée incontestée. Bien que nous nous propositions surtout de le suivre dans la deuxième phase de sa carrière, alors que s'accomplit l'évolution depuis longtemps en germe dans sa pensée, et que l'étude des problèmes sociaux se substitue à la

recherche des problèmes de conscience, il est nécessaire que nous nous arrêtions quelques instants à une époque lointaine déjà de près d'un quart de siècle.

C'est le moment où M. Bourget exerça la maîtrise dans le roman dit psychologique.

L'heure favorable avait sonné pour ce genre de littérature. L'École réaliste compromise par ses excès se heurtait à un sentiment de lassitude si accentué que la renommée de Zola parut un moment s'éclipser devant la vogue de M. Georges Ohnet, et que l'auteur des *Petites Cardinal*, le spirituel et sceptique Ludovic Halévy, se transformait en créateur de la délicieuse berquinade *l'Abbé Constantin*. Mais l'équilibre ne pouvait rester longtemps rompu au profit de la vertu ; le goût public avait réclamé du « document humain, » on le lui avait servi sous une forme brutale ou triviale ; il avait eu à examiner des cas pathologiques. Le roman psychologique lui offrit des états d'âme à scruter, à analyser, au milieu d'événements en général peu compliqués et qui tiraient toute leur force dramatique non de la violence des causes extérieures, mais du heurt des sentiments divers dont les personnages se trouvaient animés.

Cruelle énigme ! écrira M. P. Bourget en tête d'une de ses œuvres les plus renommées, et ce titre qui sonne l'angoisse et l'anxiété, marquera tout simplement, dans la destinée d'une femme charmante, la lutte d'un cœur romanesque et d'un tempérament passionné. La belle pécheresse est d'ailleurs environnée de tout le décor luxueux minutieusement décrit, de l'élégance raffinée dont le romancier a coutume d'entourer ses héroïnes avec

une persistance que certains critiques ont ironiquement relevée. Il a besoin d'élégance autour de lui pour penser, dira l'un d'eux, comme d'autres en ont besoin pour vivre. Ce psychologue, ajoutait M. Lemaitre, qui n'est que faiblement paysagiste, sera assez fréquemment tapissier. Reproches un peu outrés sans doute ! Le jeu d'anatomie à la fois mondaine et psychique auquel l'auteur se livrait, ne pouvait guère s'exercer que dans les milieux sociaux affranchis des préoccupations professionnelles et des difficultés matérielles de la vie. C'est bien là que les chroniqueurs et les romanciers de tous les temps ont placé l'histoire des intrigues amoureuses, des angoisses sentimentales, des crises de la fidélité conjugale.

Deux études de premier ordre distinguent cette partie de l'œuvre de M. Bourget : *Cruelle énigme* et *Mensonges* ! Il est nécessaire de les rapprocher sur le même plan, car elles paraissent procéder du même esprit, en ce sens que le moraliste, si visible dans d'autres études, y semblera sinon absent, du moins dissimulé presque à la façon de Flaubert. Les deux héroïnes sont cependant bien différentes dans leur déformation morale. Thérèse de Sauve obéit à une sorte de déterminisme impérieux, en matière de passions sensuelles. Elle ne peut échapper au libertinage, mais se juge sévèrement et use de vains efforts pour se rattacher à la vie sentimentale avec son jeune amant pour lequel sa passion elle-même se fait ménagère de ses emportements.

Suzanne Moraines est toute imprégnée de sereine impudeur, ses yeux limpides paraissent refléter une âme ingénue, malgré sa perversité complexe ou un critique, M. G. Pellissier a noté trois moi distincts :

le moi du plaisir avec le jeune et naïf poète, René Viney, le moi du luxe satisfait par le sensuel et sceptique baron Desforges, le moi de la considération assuré par le fidèle et confiant mari. La conscience de cette mondaine est profondément endormie. A la crainte du Seigneur recommandée par la sagesse antique, elle a substitué la crainte unique du scandale public.

S'il est vrai que le moraliste est un penseur pour qui l'art n'est qu'un prétexte de leçons morales, cette préoccupation s'affirme peu dans les deux œuvres que nous venons de citer. L'analyse des sensations et des variétés physiologiques de l'amour dont Stendhal avait déjà distingué quatre espèces se suffit presque à elle-même. Dans *Cruelle Énigme* surtout, les personnages usent à l'égard des institutions les plus vénérées d'un badinage que nous ne retrouverons plus sous la plume de l'auteur de *l'Étape* ou du *Divorce*. — « Il devrait y avoir, dit Claude Larcher, des mariages de diverses catégories, suivant le degré de délicatesse des conjoints. » — « Je vous vois venir, répond André de Sauve, vous voudriez assimiler les mariages aux enterrements, 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} classe. »

Dans *Crime d'Amour* et dans *Cœur de Femme*, la description et l'étude des sentiments deviennent sinon plus minutieuses, du moins plus délicates et plus attendries. Hélène Chazel se rend, par une sorte de prostitution de sa personne, indigne de son amant parce que celui-ci n'a pas eu en elle la foi absolue qu'elle croit mériter. Quelle touchante figure que celle de Juliette de Tillières ! Bien née (suivant l'antique formule), d'une éducation parfaite, d'un tempérament plutôt calme, elle semble assurée

de traverser la vie d'un pas régulier, changeant en murmure joyeux le soupir d'Ophélie : « Heureuse l'épouse au bras de l'époux ! » La funeste guerre de 1870 lui impose un veuvage prématuré ; la générosité de son cœur en fait la consolatrice trop tendre d'un homme aux sentiments les plus nobles, indignement blessé dans son honneur conjugal ; une surprise des sens la jette aux bras d'un viveur professionnel. Mais la dernière faute est durement expiée, et le libertin qui l'a possédée quelques instants résume en termes concis sa courte carrière : « Un premier amant pendant plusieurs années, un second pendant deux heures et le cloître pour toute sa vie. »

Ainsi quelques unes de ces belles pécheresses connaissent des destinées tragiques. Ce ne sont plus les petites âmes, « les amettes, » moins noires que leur fameux corset, dont parlait M. Melchior de Vogüé appréciant l'œuvre du récipiendaire à l'Académie Française. Leur vie sentimentale est intense, leur cœur vibre parfois de frémissements douloureux. Le psychologue qui, dans son plaisir de pur analyste, décrivait avec indulgence les égarements de ses héroïnes, a décidément cédé le pas au moraliste qui juge. La leçon morale se dégage des tristesses de l'amour déçu et de la souffrance de la personne avilie.

Comparons cette mentalité avec celle que manifeste hautement une femme qui s'est placée au premier rang parmi nos romanciers contemporains. Dans un de ses derniers livres, Mme Marcelle Tinayre a, sous le titre *l'Amour qui Pleure*, réuni quelques contes mélancoliques où, « après ce qu'on appelle la faute, des âmes mûrissantes se tournent avec nostal-

gie vers le passé. » — « J'ai voulu encore une fois, dit-elle, montrer les rançons douloureuses de l'amour, non pas celles qui viennent d'un conflit de conscience ou d'une loi transgressée, mais seulement des fatalités naturelles : l'âge et la mort ! » On voit nettement opposées sous la plume des deux écrivains les conceptions qui se partagent le monde de la pensée, le déterminisme fataliste et la loi morale impérative dont M. Bourget ne va pas cesser de demeurer le champion.

A côté de ces drames intimes des cœurs féminins, l'auteur de *Recommencements*, de *Voyageuses* et de *Profils Perdus*, a dessiné de délicates silhouettes à peine entrevues, mais dont le charme est lent à se dissiper. Quelle plus délicieuse nouvelle que le court récit intitulé : *A Quarante Ans !* La comtesse Andryana a la franchise de ne point désavouer cet âge redouté ; mais sa coquetterie suprême consiste à se montrer aux visiteurs venus de loin, aux amis de sa radieuse jeunesse, non point à la saison d'automne, présage du déclin, mais aux premières lueurs du printemps, évocatrices de l'aube de la vie ; « les lassitudes de l'âge étaient comme noyées par le sortilège de la lumière. »

Le pinceau de M. Bourget n'a pas tracé d'aquarelles plus finement colorées. Il semble qu'il ait clos lui-même sa jeunesse sur ces visions charmantes des fleurs d'arrière-saison.

(*A suivre*).

ARMAND COULON.

LES INSTRUCTIONS DU GÉNÉRAL BOYER

(Suite et fin)

Revenons.—Nous pensons,—nous ne cesserons de le répéter, — que « le second parti, » qu'avait défini Frossard dans sa lettre du 9 octobre 1870, — et que Bazaine n'a fait qu'adopter, en envoyant Boyer à Versailles, n'était que le résultat d'une entente entre l'impératrice et Bismarck.

Mais, continuant, cependant, à nous placer sur le terrain qu'a accepté le maréchal Bazaine à Trianon, à savoir que c'est lui, de sa propre initiative, qui a proposé au chancelier de la confédération de l'Allemagne du Nord ce dont les instructions au général Boyer ne sont que le résumé, nous devons admettre que la chancellerie allemande prenait tellement au sérieux ces propositions qu'elle a voulu tâter l'opinion française sur leur opportunité et leurs chances de réussite. Ce n'est que dans cette hypothèse, semble-t-il, que l'on peut comprendre que le grand organe cosmopolite qu'était le « Journal de Saint-Pétersbourg », ait publié le développement et le commentaire de ce qui faisait l'objet de la mission du premier aide-de-camp de Bazaine, auprès du roi de Prusse. De quelle date était ce numéro ; de quelle date était le numéro du journal « La France, » qui a

reproduit ce document si important? Nous ne saurions le préciser. Voici ce que nous avons trouvé, en tête du numéro du 3 novembre 1870 du « Courrier du Gard », dont la Bibliothèque municipale de Nîmes possède la précieuse collection :

« Nous trouvons, dans le *Journal de Saint-Petersbourg*, un long article consacré aux affaires de Metz, et qui, tout en raisonnant dans la forme hypothétique, semble basé sur des informations beaucoup plus précises que de simples indications.

« Nous croyons qu'il n'est peut-être pas sans importance de reproduire les données qu'il développe et même les réflexions dont il les accompagne, — tout en faisant les réserves les plus formelles, en ce qui concerne la partie politique et les vues qui s'y trouvent exprimées, relativement aux bases de la paix.

« Sur ces deux points, nous tenons d'autant plus à nous séparer absolument des appréciations du *Journal de Saint-Petersbourg*, qu'il est difficile de n'y voir que la pensée d'un journaliste (1).

(« La France »)

ARTICLE DU *Journal de Saint-Petersbourg* :

« Le Maréchal (Bazaine), considérant que les tentatives, qu'il a faites, lui ont démontré l'impossibilité de se frayer un passage à travers l'armée qui cerne la sienne,

Considérant que le service qu'il rend à la France, en retenant, autour de Metz, des forces ennemies nombreuses, n'empêche point les armées allemandes d'assiéger et de poursuivre victorieusement leur campagne,

Considérant que de nouvelles forces arrivant encore de l'Allemagne, — et qu'il lui est impossible de méconnaître que le jour approche, où il lui faudra capituler, non point, certes, faute de courage et de munitions, mais faute de vivres, — le Maréchal se décidera à la capitulation.

(1) On cette phrase n'a pas de sens, ou elle signifie que le parti républicain, dont le journal *La France* était un des organes autorisés, repousse absolument la combinaison. E.P.

Mais, dans l'intérêt de son honneur et de celui de ses troupes, dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt même de l'Allemagne, et pour lui donner une occasion de prouver qu'elle ne poursuit pas le projet de la ruine de la France, qu'elle est sincère, quand elle se déclare prête à traiter de la paix avec un gouvernement régulier,

1° Le Maréchal demandera qu'après avoir pris sur parole, lui et tous les officiers de son armée, l'engagement de ne point porter les armes contre l'Allemagne avant un an, qu'après avoir pris, sur leur parole, lui et ses officiers, l'engagement *d'agir loyalement, sur leurs soldats, avec toute l'énergie de la discipline, pour les empêcher de suivre une impulsion différente de celle qu'ils leur donnent*, — il soit stipulé que l'armée, cernée à Metz, sortira de la place, avec ses armes et avec ses bagages, pour aller se mettre, — divisée en détachements, dont la force et l'heure du départ seront réglés, ainsi que la destination, — à la disposition du gouvernement français pour le maintien de l'ordre;

2° Si le gouvernement français actuel décrète que les élections pour l'Assemblée Constituante, que la France reconnaîtra comme souveraine maîtresse de ses destinées, auront lieu prochainement, soit après un armistice conclu, soit sans armistice (dans cette dernière éventualité, les opérations du siège de Paris continuent), les troupes du Maréchal Bazaine seraient transportées à l'intérieur de la France, selon la nécessité de la présence de ces forces, mais aucune fraction de cette armée ne pourrait se rapprocher de Paris au-delà du cercle tracé;

3° Le Maréchal déclarera qu'en présence de la situation dangereuse que fait à la France le travail des partis anarchiques et pour aider, lui et ses troupes, dans la plus large mesure possible, à éviter les périls et les désastres d'une guerre civile et les déprédations des démagogues, dont le programme est de ne rien respecter de l'ordre social établi, — ils (le Maréchal et ses troupes), se mettront à la disposition du gouvernement français reconnu par les gouvernements allemands, qui prendra pour programme : « Libres élections,

libres délibérations de la Constituante, soumission à la loi de cette assemblée :

que ce gouvernement soit celui dont le siège est actuellement à Paris, ou que c'en soit un autre, qui s'établira dans une ville de France, en prenant la responsabilité de l'exécution du programme ci-dessus indiqué, par suite de l'opposition que continuerait à mettre le gouvernement parisien à des élections indispensables;

3° Le Maréchal stipulera qu'avant qu'il ne signe la capitulation, tout ce qui précède sera communiqué par un parlementaire au gouvernement de la Défense Nationale dans Paris; qu'il lui sera proposé d'y souscrire et qu'il sera prévenu, par les gouvernements allemands, que si les élections se font, sans qu'il ait été conclu d'armistice, les députés élus à Paris seraient autorisés, au jour et à l'heure opportuns, à sortir de la capitale pour se rendre à leur poste, avec la garantie qu'on les y laissera retourner, si Paris tient encore, quand l'Assemblée Constituante aura terminé son œuvre, dans le cas où la paix n'en sortirait point, ou même avant, si cela leur convient;

4° Le Maréchal expliquera, d'ailleurs, l'opinion qu'il est indispensable, pour la liberté des élections et pour la garantie des délibérations libres, calmes et mûres de l'Assemblée Constituante, qu'un armistice soit conclu, et qu'il ne croit pas si, pour la conclusion de l'armistice, l'Allemagne réclame la reddition de deux ou trois forteresses qu'elle assiège, que l'honneur de la France exige que l'on retarde le bienfait de l'armistice, en se refusant à la capitulation de ces places, reconnue inévitable dans un temps qu'il serait, dès aujourd'hui, possible de préciser. »

Voilà ce document : suivant le parti auquel on appartient, on le désapprouve ou on l'approuve. Il doit être naturellement rapproché des instructions Boyer, dont il semble le commentaire.

Ce qui domine dans ces deux écrits, c'est l'affirmation que « la question militaire est jugée. » Dirait-on que c'est s'avouer vaincu sans combattre ?

On aura tort, selon nous : car, selon le mot de M. Thiers à la tribune de l'Assemblée Nationale, Bazaine a *commandé glorieusement une des plus nobles armées du pays* (séance du 29 mai 1871); car, sur 130.000 combattants, l'armée de Metz a eu 42.462 tués ou blessés, dont 2.000 officiers et 26 généraux (y compris le général en chef) ; car ce n'est pas une parole négligeable ou méprisable que celle que prononça, en 1873, le prince Frédéric-Charles : Il (le maréchal Bazaine) m'a donné du fil à retordre (1). »

C'est là une opinion. Thiers la partageait ; et quoique les républicains d'une certaine école aient à reprocher, justement, selon nous, à M. Thiers, personne n'a mis en doute son patriotisme.

Il fallait attendre, pour parler, d'armistice d'avoir capitulé, — ajoutera-t-on peut-être. Mais, on ne pèse guère dans les délibérations des hommes d'Etat, lorsqu'on est prisonnier de guerre. On a chance, au contraire, d'être écouté, quand on a, derrière soi, une armée, qui offre encore des éléments de résistance.

Qu'on dise que Bazaine n'avait pas qualité pour négocier et parler au nom de la France, — nous nous

(1) De la correspondance, dont nous avons tout-à-l'heure détaché l'opinion du général Cialdini, nous extrayons également ce qui suit : « En 1873, le prince Frédéric-Charles fit une longue croisière en Méditerranée sur la frégate italienne *Carlo Alberto*, commandée par Figari. Un soir, à dîner, la conversation tomba sur le maréchal Bazaine et sur le procès de Trianon. Un des officiers de la suite du « prince rouge » s'exprima en termes violents et dédaigneux sur le maréchal condamné. Frédéric-Charles coupa la parole à l'officier et lui adressa en allemand une semonce, qui sembla très sévère au commandant Figari. Comme il ne comprenait pas l'allemand, il ne put juger de la musique que par le ton.

« Plus tard, le prince s'excusa, auprès du commandant, d'avoir élevé la voix, à dîner, dans une langue étrangère à son hôte, et, revenant sur le sujet de la conversation, il conclut en affirmant que *Bazaine était, à ses yeux, le meilleur homme de guerre avec lequel il s'était mesuré*, en ajoutant : « Il m'a donné du fil à retordre. »

inclinerons. Et, de fait, malgré les apparences, nous ne croyons pas que ce soit pour lui qu'il ait stipulé, et nous croyons qu'il n'était que le porte-parole de quelqu'un, qu'on ne nomme pas et qui avait la prétention, que les gouvernements allemands trouvaient justifiée, de parler en Souverain.

Nous venons de rappeler que Thiers ne croyait pas à l'efficacité de la résistance. Est-on sûr que Trochu, que Ducrot, y aient cru ? Ces Messieurs n'y croyaient pas, parce qu'ils pensaient qu'avec le caractère meurtrier des armes actuelles et la puissance d'entraînement du million d'Allemands, qui campaient sur le territoire français, les admirables recrues qu'on pourrait mettre en ligne courraient à un échec certain.

Ne nous hâtons pas de nous indigner et de nous étonner que ces généraux et cet homme d'Etat de l'ancienne école n'aient pas eu la foi d'un Hoche, d'un Marceau ou d'un capitaine Lebaud (1). Le rédacteur militaire de « L'Humanité », M. le Commandant H. Rossel, notait ce qui suit dans le n° du 10 février 1908 de ce journal :

« Quant à la levée en masse, non-seulement nos généraux ne conçoivent pas la mise en valeur immédiate de toutes les ressources viriles du pays, mais ils n'y ont jamais pensé.

« Les armées de réserve et de territoriale, dont la mobilisation est prévue, leur paraissent *de pures chinoiseries*. Ils n'ont confiance, et ils le répètent à l'envi, que dans l'armée du pied de paix, grossie de quelques jeunes réserves. »

Et le distingué publiciste, — dont les articles si

(1) « L'éducation dans l'armée d'une démocratie » par le capitaine Lebaud. — Chez Berger-Levrault et Cie, à Paris.

patriotiques et si savants sont, à juste titre, remarqués, — de conclure que nos généraux actuels sont tous « d'origine et de tendance prétoriennes. » Eh bien, et ceux du second Empire, que devaient-ils donc être, si c'est là le beau résultat de trente-huit ans de République !

Pour revenir, répétons que Bazaine était d'avis qu'il fallait conclure la paix, après Sedan. Un de ses familiers nous a écrit ce qui suit : « Que de fois, en se retirant, le soir, le Maréchal nous disait : « Allons, prenons courage ! Qui sait si, demain, nous n'apprenons pas que la paix est faite ? Tous les généraux, tous ceux qui connaissent les défauts de notre état militaire, sont du même avis. La résistance est insensée. Faisons la paix ; et, dans deux ou trois ans, recommençons la guerre. C'est une surprise. Elle ne compte pas. »

ELIE PEYRON.

LE COSTUME EN PROVENCE

Le Costume en Provence, par J. Charles-Roux, Bibliothèque régionaliste, Paris, Bloud, 1909, 1 vol. in-16 de 250 pages. Gravures hors texte et illustrations dans le texte. Première édition.

L'auteur donne l'exemple d'une vie absorbée par les grandes affaires, mais qui sait trouver dans le culte des lettres et de l'art, des satisfactions plus douces, sinon plus profondes.

Comme ces citoyens des républiques de l'antiquité grecque ou de la renaissance italienne, devenus les favoris de la fortune par leur action personnelle, il fait servir une situation privilégiée à créer de la beauté.

Des publications de grand luxe, comme « Souvenirs du passé. *Le Cercle artistique de Marseille* » et *Le Costume en Provence*, recueils in-4°, avec héliogravures et planches en couleurs, sont des monuments élevés à la gloire de la Provence, et n'ont qu'un défaut, celui d'être inaccessibles aux bourses modestes, et même à la plupart de nos bibliothèques publiques.

Préoccupé de mettre à la portée de tous, les souvenirs d'art du passé méridional, et même l'esthétique présente du Midi, M. Charles-Roux a publié, dans le format in-16 de la Bibliothèque régionaliste, des livres très agréables, avec illustrations, sur « Aix-en-Provence », « Fréjus » et « Nîmes ». Il nous en promet sur Vienne, Aiguesmortes, Saint-Gilles, Grenoble, des artistes marseillais, les faïences provençales et l'industrie des santons. On voit combien vaste et séduisant est le programme, susceptible d'extension. Pour le moment, je ne m'occupe que du *Costume en Provence*.

Ce livre, plein de charme et de goût, est une artistique protestation contre l'abus de la centralisation parisienne, qui supprime de plus en plus la vie régionale et ses manifestations les plus attachantes.

Le mouvement, commencé à Versailles, avec le despotisme de Louis XIV, n'a fait que croître et embellir sous la Révolution et le Premier Empire. Les régimes subséquents l'ont tous favorisé, comme un moyen commode de gouvernement. Aujourd'hui la province n'existe plus. Elle ne sert plus qu'au recrutement du minotaure parisien, qui épuise sans cesse de sujets d'élite les départements.

Ceux qui restent dans le désert intellectuel du Midi, par exemple, n'ont d'autre consolation que leur propre pensée, ou la beauté du soleil et des choses mourantes.

La lumière, la nature des bords de la Méditerranée, demeurent éternellement belles. Sur la terre de Provence, les filles d'Arles perpétuent l'élégance et la noblesse des divinités antiques. Mieux que leurs sœurs de Marseille, d'Aix, d'Avignon et de Nîmes, elles ont su résister à l'envahissement des modes parisiennes.

Le principe de leur costume national est resté cette fête des yeux de la toilette décolletée, de l'harmonieux aspect d'une gorge pure, mal cachée par les fins tissus blancs de l'exquise *chapelle*. Le décolletage, si discret qu'il soit, donne à l'ensemble un air de gala, permanent hommage à la beauté fine et fière des Arlésiennes, seul procédé de mise en valeur qui soit vraiment digne d'elle.

En retraçant l'évolution du costume d'Arles, notre livre en démontre le perfectionnement constant au cours du XIX^e siècle. Ce progrès est décrit avec un sentiment délicat et sûr des choses féminines.

Du vêtement romain, il ne subsiste que le voile blanc de mousseline, porté quelquefois dans les cérémonies religieuses. Voir, page 40, la phototypie de l'Arlésienne au voile, où la noblesse du costume est en parfaite harmonie avec celle du visage.

Le *plechoun* actuel, ou mouchoir de tête, vient aussi d'un ancien voile.

La domination catalane et les relations avec l'Italie influencèrent le costume arlésien. Au XVII^e et au XVIII^e siè-

cle, la mode française est prépondérante dans les villes. Dans les campagnes, le costume garde sa couleur locale. Cela résulte de la précieuse série de *santons*, conservée dans la collection marseillaise du Cremascle.

Quel que fût le succès des modes parisiennes au XVIII^e siècle, dès cette époque, les dames d'Arles portent une coiffure d'un caractère local très tranché. On peut admirer, page 88, une Arlésienne du temps de Watteau, c'est-à-dire des vingt premières années du XVIII^e siècle. C'est une jeune femme de nos jours, d'un type ravissant, qui a revêtu un ancien costume. On y voit le *corps* français, comprimant la poitrine, véritable instrument de supplice, avec un léger décolletage, tempéré par des dentelles. Une coiffe de dentelles enveloppe la tête, laissant échapper, de chaque côté d'un visage délicieux, d'abondantes boucles de cheveux.

A la fin du XVIII^e siècle, on est renseigné par les curieux et charmants tableaux de Raspal, au Musée Réattu, et par la description du Père Dumont, religieux minime d'Arles, sans compter le Museon Arlaten. Le costume arlésien est alors parvenu à une grande originalité. Les coiffes sont à la chanoinesse. Rien de plus piquant qu'un jeune et spirituel visage enfermé dans ce tulle brodé, tout juste assez rigide pour ne pas perdre son ouverture arrondie. Voir la jeune fille au sourire malicieux de la page 98. La gorge fine est trahie par un fichu de dentelle qui peu à peu deviendra la *chapelle*.

Dès la Révolution se dessine le sens dans lequel le costume arlésien a évolué :

- 1° La mise en liberté progressive de la chevelure ;
- 2° Le raffinement dans l'art du décolletage, par l'importance que prend la *chapelle* ;
- 3° L'ajustement de plus en plus esthétique de l'ensemble du vêtement.

En réalité, une jeune femme ne peut orner sa tête de quelque chose de plus adorable que ses cheveux. Abondants et souples, ils ruissellent de lumière, leur masse lourde se tord docile sous sa main délicate, et garde toutes les formes. Ce qu'on ajoute aux cheveux ne doit pas les masquer, mais seulement les relever par un ton de contraste, telle la fleur sanglante qu'une Espagnole pique

sous son oreille ; ou bien les rehausser par un symbole, tels la petite dentelle et le ruban flottant des Arlésiennes. Ici, le symbole exprime la tradition d'un culte deux fois millénaire de la beauté féminine, dans ce coin béni de Provence. C'est un héritage moral, un héritage d'art, qui apporte quelque chose de hiératique, de sacré, à la splendeur naturelle des filles d'Arles.

O poètes, vous qu'émeuvent les choses d'art et les périls qu'elles courent, ne vous lassez pas de chanter le costume d'Arles. Tâchez de n'avoir jamais à le pleurer. O Mistral, qui incarnez le génie de la Provence, soyez remercié de votre glorification du costume d'Arles dans la touchante *festo vierginenco* de 1904.

En mettant son influence, au service d'une cause aussi belle et aussi menacée M. Charles-Roux s'est acquis des droits à la reconnaissance de tous les amis du Midi, et ils sont nombreux, car on en trouve dans toutes les régions du globe.

ED. BONDURAND.

LE THÉÂTRE A AVIGNON

L. DUHAMEL. — **Le Théâtre à Avignon aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans l'Annuaire administratif, historique et statistique de Vaucluse, année 1909.**

Continuant la belle série de travaux qui font, de l'*Annuaire de Vaucluse*, une collection d'une valeur inestimable, M. Duhamel nous donne cette année une étude sur le théâtre à Avignon au XVII^e et au XVIII^e siècle.

De bonne heure, les Avignonnais ont eu un goût très vif pour le théâtre. Au XV^e siècle, ils se pressaient en foule aux représentations des farces, soties et moralités que composait le savetier Jean Billieti, auteur et comédien. Ces pièces ne respectaient pas toujours la morale et frondaient souvent les pouvoirs publics. Aussi le Pape Clément VII dut-il publier, dès 1526, un bref contre la licence des spectacles et soumettre toutes les comédies ou tragédies à la censure du viguier.

En dehors des pièces qui se jouaient en plein vent, sur des « eschafauds », on donnait aussi des représentations dans les collèges agrégés à l'Université et chez les Jésuites. C'est ainsi qu'« un ballet de la composition du sieur Nouguiet, intitulé : *Les Entretiens de la Fontaine de Vaucluse*, fut dansé dans la grande salle du Collège du Roure en 1649. » On voyait dans ce *divertissement* « un licencié de la Faculté de Montpellier, venu à Vaucluse pour herboriser, un enfariné, plâtrier de Velleron, et deux enfumés, charbonniers de Ménerbes. »

Des personnes de qualité chantaient aussi l'opéra dans leur maison.

Quant aux comédiens de profession, ils eurent, dès la fin du XVI^e siècle, à leur disposition, deux jeux de

paume. L'un, fondé en 1596, par Pompée Catilina, colonel de l'infanterie du Pape, s'élevait en face de la porte de l'Oulle, sur l'emplacement où fut construit le théâtre du XVIII^e siècle. L'autre qui, dès 1642, appartenait à Pierre Avril, beau-père du peintre Nicolas Mignard, se trouvait situé entre le couvent des dames du Refuge et le Collège Saint-Nicolas-des-Savoyards. Après Nicolas Mignard, la propriété de ce jeu de paume passa à son fils Pierre, le célèbre architecte, puis à la veuve de celui-ci, et s'effondra presque complètement en 1732.

C'est sans doute dans cette salle que dut jouer Molière, lorsqu'il séjourna à Avignon avec sa troupe au mois d'octobre 1655, avant de se rendre aux Etats de Languedoc. Peut-être faut-il dater de cette époque le commencement de ses relations avec Mignard qui habitait dans une dépendance du jeu de paume. On prétend même que le peintre aurait profité de cette occasion pour faire le portrait du grand comique et que ce portrait serait celui qu'« un riche amateur russe » a donné récemment à la Comédie-Française.

Lorsque le jeu de paume de la veuve Mignard se fut écroulé en 1732, les principaux membres de l'aristocratie avignonnaise résolurent de faire construire une nouvelle salle de spectacles. Une société par actions se forma pour acheter l'ancien jeu de paume de Pompée Catilina qui tombait en ruines et confier à l'architecte Laisné le soin d'édifier un véritable théâtre, dont la façade subsiste encore aujourd'hui. On eut désormais une salle qui, au dire du duc d'Ormond, était « la plus jolie de France ».

On y jouait la tragédie, la comédie et quelquefois l'opéra. Les pièces étaient celles du répertoire des théâtres de Paris. Cependant en 1755, une pièce intitulée : *Le Début des Comédiens à Carpentras*, en un acte, en prose, fut donnée au public par le moucheur de chandelles de la Comédie d'Avignon. Parmi les troupes de passage, il faut signaler celle de Fabre d'Eglantine, qui dirigea le théâtre d'Avignon en 1785.

La police des spectacles appartenait au viguier qui avait fort à faire pour obliger les acteurs et les musiciens à l'exactitude et à la décence, pour régler les entrées

de faveur, faire respecter les droits des « abonnés », fixer le prix des places, ou maintenir le bon ordre au parterre. Souvent des discussions ou des rixes éclataient, surtout entre les étudiants et les suppôts de M. le vice-légat. Quelquefois, il se produisait de violents scandales ; c'est ce qui arriva notamment lorsque la Marquise de B... et Marie Rey, dite la Provençale, entremetteuse, se prirent aux cheveux au milieu du spectacle. Mais d'ordinaire, l'ordre n'était troublé que par de futilles querelles de préséance que M. Duhamel conte avec humour et esprit ; les dames pouvaient donc s'y donner à l'aise « des airs penchez sur des canapez et pousser les beaux sentiments avec des cavaliers bien tournez ».

Tel est le résumé sommaire de cette étude pleine de faits et de documents.

M. Duhamel a d'ailleurs brisé les limites du cadre étroit qu'il s'était tracé. Il n'a pas voulu se borner à écrire la monographie du théâtre ; il a donné aussi un aperçu des plus suggestifs sur l'histoire de la société avignonnaise au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle. Aussi son récit fourmille-t-il de détails amusants, contés avec verve, sur cette époque où « les occupations les plus sérieuses pour la noblesse et même pour la bourgeoisie étaient de couper au lansquenet chez M. le vice-légat, de ponter à la bassette chez M. le premier consul, de construire une salle de comédie et d'y mener des intrigues ». M. Duhamel a écrit ainsi une étude intéressante, captivante, plaisante même, dont on ne sait ce qu'il faut le plus louer, de la documentation abondante, solide et sûre, ou des grâces d'un style clair autant qu'élégant. Elle plaira à tous ceux qui aiment les œuvres de belle tenue littéraire.

J. GIRARD.

FELIBRE DI TAVAN

Ce nom, depuis longtemps aimé des lecteurs de l'*Armana*, — autant dire de tous les Provençaux, — vient d'être brillamment consacré par les éloges reconnaissants des bons méridionaux qui savent encore s'émouvoir à la lecture des chefs-d'œuvre félibréens. Et désormais, tout historien consciencieux de la renaissance de notre langue d'Oc aux *xix^e* et *xx^e* siècles devra citer Jean-Henri Fabre à côté des maîtres de cette renaissance.

J'ai eu la joie de saluer le premier, en séance de l'Académie de Vaucluse, il y a trois mois, l'apparition des *Oubreto prouvençalo dou Felibre di Tavan, rambaiado pèr J.-H. Fabre, (traduction française en regard)*. Il m'est particulièrement agréable de faire une nouvelle étude de ce beau livre, dans une Revue qui porte un titre ensoleillé, vers lequel les *tavans*, jaunâtres ou dorés, doivent diriger leurs ailes.

Il y a quelque trente ans sinon quarante, — à l'époque où le professeur J.-H. Fabre faisait en Avignon des cours publics de physique et de chimie, sous les voûtes qui portent l'élégant clocher de Saint-Martial, il employait déjà ses loisirs à des livres dans lesquels sa profonde science ne dédaignait pas de laisser pénétrer parfois un rayon de poésie : Tels, les *Souvenirs entomologiques* et l'*Histoire de la Bûche*. Les collines de Villeneuve-lès-Avignon étaient alors le champ préféré de ses observations, et, si quelques-uns de ses élèves en ont fidèle souvenance, il apportait une telle passion à étudier les mœurs des insectes sous l'ombre pâle des oliviers ou même au plein soleil d'été, il s'y absorbait tellement, que certain garde-champêtre en manifesta la plus injuste et la plus importune

surprise ; il n'est meilleur hommage que d'être incompris des ignorants.

Aujourd'hui, fièrement isolé dans sa maison de Sérignan, où, tous les matins, il s'assied à sa table de travail avec la même active régularité qu'en sa jeunesse, ce vieillard, toujours vigoureux d'esprit et de corps, continue des travaux scientifiques que l'Institut vient de récompenser récemment, pour la quatrième fois. La table de sapin est toute modeste, au milieu d'un cabinet simplement blanchi à la chaux ; l'écrivain y apporte les richesses de sa pensée, les merveilleuses visions où revit toute la Nature ; il les nimbe amoureusement à la fumée de sa pipe.

Que ce savant soit un poète, n'est-ce pas tout naturel dans notre pays ? Et surtout un poète en langue du terroir.

Ah ! quelle franche expression il donne à ses strophes vigoureuses, colorées, incomparablement justes ! Et quelle saine philosophie il en fait jaillir !

Cependant, il ne paraît pas en avoir tiré gloriole, — exemple à méditer, ô mes confrères ! — Il a laissé le soin pieux d'éditer ses vers à son frère et à ses neveux ; heureusement, ils étaient dignes d'en apprécier la haute valeur :

« Pauris oubreto, ùmbli bachiquello, — dit-il, en manière
« d'introduction, — jamai de la vido de mi jour la pensado
« m'èro vengudo de vous rambaia en un librihoun flame-
« nou ! A l'ouro d'uei, lou devès ; aquel ounour à moun
« fraire Frédéric Fabre e à mi dous nebout, Antonin e
« Henri, que n'an pas vougu vous leissa peri dins li vièi
« papié dou *Felibre di Tavan*, ounte adeja lou ratun niso.
« A touti li tres, faguen dounc amistadouso capelado. »

Oui, à l'exemple de l'auteur, nous leur ferons le salut de *gramaci*, — car ces *bachiquello*, ces œuvrettes forment un des plus remarquables recueils du Félibrige. L'homme éminent que Darwin appela le roi des observateurs, a si bien regardé la nature de notre pays qu'il y a découvert une nouvelle source de poésie. Félibre des hannetons, c'est-à-dire de tous les insectes que le paysan désigne communément sous ce nom, le maître Henri Fabre a trouvé dans la langue populaire un incomparable instrument pour dépeindre la vie des champs, les mœurs intimes d'humbles bestioles, la philosophie naturelle des gens et

des bêtes. Lui seul pouvait le faire avec perfection. L'alouette huppée, le grillon, le crapaud, la grenouille et jusqu'au têtard, le chien, l'âne, la cigale et la fourmi, tous les êtres, enfin, l'intéressent et l'inspirent, — y compris l'homme. Il voit grand, quand il le veut : *le Ventoux*, *la Neige*, *lou Semenaire*, sont de larges tableaux. Il touche enfin aux plus hautes questions sociales ou religieuses dans des poèmes tels que *lou Manescau* et *Bautezar*.

En général, il conserve le ton familier qui convient à l'idiome populaire ; il ne recule pas devant le mot cru ; c'est un des privilèges du provençal, comme du latin. Dès les premiers vers, on sent une main sûre et puissante ; l'idée est presque toujours originale, en restant profondément juste. Rien de plus franchement peint dans sa singularité que *le Crapaud* ; c'est tout un magistral poème où le « philosophe des bourbiers », platonicien à sa manière, raisonne sur le Beau, le Bon et le Vrai des choses. Le Beau, pour lui, c'est la crapaude : « rien sous la calotte du ciel ne la vaut, quand au printemps elle a pris son tablier jaune et sa bavette blanche ; non, rien ne vaut sa poitrine bouffie, ses pattes charnues qui sont, on le dirait, faites au tour par les mains d'une fée... » — Le Bon, c'est la blatte, le grillon noir, le scarabée-stercoraire, qui sent le musc et embaume, le cloporte qui prend sel au salpêtre sué par les vieilles murailles. — Quant au Vrai, le crapaud n'en pense rien, sinon que ce soleil-là resplendit seulement pour l'homme : « De vérité, mieux que de pain, à moins d'être crapaud, l'homme fait nourriture. »

Si j'osais, je penserais que l'auteur est trop aimable pour l'homme. Mais, dans sa paisible maison de Sérignan, il ne fréquente plus guère que lui-même, ce qui explique sa favorable opinion sur l'espèce.

Il connaît d'ailleurs à fond les moindres êtres ; il met en mouvement tout un monde dans une mare ; il sait l'agitation printanière des épinoches, des libellules, des lézards éblouissants. Il rectifie plus vertement que personne l'erreur de La Fontaine dans *la Cigale et la Fourmi*, et, sur ce même sujet, il nous donne une pièce admirable ; il y retrace la véritable vie de la cigale qui, pour se nourrir, plonge l'aiguille de son bec dans l'écorce juteuse d'un

rameau et fore un minuscule puits de miel dont lui envient et lui disputent la possession tous les insectes voisins, principalement la fourmi. La morale, on le comprend, est cruelle pour les larrons, *ramassaire de dardeno, det croucu*, qui calomnient l'artiste, le traitent de fainéant et lui dérobent le fruit de son travail, et même, comme fait la fourmi, alors que la cigale est morte, rongent son cadavre.

Il faudrait non seulement tout résumer, mais tout reproduire. *Lou Manescau, Bautezar, la Nèu, li Bericle de Vasco*, tout me tente. Le mieux sera que vous lisiez le livre entier. Imprimé par la maison Seguin, édité par la maison Roumanille, il peut, dans ces deux temples félibréens, voisiner glorieusement avec les chefs-d'œuvre de la littérature provençale.

Alexis MOUZIN.

CHRONIQUE

La Société Française d'Archéologie tiendra son 76^e Congrès à Avignon, le mardi 18 mai.

En voici le programme :

PROGRAMME SCIENTIFIQUE

1. Présenter un travail d'ensemble par ordre de matières, sur les principaux travaux archéologiques publiés par les Sociétés savantes et les particuliers, en Vaucluse, depuis le Congrès de 1882.

2. Indiquer les découvertes récentes faites dans les grottes, les abris et les gisements préhistoriques.

3. Étudier les monuments romains d'Avignon, d'Arles, d'Orange, de Vaison et des autres villes de la région. — Signaler les nouvelles inscriptions et le résultat des dernières fouilles.

4. Présenter un travail d'ensemble sur les baptistères de la France. — Relever les autels et les plaques décoratives des époques mérovingienne et carolingienne.

5. Quelles sont les parties d'églises qui peuvent être attribuées avec certitude au XI^e siècle dans la basse vallée du Rhône ?

6. Énumérer les caractères de l'école romane de Provence. — Tracer les limites de son influence. — Montrer son évolution au XII^e siècle.

7. Donner des preuves de la persistance des traditions romanes dans l'architecture et la décoration des monuments de la Provence. — Rechercher les influences de l'école lombarde sur les églises. — Peut-on dater les marques de tâcherons ?

8. A quelle époque remontent les plus anciennes voûtes d'ogives dans le Sud-Est de la France? — Étudier les culs-de-four nervés.

9. Quelles sont les limites de l'école gothique du Midi de la France vers le Dauphiné et les Alpes? — Indiquer ses caractères en Provence. — Citer des exemples d'influences venues du Nord.

10. Copier les marchés ou prix-faits relatifs à des monuments du xiv^e au xvi^e siècle. — Découvertes nouvelles faites au Palais des Papes.

11. Quels sont les caractères de l'architecture militaire du xiii^e et du xiv^e siècle dans la région? — Monographie d'un château féodal.

12. Reconstituer au moyen des documents l'ancien état des couvents des Cordeliers, des Dominicains et des Augustins d'Avignon.

13. Étudier les Vierges des coins de rue et les tombeaux gothiques d'Avignon et des environs.

14. Dresser le catalogue des peintures de l'école avignonnaise antérieures au xvi^e siècle.

15. Montrer le rayonnement des écoles artistiques d'Avignon à l'étranger : sculpture en Italie, peinture en Allemagne. — Rechercher les œuvres des artistes originaires du Comtat qui ont travaillé en dehors de la région.

16. Quelle est l'influence exercée dans la région par les artistes bourguignons, parisiens et flamands?

17. Rechercher l'influence possible des monnayeurs italiens de l'atelier pontifical de Sorgues sur le monnayage du xiv^e siècle dans les pays de la vallée du Rhône. — Cataloguer les méreaux ecclésiastiques d'Avignon et signaler les documents qui les concernent.

Ce programme n'est pas limitatif et tous les mémoires archéologiques d'intérêt général ou local pourront être accueillis après examen du bureau.

Les auteurs de longues communications sont invités à les résumer oralement, car aucune lecture ne devra dépasser quinze minutes.

Les manuscrits doivent être adressés, avant le 15 mai, à M. Joseph Girard, conservateur du Musée Calvet, 12, rue de la Croix, à Avignon, secrétaire général du Congrès.

RÉCOMPENSES

De grandes médailles en vermeil et des médailles en argent et en bronze seront distribuées par la Société Française d'Archéologie, à l'occasion du Congrès, pour des fouilles, restaurations et travaux archéologiques,

RÉUNIONS ET EXCURSIONS

Mardi 18 mai, 10 h. du matin. *Séance d'ouverture* à l'Hôtel de Ville d'Avignon. Après-midi. Visite des églises d'Avignon. 8 h. 1/2. *Séance* à l'Hôtel de Ville.

Mercredi 19. Le matin. Orange. Déjeuner. Après-midi. Vaison.

Jeudi 20 (*Ascension*). 10 h. 30. Départ en chemin de fer pour Saint-Paul-Trois-Châteaux. Déjeuner. Après-midi. Visite de Saint-Paul et de Saint-Restitut. 9 h. Réunion du Conseil administratif de la Société au Grand-Hôtel d'Avignon.

Vendredi 21. Le matin. Villeneuve-lès-Avignon. Après-midi. Le Palais des Papes. Les remparts. Le pont Saint-Bénézet. Le Musée Calvet. 8 h. 1/2. *Séance*.

Samedi 22. Le matin. Abbaye de Montmajour et Saint-Gilles. Déjeuner. Après-midi. Aigues-Mortes.

Dimanche 23. Journée réservée aux excursions individuelles. On peut indiquer : Les Baux, le Pont-du-Gard, Nîmes, la fontaine de Vaucluse, l'abbaye de Sénanque et Gordes, Pont-Saint-Esprit et Bourg-Saint-Andéol. 7 h. 1/2. Banquet.

Lundi 24. Arles. Déjeuner. 8 h. 1/2. *Séance*.

Mardi 25. Le matin. Cavaillon et Saint-Remy. Déjeuner. Après-midi. Saint-Gabriel, Tarascon et Beaucaire. 8 h. 1/2. *Séance de clôture*. Distribution des médailles. Projections photographiques.

Mercredi 26. Le matin. Excursion à Venasque et à Carpentras. Déjeuner. Après-midi. Le Thor.

Toutes les excursions se feront par trains spéciaux.

Un horaire détaillé de chaque journée d'excursion sera remis aux membres du Congrès.

Le guide, rédigé par M. Labande, sera distribué aux adhérents dès leur arrivée à Avignon, mais on ne pourra pas l'expédier par la poste à ceux qui le réclameront.

Le Guide illustré du « Syndicat d'Initiative de Provence » sera envoyé à toute personne qui en fera la demande à M. Fabre, délégué du Syndicat, place du Change, à Avignon. — Joindre un timbre de 0 fr. 20 pour le recevoir par la poste.

Les adhésions doivent être envoyées au plus tard avant le 25 avril 1909, avec un mandat ou un bon de poste de cinq francs, à M. Henri Heuzé, Secrétaire-adjoint de la Société française d'Archéologie, 16, rue Cartault, à Puteaux (Seine).

*
* *

Congrès des Sociétés Savantes de Provence

Il se tiendra en Arles, dans le courant de mai 1909, à l'occasion du Jubilé de Frédéric Mistral. La date de l'ouverture sera annoncée ultérieurement par les journaux, ainsi que l'ordre des séances.

Le programme porte sur l'histoire, l'archéologie, l'état économique et social, l'histoire naturelle et la géographie de la Provence, et en général sur tout ce qui s'y rattache, dans le passé et le présent.

Par *Provence*, les organisateurs entendent toute la région de langue provençale (Comtat Venaissin, Comté de Nice, Principautés d'Orange et de Monaco, Gapençais).

Les mémoires devront être envoyés à M. Lieutaud, 4, rue de la Monnaie, à Arles, *avant le 15 mai*, pour qu'on ait le temps de les classer.

Aucune cotisation spéciale à payer pour être admis au Congrès; tout membre d'une société savante de la région peut présenter un mémoire, assister aux séances et prendre part aux excursions organisées.

Envoyer les adhésions à M. Lieutaud, pour que les réductions de tarif puissent être demandées en temps voulu aux Compagnies de transport.

Quoique il ne soit pas question de la rive droite du Rhône dans tout le programme distribué aux abonnés du *Bulletin de la Société des Amis du vieil Arles*, cette rive n'oublie pas que la coiffure arlésienne déborde sur elle, dans les limites où l'ancien diocèse d'Arles s'étendait, au spirituel, sur le Languedoc. De même, l'ancien diocèse d'Avignon s'étendait, en passant le Rhône, de la terre d'Empire dans la terre du Royaume.

Si donc les habitants du *Pagus Nemausensis* n'appartiennent pas à la Provence, ils voisaient intimement avec elle. Qui pourrait compter les bonnets d'Arles qui se promènent dans Nîmes ? A ce titre, nous adressons nos meilleurs vœux de succès au Congrès Arlésien. E. B.

*
* *

LA SAINT-BARTHÉLEMY

A NÎMES

On lit dans le *Journal du Midi* du 2 avril 1909 :

« M. le pasteur G. Fabre a fait, à la dernière séance de l'Académie, une très intéressante lecture sur la « Saint-Barthélemy à Nîmes ».

« C'est un fait historique, établi par Ménard, que le tragique événement du 24 août 1572 n'eut dans notre ville, déjà à cette époque, très divisée, aucune répercussion. Nîmes fut au nombre des cités où les catholiques protégèrent les protestants et où les deux partis se jurèrent une mutuelle garantie.

« M. le pasteur Fabre, dans sa communication à l'Académie, a confirmé ce fait et en a rappelé les circonstances, à l'honneur de notre histoire locale. Il a rendu hommage au rôle joué par le premier consul de cette année, Guillaume Villard, — un catholique — qui, d'accord avec le chanoine Bertrand de Luc, vicaire de l'évêque, réunit les principaux habitants des deux religions, les exhorta à la paix et leur fit jurer de ne rien entreprendre les uns contre les autres. Les deux partis prirent de concert des précautions pour maintenir la tranquillité dans la ville ; on en ferma l'entrée à tous les étrangers et on ne laissa ouverte qu'une porte, dont la garde fut confiée aux notables de l'un et l'autre culte.

« Comme conclusion, M. le pasteur Fabre s'est demandé s'il ne serait pas bon, pour honorer le souvenir de cet homme de bien, qu'un buste de Villard fût élevé dans notre ville ou qu'une de nos rues rappelât l'acte et le nom de Guillaume Villard.

« L'idée est excellente et nous enregistrons avec plaisir ces hommages de M. le pasteur Fabre au consul catholique Guillaume Villard. »

Nous nous associons au vœu exprimé par M. le pasteur Fabre et par M. Gustave Goubier, en exprimant le désir que la lecture, faite à l'Académie, soit publiée. C'est une importante contribution à notre histoire locale. E. P.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

L'ÉVOLUTION DE M. PAUL BOURGET

(suite et fin)

Mais nous sommes arrivés à ce qu'on a coutume d'appeler « un tournant » dans l'œuvre de l'écrivain comme dans la vie de l'homme. Un changement de direction dont la brusquerie est souvent plus apparente que réelle, s'opère dans la manifestation des idées. Chez M. Bourget, l'évolution avait été lentement préparée et s'était développée avec un rythme presque ininterrompu. D'abord (nous l'avons vu) pur psychologue, ayant pour unique dessein de discerner et de mettre en lumière les sentiments qui ont inspiré l'action décrite, il a subi dans la formation de ses états de conscience, l'ascendant des Maîtres alors incontestés de la pensée contemporaine, au premier rang desquels se plaçaient Taine et Renan. Nous aurions cependant tort d'attribuer à l'auteur des Dialogues philosophiques une influence directe sur l'esprit de M. Bourget. Trop intelligent et trop fin analyste pour ne pas suivre et saisir dans toutes les nuances et les détours de sa pensée l'éminent et subtil écrivain, il ne s'est uni à lui par aucune filiation intellectuelle. En réalité, il n'a jamais eu aucun goût pour le scepticisme à la fois raffiné et systématique. Cet analyste professionnel a éprouvé

de très bonne heure le besoin des affirmations tranchantes. On a prêté à Renan ce mot : « Le mieux est de ne rien affirmer, ou bien de changer d'avis de temps en temps ; comme cela on a des chances d'avoir été au moins une fois dans le vrai ; » il a du moins écrit celui-ci : « La vérité n'est que le compromis entre une infinité de choses. »

La vérité n'a jamais eu pour M. Bourget ce caractère d'incertitude ; sa pensée naturellement portée vers le dogmatisme s'est promptement dégagée de ses premiers flottements. Le pessimisme épars dans ses premières œuvres n'a point subsisté à l'état de doctrine philosophique. « Quelle artiste en mystification que cette nature si plaisamment qualifiée de bonne par l'ironique Montaigne ? » lit-on dans *l'Irréparable*. Pareille phrase ne se retrouvera plus dans les œuvres récentes inspirées des principes traditionnels.

M. J. Lemaître avait prévu de longue date l'avènement de ce mysticisme, paré des couleurs modernes. Il s'est manifesté, en l'année 1889, par la publication du *Disciple* ; cet ouvrage a eu son heure de célébrité ; peut-être est-il un peu oublié aujourd'hui, mais il est très intéressant à retenir comme expression d'une doctrine qui ne s'est plus démentie depuis lors dans l'œuvre de M. Bourget. On connaît le sujet du *Disciple* : Un jeune candidat aux grades universitaires, Robert Greslou, répudiant les croyances traditionnelles, s'est attaché, avec toute la ferveur mais aussi toute la simplicité de son âge, aux doctrines déterministes enseignées par l'éminent Adrien Sixte, auteur de la *Psychologie de Dieu* et de l'*Anatomie de la Volonté*. Il ne cherche d'ailleurs pas à approfondir le sillon creusé par le savant et ne

relève dans ses ouvrages qu'une théorie de l'inconscience morale.

Il en fait sortir un plan de séduction auquel succombe une jeune fille, Charlotte de Jussat, dont le père fut assez mal inspiré pour l'accueillir dans sa maison en qualité de précepteur. La jeune victime se donne la mort dans des conditions qui laissent incertaine l'hypothèse du suicide. Greslou, accusé de meurtre, est acquitté en Cour d'assises, mais, tombe frappé par le frère de Charlotte qui s'érige en justicier.

Cette affabulation a trouvé, dit on, son origine dans un drame judiciaire qui s'était déroulé quelque temps auparavant devant la Cour d'assises de Constantine. Un autre *Cuistre empoisonné*, le jeune Chambige se disant disciple d'Herbert Spencer et auteur de *l'Ame Intransmissible*, avait également entrepris une œuvre de séduction d'après une méthode soi-disant psychologique.

C'est ainsi que le roman célèbre de Stendhal, *Le Rouge et le Noir*, si puissant par l'intérêt dramatique et le jeu des passions, avait tiré la plupart des situations émouvantes dont il présente le spectacle, dans une affaire criminelle jugée en 1828 par la Cour d'assises de l'Isère. Mais, tandis que dans l'œuvre de Stendhal, la figure de Julien Sorel se détache avec un vigoureux relief au premier plan d'un scénario dramatique où les rôles de femmes, ceux de M^{me} de Rénal et de Mathilde de la Mole, sont animés du souffle le plus ardent de la vie sentimentale, les personnages du *Disciple*, laissent apparaître leur caractère tout artificiel. Ils servent uniquement de support romanesque à une thèse d'école. Quel pauvre représentant des théories déterministes

que cet Adrien Sixte, muni d'une science purement livresque, dont l'unique distraction, au sortir de son cabinet, est d'aller au Jardin des Plantes observer les grimaces des Ouistitis pour y reconnaître les traces de l'origine simiesque de l'homme ! « Il ne connaît, dit un critique, que sa seule âme où il ne s'est jamais rien passé. » De quel grand philosophe ou naturaliste contemporain, le romancier avait-il donc imaginé de retracer le portrait même quelque peu défiguré ? Est-ce à celui d'Herbert Spencer dont s'était recommandé le détraqué Chambige ? Non assurément, car M. Bourget a lui-même déclaré que, par sa théorie sur l'Inconnaissable, le philosophe anglais tendait à rouvrir les perspectives sur le domaine religieux, fermées par la pure doctrine déterministe. Rien dans les traits d'Adrien Sixte ne rappelle ceux de Renan, le grand charmeur.

Taine au contraire se crut visé, malgré l'admiration que lui a toujours témoignée l'auteur du *Disciple*, par les allusions que renferme le roman à certains points de ses doctrines. Quel tapage jadis autour de la fameuse phrase : : « Le vice et la vertu sont des produits comme le sucre et le vitriol. »

Il protesta avec une vivacité, d'ailleurs amicale, contre toute confusion de sa personnalité philosophique avec le personnage chargé de la responsabilité morale du drame. « Vous lui avez, écrivait-il au romancier, donné un cerveau insuffisant, une éducation scientifique insuffisante ; il ne connaît que des superficies. Les noms de vice et de vertu ne sont pas des termes de convention, des qualifications arbitraires ; ils expriment l'essence des actes et des individus. La personne humaine n'existe que dans la société et par elle. Mon analyse préalable est

toujours rigoureusement déterministe ; ma conclusion terminale est rigoureusement judiciaire. A mon gré, la vraie science, la vraie philosophie conclut non, comme Sixte, mais comme Marc Aurèle. »

Depuis longtemps déjà, l'éminent écrivain avait exprimé, en toute sincérité, sa pensée sur la distinction qui, à son sentiment, sépare l'explication des phénomènes physiques et moraux du jugement à porter sur les actes. Dans une curieuse lettre adressée en 1872 au directeur du *Journal des Débats*, il la signalait en termes très nets : « L'analyse une fois faite, on n'arrive pas pour cela à l'indifférence ; on n'excuse pas un scélérat, parce qu'on s'est expliqué sa scélératesse ; on a beau connaître la composition chimique du vitriol, on n'en verse pas dans son thé. »

Quelle conclusion tirer de cette polémique ? C'est que la discussion des thèses philosophiques est assez mal placée dans le cadre d'une aventure romanesque. Sans doute, le développement du caractère de tels personnages, les réactions qu'opèrent les uns sur les autres les intérêts et les passions mises en jeu, sont susceptibles d'impressionner vivement l'esprit du lecteur dans le sens où le lecteur a voulu le conduire. La *Maison du Péché*, la *Rebelle*, de M^{me} Tinayre, par exemple, contiennent d'éloquents revendications en faveur de l'Amour libre, mais c'est par la force des sentiments exprimés et non par la voie de déductions abstraites ou de situations factices que la suggestion s'accomplit.

Le *Disciple* jouit donc, à notre avis, d'un renom un peu usurpé, mais désormais M. Bourget est en route vers « le port mystique » que Taine lui avait signalé comme le but suprême auquel tendait son œuvre littéraire et philosophique.

Il aspire à dire avec le poète :

« Heureux qui peut garder, quand tout tremble et chancelle,
« Des sentiments anciens, dans une âme nouvelle,
« Et son cœur immuable en un décor changeant. »

M. Bourget est devenu une des lumières de l'Ecole Traditionnaliste. En étudiant son œuvre dans sa dernière phase, nous assistons à un intéressant mouvement d'idées qui s'est produit de nos jours. La tradition était tombée en plein discrédit à la fin du XVIII^e siècle. Les plus nobles et les plus généreux esprits avaient entrepris la reconstitution de la société humaine sur les bases de la pure raison. Rousseau avait formé l'homme abstrait, dégagé des tares de la Civilisation, ce que l'on a dénommé « la Marionnette philosophique du Contrat Social. » L'Ecole positiviste a porté le coup fatal à cette conception simpliste de la personne humaine. La proposition d'Auguste Comte : « L'Humanité se compose en tout temps de plus de morts que de vivants », a servi d'épigraphe à la philosophie politique contemporaine et domine la doctrine évolutionniste. Les esprits les plus ouverts montrent à la tradition un respect que leurs devanciers n'avaient pas connu. « L'amour du passé, écrit M. J. Lemaitre, est une piété et une vertu. Je jouis de sentir à tout mon être des racines si profondes dans les temps écoulés et d'avoir tant vécu déjà, avant de voir la lumière ! »

N'est-ce pas un signe des temps que d'opposer à la Pucelle de Voltaire la Jeanne d'Arc de M. Anatole France, où un des esprits les moins mystiques qui fût jamais, s'est efforcé de retrouver les sentiments de nos aïeux et de penser, sinon en communion, du

moins en intelligence avec eux. Mais le dépôt précieux de la tradition se forme d'alluvions successives. Ce qui paraît aujourd'hui vieilli a surpris par sa nouveauté les générations disparues. A la loi de constance se relie la nécessité vitale du changement.

Il semble que la première ait surtout frappé la pensée de M. Bourget, et que ses regards se tournent plus volontiers vers le passé que vers l'avenir. C'est du moins l'état d'âme dont témoignent ses dernières œuvres maîtresses : *l'Etape*, *le Divorce*, *l'Emigré*, et ses *Etudes Sociologiques*. Il a voué une admiration toute particulière à un écrivain d'un indiscutable mérite, mais que ses contemporains, en pleine Restauration, traitaient déjà d'idéologue rétrograde, le vicomte de Bonald. Certes, Bonald est un esprit vigoureux, quoique un peu illusioniste, puisqu'il a aperçu une Constitution dans l'Ancien Régime, mais sa conception de l'infirmité humaine le fixe dans une immutabilité presque hiératique. Il ne voit un peu de lumière qu'autour du Monarque, élu de Dieu, et il lui confie le bâton de la tradition. « Dans une file d'aveugles, dit-il, qui se tiennent par la main, il ne faut de bâton qu'au premier. »

Sans doute, la conception de M. Bourget a un peu moins d'étroitesse, mais elle s'attache plus à la fixité qu'au mouvement, et se trouve en communion avec la pensée que Bonald a traduite sous cette forme : « Il faut marcher avec son siècle, disent les hommes qui prennent pour un siècle les courts moments où ils ont vécu. Mais, depuis Tacite, on appelle esprit du siècle, les désordres qui y dominant. — *Sæculum Vocatur* — Ce n'est pas avec un siècle, mais avec tous les siècles qu'il faut marcher. Et c'est quelquefois à un homme seul qu'il appartient de ramener le

siècle à ces lois immuables qui ont précédé les hommes et les temps. »

M. Bourget ne s'effraie nullement de l'impopularité de son modèle, de même qu'à une époque récente, un célèbre ministre anglais, bien désavoué depuis, se réjouissait « du splendide isolement » de son pays. Il pousse le respect de la tradition, jusqu'à approuver, comme une excellente garantie de l'indépendance de la Magistrature, le système de la vénalité des charges de judicature condamné déjà par les derniers Chanceliers de la Monarchie. Son rêve est de rétablir des classes dans la Société Nouvelle : les seules concessions qu'il daigne faire « aux faux dogmes de 1789 », c'est d'instituer des Castes, non « à cloisons étanches » mais « à écluses ». Nous croyons, dit-il, que l'oligarchie, à la fois fixée par l'hérédité et renouvelée sans cesse, comme l'oligarchie anglaise, par l'accession des supériorités et la rentrée des Cadets dans le rang, serait l'organe de sagesse et de fierté nationales, dont notre pays a tant besoin.

C'est pour illustrer cette conception de l'ascension sociale que le roman *l'Etape* a été écrit. Remarque intéressante, le roman ne met en scène qu'un personnage de souche nobiliaire, le jeune Adhémar de Rumesnil, et il n'y joue qu'un rôle, aussi piètre qu'effacé.

L'antithèse se pose entre deux plébéiens, l'un et l'autre de forte culture intellectuelle, les professeurs Ferrand et Monneron. Mais le premier, issu de riches propriétaires angevins, est le descendant d'une lignée qui a acquis avant lui ses titres de bonne bourgeoisie. Si la Révolution a tiré ses ancêtres de l'état de subordination où ils étaient placés, il y a déjà si long-

temps qu'il peut en avoir perdu la mémoire. Monneron, fils d'un très fruste cultivateur du Vivarais, n'a dû qu'à son labeur et à la bienfaisante intervention de l'Etat dont il a été le boursier, son accession à un des postes éminents de l'Université. Ce n'est pas lui qui parlera de la faillite de la Science ; il est plein d'admiration pour ces entités qu'on nomme le Progrès et la Raison ; mais ses attaches avec le sol natal sont rompues. C'est le type du « déraciné » de M. Maurice Barrès. « Sa volonté et sa pensée vont contre sa race, au lieu d'en être la continuation, le prolongement. » Comment cette situation sociale et cette disposition d'esprit conduisent la famille du malheureux professeur aux pires catastrophes, la logique toute simple ne suffirait peut-être pas à l'expliquer, si M. Bourget n'avait pris le soin d'infliger à cet infortuné une épouse qui, à beaucoup de défauts et même de vices, joint le démerite originel d'être provençale. Le gaspillage et l'incurie familiale la plus complète, sont donc entrés au foyer de l'universitaire ; peut-être sa destinée eût-elle été moins tragique s'il avait pris femme aux bords de la Loire ! Mais ne nous arrêtons pas davantage à ces critiques de la trame toute artificielle du roman.

En réalité, c'est bien le procès de l'état démocratique tel que le développent nos lois et nos mœurs que M. Bourget a entendu instruire. Détail piquant, c'est un de ses confrères appartenant à ce que l'on appelait jadis « le parti des ducs », M. d'Haussonville, qui, dans une brillante polémique, s'est érigé contre lui en défenseur de la démocratie. Oh ! non point que le noble académicien ait pour la souveraine de notre époque un culte passionné. Peut-être M. Bourget a-t-il eu quelque droit de lui rappeler,

ainsi qu'il l'a fait, le mot de Sainte-Beuve au vicomte de Tocqueville: « Il s'attache à la Démocratie, comme Pascal à la croix, en enrageant!... Mais, plus clairvoyant que le romancier un peu dépaycé dans la sociologie, M. d'Haussonville a envisagé comme un fait universel et nécessaire, l'avènement des institutions populaires.

— Le principal effort de l'auteur de *l'Etape* tend à absorber l'énergie individuelle dans la solidarité familiale. Cette notion de solidarité le domine au point de le rendre favorable aux législations anciennes qui prononçaient la peine de la confiscation par une application rigoureuse mais logique de la responsabilité collective de la famille. Quel échec toutefois au plus rudimentaire idéalisme qui se refuse à matérialiser la faute et à lui enlever son caractère personnel et conscient!

— Avec *Un Divorce*, M. Bourget s'est jeté dans la mêlée des polémiques toutes modernes. On sait que le rôle le plus attrayant pour le romancier et le dramaturge est de s'ériger en critique de la législation en vigueur. Il y a tout juste trente-trois ans, Emile Augier apitoyait un public vibrant et ému sur le sort des victimes du mariage indissoluble. *Le Divorce*, de M. Bourget a quitté, il y a quelques mois à peine, l'affiche de la Comédie, et les spectateurs du drame comme les lecteurs du roman ont eu le loisir de charger d'anathèmes le nom de M. Naquet. L'auteur s'est toutefois défendu d'avoir voulu imposer une doctrine exclusive; il a entendu, dit-il, présenter non un roman ou une pièce à thèse, mais une œuvre d'idées, laissant chacun choisir la solution que son état de conscience doit lui inspirer. Une remarque, en effet, retient l'attention :

A la différence des deux groupements, l'un sympathique, l'autre antipathique de *l'Etape*, constitués par la famille Ferrand et le ménage Monneron, *le Divorce* met en lumière des personnages d'une humanité plus sincère, sans distribution arbitraire entre les bons et les mauvais rôles. Le représentant des idées les moins chères à l'auteur, le libre-penseur, le jacobin Albert Darras, n'est ni diminué ni déformé. Sa vigoureuse personnalité s'accuse même avec un relief particulier, toute empreinte de vertus domestiques et sociales. Le mariage qu'il a contracté avec la femme divorcée du Comte de Chambault a été pour celle-ci un véritable port de refuge contre les angoisses et les misères physiques et morales qui avaient assailli sa première union. Lorsque, plus tard, Gabrielle Darras a retrouvé, sous l'influence de l'abbé Euvrard, la piété de jadis, et qu'un déchirement douloureux risque de rompre une union qui s'était fondée sur la communauté des sentiments et sur la plus tendre affection, le mari se montre prêt à tous les sacrifices, sauf à celui de convictions profondément enracinées. Tandis que la femme est conduite à considérer son second mariage comme un concubinage déshonorant, le mari tient avec fermeté à la suprématie de la loi civile. La condamnation du divorce, dans l'esprit de l'auteur, résulte non de l'indignité des nouveaux époux, mais des complications et des révoltes que le réveil de la foi traditionnelle chez l'un des conjoints doit nécessairement engendrer.

Le divorce des idées tend à triompher du divorce légal ! En face de l'action principale se déroule une aventure qui ne joue dans le roman qu'un rôle épisodique, mais qui a pris à la scène une importance

prépondérante. Lucien de Chambaul, beau-fils de Darras, s'est épris d'une jeune étudiante en médecine, Berthe Planet, dont la virginité s'est perdue dans les premières promiscuités de la vie d'école, mais qui, plus tard, sans regrets et sans remords, associe la hardiesse d'une pensée anarchique à une vie de travail et d'austérité. Lucien tient en mépris les préjugés sociaux dont son beau père, malgré son radicalisme, est demeuré l'organe. Il résiste à ses objurgations et persiste à vouloir fonder avec la jeune révolutionnaire, dont la rigide loyauté égale la sienne, le foyer de l'Union libre. Mariage indissoluble ou Union Libre ! Le public, se divisant, applaudit les deux thèses et la seconde, au théâtre du moins, n'est pas celle qui provoqua les manifestations les moins chaleureuses. Il semble que le dilemme soit bien posé et qu'il n'y ait pas de place pour une troisième doctrine. Et cependant celle que néglige le roman comme le drame, représente l'idée maîtresse de presque toutes les législations modernes. Le mariage, réglé par les lois d'Etat, comme institution sociale fondamentale, telle est la conception qui, de proche en proche et depuis que les formules de 1789 ont pris leur essor, tend à inspirer en tous pays les pouvoirs politiques. « L'indissolubilité du mariage est l'idéal, a écrit l'un de nos éminents jurisconsultes, M. Glasson, mais est-ce à dire que le législateur doive le maintenir absolument, même en violentant les mœurs ou en sacrifiant les intérêts individuels les plus respectables ? Il est fâcheux qu'on ait toujours mêlé la question du divorce à des difficultés politiques ou religieuses. » — Quel Etat est plus scrupuleux observateur des plus délicates consciences des croyants que la Bel-

gique ? Peut-on oublier qu'elle a maintenu dans son intégrité la législation napoléonienne, sans la modification que la loi de 1816 lui avait fait subir ?

Le dernier ouvrage à thèse de M. P. Bourget, *l'Emigré*, vise à une portée moins générale que *l'Etape* ou le *Divorce*, car il ne met en jeu que la situation sociale de quelques familles dont le rang privilégié est depuis longtemps aboli. Mais *l'Emigré* mérite-t-il vraiment la dénomination de roman à thèse ? Le récit dramatique y est fort touffu, la moralité et les sentiments des personnages, très divers. La physionomie du vieux Marquis de Claviers — Granchamp s'y détache cependant sous une lumière assez vive pour justifier ce titre *l'Emigré* qui n'est qu'un simple sobriquet, car le marquis, notre contemporain, ne fut voué à aucun exil forcé ou volontaire. Mais il vit comme étranger aux mœurs et à la société de son temps. Esprit clairvoyant, en dépit de ses préjugés de race, il s'est, de propos délibéré, condamné à une oisiveté qui ne souffre même pas la préoccupation des intérêts matériels dont la gestion est, selon la coutume, abandonnée aux soins d'un intendant infidèle. Lorsque survient la catastrophe financière inévitable, le gentilhomme clôture, avec une dignité parfaite, « la fastueuse parodie d'ancien régime » à laquelle il s'est livré. En quels termes sa retraite est-elle accueillie par les membres de son Club ? Un court extrait du roman va nous le montrer : « Entre nous, ce bon Claviers n'a pas eu le sens commun dans toute cette affaire. On ne vit pas à ce degré contre son temps — dit le petit de Sicard — Aimeriez-vous mieux qu'il vécût contre son nom ? interjeta Charlus. — Cela n'empêche pas, fit Elzéar de Travers, que voilà un équipage de moins

et quel équipage ! Comme c'était tenu ! — Et quelle table, ajouta Sicard. »

En vérité, de pareils traits paraissent peu destinés à propager la foi en la restauration de l'oligarchie dont M. Bourget avait proposé la formule. Dans ses écrits sur l'Idée traditionnaliste, il déclare que la France doit se refaire un patriarcat et reconstituer des maisons représentées par l'ainé, car il replonge d'office les cadets dans la bourgeoisie. Comment donc si l'auteur a le dessein de fortifier cette proposition par des exemples, l'a-t-il si mal illustrée dans le roman que nous analysons ? Il a dessiné, avec une évidente sympathie, la fine et martiale silhouette du lieutenant Landri de Claviers-Granchamp ; en ce noble officier, unique rejeton d'une vieille race, nous devrions retrouver toute la splendeur de l'atavisme aristocratique ! Le malheur veut qu'un malencontreux adultère soit venu altérer la pureté du sang dans la lignée des Claviers, et que Landri ne puisse être nommé le fils du marquis qu'en vertu de la présomption de droit inscrite dans nos Codes. Cette révélation est à coup sûr un puissant stimulant de l'action dramatique ; mais quelle offense à la théorie de la constitution de l'élite par la voie d'une hérédité représentée comme si incertaine ! La thèse souffre d'autant plus que l'intérêt du roman s'accroît.

N'y a-t-il donc rien dans cette dernière œuvre de M. Bourget qui puisse intéresser l'esprit d'observation philosophique ? Il s'y trouve une note rendue avec toute la délicatesse des analyses de jadis. Avec un sentiment exact des choses présentes, le romancier a placé dans la bouche de Landri de Claviers la description « du paria par en haut », du gentilhomme de vieille race, expulsé par le mouvement égalitaire

des grandes charges que ses aïeux avaient occupées, et qu'une démocratie de plus en plus méfiante tend même à écarter de moindres emplois. Quel frémissement éprouve un jeune homme au sang généreux à ne pouvoir faire lever le ferment d'activité intellectuelle qui tressaille en lui, au service de l'Etat, ou dans l'exercice de professions sur lesquelles pèse encore l'interdit du préjugé héréditaire ! Ce drame tout moderne de la noblesse vouée à l'oïveté ou à une transformation profonde dans l'exercice de son rôle jadis historique, l'écrivain l'exprime fortement, en des lignes malheureusement trop brèves. Il semble qu'à ce moment un peu distrait de ses préoccupations traditionnalistes, il ait senti tout ce qui demeure de superficiel et d'illusoire dans une prétention aristocratique que ne soutient plus l'accord du sentiment populaire. On a répété le mot que Taine avait en un jour de réjouissances nationales entendu sortir des lèvres d'un ouvrier anglais, avec l'accent, non de l'envie, mais d'une libre fierté. « Ah ! que nos lords sont riches ! » — Il est infiniment probable que les plébéïens français ne fourniront guère à M. Bourget l'occasion d'en recueillir de semblables. Est-ce à dire que doivent s'en aigrir davantage son aversion et sa méfiance de la démocratie ? Qu'il veuille bien écouter les docteurs exposant les titres de légitimité de celle-ci (1) : La solidarité avec les morts, lui diront-ils, ne doit pas s'entendre seulement de l'élite, mais de cette foule anonyme qui a peiné pour préparer et parachever les instruments de civilisation dont nous nous servons.

La lutte redoutable des poussées collectives avec

(1) Bouglé : *La Démocratie devant la Science* ; G. Clémenceau : *La Mêlée Sociale*,

ce qui subsiste de l'émancipation individualiste de la Révolution, leur conciliation partielle sous diverses formes corporatives, mutualités ou groupements professionnels, voilà sans doute le vrai problème sociologique de l'heure présente. Il semble qu'il suggère des études assez passionnantes pour que M. Bourget puisse être tenté de lui consacrer les facultés d'observation et d'analyse dont il est si heureusement doué, laissant se perdre dans un sillage déjà bien obscurci la doctrine du vicomte de Bonald, dont il demeure le disciple attardé. Faudra-t-il, au contraire dire de lui comme de son *Emigré* : « Il existe une France contemporaine, il y est ; il n'en est pas ! »

En tous cas, le romancier doublé du moraliste garde encore toute sa vigueur. La vie morale de notre société si compliquée, lui réserve de nouveaux états de conscience à scruter ; au rôle de théoricien d'idées controversées est préférable peut-être celui d'historiographe émouvant des drames de sentiment.

ARMAND COULON.

LA TOUR DES AUGUSTINS

A AVIGNON

(suite et fin).

La tour des Augustins mesure, jusqu'à l'encorbellement, 21^m75, la hauteur de la lanterne jusqu'à la flèche est de 6^m70 et la hauteur de la flèche proprement dite, avec la cage de l'horloge, est d'environ 3^m50 ; l'ensemble s'élève donc à près de 32 mètres. La largeur extérieure de cette tour est d'environ 4^m50. C'est peu pour telle hauteur et c'est ce manque de proportions qui lui donne son aspect grêle et qui aurait compromis, depuis longtemps, sa solidité si on n'y avait remédié par des contreforts s'élevant presque jusqu'aux corbeaux et dont on voit encore les débris. Son appareil révèle des constructions successives.

Les diverses parties de cette tour ne sont point, en effet, de la même époque. La partie inférieure est antérieure à tout le reste. Nous en avons une preuve certaine dans deux larges fenêtres à meneaux dont l'une est aveuglée en partie et noyée dans la maçonnerie de la tour dont elle supporte un des côtés et dont il ne reste de l'autre que les colonnettes. Elles sont gothiques. Elles ont donc fait partie d'anciennes constructions pouvant remonter à la fin du XIII^e

siècle ou au commencement du xiv^e, époque à laquelle la primitive église des Augustins n'avait point encore subi les transformations dont nous avons donné la date.

La partie médiane s'élevant au-dessus de ces fenêtres jusqu'à l'encorbellement est postérieure. Elle doit être attribuée, selon nous, au temps où l'antipape Benoît XIII constatait, dans sa bulle, le mauvais état de l'église des Augustins, où il accordait des subsides pour la préserver de la ruine et où le cardinal Corsini les comblait de ses faveurs. Malgré les apparences de l'appareil et des corbeaux ayant supporté un crénelage qui a disparu lors de la construction de la lanterne, rappelant les monuments avignonnais de la période pontificale, cette partie ne remonte donc qu'au commencement du xv^e siècle. C'est l'époque de transition où l'architecture religieuse conserve encore, en les transformant lentement, les anciens modes de construction. Nous ne retrouvons plus, du reste, dans l'encorbellement, dans les dimensions des corbeaux et des arceaux, les mêmes proportions et les mêmes détails que dans le couronnement des tours du xiv^e siècle existant encore dans plusieurs monuments de la vieille cité.

Quant à la partie supérieure de la tour, la lanterne, elle est très postérieure à tout le reste. Sa construction paraît ne remonter qu'au milieu du xvi^e siècle, si elle n'est point postérieure. Ses dispositions architecturales, ses baies étroites et longues, ses colonnes menues, avec leurs maigres chapiteaux, ses ornements frustes accusent, en effet, l'époque de la pleine décadence de l'architecture gothique. Des documents certains concernant la construction

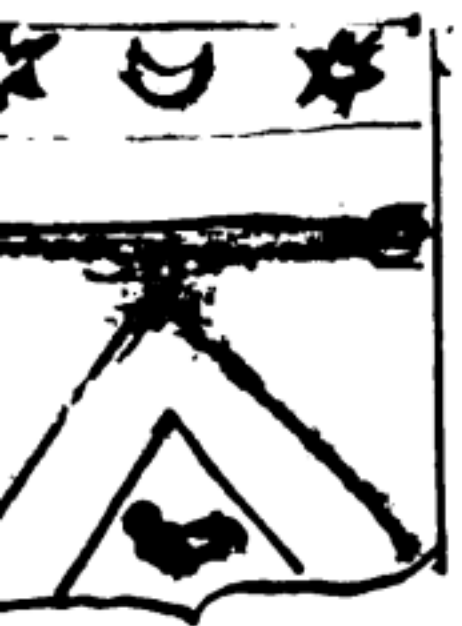
et les réparations de l'horloge et d'autres actes existant dans les minutes des notaires et provenant des Augustins et qu'il serait trop long d'énumérer, sont du reste, la meilleure preuve que cette partie fut l'objet de nombreuses réparations dans le courant du xvi^e siècle.

Cette tour n'était point située au centre de la vaste église des Augustins. Elle se trouvait, au contraire, tout près du chœur. La meilleure preuve qu'on puisse en donner, c'est que, dans les constructions voisines de la tour qui nous restent, on distingue encore les traces d'un arc triomphal, de puissants contreforts, de l'abside elle-même, appartenant à ce même chœur. On peut facilement, grâce à ces débris et à d'autres encore, reconstituer, en partie, le plan de l'église dont l'entrée se trouvait, non dans la rue Carretterie, mais dans celle qui s'appelait, encore, en 1817, la rue des Allemands et qui devint, en 1843, la rue de l'Hôpital.

Si nous pénétrons, par une porte purement gothique, dans l'intérieur de cette tour, nous y trouvons les traces des constructions successives que nous avons remarquées à l'extérieur des deux grandes fenêtres de l'abside primitive qui conservent encore les débris de leurs meneaux en partie brisés ou rongés par le temps et sur les pierres de moyen appareil des murs et des contrefort, on trouve de nombreux signes de tacherons caractéristiques de l'époque. Les mêmes constructions et les mêmes ouvertures, avec leurs grands arcs d'un gothique si timide qu'on les dirait presque romans, se voient dans les habitations situées au levant de la tour, autre preuve de son emplacement surmontant en partie le chœur de la vieille église. C'est de ce côté surtout qu'on peut

remarquer, dans l'enchevêtrement des murailles, les travaux exécutés au commencement du xv^e siècle, pour donner une base plus ou moins solide à la tour qu'on élevait sur les anciennes constructions.

Nous avons reproduit un certain nombre d'inscriptions et décrit les armoiries des principales familles qui avaient élu leurs sépultures dans l'église des Augustins. De tous ces souvenirs il ne reste qu'une porte se trouvant au-dessus de l'escalier par lequel on accède à l'intérieur de la tour, ornée de sculptures datant tout au plus de la fin du xvi^e ou du commencement du xvii^e siècle. Elle est surmontée d'armoiries de fort belles dimensions, mesurant environ 1^m de hauteur sur 0^m90 de largeur, habilement sculptées dans la pierre et dont l'auteur fut un artiste de valeur. Il n'est pas douteux qu'elles ne soient celles d'une famille ou de l'un de ses membres, ayant eu là, sa sépulture. Il est même probable qu'elles étaient accompagnées de quelque inscription dont la disparition rend leur identification fort difficile. On peut les blasonner ainsi : de.... au chevron de..... accompagné en pointe d'une merlette de..... surmonté d'une fasce haussée de.... accompagné, en chef d'un croissant accosté de deux étoiles à six raies (1).



Le clocher des Augustins servit, dès la fin du xv^e siècle, à l'établissement d'une horloge devant donner l'heure à toute la partie de la ville comprise dans l'étendue de la rue Carreterie et aux environs. En effet, en 1497, les habitants de ce quartier, éloigné du centre de la ville, où le Jacquemart sonnait les

(1) Ces armoiries ne sont dans aucun des nobiliaires d'Artefeuil, de Robert de Briançon, de Pithon Curt, de Rozière, etc., et le chanoine de Veras ne les reproduit pas, dans son recueil d'inscriptions avignonaises.

heures, se cotisèrent pour l'établissement d'une autre horloge. Ils furent, à cette époque, aidés dans leur entreprise par la ville elle même. Le 27 février 1497, le conseil, sur la proposition de M. Barthélémy du Laurens, premier consul, vota une subvention pour la nouvelle horloge. Il fit ressortir, « que les voisins et les habitants de la rue Carreterie faisaient construire cette horloge » pour l'utilité et la commodité publique « *ad communem utilitatem et commoditatem* » et aussi pour l'ornement de la ville « *ac decorem civitatis.* » Et le conseil vota 75 florins, somme relativement considérable. Le 23 juin suivant, les représentants des habitants de la Carreterie, Jean de Grange et Ferrier Raffini, donnaient quittance de cette somme destinée à la confection de l'horloge nouvellement construite. « *pro dono eidem Carraterie facto pro factura horologii noviter in ipsa carreria facti.* » Les documents de cette époque n'indiquent pas d'une façon précise que cette nouvelle horloge fut établie dans le clocher des Augustins. Mais cela ressort clairement des délibérations postérieures du conseil de ville.

En effet, dès le milieu du xvi^e siècle, en 1559, la primitive horloge construite aux frais des habitants et de la ville, était détraquée. Le 18 décembre de cette année, le premier consul, François de Galean des Issards, proposait au conseil de nouvelles dépenses pour refaire « ung orologe aux Augustins », et on votait quarante écus d'or sol pour cet objet. L'année suivante, le 15 juin 1560, le conseil décidait « que seront bailhées deux petites pièces d'artillerie que sont rompues pour croistre la cloche de l'orologe des Augustins. » Le 22 juin suivant, il fut voté « que sera encore bailhée l'autre pièce rompue,

que toutes trois ne pèsent que sept ou huit quintaux seront toutes troys bailhées pour fere ladite cloche pourveu que à la cloche seront mises les armoiries de la ville. » Malgré ces dons, la cloche ne parut point suffisante. Le 4 février 1562, un sieur Claude Bernard « au nom de ceulx de la Carreterie et autres circumvoysins » est introduit dans le conseil. Il demande « qu'il leur pleust leur donner licence prendre la grant cloche de Montfavet, de deux qu'il y en a, pour la mestre à l'orologe qu'ilz sont après à faire au couvent des Augustins, s'offrant de rembourser la ville en mesme prix que déboursé ou y aura. » Le conseil autorise les consuls « de livrer la dicte cloche de Montfavès à ceulx de la Carreterie pour la mestre au clocher des Augustins pour l'orologe, pourveu toutes fois que, au préalable, la délivrance de la dicte cloche, lesdictz consulz feront payer aus ditz de la Carreterie, le pris de la dicte cloche à dix ou douze francs près de ce que pourra estre évaluée. »

C'est évidemment à cette même époque que des transformations importantes modifièrent l'ensemble de la tour. Il fallut, pour loger ces nouvelles cloches plus nombreuses et plus lourdes que les anciennes, augmenter la hauteur du clocher, y pratiquer des constructions et des ouvertures permettant à cette nouvelle horloge de rendre aux habitants les mêmes services que leur avait rendus l'ancienne.

Ce nouvel état de choses dura jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. A cette époque, c'était toujours la ville qui subvenait aux dépenses de l'horloge des Augustins. Elle était soignée, remontée, surveillée, entretenue par celui auquel on donnait quarante écus « pour le soin de monter les deux horrologes de la

ville, » c'est-à-dire celles de Jacquemart et des Augustins. En 1723, la vieille horloge du xvi^e siècle étaient usée. Le 22 juillet, l'assesseur, M. Louis Bayol, et le premier consul Paul de Fortia d'Urban, exposaient au conseil « que depuis quelque temps, l'horloge qui est au clocher du couvent des P. Grands Augustins qui est établie pour l'utilité publique, se trouve détraquée, en manière que la montre ne marque plus l'heure et la dicte horloge ne sonne pas, estant nécessaire de la faire réparer, *puisque cette horloge n'est pas moins nécessaire au public que celle qui est à la tour de l'Hôtel de Ville.* » Et, suivant cette proposition, le conseil décide « que la ville face faire les réparations nécessaires à ladicte horloge des Augustins. »

Le 31 juillet 1723, le prix-fait de ces réparations était donné par Paul de Fortia d'Urban, Joseph-Barthélemy Gouget et Pierre-François Ramade, consuls et Louis Bayol assesseur, auxquels s'étaient, selon la coutume, joints les représentants de l'Université et du clergé, au sieur Pierre La Ferrière « maistre horlogeur habitant de cette ville. »

Ce « maistre horlogeur » eut beaucoup à faire pour remettre la vieille mécanique en bon état. Il lui fallut « reengrainer la grande roue, ragrandir l'arbre, rafraichir toutes les dents, rafraichir les étoiles, faire quatre plaques rondes toles pour conduire les cordes sur le tambour, faire deux rochers et cliquets des deux grandes roues et fera repeindre le quadrans et la lune. »

L'orlogeur recevrait, pour ce délicat travail, 130 livres, mais il s'engageait, en outre, « à monter journalièrement et ordinairement la dicte horloge qu'il l'entretiendra tournante et sonnante raccomo-

dera toutes les pièces » pendant six ans. Il serait payé pendant ces six années « par celui qui a le soin de monter celle de l'Hôtel-de-Ville, de la somme de huit livres, que la ville se retiendra sur celle qu'elle paye, de six mois en six mois, à M. Ignace Pastour qui est chargé du soin de monter les dites horloges. » Ce Pastour eut ainsi un compagnon « horlogeur » qu'il paya, ce qui ne dut guère le satisfaire.

La besogne de Pierre La Perrière fut assez promptement achevée puisqu'il recevait, pour ses peines, le 2 août 1723, 21 écus 40 sous, et le 4 février suivant, la même somme « pour reste en entier paiement de son prix-fait des réparations de l'horloge qui est au couvent des Grands Augustins. »

Il ne devait pas être un fort habile « horlogeur » puisque deux ans plus tard, la mécanique ne marchait plus. Nous en avons pour preuve, une délibération du conseil, du 8 mars 1725. L'assesseur, Pierre Bassinet, et le premier consul, Joseph de Tonduty de Malijay, exposent au conseil « comme on avait fait accommoder l'horloge de la ville qui est au clocher du couvent des R. P. Augustins pour la commodité des particuliers, lequel pourtant n'est pas en état et auroit besoin d'estre réparé. »

Cette exposition n'était guère flatteuse, on en conviendra, pour le sieur La Périère. La délibération du conseil le fut encore moins. L'assesseur et le premier consul ajoutèrent encore que les réparations faites « lesdits PP. Augustins s'offrent de se charger, à l'advenir, de l'entretien dudict horrologe, moyennant 12 escus par an. » Et la proposition ayant été mise « à la balotte » on décide de consacrer 100 livres ou environ aux réparations « et de donner

douze escus aux dits P. Augustins qu'on prendra et retranchera sur les quarante escus qu'on donne pour le soin de monter les deux horrologes de la ville, à condition que lesdits R. P. Augustins s'obligeront, en bonne et deue forme, d'entretenir et monter le dict horloge, à perpétuité ». Les moins satisfaits durent être La Perrière et Pastour, qui étaient ainsi évincés.

Une transaction, sur ces bases, fut passée le 15 juin 1725, entre la ville et les Grands Augustins. Elle rappelle que l'horloge a été réparée et mise en état aux dépens de la ville « pour que les habitants du cartier de La Carreterie et autres du voisinage ne fussent pas privés d'entendre sonner les heures. » Les Augustins s'engagent « de monter et entretenir l'horloge qui est au clocher de leur église et couvent et de la tenir sonante en fournissant toutes les roues, cordes, échelles et tous les fers et bois et autres choses qui seront nécessaires pour que la dicte horloge soit toujours en bon état. »

Les P. Augustins devinrent ainsi les « horlogeurs » de l'horloge municipale établie dans leur clocher. Ils s'acquittèrent tant bien que mal, de leur mission, jusqu'au jour où, leur couvent fut supprimé et les bâtiments mis sous sequestre en vertu des lois du 2 novembre 1789, 23 et 28 octobre 1790, applicables au Comtat et à Avignon d'après celle du 26 mars 1792. Ils furent décrits et estimés le 21 messidor an IV (9 juillet 1796).

« La partie des bâtiments, cours, des cidevant Grands Augustins,..... consistant en une grande église, chapelles, chœur, sacristie, logement du portier, parloir, salle, réfectoire, cuisine et cellier, grand escalier, au-dessus desquels bastiments sont les corridors et chambres, lesquels bâtiments sont à un

ou deux étages, en une cour du côté Nord et une autre cour dans l'enceinte des bâtiments et une petite cour du côté de la rue des Allemands lesquels bâtiments sont dans un fort mauvais état, desquels on a enlevé toutes les portes et fenêtres, tous les plafonds des chambres et les cloisons sont à bas, les couverts en partie dégradés ; tout y annonce la destruction... *Nous observons que la partie des bâtiments derrière le chœur où se trouve l'escalier pour monter au clocher où est l'horloge n'est point comprise dans la partie des bâtiments précités.* »

« Dans le cours de nos opérations, il nous a été observé par le citoyen commissaire du pouvoir exécutif que le clocher doit rester *en l'état et que le soumissionnaire doit donner le passage pour aller monter l'horloge*, comme aussi les marbres, dorures et boisages qui peuvent se trouver dans le domaine ne seront point compris dans la dite vente et la nation en restera propriétaire. »

Ce procès-verbal d'estimation, précieux pour la connaissance de l'état des bâtiments du couvent des Augustins, l'est également pour déterminer, comme nous l'avons fait, la situation du clocher, par rapport à l'église et aussi pour connaître le sort de ce même clocher dans la vente générale. Il est réservé parce qu'il contient l'horloge toujours considérée, avec raison, comme une propriété municipale.

La vente aux citoyens Simon Gelin et Gabriel Wurstin, au prix de 10.800 fr. des bâtiments du couvent des Augustins fut passée par les administrateurs du département de Vaucluse le 28 messidor an IV (16 juillet 1796). Elle était consentie aux conditions fixées par les lois de l'époque et par le procès-verbal d'estimation. Et « dans le présent acte de

vente n'est point compris le clocher ni l'escalier pour y monter devant rester dans l'état actuel ; les acquéreurs susdits donneront à perpétuité le passage pour monter au dit clocher toutes les fois qu'ils en seront requis par qui de droit et plus amplement détaillé et circonstancié au rapport d'estime. »

Les termes de cet acte ne laissent aucun doute. Ils consacrent implicitement la propriété municipale du clocher des Augustins qui subsista, grâce à l'horloge qui y avait été installée par la ville, à diverses époques.

Elle ne fut, dans la suite, aucunement contestée. Lorsque, par suite de son isolement au milieu de maisons construites sur les débris de l'église, et de sa vétusté, la tour nécessita des travaux de consolidation, ils furent exécutés par la ville. C'est ainsi qu'au mois de mars 1815, le chevalier de Balzac, sous-préfet d'Avignon, ayant transmis au préfet « un procès-verbal constatant que la tour de l'horloge des Augustins menace ruine », celui-ci lui répond que « cette tour devant être considérée comme un bâtiment communal, M. le Maire doit faire dresser, par l'architecte de la ville et, à défaut, par un homme de l'art, les devis et détail estimatif des réparations. »

La tour des Augustins est menacée, dit-on, on le disait de même en 1815, d'une ruine prochaine. Ils ne nous appartient pas de discuter des travaux de consolidation ou des droits de propriété. Ce sont matières intéressant architectes et juristes.

En cette étude sommaire, nous avons voulu simplement montrer que cette tour fait partie du domaine historique et archéologique de la ville d'Avignon, parfois si compromis, que sa conservation est, dès

lors, œuvre patriotique s'imposant à ceux qui ayant gardé quelque respect du passé, ne croient point utile, nécessaire et bon, de sacrifier et de démolir, sans raison valable, des monuments d'un autre âge, pouvant être appropriés aux besoins du nôtre.

Elle a vu, cette vieille tour, aux époques lointaines où la porte St-Lazare était la principale entrée de la ville, et la Carreterie, sa plus grande artère, défiler, à ses pieds, des cortèges de rois, comme ceux de François I^{er}, d'Henri III, et d'autres encore, de grands personnages comme Catherine de Médicis, le cardinal d'Armagnac, Richelieu et Mazarin. Son horloge sonna, en ces vieux temps, les heures des réjouissances populaires et aussi celles des deuils publics. Sa maigre silhouette se détachant dans l'horizon bleu que ferme la cime du Ventoux, est encore chère aux artistes et aux habitants comme aux archéologues.

N'est-ce pas, en effet, une vénérable aïeule, ayant résisté comme ses compagnes, les tours de Jacquemart et de Saint-Jean, aux tourmentes du temps et aux bouleversements, parfois si lamentablement commis par les hommes, pour nous rappeler un souvenir précieux de la vie de l'antique cité sur une partie de laquelle, depuis plus de quatre siècles, son horloge égrène les heures. *Et etiam saxa loquuntur!*

L. DUHAMEL.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Extrait des délibérations du Conseil de Ville.

27 Février 1497.

Item etiam fuit ibidem dictum quod vicini et incole carrerie Carraterie faciunt fieri unum horologium, quod erit ad communem utilitatem et commoditatem ac decorem civitatis, fuit deliberatum et conclusum per omnes fabas nigras, affirmativam denotantes, duabus demptis, quod, ut horologium ipsum fiat, civitas eisdem vicinis det usque ad summam septuaginta quinque florenorum monete currentis et admittatur in compotis thesaurarii.

Orig., Archiv. munic. d'Avignon, BB, délib. 1491-1493, f° 116.

II

Mandat de soixante-dix florins à payer aux habitants de la Carreterie pour la construction d'une horloge.

23 Juin 1497.

Gabrieli Girardi, thesaurario generali.

Mandatur vobis, ex parte infrascriptorum dominorum consulum presentis civitatis Avinionensis quatenus de pecuniis ejusdem universitatis, penes vos existentibus, aut per vos recipiendis, tradatis honorabilibus viris Johanni de Grangia et Ferrerio Raffini, civibus Avinionensibus, commorantibus in Carrateria presentis civitatis, florenos septuaginta quinque, monete Avinione currentis, eisdem

solvi ordinatum pro dono eidem Carraterie facto pro factura horologii noviter in ipsa carreria facti, quum, insequendo deliberationem consilii ipsius civitatis, sic fieri mandatum extitit. Et in compotis vestris allocabuntur, quictantia de soluto per vos, ut moris est, ab eisdem recepta.

Datum Avinione die XXIII^a mensis junii, anno a Nativitate domini millesimo CCCC XXXX septimo.

Perre Cabassole, Johan Antoine de Beussan, consul, Amiel Vassons, consul.

Summa : ff XXV de Ambianis.

Orig., Archiv. munic. d'Avignon, CC, pièces justificatives des comptes, 1496-1497, mandat n° 61.

III

Extrait des délibérations du Conseil de Ville.

22 Juillet 1723.

L'an susdit mil sept cent vingt trois et le jeudy vingt deux du mois de juillet
Monsieur l'Assesseur a exposé et Monsieur le Premier Consul a continué que, depuis quelque temps l'horloge qui est au clocher du couvent des P. Grands-Augustins qui est établie pour l'utilité publique se trouve détraquée, en manière que la montre ne marque plus l'heure et la dicte horloge ne sonne pas, estant nécessaire de la faire reparer puisque cette horloge n'est pas moins nécessaire au public que celle qui est à la tour de l'Hotel-de-Ville.

Sur quoy, chascun ayant opiné, a esté mis à la balote que si sera du sentiment que la ville face faire les reparations nécessaires à la dicte horloge des Augustins mettra l'approbative et qui, au contraire, la negative, ce qui a esté conclu et délibéré par trente cinq balotes approbatives trois negatives.

Orig, Archiv. munic, d'Avignon, BB, délib., 1718-1724, f° 339.

IV

*Prix-fait de la réparation à l'horloge qui est au couvent
des R. Pères Grands-Augustins*

31 Juillet 1723.

L'an mil sept cent vingt trois et le trente uniesme et dernier jour du mois de juillet, par devant moy secretaire et temoins ont été en personnes illustres et magnifiques seigneurs Messieurs Paul de Fortia, chevalier, marquis d'Urban, conseigneur de Caderousse, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, Joseph Barthelemy Gouget et Pierre François Ramade, consuls de cette ville d'Avignon assistez de noble et illustre personne Louis Joseph Bayol, docteur ez droitz, assesseur de la dicte ville de M. le Primicier et de MM. les Deputez du clergé et de l'Université signés à la fin des présentes icy presentz et stipulantz, lesquels procédantz ensuite de la délibération du conseil ordinaire et extraordinaire de la dicte ville, tenu le vingt deuxiesme du courant et ensuite de la delivrance extrajudicialement faite, de leur gré, ont donné a prix-fait au sieur Pierre La Perrière, maistre horlogeur habitant de cette dicte ville icy present stipulant et acceptant, les réparations à faire à l'horloge qui est au couvent des R. P. Grands-Augustins, lequel, le sieur La Perrière s'est obligé et oblige, en faveur de la dicte ville, conformément aux articles cy après spécifiés sous lesquels la dicte délivrance extrajudicielle par les dits seigneurs consuls, assesseurs, deputez du clergé et de l'Université :

Premièrement que le dict La Perrière prix-facteur fera une roue de remontoir pour le mouvement avec deux lanternes, l'une pour le mouvement et l'autre pour la sonnerie ;

— Plus qu'il fera reengrainer la grande roue avec la roue de champ et la roue de champ avec la roue de rencontre ;

— Plus qu'il diminuera de pesanteur la roue de rencontre, ragrandira l'arbre et rafraichira toutes les dents ;

— Plus qu'il racommodera les palettes et il y fera une fourchette avec une pendule et un ecrou en bas ;

— Plus qu'il rafraichira toutes les etoiles des renvoys et rajustera les roues qui servent tout à faire aller les deux aiguilles que la lune ;

— Plus rafraichira toutes les dents des roues de la sonnerie et les fera reengrainer et racommodera le volant ;

— Plus qu'il remettra, dans tous les trous, des virolles de laiton, les arrondira et alisera ;

— Plus il fera quatre plaques rondes toles pour conduire les cordes sur le tambour et fera les deux rochers et cliquets des deux grandes roues ;

— Plus qu'il fournira deux polies ferrées afin que l'horloge ne se monte que de vingt quatre heures et les poids et fera reprendre le quadran et la lune ;

Et finalement qu'il montera journalièrement et ordinairement la dicte horloge, qu'il l'entretiendra tournante et sonnante, racomodera toutes les pièces et c'est pendant le terme de six années qui commenceront après que la dicte horloge aura été réparée et mise en état, laquelle réparation sera ensuite visitée par des experts nommés de la part de la ville, toutes lesquelles reparations cy dessus et entretien de la dicte horloge le dit La Perrière a promis et promet de faire pour et moyennant le prix et somme de cent trente livres, monoye de France, payables, la motié comptant et l'autre moitié après que l'ouvrage aura été fini et receu, s'obligeant de finir et achever le dict ouvrage dans un moys et demi prochain, a compter de ce jourd'huy à peine de tous despens, dommages et interests, et, outre ce, le dict La Perrière sera payé annuellement, pendant les dictes six années d'entretien et montage de la dicte horloge par celui qui a le soin de monter celle de l'Hotel de Ville, de la somme de huit livres monoye courante, au tiers patas que la ville se retiendra sur celle qu'elle paye de six mois en six mois à M. Ignace Pastour qui est chargé du soin de monter les dictes horloges.

.....
Le present acte de prix-fait, etc. De quoy, etc.

Orig., Arch. munic. d'Avignon, BB, Minutes du notaire Pintat, année 1723, f° 391

V

2 Août 1723.

Mandat de 21 écus 40 sous à Pierre La Perrière pour paiement de la moitié du prix-fait de l'horloge du couvent des Grands-Augustins que le Conseil a délibéré de réparer.

Orig., Arch. munic. d'Avignon, CC, Reg. des comptes, 1723-1724, f° 11.

VI

4 Février 1724.

Mandat de 21 écus 40 sous au même pour reste et entier paiement de son prix-fait des réparations de l'horloge qui est au couvent des Grands-Augustins.

Ibid., f° 23.

VII

Extrait des délibérations du Conseil de Ville.

8 Mars 1725.

L'an mil sept cents vingt cinq et le jeudy huitiesme jour du mois de mars.....

Après quoy a esté exposé par M. l'Assesseur et continué par M. le Premier Consul comme on avoit fait accomoder l'horloge de la ville qui est au clocher du couvent des R. P. Augustins, pour la commodité des particuliers lequel pourtant n'est pas en estat et auroit besoin d'estre réparé et qu'iceluy estant réparé les dits R. P. Augustins s'offrent de se charger, à l'advenir, de l'entretien du dict horrologe moyennant douze escus par an.

Sur quoy chacun ayant opiné, a esté mis à la balotte que qui trouvera bon de faire réparer le dict horloge, pourveu qu'il n'excede la somme de cent livres ou environ et de don-

ner douze escus aux dits R. P. Augustins qu'on prendra et retranchera sur les quarante escus qu'on donne pour le soin de monter les deux horloges de la ville, à condition que les dits R. P. Augustins s'obligeront en bonne et due forme d'entretenir et monter le dict horloge, a perpétuité avec pouvoir à MM. les Consuls et Assesseur et à MM. les Députés du clergé et de l'Université de passer avec les dits R. Peres Augustins tous actes de transactions et autres requis et nécessaires qui seront examinés par les advocats et conseil de la ville, mettra l'approbative, au contraire, la negative, ce que a esté approuvé par vingt neuf balottes approbatives, quatre negatives.

Orig., Arch. munic. d'Avignon. BB, délib., 1724-1730, f° 57.

VIII

*Transaction entre la ville d'Avignon et le couvent des
P. Grands-Augustins au sujet de l'horloge.*

19 Juin 1725.

Comme soit que, dans le conseil ordinaire et extraordinaire de la ville d'Avignon, tenu le huitiesme mars dernier, il auroit esté représenté que l'horloge qui est au clocher du couvent des R. P. Grands-Augustins ayant esté réparée et mise en estat aux depens de la ville, sans consequence, pour que les habitants du cartier de La Carreterie et autres du voisinage ne fussent pas privés d'entendre sonner les heures, il convenoit qu'elle continua de sonner, à l'avenir, pour ne tomber pas dans les inconveniens arrivés par le passé, et, sur l'offre que faisoient les dits R. P. Grands-Augustins d'en vouloir prendre le soin, de la monter et de l'entretenir. moyennant la somme de douze ecus, monoye courant, au tiers patas, que la ville leur paiera toutes les années, laquelle sera prise sur celle que la dicte ville donne de six en six mois a celuy qui a le prix-fait de monter la grande horloge de l'Hotel de ville, il fut delibéré de remettre le soin et entretien de cette horloge aux dits Pères, avec pouvoir à MM. les Consuls, Assesseur, MM. les Députés du clergé et de l'Université, de passer, avec les dits Pères, tous actes d'accord, remission et transaction sur ce requis.

Ensuite de quoy les dictz Pères s'estant assemblés, etc. ..

Or est-il que l'an mil sept cent vingt cinq et le dix neuvième jour du mois de juin, par devant Mgr Ill. et Excell. Reynier, des comtes d'Elci, etc.....

Ont convenu et accordé, conviennent et accordent que, dez maintenant, pour le présent et à l'avenir, à perpétuité, les dits R. P. se chargeront, comme ils se chargent, sous la reserve cy après, au sujet de la cloche tant seulement, de monter et entretenir l'horloge qui est au clocher de leur eglise et couvent et de la tenir sonante, en fournissant toutes les roues, cordes, echelles et tous les fers et bois et autres choses qui seront nécessaires pour que la dicte horloge soit toujours en bon état. Pour lequel entretien et montage la dicte ville payera annuellement aux dits R. P. Augustins, ainsy que les dictz seigneurs consuls assistés comme dessus, ont promis et promettent, la somme de douze écus, monoye courante, au tiers patas, les écus de trois livres pièce, payables à chaque premier décembre de chascune année, moyennant laquelle somme les dits Pères s'obligent et se chargent de l'entretien de la dite horloge, à l'exception tant seulement de la cloche de laquelle ils ne seront point garants, en façon que si elle venoit à être cassée, dez lors le dict entretien cessera et la ville alors ne payera plus la dite somme de douze écus ; ayant la dite cloche esté remise en bon estat, on continuera comme il a été stipulé cy dessus.

Le present acte et tout son contenu les parties contractantes, etc.....

Orig., Arch. munic. d'Avignon, BB, Minntes de Pintat, notaire, 1725, n° 321.

IX

Procès-verbal d'estimation des bâtiments du couvent des Grand-Augustins.

21 Messidor an IX (9 Juillet 1796).

L'an quatrième de la République française, une et indivisible, le vingt unième jour de Messidor (9 Juillet 1796). nous Jean Batiste Guérin architecte expert nommé par délibération de l'administration du département de Vau-

cluse, en date du huit du courant et Agricola Blanc entrepreneur de bâtiment expert nommé par les citoyens, Simon Gélén et Gabriel Wurstin par leur soumission d'acquiescer le bien national ci-après désigné, en date du sept messidor à l'effet de procéder à l'estimation en revenu et en capital sur le pied de 1790, du domaine national ci-après désigné.

Nous sommes, en conséquence de la commission à nous donnée par l'administration du département, en date du huit messidor, transportés en la commune d'Avignon le quatorze présent mois, à sept heures du matin chez le citoyen J. Nal commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale d'Avignon qui nous a accompagnés sur les lieux et héritages ci-après désignés ; et aussi en présence des citoyens Simon Gélén et Gabriel Wurstin soumissionnaire, où après avoir examiné l'état des bâtiments, les matières de leurs constructions, la longueur, largeur et hauteur des dits bâtiments, leur emplacement et distribution, leur clôture et leur accès, et mesuré les terrains qui en dépendent sommes d'avis que la partie des bâtiments cours, des ci-devant Grands-Augustins située en cette commune dans le premier arrondissement du juge de paix, rue Carreterie, Isle 25, confrontant du Levant, les maisons et jardins des citoyens Ferrier, Laurent, Charles Martin dit la Vierge et ses autres, du Midy la rue des Allemands,, les ci-devant Pénitents noirs, et le tinal du même domaine, du Couchant par son église, le portail Materon et une partie des bâtiments réunis aux Pénitents Noirs, et du Nord la rue Carreterie, consistant en une grande église, chapelles, chœur, sacristie, logement du portier, parloir, salle, réfectoire, cuisine et cellier, grand escalier, au dessous desquels bâtiments sont des corridors et chambres, lesquels bâtiments sont a un a deux étages, en une cour du côté du nord et une autre cour dans l'enceinte du bâtiment ; et une petite cour du côté de la rue des Allemands, lesquels bâtiments sont dans un fort mauvais état, desquels ont été enlevés toutes les portes et fenêtres, tous les plafonds des chambres et les cloisons sont à bas, les couverts en partie dégradés, tout y annonce la destruction ; après avoir pris les mesures des différentes parties de bâtiments mentionnés, puis réunis ensemble donnent le produit de

neuf cent quarante cinq cannes quatre pans un menu, et les cours quatre cent soixante dix cannes six pans six menus, nous observons que la partie de bâtimens derrière le chœur, ou se trouve l'escalier pour monter au clocher ou est l'horloge, n'est point comprise dans la partie des batimens précités, en conséquence nous estimons, que la ci-devant église et parties des bâtimens et cours du ci-devant couvent des Grands-Augustins valoient en 1790, en revenu annuel, la somme de six cents francs, ci.... 600 fr. lequel revenu, multiplié dix huit fois, d'après la loi, donne en capital, la somme de dix mille huit cents francs, ci..... 18.800 fr.

Total en revenu six cents francs, ci..... 600 fr.

Et en capital dix mille huit cents francs, ci... 10.800 fr.

Dans le cours de nos opérations, il nous a été observé par le citoyen commissaire du pouvoir exécutif, que le clocher doit rester en l'état et que le soumissionnaire doit donner le passage pour aller monter l'horloge comme aussi que les marbres, dorures et boisage qui peuvent se trouver dans le domaine ne seront point compris dans la dite vente et la nation en restera propriétaire.

Il nous a été pareillement observé par les citoyens Simon Gélin et Gabriel Wurstin soumissionnaires, que les bâtimens étoient dans le plus mauvais état, que toutes les portes et fenêtres, avoient été enlevées, que les planchets et les plafonds avoient été dégradés pour en enlever les bois, qu'une partie des couverts sont à la veille de s'écrouler ayant une partie de leurs bois pourrie par les eaux de pluie.

Et de tout ce que dessus, nous avons fait et rédigé notre présent procès-verbal, que nous affirmons sincère et véritable en notre âme et conscience, après avoir opéré pendant deux jours, et a le commissaire du directoire exécutif, et les citoyens Simon Gélin et Gabriel Wurstin soumissionnaire. signés avec nous, après lecture faite.

A Avignon le 21^{me} Messidor an 4^{me} de la République Française.

J. NAL, GUÉRIN, BLANC fils.

X

*Extrait du procès-verbal de vente des bâtiments du
couvent des Grands-Augustins.*

28 Messidor an IV (16 Juillet 1796).

Du vingt huit Messidor an quatre de la République
Française (15 Juillet 1796).

Nous administrateurs du département de Vaucluse pour et au nom de la République Française, et en vertu de la Loi du 28 Ventôse dernier, en présence et du consentement du Commissaire du directoire exécutif, avons, par ces présentes, vendu et delaissé dès maintenant et pour toujours, aux citoyens Simon Gélén et Gabriel Wurstin demeurant en la commune d'Avignon à ce présent, et acceptant pour lui et leurs héritiers ou ayant cause, les domaines nationaux dont la désignation suit : La partie des bâtiments, cours provenant des ci-devant Grands-Augustins du dit Avignon située dans l'enceinte de la susdite commune rue Carreterie, Isle 25, avec toutes ses atténuances et dépendances, confrontant : du Levant les maisons et jardins des citoyens Ferrier, Laurent, Charles Martin dit la Vierge et ses autres ; du Midi, la rue des Allemands les ci-devant Pénitents noirs et le tinal du même domaine, du Couchant par son église, le portail Materon et une partie de bâtiment réuni avec les bâtiments des susdits Pénitents noirs, du Nord la rue Carreterie consistant la dite partie de bâtiment en une grande église, chapelle, chœur, sacristie, logement du ci-devant portier parloir, salle, réfectoire, cuisine et cellier y compris le grand escalier, la susdite partie de bâtiment est à un et deux étages non en totalité, en une cour du côté du nord, une autre dans l'enceinte du dit bâtiment et une autre petite cour du côté de la susdite rue des Allemands. La susdite partie de bâtiment contenant neuf cent quarante cinq cannes quatre pans un menu carré et les cours quatre cent soixante dix cannes six pans six menus carrés. Dans le présent acte de vente n'est point compris le clocher, ni l'escalier pour y monter devant rester dans l'état actuel ; les acquéreurs susdits donneront à per-

pétuité le passage pour monter au dit clocher toutes les fois qu'ils en seront requis par qui de droit.

Trie président, Bruny administrateur, Guérin administrateur, Guion administrateur, Pinatel secrétaire général, Piot, Gabriel Wurstin, Gélén.

Orig., Arch. de Vaucluse, Série Q, vente 3, tome I^{er}, n^o 199.

UN INCIDENT ENTRE M. THIERS ET LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE (1860)

Lors de son départ pour l'île d'Elbe, après les adieux touchants aux soldats de la vieille garde, réunis dans la cour du Cheval-Blanc, au château de Fontainebleau, le 20 avril 1814, Napoléon, l'illustre proscrit de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, reçut-il à Orange, où il passa dans la nuit du 24 au 25, un accueil hostile ou sympathique ? « Cette difficulté vaut bien qu'on la propose » surtout, si elle se peut résoudre. Ce ne sera point, en tout cas, faute de documents. C'est à les reproduire dans l'ordre chronologique que nous bornerons notre tâche, évitant commentaires et remarques de toute nature, et laissant à l'élite intellectuelle, pour laquelle nous écrivons, le soin de se faire une opinion. Ainsi, d'autre part, nous nous conformerons au précepte de l'auteur de *l'Emile* si fortement passé au crible, ces derniers temps, par M. Jules Lemaitre : « Les faits ! les faits ! et qu'il juge lui-même ».

Dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, éditée en 1860, M. Thiers, relatant le voyage de Napoléon à travers la France jusqu'à Fréjus où il

devait s'embarquer pour l'île d'Elbe, avait écrit (tome VII^e, page 833), les lignes que voici :

« En avançant vers le Midi les cris de : Vive le Roi se multiplièrent, et bientôt s'y ajoutèrent ceux-ci : A bas le tyran ! A mort le tyran ! A Orange, notamment, ces cris furent proférés avec violence ».

A l'époque où parut l'ouvrage précité, le maire de la Ville d'Orange était M. Azaret Dugat, ancien officier, Chevalier de la Légion d'Honneur et médaillé de Sainte-Hélène, très attaché à la dynastie napoléonienne, ce qui lui valut, ainsi qu'à la Ville d'Orange, en cette même année 1850, quelques mois seulement après l'incident qui nous occupe, la visite de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice. Les lignes de M. Thiers causèrent à M. Dugat une douloureuse surprise. Pas un instant il n'eut l'idée de mettre en doute la bonne foi, la scrupuleuse et minutieuse documentation du chef de l'école scientifique en histoire, de celui qui a écrit, s'y pliant rigoureusement : « J'ai cru que c'était un essai à faire que celui de la vérité complète ». Non. Ce qui l'attrista, l'irrita même, ce fut de voir attribuer aux Orangeois un rôle odieux — la pire lâcheté n'est-elle pas d'insulter au vaincu ? et quel vaincu était celui-là ! — un rôle contre lequel protestaient à la fois leur passé de sagesse, de générosité, de courtoisie et leur conduite véritable en l'espèce. C'était bien assez, c'était déjà trop pour son cœur de Vaclusien, qu'en Avignon, Napoléon eût failli périr entre les mains de la population ameutée et *devancer dans les eaux du Rhône l'infortuné maréchal Brune*. Pour l'honneur des Orangeois, il importait donc de faire effacer au plus vite cette flétrissure imméritée que leur avait imprimée l'outrageant passage de *l'Histoire du Consulat et de l'Em-*

pire. La tristesse et l'indignation du maire d'Orange étaient d'ailleurs partagées par ses administrés. Tous les contemporains de l'événement si infidèlement rapporté par M. Thiers, malgré son entière bonne foi, étaient unanimes pour réclamer une rétractation, d'accord avec M. Dugat. Il ne restait plus au Maire que de transmettre à son Conseil les résultats de cette enquête, et, si celui-ci partageait les vues des honorables témoins déposants, de joindre le vœu de l'assemblée municipale à celui de la population orangeoise, pour obtenir de M. Thiers la réparation demandée. C'est ainsi, en effet, que les choses se passèrent. On va le voir par les documents qui suivent.

SESSION DE MAI

N° 154. — L'an mil huit cent soixante et le neuf mai à deux heures du soir, le Conseil municipal de la ville d'Orange légalement convoqué, s'est réuni à l'hôtel dans la salle ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Dugat, maire, pour l'ouverture de la session de mai.

.....

La séance ayant été déclarée ouverte, l'assemblée a désigné à l'unanimité M. Téron pour secrétaire de la session.

M. le Maire a pris ensuite la parole en ces termes :

Messieurs, avant toute délibération de votre part, j'ai à vous demander un vœu, à défaut de protestation que la loi vous refuse, touchant l'objet d'intérêt local le plus sacré qui doit tenir éveillée votre sollicitude, l'honneur de la cité.

M. Thiers vient de publier son *Histoire du Consu-*

lat et de l'Empire. Par une erreur fatale, il a fait peser sur Orange une imputation qui serait pour nous une tache, si elle était juste. Aussi, à cette nouvelle, nos concitoyens émus ont consulté leurs souvenirs et ils n'en ont pas rencontré un seul qui n'ait fait reconnaître la fausseté de cette imputation.

Dès lors, s'est éveillée dans l'esprit de chacun l'idée de demander à son auteur une réparation solennelle. J'ai dû répondre à ce sentiment public si honorable, et j'ai ouvert sur le fait qui l'a soulevé une enquête consciencieuse. En voici le résultat général, mais précis et très significatif :

« L'an mil huit cent soixante et du 1^{er} au 8 mai, par devant nous Azaret Dugat, maire de la Ville d'Orange, Chevalier de la Légion d'Honneur et médaillé de Ste-Hélène, ont comparu les soussignés, tous anciens habitants de la ville, à l'effet de dire et de déposer, en leur âme et conscience, ce qu'ils ont vu et entendu lors du passage de l'empereur Napoléon I^{er} se rendant à l'île d'Elbe après sa première abdication ; Lesquels ont déclaré véritables les faits et les impressions qui sont exposés dans la narration suivante :

Ce fut dans la nuit du 24 au 25 avril 1814, à une heure très avancée, que Napoléon passa à Orange. Avertie de son arrivée, une partie de la population s'était déjà portée à sa rencontre, lorsque le cortège s'arrêta au relai de l'hôtel de la Poste, faubourg de Lange. Chacun, alors, chercha à voir l'Illustre voyageur. Il dormait au fond de sa voiture. Le général Bertrand, qui était à ses côtés, céda aux instances des plus rapprochés et le leur montra en recommandant de respecter son sommeil. Ils s'y précipitèrent, pre-

nant tour à tour des mains d'une femme la lanterne qu'elle tenait pour éclairer les relayeurs, les uns cachant leur cocarde blanche par un sentiment de délicatesse qu'on ne peut trop honorer, les autres glissant dans l'oreille du général l'avis charitable de se méfier dorénavant des populations qu'il allait traverser. Puis le cortège se remit en marche au milieu de cette foule empressée mais recueillie, appartenant aux deux opinions du jour opposées mais qui se confondaient là dans un même sentiment de respect pour le Grand et Infortuné proscrit.

Ainsi, parmi ces hommes de toutes les classes, les uns mus par un simple sentiment de curiosité, les autres par la sympathie qu'inspirait Napoléon à d'anciens serviteurs, ou par celle que de généreux adversaires accordaient à une grande infortune, il n'en fut pas un seul qui proférât le moindre cri hostile, à plus forte raison, *les vociférations atroces : à bas le tyran ! à mort le tyran !* que M. Thiers dit avoir été à Orange notamment *proférées avec violence...* (page 833 de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*).

Et ont signé avec nous à l'original :

Louis Faure, ancien droguiste, âgé de 73 ans ; Alençon, ancien receveur des finances, âgé de 75 ans ; Ely aîné, négociant, âgé de 59 ans ; Mazade, ancien avoué, âgé de 68 ans ; Auban, débitant de tabac, âgé de 68 ans ; Monier, cafetier, âgé de 86 ans ; Benet Amédée, suppléant de juge de paix, âgé de 81 ans ; Dufour cadet, bijoutier, âgé de 67 ans ; Teyssaire, médaillé de Ste-Hélène, âgé de 70 ans ; Joffroy Joseph-Simon, géomètre, âgé de 78 ans ; Loursac aîné, ancien huissier, âgé de 65 ans ; Bouyer, ancien commissaire de police, âgé de 71 ans ; Jourdan de

Fontillac, Chevalier de la Légion d'Honneur et médaillé de Ste-Hélène, âgé de 69 ans; Nicolas Pont, propriétaire, âgé de 75 ans; Payan de Champié, âgé de 67 ans, Chevalier de la Légion d'Honneur; François Monier, ancien maître d'hôtel, âgé de 86 ans; Raire, vétérinaire, âgé de 68 ans, Lacroix, ancien président du Conseil des Prudhommes, âgé de 72 ans; Joseph Roure, marchand de bois, âgé de 55 ans; Gleize, membre du Consistoire protestant, âgé de 80 ans; Aliaud, propriétaire, âgé de 55 ans; Just Fert, propriétaire, âgé de 81 ans.

LE CONSEIL

Oùï cette lecture et prenant en considération l'exposé des faits qu'elle relate, remercie M. le Maire de sa communication, exprime le vœu qu'elle soit transmise immédiatement à M. Thiers pour en obtenir réparation, et, au besoin, mentionnée au *Moniteur Universel*.

Sur ce, séance tenante, M. le Maire écrit à M. Thiers la lettre suivante :

« Monsieur,

« A la page 833 de votre *Histoire du Consulat et de l'Empire*, se trouve le passage qui suit : « En avançant vers le Midi, les cris de vive le Roi se multiplièrent, et bientôt s'y ajoutèrent ceux-ci : à bas le tyran ! à Orange notamment ces paroles furent proferées avec violence... » Or, il résulte de l'enquête à laquelle j'ai dû me livrer pour satisfaire le sentiment public soulevé, à cette occasion, dans la ville à la tête de laquelle je suis placé, que les paroles précitées sur Orange ne sont pas seulement erronées, mais qu'elles traduisent le contraire des sentiments qui furent exprimés à l'Empereur par les habitants.

« J'ai l'honneur, Monsieur, de vous adresser copie de cette enquête sur le vœu du Conseil Municipal. J'espère qu'en présence des souvenirs qu'y ont retracés les signataires, tous anciens témoins du passage de l'Empereur, vous acquerez la conviction que vous avez été mal renseigné dans cette circonstance. S'il vous restait quelque doute, veuillez vous reporter au *Moniteur Universel* de 1814 n° n° 150 p. 514, vous trouverez une lettre écrite de Fréjus à la date du 29 avril, qui rend compte de tous les détails du voyage de l'Empereur depuis Montargis jusqu'à St-Rapheau où il s'embarqua.

« Il y est dit, c'est vrai, que des scènes regrettables ont eu lieu en Provence, mais Orange (qui n'est pas Provence, du reste), n'est cité nulle part dans le récit fort détaillé de cette lettre qui ne se fait pas faute de dénommer toutes les communes où l'Empereur fut mal accueilli (1).

« Je ne doute nullement, en conséquence, que vous ne vous empressiez, dans l'intérêt de la vérité et de la justice de rectifier le passage que je vous signale et qu'Orange doit à son honneur de ne point laisser passer sans protestation ».

(1) La relation de Fréjus que nous venons de lire dans le *Moniteur*, dont la bibliothèque d'Orange possède la collection complète, donne amplement raison à M. Dugat. Elle contient ces indications d'une précision extrême : « C'est à Avignon, le 25, que les premiers signes de fermentation, d'exaspération et de haine, contenus sur toute la route, ont commencé à éclater. Le peuple était accouru en foule sur les lieux où les voitures devaient passer, — voitures de généraux français, russe, autrichien, prussien et anglais, voitures de bagages et voiture de Napoléon où celui-ci était seul avec le général Bertrand — il avait fait abattre les aigles de celles qui précédaient Bonaparte, et à son arrivée sa voiture a été entourée d'une foule nombreuse qui, aux cris de Vive le Roi, joignait de violentes imprécations, des apostrophes outrageantes. Un homme s'étant approché de plus près a voulu ouvrir la portière; d'autres s'y sont à l'instant opposés, en s'écriant : *Laissez-le partir*. Pendant ce temps, les officiers étrangers étaient descendus de leurs voitures, et s'étaient portés à celle de Bonaparte. Ils rétablirent le calme et le voyage continua ».

A cette lettre du Maire de la Ville d'Orange, l'historien du *Consulat et de l'Empire* fit la réponse ci-après :

Paris, le 22 mai 1860.

« Monsieur le Maire,

« Avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 mai courant, vous m'avez adressé une délibération du Conseil Municipal d'Orange, provoquée par un passage du 7^me volume de mon *Histoire du Consulat et de l'Empire*. En traçant le récit du voyage de l'Empereur Napoléon I^{er} après son abdication, j'ai eu, comme dans tout le reste de mon ouvrage, le désir d'être rigoureusement fidèle à la vérité. Il n'est aucun sentiment, aucune passion qui pût me faire dévier de ce principe, et je n'ai d'ailleurs contre la Ville à la tête de laquelle vous êtes placé, M. le Maire, aucun grief imaginable qui pût me faire manquer aux droits de l'histoire.

« Toutes les relations imprimées ou manuscrites, tous les souvenirs que j'ai consultés, font commencer au-delà de Valence et Montélimar des manifestations différentes de celles qui s'étaient produites dans la première partie du voyage de Napoléon, et qui avaient été généralement sympathiques. C'est aux environs d'Orgon seulement que la violence fut poussée au dernier excès, et j'ai eu soin de le préciser.

Quant à Orange, toutes les relations constatent que c'est en arrivant en cette ville que le caractère des manifestations change et devient sensiblement hostile. On y cria Vive le Roi, avec chaleur, et il n'est pas vraisemblable que les cris en faveur des Bourbons fussent la seule manifestation des habitants à l'égard de l'Empereur déchu, et qu'il n'y eût pas quelques-

uns des cris qui retentissaient alors dans tout le Midi.

« Cependant, en présence de l'enquête à laquelle vous vous êtes livré, M. le Maire, et où de nombreux et honorables habitants de votre ville, contemporains des événements, sont venus attester l'abstention de tout cri outrageant lors du passage de Napoléon à Orange, dans la nuit du 24 au 25 avril 1814, je me ferai un plaisir lorsqu'on réimprimera mon 7^{me} volume, de tenir compte de ces déclarations, et de modifier en conséquence les termes employés à la page 833.

« Recevez, M. le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

« A THIERS.

« A M. Dugas, Maire de la Ville d'Orange ».

Fidèle à sa promesse, M. Thiers, dans sa grande édition populaire de 1867, parue par livraisons chez Lheureux et Cie libraires-éditeurs, a supprimé la phrase blessante pour l'amour-propre des Oran-geois. Le passage incriminé commence de la même façon : « En avançant vers le Midi..... » mais après les mots : « A mort le tyran ! » est placé un tiret qui est immédiatement suivi de la phrase : « A Avignon, la population ameutée demandait avec emportement qu'on lui livrât le Corse pour le mettre en pièces et le précipiter dans le Rhône ».

Au reste, M. Thiers n'attendit pas l'édition de 1867 pour apporter la rectification que l'on vient de voir. Il l'opéra dans une autre édition populaire, mais de format réduit, qu'il fit paraître dès 1860 même.

Nous avons pu faire cette double constatation chez un des plus estimés juges du Tribunal civil d'Orange, M. Morel, éclairé bibliophile et fin lettré, auquel nous tenons à renouveler ici nos remerciements.

A. YRONDELLE.

ENTREVUE DE FRANÇOIS I^{er} ET DE CHARLES-QUINT A AIGUESMORTES EN 1538

L'histoire de France ne sera bien complète, que le jour où auront été racontés et publiés dans leurs moindres détails, les principaux événements survenus dans chaque commune. C'est ce que j'ai fait pour ma chère ville d'Uzès, en publiant dans trois livres, tout ce qui se rattache à son histoire.

Son passé d'ailleurs ne manque ni d'intérêt, ni de grandeur à en juger par ses trois monuments historiques, la *crypte* des premiers chrétiens, qui rappelle le Clergé, le *château ducal*, la Noblesse, et le *clocher de la Cathédrale*, le Tiers-Etat. Nos vieilles cathédrales ne sont-elles pas le premier berceau des revendications populaires et la première base de l'unité Française ?

Ne songeant plus à écrire sur ma ville natale, j'ai eu la bonne fortune d'avoir sous la main des documents fort détaillés et très authentiques sur l'entrevue de François I^{er} et de Charles-Quint en 1538, à Aigues-Mortes.

Ces documents proviennent des papiers de famille d'une personne qui me tient de près, M. Louis de Brunelis dont un des ancêtres maternels, Franc de Couseil, premier consul d'Aigues-Mortes, avait eu

l'honneur de recevoir chez lui durant plusieurs jours, le roi François I^{er} lors de cette célèbre entrevue.

J'avais bien pris la résolution, à cause de mon grand âge (81 ans révolus), de ne plus rien écrire, mais je méconnaissais le proverbe, *qui a bu boira*, et devant ces vieux papiers, ces parchemins jaunis par le temps, je me suis trouvé plus heureux qu'en présence d'un grand festin.

Je me suis donc remis à ma table de travail dans mon cabinet pour régaler ma plume en racontant par le menu cette entrevue qui constitue un des faits les plus remarquables de cette époque.

Depuis longtemps François I^{er} et Charles-Quint se faisaient une guerre acharnée. Ils avaient grande envie d'y mettre fin, moins peut-être par un vrai désir de paix que par lassitude de combats inutiles. Le meilleur moyen de se réconcilier était d'avoir une entrevue.

Mais il y avait entre ces deux princes des questions trop irritantes, telle que la possession du duché de Milan, et il était à craindre qu'une conversation n'envenimât encore plus leur désaccord.

Le Pape Paul III faisait bien tous ses efforts pour réconcilier ces deux ennemis redoutables, mais il ne put obtenir tout d'abord qu'une trêve de six mois. Il en profita pour se rapprocher d'eux et sachant qu'ils étaient dans les environs de Nice, Sa Sainteté se rendit dans cette ville et s'établit tout près de là au couvent de Saint-François, sur la frontière de France et d'Italie, pour être leur médiateur. Les souverains refusèrent de se voir officiellement. Ils différaient tellement de caractère que Marguerite de Valois disait que pour les accorder, Dieu devrait refaire l'un à l'image de l'autre. Aussi, les deux princes restèrent chez eux.

Cependant le Saint Père négocia si heureusement qu'à la date du 14 juin 1538, il les décida à accepter une trêve de dix ans. Cette trêve laissant toutes les questions en suspens, devrait favoriser une entrevue que les deux princes désiraient au fond du cœur. En effet, Charles-Quint fit semblant de se rembarquer sur sa flotte pour se rendre en Espagne, mais sous le prétexte d'une tempête qui l'obligea à aborder l'île Sainte-Marguerite, il fit parvenir au roi François I^{er} qui était déjà à Avignon, son désir de le voir à Aigues-Mortes.

Le roi fut enchanté de cette proposition et il fixa aussitôt à Vauvert un rendez-vous de toute sa Cour et des plus importants personnages de France, pour de là se rendre à Aigues-Mortes à l'entrevue qu'il voulait aussi éclatante que possible.

Les habitants d'Aigues-Mortes furent ravis d'apprendre cette bonne nouvelle.

C'était le second roi qui venait dans leur ville.

Louis IX en effet avait réuni là tous les chefs de son armée au moment de s'embarquer pour la Terre-Sainte, et il m'est agréable de constater que parmi ces illustres guerriers se trouvait un des ancêtres du duc d'Uzès actuel, le sire de Crussol, dont un officier portait le fanion aux deux couleurs de gueules et d'azur (rouge et bleu), le même qui a flotté sur maints champs de bataille et naguère encor au centre de l'Afrique où le jeune duc Jacques d'Uzès paya de sa vie sa courageuse entreprise d'étendre le domaine colonial de la France dans ces contrées. C'est ce même fanion que l'on voit flotter encore sur la plus haute tour du duché à l'arrivée de la famille ducale.

Le dévouement plein d'enthousiasme que je res-

sents pour cette noble famille me fera pardonner ce petit écart de ma plume.

D'Uzès, je reviens vite à Aigues-Mortes. Le premier consul de cette ville, Franc de Couseil s'empressa de réunir les autres consuls et les conseillers politiques pour voter les fonds nécessaires à cette fête solennelle.

La somme à emprunter fut fixée à 850 livres, remboursable en cinq ans.

On n'hésita pas pour le choix de la maison où serait logé le roi. Celle de Franc de Couseil était la plus belle. A elle fut réservé cet honneur.

Malheureusement elle n'existe plus. Elle fut démolie en 1792 par les gardes nationaux de Nîmes. Quelques arceaux du vieux portique qui décoraient la façade avaient quelque temps survécu. Ils furent démolis à leur tour. Et lorsque Louis Bonaparte, alors roi de Hollande, visita Aiguesmortes au mois de mars 1801, et se trouva devant la place vide où avait été bâtie cette maison, il ne put s'empêcher de regretter qu'on ne l'eût pas gardée comme un souvenir historique. Qui n'éprouverait le même regret !

Cette maison était située à droite de la Porte de la Marine en entrant en ville. Sur son emplacement, le Conseil municipal actuel d'Aigues-Mortes devrait élever une colonne ou un signe quelconque pour faire connaître que la maison de Franc de Couseil occupait autrefois cet emplacement.

(*Aigues-Mortes, Ville de Saint-Louis*), par l'abbé H. Aigon, p. 75.

Le Connétable Anne de Montmorency, gouverneur du Languedoc, fut chargé de tous les préparatifs de la fête. Il n'y avait pas grand temps à perdre. Des commissaires furent nommés à cet effet. Parmi

eux se trouvait le viguier de Nîmes qui écrivit aux consuls de sa communauté d'expédier immédiatement à Aigues-Mortes six mille pains et trente barriques de vin (archiv... de la ville de Nîmes.) .

Tous les chasseurs des environs furent invités à se mettre en chasse et les pêcheurs à tendre leurs fils pour apporter à Aigues-Mortes, gibiers et poissons, sous peine du fouet. C'était bien une formule portant le cachet de l'époque, et qui de nos jours amènerait une révolution. Mais, chasseurs et pêcheurs furent pleins d'entrain pour plaire au roi. On n'eut pas même à leur tirer les oreilles.

Les victuailles de toutes sortes furent abondantes et le cuisinier de François I^{er} ne songea nullement à se passer par désespoir un sabre à travers le corps comme plus tard Vatel, le fameux cuisinier de Louis XIV.

Sur ces entrefaites, on apprend que le roi de France est sur le point d'arriver à Aigues-Mortes, accompagné de toute sa Cour et des principaux personnages de France.

Les curieux en grand nombre, sortent de la ville au devant du cortège. Les vifs rayons du soleil de juillet faisaient ressortir encore l'éclat des brillants costumes du roi, de la reine, des princes et princesses à cheval et aussi d'autres personnages.

C'était d'autant plus féerique aux yeux de la multitude, qu'à la beauté des costumes se joignait le prestige fort goûté alors de la haute situation des personnages formant ce cortège.

Tandis que le roi avec sa suite brillante s'avancait vers la ville, les consuls l'attendaient à la principale porte, revêtus de leurs robes de drap, bordées de velours et coiffés du chaperon. Ils étaient entourés

des conseillers politiques et des principaux habitants du pays. 300 arquebusiers, armés par la commune leur servaient d'escorte et avaient grand peine à maintenir la foule, avide de voir un pareil spectacle. (Voir registre des délibérations d'Aigues-Mortes.)

Dès que le roi parut, le châtelain d'Aigues-Mortes, le sire de Clermont présente au roi le premier consul Franc de Couseil qui remet à Sa Majesté les clés de la ville et lui adresse la harangue d'usage.

Puis le roi descend de cheval et vient se placer sous un dais de velours rouge et la reine Eléonore d'Autriche, sous un autre dais de velours blanc. Le cortège s'ébranle aux cris répétés de Vive le roi ! et passe à travers les rues, sous des tentes dont on avait eu la précaution de les couvrir.

Après le roi et la reine, venaient la princesse Marguerite qui devint ensuite duchesse de Savoie ; Catherine de Médicis, femme du Dauphin ; la belle duchesse d'Etampes, amie du roi ; Henri, roi de Navarre et sa femme ; la reine Marguerite, si renommée pour ses poésies et sa tendresse fraternelle ; le Connétable Anne de Montmorency ; le maréchal d'Annebaud, que le roi chérissait à cause de son intégrité et de sa bravoure ; le duc de Lorraine et son frère le duc de Guise ; le jeune duc de Wurtemberg, dont le père avait été réintégré dans ses états par le roi François I^r ; le prince de Salm ; Guillaume Poget, récemment nommé chancelier de France, des cardinaux, des évêques, le président du Parlement de Paris et les principaux personnages de la Cour. (Extrait des délibérations de la ville d'Aigues-Mortes.)

Le roi que Charles Quint n'avait vu que simple

prisonnier, voulut paraître dans tout l'éclat de sa puissance devant son redoutable adversaire.

Sa Majesté descendit dans la maison du premier consul Franc de Couseil, le dimanche 14 juillet 1538 et fit prévenir l'Empereur par le Connétable de Montmorency qu'il irait lui faire visite.

L'Empereur venait d'entrer dans la rade avec 52 galères, y compris 21 galères de France, commandées par le baron de Saint-Blancard pour lui faire honneur.

Le but de l'Empereur n'était peut-être pas de descendre à terre et d'aller à Aigues-Mortes.

Il eût voulu d'après l'historien Espagnol Gaudoval, proposer à l'Empereur de se rendre dans une galère auprès de la sienne et de conférer ainsi, placés l'un et l'autre sur la poupe de leur navire. C'eût été assez bizarre. Mais les messagers que l'Empereur avait envoyés auprès du roi, rencontrèrent celui-ci dans le canal, monté sur une magnifique chaloupe et accompagné de son ministre, le cardinal Jean de Lorraine et de quelques grands seigneurs de la Cour.

Les messagers retournèrent promptement prévenir l'Empereur qui se prépara à recevoir le roi.

L'embarcation royale gagna bientôt la rade. Un historien se livrant à son imagination a écrit que le roi pour se rendre à la flotte de Charles Quint avait bravé la tempête.

Bien au contraire, la mer était très calme, et à l'approche du roi, l'Empereur s'avança sur le bord de son navire tout près de l'échelle et lui présenta la main pour l'aider à monter.

Les deux souverains, la toque à la main, s'embrassèrent comme s'ils n'avaient jamais été ennemis et on entendit le roi dire en Français : « Mon frère, je suis de rechef votre prisonnier. »

La langue française fut celle dont on se servit durant tout le temps de cette entrevue,

Après avoir causé ensemble, les souverains se présentèrent mutuellement les personnes qui les accompagnaient, et à toutes le roi donna sa main à baiser. Toutefois, Sa Majesté remarqua un vieillard à barbe blanche mais à l'œil vif, sous d'épais sourcils, qui semblait se cacher derrière le grand mât. Elle ne tarda à le reconnaître, c'était le fameux Doria, le restaurateur de la liberté de Gènes sa patrie, qui après avoir servi glorieusement la France était passé au service de Charles-Quint. Celui-ci s'apercevant que le roi avait reconnu son amiral, invita celui-ci à baiser la main du roi.

Doria s'approcha et plia le genou, le roi le reçut un peu froidement à cause de son passé, mais la conversation s'étant engagée entr'eux, le roi finit par se réconcilier avec lui, si bien qu'au dire de Brantome (Vie des grands hommes étrangers), le roi lui proposa, si une alliance avait lieu, de le mettre à la tête des deux flottes réunies pour aller ruiner le Turc. Cependant le temps passait et malgré les journées de juillet si bien ensoleillées, la nuit venait il fallait partir.

Les deux souverains s'embrassèrent de nouveau. L'on pensa que le lendemain Charles-Quint irait rendre sa visite au roi à Aigues-Mortes.

Le roi, dit-on, rassembla son conseil pour délibérer s'il descendrait ou non à terre, mais, sur les observations du duc d'Albe que l'Empereur se ferait tort s'il ne montrait pas au roi la confiance que celui-ci lui avait témoignée, le départ fut décidé.

Le lendemain en effet, lundi 15 juillet à 9 heures, Charles-Quint entra à Aigues-Mortes par la porte

de la Marine, au son des fanfares et des tambourins, au bruit de l'artillerie de la ville et des vaisseaux en rade et aux cris mille fois répétés de Vive le roi, Vive l'Empereur, selon l'ordre que leur avait donné le Connétable.

On voit par là que même à cette époque on savait soudoyer les acclamations de la multitude.

L'Empereur fut reçu par les consuls et les principaux habitants de la ville, mais il n'avait pas fait six pas qu'il vit venir à lui, tout bottés, le Dauphin (depuis Hen i II) et ses deux frères, d'Angoulême et d'Orléans, qui, retenus en Province, n'avaient pu venir plus tôt.

Charles-Quint leur fit un grand accueil, tel qu'Empereur ne fit jamais à prince.

Il se mit à genoux jusqu'à terre en les embrassant si bien que le roi tout confus de l'humilité de l'Empereur s'empressa de le relever et le prenant sous le bras l'emmena dans la maison du sieur Franc de Couseil où l'on avait dressé le couvert dans une salle richement décorée.

On se mit à table.

Au dire de Gaudeval (historien de l'Empereur Charles Quint), la reine plaça à ses côtés la duchesse d'Etampes et la princesse Marguerite. Le roi mit à sa droite l'Empereur, et à sa gauche, le cardinal de Lorraine.

Le repas fut somptueux et ce fut peut-être le plat le plus commun qui fut le plus apprécié. On y servit des huîtres qui furent trouvées si bonnes, qu'on ne cessait d'en redemander. Au plaisir délicat de savourer des mets exquis, on joignit celui d'en entendre d'harmonieuses symphonies.

Après le diner, on mena l'Empereur dans la mai-

son qui lui était destinée, appartenant au sieur Chambaud de la Rivoire, seigneur de Lesques et dans laquelle on arriva par une galerie qui traversait la rue en guise de pont et qu'on avait créée à cette occasion.

La chambre destinée à l'Empereur était richement meublée et recouverte d'une tapisserie en cuir gaufrée, représentant des oiseaux, becquetant des fruits parmi des pampres et des feuillages.

Sur une estrade s'élevait un lit surmonté d'un baldaquin de soie, dont la bordure, ainsi que celle des rideaux était en franges ornées de perles fines, d'un très grand prix.

L'Empereur fatigué par la chaleur se jeta sur ce lit après s'être à moitié déshabillé. Mais peut être une heure après, on vient frapper à la porte, c'est la reine qui arrive, accompagnée du sire de Montpezat.

Voyant que l'Empereur était éveillé elle en fait prévenir le roi son frère, qui arrive, suivi d'une foule de courtisans.

L'Empereur se lève de son lit, ajuste tant bien que mal ses vêtements et voici, d'après l'historien du pays, la conversation qui s'engage entr'eux.

Le roi s'exprime ainsi : — Hé bien ! mon frère, comment vous trouvez-vous ? Avez-vous bien reposé ?

— L'Empereur répondit : Oui, j'avais tant banqueté que je me sentais porté au sommeil.

« Croyez, mon frère, réplique le roi, que je veux et entends qu'au pays auquel vous êtes présent, ayez autant de puissance que si vous étiez en votre pays d'Espagne ou de Flandre, et que en ce que vous commanderez soyez obéi comme moi-même et en signe de ce, voici ce que je vous donne. » Et il lui

donna aussitôt une bague surmontée d'un diamant valant au moins trente mille écus (300.000 francs de nos jours), autour de laquelle le roi avait fait graver ces mots : *Dilectionis textis et exemplum*. L'Empereur, fort touché de ce beau cadeau, ôta son bonnet pour remercier le roi qui ôta le sien, et puis il dit : « Mon frère, je n'ai rien en ce moment pour me revancher de ce présent, si ce n'est Cestuy. »

Et en même temps il leva de son cou son cordon de la Toison d'or et le mit au cou du roi.

— Puisqu'il vous plait, dit le roi, que je porte cet ordre il vous plaira porter le mien, et en même temps il enleva son collier où était suspendue la croix de Saint-Michel et le passa au cou de l'Empereur. En même temps les deux princes s'embrassèrent; ensuite on apporta des coupes qui furent remplies d'excellent vin qu'on vida à la santé des deux monarques.

Puis tous les courtisans sortirent et il ne resta dans la chambre que l'Empereur avec son chancelier, le sire de Grouvelle et le grand commandeur de Goven et le roi avec son ministre le cardinal de Lorraine et le Connétable de Montmorency. La reine resta aussi au milieu d'eux.

Que se passa-t-il? On l'ignore un peu. On croit que les souverains prirent vis à vis du Milanais et de la Bourgogne, des engagements avec le secret espoir de ne pas les réaliser.

Mais au bout d'une heure la conférence prit fin et les deux souverains sortirent ayant l'air fort satisfait de leur conversation.

Ils se rendirent dans la maison de Franc de Couseil où leur fut servi un magnifique festin, car le roi avait amené avec lui son meilleur cuisinier.

Le repas fini, la reine alla voir si la chambre de l'Empereur était prête à le recevoir.

Après avoir tout examiné bien en détail, elle vint elle-même prévenir l'Empereur et le conduisit à la chambre jusqu'à la porte.

On laissa l'Empereur dormir bien tranquillement pour qu'il pût se reposer de toutes ces fêtes et le lendemain mardi, dans la matinée le roi se rendit dans la chambre de l'Empereur qu'il trouva levé.

Après avoir causé un certain temps, les deux souverains se rendirent dans une salle basse qu'on avait transformée en chapelle et dont l'autel était orné de précieux reliquaires et de vases sacrés d'un très grand prix.

Ils n'étaient pas trop dévots ni l'un ni l'autre, mais ils avaient au fond du cœur un sentiment religieux et ils étaient pleins de respect pour la religion qui est pour les états la meilleure sauvegarde de l'ordre public.

N'a-t-on pas vu plus tard Louis XIV, au milieu de ses scandales, assister tous les dimanches exactement à la messe au château de Versailles ?

Après avoir entendu la messe durant laquelle des chants et des instruments de musique avaient répandu des flots d'harmonie, on se remit à table.

Après le repas, le roi, suivi de toute la Cour, accompagna l'Empereur jusqu'à l'embarcation qui devait le ramener à sa flotte au bruit de l'artillerie de tous les forts et aux acclamations d'une foule enthousiaste.

Aussi, en donnant au roi la dernière accolade, Charles Quint déclara que « jamais en aucun lieu il n'avait passé d'aussi agréables journées. » (Cesar Bampono, vie de Philippe II.)

François I^{er} entra à Aigues-Mortes où il passa encore la nuit et repartit le lendemain 11 juillet pour Nîmes, en disant que « désormais les affaires de l'Empereur et les siennes ne seraient plus qu'une même chose » mais autant en emporta le vent.

Le peuple seul, toujours impressionnable crut à la paix. C'est que les apparences lui plaisent et il les prend facilement pour des réalités.

Le roi remercia les habitants de leur chaleureux accueil et en particulier le premier consul Franc de Couseil qui l'avait reçu dans sa maison.

Aussi à cause de ce souvenir il l'autorisa à décorer son blason de cette devise :

« *Rex fortissimo* »

(Voir *Devise héraldique*, par L. de la Roque, p. 146.)

L. D'ALBIOUSSE.

BIBLIOGRAPHIE

Les Sciences physiques et naturelles dans le livre de Job, par M. René Deloche, in-8°, Nîmes, 1909. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Nîmes*).

Cette étude n'est pas un travail d'exégèse ou d'herméneutique, mais une œuvre de recherches scientifiques. L'auteur, — comme il a soin de le déclarer lui-même, — note, dans le livre de *Job*, tous les passages relatifs à des faits qui relèvent des sciences physiques et naturelles. Il rapproche les versets qui peuvent dépendre de la même branche de ces sciences. A ce sujet, il expose les commentaires, les systèmes ou hypothèses formulés par les hommes les plus compétents, et, quand il le juge à propos, ses propres réflexions.

Cette prudente méthode a l'avantage de maintenir constamment l'auteur dans les strictes limites de l'orthodoxie ; au lieu de l'aventurer sur le terrain de l'interprétation du texte sacré et de la vérité religieuse, elle le cantonne dans le domaine exclusivement scientifique. Or, nous dit un membre de la Commission Biblique, M. l'abbé Lesêtre, « le domaine scientifique n'est pas un domaine réservé, il appartient à tous les esprits. » D'autre part, l'Encyclique *Providentissimus Deus* déclare formellement que la Bible n'a pas pour but d'enseigner les sciences naturelles, qu'elle en parle suivant les apparences.

Dans le champ qu'il s'est choisi, M. Deloche peut donc se mouvoir librement, et ce champ, malgré ses bornes, est néanmoins très vaste. De tous les livres sacrés, le livre de *Job* est celui qui présente le plus de points de contact avec nos connaissances du monde physique. « L'auteur de *Job*, dit le P. Prat, dans le *Dictionnaire de la Bible*, tire continuellement ses comparaisons et ses métaphores des arts ou des sciences naturelles, de la gravure, de la musique, de l'agriculture, de la géographie, de la médecine, etc., et c'est ce qui rend son style si brillant, si varié et si pittoresque. »

Après une introduction sur le livre de *Job*, son auteur, l'époque et le lieu où il vivait, M. Deloche aborde son sujet proprement dit. Les questions qu'il traite successivement se rattachent à l'astronomie, à l'hydrographie, la géographie, la géologie, la météorologie, la métallurgie archéologique, la botanique, la zoologie. Le lecteur trou-

vera charme et profit à le suivre dans sa promenade à travers les divers domaines des sciences physiques et naturelles, à contempler avec lui les éclipses de soleil, l'éclat d'Acturus ou d'Orion, à chercher les conditions météorologiques de notre planète avant le déluge, les causes possibles de ce cataclysme ; à étudier les marées, la stabilité de la terre, la climatologie de l'Orient, les minéraux, les métaux, la végétation, les animaux domestiques et sauvages du livre de *Job*, l'identification du béémoth avec l'hippopotame, du léviathan avec le crocodile, etc. Cette promenade offrira le plus vif intérêt. Pourrait-on souhaiter un guide plus sûr et plus compétent que M. Deloche ? Erudit, richement documenté, très au courant des choses de la science, il apporte à la description des faits et à l'explication des théories, la plus limpide clarté. Nous ne citerons qu'un seul exemple. A propos des « étoiles qui sont intérieures au Midi », (*Job*, ix, 9), l'auteur veut nous faire comprendre comment le fameux astronome Schiaparelli a cru pouvoir déterminer quels sont ces astres. A cette occasion, il expose la précession des équinoxes et le mouvement de rotation des pôles du monde, dans les termes les plus lumineux, accessibles à tout esprit, tant soit peu cultivé, serait-il étranger aux problèmes élémentaires de l'astronomie.

M. René Deloche se distingue encore par une qualité que l'on ne trouve pas toujours chez les auteurs : une exquise modestie. « Mon seul mérite, dit-il, est d'avoir recherché, réuni et classé tous les documents que j'ai produits, hasardant à peine quelques explications personnelles pour les relier entre eux, discuter leur valeur ou suppléer à leurs lacunes. » L'unique travail de recherche et de classement ne serait-il pas en lui-même du plus haut prix ? Mais dans l'exposition des phénomènes et des systèmes, dans la discussion des hypothèses et la mise à point des théories, se manifestent divers mérites rarement alliés : une initiation profonde aux sciences de la nature, une sérieuse connaissance des travaux bibliques, un goût littéraire très sûr, une langue classique, sobre, élégante, noble héritage d'une famille qui conserve avec fidélité le culte du beau, du vrai et du bien.

A. D.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madelaine, 21.

LA SAINT-BARTHÉLEMY A NIMES. ⁽¹⁾

MESSIEURS,

A l'ouïe de ce titre, quelques-uns d'entre vous se demandent peut-être, avec une légitime émotion, si je veux raviver des souvenirs pénibles et remuer sur le terrain nimois la cendre à peine éteinte de nos querelles religieuses. Qu'on se rassure ; il n'est ni dans mes goûts ni dans mes habitudes de provoquer ces excitations. On prétend parfois, il est vrai, que les faits les plus douloureux de nos époques tourmentées ont justement pour résultat de faire naître dans les cœurs l'horreur des divisions intestines ; l'histoire, assure-t-on, est le calmant par excellence ; même des pages les plus tristes émane pour nos âmes comme un parfum d'apaisement. Théoriquement, je ne sais ; mais en réalité j'estime que cet effet sédatif n'est pas la conséquence habituelle de pareilles études. Tous les esprits n'ont pas ce privilège d'extraire ainsi le bien du mal, l'apaisement de l'excitation, la fraternité de la haine. Pour beaucoup, pour la plupart même, c'est le contraire qui est vrai. Aussi, je crois qu'il est plus sage de ne pas courir l'aventure et de ne pas tenter ce remède

(1) Lecture faite à l'Académie de Nîmes, le 20 mars 1909.

héroïque qui consisterait à guérir le semblable par le semblable, la violence par la violence, la passion par la passion.

Mais alors pourquoi, direz-vous, venir nous présenter un épisode lamentable ? Pourquoi exhumer devant nous un souvenir pénible et douloureux ? C'est que précisément, Messieurs, le souvenir que je rappelle n'est point lamentable du tout ; l'épisode dont j'ai à vous entretenir nous offre au contraire une leçon directe de tolérance et de support, et c'est pourquoi je l'ai choisi comme sujet de cette courte et modeste étude.

On était au mois d'août 1572. Je n'ai pas à m'étendre ici sur les tristes événements de cette époque si troublée, ni sur les circonstances qui les ont précédés. Je prends les faits dans leur simplicité objectivement historique. Sur l'ordre d'un Conseil secret, inspiré par la Reine-mère Catherine de Médicis, avec l'assentiment de son fils Charles IX, une conspiration contre les protestants est organisée dans Paris. Le dimanche 24 août, jour de la Saint-Barthélemy, voit se produire et se renouveler les scènes les plus douloureuses. Coligny est la première victime ; puis c'est le tour des familiers du Prince de Condé et du Roi de Navarre ; enfin, dans les divers quartiers, l'œuvre sanglante se poursuit et fait de cette effrayante journée l'une de ces dates sinistres que l'on voudrait pouvoir effacer de l'histoire.

Mais, de Paris, la fureur meurtrière gagne aussi la province : à Rouen, à Toulouse, à Troyes, à Meaux, à Bourges, à Lyon, à Bordeaux, les victimes sont en grand nombre. Le chiffre n'en est pas établi d'une façon sûre ; d'aucuns ont parlé de 100,000,

mais c'est probablement une exagération. Les historiens les plus autorisés s'accordent pour admettre une moyenne de 30,000 morts, dont 6,000 pour Paris seul.

Disons pourtant, Messieurs, à l'honneur de l'humanité, et j'ai hâte, suivant le principe que j'ai posé, de fuir les souvenirs pénibles pour m'attacher aux faits plus consolants, disons qu'à Paris même, sous les yeux de la Cour, quelques refus d'obéissance à de telles injonctions sont dignes de rester consignés dans l'histoire, et ajoutons que dans certaines villes de province l'ordre venu d'en haut ne fut pas appliqué. C'est ainsi qu'à Valence, Claude Savoie de Tende, qui commandait le Dauphiné, répondit à Boniface de la Molle, quand celui ci vint lui signifier les instructions du Conseil secret : « De tels « ordres ne peuvent émaner de Sa Majesté et n'ont « pu être imaginés que par les ennemis du trône et « de la tranquillité publique ». Saint-Héran, en Auvergne, et Charny, à Dijon, imitèrent ce refus généreux. A Mâcon, le gouverneur de La Guiche, pour sauver ceux qui étaient menacés, les fit mettre dans une prison, où, sous sa garde spéciale, ils se trouvèrent en lieu de sûreté. En nous réjouissant d'une énumération, longue par elle même, mais hélas ! encore trop courte, citons aussi et honorons, pour leur résistance héroïque aux ordonnances meurtrières, Sinagues à Dieppe, le Comte de Garces en Provence, le président Jeannin à Grenoble, Rieux à Narbonne, Curzal à Angers, Bouillé en Bretagne, l'Evêque Hennuyer à Lisieux, le Maréchal de Matignon à Alençon, tous les Montmorencys, dans leurs domaines. Salignac-Fénelon, ambassadeur de France à Londres, quoique sous la menace d'un châtiment

sévère, refusa de justifier la Saint-Barthélemy auprès de la reine Elisabeth et répondit à Charles IX :
« Sire, je deviendrais coupable de cette terrible
« exécution, si je tâchais de la colorer. Votre Majesté
« peut s'adresser pour cela à ceux qui la lui ont
« conseillée. » Enfin on connaît la réponse du
Vicomte d'Orthez, gouverneur de Bayonne : « Sire,
« écrivit-il au roi, j'ai communiqué les commande-
« ments de votre Majesté à ses fidèles habitants et
« gens de guerre de la garnison. Je n'y ai trouvé
« que bons citoyens et braves soldats, et pas un
« bourreau. C'est pourquoi eux et moi supplions
« très humblement votre Majesté de vouloir employer
« nos bras et nos vies en choses possibles. Quelque
« hasardeuses qu'elles soient, nous y mettrons jus-
« qu'à la dernière goutte de notre sang. »

Oh ! je n'ignore pas, Messieurs, qu'on a contesté quelques-unes de ces réponses honorables. La dernière en particulier, la plus célèbre aussi, celle du gouverneur de Bayonne, a été révoquée en doute. Agrippa d'Aubigné a raconté la chose ; mais l'original de la lettre ne se retrouve nulle part, et plusieurs historiens concluent à sa non-authenticité. Je n'ai pas une foi de parti pris à l'endroit de ces mots réputés historiques ; je sais qu'on doit se consoler de les voir presque tous détruits par la critique impitoyable ; mais j'ajoute qu'il faut une preuve bien sérieuse pour renoncer à des paroles qui honorent le genre humain. Or ici tout me semble faire du mot célèbre une réalité, L'ordre fut donné, c'est certain ; il ne fut pas exécuté, c'est incontestable, et la grâce que d'Aubigné accorde pour ce fait à des prisonniers de Bayonne, assez longtemps après l'événement, laisse bien croire qu'il n'a pas imaginé,

alors surtout qu'il s'agissait d'un adversaire, ce trait d'héroïque grandeur.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de ces faits qui concernent, au point de vue qui nous occupe, certaines villes de province, il est une cité où la chose ne peut être niée ni même mise en doute, c'est la nôtre, et à l'heure où des flots de sang arrosaient le sol de la France, Nîmes, soyons en fiers, Messieurs, pour notre ville, Nîmes n'a pas connu de Saint-Barthélemy.

J'avais espéré sur ce point quelque clarté particulière des Archives du Consistoire. Or les registres dispersés après la Révocation, on a pu les retrouver tous, sauf un, sauf le second, celui précisément qui se rapporte à cette époque. Il faut donc accepter cette lacune regrettable. Mais d'autres documents subsistent, authentiques, officiels, et ils sont plus que suffisants pour réjouir nos consciences.

Y eut-il dans notre ville un ordre écrit prescrivant le massacre ? Les uns l'affirment et ajoutent que le courrier qui le portait arriva dans nos murs le vendredi soir 29 août. D'autres, et en particulier l'historien Ménard, le contestent, affirmant que ce messager avait pour mission au contraire de conseiller la modération. Ce qu'on ne peut nier, c'est que trois jours avant, le 26 août, Charles IX se présenta au Parlement pour couvrir les massacres de Paris, déclarant hautement que tout y avait été fait selon sa volonté, et l'on est bien porté à croire que des instructions analogues étaient envoyées en province. D'ailleurs, comme en tout cas l'exemple de Paris avait suffi pour déchaîner de tous côtés la fureur homicide, nous ne pouvons que saluer avec respect et admiration la conduite si noble de nos concitoyens.

En effet, Guillaume Villard, premier consul de Nîmes, Bertrand du Luc, vicaire-général de l'Evêque, et Jean de Montcalm, juge-mage, réunirent à ce moment, soit le 30 août 1572, les citoyens des deux religions, les exhortèrent à la paix et exigèrent d'eux le serment solennel de vivre en amis et en frères. Les deux partis prirent alors, de concert, des précautions pour maintenir la tranquillité dans la ville ; on en ferma l'entrée à tous les étrangers pour qu'aucun souffle du dehors ne vint y troubler la concorde, et on laissa ouverte une porte, une seule, dont la garde fut confiée aux notables des deux cultes.

Je sais bien qu'on a pu penser, et Ménard l'insinue lui-même, que si cette décision était dictée aux gouvernants par un esprit d'humanité, elle était commandée aussi par la prudence. La lutte entre les deux partis aurait été au moins douteuse à Nîmes ; en effet, quoique à ce moment les consuls fussent catholiques, les protestants étaient peut-être les plus nombreux et les plus fortement organisés. On n'en doit pas moins honorer la sage résolution qui épargna à notre ville les tragiques horreurs d'une guerre religieuse et bénir Dieu de ce que Nîmes, attristé trop souvent par des violences réciproques, a, ce jour-là, donné l'exemple du calme, du bon sens et de la modération.

L'honneur de la journée revient, disons-le haut, l'histoire le constate, au Consul Guillaume Villard. C'est à son initiative, à son zèle et à la chaleur de ses paroles généreuses dans l'assemblée préparatoire que fut dû ce beau résultat. Ses descendants, longtemps connus parmi nous sous ce nom : de Vallongue, ont le droit d'être fiers de lui.

Un poète Nimois, Imbert, qui a vécu ici, de 1747

à 1790, a célébré ce trait si glorieux en des vers qui ne sont pas sans mérite :

Il osa (*c'est de Villars qu'il s'agit*).
Il osa, prodiguant sa fortune et sa vie,
Résister à son roi pour sauver sa patrie . .
Dois-je, en obéissant, déshonorer mon roi,
Dit-il ? Roi malheureux que la vengeance égare,
S'il faut être en ce jour ou rebelle ou barbare,
Dois-je au sein de ce peuple enfoncer le couteau
Et pour vivre en sujet m'ériger en bourreau ?
Non ; s'il lui faut du sang, qu'il m'envoie au supplice ;
Je serai sa victime et non pas son complice.

Plus loin :

Et quel homme eut j. mais le droit d'être barbare ?
Si l'un des deux partis et s'aveugle et s'égare,
Inhumains, si ses yeux refusent de s'ouvrir,
Parlez, qui vous donna le droit de le punir ?

Plus loin enfin :

Nimes, de ton héros conserve la mémoire ;
Villard fit ton bonheur ; il fait encor ta gloire.
Puisse son nom fameux, tant que vivra le tien,
Enfler d'un juste orgueil ton dernier citoyen !

Messieurs, le vœu du poète Nimois est loin d'être réalisé ; le nom de Guillaume Villard est peu connu ; cet homme généreux, parmi les marbres et les bronzes, légitimes, je le veux bien, mais nombreux qui nous environnent, n'a encore ni statue ni buste ; il ne donne pas même son nom à une rue ; ou s'il est une artère connue sous ce vocable, elle vise un autre Villars. N'estimerez-vous pas, comme moi, dési-

nable qu'un hommage public, enfin, consacre ce pieux souvenir, et que dans notre ville, si on le peut, une statue, si c'est trop, un modeste buste, ou tout au moins son nom porté par une rue nouvelle, rappelle à nos concitoyens celui qui fut, dans un moment critique, l'apôtre courageux et le noble héros de la fraternité nimoise ?

GUSTAVE FABRE.

L'INSURRECTION FÉDÉRALISTE

DANS LA VALLÉE DU RHONE

SIÈGE ET PRISE D'AVIGNON

(JUILLET 1793)

I

La situation de la France était des plus critiques en mai 1793. Tandis qu'au nord, à l'est et au midi, l'ennemi menaçait ses frontières, la guerre civile la désolait à l'intérieur. Les provinces de l'ouest, le Maine, l'Anjou et la Bretagne, dominées par l'influence des prêtres et des gentilshommes, étaient en pleine insurrection. En Lozère, les décrets de la Convention sur la constitution civile du clergé, la levée de 300.000 hommes ordonnée pour résister à la coalition étrangère (décret du 24 février 1793), avaient suscité des troubles non moins graves. Partout la difficulté des subsistances, la stagnation du commerce, le discrédit des assignats, le prix exorbitant des denrées, le désarmement des soi-disant *suspects*, l'installation des tribunaux révolutionnaires, la création du comité de salut public, avaient fait naître un courant d'hostilité très marqué contre le parti de la Montagne et de très vives sympathies en faveur de la Gironde. Lyon, terrorisé par les

Jacobins. s'était déclaré en insurrection, et, après trois jours de lutte (29 à 31 mai), les sections lyonnaises s'étaient emparées du pouvoir et avaient déclaré ne plus obéir à la Convention. Bordeaux s'était prononcé en faveur « de cette glorieuse députation de la Gironde, à laquelle elle était fière d'avoir donné le jour, et préparait à la fois des pétitions contre la Commune de Paris et des bataillons pour le service de la République. »

A Marseille et dans toute la Provence, le mécontentement était extrême et ce fut au moment même où Barras, Fréron, Boisset et Moïse Bayle, commissaires délégués par la Convention nationale, arrivaient pour réunir les contingents dans les départements des Hautes et des Basses-Alpes, de la Drôme et des Bouches-du-Rhône, que l'insurrection avait éclaté. Dès le 24 avril 1793, les trente-deux sections marseillaises établissaient un gouvernement indépendant et autonome, représenté par un comité central, et un tribunal populaire, émanations directes de ces sections par la voie de l'élection. Peloux et Castelanet, anciens députés suppléants à la Constituante, étaient nommés, le premier président, et le second vice-président du comité central.

Le 8 mai, le nouveau tribunal était installé, et le 9, le comité adressait au peuple une proclamation qui était un acte de révolte contre la Convention, ordonnait le rappel du contingent marseillais, fermait le club de la société populaire, dont elle faisait arrêter les membres les plus en vue, pendant que, sur la place St-Michel, se dressait l'échafaud pour le châtimement des Jacobins.

Tel était l'état des esprits, quand les attentats criminels du 31 mai et des 2 et 3 juin 1793 contre le parti girondin, portant l'indignation à son com-

ble, soulevèrent un immense cri de réprobation et de révolte dans la France entière ; car on voyait dans l'écrasement de ce parti l'affermissement du règne de Robespierre et de la Terreur et la France noyée dans des flots de sang. Bientôt ce ne fut plus seulement la Vendée qui était soulevée, mais de l'est à l'ouest, du centre au midi de la France, à Caen, Alençon, Évreux, Rennes, Brest, Lorient, Nantes et Limoges, à Lyon, Grenoble, Clermont, Lons-le-Saulnier, Besançon, Mâcon, Dijon, à Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nîmes et Marseille, les sections indignées protestèrent contre la tyrannie du parti montagnard et déclarèrent que la Convention, n'étant plus ni libre, ni entière, ses décrets, à dater du 31 mai, n'avaient plus force de loi et ne devaient plus être obéis. La Convention mutilée ne représentait plus à leurs yeux la République, mais une faction usurpatrice qui voulait anéantir la loi, comme elle avait tué la liberté. En même temps, une fédération de plus des deux tiers des départements se liguaient contre la Montagne, et à la voix des Pétion, Barbaroux, Guadet, Lanjuinais, Louvet, Rebecqui, Buzot, Rabaut-Saint-Étienne et autres députés girondins décrétés de mort ou de proscription, faisait appel aux armes. C'est ce grand mouvement insurrectionnel qui porte dans l'histoire le nom de FÉDÉRALISME.

Comme les Jacobins le prétendirent le fédéralisme était-il l'œuvre des royalistes, dans le but de préparer l'avènement de Louis XVII, après l'avoir délivré de la prison du Temple ? Cette supposition nous paraît sans fondement. Que plus tard le parti royaliste ait voulu exploiter à son profit ce grand mouvement de résistance à l'oppression, c'est fort

possible ; mais il est non moins certain qu'au début l'opposition fut purement constitutionnelle.

Quoi qu'il en soit, Marseille devint l'âme de la révolte dans le Midi. Dans la nuit du 7 au 8 juin, des délégués des sections de Lyon, de Nîmes, de Montpellier, de Bordeaux, etc., se réunirent avec les présidents des trente-deux sections marseillaises au siège du comité central et décidèrent que chaque département fédéré enverrait à Bourges un bataillon de volontaires avec deux députés pour y prendre telles mesures qu'exigeraient les circonstances. De leur côté, les bataillons des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault et des Basses-Alpes devaient remonter le Rhône, rallier sur leur route les bataillons d'autres départements dont l'adhésion à la ligue était acquise, et se réunir aux lyonnais pour marcher ensemble sur Paris. Paris était en effet l'objectif principal où l'on devait arriver de tous les points à la fois, de manière à prêter main forte aux partisans des Girondins, renverser la Convention et aller ensuite constituer à Bourges un nouveau gouvernement dont le programme serait : *Unité et indivisibilité de la République, sûreté des personnes et respect de la propriété*, principes indignement violés par la Montagne.

Des émissaires étaient envoyés en même temps dans toutes les localités du département des Bouches-du-Rhône et des départements voisins, dans lesquelles les sections étaient organisées ou près de l'être, pour leur prêcher l'appel aux armes et réclamer d'elles des secours d'hommes, d'argent et de munitions.

Dans le Comté-Venaissin, les sections donnèrent hautement leur adhésion au fédéralisme. Elles

voyaient dans son triomphe auquel elles croyaient fermement, la fin d'un régime qui, dans l'ancienne enclave pontificale, tout aussi bien et peut-être plus qu'en France, était despotique et oppresseur. Le parti papiste y vit peut-être aussi le rétablissement possible d'un gouvernement qui seul, à ses yeux, pouvait supprimer les iniquités du temps présent et rendre au pays, avec la vraie liberté, la paix et la tranquillité qu'il avait perdues depuis trois ans. Vers la fin du mois de mai 1793, toutes les sections dans les districts de l'Ouvèze et de Vaucluse étaient organisées à l'instar des sections marseillaises et entretenaient une correspondance suivie avec les comités centraux d'Aix et de Marseille.

Cependant à Marseille on était passé rapidement des manifestes et des paroles à l'action. Au milieu d'un enthousiasme indescriptible, l'armée libératrice s'était hâtivement organisée. Les adresses de félicitations et d'encouragement arrivaient aux Marseillais de toutes parts.

Le 21 juin, le bataillon marseillais se mettait en marche, suivi de son artillerie composée de pièces de siège et de campagne, de ses approvisionnements de munitions de guerre, de vivres et de tentes pour camper en rase campagne. Il était fort d'environ cinq cents hommes, tous pleins d'entrain et de radieuses espérances, laissant flotter au vent avec orgueil son drapeau tricolore, sur lequel était inscrite en lettres d'or la devise fédéraliste : « *Respect des personnes et des propriétés* ». Une lettre de Barbaroux, distribuée à profusion et affichée partout, invitant les départements à s'armer et à marcher sur la capitale, n'avait pas peu contribué à enflammer les volontaires d'une ardeur guerrière : « Aux barrières de Paris, écrivait

« le beau Girondin proscrit, on pourra vous dire :
« Si vous avancez, nous sacrifions Barbaroux. Qu'une
« telle menace ne vous arrête pas ; avancez toujours,
« et si je péris, je serai trop heureux que mon sang
« cimente le bonheur et la liberté de la République ».

Arrivé à Aix le lendemain samedi, le bataillon repartait le lundi suivant, après avoir fait célébrer, la veille, un service funèbre pour leurs frères de Lyon. Le 24 juin, il était à Lambesc ; le 25, à Orgon. Mais de là, au lieu de filer droit sur Avignon, par Cabannes et Noves, il gagnait Saint-Rémy le 26, et se dirigeait sur Arles, où il arrivait le 28, à 9 heures du matin. Le bataillon perdit cinq jours dans cette ville à donner la chasse aux jacobins, alors que l'entreprise, pour avoir chance de réussir, demandait qu'on arrivât coûte que coûte à Lyon le plus vite possible. Malheureusement, Rousselet, qui le commandait, ne comprit pas assez cette impérieuse nécessité (1). Il se décida, enfin, le 3 juillet, à reprendre sa marche. Le lendemain matin, il était à Tarascon ; il y passa la journée. Là, l'armée départementale — c'est le nom que portera désormais le bataillon marseillais — reçut un renfort de gardes nationales de Nîmes et du Gard, arrivé à Beaucaire depuis le 27 juin, et attendant son passage pour franchir le Rhône et se joindre à lui. A ce même moment, les sections de Beaucaire venaient de jurer solennellement, elles aussi, de ne plus reconnaître

(1) Rousselet (Jean-Marie) né en 1747 à Saint-Amour (Jura), ancien sous-officier d'infanterie, était venu se fixer à Marseille et y exerçait la profession de tailleur d'habits. Rousselet fut condamné à mort pour crime de fédéralisme par le tribunal criminel des Bouches-du-Rhône et exécuté sur la place publique, à Marseille, le 17 septembre 1793, à l'âge de 45 ans et 9 mois, laissant une femme sans ressources et quatre enfants, dont deux aux armées et les deux autres en bas âge.

la Convention nationale et de marcher sur Paris. Le soir, à 6 heures. le commandant Rousselet, avec toute sa troupe, prenait la direction d'Avignon et, après avoir marché toute la nuit, sauf une courte halte à Châteaurenard, venait camper, le 5, à quatre heures du matin, à Noves, en face le bac à traile de Bonpas, s'appêtant à passer la rivière. Cette opération devait lui être facilitée par un détachement de la Garde Nationale de L'Isle, acquis au fédéralisme, lequel, sur la réquisition des sections de Marseille, était venu s'établir en toute hâte à la chartreuse de Bonpas. position très avantageuse qui, en dominant le bac, devait le protéger contre l'ennemi s'il voulait tenter d'en couper les cordes. Sur l'avis des espions que l'armée départementale était massée sur l'autre rive de la Durance, un fort parti avignonnais, avec deux pièces de canon, était venu, en effet, occuper la rive droite pour disputer le passage aux Marseillais.

La journée du 5 se passa à s'observer de part et d'autre et à échanger quelques coups de fusil.

Cependant Rousselet, pour éviter l'effusion de sang et décidé à n'en venir aux mains qu'à la dernière extrémité, essaya, avant de forcer le passage, des moyens de conciliation, et dans ce but fit porter, par un de ses gendarmes, au commandant du détachement ennemi, une proclamation dans laquelle il assurait les avignonnais de ses intentions pacifiques et se bornait à leur demander le passage pour le mettre à même d'aller remplir, avec sa troupe, la mission dont le comité général des trente-deux sections de Marseille, « faisant force avec tout le département des Bouches-du-Rhône et celui du Gard », l'avait chargé.

Le commandant ayant répondu à cette invitation par une fin de non-recevoir. Rousselet prit ses dernières dispositions.

Le 6, à la pointe du jour, sa troupe était rangée en ordre de bataille derrière la chaussée de la Durance, à quelque distance de Noves. Dès qu'elle l'aperçoit, le détachement avignonnais fait feu sur elle de deux coups de canon à boulets.

Les Marseillais ripostent et bientôt un véritable combat d'artillerie et de mousqueterie est engagé entre les deux rives. Au bout de peu de temps les Avignonnais durent céder devant la supériorité de l'ennemi et les Marseillais, soutenus par les l'Islois de Bonpas, traversèrent la Durance sans résistance sérieuse.

C'est à ce passage de la Durance par l'armée de Rousselet que se placerait suivant les historiens l'épisode de la mort héroïque du jeune Joseph-Agricol Viala, tué d'un coup de feu au moment où il essayait de couper le câble du bac pour empêcher de passer la rivière. Mais un document officiel établit d'une façon concluante que la méritoire tentative et la mort héroïque du jeune Avignonnais eurent lieu la veille et non le jour même du passage de la Durance (1).

Parvenus sur l'autre rive, les Marseillais vinrent établir leur camp à environ une lieue d'Avignon. Pendant ce temps, la générale battait dans la ville et on y prenait toutes les mesures qui semblaient indiquer l'intention bien arrêtée d'empêcher à tout prix l'entrée des Marseillais, fallût-il s'exposer à soutenir un véritable siège.

(1) C'est un verbal dressé à Noves par l'administration provisoire de la commune (5 juillet 1793), que j'ai eu la bonne fortune de découvrir aux archives du Palais de Justice d'Aix-en-Provence (période révolutionnaire, liasse 496). Voy. Dr Victorin Laval : *Joseph-Agricol Viala d'après des documents inédits*. Avignon, 1903.

Mais apparemment que la nuit porta conseil, car, le lendemain dimanche, 7 juillet, les Marseillais ayant paru, vers les 7 heures du matin, sous les murs d'Avignon, et l'ayant sommé de se rendre, les portes leur furent ouvertes à 6 heures du soir, après des pourparlers qui durèrent une partie de la journée. La troupe de Rousselet, comptant environ deux mille hommes, entra dans la ville sans qu'il y eût de part et d'autre aucune provocation hostile, ni échange d'un seul coup de fusil. Au dire d'un témoin oculaire, elle était suivie de huit pièces de canon, dont deux de 24, d'environ soixante charrettes chargées de munitions de guerre et de bouche, d'une forge pour battre à boulets rouges, d'un charriot portant la guillotine et d'un grand nombre d'équipages (1).

Le premier soin des commissaires attachés à l'armée départementale fut, après leur prise de possession d'Avignon, d'y organiser le gouvernement sectionnaire, à l'instar de celui de Marseille. Toutes les administrations furent cassées, tous les fonctionnaires destitués. On établit des comités de surveillance dans chaque section et un comité de sûreté générale. Une nouvelle Garde Nationale, à la dévotion des Marseillais, fut armée et équipée. Malheureusement il y eut des actes de vengeance commis, des visites domiciliaires avec leurs tristes conséquences, des vols, des déprédations et des excès de tout genre que, malgré tous leurs efforts, les commissaires marseillais ne purent empêcher. Tant il est vrai que, dans la guerre civile, les principes les plus beaux, fussent ils ceux professés par les fédé-

(1) Journal du taffetassier Coulet ; *manuscrit de la bibliothèque du Musée Calvet, d'Avignon*, n° 2.493, fol. 74.

ralistes, du respect des personnes et des propriétés, ne sont jamais suivis, et que le dernier mot reste toujours à la violence et aux passions du plus fort ! Ainsi se passèrent les premiers jours de l'occupation. On ne se préparait pas moins à aller de l'avant. Chaque jour, de nombreux contingents fédéralistes arrivaient à Avignon de L'Isle, d'Apt, de Saint-Saturnin, de Bonnieux, etc.

Le Gard, après avoir moins tenu qu'il n'avait promis, s'était enfin définitivement mobilisé. Villeneuve-lez-Avignon paraissait dans les meilleures dispositions. Dès le 2 juillet, cette petite ville, qui n'est séparée d'Avignon que par le Rhône, avait adhéré à tous les arrêtés du Comité de Salut public fédéraliste du Gard. Aussi, après avoir envoyé au Pont-Saint-Esprit des troupes et notamment un détachement de volontaires d'Alais, pour en assurer la défense et confié provisoirement le commandement de la place au citoyen Cardot, commandant de la Garde Nationale de la ville, ce comité avait dirigé (4 et 6 juillet) sur Villeneuve un renfort de deux cents hommes, avec ordre de déférer en toutes choses aux réquisitions des commissaires, députés à Arles. Reynaud de Genas fils avait été nommé commandant en chef de toutes les troupes formant la garnison de Villeneuve.

Le but du comité, en concentrant dans cette place des forces relativement importantes, était d'avoir sous la main des troupes prêtes à appuyer, au moment voulu, celles qui, par la rive gauche du Rhône, devaient, après avoir occupé Avignon, marcher sur le Pont-Saint-Esprit, et de là sur Valence et Lyon.

On était tout à la joie... On allait partir... Hélas ! au milieu de l'enthousiasme et des ovations, on

semblait ignorer que maintenant l'expédition sur Paris était irrémédiablement compromise, et que déjà l'avant - garde de l'armée marseillaise battait en retraite, poursuivie par l'ennemi.

II

La Convention ne s'était pas méprise sur la gravité de l'insurrection marseillaise, et dès le début en avait mesuré le danger. Nous avons dit avec quelle rapidité avait grandi le soulèvement contre la Montagne. Gagnant de proche en proche, comme une trainée de poudre, il pouvait avoir pour elle les pires conséquences ; aussi, n'avait-elle point perdu de temps. Le 24 juin, pour ôter tout prétexte à la coalition départementale, elle promulguait à la hâte une nouvelle constitution, dite aussi *acte constitutionnel* de 1793, qui donnait une large satisfaction aux griefs des départements contre Paris et la Montagne. Le 26, sur un rapport de Saint-André, elle rendit un décret aux termes duquel deux de ses membres, Basire et Rovère, devaient se transporter sans délai dans les Bouches-du-Rhône et les départements voisins pour y rallier « tous les bons citoyens », en vue de s'opposer à toutes les entreprises qui tendraient à altérer l'unité et l'indivisibilité de la République.

Enfin, sur les instances de quelques patriotes avignonnais, venus à Paris dans ce but, et parmi lesquels se trouvait un ancien doctrinaire, le fameux Agricol Moureau (1), le comité de division fut invité

(1) Agricol Moureau, né à Avignon le 6 novembre 1766, fils de Pierre-Roman Moureau et de Thérèse Nerly, décédé à Aix-en-Provence, le 14 décembre 1842. Cf sur ce personnage l'article de M. le Docteur Julian, dans la *Revue du Midi*, année 1907.

à faire, dès le lendemain, un rapport sur l'opportunité d'établir à Avignon le chef-lieu d'un nouveau département qui prendrait le nom de Vaucluse.

Le 26, en effet, un membre présenta le projet au nom de ce comité, et comme un député proposait d'en ajourner l'exécution jusqu'au moment où les administrateurs auraient exprimé leur vœu, Rovère prit la parole : « Le préopinant a donc oublié, « s'écria t-il, que les administrés se sont adressés « à tous les députés du département des Bouches du- « Rhône et à moi-même pour obtenir cet établisse- « ment ? Ils veulent se soustraire à la tyrannie des « Marseillais, qui ne sont guidés souvent que par « le caprice et des passions momentanées. » En réalité, une raison plus sérieuse, que Rovère ne dit pas tout d'abord, militait en faveur de la création du nouveau département. Elle était d'ordre politique, et Billaut-Varenne l'indiqua en appuyant la motion : « Marseille, dit-il en substance, est en état de con- « tre-révolution ouverte. Ses sections ont délibéré « qu'on ne recevrait plus sur leur territoire d'assi- « gnats qui ne porteraient pas l'effigie du ci-devant « roi. Il faut soustraire Avignon à la dictature de « Marseille. » Ainsi tomba le voile, et Rovère alors le déchira tout à fait en ajoutant : « Il faut combattre « le *fédéralisme* ; deux mille hommes marchent sur « Avignon ; par des motifs de paix, il importe « d'adopter le projet du comité. D'ailleurs, le dépar- « tement des Bouches-du-Rhône est partagé par la « Durance, qui trop souvent intercepte les rapports « de l'administration. »

Ces raisons entraînent les plus hésitants. On vit dans la création de ce nouveau département le moyen de rompre l'accord d'Avignon avec Marseille,

et cet acte politique, suggéré par les patriotes avignonais, profita plus pour le triomphe de la Convention que le gain d'une bataille. Le décret fut voté séance tenante, et Rovère et Basire furent chargés d'organiser ce 87^e département, sous le nom de département de Vaucluse (1). Le décret de la Convention du 26 juin fut promulgué quelques jours après.

Tandis que la Convention portait ce coup droit au fédéralisme marseillais, les représentants du peuple à l'armée des Alpes, Dubois-Crancé, Nioche, Albitte et Gauthier, bien que sans communication depuis plus d'un mois avec la Convention, dont les dépêches étaient interceptées et les courriers emprisonnés par les administrations de Lyon, de l'Ain et du Jura, avaient pu cependant faire sur place besogne utile et rompre même, suivant leurs propres expressions, les chaînons de l'intrigue qui englobait presque tous les départements, depuis le Jura, en passant par Lyon et Marseille, jusqu'à Bordeaux. Après avoir détaché de la ligue fédéraliste l'Isère et la Drôme, où bientôt, grâce à leurs efforts, l'esprit public était remonté à toute sa hauteur, après avoir fait accepter solennellement la constitution à Grenoble et à Valence, après s'être enfin assurés du bon esprit de l'armée, ces représentants, seuls, isolés, de leur propre initiative, et ne s'inspirant que de l'impérieuse nécessité des circonstances et du salut de la Convention, n'avaient pas hésité à agir et à prendre des mesures décisives.

Dans le quadrilatère naturel formé depuis Lyon par les Alpes, la Méditerranée et le Rhône, se trouvaient échelonnées deux armées de la République :

(1) Basire fut remplacé par Poultier dans cette mission.

celle des Alpes, commandée par Kellermann, et celle d'Italie, par le général Brunet. L'une et l'autre gardaient à la fois les débouchés de la frontière et combinaient leurs mouvements en vue d'une expédition prochaine dans le Piémont. Toutes deux avaient, comme centre de ravitaillement en hommes, en vivres et en matériel de guerre, tout le territoire compris dans ce même quadrilatère. Aussi, dès l'annonce de la mise en marche de l'armée marseillaise et de tous les contingents qui devaient la grossir sur sa route, les représentants s'étaient rendu compte que la laisser s'avancer, c'était exposer ces deux armées à être privées, d'un instant à l'autre, de tout moyen de ravitaillement, et à se trouver ainsi à la merci des Piémontais, sans compter que Lyon les aurait menacées au Nord, et les bandes insurgées de la Lozère et de l'Ardèche, à l'Ouest. Ils comprirent que, devant de si grands périls, une action militaire rapide s'imposait. En conséquence, prirent-ils immédiatement leurs dispositions pour emprunter à ces deux armées les forces nécessaires leur permettant de rester maîtres du cours du Rhône et d'aller, au devant des troupes départementales, empêcher, à quelque prix que ce fût, leur invasion sur les territoires de la Drôme et de l'Isère et leur jonction avec Lyon. Sans plus attendre, ils prescrivent la concentration immédiate des troupes qu'ils peuvent distraire de l'armée des Alpes, annulent des ordres de mouvement précédemment donnés, et arrêtent dans la vallée du Rhône une partie des bataillons en marche pour les Pyrénées-Orientales. Le 1^{er} juillet, ils adressent une réquisition au général Carteaux, lui conférant les pouvoirs les plus étendus, avec mission spéciale de couvrir le département de la Drôme, de fermer les

passages de l'Isère, de la Drôme et des deux rives du Rhône, en occupant Valence, Pont-Saint-Esprit et le poste d'Aramon, « à toutes troupes quelconques
« qui ne feraient pas partie de l'armée française,
« d'après l'état présenté par le ministre et approuvé
« par la Convention nationale (sic). »

Le même jour, un ordre du général Sorbier-Letenduere, commandant provisoire de l'armée des Alpes, confirmait à Carteaux la mission dont venaient de le charger les représentants du peuple, et lui enjoignait de se porter sans délai à Valence, « où il
« aura à sa disposition la totalité de la Légion Allo-
« broge, le troisième bataillon des Basses-Alpes et
« le premier bataillon du 59^e régiment d'infanterie,
« un adjudant général chef de bataillon et deux
« adjoints, pour former son état-major ; il aura de
« plus à sa disposition toute l'artillerie, munitions
« de guerre et de bouche, ainsi qu'effets de campe-
« ment qui seront à l'arsenal et magasins de Valence,
« de manière à ce que ses besoins soient remplis. »

L'honneur d'être investi de ce commandement, Carteaux le devait, dit le général Yung, à l'entrain patriotique qu'il avait montré dans les opérations du recrutement (1). Il était, en effet, très connu dans la région par le long séjour qu'il venait de faire à Tournon, en raison de ces mêmes fonctions de commissaire supérieur du conseil exécutif, chargé de surveiller, dans les départements dépendant de l'armée des Alpes, la levée d'hommes ordonnée par le décret du 24 février 1793.

Le directoire du département de la Drôme recevait, le lendemain même, 2 juillet, de Carteaux, en personne, l'avis qu'il arriverait à Valence le 6 à

(1) Général Yung : *Bonaparte et son temps*.

midi. En vérité, on ne pouvait être ni plus expéditif, ni plus précis.

En effet, après avoir fait ses derniers préparatifs de départ et adressé (3 juillet) aux troupes dont il prenait le commandement un ordre du jour qui était surtout une profession de sa foi républicaine montagnarde et de sa haine pour la tyrannie qu'il avait contribué « à abattre » dans les journées mémorables des 14 juillet 1789 et 10 août 1792, le commandant de l'armée du Midi, exact au rendez-vous, arrivait à Valence au jour fixé et à l'heure dite. Le représentant Albitte y arrivait aussi. Car tandis que ces collègues Dubois Crancé, Nioche et Gauthier restaient à Grenoble, au centre de l'armée tenant Lyon en échec, « bien décidés à tomber dessus s'il faisait un mouvement », Albitte avait été délégué par eux en qualité de représentant du peuple, auprès de la petite armée du Midi.

A Valence, Carteaux ne perdit pas de temps. Pendant que son armée se forme, il place un détachement de canonnières, un piquet de dragons et quelques hommes d'infanterie à Tain, pour surveiller ce qui se transporterait sur le Rhône, et « par là couper la communication des insurgés du Pont St-Esprit avec ceux de Lyon », établit d'autres petits postes d'observation à Saint Vallier et à la Grand-Serre, destinés à empêcher tout mouvement du côté de Lyon et constitue la garde qu'il doit laisser à Valence pour assurer la réserve des vivres, etc., etc.

Ces dispositions prises, et toutes les mesures de détail réglées, le 9 juillet, à minuit, le rappel est battu. La troupe qui ne se compose guère pour le moment que de 1.500 fantassins, 150 cavaliers, autant de canonnières, soit en tout un effectif de 1.754 hom-

mes, chiffre officiel, avec six pièces de canon, se rassemble sur l'esplanade hors la porte Saunière ; Carteaux en fait lui-même l'appel et la passe en revue ; au signal donné, elle se met en mouvement dans l'ordre suivant :

AVANT-GARDE : un officier de l'état major, campement des 59^e régiment d'infanterie, 3^e bataillon des Basses-Alpes, 2^e du Mont-Blanc, 40 dragons allobroges ;

CORPS DE BATAILLE : deux pièces de 4 en tête ; 2^e bataillon du 59^e régiment, 3^e des Basses-Alpes, 2 pièces de 8, 2^e bataillon du Mont-Blanc, 2 pièces de 4, détachement du 5^e régiment de cavalerie, partie de dragons allobroges, compagnie d'artillerie de la Lozère, artillerie de ligne, artillerie à cheval.

ARRIÈRE-GARDE : trois hommes par compagnie des corps de l'avant-garde et soixante dragons.

L'objectif est d'abord la défense du passage de la Drôme, le Pont-Saint Esprit ensuite. A ses premières étapes, le 10, à Livron, et le 11, à Montélimar, l'armée de Carteaux rallie l'infanterie et l'artillerie de la Légion Allobroge, les dragons de la même légion et un peloton de gendarmes.

Le patriote Dours se trouvait à ce moment à Montélimar, où l'avaient appelé ses fonctions de commissaire (1). Depuis longtemps, il était tourmenté du désir de rentrer au service. Les divers emplois politiques qu'il avait occupés depuis la Révolution ne devaient être pour lui qu'un marche-pied pour reprendre le métier des armes. A diverses reprises, il avait fait d'actives sollicitations pour être employé à l'armée des Alpes,

(1) Joseph-François Dours né à Bollène au Comté Venaissin en 1749, y mourut assassiné le 21 décembre 1795. Il avait servi en France avant la Révolution comme gendarme de la garde du roi (1772-1787).

et récemment encore, si nous nous en rapportons à lui-même, le département de la Drôme avait fait une adresse à la Convention nationale, appuyée du vœu de toutes les autorités constituées et de tous les clubs du département, pour demander que ses connaissances et ses services militaires fussent utilisés, et qu'il fut nommé général aux armées de la République. L'occasion lui parut favorable pour tenter une nouvelle démarche. Sans hésiter, il se fit présenter à Carteaux, lui exposa ses états de service, ses blessures reçues pour la patrie. Son langage, dans lequel se révèle l'âme ardente du républicain et du sans-culotte, fait impression sur l'esprit du général. Il songe aussi que son expérience des choses de la guerre et la connaissance qu'il a du pays peuvent lui être personnellement d'une grande utilité dans la campagne qu'il va entreprendre. Le représentant d'Albitte, de son côté, n'y contredit pas, au contraire. Bref, Carteaux accepte le *vieux militaire* de Bollène et le prend comme aide de camp. Voilà Dours au comble de ses vœux (1). Nous verrons que, d'autre part, ni Carteaux, ni Albitte, n'eurent à se repentir de ce choix et que ce dernier notamment rendra, avant un mois, bon témoignage de ses services (2).

Dès le lendemain 12 juillet, la petite armée du Midi était réunie sur la rive gauche du Rhône, un peu au-dessous de Lapalud, occupant le château de Barrenques et les ponts de Malatra et du Lauzon, tous faisant face, de l'autre côté du fleuve, à la citadelle du Pont Saint-Esprit. Elle s'était établie en trois camps, peu distants les uns des autres et s'éche-

(1) Dours fut remplacé comme commissaire par Duvillard.

(2) Voy. plus loin la lettre d'Albitte au ministre de la guerre, datée d'Avignon, du 28 juillet 1793.

lonnant du fleuve à la petite ville. Le soir du même jour, à 7 heures, Carteaux en passait la revue (1), pendant que le représentant Albitte haranguait les troupes, leur recommandant l'obéissance aux lois et la plus exacte discipline (2). L'un et l'autre furent frénétiquement applaudis. Les soldats avaient hâte de se mesurer avec l'ennemi. Le danger pressant que courait la République, par l'invasion des Sardes et des Autrichiens en Savoie, des Espagnols sur les Pyrénées, par les échecs des armées du Nord et du Rhin, exaltait toutes les têtes d'une sorte d'ivresse républicaine. Chacun brûlait du désir de donner par l'écrasement de l'insurrection fédéraliste, un peu de gloire aux armes de la République.

En présence de ces bonnes dispositions, Carteaux dirige immédiatement sur Bollène, Mondragon et Mornas, un fort détachement composé d'un bataillon de volontaires nationaux du Mont-Blanc, de la plus grande portion de la Légion Allobroge, d'une compagnie du 1^{er} bataillon du 59^e régiment d'infanterie ci-devant Bourgogne, et de deux pièces de canon, sous le commandement du chef d'escadron Doppet.

L'anxiété était vive à Bollène. Le 10 juillet la nouvelle s'était répandue dans le pays de l'occupation d'Orange par l'arrivée de 400 Marseillais. La réputation de brigands et d'incendiaires que leur avaient faite les Jacobins avait jeté les habitants dans la plus vive inquiétude pour leurs récoltes pendantes. Mornas venait de demander un secours de cent gardes nationaux. La municipalité, bien qu'ayant à sa tête le citoyen François Marchand, républicain monta-

(1) Voy. journal le *Courrier d'Avignon* du 14 juillet 1793.

(2) *Albitte, représentant du peuple, envoyé près l'armée des Alpes aux braves soldats et gardes nationaux en réquisition, commandés par le général Carteaux*, 6 p. in-8°. Privas, de l'imprimerie Guillet, Bibliothèque d'Avignon, vol. 26.384, fol. 417.

gnard, combattue par la section, était fort hésitante et inquiète. Le lendemain, elle recevait la nouvelle plus grave encore de l'occupation du Pont-St-Esprit par les fédérés du Gard. On racontait que 3 à 400 gardes nationaux de ce département s'y livraient au pillage, et qu'ils avaient braqué des canons au bout du pont, dans la direction de la route de Bollène. Ces bruits étaient malheureusement en partie fondés. Les fédéralistes occupaient en effet l'importante citadelle de la ville du Saint-Esprit, clef du passage du Rhône. Leurs coureurs battaient la campagne et interceptaient toutes les lettres, si bien qu'à Bollène même on ne recevait plus de correspondance que par la voie de Montélimar et de Lapalud.

L'alarme ne diminua point quand, le lendemain, à 3 heures, on y apprit que Carreaux, de son côté, avec ses Allobroges, dont le nom seul faisait frémir, était arrivé à Lapalud, et qu'un de ses bataillons s'était avancé à 4 kilomètres de la ville, jusqu'au château de la Bâtie (1); où il campait. On craignait que le pays ne fût le champ de bataille où allaient se rencontrer les deux armées. La consternation était partout. Le soir de cette journée du 11 juillet, la municipalité, après avoir nommé comme major de la place le sieur Joseph-Marie Calandre, natif d'Aire en Artois, ancien bas-officier du régiment du Forez, fit battre la générale et donna ordre aux habitants d'éclairer leurs maisons, et aux boulangers et fourniers de faire de grands approvisionnements de farines et de pains, non seulement en raison de ce que les habitants de la campagne, pris de peur, étaient

(1) L'ancien fief et château de La Bâtie formaient un territoire à part, qui a été depuis annexé à la commune de La Motte. Le château appartenait au marquis de Fogasse de la Bâtie; il est aujourd'hui la propriété de son arrière-petits-fils, le marquis Palamède de Forbin des Issarts.

venus se réfugier en grand nombre dans la ville, mais encore en prévision de l'arrivée des troupes dans le pays. Des patrouilles circulèrent toute la nuit.

Le 12 juillet, sur les 8 h. du matin, deux cents Allobroges, tant cavaliers que fantassins, sous les ordres du capitaine Dessaix, arrivaient à Bollène, en prenait possession et établissaient des postes aux six portes et sur divers points de la ville haute. Des vivres leur furent distribués en abondance pour eux et leurs chevaux.

Cependant Doppet et le gros de sa troupe, partis de Lapalud le 13 juillet, ne passèrent pas à Bollène. Son avant-garde, commandée par le capitaine Michel Chastel, occupa de bon matin Mondragon, où elle pilla la maison du curé, qu'on lui dit être aumônier à l'armée des Marseillais, s'empara de deux caisses de poudre et de quantités de balles. A son passage à Mornas, le capitaine Chastel se contenta de rétablir en fonction les anciennes autorités destituées par les sections.

Maître sans coup férir de toutes ces localités, dont la possession lui importait pour empêcher de ce côté tout envoi de troupes fédéralistes aux insurgés de Pont-Saint-Esprit, Doppet arriva à Orange, avec sa colonne, le 14 juillet, « sans tirer sur sa route un coup de fusil (1). » La ville fut occupée sans résistance. L'avant-garde des Marseillais, qui se trouvait à une faible distance des portes, ayant cent hommes à Courthézon et autant à Caderousse, avait rebroussé chemin, sans même prendre le contact, à la seule vue de six dragons allobroges !

Dès le jour suivant, la colonne se remettait en

(1) Doppet : *Mémoires, loco citato.*

marche, se dirigeant sur Avignon. Partout les forces fédéralistes se dispersent ou s'évanouissent, et c'est ainsi que, traversant comme dans une marche militaire, les bourgs de Courthézon, Bédarides et Sorgues, qui l'acclament sur son passage, et lui font acte de soumission absolue, Doppet arrivait, le 15 au soir, au Pontet, à trois kilomètres d'Avignon, et y établissait son camp. Le capitaine Dessaix, parti de Bollène le 16, ne tarda pas à l'y rejoindre. On juge de l'effroi qui s'empara de Rousselet et des fédéralistes quand ils apprirent simultanément, par les fuyards, et l'occupation d'Orange et la marche sur Avignon des troupes de la Convention. On racontait que Dubois-Crancé arrivait avec six mille hommes pour tout mettre à feu et à sang, et ce nom de Dubois-Crancé, que les Provençaux avaient défiguré pour en faire Bois de Crancé, inspirait, avec le nom de Carteaux, déjà si redoutable à leurs yeux, une terreur indicible. Nous ne dirons pas la panique qui s'en suivit, ni la fuite des Marseillais, dans la nuit même où sommation fut faite à la ville de se rendre, par un parlementaire que Doppet envoya à Rousselet (1). Cet épisode de l'insurrection fédéraliste, quelque intéressant qu'il soit, étant en dehors de notre sujet, nous devons nous contenter de le mentionner. Disons cependant que cette fuite honteuse des Marseillais devant une simple sommation, et sans même avoir vu l'ennemi, aurait eu, pour la cause marseillaise, les plus tristes conséquences, s'il ne se fût rencontré un ancien capitaine de dragons, le citoyen Sirdey, de Dijon, habitant Avignon depuis

(1) Le parlementaire était Jacques Bourgeat, capitaine de dragons de la Légion Allobroge.

quelque temps, jeune homme ardent et brave, qui, indigné de cette lâcheté, courut au bac de Barben-tane, qu'une grande partie de la troupe marseillaise avait déjà passé, harangua les fuyards, et parvint à les rallier et à les ramener à Avignon.

Immédiatement après le départ de Lapalud du commandant Doppet, le général Carteaux, de concert avec Busigny, colonel de la Légion Allobroge, et Dours, nommé adjudant général faisant fonctions d'aide de camp, avait pris ses dispositions et combiné ses moyens d'attaque pour s'emparer du Pont-Saint-Esprit (1). C'était un poste trop important pour le laisser en arrière. Depuis trois jours, la citadelle était occupée par 1200 gardes nationaux du département du Gard. Tout y offrait l'image de la guerre. Les parapets du pont étaient en partie abattus; leurs décombres et des troncs d'arbres coupés, mis en remblai au milieu du pont, en obstruaient l'entrée, formant, avec des charrettes démontées et dressées les unes sur les autres, une double ligne de formidables barricades, sans compter les canons qui devaient balayer quiconque approcherait. Carteaux pouvait donc s'attendre à une vigoureuse résistance. Des deux côtés, du reste, les esprits étaient surexcités et la colère grondait dans les cœurs. Des députés, que les départements de la Drôme, de l'Isère et de l'Ardèche avaient délégués, comme commissaires

(1) Doppet dit, dans ses *Mémoires* : « Il fut d'abord projeté que je me rendrais au Saint-Esprit avec la légion, que j'y présenterais l'ordre du ministre pour passer à l'armée des Pyrénées-Orientales, et qu'au cas que l'on consentit à ce passage, je m'emparerais, me trouvant dans la ville, de tous les postes. Mais ce projet ne fut pas adopté, parce que, ne connaissant pas les forces des ennemis dans le Saint-Esprit, on pouvait craindre que la légion ne fût retenue de force, une fois qu'elle y serait entrée; ou au moins on craignit que cette surprise n'engagât un combat terrible, sans amener aucun succès. »

pacificateurs, auprès des armées du Gard et des Bouches-du-Rhône, venaient de tenter vainement, dans la nuit du 12 au 13 juillet, des démarches de conciliation auprès des chefs fédéralistes du Pont-Saint-Esprit. Leur appel à la soumission avait été repoussé avec hauteur.

Alors, le 13 au soir, Carteaux somme la ville de se rendre. Marignac, commandant de la citadelle, répond « qu'on lui fasse l'honneur de l'attaquer et qu'on verra ensuite (1) ». Un engagement paraissait imminent. La ville et la citadelle allaient subir toutes les horreurs d'un bombardement ; le sang allait rougir les eaux du Rhône, et cela, hélas ! sans grande chance de succès pour la cause fédéraliste. Telle fut sans doute la réflexion que firent, après la réponse de Marignac à la sommation de Carteaux, les autorités municipales, à la fois plus prudentes et plus avisées. Toute idée de résistance ayant été bientôt abandonnée, le lendemain, dès huit heures du matin, la ville et la citadelle étaient évacuées par les troupes fédéralistes, et les officiers municipaux, accompagnés des membres du district, ne tardaient pas à venir en apporter les clefs au général de la Convention, le suppliant fort humblement d'en prendre possession. Carteaux y fit son entrée à cinq heures du soir, à la tête de ses troupes, avec le représentant du peuple Albitte, les officiers municipaux de Lapalud et toutes les autorités constituées du Pont Saint-Esprit. L'armée fut accueillie aux cris répétés de : Vive la République ! Vive la Convention nationale ! S'il faut en croire le procès-verbal des commissaires pacificateurs, « le soldat, entrant dans la ville, donna des « preuves de la plus grande subordination ; il « imita en cela l'exemple des vertus de son général,

(1) *Courrier d'Avignon* du 14 juillet 1793.

« et comme lui fut doux, humain et discret ; il reçut,
« en retour, de la part du citoyen, des marques de
« fraternité et la pratique des vertus hospitalières
« qui caractérisent le Français (1) ».

La reddition du Pont-Saint-Esprit, que les fédéralistes abandonnèrent sans combat, ne fut ainsi pas plus sanglante que l'affaire de Vernon, qui venait d'avoir lieu la veille (13 juillet) et eut des conséquences aussi décisives ; elle rompit définitivement l'union du Midi, comme la déroute de Vernon rompait celle des fédéralistes de l'Ouest.

Lyon était désormais définitivement isolé et ne pouvait plus compter sur les secours qu'il espérait du midi. De son côté, le comité de salut public du Gard, après avoir fait sa rétractation solennelle et proclamé l'acte constitutionnel, se déclarait dissous. Avec lui disparaissait le centre de ralliement du fédéralisme dans le département (14 juillet). Quant à Albitte, tout à la joie d'être entré dans Pont-Saint-Esprit, il n'oubliait pas d'en faire part au ministre en ces termes aussi laconiques qu'expressifs :

« Si Carteaux et moi n'avions pas pris le Pont-Saint-Esprit, tout était *foutu* : (sic). »

« Carteaux fit de suite occuper la citadelle par un détachement de quatre cents hommes, commandé par l'adjudant général Dours ; il y joignit une fraction d'une compagnie d'artillerie, avec deux pièces de canon, fraction à la tête de laquelle était un jeune lieutenant : ce lieutenant était Bonaparte »

(A suivre)

D^r VICTORIN LAVAL.

(1) *Procès-verbal des commissaires pacificateurs envoyés, par les départements de la Drôme, de l'Isère et de l'Ardèche, auprès des armées du Gard et des Bouches-du-Rhône*, 12 p. in-10, Montélimar, 1793.

ÉTAT RELIGIEUX

DES

TROIS DIOCÈSES DE NIMES, D'UZÈS ET D'ALAIS

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME.

Ce premier travail, dans la pensée de l'auteur, doit servir d'introduction à une série d'études sur l'histoire religieuse du Gard pendant la Révolution Française. Il doit embrasser principalement les cinquante dernières années qui précéderent les événements de 1789. Il pourra remonter parfois à une époque antérieure si l'enchaînement des faits et leur saine appréciation semblent l'exiger, mais il s'étendra strictement aux pays qui ont formé le département du Gard.

Ce département, créé en vertu des décrets de l'Assemblée Nationale du 22 décembre 1789, fut définitivement constitué et délimité, le 17 février 1790, par les députés de la sénéchaussée de Nimes, après entente avec les commissaires du Vivarais, du Gévaudan, du Rouergue et de Montpellier. Il eut à peu près les mêmes bornes que la Sénéchaussée de Nimes telle qu'elle était réduite au moment de la convocation des États-Généraux, mais augmentée d'une partie de la vallée du Vidourle qui ressortis-

sait à la sénéchaussée de Montpellier, et diminuée de quelques paroisses de la vallée de la Cleisse et des Cévennes. Il comprit presque intégralement les trois diocèses civils de Nîmes, d'Uzès et d'Alais (1). Le diocèse n'était pas seulement une circonscription religieuse, mais aussi une division politique et administrative qui ne coïncidait pas toujours exactement avec la première.

Au diocèse d'Uzès appartenaient dix-sept paroisses qui dépendaient sous le rapport spirituel du diocèse d'Avignon. C'étaient : Saint-Laurent des-Arbres, Lirac, Tavel, Saint-Geniès de-Comolas, Montfaucon, Roquemaure, Truel (commune de Roquemaure), Sauveterre, Pujaut, Rochefort, Saze, Saint-Pons et Notre-Dame-de-Belvezet à Villeneuve-lez-Avignon, Saint-Joseph, dans l'île de la Barthelasse, les Angles, les Issarts (commune des Angles), Saint-Pierre du-Terme, près d'Aramon, à la limite des diocèses d'Avignon et d'Uzès. Au diocèse civil de Nîmes étaient rattachées la ville de Beaucaire et les paroisses de Comps, Jonquières, Saint-Vincent-de-Cannois, Meynes, Saujan et Fourques, qui relevaient de l'autorité spirituelle de l'archevêque d'Arles.

Le diocèse de Nîmes comprenait 88 paroisses, distribuées en quatre archiprêtrés : Nîmes, Aimagues, Quissac et Sommières (2). Le diocèse d'Uzès

(1) Archives départementales du Gard, 1, L. 1. 37. *Procès-verbal des opérations de la sénéchaussée de Nîmes, en exécution des décrets de l'Assemblée Nationale concernant la nouvelle division du royaume.* — *Ibidem*, 9 M 2. Même procès-verbal imprimé, Paris, Knapen et fils, 1790, in-4°, 12 pages.

(2) Marsillargues (archiprêtré d'Aimagues), Villetelle (archiprêtré de Sommières), Claret, Sauteyrargues et Vacquières (archiprêtré de Quissac), appartiennent aujourd'hui au diocèse de Montpellier et au département de l'Hérault. Cf. Germer-Durand, *Dictionnaire topographique du département du Gard*, Paris, 1868, in 4° — L'abbé Goiffon, *Dictionnaire topographique, statistique et historique du diocèse de Nîmes*, Nîmes, 1881, in-8°.

comptait 207 paroisses et était divisé en neuf doyennés : Uzès, Bagnols, Cornillon, Gravières, Navacelle, Remoulins, Saint-Ambroix, Sauzet, Sénéchas (1). Le diocèse d'Alais, créé en 1694, n'était qu'un démembrement de l'ancien diocèse de Nîmes. Il était partagé en sept archiprêtrés : Alais, Anduze, Saint-Hippolyte-du-Fort, La Salle, Sumène, le Vigan, Meyrueis et comprenait 84 paroisses (2).

Tel est le pays (3), objet de notre enquête, et le théâtre des événements que nous aurons à raconter.

(1) Quinze paroisses du diocèse d'Uzès font aujourd'hui partie du département de l'Ardèche : Orgnac, Saint-Martin-de-la-Pierre (doyenné de Cornillon) ; Beaulieu, Berrias, Casteljau, Chambonas, Chandolas, Gravières, Naves, les Vans, Saint-Victor-de-Gravières (doyenné de Gravières) ; Saint-André-de-Crugières, Saint-Sauveur-de-Crugières, Saint-Geniès-de-Cleisse, Saint-Privat-de-Cleisse (doyenné de Saint-Ambroix). — Au département de la Lozère furent rattachées les paroisses suivantes : Saint-André-de-Capcèze et Villefort (doyenné de Gravières) ; Castagnols, Goudouze, Saint-Maurice-de-Ventalon et Tuil (doyenné de Sénéchas). — Observons en outre que quatre paroisses du diocèse d'Uzès dépendaient pour le spirituel du diocèse de Viviers : Bane, Brahic, Malbosc et Courry. Cette dernière a été comprise dans le Gard, les trois autres dans l'Ardèche.

(2) Les paroisses de Ferrières, Baussels et Montolieu (archiprêtré de Saint-Hippolyte) font aujourd'hui partie du département de l'Hérault ; Meyrueis et Gatuzières (archiprêtré de Meyrueis), du département de la Lozère.

(3) Pour être complet, ajoutons que le département du Gard comprend encore les deux paroisses de Rogues et de Montdardier, de l'ancien diocèse de Lodève, la commune de La Melouse, de l'ancien diocèse de Mende.

CHAPITRE PREMIER

LES ÉVÊQUES.

I

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR LES TROIS EVÊQUES

DE LA SÉNÉCHAUSSÉE DE NIMES EN 1789.

Depuis 1784, le diocèse de Nimes avait à sa tête Pierre Marie-Magdelaine Cortois de Balore, né à Dijon en 1734, précédemment évêque d'Alais (1776-1784). Ce prélat s'était fait remarquer dans son premier diocèse comme évêque administrateur. Ses bienfaits et ses talents inspirèrent les plus vifs regrets, au moment de son transfert. A Nimes, il s'intéressa au bien-être matériel de la cité. Sa générosité pour les pauvres, sa charité pour le soulagement des infortunes n'étaient égalées que par son amour pour le salut des âmes, par son esprit de conciliation, sa tolérance. Dans son premier mandement d'Alais, il avait promis aux pauvres égarés, à « cette portion chérie, quoique volontairement séparée de son troupeau », de ne jamais entreprendre leur conversion « que par la voie de la persuasion et des bienfaits » ; il avait appelé tous les protestants à venir à lui avec confiance, dans tous leurs besoins, les assurant « que la tendresse du père de famille, la même pour tous ses enfants se manifeste peut-être plus affectueusement

encore pour l'enfant prodigue » (1). D'après son panégyriste protestant, il tint parole. « Doué de trop de mansuétude pour être persécuteur, dit-il, il plaignit l'erreur ou ce qui lui paraissait l'être, mais ne la proscrivit pas, et sans négliger les moyens de persuasion qui pouvaient la dissiper, il se montra toujours indulgent, équitable et même généreux envers ceux qu'il y croyait livrés ». (2) Pontife zélé, administrateur habile, cœur charitable, esprit ouvert et tolérant, tels sont les traits distinctifs de l'évêque de Nîmes.

L'évêque d'Uzès, Henri-Benoit-Jules de Bethisy de Mézières, né au château de Mézières, en Picardie, le 28 juillet 1744, appartenait à une famille alliée à la Maison de Savoie. D'abord grand-vicaire de Talleyrand Périgord, archevêque de Reims, il s'était initié aux affaires civiles et administratives à la première assemblée provinciale du Berry (1779), dont il avait fait partie, comme abbé commendataire de Notre-Dame-de-Barzelles (diocèse de Bourges). Il avait été institué évêque d'Uzès par des bulles du 13 décembre 1779 et avait pris possession de son siège le 3 février suivant.

Membre de l'aristocratie par sa naissance, il fut à Uzès homme de société, il menait grand train et ouvrait ses salons à tout ce que la ville et la contrée avaient de plus distingué. Il donnait souvent à dîner. « Un jour, raconte M. d'Albiousse, il était fort embarrassé pour placer à table quatre dames qui occupaient à peu près la même situation sociale. Il

(1) *Instruction pastorale de Mgr l'Evêque d'Alais, prononcée dans son Eglise Cathédrale pour l'ouverture des exercices du Jubilé*, Nîmes, Castor Belle, in-4°, 29 pp. — p. 8. — Cette ouverture du Jubilé coïncida avec l'intronisation de l'Evêque.

(2) *Mémoires de l'Académie du Gard (1812-1822)*, 1^{re} partie, pp. 154-167, *Eloge de M. P. M. M. Cortois de Balore, ancien évêque de Nîmes.....*, par M. Vincens Saint-Laurent.

trancha la question de préséance par cette excuse originale : « Quand au piquet, j'ai quatorze de dames, je ne puis me résoudre à en écarter aucune. Voyez donc, Mesdames, à vous placer vous-mêmes ». Ce bon mot le tira d'affaire ». (1)

Lui, qui plus tard affichera une intransigeance inflexible, se montra avant la Révolution très tolérant; protestants et catholiques étaient reçus au palais épiscopal avec une égale courtoisie. Au dire de M. d'Albiousse, il facilita aux Réformés l'entrée au Consulat municipal. Il s'occupa d'ailleurs très activement des intérêts matériels et spirituels de sa ville épiscopale et de son diocèse.

Le plus jeune et le plus illustre des évêques de la sénéchaussée, c'est l'évêque d'Alais. Né à Pondichéry, le 14 décembre 1748, Louis-François de Bausset n'était encore que sous-diacre, lorsque la province d'Aix le députa à l'Assemblée du clergé (1770). A peine ordonné prêtre, il devint l'un des nombreux grands vicaires de M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, et mena, sous le toit de cet habile initiateur, cette existence commune dont il nous a laissé un tableau enchanteur (2). Quelques années plus tard, il reçut, avec le titre de vicaire général, la mission d'administrer le diocèse de Digne, mission aussi honorable que difficile, car la paix était troublée dans ce diocèse depuis quelque temps. M. de Bausset réussit à y faire régner la concorde. Le roi le nomma évêque d'Alais en 1784. Installé avec luxe dans sa ville épiscopale, M. de Bausset entretenait les meil-

(1) D'Albiousse, *Histoire de la ville d'Uzès*, in-8°, Uzès, 1903, page 219.

(2) *Œuvres de Boisgelin*, Notice par M. de Bausset, citée par M. l'abbé Sicard, *L'ancien Clergé de France, les Evêques avant la Révolution*, in-8°, Paris, 1893, 2^e édition, pp. 297, 298.

leurs relations avec la noblesse du pays. Admis dans son vaste palais, dont tout le monde s'accordait à louer l'élégance et la splendeur, les châtelains des Cévennes et des bords du Gardon pouvaient admirer les tapis d'Aubusson du noble descendant des Bausset-Roquefort, son authentique porcelaine des Indes, son abondante argenterie, ses glaces, ses bronzes, ses gravures de l'œuvre de Raphaël, son argenterie, sa serre ; ils pouvaient même faire une partie de reversis à l'une de ses onze tables de jeu. Mais autant l'évêque d'Alais était fastueux, autant il se montrait bon, aimable, conciliant et tolérant ; il sut s'attirer le respect et l'estime des hérétiques, l'affection de ses ouailles, la reconnaissance de tous. Chef spirituel de son diocèse, il aurait pu être rangé parmi les évêques *administrateurs* qu'on opposait aux évêques *évangélistes*. Aux États du Languedoc, il conquit la sympathie de ses collègues par sa bonne grâce et son aménité, obtint leur faveur pour ses chemins, ses filatures, ses foires et ses marchés. On chargea des commissions spéciales de l'étude de ses réclamations au sujet des hauts-fourneaux et des mines de charbon. La confiance qu'inspiraient ses talents le fit choisir comme député des États pour porter au Roi les vœux et les doléances de la province ; sa distinction et son goût littéraire lui ménagèrent à la Cour les plus brillants succès. On lui proposa le préceptorat du Dauphin, l'évêché de Grenoble. Il refusa ces offres, mais il obtint du ministre de la marine, le Maréchal de Castries, comte d'Alais, l'établissement d'une école navale dans le collège de sa ville épiscopale. Deux fois, il est désigné par le roi pour assister à l'assemblée des notables. Dans la seconde de ces assemblées, il se déclara publi-

quement contre le doublement du tiers et contre le vote par tête, mais il réclama l'égalité de tous devant l'impôt (1).

II

TEMPOREL DES ÉVÊQUES

Nos évêques jouissent d'une grande situation temporelle et de revenus considérables.

L'évêque de Nîmes, en sa qualité de prieur, prélève les fruits décimaux, en totalité à Milhaud, Saint-Césaire, Garons, Saint-Gervasy, Cardet, Saint-Hippolyte-du-Fort, Rogues, Saint-Martial ; un quart des prieurés de Redessan, Langlade, Uchaud, Vestric ; un tiers du prieuré de Bezouce, les deux tiers de celui de Vergèze. A Milhaud, il possède *le devois* du Garde des sceaux, et à Bezouce, celui de Monticaud ; à Nîmes, le palais épiscopal et ses dépendances, trois maisons contiguës à ce palais, des rentes nobles et des droits seigneuriaux dans la ville, les faubourgs et le territoire, des dîmes et un abonnement pour la dîme des olives ; à Garons, le château qu'il vient d'embellir, le parc, des fonds de terre, des droits féodaux dans le village et son territoire, le droit de champart et la dîme ; à Milhaud, Garons, Bezouce et Saint-Gervasy, le droit de haute, moyenne et

(1) L'abbé de Montesquiou, *Notice sur le Cardinal de Bausset*, Paris, br. in-8°, 1824. — Bardon, *Lettres du Cardinal de Bausset à Dhombres, d'Alais* Nîmes, 1886, in-8°.

Les paroisses languedociennes du diocèse d'Avignon avaient pour archevêque Mgr Giovinetti (1776-1793), et la terre d'Argence était sous la juridiction spirituelle de M. du Lau (1775-1792), le futur martyr des massacres de septembre.

basse justice. Il avait encore des pensions en blé, huile ou vin, dans quarante-trois localités. En outre, il jouissait de deux prébendes dans le chapitre de la Cathédrale et de quelques pensions sur divers bénéfices. Les revenus de la mense s'élevèrent, en 1729, à 17,069 livres, 16 sols 8 deniers ; en 1750, à 45,000 livres environ, et, en 1789, à 50,000 livres (1).

Les charges comprenaient les honoraires des prédicateurs de l'Avent et du Carême à Nîmes, Milhaud, Garons, Bezouze, Saint-Gervazy, Vergèze et Redessan ; diverses pensions, la congrue des desservants de Milhaud, Garons, Bezouze, Saint-Gervazy ; l'entretien des sacristies et des sanctuaires à Milhaud, Garons, Bezouze, Saint-Gervazy, Uchaud, Langlade, Vergèze et Redessan ; les réparations du palais épiscopal et des autres propriétés de la mense, les gages de plusieurs gardes-bois. Le total des charges montait à 4.905 livres 16 sols et 8 deniers.

D'après un *Mémoire* du XVIII^e siècle, l'évêque d'Uzès possède une partie de la seigneurie de sa ville épiscopale par indivis avec M. le Duc, les seigneuries de Saint-Ferréol, Saint-Eugène, avec toute justice, le mandement de Sainte-Anastasie, Moussac, la Capelle, Saint-Pons-la-Calm, Monteils, Saint-Hippolyte-de-Montaigu, la ville et la baronnie de Saint-Ambroix, Saint-Denis, Saint-Jean de-Maruéjols, la ville de Génolhac par moitié avec le prince de Conti ; celles d'Euzet, Saint-Just et-Vacquières, par moitié avec M. de Maleirargues ; Saint-Quentin, par

(1) Arch. dép. du Gard, 4 L. 4, 65 ; G. 55. *Pouillé du diocèse de Nîmes en 1729* ; Ménard, *Histoire de la ville de Nîmes*, tome VI, supplément, *Pouillé du diocèse de Nîmes (1750)* — Abbé Goiffon, *Pouillés des diocèses anciens compris dans le diocèse actuel de Nîmes*, dans le *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, tome VI, n^o 37.

indivis avec les autres coseigneurs : des mouvances féodales dans quarante-quatre localités situées dans la haute et la basse viguerie d'Uzès, et la baronnie de Sabran, dans la viguerie de Bagnols (1).

A la mense épiscopale étaient unis les prieurés de Saint-Quentin, la Capelle, Saint Ambroix, Saint-Denis, Genolhac, Moussac, Sainte-Anastasie, et, ajoute le *Pouillé* de 1640, certaines « filleules d'autres prieurés avec plusieurs juridictions. »

Le dernier évêque d'Uzès, M. de Bèthisy avait, en outre, une pension annuelle et viagère de 3.000 livres sur les fruits et revenus de l'abbaye du Gard, ordre de Cîteaux, au diocèse d'Amiens, et l'abbaye de Notre-Dame de Barzelles, ordre de Cîteaux, au diocèse de Bourges, dont les revenus temporels étaient affermés 9.000 livres par an (2).

Les évaluations des revenus de l'évêché d'Uzès au commencement de la Révolution ne concordent pas : elles varient entre 68.142 livres et 72.820 livres, les charges entre 17.331 livres et 16.331 et par conséquent le revenu net entre 50.811 livres et 56.444 (3).

L'évêque d'Alais jouissait de la mense abbatiale de Psalmodi, transférée à Aiguemortes en 1537 et devenue la mense épiscopale d'Alais lors de l'érection de l'évêché. Elle comprenait une portion de Bernis, Assargues, une partie des salins de Peccais, Saint-Laurent d'Aigouze avec la seigneurie du lieu, la haute, basse et moyenne justice. Cette mense rapportait une vingtaine de mille livres à peu près nette.

(1) Arch. départ. du Gard, G. 116.

(2) *Ibidem*, 8 L 4, 54.

(3) *Ibidem*, 8 L 4, 54 ; 56 ; 57.

III

LA JUSTICE DES ÉVÊQUES

Possesseurs de fiefs, nos évêques jouissaient des droits seigneuriaux et exigeaient diverses redevances féodales, censives, lods, champart, trézains, cartons, etc., comme aussi l'hommage que tout vassal doit à son suzerain. Dans certains de leurs domaines, comme nous l'avons dit, ils avaient droit de haute, moyenne et basse justice. Pour exercer ce droit, les évêques de Nîmes et d'Uzès avaient dû créer de bonne heure une cour temporelle qui a tenu ses audiences jusqu'à la fin de l'ancien régime (1).

Cette cour jugeait les contestations entre particuliers, les délits de pêche, de chasse, de dépaissance, les contraventions aux règlements de police, les coups et blessures, les injures et calomnies, même les causes les plus graves, le vol, l'assassinat, les crimes contre les mœurs.

Les audiences de ce tribunal étaient présidées par le viguier général ou le juge général, assisté d'un lieu-

(1) Arch. départ. du Gard, G. 948-1061. — Sur les origines de la juridiction épiscopale à Uzès. Cf. Georges Maurin, *Les anciennes juridictions d'Uzès* dans *Nemausa*, avril 1883, 1^{re} année, n. 4, pp. 97-118 ; — G. Charvet, *Etude généalogique de la première maison d'Uzès*, dans le bulletin de la *Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1870, n. 1, p. 33-160 ; — *Inventaire des Archives de la ville d'Uzès*, par de Lamothe, *Introduction*. — Voir dans l'*Hist. génér. de Languedoc*, tome XIII, l'arrêt du Conseil d'Etat qui renvoie par provision au sénéchal de Nîmes l'appel des jugements rendus par les officiers des justices épiscopale ou capitulaire d'Uzès et des seigneuries dans la mouvance de l'évêché (p. 67) ; — le droit d'entrée à l'assiette diocésaine reconnu par les Etats de la province aux officiers du duc et de l'évêque d'Uzès (p. 986).

tenant du viguier et d'un lieutenant du juge qui pouvaient d'ailleurs les suppléer. Le ministère public était exercé par un procureur fiscal. Tous ces officiers étaient nommés par l'évêque. Les parties étaient défendues par des avocats postulants ou procureurs qui devaient être « immatriculés dans la terre et juridiction de la temporalité de l'évêque. » Avant d'entrer en fonctions, avocats et officiers devaient prêter serment de dûment remplir leurs charges, « la main levée devant la passion figurée de Notre Seigneur Jésus-Christ. »

Mais le nombre des procureurs devint, à un moment donné, trop considérable. C'était une cause de la multiplication et de la longue durée des procès. Dans l'intérêt des justiciables et des procureurs eux-mêmes, M. de Bethisy, en 1784, crut devoir édicter et publier un règlement pour déterminer le nombre de postulants de sa cour temporelle. Une haute sagesse en inspire les considérants. « Lorsqu'un procureur, dit-il, trouve dans l'exercice légitime de ses fonctions des moyens suffisants de subsistance, il est bien moins tenté de faire entreprendre ou de prolonger les affaires confiées à ses conseils et à ses soins que si une répartition trop divisée des procès le réduisait à une portion de travail qui ne peut lui procurer honnêtement les ressources qu'il a droit d'attendre de son état. » En conséquence, le nombre des procureurs postulants du siège temporel est fixé à six pour l'avenir. On descendra à ce chiffre par la suppression et l'extinction des offices à mesure qu'ils viendront à vaquer par la mort ou la démission des titulaires. Mais, en attendant, les procureurs postulants pourvus de provisions obtenues de l'évêque ou de ses prédéces-

seurs pourront continuer postuler leurs fonctions au siège temporel de l'évêché (1).

La cour temporelle peut condamner à l'amende, au fouet, aux travaux forcés, au bannissement, à l'incarcération. La prison des évêques d'Uzès était dans la *Tour* dite de l'*Evêque* située au point culminant de la ville entre le château royal et le château ducal (2), aujourd'hui *Tour de l'Horloge*. La cour peut même prononcer la peine capitale et, plusieurs fois, au cours du XVIII^e siècle, elle livra des assassins au dernier supplice. En 1732, Richard convaincu de meurtre est condamné à être rompu vif sur la place publique d'Uzès, et Jeanne Belouarde, sa complice, à être pendue (3). En 1747, par sentence de la cour temporelle, la fille Colombe, coupable d'infanticide, est conduite en place publique par l'exécuteur de la haute justice portant sur le dos et sur la poitrine un écriteau avec ces mots : *Homicide de son part* ; elle est ensuite pendue et étranglée à la potence.

En 1751, Saint-Denys, soldat au régiment de l'Ile-de-France, en garnison à Uzès, est lui aussi condamné à être pendu et étranglé comme coupable d'assassinat sur la personne de Jean Abauzy, berger du lieu de Flaux. En 1761, la même peine est prononcée contre Jacques Castillon, boulanger d'Uzès, coupable d'assassinat et contre la veuve Laffont, d'Uzès, pour infanticide. En 1772, une sentence de la cour temporelle condamne le sieur Javin, accusé d'assassinat, à être pendu sur la place publique de Russan, puis exposé aux fourches patibulaires de ce

(1) Arch. dép. du Gard, G. 955.

(2) Théraube, *Histoire d'Uzès et de son arrondissement*, in-8°, Uzès, 1879, p. 28.

(3) Arch. dép. du Gard, G. 991.

lieu, et son complice Régis à servir le Roi, par force, dans ses galères, pendant dix années.

D'autre fois la Cour temporelle de l'évêque prononce une peine infamante. A l'instance du procureur fiscal, des poursuites ont été dirigées contre Marguerite Folcher, veuve Chame, pour crime de libertinage et d'excitation à la débauche (1759). Cette femme est condamnée à faire amende honorable « étant en chemise de la ceinture en haut, la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardente, ayant un écriteau devant et derrière, devant la porte de la cathédrale ; après quoy, elle sera conduite par l'exécuteur à la place publique et demeurera attachée par le col au carcan, l'espace d'une heure, un jour de marché, puis elle sera conduite à l'une des portes de la ville, où elle y sera marquée d'un fer chaud sur l'épaule droite où sera empreinte la lettre M, et ce fait, bannie pendant six ans » de la juridiction de l'évêché.

Suivant la coutume du temps, on n'était pas plus tendre pour les voleurs. En 1787, Jean Ranc, berger, convaincu d'avoir volé quatre moutons, est condamné à être fouetté par le bourreau dans les carrefours de la ville d'Uzès, marqué à l'épaule de la lettre V et banni pour cinq ans de la juridiction d'Uzès (1).

Outre la cour temporelle de Nimes et d'Uzès, nos évêques avaient un tribunal ecclésiastique, c'était l'*Officialité*. A cette juridiction spirituelle ressortissaient les affaires religieuses et ecclésiastiques, la correction des abus des couvents et monastères, les poursuites contre tout membre du clergé ou tout régulier non exempt, enfin les causes matrimo-

(1) Arch. dép. du Gard, G, 1007, 1011, 1019, 1023, 1039, 1053.

niales. Les membres de ce tribunal étaient tous des clercs. A Nîmes, en 1789, c'étaient M. de Rochemore, official ; M. d'Ornac de Saint-Marcel, vice-gérant ; M. Durand de Bagard, licencié, promoteur ; M. Vernet, greffier.

L'archevêque d'Avignon avait une officialité à Villeneuve pour les dix sept paroisses qu'il possédait en Languedoc (1).

IV

ADMINISTRATION TEMPORELLE

Les États du Languedoc, cette institution célèbre vantée par Fénelon et admirée de toute l'Europe, ouvraient un vaste champ à l'activité de nos évêques. Les chefs des vingt-trois diocèses de la province en faisaient partie de droit. Fléchier prononça le sermon d'ouverture devant les États à Nîmes, en 1688 ; à Montpellier, en 1691 et 1704 ; à Narbonne, en 1693. Son successeur à l'évêché de Nîmes, La Parisière, fut chargé par l'assemblée, en 1715, de porter au roi le cahier des doléances. La même mission échet à M. de Balore et, nous l'avons déjà dit, à M. de Bausset. Les harangues de l'évêque d'Alais le firent particulièrement remarquer. Un compliment à Mme Élisabeth, où il établissait un parallèle entre cette princesse et la vertu, fit sensation et fut accueilli avec faveur par les feuilles publiques (2).

(1) Arch. du Gard, G. 945-947. Germer-Durand, *Dictionnaire topographique du Gard*, p. 265 ; — *Calendrier de la ville de Nîmes et de la Sénéchaussée pour l'année 1789*. — Cf. Dr Puech, *Les anciennes juridictions de Nîmes, l'Officialité*, dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes*, année 1890, pp. 161-246.

(2) *Mémoires de Bachaumont*, t. XXXIV, p. 178 et suiv., cité par M. l'abbé Sicard, *opere citato*, p. 152.

Si nos évêques n'avaient pas toujours des rôles si glorieux à remplir, il leur restait toujours à exercer leurs talents, à répandre leurs lumières, à développer et à manifester leur expérience dans les délibérations sur les grands intérêts de la province : voies de communication à ouvrir, ports à établir sur les fleuves, les rivières et la mer, canaux à creuser et à entretenir, digues et chaussées à construire contre les inondations, dessèchement des marais, commerce, manufactures, agriculture, salins, mines, taille, capitation, milice, fortifications, etc. Aucune question ne leur est étrangère, et en 1775 on voit l'évêque de Nîmes, M. Becdelièvre, qui maintes fois traita les questions de travaux publics, faire un rapport sur l'épizootie (1).

L'archevêque de Narbonne présidait les États de la province, mais chaque évêque présidait, soit en personne, soit par un vicaire-général, l'assemblée de l'*Assiette* de son diocèse. Cette assemblée, analogue aux Conseils généraux d'aujourd'hui, sauf le mode de composition et de recrutement, et qui, sans être élective, n'en comprenait pas moins des hommes compétents, avait pour objet la répartition des impôts votés par les États et la gestion des affaires civiles de la circonscription. Nos évêques tenaient à honneur de présider cette assemblée et y acquéraient une influence souvent prépondérante. A la mort de M. de Baüyn, évêque d'Uzès (1737-1779), M. Trinquelague, syndic adjoint, vante son application au devoir et au travail : « Chargés sous sa surveillance des suites de vos délibérations, dit-il, l'avons nous

(1) *Hist. gén. de Languedoc*, t. XIII, p. 1.264. — Arch. dép. de l'Hérault, C. *États du Languedoc*, années 1771, 1772, 1776, 1777, etc.

vu jamais fuir les soins de l'examen, se dérober aux peines et aux longueurs des recherches et des détails ? Nos bureaux intermédiaires ont-ils jamais cessé d'être éclairés de ses lumières et animés de son exemple ? Et pendant quarante-trois ans d'épiscopat, votre assemblée, Messieurs, s'est-elle une seule fois formée qu'il n'ait présidé à vos travaux et vous ait donné le spectacle intéressant de son amour pour le bien public et pour son peuple ? » M. de Béthisy, successeur de M. de Baüyn, préside l'*Assiette*, sinon avec la même assiduité, du moins avec le même zèle pour l'intérêt commun. Il préconise la fabrication d'une nouvelle espèce de velours qui suppléerait celui d'Utrecht et qui, en affranchissant la France de l'importation étrangère, développerait l'industrie nationale (1). Il voudrait voir établir l'uniformité dans les compoix et réduire les surcharges qui pèsent sur sa ville épiscopale dans le tarif diocésain (2).

Ainsi, tout en promouvant les travaux d'utilité publique, les évêques cherchent les intérêts des contribuables. La Parisière (1710-1736) offre à l'*Assiette* de Nîmes de se charger gratuitement, avec son grand-vicaire, de l'inspection des chemins du diocèse, ce qui permettra de supprimer l'imposition votée annuellement pour payer les inspecteurs. L'évêque d'Alais, M. d'Avéjan (1721 - 1744), écrit de Paris (9 avril 1734), au syndic du diocèse : « Je compte de recevoir en peu de jours le détail de ce qui s'est passé à l'*Assiette*, qui n'a dû rien innover, ni acquiescer à aucune proposition de nou-

(1) Arch. dép. de l'Hérault, C. *États du Languedoc*, nov. 1780—janv. 1781. — Arch. dép. du Gard, C. 1245.

(2) *Ibidem*, C. 1245.

veaux ouvrages, tels qu'on ne manque d'en proposer quand je suis absent ; nous devons, à l'exemple des États, les rejeter tous en temps de guerre » (1).

Aucun intérêt du diocèse n'échappe à l'attention de nos évêques. A Alais, M. de Montclus (1744-1755) voudrait voir prospérer l'industrie séricicole ; comme on se méfie, à cette époque, de la graine du pays, il fait acheter de la graine de vers à soie en Italie et en Espagne pour être distribuée par les commissaires du diocèse (2). La sollicitude des évêques, dans les assemblées de l'Assiette, se porta principalement sur les voies de communication. Tandis que les États du Languedoc faisaient ouvrir ces larges et magnifiques routes royales qui sillonnèrent la province, l'Assiette faisait établir de belles routes diocésaines, moins grandes, mais non moins utiles. Le janséniste Beauteville (1755-1776), aussi zélé pour le bien de son peuple que chaleureux et ardent dans sa lutte contre les jésuites, mérite tout particulièrement la reconnaissance publique pour avoir largement contribué à la création de chemins carrossables dans les montagnes. Sa mort devint un deuil public ; le syndic du diocèse, M. Cabane de Camonts, prononça son éloge dans l'assemblée de l'Assiette :

« Messieurs, dit-il, je croirais manquer à vos désirs et à ceux de tous les citoyens honnêtes et vertueux, si... je ne consacrais point les dernières paroles qui me restent à prononcer devant cette assemblée respectable à la mémoire du prélat dont vous pleurez la perte Comment l'homme du peuple pourrait-il ne pas lui parler de celui qu'il aimait

(1) *Recherches historiques sur la ville d'Alais*, in-8°, Alais, 1860, p. 42.

(2) *Recherches historiques*, p. 44.

comme son père ? Comment, dans l'assemblée de tous les ordres de citoyens, ne payerait-il pas, au nom des malheureux de toutes les classes, le juste tribut d'éloges et de regrets qu'ils doivent à sa bienfaisance ? Comment, au milieu des principaux administrateurs de ce diocèse, ne publierait-il pas tout ce que le chef de son administration a fait de grand, de sage et de difficile pour rendre ce diocèse florissant ? Vous le savez, en effet, Messieurs, c'est aux soins de M. de Beauteville que vous devez ces belles routes ouvertes depuis vingt années, qui, joignant aux pays circonvoisins un pays que la nature semblait en avoir absolument séparé, nous ont fait cesser d'être pour ainsi dire étrangers au reste de la province » (1).

Mais si l'évêque était intimement mêlé à l'administration temporelle du diocèse, il ne l'était pas moins à la gestion communale de sa ville épiscopale. L'évêque de Nîmes, depuis un arrêt du 22 octobre 1657, a droit d'entrée comme premier préopinant dans l'assemblée du conseil politique (2). D'après des prétentions qui semblent fondées, le maire, ou tout autre officier municipal qui convoque le conseil, doit communiquer à l'évêque, ou à son vicaire - général, au moins vingt - quatre heures à l'avance, la date de l'assemblée et son ordre du jour. Lorsque le conseil est formé, le greffier vient prendre l'évêque ou son grand vicaire chez lui. Si l'évêque assiste en personne au conseil, les consuls le reçoivent, en

(1) Arch. dép. du Gard, C, 1838. Cf. *Recherches historiques*, p. 49.

(2) *Hist. gén. de Languedoc*, t. XIII, p. 13. — Cette intervention des évêques dans les affaires municipales n'allait pas sans inconvénient ; en 1724, un différend survint entre l'évêque La Parisière et l'intendant de la province au sujet de la municipalité de Nîmes. *Hist. gén. de Languedoc*, t. XIII, p. 991.

chaperon, à la porte de l'Hôtel de Ville qui donne sur la rue, l'accompagnent jusqu'à la chambre du conseil. Là, l'évêque, en son absence le grand vicaire, occupe seul un fauteuil, avec marchepied ; il ne cède la préséance qu'au gouverneur, lieutenant du roi. Il est le premier à opiner et à signer la délibération. Quand la séance est terminée, les consuls en chaperon le reconduisent jusqu'à la porte de la Maison commune.

Ces droits et privilèges de l'évêque furent, il est vrai, contestés par le maire, M. de La Boissière. Mais le syndic général de la province était d'avis qu'ils étaient justifiés ; il ne paraît point que le prélat en ait été déchu (1).

Si les évêques jouissaient de la prérogative de la préséance, ordinairement ils s'en montraient dignes par leur connaissance des affaires et le désintéressement de leurs conseils, mais surtout par leur générosité. « M. d'Avéjan, disent les auteurs des *Recherches historiques sur la ville d'Alais*, ne fut pas seulement le bon pasteur de la cité ; il en fut aussi l'édile plein de zèle, de goût et de somptuosité ». Ailleurs ils l'appellent « ce génie bienfaisant et réparateur qui a eu l'initiative de toutes les améliorations et de de tous les embellissements » dans leur ville (2). C'est à l'impulsion de ses évêques qu'Alais doit son palais épiscopal, la reconstruction de la cathédrale, son Hôtel de Ville, les projets de fontaines publiques. C'est M. de Balore qui fait bâtir le quai des États, sauvegarde contre les inondations du Gardon. Uzès doit son séminaire à Poncet de la Rivière (1677-1728) ;

(1) Arch. dép. du Gard, C, 183.

(2) *Recherches historiques*, p. 25, 115.

l'église Saint-Étienne et l'Hôpital à Baüyn. C'est grâce à Becdelièvre (1737-1784), que Nîmes a la possibilité de faire des réparations urgentes à la Maison-Carrée. Le prélat offre à la ville 3.000 livres. La ville accepte avec la plus vive gratitude. « Cette offre généreuse, dit une délibération du conseil, suite des bienfaits sans nombre dont le souvenir est gravé dans tous les cœurs sensibles, doit être accueillie avec des témoignages publics de la reconnaissance qu'elle inspire » (28 mars 1778) (1). L'année d'après, le prélat fait don de 1 200 livres à la ville pour acheter des seaux en cuir et autres ustensiles pour la pompe à incendie (2). L'Académie de Nîmes, elle-même, fut l'obligée du généreux prélat et lui dut l'hôtel qui abritait ses séances.

Les intérêts temporels du diocèse ne sont pas seuls à réclamer la sollicitude de l'évêque, ceux de son clergé demandent la même attention. Aussi est-ce à l'évêque à présider le *Bureau diocésain* comme l'Assiette. Le Bureau diocésain, appelé aussi Chambre ecclésiastique, fait la répartition des décimes votés par les Assemblées générales du clergé de France et levés sur tous les bénéfices. Il reçoit les déclarations de revenu de chacun des bénéficiaires et règle tout ce qui concerne les impositions ecclésiastiques, accorde des exonérations ou des modérations de taxes, s'occupe des congrues, enquête sur le sort des vicaires perpétuels et des curés, vote des secours pour des missions, pour la réparation des églises et des presbytères, des mesures pour empêcher la transmission des bénéfices aux héritiers de leurs

(1) Goiffon, *Les Évêques de Nîmes au XVIII^e siècle*, p. 167 : — Arch. communales de Nîmes, LL, 43. — Cf. Arch. départ. de l'Hérault, C, *États du Languedoc*, année 1786.

(2) Arch. communales de Nîmes, LL, 44.

titulaires (1). L'évêque expose parfois devant l'assemblée la misère de quelques-uns de ses prêtres âgés ou infirmes et un secours leur est alloué. Pour le clergé, il n'y a pas de caisse de retraite, mais le Bureau diocésain vote une somme, ordinairement de mille livres, pour venir en aide aux prêtres que l'impossibilité de remplir le saint ministère force à se retirer (2). C'est encore avec le concours de l'assemblée diocésaine que l'évêque songe à assurer le recrutement de son clergé. Le 8 mars 1785, cette assemblée est réunie sous la présidence de Cortois de Balore. « Mgr l'Évêque de Nîmes prenant la parole, dit le procès-verbal, a représenté que la disette effrayante des prêtres qui se fait sentir plus que jamais dans ce diocèse prend sa source principalement dans le défaut total de ressources pour subvenir aux frais de l'éducation ecclésiastique plus considérable et plus prolongée que dans tout autre état ;... qu'une somme destinée en certaines occasions pour aider des jeunes gens dont la fortune contrarierait la vocation et les heureuses dispositions pour l'état ecclésiastique, serait, pour ainsi dire, une semence féconde de bons prêtres ;... que le même défaut de ressources se fait sentir pour un objet également important, les moyens de ménager des retraites à Messieurs les curés que leur âge, leurs infirmités ou d'autres considérations puissantes qu'ils feraient connaître à l'assemblée forceraient à y songer. » L'évêque prie la Chambre de lui permettre, comme l'avait fait l'assemblée du diocèse

(1) Arch. dép. du Gard. G. 420-427 ; 1067-1071 ; 1282-1296.

(2) Cette somme peut paraître bien minime ; mais très souvent le bénéficiaire qui se retirait se réservait une pension sur les fruits du bénéfice qu'il *résignait*.

d'Alais, de prendre des engagements jusques à la concurrence de 1,000 livres. « L'assemblée applaudissant au zèle et à l'amour de la religion de Mgr l'Evêque qui n'a rien tant à cœur dans les premiers moments de son épiscopat, que de s'occuper de ce qui pourrait être le plus avantageux pour le bien de son diocèse », adopte sa proposition (1).

V

LES ÉVÊQUES ET L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'évêque ne présidait pas seulement le Bureau diocésain de l'Assiette, il était de droit président du Bureau d'administration des collèges.

Suivant l'heureuse expression d'un savant historien, il était « le véritable ministre de l'instruction publique pour son diocèse. Il réunissait en sa personne les pouvoirs exercés aujourd'hui par le préfet et le recteur. Par ses archidiacres, par le grand-chantre, capiscol, écolâtre ou chancelier de son chapitre, par ses curés ou par lui-même, il instituait, inspirait, dirigeait, inspectait tous les maîtres et maîtresses. L'État ne se contentait pas de lui reconnaître tacitement ces attributions. Les rois de France avaient tenu à les lui confirmer par de nombreuses déclarations (2) Au besoin, les prélats recevaient ordre d'établir dans chaque paroisse des écoles pour les garçons et pour les filles (3). »

(1) Arch. dép. du Gard, G. 1296.

(2) Edits de mars 1666, art. 22; de 1695, art. 25; de 1794, art. 5.

(3) Abbé Sicard, *Les Evêques avant la Révolution*, p. 438.

Les évêques de la sénéchaussée de Nîmes ne faillirent pas à leur mission et, grâce à leur zèle, presque toutes les paroisses furent dotées d'une école. Ce sont eux qui attirèrent les Frères des Écoles Chrétiennes : M. de Saulx à Alais (1707), M. de Baüyn à Uzès (1749), Becdelièvre à Nîmes (1754). De leurs propres deniers, ils aidèrent à leur entretien : Becdelièvre souscrivit pour 2.400 livres à leur arrivée, donna 7.000 livres pour l'achat de leur maison (1). De ces écoles qu'ils ont créées et qu'ils soutiennent de leurs ressources, nos prélats obtiennent, par leur influence et leurs démarches, la reconnaissance légale que donnent les lettres patentes. De ces écoles, ils sont les législateurs. Becdelièvre fait un règlement, en 1770, pour les classes des Frères, en 1782 (2), pour les couvents et leurs élèves : règlement obligatoire, témoignage de la sagesse de l'évêque comme de son autorité à peu près absolue.

La sollicitude des évêques s'étend aux collèges aussi bien qu'aux écoles primaires. C'est à M. d'Avéjan qu'est due la création du collège d'Alais et à M. de Bausset l'établissement de l'école de marine. A Nîmes, après le départ des Jésuites, Becdelièvre prit une part prépondérante dans les délibérations, les démarches, les négociations qui aboutirent à la réouverture du collège et au contrat qui en donna la direction aux Pères de la Doctrine Chrétienne (3). A Uzès, M. de Bethisy montra le même dévouement à la cause de l'instruction publique. A la réu-

(1) Chan. François Durand, *Les Écoles des Frères à Nîmes*, in-12, Nîmes, 1907, p. 15. Goiffon, *Les Evêques de Nîmes*, p. 114.

(2) Arch. départ. du Gard, G. 4531.

(3) Arch. communales de Nîmes, LL. 39 — L'abbé Azaïs, *Le Collège de Nîmes*, in-8°, Nîmes, 1879 ; l'abbé Goiffon, *Les Evêques de Nîmes : l'Instruction Publique à Nîmes*, in-8°, Nîmes, 1876.

nion de l'Assiette (29 mai 1781), « Mgr l'Évêque a encore dit qu'il ne peut se dispenser de mettre sous les yeux de l'assemblée une affaire qui intéresse tout le diocèse, puisque ses suites doivent influencer sur les masses, la religion et même l'administration; que l'assemblée conçoit que cette affaire ne peut être qu'un projet d'éducation qui puisse augmenter dans nos neveux l'attachement aux principes qui méritent l'estime générale, et les lumières qui propagent les connaissances nécessaires surtout dans un pays, dont l'heureuse constitution appelle chaque citoyen à quelque fonction publique; que ceux de la capitale de ce diocèse, plus près des inconvénients qui résultent du dénuement de ressource pour l'éducation, en ont été vivement frappés et ont cru devoir s'occuper de cet objet important; qu'en conséquence la ville d'Uzès ayant délibéré le 17 novembre dernier de lui demander son autorisation de se retirer devant le Roy pour obtenir la permission d'établir un collège dans cette ville, il l'y autorisa d'autant plus volontiers que l'on pouvait plus se promettre d'avantages d'un établissement de cette nature formé dans la capitale du diocèse et à portée d'être veillé par lui avec toute l'attention qu'il mérite » (1).

Les évêques cherchaient à assurer des ressources aux collèges et leur constituaient des revenus sur les bénéfices ecclésiastiques. Sur la demande de l'évêque M. de Montclus, des arrêts du Conseil d'État éteignent la conventualité dans l'abbaye de Cendras (1745), dans celle de Sauve (1747), et unissent leurs biens, droits et revenus au collège séminaire

(1) Arch. dép. du Gard, C. 1245.

d'Alais (1). En 1782, M. de Balore supprime le chapitre de Notre Dame-de-Bonheur et unit tous ses biens à la mense capitulaire de la cathédrale d'Alais pour être spécialement et exclusivement employés à l'entretien et à l'éducation des enfants de chœur (2).

De même à Nîmes, Cohon avait uni au collège le prieuré de Parignargues et la moitié des menses du prieuré de Saint-André de Majencoules. En 1765, quand il fallut pourvoir au remplacement des Jésuites, Becdelièvre fit décider par le chapitre qu'à l'avenir il serait prélevé chaque année une somme de 1.000 livres sur la prébende préceptoriale, en faveur du collège. En attendant l'effet de cette délibération, le chapitre, à la demande de l'Évêque, vota pour le collège la somme annuelle de 500 livres (3).

La sollicitude de l'évêque pour l'instruction embrasse aussi les écoles privées et se manifeste encore par des générosités et des encouragements. Voici ce que l'on pouvait lire dans le *Journal de Nîmes* du 27 avril 1786 au sujet de M. de Balore : « Mgr l'Évêque de Nîmes dont les soins paternels pour les habitants de son diocèse s'étendent sur tout ce qui peut contribuer à leur bonheur et à l'utilité publique a bien voulu faire les frais de plusieurs prix pour l'Écriture, la Grammaire française et l'arithmétique. Les pièces du concours adressées

(1) *Recherches historiques*, p. 387 ; abbé Goiffon, *Monographies paroissiales, Archiprêtré du Vigan*, p. 388 ; — *L'abbaye de Sauve*, p. 14. — *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, tome II, n° 15, p. 368 ; abbé Carrière, *Notice historique sur le monastère de Sauve*, in-12, Avignon, Seguin, p. 23.

(2) Arch. dép. du Gard G. 757. — Goiffon, *Archiprêtré du Vigan*, p. 270.

(3) Arch. dép. du Gard, G 1356, 1528, 1530. Arch. comm. de Nîmes, LL. 39, 40, 41. — Cf. Goiffon, *Les Evêques de Nîmes*, pp. 122-137.

au bureau académique de Paris par le sieur Maumonet, maître d'écriture à Nismes, son associé, ont été renvoyées à ce respectable prélat qui en a distribué lui-même les prix à ceux des élèves du sieur Maumonet qui, au jugement du bureau, les ont mérités. » La cérémonie eut lieu le dimanche, 23 avril, dans la salle de l'Hôtel de Ville (1).

(A suivre)

ALBERT DURAND.

(1) *Journal de Nismes*, chez Castor Belle, 1^{re} année, 1786, n° XVI.

L'ARCHÉOLOGIE A NIMES

FOUILLES DE LA RUE MÉNARD

En avril dernier, d'intéressantes fouilles ont été exécutées à Nîmes, le long de la rue Ménard, dans l'intervalle compris entre les rues Clérisseau et Poldo d'Albenas. Dans le but d'établir des tuyaux d'égout, destinés à l'assainissement de cette partie élevée de la ville, la municipalité a fait creuser une tranchée de deux mètres environ de profondeur, laquelle a atteint en plusieurs endroits le sol naturel.

Sauf aux abords des rues précitées, les débris romains recueillis sur tout le parcours — qui mesure environ une centaine de mètres — ont été presque insignifiants.

Les coupes nous ont généralement donné la succession suivante :

1°) A la partie supérieure, une épaisseur de 0^m50 environ de débris modernes, plus ou moins mélangés aux débris anciens ;

2°) Une couche romaine peu importante (0^m80 au maximum), comprenant quelques débris d'amphores et de tuiles à rebord ;

3°) Une importante couche *préromaine*, épaisse de plus d'un mètre.

Cette dernière est, de beaucoup, la plus intéressante. Elle est caractérisée par des amas de cendres et des fonds de cabanes. Plusieurs foyers, recoupés par la tranchée, étaient formés d'une terre noire, battue et durcie. La poterie celtique *indigène*, à pâte noire semée de petits grains spathiques, était particulièrement abondante.

Les débris de vases hellénistiques, d'importation, à pein-

lure noire brillante, étaient également abondants. Certaines coupes ou patères portaient sur le fond intérieur des empreintes obtenues au moyen d'un cachet : rosaces et palmettes. Un seul fragment nous a paru appartenir à un vase grec du type dit à *peinture rouge*.

Parmi les objets en bronze, en dehors de quelques débris d'épingles ou anneaux, il faut signaler la présence de trois fibules ou agrafes de manteau : on sait que ces objets, analogues à nos épingles à ressort, constituent un des principaux éléments de classification du premier âge du fer. L'une d'elles remonte à l'époque *marnienne*, (4 ou 500 ans avant notre ère). Elle est fortement arquée, et à double ressort en forme de T.

La seconde, un peu plus récente, est incomplète : elle devait être *serpentiforme*. La troisième est franchement gauloise, en forme d'*archet* (dernier type connu sous le nom de la Tène III).

Il faut rapprocher de ces trouvailles celle d'une admirable fibule à arc, ornée de dessins, faite en décembre 1869, toujours dans le même quartier : elle est reproduite dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes* de cette année. Signalons aussi, dans le même ordre d'idées, la découverte d'une fort curieuse inscription gauloise en caractères grecs et celle plus récente — d'un autel au *maillet*, exposé sur la façade d'une maison de la même rue Ménard.

Ajoutons enfin qu'un ou deux silex taillés préhistoriques ont été recueillis dans les couches les plus profondes de la tranchée.

En ce qui concerne l'époque *romaine*, on a constaté, aux abords de la rue Clérisseau, le passage d'une rue dallée et des traces de maisons.

Vers le n° 12 de la rue Ménard, nous observons des restes de canalisation qui, partant du *Castellum divisorium* allaient distribuer une partie des eaux venant du Pont-du-Gard, dans les divers quartiers de la ville. Le plomb a été soustrait à une époque fort ancienne ; il reste seulement les débris du dépôt calcaire ou tuf formé à l'intérieur de ces tuyaux.

Mais le point où nous avons pu étudier avec le plus d'intérêt ces diverses canalisations, se trouve au carrefour

de la rue d'Albenas, à une quarantaine de mètres du *Château d'eau* romain. On sait que dix gros tuyaux de plomb, distribués par paires dans cinq canaux, s'échappaient de cet intéressant petit bassin. La tranchée a recoupé 3 ou 4 de ces canaux, larges de 1^m50 environ et séparés entre eux par de petits murs de 0^m60 d'épaisseur.

En outre, au centre même du carrefour, on a retrouvé le passage de *l'aqueduc de dégagement*, dirigé est ouest. D'immenses dalles disposées en cet endroit, paraissent indiquer le passage d'une rue transversale avec un autre aqueduc en dessous.

— En résumé, ces travaux nous permettent d'affirmer que, depuis plus de mille ans avant notre ère, une nombreuse population s'était établie sur la pente de nos collines et qu'elle s'y maintint sans interruption jusqu'à l'époque romaine.

Ces résultats, joints à ceux fournis par la découverte de canaux dérivés du *Castellum*, sont des plus instructifs pour l'ancienne topographie de notre ville.

FÉLIX MAZAURIC.

LES FÊTES D'ARLES

MISTRAL ET LE GÉNIE PROVENÇAL (1)

Les fêtes d'Arles se sont déroulées pendant trois jours dans un flamboiement d'apothéose, autour de la radiante figure de l'auteur de *Mireille*. Leur programme tient en trois brèves lignes ; le premier jour, inauguration du *Museon Arlaten* ; le second, inauguration de la statue de Mistral ; le troisième, fête populaire. Leur compte-rendu, qu'on a pu lire dans tous les quotidiens, comporte beaucoup de discours et la description de nombreux cortèges. Est-ce tout ? non ; car les explosions de l'âme populaire ne tiennent pas dans des formules journalistiques. Pour en pénétrer la raison d'être et le pourquoi inconscient, il faut en étudier les racines dans l'histoire et les mesurer à un autre étalon, singulièrement plus élevé que le seul amour d'une région pour son poète national. Dans la foule qui acclamait Mistral et son œuvre et l'élevait sur le pavois d'un pieux enthousiasme jusqu'à l'immortalité, il n'y avait pas seulement des méridionaux, mais encore des représentants de toutes les races de l'ancien et du nouveau monde, des savants des universités d'outre Rhin, des littérateurs et des artistes de tous les pays ; ce monument, qu'on inaugurerait, provenait du Prix Nobel ; et c'était une université de l'Ultima Thule, de la lointaine Scandinavie qui spontanément l'avait décerné au grand chantre provençal.

(1) Cet article était déjà écrit, lorsque nous avons reçu les lignes qui le suivent. Nous avons cru devoir les insérer, parce qu'elles développent un des brefs aperçus que nous ont inspirés les fêtes d'Arles. Nous donnerons d'ailleurs bientôt une étude complète du Musée créé par Mistral.

Quel est donc cet homme qui reçoit de tels honneurs qu'aucun créateur d'œuvres d'art ne semble avoir connus de son vivant ? Quel est ce musée fait avec d'humbles objets, des jouets d'enfants, des costumes anciens, des meubles familiers et qui force ainsi la curiosité ?

Certes, le génie de Mistral, la beauté simple et digne de sa vie, la grandeur de ses créations justifient ces ovations ; ils ne les expliquent pas, et le même point d'interrogation demeure. Pourquoi cette universalité d'hommages ? Et par quelle destinée les frontières se sont-elles abaissées devant le doux chantre de Mireille et de Calendal ?

Ne serait-ce pas que Mistral fut, avant tout, un représentatif. En son œuvre lumineuse, se concentre un monde disparu. C'est par le Rhône, par cette vallée déchiquetée, que les peuples du Nord et du Midi se sont confondus ; il fut le grand véhicule du Commerce et aussi des idées et des dieux. De ces heurts de peuples, il est né, sur ses bords, une race intelligente et subtile, une civilisation précoce. Ici auraient été les grands éducateurs de l'Europe, sans la brutale invasion de Simon de Montfort et des soldats du Nord. Ne reprenons pas les guerres du passé et n'imitons pas l'exemple des Allemands, qui rappellent le supplice de Conradin, à propos de la guerre de 1870. Provence et Languedoc sont, Dieu merci, bien français, et en ont donné des preuves bien éclatantes. Il n'en reste pas moins qu'ils ont eu, jusqu'au milieu du ^{xii}^e siècle, une langue et une civilisation absolument originales, qui ont exercé leur influence sur l'Europe tout entière. En commentant l'œuvre de Mistral, en étudiant les débris du passé, recueillis au Museon Arlaten, les critiques et les savants d'outre-Rhin retrouvent une parcelle de leurs propres annales. La légende du Graal ne place-t-elle pas, aux contrées du Sud et sur son pic des Pyrénées, le siège du saint vase mystique ? C'est bien à tort que les *Lohengrin* et les *Parsifal* de Wagner s'affublent d'une perruque blonde ; ce sont de bruns catalans, et le Mont-Salvat est doré par les rayons du soleil du Midi.

En ressuscitant le vieux Provençal, Mistral retrouvait une langue qui fut celle de tous les hommes cultivés, pendant le premier Moyen-Age. Les troubadours rayonnèrent

au Nord et au Midi, emportant avec eux les trésors d'une culture raffinée. Ainsi s'explique la curiosité avec laquelle les lettrés de tous les pays accueillirent la renaissance provençale et la sympathie avec laquelle ils en étudièrent les manifestations.

Rien ne me semble plus oiseux que de discuter longuement sur les chances de durée et d'avenir que peut avoir cette renaissance. Elle fut, elle est encore une manifestation superbe ; elle a donné des chefs-d'œuvre, tels que *Mireille* et *Calendal*. Le poète, qui la personnifie et qui l'initia, mérite notre admiration et, s'il est un grand patriote local, a fait rejaillir sur la France une gloire singulière. Son œuvre tout entière, son musée, son dictionnaire affirment qu'à une heure de l'histoire, la Provence fut une des éducatrices de l'Europe et que, par elle, tous les peuples ont reçu de la terre de France quelques-unes des influences ataviques, qui composent aujourd'hui leur génie national.

G. M.

MISTRAL

On a célébré, le dimanche 30 mai, à Arles, le cinquante-naire de *Mireille*, l'œuvre sinon la plus caractéristique, du moins la plus connue de Mistral. Il y a eu des bals, des discours, beaucoup de discours naturellement autour de la statue du poète, il y a eu surtout un enthousiasme débordant, un délire... méridional capable de griser et de gonfler d'orgueil l'homme le plus modeste.

Pauvres méridionaux ! les a-t-on assez blagués depuis trente ans. Depuis l'apparition de *Tartarin*, ils ont, avec les belles-mères fait la joie de plusieurs générations et la fortune de plus d'un vaudevilliste ; car, pour tout Parisien qui se respecte, la Province et la Provence ne font qu'un, et le provincial qui débarque dans la Capitale arrive forcément de Tarascon ou de Marseille. Il m'a paru que nous prenions une revanche éclatante et donnions à la foule accourue des quatre coins de la France et de l'Europe

un exemple qui nous permet d'espérer encore de beaux jours pour notre pays.

Puisque c'est *Mireille* qu'on fête, il est naturel qu'on veuille revivre en commun le drame de l'héroïne de Mistral; on a donc organisé aux Arènes une représentation de *Mireille*. Depuis la veille, le mistral — celui-là aussi a voulu être de la fête — souffle avec véhémence et le soleil est brûlant; néanmoins, à partir de midi, les grilles sont envahies et autour des Arènes, c'est comme une mer agitée, déferlante. Le rideau ne doit se lever qu'à 4 heures, mais dès 1 heure, les gradins de l'amphithéâtre romain sont noirs de monde, on dirait des grappes humaines, insensibles au soleil et au vent, mais non pas à l'attente qui les dévore. Le vent fait rage, le soleil brûle, qu'importe! hélas, les aiguilles de la vieille horloge semblent figées et l'on sent la fièvre circuler, car on « espère » Mistral.

Et cependant, déjà, pour un œil non blasé, quel spectacle grandiose que celui de cette foule hariolée et polychrome où le sexe barbu disparaît à tel point qu'on se croirait dans un immense sérail : c'est qu'elles sont si jolies les arlésiennes ! En l'honneur de leur sœur, elles ont arboré leurs plus rares bijoux et drapé autour de leur cou mat leur plus riche fichu avec un soin particulièrement jaloux. Leur profil est si net, leurs lignes si harmonieuses qu'avec un peu d'imagination, on ne voit plus qu'elles, qu'avec beaucoup d'imagination on arrive à les fondre et à n'avoir les yeux pleins que de l'une d'elles qui ne peut être que *Mireille*, évidemment. Jusqu'à 4 heures, inlassablement les spectateurs s'entassaient les uns sur les autres et les Arènes qui paraissaient pleines à 2 heures ont accueilli 10,000, 15,000 personnes de plus.

Je suis à ce moment, placé tout au haut du cirque, ce qui me permet d'embrasser le panorama de la campagne d'Arles qui ressemble par tant de côtés aux sites de la Grèce et de la Syrie, paysage triste et sec qui a comme son reflet, en bas dans le décor aménagé pour la représentation.

Mais voici qu'un remous se produit : c'est Mistral qui apparaît dans la tribune d'honneur, coiffé de son feutre légendaire; alors les bras, les regards, se tendent vers lui, les mouchoirs, les éventails, pareils à des palmes s'agitent

en signe d'allégresse et de toutes les poitrines sort avec la même ferveur le même cri : « Vive Mistral ! » la minute est inoubliable. Et, invinciblement, j'ai la vision que je retourne vingt siècles en arrière et que j'assiste à l'entrée triomphale de Jésus à Jérusalem : même enthousiasme, même simplicité de l'homme acclamé, même communion d'idées entre lui, ses disciples et ses prosélytes.

Depuis cette époque, il ne me paraît pas y avoir d'homme qui, sans visée politique ou sans désir de domination religieuse, ait eu sur les foules l'ascendant qu'exerce Mistral (1). Assimiler Mistral à une sorte de Messie peut paraître à beaucoup d'esprits, ridicule ou paradoxal ; cependant cette comparaison se justifie si l'on envisage le temps où nous vivons, période de décadence et de démoralisation à outrance, qui présente de frappantes analogies avec celle qui a précédé l'ère chrétienne. *L'influence du Christ, à la fin de l'Empire romain s'explique surtout par la lassitude et l'écoeurement général* ; la royauté de Mistral et l'enthousiasme qu'il a suscité, s'ils tiennent à son génie, n'ont-ils pas aussi leur raison d'être dans la simplicité de sa vie et la pure beauté qui se dégage de son œuvre.

Le peuple méridional, le peuple français est amoureux de tout ce qui caractérise à ses yeux la beauté, la pureté, la générosité ; hélas ! si souvent aujourd'hui il est trompé que, contrairement à sa nature, il est forcé de se replier sur lui-même. Aussi, quelle joie, quel élan, lorsqu'il se trouve en présence d'une œuvre saine qui répond pleinement à ses aspirations. Les manifestations qui se sont produites à l'occasion du cinquantenaire de *Mireille*, sont la preuve que la conscience française, peut être faussée, endormie, mais qu'elle ne demande qu'à être réveillée : la vérité et la beauté sommeillent en elle.

Lorsque l'orage s'abat sur son champ, le paysan, apeuré, regarde avec douleur les ravages qu'il a subis ; les blés sont couchés et la moisson paraît perdue, pourtant il ne désespère pas et il se remet à l'ouvrage : Vient en effet un coup de vent qui emporte l'eau qui a raviné le sol ; puis le soleil luit qui redonne aux épis leur force et leur couleur.

Il y a dans l'âme française les ressources et les forces qu'il y a dans la Nature. Espérons et travaillons. Vive Mistral !

PAUL DEFFERRE.

(1) Il ne faut d'ailleurs pas le considérer seulement comme un lettré poursuivant une renaissance linguistique. Mistral a vu dans le félibrige « un puissant instrument de rénovation nationale par la décentralisation et de conservation des originalités artistiques des anciens pays de la langue d'oc. »

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

NIMES AUX SEPT COLLINES ⁽¹⁾

MESDAMES, MESSIEURS,

Je ne voudrais pas vous demander, de peur de commettre une indiscretion, si vous lisez quelquefois encore notre poète Jean Reboul qui fut célèbre au siècle dernier ; mais il est du moins quelques-uns de ses vers, gravés sur le piédestal de la statue d'Antonin, que vous avez eu sans doute l'occasion et la curiosité de déchiffrer en passant :

... Le Nimois est à demi romain ;
Sa ville fut aussi la ville aux sept collines,
Un beau soleil y luit sur de grandes ruines
Et l'un de ses enfants se nommait Antonin.

Ces vers où je vois, en un raccourci vigoureux, les principaux éléments de notre plus antique histoire, ont eu le don d'exciter la verve caustique d'un des membres de notre Compagnie, M. le docteur Elie Mazel qui, toujours jeune et prompt à la bataille, saisi tout-à-coup d'une savante indignation, est parti en guerre contre les sept collines nimoises, et leur a dit leur fait dans un mémoire qu'il a bravement

(1) Discours prononcé à la séance publique de l'Académie de Nîmes, le 7 juin 1909.

intitulé *La fin d'une Légende*. Ce hardi coup de clairon m'a fait dresser l'oreille mais ne m'a pas convaincu et, malgré le charme qui se dégage de la spirituelle étude de mon confrère, j'ai la naïveté impénitente de croire, après comme avant, à l'existence non légendaire mais parfaitement authentique et positive de nos sept collines.

Bien d'autres y ont cru avant moi, avant Reboul et, pour vous prouver que nous sommes en nombreuse et quelquefois bonne compagnie, je pourrais invoquer, à une ou deux exceptions près, tous les écrivains qui se sont occupés de nos antiquités locales depuis Poldo d'Albenas dont le *Discours historial*, plus érudit qu'agréable à lire, a vu le jour vers le milieu du xvi^e siècle. Mais ce n'est pas tout, et il faut remonter encore bien plus haut, jusqu'à Charlemagne !

Je rappelle que ce prince envoya, l'an 798, un évêque d'Orléans, nommé Théodulphe, dans les deux Narbonnaises avec mandat spécial d'y étudier sur place les abus de l'administration : — c'était le bon vieux temps

Théodulphe prit sa tâche au sérieux et, comme il avait un faible pour la poésie, s'avisa d'écrire, en détestables vers latins, ses pérégrinations accidentées à travers nos provinces du Midi. C'est dans ce petit poème que je cueille, en y apportant une correction qui semble s'imposer, un distique dont Astruc et Ménard ont donné des commentaires extravagants et que je traduis ainsi :

« De là (c'est-à-dire d'Avignon) nous nous hâtons
» vers les sept collines nimoises où se trouve une
» ville spacieuse qui est une chose très bien ouvrée ».

Le sens du texte apparaît avec une netteté d'autant

plus frappante qu'il est facile d'y reconnaître, sans être grand clerc, une réminiscence directe de deux vers des *Géorgiques* où Virgile raconte comment Rome, au début de son histoire, « devint la plus belle des choses et, dans l'unique circuit de ses murs, fit tenir sept collines ».

Voilà donc que, dès le VIII^e siècle, un versificateur des plus huppés, au souvenir de la Rome aux sept collines chantée par les anciens, parle en termes identiques de Nîmes aux sept collines et, comme il veut évidemment se faire comprendre des lettrés de son temps, il faut bien admettre que la prétendue légende, avant de se manifester ainsi, existait déjà de toutes pièces, et depuis de longues années, à l'époque de Charlemagne. Ce sont, vous le voyez, de beaux quartiers de noblesse que pourrait envier plus d'une histoire tenue pour véridique.

Que signifie d'ailleurs ce mot de légende en une affaire où il n'y a rien de fabuleux ni d'anormal, puisqu'il s'agit, au contraire, d'une antique tradition dont toutes les données sont exactement d'accord avec l'ordre naturel des choses, la logique des hommes et la vraisemblance historique ?

Lorsque Constantin transporta la capitale de l'empire aux confins de l'Orient, sur la terre byzantine, il en traça l'enceinte avec la pointe de sa lance et, pour que la nouvelle ville méritât bien, par un signe visible, son nom officiel de seconde Rome, il l'assit, comme son illustre aînée, sur sept collines.

Et certes, Nîmes n'aspira jamais à si haute fortune ; mais elle subit, comme toutes les cités barbares, l'irrésistible ascendant du nom romain et, nantie un peu avant notre ère du titre si ardemment convoité de colonie qui faisait d'elle, aux yeux des

hommes de ce temps, comme une image réduite mais légitime de la métropole, elle se livra sans réserve à la folie de la romanisation. Il y eut sur les bords du ruisseau de Némausus, comme sur les bords du Tibre, des murailles avec des tours, un amphithéâtre, des thermes, un capitolé ; on vit en quelques années les lois, les mœurs, la langue du pays s'effacer avec la complicité du peuple devant celles des vainqueurs, — et vous consentiriez à croire qu'au moment où allait se construire notre vieille enceinte gallo-romaine, l'an 16 avant J.-C., il ne vint à personne, dans cette atmosphère d'imitation à outrance, l'idée de mettre à profit la disposition naturelle du site pour faire de Nîmes, comme de Rome, la ville aux sept collines ? Si ce que vous appelez une légende n'existait pas, la critique historique aurait le droit et le devoir de l'inventer.

Il ne faut pas, cependant, se cantonner dans des raisons de pure théorie et, s'il est vrai que sept collines ont existé dans l'intérieur de nos remparts, il doit bien, dira-t-on, en subsister quelque chose ? — Assurément, et personne ici ne peut l'ignorer. Que de fois ne vous est-il pas arrivé, Mesdames et Messieurs, de vous promener par un beau jour d'automne ou de printemps le long des crêtes ensoleillées qui couronnent d'un cirque à pentes douces tout le nord-ouest de notre ville, depuis le Mont Duplan jusqu'à Montauri en passant par la Tourmagne ? Eh bien, sans le vouloir — je n'ose dire sans vous en douter — vous avez ainsi parcouru la moitié du tracé des murs gallo-romains et foulé aux pieds le sol des sept collines, porteuses de vieux noms que le peuple est en train d'oublier : *Puech Jusieu* (aujourd'hui Mont Duplan), *Puech Ferrier*,

le *Crémat*, la *Lampèze*, la colline de la *Tourmagne*, *Canteduc* et *Montauri*. Chacun de ces monticules, séparé des autres par un col ou un petit vallon, se détache nettement de l'ensemble et voici, pour esquisser une carte des lieux et fixer quelques limites, ce que je tiens à noter tout d'abord, sans avoir la prétention de vous offrir un guide du parfait touriste :

Entre le Mont Duplan et le Puech Ferrier, l'étranglement de la rue Bonfa, ancienne route qui menait par Uzès chez les Helviens, — entre le Puech Ferrier et le Crémat, la combe étroite où l'on remarque la fontaine de Saint-Baudile ou Tres-Fonts, — entre le Crémat et la Lampèze, le carrefour de la Porte Cancière et l'ancienne route pénétrant par Alais et le pays des Arvernes jusqu'au nord de la Gaule, — entre la Lampèze et la colline de la Tourmagne, une vallée rétrécie, le haut des rues Ménard et Rouget-de-Lisle, — entre la Tourmagne et le sommet de Canteduc, une dépression de terrain où passait peut-être jadis une branche de la route d'Anduze et des Gabales, — entre Canteduc et Montauri, le chemin actuel d'Alais, le Caderau, l'ancienne route qui conduisait par Sauve chez les Rutènes.

Ce tableau, qu'il vous sera facile de contrôler à loisir, a pour lui deux bons garants : l'historien Léon Ménard qui, vers 1758, avec son érudition et sa connaissance approfondie de nos pièces d'archives, l'a dressé dans ses grandes lignes d'après les anciens cadastres et compois, et l'ingénieur Hubert Gautier qui, indifférent aux paperasses jaunies, mais d'esprit observateur, avait recueilli, trente-quatre ans auparavant, des indications identiques de la bouche même de ses contemporains, concordance remar-

quable, surtout si l'on considère que Ménard, peu bienveillant d'habitude envers Gautier, n'aurait pas manqué de le rabrouer d'importance et de lui faire la leçon s'il avait pu le prendre en défaut.

D'où vient donc qu'en 1874, François Germer-Durand, animé des meilleures intentions, et d'ordinaire mieux renseigné, ait eu l'étrange idée de placer à droite ce qui est à gauche, s'écriant avec le médecin de Molière : nous avons changé tout cela ?... Mais trêve de critiques et, dans une nouvelle revue de nos sept collines que nous passerons cette fois — pour varier — de l'ouest à l'est, examinons de près les noms qu'elles portent, et tâchons d'en pénétrer le mystère dont la clé réside, bien entendu, non dans la phonétique du français qui est pour notre région une langue étrangère d'importation récente, mais dans celle du provençal, notre langue maternelle ; nous y trouverons le reflet de fortes impressions primitives, un plan d'ensemble inattendu et, qui sait ? peut être encore autre chose.

Notre première visite sera donc pour Mont Auri. Ce nom, qui s'écrit le plus souvent en un seul mot, et qui se prononce, ou devrait se prononcer, avec l'accent sur l'avant-dernière syllabe, *Montauri*, — *in Monte aurio* dans les textes du XI^e siècle — est l'aboutissement régulier du latin *montem aureum* « la montagne d'or », qualification dont vous apprécierez la justesse si vous avez vu, ne fût-ce qu'une fois, la lumière du soleil tomber d'aplomb, en plein midi, sur le coteau à la terre jaunâtre et l'envelopper, vers le soir, d'une auréole de feu. Je vous conseille de relire à cette occasion quelques pages de *l'Isolée* où l'éminent romancier, M. René Bazin, insoucieux d'étymologie, comme bien on pense, mais grand

amateur de paysages colorés, a décrit la pente de Montauri et son atmosphère par l'accumulation de tous les tons de jaune, de blond et de doré qu'a pu lui fournir sa riche palette : il y voit scintiller l'or jusque sur l'aile des linots qui voltigent dans ces parages.

On appelle la colline suivante Canteduc, Chanteduc, francisation d'un terme provençal qui désigne pour tout le monde, sans contestation possible, semble-t-il, un « endroit où chante le grand ou petit duc, le hibou ». C'est cependant une illusion ou, si vous préférez, un calembour fabriqué de longue date, avec beaucoup d'autres de même acabit, par le peuple facétieux. Notre monticule a dû s'appeler d'abord d'un nom gaulois, *Cantodunon*, d'où le provençal primitif *Cantodu(n)* avec une *n* finale dite indifférente, c'est à-dire qui ne se prononçait pas ; mais comme personne ne savait plus du tout ce que pouvait bien représenter cet intrus, on le confondit, au prix d'une modification vocalique à peu près insensible, avec *Canta-du(c)*, plus tard *Canto-du(c)* « chante duc », au *c* final également muet et qui, d'une banalité de sens un peu niaise, avait du moins le mérite de parler, ou même de chanter, à l'esprit des plus ignares. Mieux renseignés sur ce point que les gens du moyen âge, nous sommes en état de dire que *Cantodunon*, mot gaulois composé, signifie littéralement « citadelle ou colline blanche », « colline incandescente ». C'est donc, après Montauri, un nouvel aspect des splendeurs solaires, — et la série va continuer.

Je passe par dessus le Mont de la Tourmagne, que nous retrouverons, et nous voici à la Lampèze, soit, dans les textes provençaux du xiv^e siècle, *la Lampeza* ou *Lampera* « la lampe ».

Ah ! quelles belles histoires vous avez pu lire à ce propos chez les écrivains du cru et qui leur viennent directement du peuple dont l'imagination, impatiente de la règle, se livre si volontiers au mirage de l'étymologie anecdotique ! Une lampe, se racontaient entre eux nos bons aïeux, brûlait jadis, pendant la nuit, au sommet de la colline, pour montrer le chemin au voyageur égaré parmi les rocs des garigues ; — non certes, rectifiait l'autre, mais pour guider les navires sur la mer vaste et mystérieuse qui, du temps où Marthe filait, venait battre de ses flots les pieds de la Tourmagne ; — vous n'y êtes pas, clamait un troisième, et vous devriez rougir d'ignorer qu'il s'agit de la lampe du Saint Sacrement dont l'huile était fournie par les olivettes de ce quartier jadis assujetties à un droit de cense au profit du sacristain de Notre Dame.

Je goûte avec délice la saveur des contes de ma mère-grand ; je n'ignore pas, d'ailleurs, qu'on a allumé bien des fanaux à la cime des montagnes, que plus d'une cense d'huile a été prélevée pour l'entretien de la lampe, ou *lampeza*, des églises, et qu'enfin, par un bel excès de zèle, Eugène Germer-Durand a glissé dans les interstices d'un ancien texte un « Mas de la Lampèze » qui n'a jamais existé ; mais qui donc pourrait songer à bâtir sur ces frêles et ondoyantes analogies ! La vérité a de tout autres allures, et je parie que depuis un moment votre siège est fait : la Lampèze, prêtant sa croupe rebondie aux réverbérations du soleil, a été simplement assimilée à une lampe ou plutôt, selon l'acception propre du mot *lampas* qui nous vient de la Grèce en passant par Rome, à un flambeau allumé, à une torche embrasée.

Nous abordons le Crémat dont le nom, à ce que dit M. le D^r Mazel, « se comprend bien vite ». Eh ! pas si vite, mon cher confrère. Vous semblez croire qu'il y a eu, au terroir de Nîmes, quantité de petits domaines distincts qu'on baptisait Crémat en souvenir de quelque incendie. Or, nos titres, depuis le xiv^e siècle et au-delà, ne qualifient de ce nom que deux quartiers : l'un, en plaine, dit aujourd'hui du Moulin Raspal, que nous n'avons pas à retenir, et l'autre, Puech Crémat ou le Crémat, précisément la colline urbaine que je délimitais tout à l'heure en sa partie haute et dont le flanc méridional, en forme d'éventail renversé, occupe, à l'extrême base, presque toute la longueur du boulevard Gambetta, depuis la Bouquerie jusqu'après l'église Saint-Charles. Quant à l'emploi de ce participe passé du verbe provençal *crema* (*r*), latin *cremare* « brûler », il ne signifie pas que le petit mont a été jadis incendié — fût-ce même par les barbares, comme Teissier-Rolland l'affirme sans rire — mais qu'il doit à son exposition naturelle d'être brûlé des feux de la canicule. C'est dans le même sens qu'on dit, d'une montagne de l'arrondissement du Vigan, le Serre de la Crémade et, sur bien des points de la France, Mont-Rôti, Côte-Rôtie.

La colline de Puech Ferrier, qui fait suite, a été prise pour le Crémat par Germer-Durand fils, après avoir été confondue par le père avec un autre Puech Ferrier, souvent cité dans l'histoire de nos garigues, et qui se trouve loin d'ici, par delà Saint-Césaire, à la limite des territoires de Nîmes et de Caveirac, de sorte que, s'il vous prend envie de vous aventurer parmi nos livres et brochures modernes où toutes ces doctes nouveautés sont, naturellement, très bien

reçues et enjolivées, je n'ose vous garantir que vous trouverez une issue à un tel labyrinthe. Consultez plutôt un plan du XVIII^e siècle, quelques vieux registres des archives, vous serez étonnés de voir s'évanouir aussitôt les vaines complications et les doutes.

Vous y pourrez constater que, pour la désignation de notre colline, la forme Puech Ferrier, toute récente, provient, par substitution de suffixe, de Puech Ferre, usité au XIV^e siècle. On disait, par abréviation, *lo Ferre*, *al Ferre*, comme *al Crémat*, et une croix surmontant le sommet fut appelée *la crous dal Ferre* ou *dau Ferre*, d'où plus tard, par un complet oubli et de la déclinaison et du sens des mots, la Croix-de-Fer, nom actuel de ce quartier. Le second terme de Puech Ferre n'est pas un substantif comme on l'a cru, mais un adjectif assez rare qui reparait tout au moins dans le nom provençal du levier, *pau-ferre*, latin *palum ferreum*. Cette épithète avait déjà dans l'antiquité, chez Pline notamment, le sens de gris de fer qui s'est transmis à plusieurs dérivés vieux français ou provençaux tels que *ferron*, *ferrin*, *ferrenc*, *ferrand*, d'où il suit que Puech Ferre, ou Puech Ferrier, synonyme de nombreux Montferrand, tire son nom du roc dénudé bien connu de nous tous qui s'illumine au choc des rayons solaires comme le fer poli d'un casque et fait clignoter les yeux sous l'éclat de ses grisailles aux reflets métalliques.

Nous rencontrons enfin, au terme de notre excursion, le Mont Duplan ainsi appelé en l'honneur d'un maire de Nîmes qui le transforma, vers 1859, en une jolie promenade plantée de pins. C'était autrefois le Puech Jusieu « la colline juive » où la population israélite de Nîmes avait déjà son cimetière

au xi^e siècle, — depuis quelle époque, nul ne le sait. Mais on peut tenir pour certain que l'appellation du moyen âge en recouvre une autre plus ancienne, remontant à l'antiquité et empruntée, comme ses voisines, à la gamme des fulgurations estivales. J'ai consacré à la recherche de ce malheureux vocable, depuis si longtemps naufragé, une persévérance inquiète, mais sans succès et, si quelqu'un d'entre vous, Mesdames et Messieurs, venant à le découvrir, avait la bonté de nous le signaler, je crois pouvoir lui promettre en récompense, dès maintenant, une des plus glorieuses palmes de l'Académie de Nîmes.

En attendant, et malgré cette lacune, essayons de grouper les données éparses dont nous disposons, et de reconstituer, autour de l'histoire des collines, la synthèse plus que vraisemblable de nos poétiques origines.

Une tribu que, sans vouloir préciser, j'appellerai gauloise, attirée surtout par la présence d'une source intarissable, s'est établie sur la terre même où la destinée devait nous faire naître bien des siècles plus tard, et a disséminé ses nombreuses familles dans la direction du sud-est, à travers une vaste plaine contenant alors, parmi la variété pittoresque de ses richesses, des terres à blé, des pâturages, des bois et des marais. On voit aussitôt se dresser un peu partout, tant au delà qu'en deçà de la rivière du Vistre, de grandes cabanes isolées servant de fermes ; mais c'est dans le voisinage immédiat de la source que des constructions de bois, de chaume ou de torchis surgissent en nombre et, se rapprochant peu à peu, finissent par former une agglomération qui se blottit, comme au fond d'un nid bien

abrité, dans l'échancrure demi-circulaire du pied de nos collines. Surviennent par aventure une alerte, ce qui n'est pas rare, toute la population, emportant ce qu'elle a de plus précieux, se réfugie sur les hauteurs, derrière les grands murs de pierres sèches qui forment barricade ; puis, après quelques rencontres sanglantes entre les pillards étrangers et les guerriers de la tribu, quand l'orage est passé, chacun va reprendre au milieu des siens, jusqu'à la nouvelle algarade qui se prépare, la chaîne un moment rompue des labeurs agrestes.

Il ne faut pas demander aux hommes qui ont vécu de cette vie primitive un bagage très varié d'idées et de sentiments ; mais on ne saurait contester qu'ils ont reçu, au contact de la nature dont ils n'avaient pas encore eu le temps de s'éloigner, des impressions aussi justes que simples et d'une force singulière. Venus peut-être de quelque région brumeuse, ils ont rempli avec une volupté étonnée leurs yeux et leur âme du saisissant spectacle que leur offraient, dans notre pays, la limpidité de l'atmosphère, les ardentes colorations du ciel et des nuages réfléchies au miroir des sources, les rayons de lumière crue qui mettent aux pierres une patine de métal et rejaillissent du sol des garigues en gerbes d'or fauve.

C'est à la faveur de cette sorte d'éblouissement que nos collines reçurent, dès cette époque, leurs dénominations caractéristiques. Mais les Gaulois, indifférents à la magie du nombre sept, paraissent, au contraire, avoir tenu pour sacré le nombre six, base de leur numération : ils ne comptèrent donc que six collines, confondant sous le seul nom de Cantodunon et le monticule où, longtemps après

s'élèvera la Tourmagne, et son éperon occidental qui s'appelle encore aujourd'hui Canteduc. Enfin, comme dans ces esprits frustes et visionnaires, des masses rocheuses aimées du soleil, protectrices de la tribu pendant la guerre, ne pouvaient se présenter que sous la forme d'êtres supérieurs, doués de vie, de volonté et de puissance, le peuple nimois entoura d'un culte religieux les bienfaisantes collines dont les noms, imprégnés de lumière, ne semblaient en effet convenir qu'à des divinités.

Un autre dieu, plus fameux dans nos annales, sortit tout armé de cette même poussée d'observations positives et de rêves animistes, et ce fut la belle source aux eaux limpides, émergeant de nos collines pour la fertilité des champs, pour le bonheur des hommes, qui fut élevée à cette dignité suprême sous le nom de Némausus. Si les savants, mal placés pour étudier de près cette trop simple histoire, ont échoué dans leurs essais d'étymologie, vous allez reconnaître avec moi que, parvenus au point où nous en sommes, nous n'avons guère plus ni difficulté ni mérite à résoudre le problème.

On sait que le mot indo-européen *nemos*, habilement reconstitué par la grammaire comparée, et exprimant l'idée générale de courbure ou d'inflexion, a laissé en plusieurs langues des rejetons vivaces dont quelques-uns ont servi à désigner, par évolution naturelle, d'abord tout objet courbe, puis une voûte, plus particulièrement la voûte céleste, le ciel. Ainsi, dans le domaine des langues celtiques, l'irlandais *nem* « ciel », le gallois *nef*, même sens, supposent un vieux gaulois *nemos* « ciel » dont dérive incontestablement notre *Némausus* ; et comment douter qu'il y ait entre ces deux mots le même rap-

port que, dans la langue latine, entre *caelum* « ciel » et l'adjectif dérivé *caerulus* ou *caeruleus* qui signifie « de la couleur du ciel » ? Tel est donc le sens de Némausos, la source couleur de ciel, couleur du temps, comme la robe de Peau d'Ane, avec toutes les nuances d'acceptation que comporte une telle image et qu'implique aussi le latin *caeruleus*, depuis le bleu de ciel le plus clair, le plus lumineux, jusqu'aux teintes sombres ou veloutées d'un jour d'orage.

Remarquons en passant qu'une des sources dont les eaux étaient conduites à Rome par le grand aqueduc de Claude s'appelait le *Caeruleus*, synonyme rigoureux de *Némausos* ; mais notons surtout, et une fois de plus, combien nos ancêtres gaulois se sont montrés sensibles aux splendeurs de la nature ambiante. Ils ont prosterné devant elles leurs cœurs ingénus, et ont mis au rang des dieux les six collines revêtues de lumière céleste, calcinées par le soleil, en même temps que la source aux profondeurs inexplorées où tremble, sous la transparence des eaux, l'éblouissante image de notre ciel d'airain.

Vous étonnerez-vous, après cela, de lire dans un fragment du poète Parthénios de Nicée, enfant tardif de la race qui forgea pour la délection de l'humanité de si admirables mythes, que Némausos était le fils d'Héraclès, ou Hercule, le plus illustre des héros solaires, et dont le nom signifie, comme par un fait exprès, « la gloire du ciel lumineux » ? — Tel père, tel fils.

Mais voici venir les Romains, calculateurs froids, politiques avisés, habiles à conquérir les cœurs après les terres, qui remplacent doucement le culte primitif et spontané des six collines gauloises par

celui des sept collines gallo-romaines, et donnent, pour trouver leur compte, un nom distinct à chacun des deux sommets de l'ancien Cantodunon. Le procédé vous fait-il sourire ? mais quoi ! l'individualité d'une colline n'a rien d'absolu, elle dépend de la volonté des hommes et ne se manifeste que par la vertu du nom propre ; c'est ainsi qu'on a vu dans l'enceinte même de Rome, l'Esquilin compter, selon les temps et les besoins de la cause, tantôt pour une seule colline, tantôt pour trois, correspondant à ses croupes occidentales, Cispius, Oppius et Fagutal.

Pour bien marquer leur mainmise sans heurter de front de vieilles croyances, les magistrats romains chargés d'organiser la colonie de Nîmes furent attentifs à laisser à la plupart des noms des collines leur sens de la première heure, se contentant de les traduire littéralement par des mots latins, tous puisés — ce qui est significatif — dans la langue classique et officielle : *Mons Aureus*, *Lampas*, *Mons Crematus*, *Mons Ferreus*, et certainement aussi le nom perdu de notre Mont Duplan. Le nom seul de *Cantodunon* fut maintenu dans sa forme gauloise pour la raison évidente qu'associé depuis des siècles à une colline qui, par son étendue, son altitude, sa position au bord même de la source, constituait le véritable oppidum de la tribu, il était, plus que les autres, connu et aimé du peuple ; mais ce ne fut là qu'un geste hypocrite de respect, et le vénérable nom n'avait échappé au travestissement commun que pour se voir reléguer à l'extrémité minuscule de son ancien domaine.

Quant au massif principal, une appellation nouvelle lui fut donnée qui, brisant la série par trop gauloise des six dieux flamboyants, vint parfaire le

nombre sept, évocateur des horizons de Rome, et il y eut désormais la colline de la Tourmagne, *Turris magna* — encore du classique, — ainsi nommée de la grande tour de défense et de vigie que les Romains élevèrent. à un angle de leurs remparts, vers la pointe du mamelon.

Il résulte d'une observation très fine, encore inédite, de mon confrère et ami, M. Félix Mazauric — qui voudra bien sans doute me pardonner ce larcin — que la voûte intérieure du rez-de-chaussée de la Tourmagne retrace, exactement moulée sur ses flancs, la figure tourmentée d'un ancien ouvrage de pierres sèches, sorte de petite forteresse comme on en voit dans les enceintes gauloises, à Nages et ailleurs.

Faut-il souligner ce qu'il y a d'original dans cette nouvelle preuve de la méthode astucieuse des Romains, et ne devinez-vous pas avec quels airs de complaisance attendrie ces bons apôtres durent faire sonner leur désir de conserver la citadelle des aïeux, palladium sacré de la bourgade gauloise ? En effet, ils la laissèrent subsister telle quelle, mais construisirent autour et au-dessus, comme pour servir d'écrin — ou de tombeau — à cette âme captive, un gigantesque monument qui proclamait avec autorité, sous le ciel de Gaule, la magnificence des Césars :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer !

Cependant, le peuple nimois, crédule et vaniteux, docile aux caresses des puissants de la terre, se laissa glisser au courant des nouvelles mœurs politiques et religieuses avec une résignation satisfaite, sans jamais chercher, semble-t-il, à se rendre compte du

chemin parcouru, tant le vainqueur sut mettre d'art souple et cauteleux à ménager les transitions. Voyez par exemple, au Musée lapidaire, ce petit autel mal dégauchi, où une habitante de Nîmes, au nom grec parfumé, Cinnamis, a marqué en style lapidaire l'offrande faite par elle aux Jūnons des montagnes, *Junonibus montanis*, et dites s'il s'agit du culte des six collines gauloises ou de celui des sept collines gallo romaines ; il est probable que la pauvre femme elle-même, dans la simplicité de son cœur, n'en a jamais rien su.

Il est du moins un dieu qui, défiant les innovations les plus surnoises, est resté debout dans l'intégrité de sa personne et de son prestige : c'est Némausus, en orthographe latine Némausus. Il demeure, sous le régime des quatuorvirs et des pontifes, ce qu'il a toujours été : le patron de la ville à qui il a donné son nom, le dieu suprême du panthéon nîmois où aucun autre, pas même l'universel Jupiter, ne reçoit autant d'hommages pieux et, si un ou deux de ses dévots lui décernent, par flatterie pour l'empereur, l'épithète romaine d'auguste, ce ne sont là que faiblesses individuelles sans conséquence. La plupart dédaignent pour ce dieu si fièrement gaulois le vain ornement des titres étrangers et s'imaginent, au simple murmure que produit sur les lèvres le balbutiement des trois syllabes de son nom, voir s'épanouir en lui toute la beauté du ciel ravie par les eaux de la terre : il est Némausus ! cela suffit.

Depuis, bien d'autres ont passé que les Romains ; il en est venu du Nord et du Midi, de toute race, de toute langue, de toute religion, et tous ont accepté ou subi sa loi : le Christianisme lui-même n'a pas osé lui substituer un de ses saints. Et nous l'avons

reçu intact, le dieu séculaire dont le nom provoquera longtemps encore, au fin fond de consciences, le réveil confus et troublant des émotions ataviques. C'est qu'il est un de ces dieux parfois souffrants avec qui les hommes sympathisent comme avec des frères. Qui de nous, aux époques où Némausus se traîne avec peine, haletant et presque épuisé, n'en a ressenti une douleur secrète ? Mais voici que le dieu a retrouvé la vigueur de sa jeunesse ; il bondit, secoue triomphalement sa crinière d'écume, et nous courons tous, en longues théories joyeuses, comme jadis nos pères les Gaulois, lui apporter, sur le lieu même de ses ébats, le tribut de notre reconnaissance et de nos vœux.

Ainsi, tandis que tout change dans la vie et la physionomie des êtres de ce monde, rien n'a pu effacer de nos cœurs la marque des lointaines vénération qu'y imprimèrent les auteurs de la race. Continuez donc, fidèles Nimois, à pratiquer en esprit, pour la plus grande gloire des Collines, de la Tourmagne, de Némausus, les rites du passé, et ne vous lassez point d'admirer les jolies fleurs de poésie qui ont embaumé, durant le cours des âges, les alentours de votre berceau : vous n'en serez que mieux disposés à comprendre la marche lente mais sûre de l'idéal qui conduit les peuples, à montrer, quand il le faudra, que vous savez être aussi des hommes de votre temps, à aimer enfin, de toute votre âme élargie, le génie de la France moderne qui, dominant de bien haut nos divinités locales, brille comme elles d'une lumière inextinguible.

G. MARUÉJOL.

ÉTAT RELIGIEUX

DES

TROIS DIOCÈSES DE NIMES, D'UZÈS ET D'ALAIS

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME.

VI

LES ÉVÊQUES ET LA CHARITÉ

Le budget de la charité fut richement alimenté par les derniers évêques de la sénéchaussée de Nîmes. Beauteville se fit aimer de ses diocésains par ses largesses abondantes en faveur des pauvres, de l'hôpital et des œuvres d'assistance. « C'est aux sollicitations et aux libéralités de M. de Beauteville, disait le syndic du diocèse d'Alais à l'assemblée de l'Assiette, c'est à la généreuse émulation que sa charité a excitée que vous devez cette maison de la *Providence*, où les mœurs et la foi d'un sexe timide et faible trouveront désormais un refuge assuré contre les périls de la persécution, de la jeunesse, de la misère et de l'oisiveté. C'est par lui qu'existe encore cet asile ouvert à toutes les sortes d'infirmités qui

affligent la nature humaine. C'est sa main qui a défendu contre l'avidité d'un étranger ces vêtements et ce pain que la charité distribue encore au jeune orphelin et au vieillard décrépît, ce lit et ces remèdes qu'elle prépare au vieillard languissant..... Quels furent les établissements qu'il jugea avantageux et qu'il ne protégea point ou par son crédit ou par ses fonds ? Quels furent les besoins publics et particuliers auxquels il ne s'efforça point de pourvoir par ses sollicitations ou par lui-même ? Dans quel ordre de citoyens y eut-il des malheureux qu'il ne chercha point à connaître et à secourir, et qu'il connut et ne secourut point ? A peine un tiers de ses revenus était-il réservé à ses besoins personnels ? Et comme si cette réserve eût été une espèce de larcin fait à sa charité, il a voulu la restituer en quelque sorte, en laissant, à sa mort, tout ce qui lui restait, à ces pauvres dans le sein de qui il avait versé tant de largesses pendant sa vie » (1).

M. de Balore n'eut pas moins de sollicitude que son prédécesseur pour l'Hôpital et la Providence ; il sut, comme lui, défendre et augmenter par ses bienfaits le patrimoine des pauvres (2).

A Uzès, M. Baüyn mérite, à sa mort, de la part du syndic du diocèse, les mêmes éloges que M. de Beauteville :

« Dans cette capitale, dit M. Trinquelague à l'Assemblée de l'Assiette, pouvons-nous faire un pas sans retrouver des traces de son humanité. Ici fut élevé à ses frais, soutenu par ses libéralités.... ce

(1) Arch. départ. du Gard, G. 1838. Cf. *Recherches historiques loco citato* ; — Bardou, *L'Hôpital d'Alais*, in-8°, Alais, 1884.

(2) Arch. départ. du Gard, *Archives hospitalières* ; — *Recherches historiques*.

monument de grandeur et de misère où la pauvreté infirme reçoit des aliments, l'orphelin et le vieillard un asile, tous les maux de la nature les secours de la pitié. Là, fut fondée de ses dons cette maison respectable où, sous la garde du travail et de la vertu, un sexe fragile trouve des lumières pour éclairer sa foi, un abri pour ses mœurs, un refuge contre l'indigence. C'est à lui que doit son existence ce pieux établissement destiné à faire parvenir, dans le sombre réduit où la honte enchaîne la pauvreté, des secours qui ne la fassent pas rougir ; il donnait tout, il se dépouillait de tout ; à peine se réservait-il de quoi suffire à une simplicité dont il faut chercher l'exemple dans les premiers siècles de l'Église (1). » Afin de pouvoir consacrer plus d'argent aux bonnes œuvres, « il ne portait, selon M. d'Albiousse, que des vêtements sales et le plus souvent rapiécés (2). »

Nîmes n'a pas moins à se louer de la charité de ses derniers évêques que les villes et les diocèses d'Uzès et d'Alais. Déjà nous avons cité plusieurs traits de la générosité de M. Becdelièvre. Dans l'espace de quatre ou cinq ans, ses aumônes à l'Œuvre de la Miséricorde s'élèvent à plus de 43.184 livres (3). Pendant les dernières années de son épiscopat, son cœur fut douloureusement ému par la crise industrielle qui frappa une grande partie de la population nimoise. La suppression presque complète des fabriques de bas destinés à l'étranger plongea les ouvriers dans l'indigence. D'après le prélat, on ne pouvait, pour ainsi dire, faire un pas sans trouver des personnes qui sollicitaient l'aumône ; indépen-

(1) Arch. dép. du Gard. C. 1247.

(2) D'Albiousse, *Histoire de la ville d'Uzès*, page 219.

(3) Arch. dép. du Gard. H. 780.

damment de plusieurs maisons qui avaient besoin de secours secrets et abondants, environ trois cents familles étaient tombées d'un état d'aisance dans la plus accablante misère. L'évêque leur vint en aide par ses propres largesses et, dans deux mandements, il fit un chaleureux appel à la charité des riches (20 janvier et 22 décembre 1777) (1). « Animés par l'exemple de M. l'Evêque dont le caractère bienfaisant dissipe la misère, » les fabricants constituèrent un fonds pour soulager les pauvres malheureux. L'Assiette qui constate ce fait se déclare « pénétrée de la plus vive reconnaissance des dons qu'a faits Monseigneur l'Evêque et des moyens que son âme bienfaisante a fait mettre en œuvre pour engager les marchands à coopérer à la dépense et pour éviter aux ouvriers la honte d'être assistés (2). »

Quant à M. de Balore, il continua, sur le siège de Nîmes, les largesses qu'on avait admirées à Alais et qui firent tant regretter son départ. Il donna pour les Filles de la Charité ; il donna pour toutes les bonnes œuvres. Chaque mois, il faisait distribuer aux pauvres une aumône de 300 livres (3). Quand, en 1788, il se fonda à Nîmes l'*Association patriotique* dont nous parlerons plus loin, il versa la somme de 12.000 livres entre les mains du trésorier de cette œuvre de bienfaisance (4).

Chez les archevêques qui avaient juridiction sur la terre d'Argence et les vigueries de Roquemaure

(1) Arch. dép. du Gard. G. 1530. *Lettres de l'Evêque*, mss. — *Mandement de Monseigneur l'Evêque de Nîmes pour procurer quelques secours aux familles réduites à une grande nécessité par la suppression presque entière de la Fabrique des Bas destinés pour les Isles*, in-4°, Nîmes, Castor Belle, 1777.

(2) Arch. dép. du Gard, C. 704.

(3) Goiffon. *Les Hôpitaux et les Oeuvres charitables à Nîmes*, in-8°, Nîmes, s. d. p. 92.

(4) *Journal de Nîmes*, 3^e année, n. 2..

et de Villeneuve-les-Avignon, la charité n'était pas moindre et se manifesta particulièrement lors de la grande disette de 1789. Ce qu'il faut partout c'est du blé, du pain. « Du pain ou le pillage, » crie le peuple d'Arles. Mgr Du Lau accourt, provoque une souscription, s'inscrit pour une forte somme, réunit immédiatement la somme de 41.000 fr. et le peuple se calme (1).

L'archevêque d'Avignon, Mgr Giovio, marchant sur les traces du Pape Pie VI qui avait envoyé d'Italie à ses sujets transalpins environ 261.000 décalitres de blé (2), secourut ses diocésains. Le 1^{er} juin 1789, M. Bonhomme, premier consul de Saint-Laurent-des-Arbres, atteste cette générosité du prélat devant le Conseil de la Communauté dans les termes suivants :

« Son Excellence, Mgr l'Archevêque d'Avignon, seigneur de cette paroisse, dont la vertu et la charité sont connues, m'a fait remettre une somme très conséquente, pour diminuer, en faveur des pauvres habitants de sa terre, le prix du blé que la communauté fait vendre. Interprète de vos sentiments et de ceux de tous les habitants de cette communauté, j'ai assuré ce digne seigneur de la juste reconnaissance de ses vassaux. »

Le conseil délibéra unanimement de supplier Mgr l'Archevêque de vouloir bien agréer le témoignage public et authentique de la vive reconnaissance dont tous les habitants de la communauté étaient pénétrés (3).

(1) Sicard, *opere citato*, p. 495.

(2) L'abbé Granget, *Histoire du diocèse d'Avignon*, 2 vol. in-8°, Avignon, 1862 ; tome II, p. 432.

(3) Arch. dép. de Vaucluse, G. 262;—Cf. nos *Etudes historiques sur Saint-Laurent-des-Arbres. La Seigneurie temporelle des Evêques d'Avignon*, in-8°, Avignon, 1892, p. 55.

VII

ADMINISTRATION SPIRITUELLE

Dans l'administration de leurs diocèses, les évêques étaient aidés par des vicaires généraux. La plupart du temps, ceux-ci appartenaient à la noblesse.

En 1789, M. de Balore avait pour grands vicaires : M. de Rochemore, archidiaque du chapitre, d'Ornac de Saint-Marcel, prévôt, de Marmier, de Clémenceau, curé de la cathédrale qui avait suivi l'évêque, lors son transfert d'Alais à Nîmes, de Belmont, de Vallongue, de La Garde.

M. de Bausset a choisi ses grands vicaires parmi les prêtres non compromis dans les querelles du Jansénisme : de Lirac, Bragouze de Saint-Sauveur, d'Oms-Alais, Giraud, Beau, qui était en même temps curé de la Cathédrale.

Les vicaires généraux de M. de Béthisy étaient tous nobles ; c'étaient : de Roche, de Chervin, de Jousbert, de Ribère, d'Autun. Ils partageaient très effectivement avec l'évêque la charge de l'administration. D'après un règlement de ce prélat, aux deux premiers incombait le soin des prieurs, curés et prêtres de tout le diocèse, Uzès excepté, l'examen des comptes des fabriques, des ordinands, etc. L'abbé de Jousbert s'occupait spécialement de tout ce qui concernait le personnel et le service religieux de la ville d'Uzès, ainsi que des collèges, écoles et bureaux de charité de tout le diocèse. Sur M. l'abbé d'Autun retombait le souci du séminaire, des retraites et conférences ecclésiastiques, des missions, des hôpitaux et des congrégations religieuses. Les

grands vicaires devaient s'assembler tous les jeudis, vers neuf heures du matin, dans une des salles de l'évêché. Le plus ancien présidait en l'absence de l'évêque : chacun rapportait les affaires de son département ; elles étaient ensuite discutées dans l'assemblée. Le président recueillait les voix et toute décision était prise à la pluralité des suffrages ; rien ne devait se faire dans le diocèse que les grands vicaires n'en fussent instruits et qu'on n'eût demandé leur avis. Le grand vicaire le plus récemment nommé devait faire chaque fois le résumé des affaires qui avaient été portées à la congrégation ou assemblée du conseil ; il devait motiver succinctement l'avis de l'assemblée et en tenir registre. Lorsque l'évêque était absent, on lui envoyait chaque semaine ou chaque quinzaine, suivant l'exigence des cas, une copie du procès-verbal de toutes les séances. La collection des diverses délibérations consultée dans la suite assurait au gouvernement du diocèse une marche uniforme, toujours déterminée par les mêmes principes. L'évêque espérait ainsi arrêter beaucoup de désordres, effrayer les mauvais sujets, assurer les bons qu'ils étaient connus de MM. les grands vicaires et rendre plus facile à ceux-ci l'emploi de leurs bonnes intentions et de leurs lumières (1).

Au commencement de 1789, M. de Béthisy s'adjoignit encore comme grand vicaire, Brulley de la Brunière, né à Sézanne, dans le diocèse de Troyes, attaché pendant deux ans à l'agence du Clergé, futur évêque de Mende (1822-1848) (2).

(1) L'abbé Sicard, *opere citato*, p. 303.

(2) Notice sur *Mgr Claude Jean-Joseph Brulley de la Brunière*, en tête des *Mandements, circulaires et ordonnances* de ce prélat, in-8°, Mende, 1849.

L'Administration épiscopale était déchargée, en partie, d'une fonction qui paraîtrait lui appartenir naturellement : la nomination aux chapitres, cures, prieurés et bénéfices. Mais autant l'autorité des évêques s'étendait sur les choses temporelles, autant leur juridiction était restreinte dans le domaine spirituel. Dans le diocèse de Nîmes, sur 204 bénéfices, l'évêque nomme seulement à 72 ; le diocèse d'Uzès compte 422 bénéfices, l'évêque a la collation de 184 ; à Alais, l'évêque n'en confère que 94 sur 288. Le roi nomme à une partie des canonicats et dignités, aux abbayes de Saint-Gilles, Franquevaux, Sauve, Saint - André - de - Villeneuve, Saint - Sauveur - de - la - Font, Valsauve, etc. Il nomme aussi à certains prieurés. D'autres fois, c'est un chapitre, une collégiale, un monastère, un laïque, parfois même une femme qui confère tel prieuré ou telle chapellenie. Les chapitres de Nîmes, d'Uzès, d'Alais, de Saint-Germain de Montpellier, la collégiale de Villeneuve, l'abbé de Saint-Gilles, les abbés d'Aniane, de la Chaise-Dieu, de Nant, de Saint-Victor de Marseille, de Villeneuve-lez-Avignon, etc., nomment les vicaires perpétuels des nombreux prieurés qui sont unis à leur mense. « Tous les prieurés simples du diocèse de Nîmes, dit Ménard, sont desservis par des vicaires ou curés à portion congrue, qui sont nommés par les titulaires ». (1) Les Consuls de Nîmes, de Nages, de Cabrières, de Sernhac, de Vauvert et bien d'autres nomment à des chapelles. L'abbesse de Saint-Sauveur-de-la Font est prieuresse de la paroisse de Lédénon, elle a droit de présentation à cette vicairie (2) et aux prieurés de Saint-Pierre-de-Domes-

(1) Ménard, *Histoire de la Ville de Nîmes*, tome VI. *Appendice*.

(2) Arch. dép. du Gard, G. 1068.

sargues, de Saint-Denis et de Saint-Paul-de-Valor, dans la terre d'Argence. L'abbesse du monastère de Saint-Bernard - et - Notre-Dame-d'Alais nomme le prieur de Saint-Étienne d'Alensac.

Pour les bénéfices dont ils n'avaient pas la nomination, c'était aux évêques qu'il appartenait d'accorder la collation ou institution canonique et les titulaires n'entraient en possession qu'après cette formalité. Les droits de l'autorité spirituelle étaient ainsi maintenus, du moins en principe; en fait, bien des clercs trouvaient le moyen de forcer la main à l'évêque ou de se passer de son institution. Mais, en revanche, le pouvoir d'un évêque s'étendait parfois au-delà des limites de son diocèse. Par suite d'un concordat entre le siège de Nîmes et celui d'Alais, conclu le 7 janvier 1695, l'évêque de Nîmes, en sa qualité de prieur, avait le droit non seulement de nomination et de présentation, mais de collation et d'institution, sur les vicairies perpétuelles de Saint-Martial, Saint-Hippolyte-du-Fort, Rogues et Dourbies, au diocèse d'Alais, sans que l'évêque d'Alais pût en prendre connaissance. Mais l'évêque d'Alais ne jouissait pas de la réciprocité. Pour la vicairie perpétuelle de Saint-Laurent-d'Aigouze, du diocèse de Nîmes, unie à sa messe épiscopale, il avait droit de nomination et de présentation; il appartenait à l'évêque de Nîmes de donner la collation, la provision, l'institution.

Les droits des évêques dans la concession des bénéfices étaient encore restreints par l'intervention fréquente du Saint-Siège. L'autorité du Pape, souvent méconnue par les Gallicans, les Jansénistes et les Parlementaires, était journellement implorée par les solliciteurs. En cas de dévolu, de préven-

tion (1) ou de résignation, c'était le Pape qui conférait le bénéfice. C'était au Pape que devait s'adresser tout bénéficiaire qui voulait démissionner en faveur d'un clerc qu'il désignait dans son acte de *résignation*. C'était au Pape à fixer la pension que se réservait le *résignataire* sur les fruits du bénéfice qu'il abandonnait et à donner les lettres de nomination de son successeur. Celui-ci n'entrait en possession qu'après le *visa* ou *forma dignum* accordé par l'évêque. Beaucoup de bénéfices n'exigeaient pas la résidence personnelle; les fruits en étaient perçus par des clercs dispersés aux quatre coins de la province ou du royaume.

Mais quels furent les rapports de nos derniers évêques avec les chanoines, curés, vicaires perpétuels, secondaires qui constituaient le *Clergé résidant*? Tous nos évêques pensaient, comme M. Baüyn, que « c'est l'esprit de science et de piété, *spiritus scientiar et pietatis*, qui doit former le vrai caractère d'un ministre de Jésus-Christ et d'un pasteur des âmes ». (2) Ils considéraient les conférences et les retraites comme les moyens les plus propres à établir ou à développer ce double esprit de science et de piété. A Nîmes, Fléchier s'était vivement préoccupé du progrès intellectuel et moral de son clergé.

« Pour rendre les curés et les prêtres éclairés,

(1) Il y avait *dévolu* quand on obtenait du Pape un bénéfice rempli de fait, mais vacant de droit, parce que l'occupant n'avait aucun titre légitime. — En vertu du *décret de prévention*, le Pape disposait des bénéfices dépendant des collateurs ordinaires, dès qu'il était instruit de leur vacance. Mais pour que sa collation fût valable, il fallut qu'elle *prévint*, c'est-à-dire qu'elle devançât celle que pouvait faire l'ordinaire ou le patron. — G. Méric, *Le Clergé sous l'ancien Régime*, Paris, Lecoffre, in-12, 1870. — Ch. I. — *L'Administration temporelle du Clergé avant la Révolution*.

(2) *Avertissement de Monseigneur l'Evêque d'Uzès aux ecclésiastiques de son diocèse au sujet des Conférences ecclésiastiques*, in-8°, 4 pages. Nîmes, A. Belle, 1770.

dit Ménard, il établit des conférences ecclésiastiques qui se faisaient tous les mois dans le séminaire ou à la campagne. Il présidait celles de la ville. Les curés et les vicaires des paroisses voisines s'y rendaient exactement au jour marqué. On en faisait l'ouverture par une homélie. On y discutait des points de morale, des résolutions de cas de conscience et des explications de l'Évangile. C'était tour à tour par chacun des assistants que ces matières étaient discutées. Fléchier récapitulait à la fin de la Conférence tout ce qui s'était dit, approuvait ce qui lui paraissait bon, reprenait les défauts et les négligences et accoutumait par là ces ouvriers évangéliques à ne rien penser que de juste et d'exact, et à distribuer le pain de la parole d'une manière digne des ministres de Jésus-Christ. Il mangeait avec eux ce jour-là, et, s'il en était besoin, il les entretenait en particulier et les renvoyait toujours contents et édifiés » (1).

A Alais, M. d'Avéjan établit les conférences dans le synode général qu'il tint le 21 novembre 1724 ; son ordonnance fut confirmée et complétée par Beaufortville (2).

A Uzès, c'est par une ordonnance du 9 février 1748 que M. Baüyn introduisit dans son diocèse cette institution. Déjà, dans le synode de 1745, il avait édicté qu'il y aurait tous les ans dans son séminaire une ou plusieurs retraites auxquelles il désirait que tous les Ecclésiastiques pussent assister. « Nous

(1) Ménard, *Histoire de la Ville de Nîmes*, liv. XXV, n° CIV. Cf. l'abbé Delacroix, *Histoire de Fléchier*, in-8°, Paris et Nîmes, 1865, ch. X ; d'après l'abbé Delacroix, l'institution des Conférences est de 1690 ou 1691, non de 1695 comme l'a dit Ménard. Fléchier exigea la présence des prieurs, vicaires et curés aux Conférences sous peine de trois louis d'amende, Delacroix, p. 373.

(2) *Recherches historiques*, p. 55.

exhortons du moins, disait-il, les Prieurs et Curés, et néanmoins leur enjoignons de s'y rendre à leur tour, selon l'ordre et le temps qui leur seront marqués » (1).

A Nîmes, les retraites avaient été également établies. Afin de pourvoir aux frais qu'elles nécessitaient, M. Becdelièvre augmenta les revenus de son séminaire par l'union de trois bénéfices. C'est du moins l'une des vues qu'il se proposa dans cette union (2).

A Alais, le premier évêque, M. Chevalier de Saulx, pour obtenir du roi l'autorisation de créer un séminaire, lui avait remontré que « pour rétablir la religion dans son diocèse et y travailler efficacement à son progrès », il était « absolument nécessaire d'essayer par le moyen de retraites spirituelles de réformer les ecclésiastiques » déjà employés dans le pays. (3)

Les retraites et les conférences n'étaient pas toujours suivies avec la régularité à laquelle s'attendaient les évêques. « Il est vrai, écrivait M. Baüyn, que j'ai la consolation de voir le plus grand nombre de mes curés fidèles à l'un et à l'autre de ces exercices, et je ne puis les louer assez de cette fidélité. Mais combien en est-il qui, invités aux retraites, refusent sous les plus légers prétextes et refusent presque constamment de s'y rendre ? Cette résistance et cette indocilité sont encore plus marquées pour nos conférences et les verbaux des différents

(1) *Statuts synodaux publiés dans le synode général tenu à Uzès en l'année 1745... par Mgr Bonaventure Baüyn... et confirmés en synode général en 1775*, in-4°, 22 pages, Nîmes, veuve Belle, 1776.

(2) Arch. dép. du Gard, G. 1530, fol. 130-144.

(3) Arch. dép. du Gard, *Supplément à la série G, Lettres patentes de Louis XIV* (mai 1699).

Doyennés déposent depuis longtemps contre tant de prêtres que l'on ne voit presque plus à la Conférence de leur département (25 mai 1770) » (1).

La lettre pastorale n'était pas l'unique moyen employé par les évêques pour adresser à leur clergé leurs ordres, leurs exhortations ou leurs reproches. Les assemblées synodales permettaient aux chefs de nos diocèses de s'entretenir à cœur ouvert avec leurs prêtres, de stimuler le zèle, de rappeler l'idéal de la perfection sacerdotale et de promulguer leurs ordonnances. C'est dans les synodes que Fléchier prononça ses discours les plus touchants ; c'est la forme synodale que prirent les premières assemblées du clergé d'Alais ; c'est en synode que M. d'Avéjan (1724) et M. Baiïyn (1745, 1775) publièrent leurs statuts diocésains (2).

Nos prélats ne se contentaient pas toujours de donner de simples avertissements à leurs prêtres. A la bonté, ils savaient unir la fermeté. Beauteville, en tournée pastorale, trouve l'église de Saint-Bonnet-de-Salendrenques très mal tenue : linge, vases sacrés, registres curiaux, tout le mobilier est en très mauvais état. « Tout, dit l'évêque, nous a paru plus propre à exciter le scandale du peuple que notre commune édification ». Afin que le prieur, Louis de Valmale, puisse se renouveler dans l'esprit de son

(1) *Avertissement de Monseigneur l'Evêque d'Uzès aux ecclésiastiques de son diocèse au sujet des Conférences ecclésiastiques*, Nîmes, Belle, 1770, in-4°, 4 pages. — Cette lettre et plusieurs autres sont contresignées par M. l'abbé Montagnon, l'une des futures victimes des massacres des Vans en 1792 et le grand oncle de M. le Directeur de la *Revue du Midi*.

(2) Abbé Delacroix, *Opere citato*, pp. 368-373 ; — Arch. dép. du Gard, *Supplément à la série G, assemblée du clergé d'Alais (1695-1707)* ; — *Recherches historiques*, p. 55 ; — *Statuts du diocèse d'Uzès déjà cités* ; *Lettre de Mgr l'Evêque d'Uzès pour la convocation du synode*, Nîmes, veuve Belle, 1775, in-4°, 4 pages.

état, le prélat lui ordonne de se retirer dans le séminaire d'Alais « pour y demeurer l'espace de trois mois et y expier pendant ce temps, par une pénitence salutaire, les négligences scandaleuses dont il s'est rendu coupable dans les fonctions du saint Ministère ». La même peine est prononcée par l'évêque d'Alais contre Delmas, prieur curé de La Cadière, à la suite de plaintes portées contre lui et, après examen, reconnues fondées. Beauteville agit avec la même sévérité à l'égard de Chapus, curé de Sauve, et le condamne, pour ses emportements et ses démarches schismatiques, à trois mois de retraite au séminaire d'Alais (1). Mais Chapus refuse d'obéir et l'évêque obtient contre lui une lettre de cachet. En vertu de cette lettre, le curé récalcitrant fut enfermé au château de Ferrières : il ne recouvra la liberté qu'après avoir donné sa démission (2).

C'est surtout dans la visite de leur diocèse que les évêques arrivaient à connaître le degré de fidélité de leurs curés aux obligations ecclésiastiques et pastorales, et, en même temps, la situation religieuse des diverses paroisses. Les évêques du XVIII^e siècle, soucieux de remplir le devoir de leur charge, paraissent avoir parcouru tout le pays confié à leur sollicitude. On possède encore les procès-verbaux des visites pastorales de Fléchier, Rousseau de La Parisière, Becdelièvre, de Saulx, d'Avéjan, Beauteville. Nous y voyons avec quel soin nos prélats s'informaient de tout ce qui concernait les paroisses, l'état des églises, du mobilier, les fabriques, les écoles,

(1) Arch. dép. du Gard, G, 1318.

(2) Goiffon, *Archiprêtré du Vigan*, p. 373. Chapus devint curé de Montdragon, curé constitutionnel de Vallabrègues et de Saint-Ambroix et fut condamné à périr sur l'échafaud à Nîmes, comme contre-révolutionnaire, le 9 thermidor an 11 (29 juillet 1794).

la fréquentation des sacrements, l'observation des saints canons et des ordonnances synodales, l'acquiescement des charges imposées aux bénéficiers, chapelains et décimateurs, le nombre de familles catholiques et protestantes, les pécheurs publics, les sages-femmes, les cabarets, les registres des baptêmes, mariages et sépultures, l'empiètement sur les droits et biens ecclésiastiques, etc.

La visite pastorale est un événement important de la vie paroissiale. Elle est annoncée à l'avance ; les fidèles doivent s'y préparer. Les évêques de Nîmes se font précéder de missionnaires afin de disposer les âmes à recueillir les fruits spirituels que doit répandre leur ministère pontifical. Ni l'âge, ni les fatigues n'empêchent nos prélats d'accomplir le devoir de leur charge. Malgré ses soixante quinze ans, M. Baüyn veut revoir une dernière fois ses chères ouailles ; il leur envoie un mandement pour les disposer à la quatrième visite générale de son diocèse et dresse une liste de vingt-six articles sur lesquels les prieurs et les curés devront l'informer par écrit (1). « C'est son amour pour le peuple », pourra dire à juste titre le syndic-adjoint du diocèse d'Uzès devant l'assemblée de l'Assiette, « c'est ce sentiment qui, l'arrachant à ses occupations solitaires, lui faisait si souvent parcourir vos campagnes, visiter vos villes et vos hameaux. Combien de fois l'avez-vous vu braver la rigueur des saisons, la difficulté des chemins, aller au travers des dangers et des précipices, montrer à des hommes que la nature semblait avoir voulu soustraire à ses soins leur pas-

(1) *Mandement de Mgr l'Évêque d'Uzès sur l'instruction pour disposer à la visite pastorale qu'il est prêt de recommencer dans son diocèse*, in-4°, 12 pages, 1774.

teur, leur ami, leur père, secourant les uns, instruisant les autres, répandant sur tous les effusions d'une âme vertueuse et sensible » (1).

Nous ne savons si les évêques en fonctions en 1789 s'étaient rendus dans toutes les paroisses de leurs diocèses au commencement de la Révolution. Le 27 avril 1787, l'Assiette de Nîmes vote à M. de Balore, « qui va incessamment commencer ses visites pastorales », la somme de 2.000 livres, comme droit de procuration, somme qu'elle avait votée en faveur de ses trois derniers prédécesseurs. Le surlendemain, l'évêque fait solennellement la visite de sa cathédrale, et les consuls, suivant l'antique usage, vont, en robe et en chaperon, en compagnie du procureur du roi, du secrétaire-greffier et des conseillers politiques, le chercher au palais épiscopal et lui faire cortège (2).

Assidus à la visite pastorale, les évêques de la sénéchaussée de Nîmes, au XVIII^e siècle, nous paraissent plus exacts que certains de leurs prédécesseurs, ou de leurs contemporains à garder la résidence. Fléchier prend ses villégiatures à Bousqueri, dans la vallée du Vidourle, à côté de Sommières; La Parisière, au château de Cardet, près de Lédignan, sur les bords du Gardon d'Anduze; de Balore se plaisait au château épiscopal de Garons, dans les environs de Nîmes. Nos évêques ne s'absentent guère, ce semble, que pour assister aux États de la province et aux assemblées du clergé de France, pour porter au pied du trône les hommages et les vœux des gens du Languedoc, pour implorer le roi et ses ministres en faveur de leurs diocèses.

(1) Arch. dép. du Gard, C, 1247.

(2) Arch. dép. du Gard, G, 1296. — Goiffon, *Les Évêques de Nîmes au XVIII^e siècle*, pp. 187-189.

Quelques-uns de nos évêques eurent un long épiscopat : à Nîmes : La Parisière 26 ans (1710-1736), Becdelièvre 47 ans (1737-1784); à Uzès : Poncet de la Rivière 51 ans (1677-1728); Baüyn 42 ans (1737-1779); à Alais : Banne d'Avéjan 23 ans (1721-1744); Buisson de Beauteville 21 ans (1755-1776).

La résidence et la durée de leur administration permirent à nos prélats d'accomplir de longs desseins et de marquer leur clergé d'une empreinte profonde. Ils réussirent à préserver la grande majorité de leurs prêtres de l'erreur janséniste, et plus encore des faux principes philosophiques. Seul Beauteville se déclara ouvertement contre la bulle *Unigenitus* et resta inébranlable et inflexible dans son adhésion aux opinions de Jansénius comme dans sa lutte contre les Jésuites. Mais son clergé ne le suivit pas. Dans le camp opposé, on montrait la même intransigeance dans la doctrine. Ennemi déclaré des erreurs sur la grâce comme de la philosophie alors régnante, le bon et charitable M. Baüyn fit fermer les portes du chœur de sa cathédrale à l'abbé de Rafin, janséniste, qui avait obtenu un canonicat. Ayant appris que M. de Croy avait hérité des livres de Firmin Abauzit, l'illustre protestant, bibliothécaire de Genève, et qu'il les avait fait transporter à Uzès, il obtint qu'ils lui fussent remis par le donataire et les jeta aux flammes dans la cour de l'évêché. A ceux qui lui avaient recommandé de faire préalablement un choix parmi ces ouvrages, il avait répondu : « Non, non, tout ce qui nous vient de cet Arien moderne mérite le feu » (1).

(1) D'Albiousse, *Histoire de la ville d'Uzès*, p. 219. — Firmin Abauzit né à Uzès le 11 novembre 1679, mort à Genève le 21 octobre 1767.

Nos évêques considèrent la foi catholique comme le premier et le plus précieux de tous les biens. Pour la conserver, l'affermir, la développer chez le peuple, Becdelièvre crée dans Nîmes de nouvelles paroisses. Beauteville, sachant que le culte divin est l'aliment et la manifestation du sentiment religieux, érige ou restaure les fabriques chargées de l'entretien et de la décoration des églises, de l'administration des biens ecclésiastiques. Baüyn insiste dans ses mandements sur l'instruction du peuple, sur les soins que les prieurs, curés et vicaires doivent prendre de la jeunesse et sur la nécessité de la conserver dans la vertu par l'habitude de la confession (1). Tous animés du même zèle, nos évêques s'efforcent de raviver la foi et de préserver les mœurs chrétiennes par l'évangélisation du peuple. La Parisière ouvre solennellement à Nîmes la mission de 1728 et fait un discours pathétique sur son objet. Becdelièvre annonce par un mandement la mission de 1740 (2); il préside aux exercices de l'année sainte (1751), aux missions de 1761, 1771; presque octogénaire, il encourage la mission de 1783. A l'occasion du jubilé de 1751, il promet d'envoyer dans les principales paroisses des ouvriers évangéliques (3). Ceux-ci parcourent les villes et les campagnes : Cordeliers, Capucins, Recollets, Dominicains, Pères de la Doctrine Chrétienne, Jésuites, avant leur expulsion, tous rivalisent d'entrain et de bonne volonté. Mais, parmi tous les prédicateurs, le plus célèbre, le plus populaire, celui qui par la

(1) *Mandements* de Monseigneur Baüyn du 21 juillet 1774 et du 1^{er} avril 1776.

(2) Arch. dép. du Gard, G, 1534.

(3) Arch. départ. du Gard, G, 1529

véhémence de sa parole, la vivacité de sa foi, l'ardeur brûlante de son amour pour les âmes, opéra le plus de bien, accomplit le plus de conversions, étendit ou raffermi le règne de la vertu dans le plus grand nombre de paroisses, ce fut un prêtre du diocèse d'Uzès, le P. Bridaine (1). A l'appel des évêques d'Uzès, d'Alais et de Nîmes et aux sollicitations de leurs curés, l'infatigable apôtre évangélisa la plupart des villes des trois diocèses, une partie des Cévennes, un bon nombre de nos villages. Si une vingtaine d'années après sa mort, au moment où la tourmente révolutionnaire assaillit l'Église et la société, notre pays montra un attachement si invincible à la religion de ses pères, ne le dut-il pas, après Dieu, principalement à l'éloquence et à la sainteté de ce puissant orateur qui, secondé par l'enseignement des divers missionnaires et par l'action du clergé, avait profondément enraciné la foi dans l'âme du peuple?



Pour conclure ce chapitre, nous croyons que les évêques de la sénéchaussée de Nîmes se montrèrent tous fidèles à leur haute mission, à la fin de l'ancien régime. Des services rendus par l'Église ils avaient — comme tout l'épiscopat — conservé une grande fortune et la première place dans la société civile. Seigneurs temporels, ils jouissaient de droits féodaux, démembrement de l'autorité souveraine. Membres

(1) Jacques Bridaine né à Chusclan le 31 mars 1701, mort à Roquemaure le 22 décembre 1767, après avoir prêché à Villeneuveles-Avignon sa 266^e mission. — Cf. L'abbé Azaïs, *Bridaine et ses missions*, Mgr Besson, *Oraison funèbre de Bridaine*, in-8°, Nîmes 1882. — L'abbé Carron le jeune, *Le Modèle des prêtres ou Vie de J. Brydaine missionnaire*, in-12, Paris et Londres, an XIII-1805.

des assemblées de la province et du diocèse, ils tenaient entre leurs mains les rênes principales de l'administration civile. Les évêques de Nîmes, d'Uzès et d'Alais méritèrent l'hommage rendu à la plupart des évêques du Languedoc par un académicien protestant : « Ils se faisaient pardonner leurs prérogatives non seulement par leur habileté, mais encore par un ardent patriotisme et par un dévouement actif à la gloire, aux intérêts de la province et à la conservation de ses privilèges » (1). Dans les assemblées des Etats, de l'Assiette diocésaine ou de la ville épiscopale, ils défendirent, avec autant de zèle que de compétence, les projets utiles à la contrée. Par leurs soins et leurs libéralités, ils concoururent au développement des œuvres de bienfaisance et d'instruction publique. Leurs largesses princières contribuèrent non seulement au soulagement des diverses infortunes mais à l'embellissement des cités épiscopales. Ils consacrèrent leur activité au bien spirituel de leur clergé, à son recrutement, à son instruction, à sa sanctification. Amis du peuple, ils ne se contentèrent pas de lui donner le pain matériel, ils lui assurèrent l'aliment de la parole et de la grâce divine; ils cherchèrent à maintenir ardente dans son cœur la flamme de la foi catholique. Cette foi, ils voudraient assurément la voir briller dans toutes les âmes. Mais le temps n'est plus aux mesures rigoureuses; intransigeants dans la doctrine, ils sont partisans de la tolérance et pratiquent la douceur. Leur bonté s'étend à ceux qui ne font point partie de leur troupeau comme aux brebis fidèles. A chacun de nos derniers évêques on aurait

(1) Vincens Saint-Laurent, *Eloge de M. de Balore, loco citato.*

pu appliquer les paroles du panégyriste de M. Becdelièvre : « Loin de rebuter par des froideurs ceux de nos concitoyens séparés de la foi, il les recevait avec tendresse, leur témoignait de l'intérêt, de l'affection, allait au devant d'eux avec empressement, les comblait de douceur et même souvent de bienfaits. » Chacun d'eux aurait volontiers déclaré comme le bon prélat octogénaire (1) « qu'il eût donné jusqu'à la dernière goutte de son sang pour voir réunir au troupeau les ouailles dispersées. »

(*A suivre*)

ALBERT DURAND.

(1) *Oraison funèbre de Messie Ch. P. Becdelièvre, évêque de Nîmes*, par M. l'abbé Ferrand, Nîmes, chez Castor Belle 1784, in-4°.

L'INSURRECTION FÉDÉRALISTE

DANS LA VALLÉE DU RHONE

SIÈGE ET PRISE D'AVIGNON

(JUILLET 1793)

III

Au Pont-Saint-Esprit, l'armée du Midi se renforça du 1^{er} bataillon du 59^e régiment, ancien Rouergue, rappelé de la Lozère, où il était allé comprimer une insurrection royaliste menaçant de faire du pays « une nouvelle Vendée », et de quelques canonniers du bataillon de l'Ardèche. L'effectif de cette armée était maintenant de plus de trois mille hommes. Son artillerie venait aussi de s'augmenter des pièces de canons trouvées en état dans la citadelle, et d'une quantité considérable de munitions.

Tandis que, ces renforts réunis, Albitte rétablissait le règne de la Convention dans le district du Pont - Saint - Esprit, renouvelait en entier les autorités, mettait en état d'arrestation les coupables et les suspects de fédéralisme. Carteaux, envoyait à Bourg-Saint-Andéol vingt-cinq hommes de sa compagnie de chasseurs avec seize canonniers, et deux

canons, et assurait la garde de la place et de la citadelle du Pont-Saint-Esprit en y établissant une garnison de deux cents hommes de ce même 59^e régiment et du bataillon des Basses - Alpes, sous les ordres du capitaine César et du lieutenant Lebeau.

Après avoir pris ces dispositions, le général en chef fractionna son armée en deux colonnes devant descendre, l'une, la rive droite, l'autre, la rive gauche du Rhône.

La seconde — colonne principale — avait pour destination le camp du Pontet, où nous savons que Doppet était déjà installé. Elle se mit en mouvement le 21 juillet, et, sans rencontrer aucun obstacle, car l'avant-garde lui avait ouvert la voie, elle arriva au camp le 22 juillet au soir. Carreaux en avait pris lui-même le commandement. Albitte était avec lui, ainsi que les deux représentants, Rovère et Poutier. Ces derniers, après avoir traversé les montagnes du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire et de l'Ardèche, pour éviter Lyon, étaient arrivés au Pont-Saint-Esprit le 17 juillet, allant remplir leur mission à Avignon. Quelques patriotes de marque, parmi lesquels nous trouvons Claude Payan, l'ami de Dours et rédacteur futur du journal *L'Anti-fédéraliste* (1), avaient suivi l'état-major. Arrivé au Pontet, Carreaux établit son quartier-général au château de Rosety, où le riche nabab Polier, suisse d'origine, lui donna la plus large hospitalité (2).

La colonne de la rive droite, placée sous le com-

(1) *L'Anti-fédéraliste ou le Correspondant des Sociétés populaires et des Armées* rédacteurs, Payan, Fourcade et Julien fils, in-4^o, va du 26 septembre 1793 au 30 nivôse an II (19 janvier 1794).

(2) On sait que le 10 février 1795, Polier fut lâchement assassiné dans ce même château par une bande de voleurs dont on parvint à s'emparer, et qui payèrent ce crime de leur vie.

mandement de l'adjudant - général Dours, devait marcher sur Villeneuve-lez-Avignon, après qu'elle se serait assurée de Saint-Étienne-des-Sorts, de Bagnols et de Roquemaure. Elle avait, en outre, pour instructions de suivre, dans sa marche, les mouvements que la colonne de Carteaux effectuera sur la rive opposée. Dours avait avec lui quatre cents hommes d'infanterie et quelques canonniers tirés des Gardes Nationales de la Drôme, avec deux canons de 4. Le capitaine Dommartin étant resté avec la colonne principale, l'artillerie de Dours fut placée sous les ordres directs de Bonaparte. Agricola Moureau est, comme nous l'avons vu, très affirmatif sur ce dernier point, et son témoignage, d'une valeur absolue, puisqu'il émane d'un témoin oculaire (1), est encore corroboré par celui tout aussi formel d'un autre contemporain, le baron de Coston (2).

Mais il nous reste à expliquer par le concours de quelles circonstances Bonaparte se trouva casuellement à l'armée de Carteaux.

Il commandait à Nice, depuis le 25 juin 1793, la 12^e compagnie du 4^e régiment d'artillerie (3), lorsqu'il reçut l'ordre du général du Teil de se rendre à Avignon pour y accélérer l'envoi à l'armée d'Italie

(1) Agricola Moureau dit textuellement, page 1 : « Je n'ai vu nulle part des circonstances particulières à cet homme de l'Histoire, relative à sa première marche dans la carrière militaire. Je les connais, ces circonstances, parce que j'en ai été témoin ; et comme tous les faits de Napoléon Bonaparte sont recueillis avec intérêt par les uns et avidité par tous, je vais les raconter ». (*Napoléon Bonaparte, lieutenant d'artillerie, etc., loco citato*).

(2) Baron de Coston : *Biographie des premières années de Napoléon*, etc. — Le baron de Coston, ancien officier supérieur d'artillerie, amputé d'un bras, est le père du baron Adolphe de Coston, auteur de l'*Histoire de Montélimar* et de nombreuses et savantes publications.

(3) Bonaparte avait été nommé capitaine au 4^e régiment d'artillerie par décret du 15 avril 1793. (*Archives de la Guerre*).

des convois de poudres et de munitions de guerre qui se trouvaient réunis dans la place

Avignon était en effet, à cette époque, un véritable centre de ravitaillement pour l'armée d'Italie. C'est sur cette ville qu'étaient dirigées notamment les poudres et munitions venant de Vonges et autres poudreries à destination de cette armée. Ainsi nous savons, par le journal du notaire Chambaud, que, le dimanche 30 juin, venait d'y arriver, par le Rhône, une grande quantité de barriques de poudre descendant de Valence (1). Un autre contemporain, Jean-Baptiste Marie Joudou, décédé à Avignon, le 6 août 1859, à l'âge de 81 ans, raconte que, trois jours avant l'entrée des Marseillais dans Avignon, il vit arriver un convoi de quarante charrettes chargées de poudre, etc.

Bonaparte quitta Nice vers le 4 ou le 5 juillet, mais certainement pas avant le 3, car on a de lui une lettre qu'avant de partir, il écrivit, à cette dernière date, au Ministre de la Guerre.

Déjà les Marseillais, maîtres de la Durance, occupaient tout le pays depuis Marseille. Force fut à Bonaparte de dévier un peu de sa route et de passer par la haute Durance pour les éviter. En route, il apprend qu'Avignon vient de tomber entre les mains des fédéralistes. N'importe, il poursuit sa marche par Cadenet, se dirigeant vers les bords du Rhône, bien décidé à ne renoncer à sa mission que s'il en constate par lui-même l'impossibilité absolue. Il n'ignore pas d'ailleurs que, d'une part, l'armée de la Convention s'avance pour châtier les rebelles, et que, de l'autre, les Marseillais, dans leur manifeste

(1) Journal manuscrit du notaire Chambaud, *manuscrit de la bibliothèque du Musée Calvet, d'Avignon*, n° 2.496.

où ils déclarent ne plus reconnaître les décrets de la Convention, ont néanmoins fait une exception pour tous ceux de ces décrets relatifs aux approvisionnements destinés aux armées luttant contre les ennemis du dehors. Bonaparte put, en effet, entrer librement dans Avignon, où il arriva au plus tard le 9 juillet, puisque, dès le 10, il adressait de cette ville aux municipalités environnantes des réquisitions de voitures et de charrettes pour le transport de ses convois (1).

Au début, tout alla bien. La nature même de sa mission était pour Bonaparte une sauvegarde contre toute hostilité des Marseillais, et devait, en quelque sorte, leur rendre sa personne sacrée. Mais cette sécurité durerait-elle toujours, et pourrait-il accomplir sa mission jusqu'au bout, alors que ses convois auraient à traverser des pays maintenant en révolte ouverte contre la Convention ? A Avignon même, l'effervescence augmentait à mesure que l'armée de Carteaux dessinait ses mouvements. N'était-il pas à craindre que la fureur populaire, née et grandissant avec les revers, ne s'opposât un jour au départ de son convoi et ne voulût faire de sa personne une sorte d'otage et peut-être même de victime expiatoire ? Ces réflexions, Bonaparte était trop perspicace et il avait été trop souvent déjà témoin ou acteur dans des journées populaires, pour ne pas les faire à son profit. Il comprit que le seul parti qu'il avait à prendre, en présence de difficultés contre lesquelles il

(1) Une série de documents dont je publierai prochainement le texte ne laissent aucun doute sur ce point. Cf., notamment une réquisition du district de Tarascon ; Archives municipales de Saint-Rémy, Série II, n° 25, et une lettre au citoyen Bonaparte, capitaine d'artillerie ; Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon.

sentait bien que devait se briser même une volonté de fer comme la sienne, était d'aller, se mettre momentanément sous les ordres du général Carteaux, qui l'emploierait au mieux des besoins du présent, en attendant l'instant opportun où il pourrait reprendre l'objet de sa mission première.

C'est ce qu'il fit. Le baron de Coston, un des premiers biographes de Napoléon et bien placé pour recueillir et vérifier la tradition orale des contemporains, nous le dit après Agricol Moureau, et, sauf quelques inexactitudes de détails ou de dates, ses assertions méritent créance. Peu importe, au surplus, que ce soit à Valence, à Lapalud ou au Pont-Saint-Esprit que Bonaparte soit venu rallier la petite armée conventionnelle. Il importe moins encore de savoir si c'est Carteaux qui l'attacha lui-même à son artillerie, ou s'il fut requis directement par le représentant Albitte, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, pour servir provisoirement dans cette armée. Le fait capital, qu'on ne peut plus désormais contester, est que Bonaparte était au Pont - Saint - Esprit avec cette armée et qu'il suivit la fortune de la colonne mise sous les ordres de l'adjudant-général Dours.

La marche de cette division ne rencontra aucun obstacle sur sa route et fut marquée par de courtes haltes dans les localités qu'elle traversa. Partout l'adjudant-général Dours fut reçu à bras ouverts ; mais la petite ville de Bagnols se distingua par la chaleur de sa réception. Il est vrai que cette ville était peut-être la seule du département du Gard qui n'eût pas adhéré au fédéralisme. Le jour même où, à Nîmes, on s'était déclaré prêt à marcher sur Paris (19 juin 1793, la société des *Amis de la Liberté et de*

l'Égalité, de Bagnols, avait lancé un manifeste à tous les citoyens français pour les détourner du fédéralisme qui ne tendait à rien moins, disait-elle, qu'à rompre l'unité et l'indivisibilité de la patrie. Plus tard (29 juin), son Conseil général, invité par le département (22 juin) à fournir vingt-quatre hommes à l'armée départementale, destinée à reconnaître « la légale représentation du peuple contre ceux qui composent la Convention nationale », les avait d'abord refusés, et s'il avait ensuite fini par s'incliner devant les ordres formels du district, ce ne fut qu'à son corps défendant et en lui laissant toute la responsabilité de ses actes. On juge donc de l'enthousiasme qui se manifesta à l'arrivée de la petite colonne. Ce fut une journée de fête qui se termina le soir par un banquet offert à l'adjudant-général Dours, à ses officiers et à ses braves soldats, par la Garde Nationale de l'endroit et auquel Bonaparte assista lui aussi (1).

A Roquemaure, même empressement et même cordialité, et ce fut aussi aux cris répétés de : *Vive la Convention !* qu'on les reçut.

Carteaux avait-il prévu que des difficultés pourraient surgir à Villeneuve-les-Avignon ? Redoutait-il, à la suite des lettres qu'il avait reçues de la municipalité, quelque entreprise de Rousselet sur le fort Saint-André pour s'opposer à l'entrée de l'adjudant-général Dours ? Est-ce même sur la réquisition de ce dernier, qui ne se sentait pas en forces pour parer à toutes les éventualités ? Toujours est il que le 20 juillet, le général en chef donnait, du Pont-Saint Esprit où il se trouvait encore, l'ordre au citoyen Talin,

(1) Ce dernier fait est affirmé par le baron de Coston, *lococitato*.

commandant les compagnies de Valence, de Romans et du Bourg-de l'Unité, de se porter sur le champ à Villeneuve-les-Avignon, « pour s'y joindre au détachement de quatre cents hommes partis avant hier sous le commandement du citoyen Dours, son aide de camp (1).

En réalité, voici ce qui s'était passé : Rousselet, croyant toujours pouvoir compter sur le concours des administrateurs du département du Gard et se rendant compte de l'importance qu'il y avait, pour la défense d'Avignon et le succès des armes fédéralistes, de posséder Villeneuve et de s'y établir solidement, avait, dès le 15 juillet, en même temps qu'il l'informait de sa rentrée dans Avignon fait entrevoir à la municipalité qu'il pourrait avoir bientôt besoin de ses bons offices. Cette lettre était reçue à Villeneuve le 15, à 4 heures du soir, et quelques instants après en arrivait une seconde, plus explicite, qui, cette fois, réclamait des autorités constituées la faculté de laisser entrer dans leur commune des troupes marseillaises d'infanterie et d'artillerie pour renforcer le poste du fort Saint-André et le mettre à l'abri d'un coup de main de la part des troupes de Carteaux. Apparemment que Rousselet, en faisant une pareille demande, ignorait ou feignait d'ignorer que, dès la veille, après la reddition du Pont - Saint - Esprit, l'administration départementale et le Comité de Salut public du Gard avaient fait leur solennelle rétractation, et qu'à leur exemple et sur leur invitation, Villeneuve-les-Avignon n'avait plus qu'un seul désir, celui de rentrer en grâce auprès de la Convention et de renier désormais toute participation à l'in-

(1) Cahier de correspondance du général Carteaux, du 5 au 20 juillet 1793 (*Archives de la Guerre*).

surrection fédéraliste. La municipalité venait de donner un premier gage de ses nouvelles dispositions en enjoignant, sur l'ordre même de Carteaux, aux Gardes Nationales de Beaucaire qui se trouvaient dans ses murs, de rentrer immédiatement dans leurs foyers. Comment, dès lors, aurait-elle acquiescé à la demande de Rousselet ? La réponse qu'elle lui fit était conçue en de tels termes, qu'en vérité elle ne laissait place à aucun doute. Elle est datée du 16 juillet :

« Citoyen,

« Inutile que vous persistiez à vouloir faire passer
« vos troupes à Villeneuve ; nous ne le souffrirons
« pas. Notre Garde Nationale fait son service au fort
« et elle ne le remettra qu'aux troupes qui se pré-
« senteront avec des ordres de la Convention natio-
« nale, à laquelle nous restons attachés (1) ».

C'était péremptoire. Rousselet affecta cependant de ne pas comprendre, et le lendemain, il écrivit de nouveau à la municipalité : « Que la place du fort
« Saint - André pouvant lui être pernicieuse, il est
« essentiel, pour la chose publique, qu'elle soit en
« son pouvoir ; qu'il juge convenable de faire pas-
« ser à Villeneuve un détachement de son armée
« avec deux canons qui s'empareront de ce poste (2) » ; à quoi les officiers municipaux, piqués au vif cette fois, répondirent le même jour avec humeur :

« Citoyen,

« Nous aurions cru, d'après notre réponse affir-
« mative de hier sur notre résolution à ne point
« vous ceder le fort, que vous auriez renoncé à

(1) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon.

(2) Mêmes archives.

« votre projet ; mais, puisque vous continués à nous
« le demander, nous persistons à vous dire que
« nous ne pouvons point, sans violer notre serment,
« le mettre à votre disposition, et nous osons croire
« que vous ne mettrés point votre résolution en pra-
« tique, puisqu'elle ne tiendrait à rien moins qu'à
« mettre la guerre civile dans cette partie de la
« République (1) ».

Là en était Rousselet, le 17 juillet, avec les autorités constituées de Villeneuve. Mais si le général de l'armée départementale attachait, à si juste titre, un tel prix à la possession du fort Saint-André, ce poste n'était pas moins important aux yeux du général Carteaux. Et comme il supposait vraisemblablement que ce fort, de même que la tour du pont (2), étaient au pouvoir des Marseillais, dès le 18 juillet, date du départ de la colonne Dours, il envoyait du Pont-Saint-Esprit à la municipalité de Villeneuve l'ordre
• de mettre sur le champ la Garde Nationale sous
« les armes pour s'emparer des forts de cette com-
« mune et les luy remettre, comme aussy de requé-
« rir les Gardes Nationales du canton de se rendre
« de suite à Villeneuve (3) ».

Cet ordre « du général de brigade de l'armée des Alpes, commandant l'armée au Saint-Esprit », — ainsi avait signé Carteaux, — arrivait à sept heures du soir ; la municipalité le transmettait en toute diligence aux communes du canton, et à dix heures, elle envoyait à Carteaux un exprès porteur de cette lettre :

(1) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon.

(2) C'est la tour dite de Philippe-le-Bel.

(3) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon.

« Citoyen général,

« Nous avons déjà prévenu l'ordre que vous venés
« de nous donner relativement au fort Saint-André ;
« car, quoique nous n'ayons qu'un très petit nombre
« de fusils et que notre Garde Nationale ne soit
« composée presque en totalité que de cultivateurs,
« elle y fait un service exact depuis quelque temps
« et le garde avec surveillance. Nous avons requis
« de suite, d'après vos ordres, les Gardes Nationales
« de notre canton. Nous avons fait toutes les dispo-
« sitions nécessaires pour surveiller le bac à traile
« et garder la tour du pont. Veuillez bien, citoyen
« général, faire donner les ordres pour la solde des
« troupes de notre canton ; nous faisons pourvoir à
« leur étape demain et après-demain.

« Les officiers et les notables en permanence ».

Suivent les signatures (1).

Le 19 juillet, Rousselet tente une dernière et suprême démarche, non pas cette fois par lettre, mais par l'envoi de deux députés, qui viennent prier et supplier la municipalité de donner de grâce libre entrée à ses troupes. Même refus inexorable de celle-ci. Les députés retournent à Avignon la mort dans l'âme, et comme si les officiers municipaux de Villeneuve n'avaient pas voulu demeurer en reste de procédés avec Avignon, ils députent à leur tour deux notables à Rousselet, non pas seulement pour lui confirmer leur résolution de ne lui remettre, à quel prix que ce fût, les forts de Villeneuve, mais aussi bien pour l'engager instamment à déposer les armes et à abandonner sa coupable et téméraire entreprise (2).

(1) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon

(2) *Ibidem*.

Le soir même, d'ailleurs, ils rendaient compte à Carteaux de cette dernière réquisition du commandant des troupes marseillaises, « Nous avons rempli
« notre devoir, ajoutaient-ils, en lui faisant connaître
« que nous ne consentirions jamais à ses vues; nous
« lui avons envoyé deux commissaires pour le
« dissuader; nous ne pouvons pas vous rendre
« compte encore du résultat de cette conférence;
« nous nous empresserons de vous en instruire.
« Notre garde nationale, peu nombreuse à la vérité,
« fera tout ce qui dépendra d'elle pour seconder vos
« intentions et les nôtres (1). »

C'est sur cette lettre, dont les dernières lignes trahissaient quelques craintes, que Carteaux s'était décidé à envoyer Talin avec un renfort de troupes pour parer à tout événement; mais les Marseillais ne bougèrent pas, et ce fut en ami et en libérateur que Dours fut reçu à Villeneuve, lorsqu'il y arriva, le 20 juillet.

La municipalité lui remit immédiatement la ville et le fort, et quand Rousselet, instruit de ce mouvement insolite de troupes, dont il ignorait la provenance, eut envoyé un exprès à Villeneuve pour savoir quelles étaient ces troupes, il en reçut cette réponse hautaine et significative.

(1) Archives municipales de Villeneuve-lez-Avignon.

Tous ces documents, puisés aux archives municipales de Villeneuve-lez-Avignon, prouvent bien, contrairement aux assertions de quelques auteurs qui ont écrit sur l'insurrection fédéraliste du midi, que jamais les troupes marseillaises n'ont occupé Villeneuve ou ses forts. Un détachement de gardes nationaux du Gard a pu sans doute les tenir un instant avant le 15 juillet; mais à partir de cette date il n'y eut plus dans cette place aucune troupe fédéraliste. L'erreur signalée ci-dessus a été commise par Charvet, dans son étude sur le *Souper de Beaucaire* (*Bulletin historique et archéologique de Vaucluse*, septembre 1880); par le capitaine Lemoine, dans sa brochure : *Une page de l'histoire de Napoléon I^{er}*, Paris, 1900, etc.

« Citoyen,

« Nous recevons votre lettre de ce jour, par laquelle vous nous demandés si les troupes qui sont entrées dans nos murs sont pour vous des amis ou des ennemis ; nous vous répondrons que ce sont des troupes de la République, que nous avons vues arriver avec jöye ; elles ne sont ennemies et redoutables qu'aux ennemis et aux traîtres à la patrie.

« *Signé : Les officiers municipaux et notables en permanence (1).* »

Au fort Saint-André, Dours trouva une coulevrine, renforcée de 12 livres de balles, une pièce de huit et une pièce de quatre, desservies par une compagnie de la garde nationale. C'était tout ce qui restait pour l'armement du fort depuis qu'en 1756 le maréchal duc de Richelieu en avait enlevé toute l'artillerie, consistant principalement en canons de gros calibre, pour la conduire au siège de Mahon.

Après avoir ainsi pris possession, au nom du général en chef, du fort et de la ville, le premier soin de l'adjutant général fut de se mettre en état de défense contre toute surprise ; il plaça dans ce but un piquet de gardes nationales au fort, et mit deux pièces de canon en batterie sur le port pour empêcher toute communication avec Avignon, dont la situation devenait de plus en plus critique (2).

On était à la veille d'une action décisive.

(1) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon. La lettre porte la date du 20 juillet.

(2) « 21 juillet. — Un détachement de l'armée de Carteaux s'empara du fort de Saint-André à Villeneuve ; deux canons furent braqués sur le port de la ville et toute communication avec Avignon fut interceptée, » (Journal du notaire Chambaud, fol 193).

IV

Nous avons dit que les Marseillais avaient été ramenés dans Avignon par le brave Sirdey. Leur rentrée fut le signal d'horribles représailles qui, sous prétexte de venger la traître arrestation du chevalier de Souspiron (1) et les sévices dont les jacobins s'étaient rendus coupables envers les fédéralistes restés dans la ville après la fuite honteuse des Marseillais, donnèrent lieu à des scènes de sauvagerie et à des meurtres dont Bonaparte allait, peu de jours après, flétrir si justement les excès dans son fameux « Souper de Beaucaire ». Il faut rendre cette justice à Rousselet et aux administrateurs civils qu'ils s'efforcèrent, vainement, hélas ! d'arrêter ces désordres. Sur les dix heures du soir, ils firent publier à son de trompe une proclamation dans laquelle ils recommandaient, au nom de la patrie et de la paix, de ne point se faire justice soi-même et d'attendre que le glaive de la loi tombât sur les lâches assassins, ennemis des braves Marseillais.

En même temps Rousselet préparait tous les moyens de défense en vue de résister aux troupes de la Convention. Les remparts furent armés ; des canons furent braqués à toutes les portes de la

(1) Pendant que le parlementaire envoyé par Doppet aux Avignonnais (voy. page 348) remplissait sa mission, les patriotes lui avaient livré, au mépris du droit des gens, le chevalier Etienne de Souspiron, originaire d'Orange, capitaine de dragons sous l'ancien régime, qui, par haine des jacobins, avait embrassé chaudement la cause du fédéralisme. Conduit à Orange, le chevalier de Souspiron y fut détenu pendant quelques mois, puis ramené à Avignon, où le tribunal criminel le condamna à mort le 10 janvier 1794. Il fut exécuté le même jour sur la place de l'Horloge.

ville. On s'occupa ensuite des préparatifs de logement pour les troupes de renfort qu'on attendait de Marseille. La défection de Villeneuve-les-Avignon augmentait l'impatience où l'on était de les recevoir. Les journées des 17, 18 et 19 juillet se passèrent dans une mortelle attente. Les Marseillais n'arrivaient pas. Enfin, le 20, la générale battit à quatre heures du matin. Rousselet venait de demander au comité général des sections avignonaises de fournir cent hommes pour se porter au devant du bataillon de renfort dont on lui signalait la présence aux environs de Noves, venant d'Orgon. A deux heures, ce bataillon entra dans la ville. Il était composé d'environ douze cents hommes, et trainait quatre pièces de canon dont une de trente-six. Médiocre troupe au demeurant, et dont l'enthousiasme pour la sainte et grande cause était déjà bien diminué. Deux compagnies faisaient toutefois contraste avec la tiédeur générale. Ces deux corps d'élite avaient pour capitaines deux Marseillais : l'un, Reynier, très riche négociant en couleurs ; l'autre, le jeune Corail, fils d'un ancien officier municipal de Marseille. Tous deux du reste devaient bientôt payer de leur tête leur dévouement et leur participation active à la cause du fédéralisme. Tout le reste de la troupe, au dire d'un témoin oculaire (1) n'était au fond qu'un embarras.

Le 21, le commandant des troupes marseillaises fit arborer sur une des tours du palais un drapeau tricolore ; c'était une façon de célébrer l'arrivée des renforts, et sans doute aussi de prouver à l'ennemi que l'armée départementale n'avait point,

(1) Voy. *Esquisses historiques . Marseille depuis 1789 jusqu'en 1815*, par un vieux Marseillais ; 2 vol., Marseille, 1844.

comme on l'avait perfidement insinué, arboré la cocarde blanche. A l'ombre tutélaire de ce drapeau, les Marseillais se crurent désormais en pleine sécurité. Sans souci du lendemain, ils se livrèrent aux charmes d'une tranquille et trompeuse oisiveté. Ce n'était plus, dans la vieille cité papale, qu'un enchaînement de plaisirs et de fêtes. L'air retentissait de chansons dites *pont-neufs* à l'adresse des bandits qui régnaient aux Tuileries, de Marat surtout. Les vivres étant en abondance, on faisait bonne chaire, d'autant que les Marseillais semaient l'or à pleines mains. On allait et on venait librement dans cette nouvelle Capoue, et c'est à peine si deux ou trois portes barricadées du côté du Rhône faisaient songer au voisinage de l'ennemi.

Celui-ci, du reste, n'inquiétait pas autrement la sécurité de la ville. Campé au Pontet, dans les prés de Fargues, il paraissait n'avoir d'autre souci que de fourrager et de chercher sa vie dans la campagne. Chapardeurs et pillards, les soldats de Carteaux visitaient indistinctement fermes et châteaux, prenant leur bien où ils le trouvaient, comme pays conquis. Les dragons allobroges se signalaient entre tous par leur ardeur à la maraude.

Depuis le 18, l'adjudant général Fox (1) commandait le camp, ayant Chauvet pour commissaire des guerres, et Doppet, à la tête de ses Allobroges, poussait des reconnaissances sur toutes les routes, mais principalement du côté de la Durance. Il avait pour mission d'arrêter au passage les divers renforts fédéralistes qui étaient signalés comme venant de la

(1) Fox (Edouard-William), d'abord adjoint aux adjudants généraux en septembre 1792, était passé adjudant général en juin 1793, à l'armée des Alpes.

direction d'Apt et se portant sur Avignon. Le 21, étant en patrouille du côté de Caumont, il fut avisé par la municipalité de cette ville qu'un parti ennemi, fort de cinq à six cents hommes, avec de l'artillerie, après être passé à Bonnieux, avait pris la direction de L'Isle. Il importait de ne pas laisser les fédéralistes former là un nouveau centre de résistance, si près d'Avignon, alors surtout que cette dernière place, par sa situation et les forces dont elle disposait, réclamait toute l'attention du général en chef. Qu'advierait-il si l'armée conventionnelle se trouvait tout à coup prise entre deux feux, ou si, après avoir réduit Avignon, elle était mise dans l'obligation de faire le siège d'une place comme L'Isle, dont la population était très surexcitée, les ressources considérables et la situation topographique exceptionnelle pour organiser une opiniâtre résistance? Ne valait-il pas mieux l'enlever de suite, et comme par surprise, maintenant que rien encore n'avait trop mis sa confiance en éveil? Fox hésitait cependant à entreprendre cette expédition, lorsque un ordre comminatoire des représentants Rovère (1) et Poultier, daté de Sorgues le 22 juillet, vint lever tous ses scrupules. L'Isle fut pris de vive force par Doppet, dans la matinée du 25, après un siège de quelques heures.

(1) Rovère (Joseph-Stanislas-François-Xavier-Alexis de), né à Bonnieux, dans l'ancien Comtat-Venaissin, le 16 juillet 1743, marquis de Fontvielle sous l'ancien régime, et simplement Rovère à la Révolution, fut député du district de Vaucluse à la Législative, puis élu à la Convention nationale (2 septembre 1792) par l'assemblée électorale du département des Bouches-du-Rhône dont faisait alors partie ce district. Membre du Conseil des Anciens au tirage du 5 brumaire an IV, il fut déporté au 18 fructidor et mourut à Sinnamari le 11 septembre 1798. Voy. Dr Victorin Laval : *Lettres inédites de Rovère, membre du Conseil des Anciens, à son frère ex-évêque constitutionnel du département de Vaucluse*. Paris, H. Champion, 1908.

Ce nouvel échec tira les Avignonnais de la quiétude dans laquelle ils se complaisaient. Déjà, la veille, Rousselet, instruit de la marche de Doppet sur L'Isle, venant après l'insuccès de ses négociations avec la municipalité de Villeneuve, avait senti combien était trop lourde pour ses épaules la responsabilité de son commandement, et pris de découragement, avait donné sa démission. A défaut d'un autre général, la direction des opérations militaires fut confiée à une sorte de comité de défense, dans lequel, à côté des commissaires civils, dont le plus apparent était, dit l'auteur des *Esquisses historiques*, Jérôme Blanc, gros fournisseur de la marine militaire, figurèrent quatre anciens officiers : MM. de Somis, de Cairac, de Canonge et du Demaine, hommes vaillants, ayant l'expérience des choses de la guerre, mais qui n'avaient voulu, ni les uns ni les autres, accepter la responsabilité du commandant en chef.

Tandis qu'à Avignon, le comité nouvellement créé faisait travailler à de plus forts retranchements, augmentait les ouvrages de défense et faisait établir sur le rocher des Doms une batterie dont il braquait les pièces dans la direction de l'ennemi, celui-ci n'attendait plus pour commencer les opérations du siège, que l'arrivée de Carteaux. Le général en chef n'avait fait que paraître au camp du Pontet, et après en avoir laissé le commandement à Fox était remonté à Orange, colorant de divers prétextes le séjour prolongé qu'il y faisait, mais ne cherchant en réalité qu'à gagner du temps. Il temporisait, suivant en cela les instructions de Kellermann, qui, à la date du 18 juillet, lui avait recommandé expressément « de se conduire avec la plus grande prudence et de ne

rien risquer que sur des réquisitions formelles des représentants du peuple qui étaient avec lui ». Ainsi s'expliquent ses hésitations et son inactivité apparente, d'autant que Kellermann lui annonçait, dans la même lettre, l'envoi prochain de renforts. Mais Carteaux comptait sans l'impatience des représentants, qui finirent par s'indigner d'une inaction qu'ils n'étaient pas loin de suspecter... Ne nous raconte-t-il pas lui-même que, le 21 juillet, un exprès lui apporta à Orange ce pli ouvert : « Général... Nous employons
« tous les moyens pour retenir les troupes ; ce n'est
« pas possible de leur donner le change ; et si vous
« n'arrivés pas sur-le-champ, il vous sera impossible
« de les dissuader que vous n'êtes pas de connivence
« avec les Marseillais ; c'est ce qu'on publie partout ;
« vous ne pourrés détruire ce bruit mal fondé qu'en
« arrivant et en marchant sur Avignon. Si vous
« n'arrivés pas, ma foi, à tout hasard, nous risque-
« rons d'attaquer les scélérats, car nous sommes
« las d'entendre les relations abominables qu'on
« nous fait des Marseillais dans ce pays. Un peu
« plus tard, vous perdés votre réputation et la chose
« publique. Arrivés ou nous partons.

« 21 juillet 1793, l'an II^e.

« Signé : POULTIER (1). »

A cette lecture, Carteaux bondit sous l'injure. Lui de connivence avec les Marseillais, alors que, soldat discipliné, il ne faisait que se conformer strictement aux instructions de son chef ! Sa réponse fut courte : « J'arrive », et il signa : « Carteaux, fils de soldat, incapable de trahir ses camarades ». Le lendemain, il arrivait au camp, où il apprenait de la bou-

(1) Archives de la guerre ; Dossier : *Armée des Alpes*, juillet 1793.

che de l'adjudant général Fox le départ de Doppet pour L'Isle.

Le 23, le bruit courut que les Avignonnais, instruits que l'armée conventionnelle était considérablement réduite par suite des prélèvements de troupes nécessités par l'expédition, de l'Isle, avaient décidé de faire une sortie le surlendemain et de tenter d'en lever le camp. Sur cet avis, Doppet fut rappelé en toute hâte, car il importait de ne pas perdre le bénéfice de son expédition. Déjà elle avait eu pour premier résultat d'arrêter les renforts que les Avignonnais attendaient ; il s'agissait maintenant d'en exploiter l'effet moral et de faire tourner, au profit des opérations de l'armée et de la reddition d'Avignon, la terreur qu'avait fait naître, parmi les assiégés, le sac de la malheureuse cité.

Carteaux n'attendait plus, pour agir, qu'une réquisition formelle et bien en règle des représentants. Elle lui fut faite le 24, sur les quatre heures du soir, sous cette forme :

« Nous, représentants du peuple, envoyés dans
« les départements du Midi, requérons le général de
« brigade Carteaux de sommer la ville d'Avignon,
« occupée par les rebelles, de se rendre aux armées
« de la République.

« Au quartier général, aujourd'hui 24 juillet 1793,
« l'an II.

« Signés : ROVÈRE, ALBITTE, POULTIER »

(A suivre)

D^r VICTORIN LAVAL.

PROPOS DE CONGRESSISTE

(LE CONGRÈS ARCHÉOLOGIQUE D'AVIGNON)

La Société Française d'Archéologie (S. F. A.) avait primitivement choisi Périgueux pour y tenir ses assises. Des difficultés n'ayant pas permis de donner suite à ce projet, la 76^e session a eu lieu à Avignon. Le choix était des plus heureux. La réussite du Congrès de 1882 autorisait toutes les espérances. D'ailleurs, quelle ville est plus riche en monuments, quelle cité est, plus que la nôtre, évocatrice de grands faits historiques ? quel pays a gardé plus que la basse vallée du Rhône, l'empreinte des civilisations passées ? Au Rhin héroïque, à la Loire, bordée de palais, le Rhône oppose ses vieilles cités toutes pleines de monuments romains, ses côteaux, dominés de donjons. Du Pont-Saint-Esprit à la mer, pas un village qui ne dresse des tours orgueilleuses, qui ne montre quelque église romane ou gothique : pas un quartier qui n'ait son antique chapelle. En présence d'une telle profusion de vestiges de tous les âges, on s'étonne même que les archéologues ne viennent pas plus souvent interroger et étudier cette terre classique des souvenirs.

Le Congrès s'ouvrit le mardi 18 mai, à 10 heures du matin, dans la grande Salle des Fêtes de l'Hôtel-de-Ville d'Avignon. M. Eugène Lefèvre-Pontalis présidait, entouré des membres du bureau et des inspecteurs de la S. F. A. A ses côtés, avaient pris place : M. le Préfet de Vaucluse, M. le Maire d'Avignon, M. de Vissac, président de l'*Académie de Vaucluse*, M. Pamard, président de la Société des *Amis du Palais des Papes*, de nombreux fonctionnaires et membres de Sociétés savantes.

Trois cents archéologues, venus des quatre coins de la France, de l'Angleterre, de la Suisse et de la Belgique, prenaient part au Congrès. Parmi eux, il convient de citer MM. Labande, représentant S. A. S. le prince de Monaco, le vicomte de Ghellinck, député du gouvernement belge, Naëf, inspecteur des monuments historiques de la Suisse, Mathieu, du Cercle archéologique d'Enghien, Formigé, architecte, Nodet, inspecteur des monuments historiques, Paul Vitry, conservateur au Musée du Louvre, Hambye de Mons, Pasquier, archiviste de la Haute-Garonne, Boinet, de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, J. Roman, R. Chevallier, Heuzé, Joubin, professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier, les inspecteurs de la S. F. A. : Bruguier-Roure, Berthelé, Germain de Midy, marquis de Fayolle, Chanoine Requin, etc. L'Angleterre était représentée par MM. Bond, Beloe et sir Fordham. De notre région, étaient inscrits : MM. Belleudy, préfet de Vaucluse, Bligny-Bondurand, archiviste du Gard, Girard, conservateur du Musée Calvet, Jouve Michel, conseiller à la Cour de Nîmes, Lieutaud, président du *Vieil-Arles*, G. Maurin, directeur de la *Revue du Midi*, le poète A. Mouzin, le docteur Pansier, d'Avignon, Véran, d'Arles, etc. Beaucoup d'Avignonnais avaient profité de l'occasion pour découvrir leur ville, et en la connaissant mieux, apprendre à l'aimer davantage.

M. Guigou, maire, souhaita aux Congressistes une cordiale bienvenue. M. de Vissac prononça une allocution d'une belle tenue littéraire, avec un choix d'expressions très pittoresques. M. Pamard exposa le but poursuivi par la Société qu'il dirige et sollicita en faveur du *Palais des Papes*, l'appui de la S. F. A. et le secours de sa notoriété.

M. Lefèvre-Pontalis, après avoir excusé M. Héron de Villefosse, représentant de M. le Ministre de l'Instruction Publique, et M. Travers, directeur-adjoint de la S. F. A. retenus tous deux par la maladie, rappela dans une très heureuse improvisation, les Congrès d'Arles de 1876 et d'Avignon de 1882, célébra l'attraction du Midi, la beauté et le nombre de ses monuments. Il retraça l'histoire de la Société Française d'Archéologie avec ses 1,100 adhérents, énuméra les succès obtenus par ses membres, dans le courant de l'année, leurs travaux les plus remarquables et donna un souvenir ému aux disparus. Enfin, après des

remerciements à tous ceux qui avaient aidé à la préparation et à l'organisation du Congrès, il en traça à grands traits le programme.

L'après-midi était consacrée à la visite des églises d'Avignon. M. Labande qui conduisait le groupe nombreux des archéologues fut l'âme du Congrès. Il avait écrit un Guide qui atteste la variété et l'ampleur de ses connaissances sur notre pays. Huit jours durant, M. Labande resta sur la brèche, se dépensant en explications, en renseignements. L'activité de notre ancien conservateur n'a d'égale que son amabilité. Si le Congrès réussit, si les excursions furent intéressantes, ce fut grâce à son zèle inlassable et à son aménité jamais en défaut.

La bienveillance du général Sabatié, nous valut de visiter l'ancien couvent des Célestins, occupé aujourd'hui par le 7^e Génie. L'église commencée en 1394 et jamais terminée, le cloître, le tombeau de Saint Pierre de Luxembourg, les œuvres d'art et la protection constante des rois de France avaient fait de ce monastère un des plus célèbres de la région. (1)

Non loin des Célestins, le monastère-collège de Saint-Martial offre encore son ancienne église du xiv^e siècle avec voûtes à ogives ajourées, sa belle fleur de lys de pierre de la fenêtre aveuglée, son clocher, sa balustrade élégante et, dans le jardin public, des restes de son cloître pittoresquement envahis par les lierres.

A Saint-Didier, M. Labande fit l'historique du monument qui date du xiv^e siècle, et M. P. Vitry, dans une remarquable improvisation, étudia le retable de N.-D. du Spasme dû à F. Laurana et exécuté vers 1478, pour le couvent des Célestins. L'église Saint-Pierre offrit aux congressistes son clocher de 1495, sa façade de 1512, qui allie des éléments gothiques et renaissants, les vantaux de la porte commandée en 1551 à Antoine Volard, les débris du retable de Parpaille, œuvre d'Imbert Boachon et une Mise au tombeau du xv^e siècle, qui inspira à M. Vitry des hypothèses très ingénieuses.

La récente étude de M. Labande sur Notre-Dame-des-

(1) Labande : *La dernière fondation des Papes d'Avignon : Le Couvent des Célestins d'Avignon* dans *l'Art*, années 1903 et 1904.

Doms, en rendait la visite aussi attrayante que facile. La Cathédrale date du ^{xii}^e siècle, le porche est postérieur de quelques années. Les chapelles latérales et les tribunes ont été ajoutées dans le cours des siècles. Successivement, on admira les peintures du porche, œuvre de Simone Martini de Sienne, les débris d'une fresque du ^{xiii}^e siècle, qui apparaissent dans le narthex, sous une autre du ^{xv}^e siècle, le siège épiscopal et l'autel de la fin du ^{xii}^e siècle, les statues modernes, le tombeau de Jean XXII. etc.

L'église de Saint-Agricol, fondée peut-être au début du ^{xii}^e siècle, reconstruite par Jean XXII, restaurée encore en 1485, montre aux visiteurs une foule d'œuvres d'art, parmi lesquelles il faut citer le retable des Doni, œuvre de Boachon.

Après une journée si bien remplie, on aurait pu croire que les congressistes allaient goûter un repos bien gagné. C'est mal connaître les archéologues. A 8 h. 1/2 du soir, ils accouraient en foule à l'Hôtel-de-Ville. On y vit des dames et des demoiselles, prises d'une affection subite et passionnée pour l'archéologie. On entendit M. Duprat parler des *Fonds de cabane de Malaucène et des Foyers de Sorgues* et signaler l'association de maillets à rainure et de poteries. M. l'abbé Sautel étudia, avec autant de précision que de science, le *Théâtre antique de Vaison*, dont il attribua la construction au ⁱ^r siècle. On eût un mémoire de M. R. Michel sur la *Tour Anglica* de Barbentane, construite par l'évêque d'Avignon, Anglicus Grimoard. M. Mommeja, conservateur du Musée d'Agen, parla des *Plaques de cheminées*, œuvres parfois habiles d'obscurs fondeurs locaux et s'efforça de grouper les résultats partiels épars dans les monographies particulières. Et ce fut une journée bien remplie.

Le lendemain mercredi, un train spécial conduisait les congressistes à Orange. Chargé au pied levé du soin de présenter les monuments romains, M. l'abbé Sautel, le futur historien de Vasio, s'acquitta de sa mission avec une compétence qui ne surprit aucun de ceux qui le connaissent. Sur le théâtre, les restes du Cirque et l'Arc de Triomphe, construit au ⁱ^r siècle, pour commémorer la fondation de la colonie, suivant l'hypothèse très ingé-

nieuse de A.-L. Frothingham. il fournit des explications aussi justes que complètes. Il est à peine besoin d'indiquer que le théâtre attira plus particulièrement l'attention des archéologues, étrangers à notre région.

M. Yrondelle, professeur au Collège et M. Labande intéressèrent les visiteurs aux monuments médiévaux et modernes de la ville : la Cathédrale Notre-Dame, reconstruite au ^{xii}^e siècle et restaurée au ^{xvi}^e, l'église Saint-Flor^{ent}, le château des princes d'Orange sur la colline Sainte-Eutrope, bâtie au ^{xiv}^e siècle, etc.

Au banquet, servi à l'Hôtel des Princes, assistaient : M. le Sous-Préfet, M. Guillard, archiprêtre et M. Yrondelle. Il y eut des toasts et on fit des discours qui célébrèrent, comme il était convenable, les beautés de l'archéologie et les attraits de la S. F. A.

Puis le train spécial fila sur Vaison. Sur le quai de la gare, M. Buffaven, maire, et M. Fabre, conseiller, accueillirent les congressistes qui, sous la conduite de M. Labande, bien préparé à sa tâche par ses études antérieures sur Vaison, visitèrent la chapelle Saint-Quenin, dont le chevet est du début du ^{xiii}^e siècle et la nef du ^{xvi}^e, la Cathédrale Notre-Dame, dont certaines parties remontent aux temps mérovingiens, avec restaurations au ^{xi}^e et ^{xii}^e siècle, le cloître du début du ^{xi}^e siècle, réparé au ^{xiii}^e, et, de nos jours, par Revoil, le petit musée en formation, riche surtout en inscriptions, enfin le château des comtes de Toulouse, bâti au début du ^{xiii}^e siècle. Vaison antique était le domaine de M. l'abbé Sautel qui, sur les quais et le pont antiques, sur le théâtre romain et les monuments que le sol de Vaison a livré à tous les Musées, donna des renseignements nombreux, précis et le plus souvent inédits.

M. le Maire de Vaison comprit que des archéologues, si détachés fussent-ils des choses contemporaines, pouvaient, le soleil et la fièvre de l'archéologie aidant, souffrir de la soif. Sous les ombres du cloître, tout en épelant une inscription qui a défié jusqu'ici les interprétations, les congressistes savourèrent la bière septentrionale et la limonade démocratique.

Et je n'ai pas trouvé cela si ridicule.

disait mon voisin. Ce fut même admirable. Le maire de Vaison sait traiter les archéologues qui vont admirer sa petite ville, fut-ce même au détriment des finances municipales. Partout ailleurs les édiles invités aux banquets payèrent en discours, et malgré la canicule, aucun vin d'honneur désaltérant ne vint caresser les gorges desséchées des disciples de Caumont (Arcisse). N'allez pas croire cependant que les archéologues attachent quelque prix à ces bagatelles de bouche.

Le soir, à la séance présidé par M. de Vissac, nouvelle débauche de mémoires. M. Duprat dressa un *Inventaire des mosaïques* d'Avignon, montrant par la recherche exacte de leur emplacement que plusieurs d'entre elles qu'on tenait pour différentes appartenaient en réalité au même pavé. M. C. Cochin, dans sa communication sur *Carpentras en 1694*, nous fit voir une petite ville de province, où les incidents journaliers de la vie prêtaient parfois au comique. Notamment il y était question d'une protestation de l'évêque du lieu contre l'emplacement du jeu de ballon. Entre autre inconvénient, il paraît que ce jeu intéressait fort les religieuses d'un couvent voisin. M. F. Sauve avait envoyé un mémoire sur les *Antiquités romaines* découvertes en ces derniers temps à Apt. M. le chanoine Nicolas étudia le *Grand prieuré de St-Gilles et la commanderie de St-Jean à Avignon*. Enfin M. Lefèvre-Pontalis fit une véritable conférence sur les *Caractères généraux des églises romanes du Midi de la France au XII^e siècle*. Il serait trop long d'entrer dans le détail de ce remarquable exposé, mais il faut en citer les conclusions. Les architectes provençaux n'ont sans doute pas été des précurseurs, mais ils furent des artistes ingénieux et originaux. Le roman méridional a eu une puissante expansion et son influence dépassa les limites de nos régions. Nos architectes sont passés maîtres dans l'art de voûter en berceau brisé. Le plan de nos églises est généralement caractérisé par l'emploi d'une nef unique ou à bas côtés, par la rareté des transepts et du déambulatoire. La décoration, principalement imitée des motifs antiques, n'exclut pas l'emploi de chapiteaux à figures ou à feuillages locaux. Les œuvres sculpturales, dont les spécimens sont plus récents que ceux des églises gothiques du Nord, se carac-

térissent par une facture moins souple et une allure trapue et hiératique.

Et pendant que s'échangeaient ces propos de si haute envolée, tout à côté les écus tintaient. C'était le service de la trésorerie qui fonctionnait. On y vendait tout : listes des membres du Congrès, insignes, guides, billets d'excursions, tout, même ce que d'innocents souscripteurs avaient cru acheter avec le paiement de leur droit d'entrée. Huit jours durant les ventes prospérèrent.

Le calendrier des archéologues n'a point de fêtes choquées. C'est pourquoi, le jour de l'Ascension, la caravane prit le chemin de Saint-Paul-Trois-Châteaux. M. Labande était le cicerone intéressant et écouté. A peine accorda-t-on un coup d'œil aux remparts. On avait hâte d'être à la cathédrale. Cet édifice a été commencé au ^{xii}^e siècle et terminé au ^{xiii}^e. Le clocher est du ^{xvi}^e siècle. Par sa décoration élégante et riche et par l'imitation assez heureuse du style antique, ce monument combla d'aise ceux des excursionnistes qui professent une tendresse exclusive pour le roman. J'en sais qu'il fallut arracher à la contemplation des arcades à ressauts, à l'étude de la coupole octogonale sur trompes en cul-de-four, à l'examen des mufles d'animaux sculptés aux angles des impostes des doubleaux.

On consola ces martyrs de l'Archéologie en leur montrant l'église de Saint-Restitut, qui est aussi romane. Ils purent tout à leur aise exercer leur sagacité sur la tour funéraire qui la surmonte. Mais cette tour, qui probablement dans quelques-unes de ses parties, remonte au ^x^e siècle, resta l'énigme qu'aucun des Oédipes acharnés après elle, ne put se flatter de résoudre. Quant à l'église avec son ornementation soignée, sa construction remarquable, les analogies qu'elle présente avec N.-D. des Doms, elle fit la joie des romanisants, qui furent les triomphateurs de cette mémorable journée de soleil et de chaleur.

Le soir, la réunion du Conseil administratif de la Société Française d'Archéologie vint à propos permettre aux excursionnistes harassés de prendre un repos bien gagné.

La journée du lendemain fut sans contredit une des plus intéressantes. Dès le matin, des tramways archaïques emmenaient les Congressistes à Villeneuve-les-Avignon. La concentration s'opérait à la porte du Fort-St — André

sous l'œil vigilant de MM. Lefèvre-Pontalis et Labande. Tel qu'il est, le Fort-St-André appartient au xiv^e siècle. Il enfermait jadis dans ses murailles le mont Andaon, l'abbaye de St-Andrée connu dès le x^e siècle, la grotte de Ste-Casarie. On y voit encore aujourd'hui la minuscule chapelle romane de N.-D. de Belvezet.

A travers le thym et la lavande, on descendit vers la Chartreuse du Val-de-Bénédiction. M. Formigé a été chargé, par la Commission des Monuments Historiques, des études préparatoires à la restauration de ce monastère fondé en 1356 et habité actuellement par une population un tantinet pouilleuse. Il conduisit les Congressistes dans le dédale des cloîtres, églises et bâtiments de cette merveilleuse abbaye où chaque siècle a laissé son empreinte et nous eûmes ainsi la primeur des découvertes de M. Formigé. Les vieilles livrées cardinalices de St-Pierre-de-Luxembourg, de Giffone, de Thury, jadis princières, aujourd'hui crottées, dégradées, donnèrent à tous une idée de l'importance passée de Villeneuve.

Mais M. Labande et M. le curé Valla entraînaient le groupe vers la Collégiale Notre-Dame. Cette église fondée en 1333, possède un clocher carré de 1362 et de merveilleux objets d'arts : Vierge d'ivoire du xiv^e siècle, Vierge en pierre à deux faces du xiii^e, débris de l'inscription de Casarie, etc. Le Petit Musée de Villeneuve, inauguré en 1868, veuf de sa *Pieta*, mais riche encore de son *Couronnement de la Vierge* d'Enguerand Charonton et du tombeau d'Innocent VI, devait attirer la curiosité des Congressistes. Il fournit à M. P. Vitry l'occasion d'une excellente improvisation sur les Primitifs français.

Les yeux noyés, le cou désarticulé, le front en sueur les archéologues rentrèrent à Avignon tout juste comme Jacquemart tapait les douze coups de midi.

A deux heures, on les retrouvait sur la place du Palais, bravant soleil, fatigue et courbatures et entourant M. Lefèvre-Pontalis. Avant d'entrer au Palais, le directeur de la S. F. A. tenait à proposer à l'admiration de tous, les travaux de M. Nodet, le restaurateur perspicace et consciencieux du Palais et le zèle de ses collaborateurs dévoués.

Les Congressistes, sous la direction de MM. Nodet et

Labande se répandirent dans l'énorme monument qui abrita la Papauté. Je renonce à rendre compte d'une excursion destinée à faire époque dans la vie d'un archéologue. Les explications de M. Nodet permirent à tous d'entrevoir ce que sera le Palais des Papes, lorsqu'on l'aura débarrassé de toutes les constructions qui ont dénaturé son aspect.

Sur le pont Saint-Bénézet, les archéologues ne dansèrent pas en rond. Ils avaient bien autre chose à faire ! Ce pont commencé en 1177, s'effondra peu de temps après et durant les siècles, il mit une évidente obstination à ne pas rester debout. Ses arches s'écroulaient avec une facilité qui n'avait d'égale que la fâcheuse tendance des remparts à se jeter par terre.

Ces remparts construits au ^{xiv}^e siècle furent tellement restaurés, rapiécés, réparés, reconstruits dans la suite, qu'on chercherait vainement aujourd'hui quelque fragment remontant au temps des Papes. Leurs pierres sont muettes et M. le Dr Pansier a dû dépouiller les documents d'archives pour écrire une histoire qu'ils ne racontent plus par eux-mêmes.

Mais déjà le jour baissait lorsque les Congressistes suant, soufflant, n'en pouvant plus, un peu ahuris d'avoir tant regardé, arrivèrent, sans ardeur, au Musée Calvet. Et, sauf quelques intrépides, ils restèrent insensibles aux savantes explications de M. Girard, de M. Digonnet et à l'éloquence de M. Vitry. Beaucoup manquèrent à la séance du soir. Heureusement les habitués des réunions académiques d'Avignon se dévouèrent. M. Jules Maurice démontra que Arles doit son nom de *Constantina*, non pas à Constantin le Grand, mais à Constantin II, associé à l'empire en 326 et mort en 340. Le nom de *Constantina* ne se trouve en effet que sur des monnaies frappées entre le jour de l'élévation de Constantin II à l'empire et la date de sa mort. M. Bond d'Angleterre se chargea de l'intermède joyeux. Le tombeau de Jean XXII a été sculpté en 1345 par un artiste parisien. Mais M. Bond n'est pas de cet avis ; il pense qu'il est du ^{xv}^e siècle, parce qu'il comporte une décoration inconnue en France au ^{xiv}^e siècle, mais très usitée à cette date en Angleterre. Le tombeau de Jean XXII postérieur à celui d'Innocent VI décèlerait une imitation anglaise très prononcée. Vous pensez bien qu'une telle

prétention basée sur des impressions de style et qui rappelait l'aventure arrivée à M. Alfred Michiels à propos du *Buisson Ardent*, eût le don de mettre en gaité les auditeurs. Heureusement M. Lefèvre-Pontalis sauva l'honneur national en maintenant la date de 1345 et l'attribution du tombeau à Jean de Lavernier de Paris.

M. Formigé exposa, à l'aide d'une vue cavalière projetée sur écran, la disposition de la *Chartreuse de Villeneuve*, complétant ainsi très heureusement les renseignements qu'il avait donnés le matin même sur le terrain.

Puis M. Lefèvre-Pontalis commenta, avec une clarté et une érudition dues à une longue fréquentation de l'art roman, une série de vues d'églises du ^{xii}^e siècle, les unes fortifiées, d'autres avec clochers ronds, carrés ou octogonaux, d'autres enfin décorées de bandes lombardes.

M. Serbat donna lecture d'un mémoire de M. Beloe appuyé de projections, et qui avait trait aux *Fonts baptismaux de la période normande dans le Norfolkshire*. Bien que n'ayant qu'un lointain rapport avec l'étude de notre région, on fit bon accueil à ces monuments ornés de sculptures archaïques.

La conférence de M. P. Vitry, sur les *Mises au tombeau* des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, fut certainement un des morceaux les plus goûtés et les plus intéressants de cette brillante soirée. M. Vitry sait donner à ses explications une forme qui en double le charme.

Le lendemain, samedi 22 mai, eut lieu l'excursion mémorable de Montmajour-Saint-Gilles-Aiguesmortes à laquelle assistèrent M. de Lasteyrie, de l'Institut, et de nombreuses dames.

L'arrivée à Montmajour ne manqua pas d'imprévu. Le train stoppa à travers champs. Un poteau portant l'inscription : *Montmajor*, œuvre d'un vague septentrional qu'il faut vouer à l'exécration des félibres, représentait la gare.

En deux heures, M. Labande devait montrer toute l'abbaye. On visita donc l'église Notre - Dame remontant au ^{xii}^e siècle et inachevée ; on descendit à la crypte glacée, obscure et qui eût été propice aux entreprises téméraires, si les archéologues n'étaient, sur le chapitre des jeux de l'Amour et des Ris, au-dessus de tout soupçon.

Dans le cloître, les photographes furent admirables.

L'un d'eux pliait sous le poids d'un appareil gigantesque, pareil à un vieux coffre ou à quelque antique pétrin. Il fendait l'âme de tous ceux qui le regardaient porter une croix pareille. Je soupçonne cependant quelques-uns de ces amateurs, sous le fallacieux prétexte de conserver à jamais les scènes sculptées aux chapiteaux du cloître, d'avoir satisfait sournoisement leur irrésistible envie de fixer sur leurs plaques les groupes plus harmonieux et les silhouettes plus vivantes des dames du Congrès.

Cependant il y avait tant à visiter, que les archéologues ne savaient plus à quel saint se vouer. Agités par des désirs plus également violents que ceux de l'âne de Buridan, quelques-uns hésitaient entre l'ascension de la Tour de 1369 et la descente à la chapelle de Saint-Pierre. Deux archéologues en herbe émettaient des propos dépourvus de gravité. D'autres, installés au sommet de la Tour, envoyaient à tous les diables les marques de tâcherons, les ogives et les arcs doubleaux, et admiraient tranquillement un paysage merveilleux. Cependant à la chapelle Sainte-Croix, ceux des congressistes dont le soleil n'avait point encore calmé les ardeurs, tombèrent en extase devant la voûte en arc de cloître et la coupe savante des assises.

Mais la trompette de M. Lefèvre-Pontalis sonnait déjà comme une sorte de ranz des archéologues. Entre les blés dorés et les vignes verdissantes, le train attendait. En route pour Saint-Gilles. Malgré un léger mistral, le soleil énevait les volontés et fatiguait les énergies. Aussi les congressistes, dès leur arrivée, s'abattirent-ils, tel un vol de moineaux, sur les marches de l'église, où se jouait une ombre parcimonieuse. Le pittoresque y gagna et les photographes eurent là une occasion unique de tenir sous leurs objectifs toute la caravane.

Étonnés, les saints de pierre du portail regardaient à leurs pieds ces pèlerins d'un nouveau genre. Toutes les têtes étaient levées vers la façade. M. Labande, qui jamais ne bouda à l'ouvrage, commença, d'une voix un peu fatiguée, l'explication des merveilles qui décorent les portes. Mais il avait compté sans son hôte, je veux dire sans M. le chanoine Nicolas. Celui-ci a beaucoup écrit sur l'église de Saint-Gilles. Il nous le fit bien voir ; il donna à M. Labande une réplique abondante. Ce fut dès lors comme un chœur

à deux voix qui chanta la beauté du portail. Le dialogue se poursuivit à l'intérieur de l'église, si bien qu'on s'installa aux prie-Dieu et que M. le Chanoine s'assit commodément pour faire un prône inusité. Il ne nous fit grâce d'aucune mutilation, restauration, reconstruction. Dans la crypte, M. de Lasteyrie et M. Labande rompirent des lances enrubannées de compliments à propos de l'âge de ce monument. Enfin, l'escalier à vis, jadis pèlerinage obligatoire pour tous les compagnons tailleurs de pierre, les vestiges de l'ancien chœur, la maison romane furent les dernières étapes de la visite à Saint-Gilles.

Le banquet eut lieu dans le théâtre de l'endroit. Il fut servi avec bonne volonté par des vatels pleins de zèle, mais peu habitués à de telles agapes. Une gaité toute méridionale y présida.

M. Lefèvre-Pontalis, M. le Maire de Saint-Gilles, portèrent des toasts applaudis. M. de Lasteyrie, de l'Institut, but aux jeunes qui se pressaient autour de lui. Il leur demanda un amour désintéressé de la science. Il les supplia de ne pas craindre de se contredire lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils ont erré et d'oser même attaquer leurs vieux maîtres, s'ils ont en main les éléments de la vérité. Pour lui, avouait-il, il n'avait jamais hésité à revenir sur les erreurs qu'il avait pu commettre. Avec une ardeur toute juvénile, il déclara qu'il espérait bien rompre encore des lances pour les idées qu'il croit vraies et les théories qu'il tient pour justes. Ces conseils d'un maître estimé provoquèrent d'unanimes approbations. Alors M. le chanoine Nicolas se leva et montra aux hommes du nord de quel bois on se chauffe dans le midi. A propos d'archéologie, il fut vibrant et héroïque. On eût dit qu'il prêchait une nouvelle croisade, ou qu'il présidait un meeting viticole. Comment résister à ces accents enflammés ? On trépignait d'enthousiasme et soudain cette joie frénétique trouva à se concrétiser. Elle s'épandit en chansons. Des violoneux apparurent sur la scène et les graves archéologues chantèrent : *O solo mio*, montrant ainsi qu'ils savent allier aux études sévères les distractions innocentes, et qu'on peut être au courant de la dernière découverte archéologique et de l'avant-dernier succès de café-concert. Ce fut néanmoins un spectacle récon-

fortant que donnèrent les savants et un exemple aux fêlibres qui, quelques jours plus tard, devaient se gourmer effroyablement là où nous avions tant ri.

Dire que les excursionnistes arrivèrent alertes à Aigues-mortes, serait certainement exagéré. Ils n'allaient plus que d'un pied pénible. M. Lefèvre-Pontalis essayait de ranimer les courages défaillants. Les remparts, œuvre du ^{xiii}^e siècle, avec leurs portes, et la fameuse Tour Constance, furent visités, étudiés et photographiés mollement.

Aussi, dans le train qui nous ramenait, les conversations furent-elles languissantes, et le soir on n'eut pas envie de tenir une séance de travail. On aspirait au calme.

Le dimanche fut réservé aux excursions individuelles. Les congressistes n'eurent que l'embarras du choix. Les uns allèrent à Nîmes, où les attirait une corrida à faire envie à un Madrilène. D'autres préférèrent les ombrages frais et les rives enchantées de la Fontaine de Vaucluse. Quelques-uns, atteint véritablement de la folie archéologique et estimant qu'on ne leur avait pas assez montré de pierres et de ruines, escaladèrent les Baux, village moyen-âgeux perché dans les Alpilles sèches et parfumées. Le Pont-du-Gard, qui avait le grand tort d'être romain et non roman, ne groupa qu'une douzaine d'admirateurs.

Le soir, à l'hôtel Crillon, eut lieu le banquet officiel qui réunit plus de cent convives, l'élite de l'archéologie.

On me pardonnera de ne point citer des noms. Ce banquet ne ressembla point à celui de Saint-Gilles ; il fut plus cérémonieux et plus compassé. Il s'en distingua aussi par le nombre inusité de discours. Les orateurs toastèrent aux dames, aux hommes, aux invités, aux étrangers, aux organisateurs du Congrès, à ceux qui y assistaient, à ceux qui n'avaient pas pu y prendre part, aux présents, aux absents, aux morts, à Avignon, à la Provence, au Midi, à l'art roman, au style gothique, à l'histoire, à l'archéologie, à la presse, au chemin de fer, aux syndicats d'initiative, aux président, vice-présidents, secrétaires, trésoriers, inspecteurs de la S. F. A., aux sociétés savantes. A quoi et à qui ne but-on pas ? On épuisa toutes les épithètes laudatives, les vocables flatteurs, les qualificatifs aimables. Les dames furent « les roses de la flore archéologique », l'archéologie ne fut pas « un mancenilier », mais une « oasis au milieu du désert

de la vie », le Congrès fut « une croisade dont M. Lefèvre-Pontalis fut le Godefroy de Bouillon ». Sans doute personne ne se montra

donneur de sené par désir de rhubarbe,

mais tous balancèrent, d'une main experte, l'encensoir de la galanterie et de la flatterie.

La journée du lundi, 24 mai, fut consacrée à Arles. Les honneurs de la ville furent faits aux congressistes par MM. Vèran et Lacaze-Duthiers. On ne peut point les suivre dans leurs longues pérégrinations à l'église et au cloître de Saint-Trophime, étudié par M. Labande, aux ruines du théâtre romain, à l'amphithéâtre, aux Alyscamps, au musée des Antiques. La visite au Museon Arlaten fut marquée par des propos peu amènes échangés entre des membres rivaux de sociétés rivales,

Au banquet, quelques congressistes, qui n'ayant point pu placer la veille le moindre petit toast souffraient d'un discours rentré, purent se rattraper. Un orateur compara Arcisse de Caumont et Mistral au grand ébahissement de tous. Le soir, se tint une séance de travail fort intéressante. M. Pasquier, archiviste de Haute-Garonne, fit une communication sur un système de fortification observé à Caumont (Ariège) et à Belvèzet (Gard). Ce système comporte une enceinte elliptique ou circulaire avec ouverture à chaque extrémité de l'ellipse. Un donjon s'élève au centre. Puis il signala aux chercheurs un *Inventaire d'un grand prieur de Malte à Arles (1602)*, conservé aux archives de la Haute-Garonne. M. Jean Lafont rectifia deux erreurs d'iconographie. Sur un bas-relief du cloître de Saint Trophime, on a voulu voir saint Jacques de Compostelle entouré de deux pèlerins. M. Lafont démontra qu'il s'agissait de la rencontre du Christ et des pèlerins d'Emmaüs. A propos d'un autre bas relief de la cathédrale de Saint-Paul-Trois-Châteaux où l'on a cru reconnaître des seigneurs rendant l'hommage à un évêque, le jeune érudit estime que la scène représente le Christ descendant aux limbes. M. Lefèvre-Pontalis commença une étude sur les cloîtres de la région, agrémentée de projections. Mais l'appareil s'arrêta faute d'oxygène, ce dont l'orateur se montra fort navré.

On avait heureusement sous la main M. Gap et son *Inventaire du château de Beaucet* au xvii^e siècle et le travail du docteur Colombe sur la *Grande cuisine* du Palais des Papes.

Le mardi, les excursionnistes de moins en moins nombreux, se dirigèrent vers Cavaillon. Ils prirent un soin extrême à examiner les débris de l'arc romain, célèbre par ses pérégrinations, et la cathédrale, œuvre du xii^e siècle et romane, cela va de soi. M. Labande et M. Lefèvre-Pontalis triomphèrent. On vint ensuite à Saint-Rémy où, comme par hasard, saint Paul de Mausolée offrit une église et un cloître romans. En vain, M. Dignonnet, un romain, présentait l'arc et le tombeau antiques. A Saint-Gabriel, nouvelle église romane. A Tarascon, l'église Sainte-Marthe permit de dire encore quelques mots sur ce pauvre roman. Le château de Tarascon et celui de Beaucaire apportèrent une salutaire diversion à ceux qui n'ont pas fait du xii^e siècle le centre de leur admiration et de leurs études.

Mais déjà le Congrès ne battait plus que d'une aile. A la séance du soir, M. Bruguier-Roure apporta sa petite contribution aux bandes lombardes si nombreuses en Provence (Pont-Saint-Esprit, Beaucaire, Caumont, etc.); Puis M. Chevallier présente les comptes de la Société. Un excédent consolateur régnait sur toute la ligne.

Alors M. Lefèvre-Pontalis proclama la liste des lauréats de la Société française d'archéologie.

Deux médailles de vermeil, grand module, furent attribuées, l'une à M. Labande, pour ses travaux archéologiques et pour la part qu'il avait prise au Congrès. L'on m'accordera que jamais distinction ne fut plus méritée. La deuxième fut accordée à M. A. Hallays, le « flaneur » du *Journal des Débats*, dont le zèle inlassable poursuit les vandales et lutte contre les dilapidations de notre domaine artistique. D'autres médailles de vermeil furent données à M. Bizot conservateur du musée de Vienne, un vétéran de l'érudition, à M. le chanoine Requin, d'Avignon, pour ses travaux, sur les artistes provençaux, à M. Vallentin du Chaylar de Montélimar, collectionneur et numismate, et à M. Vêran d'Arles, pour ses fouilles et ses découvertes. Un nombre respectable de médailles d'argent furent offertes à M. Boncaze, trésorier du Congrès; à M. L. Chatelain, membre de

l'École française de Rome pour son livre sur les *Monuments romains d'Orange*; à M. F. Digonnet d'Avignon, qui pendant des années a noté et commenté les découvertes faites dans la région, à M. Duprat d'Avignon, qui s'attaque à l'histoire d'Avignon antique et mérovingien; à M. Fabre, délégué du Syndicat d'Initiative de Provence, pour la part prise à l'organisation du Congrès; à M. J. Formigé de Paris pour ses études sur la *Chartreuse de Villeneuve*; à M. Gazagne, architecte attaché à la restauration du Palais; à M. Girard, secrétaire général du Congrès, un jeune qui promet; à M. Lacaze-Duthiers d'Arles, pour ses travaux sur cette ville; à M. le Chanoine Nicolas, historiographe de Saint-Gilles; à M. l'abbé Rolave, pour ses monographies des églises de la région du Puy; à M. l'abbé Sautel d'Avignon, dont Vaison antique est le domaine; à M. Sauve, d'Apt, pour ses travaux sur Apt; à M. l'abbé Valla, curé de Villeneuve, pour son guide de Villeneuve.

Puis vinrent les médailles de bronze à M. l'abbé Aigon, pour son histoire d'Aiguesmortes; à M. Deydier de Cucuron, un préhistorien des plus distingués; à M. L. Gap, d'Avignon, pour l'ensemble de ses travaux; à M. l'abbé Sautel, de Venasque, pour ses fouilles; à M. Yrondelle, d'Orange, par son Guide d'Orange; à Mlle. Carrayrou, qui a restauré une maison de bois d'Abbeville; à M. H. Souvet, entrepreneur au Palais des Papes; à M. Bonhoure, son contremaître et enfin à MM. Laurent et Grangeon, ouvriers, employés aux restaurations.

Le Congrès émit ensuite le vœu que soient classés comme monuments historiques: l'église de Saint-Pierre-de-Vénejan, et celle de Saint-Pierre du Pont-Saint-Esprit, le château d'Oppède, l'église de Beaumes-de-Transit, l'abbaye de Saint-Ruf d'Avignon et celle de Senanque, la Croix-Couverte de Pernes.

La tenue du prochain Congrès fut fixée à Angers.

La dernière excursion, celle du mercredi 19 mai, fut encore la journée des romanisants. Ainsi, à Venasque, le baptistère remonte au VII^e siècle avec reprises au XII^e; l'église Notre-Dame est du début du XIII^e. Les tours des remparts sont peut-être aussi du XII^e siècle (?). Au Thor, l'église Notre-Dame, œuvre probablement d'un architecte étranger, est du XII^e siècle; à Pernes, l'église est romane.

Carpentras seul offrit une église gothique, un petit arc romain, un musée avec de charmants objets d'art, et une galerie de tableaux dont quelques uns sont précieux.

Ainsi finit le Congrès d'Avignon. Il laissera il faut l'espérer, un souvenir agréable à tous ceux qui y prirent part. Sans doute le roman s'y tailla la part du lion ; Mais c'est un peu la faute de nos monuments qui appartiennent en majorité à cette époque. A quelques uns, le programme parut un peu chargé. Notre région est riche en édifices du passé, et une semaine pour les étudier, n'était point un laps de temps suffisant. On fut obligé de sacrifier les Baux, Vaucluse et son église, le Pont-du-Gard, le Pont-Saint-Esprit, les abbayes de Senanque et de Sylvacane. Il est évident qu'il y avait matière pour deux Congrès.

Cependant tel qu'il fut, le Congrès de 1909 n'aura pas été indigne de ses devanciers. Nous espérons qu'il aura éveillé chez nos compatriotes l'amour des vieilles pierres et le respect des choses du passé. Et si les Avignonnais y avaient appris à mieux connaître leur cité et en apprécier davantage les richesses, il faudrait s'en féliciter.

Quant aux Congressistes étrangers, ils quittèrent avec regret cette terre avenante et hospitalière. Seul un vieux archéologue gémissait : « Tout s'en va, me disait-il, les temps « héroïques sont finis ! Huit jours durant vous vous êtes « accablés de louanges. Vous avez émis avec sérénité des « théories qu'aucune note discordante n'a troublées. Vous « avez pu lire vos mémoires sans qu'une critique s'élevât. « Vous avez montré une harmonie parfaite et ennuyeuse. « Nous étions jadis autrement combattifs, joliment plus « ardents et agressifs. On se lançait des injures ; pour une « inscription on se fut dévoré ; au sujet d'une date on en venait « aux mains. De mon temps, tout était au romain, le roman, « c'était pour nous du barbare. Tenez, moi qui vous parle, « j'ai vu des Congrès homériques. En 18... par exemple, nous « eumes presque un duel. Au pied du Mausolée de Saint- « Rémy, un archéologue un peu brouillé avec le latin, les « textes, l'épigraphie, la numismatique et autres sciences « auxiliaires de l'histoire, déclarait l'inscription apocryphe, « invoquait l'ombre de Marius et envoyait ses témoins à « M. Palustre. Dans une tour du Palais des Papes deux

« érudits, en désaccord sur une date, menaçaient de se dé-
« fenestrer. Voilà comment nous comprenions l'archéo-
« logie alors ! Aujourd'hui vos communications sont décen-
« tes et courtoises, vos travaux pacifiques et vos discus-
« sions de bon ton. Vous dégénérez ! » Et sans attendre une
réponse, le vieil archéologue furieux s'en alla, brandis-
sant comme une arme, un in-folio de l'*Antiquité Expli-
quée* de Montfaucon.

E. DUPRAT.

CHRONIQUE ARCHÉOLOGIQUE

DÉCOUVERTE DE L'ÉGLISE

DE SAINT-JULIEN-HORS-LES-MURS

Par delà la crête des collines où vient s'appuyer au nord-est la ville de Nîmes, une toute petite vallée se dissimule au fond d'un repli du terrain. C'est comme une sorte de carrefour où viennent se confondre tous les chemins de la Garrigue.

En ce vieux coin de terre nimoise, les souvenirs abondent d'un lointain passé, aujourd'hui presque complètement oublié.

L'enceinte romaine s'arrêtait au point culminant des collines. A hauteur de la *Croix-de-Fer*, la « Posterle » livrait passage à une route qui bifurquait aussitôt, gagnant le pays des *Helves* par deux directions différentes.

Les tombeaux romains se pressaient en bordure des deux chemins, et le centre du carrefour était occupé par un ou plusieurs édicules religieux. C'est là que se célébrait en grande pompe la fête des *Lares compitales*. A certaines époques, on y voyait accourir la multitude des pauvres gens de la campagne qui se livraient à des réjouissances publiques quelque peu analogues à nos spectacles forains. Une vieille tradition place ici le berceau du christianisme dans notre ville ; et c'est peut-être au cours de quelque cérémonie en l'honneur des *Lares* que la foi nouvelle fut apportée par saint Baudile.

D'après la légende, le corps du martyr fut déposé en cet endroit et des prodiges singuliers ne tardèrent pas à se produire autour de son tombeau. On vit bientôt s'élever

une chapelle, puis une grande abbaye, et l'affluence des pèlerins y fut extraordinaire. Une importante foire s'établit sur les lieux, le 20 mai, jour de la fête du saint : son origine extrêmement reculée permettrait peut-être d'y voir une survivance des coutumes païennes.

Nos ancêtres semblent s'être disputé l'honneur de déposer leurs morts à l'ombre du sanctuaire sacré. Bientôt le fond de la vallée, et les pentes de la colline, furent couverts de centaines et de milliers de tombeaux. Cette vaste *nécropole* ne le cède en rien, comme étendue, aux fameux *Alyscamps* d'Arles.

Depuis la *Posterle*, jusqu'au pont de *Ventabren*, les fouilles ramènent sans cesse au jour des sépultures de toutes les époques : urnes cinéraires romaines, tombes à *tegulac*, sarcophages en marbre ou en molasse ordinaire, caissons en dalles..., toutes les conditions sociales y sont représentées. Dans l'espace de trois ou quatre ans seulement, nous avons vu extraire une centaine de grands sarcophages formant parfois dans le sol deux couches superposées...

Il n'est pas vrai de dire, comme on l'a soutenu trop souvent, que Nîmes n'a possédé aucun monument des premiers temps du christianisme. Notre nécropole renfermait, au contraire, un nombre considérable de riches sépultures en marbre, ornées de bas-reliefs, analogues à celles qui font l'ornement du Musée lapidaire d'Arles. — Malheureusement, les Sarrazins d'abord, les querelles religieuses ensuite, ont été funestes à toutes ces œuvres d'art : ce n'est que par petits fragments qu'on les retrouve aujourd'hui, mélangées aux ruines du monastère. Nous nous appliquons de notre mieux à recueillir ces précieux débris et à noter toutes les traces de vieilles fondations, persuadé qu'il nous sera possible, un jour, de reconstituer la topographie de cet intéressant coin de terre.

Pendant tout le moyen âge le culte du saint se maintient à Nîmes avec des périodes alternantes de ferveur et de relâchement. C'est en 1563 qu'eut lieu la ruine totale et définitive de l'antique monastère. Malgré quelques tentatives de relèvement, l'herbe n'a cessé de pousser sur ces vastes ruines et l'oubli s'est fait tellement complet que, sans le secours des vieux plans de nos archives départementales, il serait impossible de retrouver l'emplacement

des églises et de l'abbaye. La ville nouvelle déborde sans cesse vers la vallée ; tout l'espace sera bientôt envahi par les constructions neuves : c'est le moment de relever l'emplacement des vieilles constructions que les fouilles mettent constamment à jour, sous peine de les voir disparaître à tout jamais.

Nous remettons à plus tard l'étude générale des ruines de Saint-Baudile, nous contentant aujourd'hui de dire un mot d'une dépendance de ce monastère qui vient d'être presque inopinément découverte. Il s'agit de l'église de Saint-Julien-hors-les-Murs située à quelques mètres seulement de l'église abbatiale.

Reconstruite sans doute, comme beaucoup d'autres, à l'époque romane, l'église Saint-Julien était cependant presque aussi ancienne que sa voisine. Un vieux lectionnaire de l'église de Nîmes, nous signale en cet endroit les tombeaux de Remessaire et Jean, évêques, qui furent canonisés vers le ^{vii}^e siècle. Au ^{xv}^e siècle, le même sanctuaire reçut la dépouille d'un membre de la famille Quotin, celle-là même dont un des descendants fut si malmené par le grand satyrique Boileau. S'il fallait en croire Deyron, l'origine de cette petite église serait encore plus reculée, puisqu'elle aurait reçu en don la couronne du prince Goth Ricamarède, qui adjura son hérésie au III^e concile de Tolède, en l'an 589.

Par une chance inespérée, l'emplacement des deux églises se trouve tout entier dans la propriété d'un Nimois éclairé et plus à même que quiconque de saisir tout l'intérêt historique qui se rattache à ce coin de terre. C'est grâce à l'obligeance de notre confrère et ami M. Jean Bosc que nous devons de connaître aujourd'hui l'emplacement exact de *Saint-Julien*.

A l'extrémité de la rue Bonfa, dans l'angle septentrional de ce qui fut jadis la grande place ou *foiral* de Saint-Bauzile, se dresse encore un vieux pan de mur dont l'appareil dénote une époque très reculée. Frappés de son extrême solidité, les habitants du quartier lui ont depuis longtemps donné le nom de « Tour Magnette ». Il était naturel de supposer que cette bizarre construction se rattachait jadis à quelque ancien édifice de l'abbaye, mais on en était réduit aux hypothèses relativement à sa destina-

tion véritable. Or, l'année dernière, les travaux de redressement d'un mur firent découvrir, à quelques mètres de là, la base d'un superbe parement long de 18 mètres environ. Le mur, épais de près d'un mètre, offrait sur la face extérieure un grand nombre de blocs de grand appareil, certainement empruntés à des constructions romaines. Nous relevâmes alors l'emplacement de trois contreforts et d'une porte latérale que M. Bosc a eu l'heureuse idée de conserver dans la restauration. L'orientation de ce mur nous fit tout de suite supposer que nous étions bien en présence de la petite église de Saint-Julien. A l'extrémité orientale du mur, la base d'un puissant massif de maçonnerie avec contrefort avancé faisait pendant à celui de la Tour Magnette, et c'est là qu'il fallait certainement placer la naissance de l'abside.

Mais nous ignorions les dimensions et la forme exacte de celle-ci. En outre, dans quel état de conservation allait-on retrouver l'autel ? Y avait-il une crypte primitive ? — Les fameux tombeaux étaient-ils encore en place ?..... Autant de questions que la continuation des fouilles est en train de résoudre, hélas ! par la négative.

Entre les deux massifs signalés ci-dessus, le pavé de l'église a été rencontré à 1^m10 environ de profondeur. L'abside, en cul-de-four, n'a que 5^m70 d'ouverture. Au milieu du pavage, un vide carré de 0^m80 de côté représente l'emplacement de l'autel : on peut même voir sur les dalles deux trous symétriquement disposés, dans lesquels venaient s'encastrent deux petites colonnettes formant support de la table d'autel. Celle-ci a dû être brisée de façon très violente, si l'on en juge par les quelques menus fragments recueillis sur place. Les reliques, s'il y en avait au-dessous, ont dû être enlevées ou dispersées avant la chute de la voûte.

Parmi les débris rencontrés signalons d'assez nombreux petits fragments de moulures, une colonnette de l'autel, une base de colonne, un petit chapiteau et un fragment d'inscription romaine en l'honneur d'un grand personnage parvenu à tous les honneurs de la colonie.

Au devant de l'autel, le pavé était constitué par une immense dalle fort lisse, longue de 2^m93 et large de 1^m53. Enfin, un sondage effectué dans la direction de la nef, à

4 ou 5 mètres de là, a fait retrouver un puissant massif de maçonnerie qui paraît être un des piliers de l'église.

Tel est l'état actuel des fouilles : elles sont encore trop peu avancées pour pouvoir dresser un plan exact de l'église. M. Bosc est bien décidé cependant à poursuivre le dégagement des parties essentielles. Au nom de tous ceux qu'intéresse l'histoire de notre vieux sol nimois, nous le remercions des efforts qu'il fait pour la résurrection d'un passé tellement oublié qu'on ne peut aujourd'hui songer à le reconstituer que pièce après pièce.

FÉLIX MAZAURIC.

P.-S. — Au moment de mettre sous presse, on vient de découvrir, au milieu de la nef, à 5 mètres de l'abside, et à 0^m30 au-dessous du pavé général de l'église romane, un second pavage, très ancien, formé d'un carrelage de grosses briques d'une épaisseur de 0^m10 au moins. Ce fait très intéressant nous paraît démontrer : 1° que l'église a été reconstruite ; 2° que la plus ancienne, — peut-être un baptistère ? — remonte vraisemblablement à l'époque dite wisigothique.

F. M.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET DOCUMENTS A CONSULTER AU SUJET DE

SAINT BAUDILE ET DE SA LÉGENDE :

1. — *Archives départementales du Gard* (Papiers de saint Baudile très intéressants).
2. — *Archives municipales de Nîmes* (Diverses liasses. V. l'inventaire général).
3. — Grégoire de Tours : *De Gloria Martyrum*, 1878
4. — *Acta Sanctorum*. — 20 mai.
5. — Ménard : *Histoire de Nîmes* (7 vol.).

6. — Abbé Mathon : *Martyre de saint Baudile*, 1837. — Nîmes, Vve Gaude.

7. — Auguste Pelet : *Académie de Nîmes*, 1863.

8. — E. Germer-Durand : *Académie de Nîmes*, 1869.

9. — Abbé Azaïs : *Saint Baudile et son Culte*, 1872. — Nîmes, Lafare et Vve Attenoux.

10. — Abbé Goiffon : *Les Bénédictins à Nîmes*, 1875. — Nîmes, Grimaud et Bedot.

CHRONIQUE

Caromb.— L'église de Caromb (Vaucluse), classée comme monument historique va être l'objet de réparations importantes. Dans une chapelle de cette église se trouve le tombeau mutilé d'un grand personnage, fondateur de la collégiale. Nous aurons à revenir sur cette œuvre, une des premières exécutées durant la Renaissance, dans le Comtat-Venaissin.

Palais des Papes à Avignon.— Les travaux de déblaiement exécutés au Palais des Papes, ont amené la découverte de plusieurs squelettes. Les uns attribuent ces restes à l'époque du siège du palais sous l'antipape Benoît XIII, ce qui, pour plusieurs raisons, paraît peu vraisemblable, les autres, à l'époque des guerres religieuses, ce qui est imagination, d'autres, aux troubles révolutionnaires. Les éminents historiens et archéologues de l'Académie de Vaucluse, de la presse et de la Municipalité préparent de savants mémoires sur cette lugubre découverte.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

L'INSURRECTION FÉDÉRALISTE

DANS LA VALLÉE DU RHONE

SIÈGE ET PRISE D'AVIGNON

(JUILLET 1793)

(Suite et fin)

Deux heures après, un parlementaire, suivi d'un trompette, traversait les rues d'Avignon, les yeux bandés, et était conduit à l'Hôtel de Ville, où se tenaient en permanence les autorités. Il était porteur d'une mise en demeure catégorique de déposer les armes et d'ouvrir, avant une heure, les portes de la ville aux troupes de la République.

Cette sommation fut comme un coup de foudre dans un ciel jusque-là trop serein. Chacun eut immédiatement la claire intuition de la responsabilité personnelle qu'il encourrait dans les événements qui allaient se produire. Mais on était trop engagé pour pouvoir reculer. Après une délibération orageuse, qui ne trahissait que trop les sentiments de crainte du conseil, chacun à son corps défendant, signa, cette réponse, dont le ton hautain et péremptoire était plus dans les mots que dans les cœurs :

« Les autorités constituées actuellement dans la

« ville d'Avignon, répondant à la sommation du
« général de brigade Carteaux, déclarent que, loin
« que la ville soit en rébellion, elle est amie des
« lois et dévouée aux autorités légitimes. Tous les
« citoyens qui la composent, toute la force armée
« qu'elle renferme, tous les membres des autorités
« qui la régissent, sont prêts à donner leur vie pour
« le soutien de la République une et indivisible,
« pour le salut des personnes et la conservation des
« propriétés.

« Nous ne reconnaissons plus la Convention na-
« tionale depuis le 31 mai dernier, parce qu'elle
« n'est plus dans son intégrité ; nous ne sommes
« pas rebelles pour cela ; au contraire, en vrais
« républicains français, nous désirons que la Con-
« vention nationale recouvre cette unité et cette
« indivisibilité dont elle est privée.

« Nous vous requérons de vous retirer et de ne
« pas nous mettre dans la dure nécessité de repous-
« ser la force par la force.

« *Signés* : PIERTE, Laurent VINAY, membres du
« comité général ; RICARD, MILHAUDON, DIOU-
« LOUFET, administrateurs ; PELAT, adjoint ;
« HUGUES, BONNAUD fils, FERRIER, l'abbé Mo-
« RENAS, administrateurs provisoires (1). »

On a vu que le bruit avait couru, au camp du Pontet, que les Marseillais devaient faire, le 25, une sortie, en prévision sans doute d'une attaque de Carteaux. C'était exact. Déjà, en vue de cette opération, fixée pour une heure du matin, on avait fait rentrer tous les chevaux qui foulaient les blés sur

(1) Pièce imprimée, vol. 39 de la collection Tissot, à la bibliothèque de Carpentras.

les aires, et pris, non sans tumulte, toutes les mesures qu'on jugeait nécessaires pour en assurer le succès. Mais l'arrivée du parlementaire modifia à un tel point les résolutions prises que, brusquement, au lieu d'une sortie, on décida la retraite et qu'à peine le parlementaire s'était-il retiré, que le second bataillon marseillais, arrivé dans la place le 20, recevait l'ordre d'aller occuper sur le champ le passage de la Durance, au bac de Barbentane, et les flots voisins. Le départ eut lieu à onze heures du soir, en présence de la foule éplorée. En un clin d'œil, Avignon, passé de l'extrême joie d'un carnaval, qu'on croyait sans fin, à un morne abattement et à une extrême désespérance, venait de se couvrir d'un voile de deuil.

Carteaux, de son côté, ayant prévu la réponse qui serait faite à sa sommation, n'avait pas attendu plus longtemps pour combiner ses dernières dispositions. A six heures du soir, il réunissait au château de Roberty les chefs des différentes armes, et de concert avec eux arrêtait le plan définitif des opérations d'attaque, et aussi, car il fallait tout prévoir, sa ligne de retraite en cas d'insuccès.

Bientôt la troupe se mettait en mouvement, et, après une marche accélérée, venait se ranger en bataille à cent cinquante mètres de la porte Saint-Lazare. C'est là que Carteaux reçut son parlementaire, porteur de la réponse du comité de défense de la place. Il était huit heures et demie. Le général dispose immédiatement sa troupe sur quatre colonnes, afin d'embrasser par son front les quatre portes de la ville depuis le Rhône jusqu'à la Durance. Ses troupes ainsi disposées se développaient sur une longueur de près d'une lieue et comprenaient envi-

ron trois mille hommes. Lui-même s'était porté au centre avec une réserve d'infanterie, toute sa cavalerie et une pièce de 4, destinée à protéger le déploiement des colonnes.

Le capitaine Dommartin, commandant l'artillerie, avait pour instructions de « commencer l'attaque en « faisant jeter dans la ville des obus avec une pièce « de 8, démontée et disposée pour ce ». Chaque colonne ayant avec elle de l'artillerie, le feu devait ensuite commencer sur toute la ligne, au signal précis qui serait donné par l'attaque de droite.

Le 25, à une heure moins un quart du matin, toutes les batteries donnèrent simultanément sur la ligne de front. Ainsi protégées par l'artillerie, les colonnes s'approchèrent successivement jusqu'à vingt-cinq pas des portes ; mais alors elles furent reçues par plusieurs salves de pièces de 24 et de 18. A cette canonnade se joignait un feu très vif de mousqueterie, dirigé des créneaux et des embrasures par l'officier de Somis, investi, dans la nuit même, du commandement supérieur de la défense (1).

La lutte fut chaude de part et d'autre et dura jusqu'à huit heures. A ce moment, et sur l'avis de tous les chefs de colonne, Carteaux, jugeant qu'il « était « impossible, avec des pièces de 4, de forcer des « postes aussi bien gardés », fit sonner la retraite. Chaque colonne l'effectua en bon ordre et avec autant de bravoure que de fermeté, notamment celle

(1) « Nous, commissaires civils du département des Bouches-du-Rhône, requérons le citoyen Somis de prendre le commandement général de la place d'Avignon, et d'y ordonner en cette qualité tout ce qui sera nécessaire pour son salut.

« A Avignon, le 25 juillet 1793, l'an second de la République Française une et indivisible.

« Signés : J. BLANC, BRÉMOND, PINATEL, BROUSSE. »

(Pièce manuscrite à la bibliothèque d'Avignon, ms 3024, f° 173).

commandée par le capitaine Saint-Marc, du 59^e d'infanterie, qui, après avoir attaqué la porte Saint-Roch avec une seule pièce de 4, s'y était maintenu, « malgré un feu de revers partant du village de Barbantane croisé sur celui de la porte (1) », dit le rapport de Carteaux, et s'était ensuite retiré sans perdre un seul homme.

Dans cette attaque où le capitaine Dommartin avait, au témoignage du général en chef, donné des preuves d'une intelligence supérieure, les assiégeants avaient eu quatre hommes tués et dix blessés, dont trois officiers (2).

Tel est le récit authentique du siège d'Avignon, dont nous puisons la plupart des détails dans le rapport officiel que Carteaux adressa, le même jour, de son quartier général du Pontaix (*sic*), au général Kellermann, pour être transmis au ministre de la guerre, rapport contresigné par Pellapra, chef de bataillon du 59^e, L. Busigny, Isnard, capitaine, Chambon aîné, capitaine au 59^e, Desparrin, lieutenant, Pauthod, commandant le 2^e bataillon du Mont-Blanc, P. Meilheurat, Doppet, Epernet, capitaine commandant au 5^e régiment de cavalerie, Dommartin, Denis.

On est fondé à croire que Carteaux n'avait voulu faire, ce jour-là, qu'une simple démonstration contre la place. Lui-même déclare, dans son rapport, que,

(1) On doit se demander si ce feu de revers partait véritablement de Barbantane, petite localité située au-delà de la Durance, ou au contraire de la batterie que Bonaparte avait établie sur la rive droite du Rhône, en aval de Villeneuve, ainsi qu'il sera dit plus loin.

(2) C'étaient le commandement Pellapra et les capitaines Saint-Marc et Dommartin.

Nous ignorons à combien s'élevèrent les pertes des assiégés. Les registres de l'état civil d'Avignon ne donnent aucune indication à cet égard.

la veille (24 juillet), étant au camp du Pontet et se sachant entendu de quelques espions marseillais il aurait dit à ses officiers: « Mes camarades, demain
 « 25, nous faisons une fausse attaque seulement,
 « mais le 26 ou le 27, je vous réponds que la ville
 « sera à nous ». Bonaparte confirme cette intention, lorsqu'il dit dans le *Souper de Beaucaire* :
 « L'armée de Carteaux n'a point été repoussée, puis-
 « qu'elle n'a fait aucune attaque en forme ; elle a
 « voltigé autour de la place, a cherché à forcer les
 « portes en attachant des pétards. Elle a tiré quel-
 « ques coups de canon pour essayer la contenance
 « de la garnison. Elle a dû ensuite se retirer dans
 « son camp pour combiner son attaque pour la nuit
 « suivante. »

Appréciation analogue dans le rapport de Rovère, qui avait assisté à tous les détails de l'affaire. Il rapporte que Carteaux, bien qu'avec des forces inférieures et une moins bonne artillerie, assaillit Avignon le 25, de très grand matin, non pour enlever la ville, mais pour attirer les assiégés hors des murs (1).

Par contre, son collègue Albitte rappelle, dans un mémoire postérieur, que l'artillerie ne put battre en brèche Avignon, que les portes résistèrent aux petits boulets des républicains, que les rebelles disposaient de pièces de 18 et de 24 qui balayaient les environs, et qu'ils auraient pu faire repentir l'armée conventionnelle de son audace... (2). Doppet, dans ses *Mémoires*, reconnaît aussi que la résistance

(1) Lettre de Rovère au Comité de salut public, datée d'Avignon, le 2 août 1793. (Archives nationales, A F, II-184).

(2) Lettre d'Albitte au ministre de la guerre, datée de Commune affranchie, le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), aux archives de la Guerre.

des Avignonnais fut vigoureuse et qu'ils tuèrent du monde à Carteaux. Enfin Dommartin, retraçant, dans une lettre à sa mère, « les faits véritables », lui écrit que les défenseurs d'Avignon avaient beaucoup plus de canons, et, dans le nombre, des pièces de 18 et de 24 ; qu'il envoya quelques bombes, avec une pièce de 8 démontée, qu'on ne pouvait autrement employer ; qu'on dut, après un feu continu de plusieurs heures, faire retraite en assez bon ordre (1).

Quoi qu'il en soit, vers les dix heures du matin, les troupes repartaient pour le camp du Pontet, après avoir subi, il faut bien en convenir, un réel échec sous les murs d'Avignon.

Mais voici de l'imprévu. Pendant que la petite armée de la Convention attendait les ordres que rédigeait Carteaux pour l'attaque du lendemain, tout à coup, sur les quatre heures, une députation avignonnaise se présente. Avec elle se trouve la femme du gazetier Sabin-Tournal, dont le mari avait été arrêté la veille et emprisonné par les Marseillais, après avoir été dépouillé d'une somme de plus de cinq mille livres en assignats provenant de la recette du bureau de poste, dont il était directeur. Encore tout essoufflée, tant la route a été longue et si vite elle a marché sous un soleil de feu, elle vient annoncer à Carteaux que les portes de la ville lui sont ouvertes ; que les Marseillais l'ont évacuée dans le plus grand désordre, et que les habitants l'attendent avec impatience. Carteaux ne peut d'abord en croire ses oreilles. Comment cette fameuse troupe marseillaise, forte de plus de trois mille hommes, aurait tourné bride après son succès du matin ? Ce n'était

(1) Arthur Chuquet, *La Jeunesse de Napoléon* : Toulon.

évidemment qu'une ruse de guerre ! Il réfléchit cependant, puis se ravise. Et comme il est superbe de confiance en lui, il se dit qu'après tout, il les a assez *chauffés* dans sa fausse attaque, pour que, dégoûtés, ils aient bien pu abandonner la partie. Vite, il envoie aux renseignements. Eh bien ! la femme Tournal avait dit vrai. L'éloignement de Carteaux, considéré d'abord comme une victoire, avait provoqué dans la ville une explosion de joie délirante et les assiégés s'étaient livrés aux plus douces espérances. Mais l'ivresse avait été courte, et presque immédiatement l'évacuation avait été décidée. Vers midi, elle commença, et, à deux heures, il ne restait plus un seul marseillais dans Avignon. Il était exact aussi que la retraite avait eu lieu dans une confusion dont, heureusement pour les Marseillais, Carteaux n'avait pas su profiter. Parvenus à la Durance, traînant après eux une trentaine de prisonniers pour leur servir sans doute d'otages, les fuyards, à qui venait de se rallier le bataillon envoyé la veille pour garder le passage de la rivière, passaient le bac dans une indescriptible cohue. Puis, à l'exception de quelques compagnies éprouvées qui restèrent fidèles à leurs drapeaux, la masse de l'armée départementale se disloquait et couvrait bientôt de ses débris les routes et chemins de Provence, chacun ayant hâte de regagner ses foyers.

Comment expliquer une pareille détermination bien faite, au premier abord, pour déconcerter l'esprit ? Il est rare en effet de voir, dans la conduite ordinaire des choses de la guerre, une place qui dispose d'une artillerie très supérieure, qui est en outre abondamment pourvue de vivres et de munitions, repousser l'assaut à 10 heures du matin et se rendre à midi. Essayons de pénétrer cette énigme.

Aussi bien les documents ne nous font pas défaut. Le principal se rapporte à un épisode du siège d'Avignon que nous avons jusqu'ici passé sous silence, et qu'il est maintenant à propos de rappeler.

« Les Allobroges, qui étaient à Villeneuve, dit le
« notaire Chambaud dans son *Journal*, placèrent
« deux pièces de canons sur la montagne de la *Jus-*
« *tice* (1), et tirèrent sur la ville plusieurs coups de
« canon, dont les boulets causèrent quelque dom-
mage.

« Comme Villeneuve n'était point en guerre avec
« les Avignonnais, les commissaires civils du départe-
« ment envoyèrent un tambour avec un drapeau
« aux trois couleurs et une lettre à la municipalité,
« dans laquelle ils lui demandaient la raison pour
« laquelle, sans aucune brouillerie et sans avis, on
« tirait sur Avignon, avec menace, s'ils ne cessaient,
« de tirer à boulets rouges sur Villeneuve et de
« la réduire en cendres. Le tambour fut reçu par
« la municipalité en écharpe et n'est pas de retour
« à onze heures, mais l'attaque a cessé, etc. (2). »

Un autre chroniqueur avignonnais, également sur les lieux, nous raconte aussi « que la ville était battue
« de quatre endroits à la fois, savoir du chemin de
« Saint-Véran (3), du chemin de la Font-Couverte (4),
« du chemin de Saint-Roch (5) et de Villeneuve...(6). »

(1) Ce rocher était dit de la *Justice* ou des *Vieilles-Justices* à cause des fourches patibulaires qui autrefois y étaient dressées. Il surplombe le Rhône immédiatement en aval du pont de pierre actuellement en construction.

(2) *Journal* du notaire Chambaud, *loco citato*.

(3) Route du Pontet.

(4) Route de Montfavet.

(5) Avoisine la porte de ce nom et mène à la Durance.

(6) V. Coulet (Joseph), maître taffetassier d'Avignon : *Journal historique de la Révolution d'Avignon, précédé de la relation de quelques faits antérieurs* (1768-1805); manuscrit n° 2493 de la Bibliothèque d'Avignon.

Il est donc bien établi que l'artillerie de la colonne de l'adjudant général Dours avait, de la rive droite du Rhône, secondé l'attaque du général Carteaux sur la rive gauche. Agricol Moureau, en relatant le même fait, nous en précise les détails. « La colonne, « dit-il, qui avait suivi la rive droite du Rhône était « entrée sans résistance dans Villeneuve, qui n'est « séparée d'Avignon que par le fleuve. Le lieutenant qui commandait l'artillerie attachée à cette « colonne, Napoléon Bonaparte, avait placé ses deux « pièces de 4, non au fort Saint-André, mais sur un « point plus méridional, d'où la plate-forme du « rocher d'Avignon, sur laquelle les Marseillais « avaient établi leurs batteries, se montrait plus à « découvert. Il pointa lui-même ses pièces ; au premier coup de canon, il démonta une pièce des « Marseillais, et au second il tua un de leurs canon- « niers et cassa le bras à un autre. Les canonnières « d'Aix et de Marseille, qui en général avaient « improuvé les horreurs commises par les brigands « enrôlés sous leurs drapeaux, prirent prétexte de « là pour dire qu'ils ne pouvaient pas, qu'ils ne « voulaient pas lutter contre l'artillerie française, « et que, puisque le département du Gard se déclarait contre les Marseillais, ils ne pouvaient plus « tenir à Avignon sans s'exposer à être tous pris et « fusillés. L'épouvante fut en un moment générale ; « les Marseillais et leurs adhérents évacuèrent la « ville pêle et mêle et se dirigèrent du côté de Saint- « Remy (1). »

Ce récit d'Agricol Moureau est vrai en soi et conforme du reste à la tradition avignonnaise (2). Mais,

(1) *Napoléon Bonaparte, lieutenant d'artillerie, etc., loco citato.*

(2) Voyez le *Journal* de Chambaud, *loco citato* ; l'article de Joudou dans le journal *l'Écho de Vaucluse*, 20 mai 1841, sous le titre de *Souvenir de 93, Napoléon à Avignon, etc.*

ne lui en déplaise, nous n'enlèverons rien à la gloire future de Bonaparte, en ajoutant que ce n'est pas cependant au tir terrifiant de ses canons qu'est due la retraite des Marseillais. Tout au plus si nous pouvons admettre qu'il eut pour conséquence de les confirmer dans une résolution déjà prise la veille même de l'attaque de Carteaux. Car on se rappelle que, dès le 24, un bataillon était déjà sorti de la ville pour s'emparer, ainsi que le dit Lautard dans ses *Esquisses historiques*, du passage de la Durance et assurer ainsi la retraite déjà décidée. La vérité sur cet épisode si controversé du siège d'Avignon n'est pas autre. Elle réduit singulièrement, il est vrai, le rôle capital que les admirateurs de Bonaparte ont voulu lui faire jouer dans l'abandon de la ville. Mais le silence qu'il garde lui-même sur ce qui n'était, à ses yeux, qu'un incident sans portée, montre bien qu'il ne s'en attribuait pas autrement le mérite. Pour Bonaparte, en effet, si les Marseillais ont abandonné la partie c'est que Carteaux, maître du Rhône, maître de Villeneuve, maître de la campagne, allait intercepter toutes les communications et c'est ainsi, ajoute-t-il, « qu'une seule colonne de l'armée conventionnelle, dépourvue d'artillerie de siège, a pris Avignon en 24 heures ! »

Il y a aussi, on l'a vu, unanimité du côté des assiégeants pour reconnaître que cette sorte de capitulation ne fut pas due au mal produit par une première attaque, mais bien à celui que les Marseillais redoutaient d'une seconde. Cette attaque, plus vigoureuse que réfléchie, les épouvanta, dit Albitte. Ils n'étaient pas aussi sûrs de leur conscience que de notre courage ! Doppet, Rovère, Dommartin ne font pas davantage allusion à Bonaparte. C'est

qu'en effet, n'y aurait-il eu ni canons braqués sur le rocher de la *Justice*, ni un artilleur de la force de Bonaparte pour les pointer, que les Marseillais n'en seraient pas moins partis. Eux-mêmes vont d'ailleurs nous donner les véritables motifs de leur désertion et établir les responsabilités de chacun. Un de leurs commissaires, et non des moindres, s'exprime ainsi dans son histoire de l'armée départementale, qu'il publia dès l'année 1797 :

« Ce succès — il s'agit de la retraite des assiégés — était bien fait sans doute pour encourager ; mais, fatalité dont les suites ont été terribles et incalculables, le conseil s'assemble après ce succès ; on discute les moyens à prendre. Ce conseil aurait dû n'être composé que des officiers naturellement présumés instruits dans l'art de la guerre. Il fut formé des officiers, des commissaires civils. du conseil général de la commune d'Avignon, du comité général des sections de la même ville. Quel assemblage étonnant pour délibérer sur des opérations militaires !

« On insinua que les vivres pourraient manquer. On n'osa pas avancer ouvertement cette absurdité. On pensait bien qu'une ville qui avait sur ses derrières Tarascon, Arles et Marseille ne manquerait pas de vivres. Le conseil divaguait. Tout le monde parlait, ainsi que cela se pratique dans toutes les assemblées populaires, quand tout à coup on annonce un courrier extraordinaire venant de Marseille.

« Il était porteur d'instructions du comité général pour l'armée. Quand le courrier était parti, Avignon n'était pas encore attaqué ; c'est dans le temps qu'il faisait route que l'attaque eut lieu.

« On a vu que l'ennemi en avait été vigoureusement
« repoussé. Dans les instructions dont le courrier
« était porteur, on trouve, entre autres, celle-ci :
« Dans le cas où vous vous verriez forcés d'aban-
« donner Avignon, ce qui ne nous paraît pas présu-
« mable, vous vous replieriez sur la rive gauche de
« la Durance, et prendriez les positions propres à
« empêcher l'ennemi de la passer. » Ces instructions
« sont tracées de ma main. Elle se refusait à insérer
« ces lignes. On ne voulait pas que cet événement
« pût se présumer. M. de Villeneuve, nommé depuis
« général, avait l'entrée au bureau secret de direc-
« tion pour les opérations militaires. Il observa qu'il
« ne pensait pas non plus qu'on abandonnât Avi-
« gnon, mais que néanmoins il était prudent de ne
« pas négliger cette instruction.

« A la lecture de cette partie des instructions, le
« commissaire qui les lisait dit : « Voilà que le
« comité général de Marseille nous ordonne de nous
« replier sur la Durance ! » Dans le même temps,
« le bruit se répand qu'on va se replier sur la Du-
« rance. Tout le monde court, comme si l'ennemi
« était au moment d'entrer. Il était bien éloigné d'y
« penser. Une terreur panique s'empare des esprits.
« On s'attroupe, on se presse vers les portes de la
« ville, du côté de la Durance. On sort dans une
« confusion inexprimable. On se précipite au bac
« de Barbentane. Les imaginations étaient tellement
« égarées, la frayeur, le désordre étaient si grands,
« que si l'ennemi, qui n'était campé qu'à une lieue,
« eût accouru, il eût enlevé toute l'armée. »

Et Michel, d'Eyguières, car c'est lui qui écrit ces lignes, poursuivant son récit, ajoute plus loin, non sans tristesse : « Cet événement a été l'effet de la

« *peur*. Les commissaires avaient vu, par l'attaque
 « qui avait eu lieu dans la matinée, que leur com-
 « mission était plus qu'une partie de plaisir et les
 « exposait à quelque danger. Ils furent *effrayés*. Ils
 « voulurent se tirer d'Avignon. Ils trompèrent l'ar-
 » mée départementale par une fausse énonciation
 « des instructions du comité général de Marseille,
 « et firent manquer ainsi la plus belle occasion qui
 « se soit présentée dans le cours de la Révolution
 « pour empêcher la ruine entière de la France et les
 « assassinats qui l'ont couverte de crimes et inondée
 « du sang de ses propres enfants (1). »

A ce témoignage si concluant faut-il ajouter encore ceux de Peloux (2) et de Castelanet (3) qui,

(1) Michel (Joseph-Etienne), natif d'Eyguières (Bouches-du-Rhône), négociant, avait été élu un des administrateurs du département le 21 juin 1790 ; il en conserva les fonctions pendant les années 1790, 1791 et partie de 1792. Au cours de cette dernière année, il publia un *Essai sur le commerce des bêtes à laines* et un mémoire sur le *Meilleur mode de contributions*. Ayant embrassé en 1793, la cause du fédéralisme, il fut nommé membre du comité général des trente-deux sections de Marseille et commissaire civil de l'armée départementale. Après l'entrée de Carteaux à Marseille (25 août), il dut se cacher pour éviter d'être traduit devant le tribunal criminel pour sa participation à l'insurrection fédéraliste. C'est dans sa retraite qu'il recueillit ses notes sur les événements auxquels il avait pris part. Rentré à Eyguières après le décret d'amnistie du 22 prairial an III, il attendit que le calme fût complètement revenu pour les publier. Elles parurent sous le titre de : *Histoire de l'armée départementale des Bouches-du-Rhône, de l'entrée des escadres des puissances coalisées dans Toulon*, etc. (Paris, chez Du Pont, rue de la Loi, an V, 1797)

(2) Peloux (Pierre), né à Marseille, le 23 octobre 1748, marchand de soies, avait été député par la sénéchaussée de Marseille à la Constituante de 1789. En juin 1793, il devint un des chefs du fédéralisme marseillais et fut nommé président du comité général des 32 sections. Il mourut à Marseille en 1794.

(3) Castelanet (Antoine), natif de Toulon (23 août 1754), fut pourvu, le 18 octobre 1782, d'une charge de notaire royal à Marseille, où il était venu habiter avec sa famille. Le 14 avril 1789, il fut élu suppléant aux Etats-Généraux, par la sénéchaussée de Marseille, et y siégea à partir du 20 juin, en remplacement de Liquier, décédé. A l'expiration de son mandat, il retourna à Marseille, embrassa en 1793 le fédéralisme et devint vice-président du comité central des trente-deux sections.

le 27 juillet, écrivaient à leurs commettants, au nom du comité général des 32 sections de Marseille :
« On apprit que Carteaux, ayant reçu des bombes et
« des mortiers, se proposait de nouveau d'attaquer
« dans la nuit suivante. Les vivres commençaient à
« manquer, les munitions de guerre étaient presque
« épuisées, la faiblesse des remparts ne permettait
« pas de s'exposer aux dangers d'un siège. En consé-
« quence, l'évacuation de la ville fut décidée dans
« un conseil de guerre. Il arriva, sur ces entrefaites,
« un courrier porteur de dépêches du comité géné-
« ral de Marseille. On recommandait expressément
« de ne point hasarder le salut de nos frères d'armes
« et d'évacuer Avignon, si on avait à craindre d'être
« attaqué en règle. D'après cet ordre et le manque
« de moyens de défense, le départ fut résolu ; l'ar-
« mée repassa la Durance avec ses bagages et son
« artillerie, sans éprouver aucun obstacle de la part
« de l'ennemi, etc.... (1). »

Pendant que l'armée départementale, livrée à son affolement et fuyant dans toutes les directions, s'évanouissait, suivant le mot de Dommartin, comme des ombres chinoises, une grande animation régnait au camp du Pontet. Carteaux, maintenant bien renseigné, se disposait à entrer dans Avignon, non sans prendre auparavant toutes les précautions pour parer à un retour offensif des Marseillais, si jamais il leur prenait fantaisie de renouveler leur exploit de la journée du 16. A 5 heures du soir, la générale bat. Il est formé aussitôt un petit détachement de deux cents hommes avec quatre pièces de canon

(1) Archives du palais de justice d'Aix (Bouches-du-Rhône), période révolutionnaire.

de 4 et deux de 8 chargées à mitraille. En tête est placé un peloton de vingt Allobroges et de vingt-cinq cavaliers du 5^e régiment de chasseurs. A 6 heures et demie, Carteaux prend lui-même le commandement de cette troupe et se met en marche, laissant pour consigne au gros de ses forces de rester sous les armes au camp, en position d'attente, et de ne se mettre en mouvement qu'au reçu de nouveaux ordres. Parvenu à environ deux cents mètres d'Avignon, le général en chef prescrit à son peloton de cavalerie de se porter en avant au grand trot, de pénétrer le plus loin possible dans la ville, pour s'assurer des dispositions réelles des habitants, et de le renseigner sur-le-champ s'il découvre quelque soupçon de trahison. Lui-même fait halte à la porte Saint-Lazare avec son artillerie et ses fantassins.

Soudain une grande rumeur se produit : c'est le peuple qui vient se porter en foule au devant de Carteaux, le saluant de ses acclamations et de ses vivats : *Vive la Convention nationale ! vive l'armée de la République ! vive Carteaux !* Immédiatement la troupe pénètre ; la première compagnie de chasseurs de Bourgogne en tête, la deuxième fermant la marche. La ville est illuminée ; partout, sur le parcours des soldats, les vivats redoublent. Carteaux, après avoir fait occuper tous les postes, donne l'ordre à Doppet d'aller placer un piquet à la barque de Barbentane, de se mettre ensuite à la poursuite des fuyards et de les harceler dans leur retraite avec une portion de ses Allobroges et deux canons. Il rejoint ensuite son camp du Pontet, où il commande un second peloton de cent dragons allobroges ayant pour mission d'aller rejoindre le premier déjà parti à la poursuite des Marseillais.

Bientôt tout le camp est levé. De neuf heures à minuit, l'armée tout entière fait son entrée dans Avignon, à travers les rues pavoisées, au milieu des illuminations et des feux d'artifice, au bruit des fanfares, des acclamations, des hymnes guerrières et des chants de triomphe. Le spectacle est féerique (1) ! Carteaux marche en tête. Le général sans-culotte, comme l'appelle Hoche, savoure son triomphe. Il est véritablement superbe avec sa redingote bleue à la polonaise, doré des pieds à la tête, sur toutes les coutures, sans cravate, le col de chemise renversé et largement ouvert, ce qui donne à sa tête un caractère d'audace et de féroce énergie. Il est cependant bon enfant au fond, malgré son air terrible. Ses longues moustaches noires, qu'il caresse volontiers, cadrent bien avec son teint blanc et sa belle figure. On se le montre avec admiration, mais non cependant sans quelque terreur. Avec lui s'avancent les représentants du peuple délégués à son armée : Rovère, que les Avignonnais connaissent bien, car il est enfant du pays, Poultier, que la Convention lui a adjoint pour organiser le nouveau département, Albitte, qui n'a pas quitté Carteaux depuis le Pont-Saint-Esprit, vivant avec le soldat, rassemblant la garde, visitant les postes avancés, toujours à cheval, écrivant même, sur le pommeau

(1) « Nous sommes entrés dans la ville dans la nuit du 25 au 26 avec l'armée de la République. » Lettre de Rovère, datée d'Avignon le 2 août 1793. Archives nationales, A. F. II. 184.) Cependant dans la séance de la Convention du 3 août 1793. : Boisser annonce à la Convention que le 26 du mois dernier, à 7 heures du matin, notre armée antifédéraliste est entrée triomphante dans Avignon ; que les Marseillais ont été mis en fuite ; qu'on leur a tué beaucoup de monde et pris deux pièces de canon ; qu'enfin tous les avignonnais de leur parti ont fui avec eux et se sont réfugiés pour la plupart à Tarascon (*applaudissements*). (Archives parlementaires, tome 70, pag. 172).

de sa selle, ses comptes rendus à la Convention, faisant les généraux, et en quelque sorte généralissime lui-même de la petite armée constitutionnelle, toujours vêtu de l'habit bleu et la botte éperonnée, afin que nul n'en ignore... Voici maintenant la troupe dont la diversité de costumes rend le coup d'œil pittoresque. D'abord les Allobroges, tout de vert habillés, avec la petite veste des troupes légères et le casque à queue de cheval pendante, l'infanterie en habits blancs, les volontaires nationaux portant l'habit bleu, la culotte et le gilet blancs.

Et quelles troupes ! La légion Allobroge, que Bonaparte qualifie d'excellente troupe légère, et que nous avons déjà vue à l'œuvre ; Busigny la commande, le vieux régiment de Bourgogne, colonel Pellapra, dont on fera bientôt un général, et qu'Agri-col Moureau appelle le vertueux Pellapra ; il a sous ses ordres le capitaine Saint-Marc, le même qui s'est si brillamment conduit à l'attaque de la porte Saint-Roch ; c'est ensuite le brave 3^e bataillon des Basses-Alpes, ayant pour chef le commandant Mouret, qui vient de faire avec Doppet le siège de l'Isle. C'est encore le 2^e bataillon de volontaires nationaux du Mont-Blanc commandé par le lieutenant-colonel Pauthod, avec Hilarion Point pour commandant en second. Puis s'avance la compagnie d'artillerie légère ; le capitaine Dommartin en tête, et enfin une grosse fraction du 5^e régiment de cavalerie sous le commandement du capitaine Epernet. De ces troupes, les unes, de vieilles milices, se sont déjà signalées aux frontières ; les autres, pour être de nouvelle formation, n'ont pas moins aussi fait leurs preuves d'endurance dans cette campagne d'un mois dans la vallée du Rhône.

Au moment où le dernier cavalier venait de franchir la porte Saint-Lazare, — il était environ minuit — par trois fois le canon tonna dans la place. Cette triple salve, à laquelle personne ne s'attendait, jeta un instant l'émoi dans la ville. Serait-ce un nouveau retour offensif des Marseillais, se demande-t-on avec anxiété ? Ne serait-ce pas plutôt le moment du pillage ? Car le souvenir de l'Isle et avec lui l'application des lois barbares de la guerre hantent encore, comme un horrible cauchemar, toutes les imaginations. On s'informe, on s'interroge, et finalement chacun se rassure quand on apprend que c'est le signal convenu pour annoncer à la colonne de Villeneuve que les troupes de la Convention sont définitivement maîtresses d'Avignon (1).

Le 26 juillet, suivant les uns, le 27 seulement, suivant les autres, l'adjutant général Dours arrivait. à son tour, à la tête de sa troupe. Il retrouva à Avignon son chef, le général Carteaux, ses camarades, son ami Rovère et tous ses compagnons d'armes. Ce furent de part et d'autre des compliments et des congratulations sur le succès des armes de la République, auquel chacun se félicitait d'avoir contribué dans sa mesure.

Carteaux, maître d'Avignon, s'y comporta avec modération, et Bonaparte le loue, dans le *Souper de Beaucaire*, du soin qu'il prit à maintenir, parmi

(1) « Sur les neuf heures du soir, le citoyen Rovère, commissaire de la Convention, arriva avec une partie de l'armée du général Carteaux. On publia de se rendre à la commune et d'éclairer les rues. A minuit, le reste de la troupe entra ; on tira trois coups de canon qu'on était convenu de tirer pour annoncer aux troupes de Villeneuve qu'Avignon était garni des troupes de la Convention. Cette décharge, à laquelle on ne s'attendait pas, fit croire que les Marseillais venaient nous attaquer, ce qui jeta l'épouvante dans les esprits, laquelle fut bientôt calmée, lorsqu'on fut instruit du motif. (Journal de Chambaud, *loco citato*, fol. 196, verso)

ses troupes, l'ordre et une rigoureuse discipline. Ici, comme au Pont-Saint Esprit, ses soldats ne commirent ni vols, ni déprédations. L'on ne prit pas « *une épingle* .» Un sergent, coupable d'avoir arrêté un Marseillais, caché dans une maison, fut emprisonné parce qu'il avait violé l'asile d'un citoyen sans un ordre exprès. Des Avignonnais qui s'étaient permis de désigner une maison comme aristocrate furent punis; on instruisit le procès d'un soldat accusé de vol, etc.

Organiser la conquête et rendre aux patriotes le pouvoir dont ils avaient été dépossédés par les fédéralistes, telle était la tâche qui incombait aux représentants. Carteaux la leur facilita par le seul prestige de sa renommée, sans qu'il eût besoin de faire appel à la force. L'ancienne municipalité fut réinstallée. Le club reprit ses séances dans l'église des Grands-Carmes, en présence des représentants Rovère et Poultier. Le 30 juillet, on fit la publication en grande pompe de l'acte constitutionnel. Un cortège imposant parcourut la ville, composé d'un détachement de dragons à cheval, d'une partie du régiment de Bourgogne avec sa musique, de deux détachements de la légion Allobroge, de la garde nationale d'Avignon, etc. Carteaux y figurait avec son chef d'état-major et son aide de camp. Il y avait aussi Albitte et les autres commissaires de la Convention, la municipalité, les administrateurs et les membres du tribunal. Les tambours battaient, les drapeaux flottaient. Un peloton de gendarmerie fermait la marche. On fit neuf décharges d'artillerie, et le soir, il y eut illumination générale.

Le lendemain, les assemblées primaires furent convoquées pour l'acceptation de l'acte constitu-

tionnel et la nomination des députés qui devaient en porter le procès verbal à la Convention (1).

La soumission était maintenant complète sur les deux rives du Rhône. Dès le lendemain de l'occupation par la colonne de l'adjutant général Dours, Villeneuve avait aussi accepté et proclamé solennellement la Constitution (2). Le 23 juillet, sa municipalité avait écrit au président de la Convention nationale pour lui accuser réception de l'acte constitutionnel et désavouer « la soumission que, contrainte et forcée, disait-elle, elle avait fait un instant à l'administration fédéraliste du département. » Elle déclarait « que leurs erreurs n'étaient que la conséquence de la contrainte où les tenait une force armée départementale envoyée à cette époque dans leurs murs, mais que, n'étant pas restés longtemps sans reconnaître les infâmes projets de ces traitres à la patrie, ils avaient refusé à cette même force départementale de se laisser souiller par l'arrivée des scélérats marseillais en refusant au chef de ces rebelles le passage sur leur territoire, ainsi que l'occupation des deux forts de la commune, malgré les demandes réitérées qu'il leur en faisait avec les plus vives instances et sous les menaces les plus fortes ; qu'ils avaient au contraire accueilli fraternellement les troupes de la République commandées par Carteaux, avec autant de plaisir qu'ils en avaient pris à dédaigner les demandes et les menaces du chef des rebelles (1). »

Nous devons ajouter qu'à partir de ce moment Villeneuve se mit entièrement au service de Carteaux

(1) Voy. Journal du taffetassier Coulet, *loco citato*, fol. 77.

(2) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon, *loco citato*.

(1) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon, *loco cit.*

et des représentants qui étaient avec lui. Faisant corps pour ainsi dire avec Avignon, cette bourgade n'en fut bientôt plus considérée que comme un de ses faubourgs. Le 3 août, sur la réquisition de ces représentants, la municipalité mit à leur disposition, pour le service de l'armée, tous les chevaux, mulets et charrettes de la localité, et, dès le lendemain, elle les fit conduire à Avignon. C'est aussi sur l'hôpital de Villeneuve que désormais seront évacués, pour y être traités, les malades de l'armée de Carteaux (1), tandis que l'antique Chartreuse deviendra elle-même un dépôt pour les grains et sera transformée en magasin de subsistances militaires (2).

Le désarmement des municipalités soumises avait marché de pair avec la réinstallation des anciennes administrations. A Roquemaure cependant, ce désarmement avait été incomplet. Dours, pressé d'arriver à Villeneuve, y était passé sans y faire longue halte, satisfait de constater, à son passage, que cette localité était animée d'un excellent esprit républicain, et que les patriotes amis de la Convention n'avaient rien à redouter des quelques fédéralistes qui pouvaient encore s'y trouver. Roquemaure, dont la section avait été établie le 16 juin, se rétracta solennellement le 31 juillet. Le lendemain, 1^{er} août, on y procéda au désarmement de quelques rares suspects. Il fut effectué par un détachement de 40 hommes de la garde nationale d'Orange, que Carteaux y avait envoyé sur la réquisition de Rovère et de

(1) En fructidor an II, Grillet, de Beaucaire, était chirurgien-major de l'hôpital militaire de Villeneuve, et Jacques Cambon, de la même ville, apothicaire en chef.

(2) Archives municipales de Villeneuve-les-Avignon, *loco citato*.

Poultier (1). On recueillit ainsi 25 fusils de chasse, 10 épées, 4 sabres et 4 pistolets.

Dans cette œuvre de conquête et de pacification de la vallée du Rhône, depuis le Pont-Saint-Esprit jusqu'à la Durance, premier théâtre de la guerre du fédéralisme, l'adjudant général Dours avait rendu de réels services à l'armée du Midi, et le général Carteaux n'avait pas à se repentir d'avoir accepté ses services et de lui avoir donné une mission de confiance. Par sa connaissance approfondie de la région et des localités, par ses liaisons avec tous les patriotes marquants du pays, les Payan, les Tiran, de l'Isle, les Agricol Moureau, etc., par son expérience des choses de la guerre, il avait pu donner à son chef des indications sûres sur l'esprit des populations, sur leurs ressources et épargner à quelques-unes d'inutiles rigueurs, en réduisant la résistance, en modérant le vainqueur dans l'ivresse du triomphe. Au Pont-Saint-Esprit, il n'avait pas peu contribué à éviter l'effusion du sang par les dispositions habiles qu'il sut prendre et qui, en convainquant les fédéralistes de l'inutilité de la résistance, amenèrent leur soumission avant même tout simulacre d'attaque.

(1) « Les représentants du peuple françois, délégués dans les départements du Midi, requièrent le général Carteaux d'envoyer un détachement de quarante hommes, commandé par un lieutenant, à Roquemaure, pour, sur la réquisition du citoyen Chambon, de Bagnols, nommé commissaire à cet effet par lesdits représentants, sur avis donné par la municipalité dudit lieu et d'après les renseignements fournis par elle, procéder au désarmement des citoyens suspects dudit Roquemaure, pour lesdites armes être apportées à Avignon, au quartier général, pour être distribuées à qui de droit.

« Fait à Avignon, le 30 juillet l'an second.

« J.-S. ROVÈRE, POULTIER. »

Archives municipales de Roquemaure (Gard), registre des délibérations de la commune (1793).

C'est encore Dours qui, dans sa marche sur la rive droite du Rhône, avait fait rentrer dans le devoir, par sa seule présence, les localités et la région qu'il traversait. Nous avons vu enfin ce qu'il avait fait à Villeneuve. Lui-même avait conscience que, dans les succès de Carteaux, une part revenait à sa coopération. Aussi, plus tard, quand, après Thermidor, il se sentira compromis et à la veille d'être *épuré* en raison de son sans-culottisme exagéré, il ne trouvera rien de mieux, pour parer le coup, que de mettre en avant ses services personnels à l'armée de Carteaux, et notamment ce qu'il a fait pour la reddition du Pont-Saint-Esprit et de Villeneuve-les-Avignon (1).

Du reste, à Avignon même, le représentant Albitte rendit un témoignage éclatant de sa belle conduite dans une lettre de recommandation qu'il écrivit en sa faveur au ministre Bouchotte, à la date du 28 juillet 1793. Cette lettre est une véritable citation à l'ordre du jour de l'armée. C'est à ce titre que nous voulons la reproduire :

Albitte au Ministre de la guerre,

« Ministre et ami,

« Vous connoîtrés par Payan, patriote de la Drôme,
« muni par moy des pouvoirs à ce nécessaires, tous
« les détails de notre expédition, ceux de la prise
« du Pont-Saint-Esprit, de l'affaire d'Avignon, de
« sa reddition, de la fuite des Marseillais, des dispo-
« sitions hostiles de leur ville ainsi que de celles
« de Toulon; vous connoîtrés également par luy la
« foiblesse de nos moyens, le patriotisme et le cou-

(1) lettre de Dours au représentant Rovère, le 25 nivôse an III (14 janvier 1795).

« rage de nos soldats ; il vous dira les belles choses
« qu'ils ont fait ; il vous citera particulièrement la
« conduite d'un vieux militaire de Bollène, nommé
« d'Hours (*sic*) ; il vous rendra compte des services
« importants qu'il nous a rendus ; le général Car-
« teaux l'a nommé son aide de camp, quoiqu'il ne
« fût plus en activité dans le service ; il vous demande,
« de la manière la plus formelle, de lui en envoyer le
« brevet ; vous rendrés justice et service à la chose
« publique ; toutes les autorités constituées de la
« Drôme, dans leur adresse à la Convention, l'ayant
« déjà demandé pour être employé dans l'armée.

« Nous reviendrons victorieux, ou bien je ne vous
« verrai plus. « ALBITTE.

« Au quartier général, à Avignon, le 28 juillet 1793,
« l'an II de la République française (1). »

Ainsi se terminait l'insurrection fédéraliste d'Avignon.

Or, dans cette campagne de moins d'un mois sur les deux rives du Rhône, la fortune s'était montrée constamment contraire à la cause des marseillais. C'est en vain que la lutte va maintenant se porter sur un autre théâtre. Dans la vallée de la Durance, comme dans la région qui au delà s'étend jusqu'à Marseille, l'armée fédéraliste marchera de défaites en défaites et l'entrée de Carteaux dans la vieille cité phocéenne, marquera l'avant-dernier épisode d'une résistance qui, sous les murs de Toulon, aboutira enfin au triomphe définitif des armes de la Convention et à l'écrasement d'un parti qui, se voyant irrémédiablement perdu, lut, au dernier moment, assez criminel pour faire appel à l'intervention étrangère.

D^r VICTORIN LAVAL.

(1) Archives de la Guerre.

UN GESTE DE LA RÉVOLUTION A NIMES AU THÉÂTRE DES ARÈNES

Deux grandes représentations dramatiques ont été données aux Arènes de Nimes les 31 juillet et 1^{er} août. Ce n'est pas impunément qu'une ville possède un de ces monuments antiques, si vastes qu'ils amplifient les spectacles et donnent une étrange résonance aux verbes humains qui s'y prononce. Il est assez naturel qu'elle s'en pare avec orgueil comme d'une incomparable ruine d'art ; mais aussi qu'elle cherche à en monnayer la gloire. Il faut que les artistes et les archéologues en prennent leur parti ; ils sont débusqués de leurs positions et ne verront plus les Arènes de Nimes que dans l'appareil d'une beauté dont les charmes sont en location.

A ce parti pris utilitaire nous devons d'insupportables laideurs, tels ces horribles bancs qui garnissent les premières précinctions ; par compensation nous y avons gagné le merveilleux éclairage de l'imposante ruine par la fée électricité. L'ingénieur qui en assumait la responsabilité est doublé d'un artiste épris de son œuvre. Il connaît à fond le monument dont il a charge de parer la beauté ; il sait le but à atteindre, y a réussi merveilleusement du premier coup ; mais s'efforce toujours de faire mieux. L'in-

dustrie portée à ce point est un chef-d'œuvre de l'art et produit une des plus fortes impressions qu'on puisse éprouver, laissant bien loin derrière lui le fameux éclairage des chutes du Rhin, à Schaffouse.

Le comité Nimois des fêtes qui a désormais assumé la charge des représentations annuelles dans le vieil amphitéâtre, nous a fait entendre dans la première soirée les Erynnies et une partie symphonique exécutée par l'orchestre des concerts Lyonnais, dirigé par M. Wittkowski.

Les Erynnies furent une représentation honorable, portée avec vaillance par une troupe composée en majorité de jeunes, et un peu déconcertée par les immenses dimensions du cadre où ils évoluaient. Je n'insisterais pas autrement sur l'œuvre de Leconte de Lisle, si un aimable lecteur de la *Revue*, beaucoup trop confiant dans la science de ses rédacteurs ne nous avait écrit pour demander ce que signifiait le jeu de scène des Erynnies accroupies pendant le prologue sur le seuil palais d'Agamemnon. Je lui répondrai humblement que je n'en sais rien; mais je pense que ces gestes bizarres voulaient représenter les furies aiguissant leurs griffes, opération assez sanguinaire, que M. Jules Massenet toujours bien inspiré dans les passages de force a transmué en une série d'accords diminués, dont chacun connaît le caractère énergique. Après cela et à s'en référer à la musique, ce pourrait être tout aussi bien un atelier de jeunes blanchisseuses, futures Manons, en train de tordre leur linge.

L'orchestre Lyonnais se révéla à ceux qui ne l'avaient pas entendu et démontra une fois de plus à ceux qui le connaissaient que son chef M. Wittkowski est un de nos premiers chefs d'orchestre.

Mais que je plains ce rare musicien, auteur d'une des symphonies modernes les plus remarquables, d'avoir eu à interpréter la partition assez incolore de M. Massenet, alors surtout que la précipitation du régisseur a coupé la seule page vraiment musicale de l'œuvre, l'intermezzo connu sous le nom de « Jeune Troyenne pleurant sa patrie. »

Mais la pièce capitale de ce cycle, sa raison d'être pour ainsi dire, était l'œuvre, originale celle-ci, de notre compatriote et confrère, M. Marius Richard. « Dans la Tourmente » est une pièce essentiellement nimoise, son sujet est emprunté à notre histoire contemporaine : sa scène est l'esplanade et aux portes mêmes de l'amphithéâtre ; ses protagonistes sont des personnages historiques, dont les noms sont dans toutes les bouches et dont les familles ne sont pas toutes complètement éteintes. On ne s'étonnera pas de la curiosité avec laquelle elle était attendue et de l'attention particulière que nous devons y prêter.

M. Marius Richard a soigneusement étudié l'esthétique des spectacles en plein air ; il connaît mieux que personne, pour avoir été un des initiateurs des représentations d'Œdipe Roi et de Sémiramis les conditions d'acoustique et les exigences de mise en scène du théâtre des Arènes de Nîmes. Il a donc voulu et réalisé une action simple, facile à suivre, fertile en péripéties et propice aux grandes évolutions des foules. Cette pièce justifie son titre ; elle enferme dans une trame sobre et tragique qui prête même trop aux effets de mélodrame, la trilogie des plus sanglants épisodes de la révolution nimoise, la Bagarre, le Tribunal Révolutionnaire, la réaction Thermidorienne. L'entreprise était audacieuse, et le danger imminent de réveiller des passions seulement assou-

pies et des haines fumeuses encore. Qui donc ignore en effet que l'histoire de la Révolution à Nîmes n'est qu'un chapitre de la lutte acharnée et si souvent sanglante des deux cultes en présence, et peut-être de deux races qu'un lointain atavisme a condamnées à cet antagonisme. La professionnelle dextérité d'un dramaturge plus expérimenté mise aux prises avec ce sujet aurait probablement échoué; il y fallait une grande générosité de cœur.

Je ne reviendrai pas sur le sujet de la pièce popularisée par les comptes-rendus des journaux quotidiens. L'auteur n'a pas cherché d'ailleurs à compliquer son intrigue, ni à fouiller curieusement la psychologie de ses personnages sauf un; il a vu plus haut et taillé dans le vif des grandes évolutions de la rue. La condition nécessaire de l'impartialité sereine de son œuvre était précisément d'échafauder les agissements des individualités en scène sur des idées générales. Au-dessus de l'héroïne de la pièce, devenue pour venger son père, la pourvoyeuse de la guillotine, au-dessus de Jean Dombre, le bourgeois libéral, uniquement préoccupé du triomphe de la patrie et de la République par lui rêvée, d'Antoine Courbis, le chef sectaire de la municipalité terroriste, de Paul Rabaut le pasteur du désert, personnification de la tolérance et du respect de la vie humaine, au-dessus de tous ces groupes populaires, qui oscillent au vent des plus furieuses passions déchaînées, plane l'idée de la fatalité des évolutions humaines, de l'*Ananké* antique, devenue le déterminisme dans notre langue contemporaine. Vers quels but définitif s'avance cette destinée dont nous sommes inconscients? L'auteur proclame sa foi dans un dénouement d'une sobre et tragique grandeur, tandis qu'à l'anxieuse

demande de son héros, Jean Dombre « où donc est la vérité? » Marie Luze et la foule répondent « dans la justice. »

Il faut bien l'avouer, cette dernière scène perdit une grande partie de son effet par suite d'une défaillance de la mise en scène. Ici la volonté de l'auteur ne fut pas rendue par ses interprètes. Cette erreur fut sans doute regrettable, elle nous a cependant permis d'apprécier davantage l'originalité de l'effort de M. Richard et de ce qui constitue le plus intime et le plus neuf de sa création. Il n'a pas en effet recherché dans l'abondance des scènes de figuration seulement le plaisir des yeux ; il en a fait un élément de sa pièce. Ces foules imprécises et inconscientes qui manœuvrent sur la scène, sont intimement mêlées à l'action ; que dis-je ? mêlées ; elles font l'action même ; elles nouent et dénouent le drame ; elles traduisent en actes, elles interprètent en gestes les idées un peu abstraites et volontairement primaires mises dans la bouche des principaux acteurs du drame. L'auteur les a voulu telles, reprenant ainsi à travers les siècles, les traditions du drame grec. Ce n'est plus l'art d'un Sardou ; mais celui d'un Eschyle. M. Richard sourirait comme d'une raillerie rosse, si j'établissais le moindre parallèle entre les *Erynnies* et la *Tourmente*. Il n'en est pas moins que son effort fut inspiré par la même conception théâtrale et qu'il est essentiellement méritoire à ce point de vue.

Mais hélas ! le personnel des figurants n'est plus celui de la Grèce antique. Pour qui connaît les difficultés colossales d'une représentation aux arènes nimoises, le résultat obtenu est vraiment extraordinaire. Mais entre ce résultat et l'idéal poursuivi, quelle distance ! de telle sorte qu'on est embarrassé

entre les éloges mérités par l'auteur et le regret de la conception entrevue et non réalisée. Quel merveilleux et émouvant tableau que celui du dénouement ; s'il avait été reproduit tel que M. Richard l'avait brossé ! Mais ce rêve d'art ne pouvait être réalisé que par des chœurs de l'antique Athènes ; il le sera peut-être un jour quand les élèves de miss Isabella Duncan seront devenues légion et que nos temps modernes connaîtront une école de figurants habiles à traduire les sentiments par l'harmonie des rythmes plastiques.

Les pièces dont le sujet est emprunté à l'histoire contemporaine sont exposées à bien des dangers. Elles peuvent, comme je l'ai dit, réveillant des passions politiques, sombrer sous l'hostilité préconçue des uns ou l'enthousiasme exagéré des autres ; alors il n'y a plus de spectateurs désireux de jouir d'une œuvre d'art, mais des partis en présence. Autre écueil à éviter ! comme elles racontent des faits bien connus, elles ne peuvent déformer les réalités historiques, surtout quand il s'agit d'événement locaux dont la tradition est encore vivante et que les générations présentes ont entendu raconter de la bouche même des acteurs du drame. C'est un bel éloge à faire à M. Marius Richard qu'il n'a blessé personne, et que tous ont pu l'applaudir, sans rien renier de leurs souvenirs chers et de leurs traditions familiales. Il doit cette rare fortune à sa recherche passionnée de justice, à sa largeur d'esprit ; à un souffle d'idéal nouveau qui traverse sa pièce ; il a eu le rare mérite de sacrifier parfois l'intérêt du dialogue à sa volonté de demeurer dans les régions sereines de l'abstraction. Faisant d'ailleurs de la foule anonyme le personnage principal du drame, il a pu noyer les détails

irritants dans la vaste toile de fond que dessinent les soubresauts populaires. Il n'a pas beaucoup flatté cette foule ; il l'a montrée telle qu'elle fut et qu'elle sera toujours aux temps de révolution, nerveuse dans ses joies, cruelle dans ses colères, prompte aux violences envers les vaincus, aux génuflexions empressées devant les vainqueurs, capable parfois d'élans de générosité, mais plus souvent encore d'inconsciente fureur.

Le drame de M. Marius Richard a-t-il respecté la vérité historique ? J'entends bien que beaucoup de spectateurs se sont posé la question et attendent de la critique, sinon une réponse définitive (ils ne l'accepteraient que si elle était conforme à leur opinion de parti), tout au moins des indications. Je ne veux pas pour mon compte me dérober à ce devoir, d'autant que mes réponses ne m'engageront guères et ne seront guères à leur tour, que de nouveaux points d'interrogation, tant ces événements si près de nous sont encore mal connus et déformés par nos passions.

Le premier acte la *Tourmente* met en scène la bagarre, c'est-à-dire la lutte entre les compagnies catholique et protestantes de la Garde Nationale en juin 1790, la descente à Nîmes des protestants de la Vaunage, les assassinats commis au couvent des Capucins et ailleurs. L'auteur a exposé brutalement un de ces sanglants épisodes, le meurtre d'un gendre par son beau-père, appartenant au clan religieux opposé, sans indiquer d'ailleurs quel était ce clan. Sa réserve me paraît bien inspirée. L'histoire de la bagarre, à Nîmes, est encore assez mal connue ; ceux qui ont traité le sujet n'ont guère étudié que les documents locaux et le rapport fait à l'Assemblée Constituante.

Il existe aux archives nationales une série de documents qui n'ont jamais été utilisés, notamment les rapports faits par le commandant des rares troupes régulières en garnison à Nimes, nous dirions aujourd'hui le commandant d'armes. Je n'affirmerais pas que ces rapports soient d'une impartialité absolue, émanant d'un royaliste déterminé ; mais ils introduisent dans la cause des faits nouveaux, comme on dit. Jusqu'à la publication de ces pièces et de celles que peuvent contenir les archives de la guerre, la réserve s'impose. Ce qu'on peut dire c'est que le fait pris pour point de départ de son drame par M. Richard, s'il est du domaine de l'imagination, n'en est pas moins très plausible et que des familles se déchirèrent entre elles.

Le personnage d'Antoine Courbis dessiné au premier acte et dont l'évolution s'affirme dans un sens péjoratif au cours du drame, a été traité avec beaucoup de soin par l'auteur. On sent qu'il a curieusement étudié tous les documents qu'il a pu se procurer sur ce personnage, au demeurant néfaste. Ce n'est pas sa faute si les ressentiments des uns, l'esprit de parti des autres ont grossi démesurément ce bourgeois ambitieux, aigri et besogneux qui, au moment de la Révolution, occupait une certaine situation dans la cité, était Procureur au Parlement et possédait une maison Jouxte le Palais de Justice. Le drame lui prête un acte de générosité dont il n'aurait pas été capable ; ces gestes demandent du courage et du désintéressement. Courbis n'avait ni l'un ni l'autre comme tant d'autres d'ailleurs il fut entraîné par un entourage plus mauvais encore que lui et par le représentant Bories, dont le rôle est trop effacé dans la pièce de M. Richard.

Le personnage de Jean Dombres est d'imagination ; il représente les idées de liberté, de justice et de modération. Ce rôle conviendrait à beaucoup de personnalités de ces temps orageux. Avec un peu de bonne volonté il sera loisible à tous ceux qui ont eu un aïeul mêlé à la vie politique d'alors d'en retrouver quelques traits dans le jeune et pur administrateur poursuivi par la haine de Courbis. Seulement pour beaucoup hélas ! le 9 Thermidor arriva trop tard.

Cette journée, que le troisième acte met en scène fut dans la réalité plus dramatique encore que sur le théâtre. Ce n'est pas sur l'esplanade, au grand soleil de juillet que fut abattue la puissance de Courbis et de ses amis ; mais dans la sombre nuit et l'atmosphère empuantie du club Jacobin, installé dans l'ancienne chapelle du vieux lycée. Toute la journée des rumeurs vagues avaient couru ; les chefs terroristes s'efforçaient vainement de faire bonne contenance ; Antoine Courbis avait reçu des dépêches qu'il avait gardées pour lui ou pour ses plus intimes. Mais les affirmations se faisaient de plus en plus nettes. Robespierre était proscrit et ces trois mots seuls suffisaient, tant ce nom était la personnification du régime de la Terreur. Des groupes se formaient ça et là ; des concubules mystérieux se tenaient dans les carrefours. Dans le pâle de maisons qui remplissaient les Arènes à l'endroit même où se dressait l'autre jour la scène, dans ces couloirs obscurs propices aux conjurations brèves, des visages inconnus se montraient et des poings tendus osaient menacer la guillotine dressée à quelques mètres de là, à l'entrée du vacant de l'esplanade, aujourd'hui le square

Charles-Mourier. En apparence rien ne paraissait changé ; la lourde pesanteur des jours de la Terreur infléchissait encore les fronts, mais on osait cependant se regarder en face. Il y avait foule au club Jacobin ; des femmes en grand nombre, quelques enfants qui pour mieux voir avaient grimpé dans les niches dépossédées depuis longtemps de leurs saints occupants. Les maisons du voisinage étaient pleines de visiteurs venus aux nouvelles. Les membres de la commune de Nîmes, et du Tribunal révolutionnaire étaient là, au complet, agités, sombres, encore menaçants ; Courbis se laissait arracher les nouvelles officielles, sommaires encore, mais précises : la Terreur était bien vaincue. Des cris de fureur, des appels à la résistance éclatèrent d'abord, parmi les clubistes nombreux, vibrants, fous de rage concentrée ; puis insensiblement ils s'amortirent ; la clameur de mort devenait murmure d'effroi. De nouveaux visages se montraient que l'on ne voyait pas souvent autour du club. Un cri retentit du dehors « fermez les portes, nous les tenons ». Qui l'avait proféré ? qui exécuta l'ordre et poussa les lourds battants ? Ceux-là sans doute qui hier encore acclamaient les terroristes et qui aujourd'hui répétaient les mêmes cris : en changeant seulement les noms des victimes désignées. Le président de l'assemblée, Boudon, s'élança à la tribune, vociférant qu'il ne voulait pas survivre à la chute de la liberté, insultant ses collègues, montrant le poing à Courbis ; ivre de fureur, il tire des pistolets de sa poche et se brûle la cervelle. Quelques assistants épouvantés se jettent contre la porte appelant à grands cris ; des hurlements de mort leur répondent de l'autre côté ; la peur, une peur folle, écrasante, étreignait tous les assistants. Les chefs terro-

ristes étaient sans force et sans courage. La nuit se passa, autour de ce cadavre sanglant, nuit d'agonie pour les uns, de délivrance pour les autres. On sait ce qu'il advint le lendemain, l'arrestation de Courbis et de ses collègues ; l'assassinat de deux d'entre eux pendant qu'on les conduisait à la citadelle, les excès de la foule, les représailles sanglantes (1).

Les conditions particulières de la scène à laquelle il destinait son drame interdisaient à M. Marius Richard de reproduire ce dénouement dans sa crudité. Il s'est d'ailleurs abstenu de certains effets qu'il a jugés excessifs et qui peut être dans le cadre immense des Arènes, auraient pu être tentés. Ce n'était pas une idylle que la bacchanale des vierges rouges (car il y a eu plusieurs femmes qui ont mérité tout au moins la seconde épithète) autour de l'échaffaud ; et la farandole de Cadet Roussel n'a rien à voir dans l'affaire ; c'était bien le *ça ira* que l'on entendait dans les rues les jours d'exécution, ponctué par des roulements de tambour qui annonçaient chaque fois la chute du couperet. J'ai entendu raconter par un des survivants de cette époque que sa mère avait l'habitude de faire agenouiller ses enfants à ces sinistres signaux et de leur faire réciter une prière pour ceux que l'on exécutait : un matin dix-sept *requiescat in pace* répondirent à dix-sept roulements de tambour. C'était la journée où fut exécuté le père de l'illustre Guizot.

Le drame de M. Marius Richard fut bien défendu par ses interprètes, avec un charme intelligent par

(1) J'ai emprunté les éléments de ce récit aux souvenirs de mon grand-oncle, le docteur Louis Montagnon-Hébert, dont le père, chirurgien renommé habitait précisément en face du club : mon grand oncle encore enfant, s'y glissa par curiosité et passa dans ce milieu la nuit terrible que je raconte.

Mlle Bovy ; avec chaleur par M. Alexandre, avec fougue par Mme Parny avec correction par MM. Mayer et Ravet. La grandeur du cadre n'a écrasé ni la pièce, ni ceux qui avaient la responsabilité de la traduire devant le public. Et si la figuration et la mise en scène ont mérité des critiques, cela même est encore à l'éloge de l'auteur et de son œuvre, qui sont en avant des moyens actuels de la scène et sortent des formules banales et usées pour tenter un pas dans l'avenir encore incertain dans l'esthétique du théâtre en plein air.

GEORGES MAURIN.

ÉTAT RELIGIEUX

DES

TROIS DIOCÈSES DE NIMES, D'UZÈS ET D'ALAIS

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE II

DES CHAPITRES CATHÉDRAUX

ET DES COLLÉGIALES

Le chapitre est comme le sénat de l'évêque. Collège de clercs établi dans l'église cathédrale, il a pour mission d'aider l'évêque de ses conseils, dans certains cas prévus par le droit, de le suppléer, pendant la vacance du siège, dans le gouvernement du diocèse, de l'assister et de le servir dans l'exercice de ses fonctions pontificales, de chanter ou de réciter au chœur l'office divin (1).

En dehors de l'église cathédrale, il existait, sous l'ancien régime, divers corps de chanoines appelés collégiales, chargés de célébrer la divine psalmodie, d'acquitter certaines fondations et attachés au service d'une église ou d'une paroisse.

(1) *Concil. Trident.* Sessio XXIV, cap. XII, XVI, etc.

I

DIOCÈSE DE NIMES

I. — *Chapitre de la cathédrale de Nimes.* — Dès le règne de Charlemagne, avait été fondé à Nimes un chapitre. Tout d'abord c'était une communauté de clercs chargés du service de la cathédrale et habitant dans les bâtiments attenants à cette église. Ils embrassèrent, vers 1078, la règle des *chanoines réguliers de Saint-Augustin* (1). C'est du ix^e au xii^e siècle que se constitua, soit par donations, soit par achats, le patrimoine du chapitre : cela au grand avantage des populations.

Partout où une donation est faite aux chanoines et sur le terrain qui appartient désormais à la cathédrale Notre-Dame, le Chapitre fait bâtir une église où se réuniront le dimanche les paysans du domaine et des environs. « Ces églises, dit Germer-Durand, devinrent, à tous les points de vue, des centres de culture qui répandirent durant tout le moyen-âge, avec les lumières du christianisme, les germes de la véritable civilisation. Les chanoines qui les desservaient eux-mêmes provoquaient au défrichement ou à une culture plus rémunératrice, celle de la vigne par exemple, par les conditions avantageuses de leurs baux (2). »

Le chapitre de Nimes obtint sa sécularisation le 29 décembre 1539 (3). La bulle du pape Paul III qui

(1) Ménard, *Histoire de la Ville de Nimes*, tome I, liv. II, n^o LXXIX.

(2) Germer-Durand, *Cartulaire du chapitre de l'église cathédrale de Nimes*, in-8^o. Nimes, 1875. Introduction, XI.

(3) Ménard, tome IV, livr. XII, n^o LXXII. *Preuves*, titre LXXXII — Arch. dép. du Gard, G, 143, 1320, 1548. *Histoire générale de Languedoc*, tome IX, p. 249.

l'accorda donna au chapitre sa constitution définitive jusqu'à 1790. Désormais le nombre des chanoines est réduit de quatre-vingt-un à vingt. Le chapitre comprend, outre l'évêque, cinq dignitaires: le prévôt, trois archidiaques, le précenteur ; un personnat, qui est le trésorier, plus quatorze chanoines divisés en deux groupes : le premier formé des six plus anciens, *antiquiores*, le second des huit derniers, *juniores*. A la mense capitulaire sont réunis tous les prieurés et bénéfices que les chanoines possédaient en particulier, à raison de leur canonicat. Toutefois à la prévôté est annexé le prieuré de Vauvert ; le grand archidiacre reçoit les prieurés de Marguerittes et d'Avèze ; le second archidiacre, celui de Caveirac ; le troisième, ceux de Massanes, Saint-Jean-du-Pin et Saint-Germain-de-Montaigu, près d'Alais ; le précenteur, celui de Beauvoisin. L'évêque et le prévôt jouissent chacun de deux prébendes.

Le roi confère la prévôté ; l'évêque, les deux premiers archidiaconés ; le corps des dignitaires en exercice nomme au troisième archidiaconé, à la précentorie et à la trésorerie. Les simples canonicats sont à la nomination alternative du roi et du dignitaire ou chanoine en semaine qui confère de plein droit. Nul ne peut être promu à une dignité qu'il ne soit actuellement chanoine et prébendé.

Le chapitre de Nîmes possédait des biens considérables : huit domaines, d'un revenu de 25.070 livres. C'étaient Cabanon, le bois de Campagne, le Mas de Rond (commune de Bellegarde), le Moulin Vedel, Sainte-Perpétue, Villary, près de Rodilhan, La Bastide et le Mas-Neuf. Il a les devois du Bois des Espeisses, Puech-Mazel, Puech-Méjean et Mit-taud. Un certain nombre de maisons dans la ville

lui appartiennent ; les loyers de ses 12 locataires et quelques censives lui rapportent la somme de 5.868 livres.

Trente-sept bénéfices ou prieurés sont unis à la mense capitulaire. Les voici :

Dans l'archiprêtré de Nîmes : le Plan de Nîmes et son annexe Villeverte, Mérignargues ou Signan, Bouillargues et Vendargues son annexe, Vaquières (commune de Parignargues), Rodilhan, Notre-Dame-de-l'Agarne et Costebalen (commune de Marguerittes), Courbessac, Bellegarde et Broussan son annexe, Saint-Laurent-de-la-Motte (près de Saint-Gilles), Clarensac, Saint-Côme, Saint-Dionisy, Nages et Boissières ;

Dans l'archiprêtré d'Aimargues : Gênerac, Gallargues, Saint-Vincent-d'Olozargues (commune de Codognan) ;

Dans l'archiprêtré de Sommières : Calvisson avec Bizac et Livières, ses dépendances ; Congénies, Gavernes (commune d'Aubais), Villetelle (Hérault, près du Pont-Ambroix), Cinsens, (commune de Calvisson) ;

Dans l'archiprêtré de Quissac : Puech-Flavard ou Puech-Redon (canton de Sauve), Lédignan, Cassagnoles (canton de Lédignan), Liouc (canton de Quissac), Brouzet ;

Dans le diocèse d'Alais : Baussels (Hérault) et Conqueyrac, dans l'archiprêtré de Saint-Hippolyte-du-Fort ; Roquedur et Sumène, dans l'archiprêtré de Sumène ; Aulas, Bréau et Vissec, dans l'archiprêtré du Vigan ;

Dans le diocèse d'Uzès, la Calmette, la Rouvière-en-Malgoirès et Montignargues (doyenné de Sauzet).

Ces divers bénéfices donnaient, en 1788, la somme de 146.260 livres.

Un fait digne de remarque, c'est la progression du chiffre des revenus du chapitre. Ses recettes s'élèvent, en chiffres ronds à 25.000 livres, en 1600 ; à 61.000, en 1649 ; à 60.000 en 1684 ; à 83.000 en 1704 ; à 75.000 en 1725 ; à 91.000 en 1745 ; à 111.000 en 1750 ; à 142.000 en 1760 et 1770 ; à 200.665 en 1770. Puis la courbe descend à 191.000 en 1780 ; à 177.000 en 1785 ; à 172.000 en 1786, remonte à 177.000 en 1788, atteint le maximum de 205.778 livres en 1789 (1).

Ce revenu était grevé de diverses charges : la congrue des curés, vicaires perpétuels et secondaires ; honoraires des prédicateurs, aumônes, entretien des vases sacrés et ornements, gages des officiers du bas-chœur, frais de sacristie, réparations des immeubles, intérêts des capitaux etc. D'après la déclaration du chapitre du 20 décembre 1790, les charges s'élevaient à 87.383 livres. Ce qui donnait un revenu net de 118.738 livres (2).

A chaque chanoine il revenait une prébende d'environ 5.000 livres. à laquelle s'ajoutait souvent quelque bénéfice que la faveur ou le mérite lui avait obtenu.

Mais les dignitaires avaient une situation temporelle bien supérieure. En 1789, le prévôt, d'Ornac de Saint-Marcel, neveu et ancien vicaire général de feu l'évêque Becdelièvre, était logé dans le bel hôtel de la Prévôté (3) et jouissait d'un revenu net d'environ 23.000 livres.

Le grand archidiacre, de Rochemore, avait un revenu net de 8.600 livres et habitait gratuitement

(1) Arch. dép. du Gard. G. *passim*.

(2) Arch. dép. du Gard, 4 L. 4, 70.

(3) Aujourd'hui maison Rebuffat, rue de la Prévôté.

« une maison attachée à sa dignité, attenante à l'église et bâtie sur le sol de l'ancien cimetière » (1).

Le second et le troisième archidiaque, Novi et d'Esponchez, possédaient environ 8.000 livres de revenu et d'Esponchez avait, en outre, une pension de 640 livres sur l'abbaye de Luxeuil (2).

Riche, le chapitre de Nîmes faisait ordinairement honneur à sa fortune. Il contribua à la restauration et à l'embellissement de la cathédrale, consentit à l'érection des paroisses Saint-Paul, Saint-Baudile et Saint-Charles, donna la somme de 12.000 livres pour la construction de l'église de cette dernière paroisse (3). Il pourvoyait avec décence à l'entretien des vases sacrés, livres liturgiques, linge, ornements et mobilier de la sacristie dans les divers prieurés unis à sa mense. Son trésorier ou syndic était chargé de faire face à toutes ces dépenses (4).

Mais autant le chapitre était fidèle à ses obligations, autant se montrait-il chatouilleux sur ses droits. De là cet esprit processif à l'excès que l'on rencontre si fréquemment chez les hommes et les corporations de l'ancien régime. Le Chapitre plaida contre des tenanciers ou fermiers récalcitrants, contre des communautés qui refusaient de payer la dime, contre des voisins qui empiétaient sur ses domaines, contre des clercs nommés à quelque-une de ses prébendes et dont il contestait la légitimité de l'élection. Il plaida encore, il plaida souvent contre son évê-

(1) Elle s'élevait sur l'emplacement actuel de l'Ecole communale des Filles de la Cathédrale ; en dernier lieu, elle appartenait à la famille Desmians. M. de Rochemore fit beaucoup de réparations et reconstructions à l'archidiaconé.

(2) Arch. départ. du Gard, 4 L 4, 70.

(3) Arch. dép. du Gard, G. 927, 1244.

(4) Arch. départ. du Gard, G. 1307.

que. Pour ne parler que du XVIII^e siècle, nous le voyons entrer en conflit avec Rousseau de la Parisière et avec le bon et charitable Becdelièvre. A la Parisière, il avait refusé les revenus de deux prébendes pendant la vacance du siège ; il fut contraint par un arrêt du Parlement de Paris de les lui accorder (1).

A propos de la prébende dite *théologique*, le Chapitre avait eu un procès, pendant plus de quinze ans, avec Louis Lapierre, vicaire perpétuel de Bouillargues, qui avait impétré et obtenu, en cour de Rome, ce canonicat de la cathédrale de Nîmes (2). A peine cette longue et scandaleuse affaire était-elle terminée que le chapitre s'en prit à l'évêque lui-même. Becdelièvre avait rendu une ordonnance portant translation au dimanche des fêtes de saint Jean-Baptiste et des apôtres saint Pierre et saint Paul (7 juin 1777). Cette ordonnance fut attaquée par le Chapitre, mais l'évêque obtint gain de cause devant toutes les juridictions (3). Le Chapitre en vint à refuser péremptoirement à l'évêque une clef de la salle capitulaire en vain réclamée par trois lettres consécutives du prélat (4). Prévenu contre M. Becdelièvre, vers la même époque, il incriminait injustement sa conduite dans un différend entre les chanoines et l'abbé Brueys de Sauvignargues. L'évêque dans une lettre imprimée justifie sa conduite et exhale ainsi sa plainte :

(1) *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, t. VI, pp. 282-313, Cte de Balincourt, *Mgr de la Parisière, évêque de Nîmes, ses procès, sa correspondance*.

(2) Arch. départ. du Gard, G. 421, 422, 423, 1496. — Goiffon, *Les Evêques de Nîmes au XVIII^e siècle*, pp. 170-172.

(3) Arch. départ. du Gard, G. 1358 ; — Goiffon, *opere citato*, pp. 172-175.

(4) Arch. départ. du Gard, G. 1358.

« L'accord fait entre tous les chanoines de la Cathédrale (trois exceptés) de ne me rendre aucune visite d'honnêteté suppose que j'ai manqué bien essentiellement à la Compagnie pour qu'elle ait pu se déterminer à un procédé si contraire aux bienséances et aux égards que l'on doit aux supérieurs. Je suis sensiblement affecté de leur éloignement et je ne puis comprendre que les personnes auxquelles j'ai donné, dans toutes les occasions, des marques de ma bienveillance tiennent une conduite nécessairement liée avec le défaut de reconnaissance » (1).

Le Chapitre avoua ses torts ; mais dans ces diverses affaires, il avait profondément contristé le cœur de son évêque, tant il se laissait aveugler par l'esprit de corps et le souci exagéré de conserver jalousement tout ce qu'il considérait comme droit ou privilège.

II. — *Collégiale de Saint-Gilles*. — C'est l'antique abbaye de Saint-Gilles qui devint collégiale en vertu de la bulle de sécularisation du pape Paul III, datée de Tivoli le 16 des Calendes de septembre (17 août 1538) (2). Le chapitre se composait de quinze chanoines majeurs, parmi lesquels six dignitaires : le doyen, l'archidiacre majeur, le second archidiacre, le sacristain, le précenteur et le trésorier. Il comptait encore quinze bénéficiers. Ceux-ci recevaient comme traitement ce que le chapitre des chanoines majeurs voulait bien leur accorder. Les dignitaires

(1) *Lettre de Mgr l'Evêque de Nîmes*, in-4°, Nîmes, chez Castor Belle, 1778. — N° 32462 de la Bibliothèque de la ville de Nîmes.

(2) Arch. dép. du Gard, G. 892, 1216. H, 2. — Abbé Goiffon, *Bullaire de l'abbaye de Saint-Gilles*, in 8°. Nîmes 1882, CLXXX, pp. 254-291. — *Saint-Gilles, son abbaye, son Grand-Prieuré, sa Paroisse*, in-8°, Nîmes, 1882, chap. IX, XII. — *Gallia Christiana*, tome VI. —

obtenaient, dans les distributions, un quart de plus que les autres chanoines majeurs.

L'abbé ne faisait pas partie du chapitre ; il avait une mense spéciale distincte de la mense capitulaire. Il devait choisir son vicaire général dans le chapitre. Il avait en tout temps la collation du doyenné, du second archidiaconé, de la précentorie et celle des canonicats qui venaient à vaquer pendant les mois de janvier, février, mai, juin, septembre et octobre. Le chapitre conférait en tout temps l'archidiaconé majeur, la sacristie, la trésorerie, les bénéfices, en outre, les canonicats qui venaient à vaquer pendant les mois de mars, avril, juillet, août, novembre et décembre.

Le dernier abbé fut M. de Boisgölin, archevêque d'Aix. La mense abbatiale fut réunie à la mense archiépiscopale de cette métropole (1774-1779). Le doyenné, à la veille de la Révolution, était possédé par de Coriolis Puy-Michel, le grand archidiaconé par Louis-François Tardi, le second archidiaconé par Ernaul de Bruslis ; la sacristie par Jean-François de Lafargue, la précentorie par Dubu de la Plonnières ; la trésorerie par Henri Aubert, ancien curé de Redessan.

La mense abbatiale, avait, en 1750, un revenu de 18.000 livres, et la mense capitulaire un revenu de 25.000 livres. En vertu d'un accord entre le chapitre et l'abbé, homologué par le Parlement de Toulouse (1752), chaque chanoine avait le droit de prendre cent quintaux de bois dans la forêt d'Espeyran. Cet accord ne termina pas d'ailleurs le long procès pendant entre l'abbé et le chapitre (1). Nous verrons

(1) Arch. dép. du Gard, H, 18, 28, 29, 30, 31, 32.

plus loin que les chanoines étaient moins empressés à fournir au curé de la paroisse les vicaires et les objets du culte indispensables.

IV. — *La Collégiale de Beaucaire.* — Cette collégiale, relevant de l'autorité spirituelle de l'archevêque d'Arles, avait remplacé le prieuré bénédictin des Saints-Nazaire-et-Celse. Par une bulle du 28 mars 1597, le pape Clément VIII avait sécularisé ce prieuré, l'avait séparé de l'abbaye de la Chaise-Dieu, et érigé la collégiale (1). Le pape instituait par cette bulle dans l'église de Notre-Dame-des-Pommiers un chapitre composé d'un doyen, d'un capiscol ou précenteur, de dix chanoines, de deux hebdomadiers remplissant les fonctions de curé et de quatre bénéficiers perpétuels. Dans ce nombre n'étaient pas compris les autres prêtres et serviteurs amovibles attachés à l'église Notre-Dame.

Les revenus de l'ancien prieuré, de l'église et de la fabrique paroissiales, les fruits et rentes de la sacristie Sainte-Catherine, du prieuré Saint-Lazare, de la rectorie de l'Hôpital Saint-Jacques, les chapelainies, obits, anniversaires, legs pieux, toutes les fondations existantes dans ladite église furent réunis à la collégiale pour l'entretien du chapitre et les besoins du service divin.

Le chapitre devait, d'après la bulle, nommer son doyen à la condition de le choisir parmi les chanoines et d'en faire confirmer l'élection par l'archevêque d'Arles ou son grand vicaire, à qui était réservée l'institution canonique. Mais l'abbé de la Chaise-Dieu contesta ce droit du chapitre et fut maintenu, par arrêt du Grand Conseil (24 mars 1620),

(1) Arch. dép. du Gard, C, 896, 1116. Bulle d'érection du pape Clément VIII.

dans le droit de nommer au doyenné comme avant la sécularisation (1). La famille Fayn de Pérault avait reçu le droit de nommer le capiscol ; un de ses membres céda ce droit au chapitre. Le doyen, conjointement avec le chapitre en corps, avait le droit de nommer, en cas de vacance, aux canonicats ; mais le choix devait, de préférence, tomber sur des ecclésiastiques nés à Beaucaire (2).

Plus soucieux d'ouvrir un vaste édifice à la population grandissante que respectueux de l'art du moyen-âge, il s'entendit avec le Conseil de ville pour la démolition de l'antique église de Notre-Dame des Pommiers et la reconstruction d'une église nouvelle du style renaissance, de grandes dimensions. Il prit possession du nouvel édifice, dès son achèvement, en 1744.

« Ce chapitre, dit M. de Forton, a fait jusqu'à sa suppression le plus grand bien dans la ville, par son exactitude à remplir ses devoirs, et par les exemples que ses membres n'ont pas cessé de donner aux fidèles (3). »

Le doyen du chapitre, au commencement de la Révolution, était M. Privat, le capiscol Jean de Pillet. Parmi les chanoines, on remarquait Pierre Moreau, Louis Dorée, futur curé de Saint-Paul.

V. — *La Chapellenie des Quatre-Prêtres ou Notre-Dame de Vauvert*. — Cette chapellenie peut être assimilée à un chapitre. Elle avait été fondée, en 1379, par Anglic Grimoard, cardinal d'Albano, frère du pape

(1) Goiffon., *Archiprêtré de Beaucaire*, p. 66.

(2) *** (de Forton), *Nouvelles recherches pour servir à l'histoire de la ville de Beaucaire*, in-8°, Avignon 1836, pp. 198, 370, 450 ; — Eyssette, *Histoire administrative de Beaucaire*, 2 vol. in-8°. Beaucaire, 1889, t. I. p. 358, t. II, p. 408, 510; appendice XLVII. — abbé Goiffon, *Archiprêtré de Beaucaire*, in-8°, Nîmes, 1903, p. 52 et suiv.

(3) *Nouvelles Recherches*, p. 199.

Urbain V. Les titulaires étaient, au xviii^e siècle, nommés par les consuls de Vauvert ; leurs revenus s'élevaient à 700 livres, provenant de diverses pensions et d'un moulin sur le Vistre, appelé encore des *Quatre-Prêtres*. D'après l'acte de fondation, ces chapelains devaient assister aux offices de jour et de nuit de l'église Notre Dame, avec l'aumusse et le surplis, et vivre en communauté (1).

VI. — *Chapellenie des Quatre-Prêtres à Aubais*. — Dans le diocèse de Nimes, il y avait eu une autre chapellenie des *Quatre-Prêtres*. C'était Messire noble Jacques de Bozène, prieur de Cornillon, qui l'avait fondée à Aubais en 1551 (2). Mais les biens de cette fondation furent plus tard usurpés par le seigneur ou dissipés par la négligence des titulaires. Au xviii^e siècle, Charles de Baschy, marquis d'Aubais, voulut restaurer l'œuvre. Une ordonnance du vicaire général de l'évêque de Nimes réduisit le nombre des chapelains à un seul prêtre (11 juin 1735) (3).

II

DIOCÈSE D'UZÈS

I. — *Chapitre de la Cathédrale Saint-Théodorit d'Uzès*. — Les membres de ce chapitre, comme ceux de Nimes appartinrent de bonne heure à l'ordre des Chanoines réguliers de Saint-Augustin. En

(1) Comte de Balincourt, *Fondation des Quatre-Prêtres*, dans le *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, t. v, pp 238-251 ; — Goiffon, *Archiprêtré de Nimes*, p. 154 ; — Ménard, t. vi, *Appendice*. — *Arch. dép. du Gard*, G. 55, 56, 57, 58, *Pouillé du diocèse de Nimes*.

(2) *Arch. dép. du Gard*, G. 1251.

(3) Goiffon, *Archiprêtré de Nimes*, p. 364.

1336, sous l'épiscopat de Guillaume III de Mandagout, ils furent réformés par Arnaud de Verdela ou Verdala, commissaire apostolique, et la règle qu'ils reçurent de ses mains s'appela *Verdeline* (1). A la suite de son évêque Jean de Saint-Gelais, le chapitre d'Uzès, par une délibération capitulaire (1546), abandonna le catholicisme pour embrasser le protestantisme, à l'exception de son prévôt Gabriel Froment d'Argiliers, qui plus tard lança l'anathème contre le prélat prévaricateur (1). Au commencement de l'épiscopat de Nicolas de Grillet (1633-1660), le chapitre d'Uzès adopta la règle des Chanoines réguliers de la Congrégation de France dite de *Sainte-Geneviève*. Il en résulta entre le chapitre d'Uzès et le prieuré de Saint-Nicolas de Campagnac qui appartenait à la même Congrégation, « des relations fréquentes et intimes, utiles à tous deux. Les chanoines d'Uzès qui éprouvaient le besoin d'une vie plus retirée venaient chercher, sur les bords du Gardon, avec le recueillement et la solitude, l'oubli des intrigues et des compétitions qui troublaient trop souvent l'harmonie du chapitre de Saint-Théodorit (3). » Un siècle plus tard l'évêque Poncet de la Rivière (1677-1728),

(1) Arnaud de Verdala ou Verdela appartenait à une famille noble du diocèse de Carcassonne. Chanoine de Mirepoix en 1321, il fut nommé official inquisiteur pour poursuivre l'hérésie des Albigeois et des Beguins, doyen de la collégiale de Saint-Paul de Fenouillet, délégué par le pape Benoît XII pour visiter les hôpitaux et léproseries et pour réformer les églises de la province de Narbonne. Il devint évêque de Maguelonne. *Gallia Christiana* (Paris, 1793), tome vi, col. 292 650, 783. — Charvet l'appelle à tort Armand de Vers, *Etudes généalogiques sur la première maison d'Uzès*, p. 144, dans les *Mémoires de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, 1^{re} année, 1870. — Cf. Chan. François Durand, *La Verdeline au chapitre d'Uzès*, dans le *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, t. vii, pp. 349-858.

(2) Charvet, *loco cit.*, p. 75.

(3) E. Germer-Durand, *Le Prieuré et le Pont de Saint-Nicolas de Campagnac*, in-8°, Nîmes, 1864, p. 42.

qui, d'après Germer-Durand, appartenait à une famille de magistrats gallicans et qui tenait du sang et de l'éducation la haine des corporations religieuses, obtint la sécularisation du chapitre de la cathédrale qu'il avait poursuivie par tous les moyens. Une bulle de 1678 étant restée sans effet, le pape Clément XI accorda cette sécularisation par une bulle de 1721 et l'évêque de Nîmes La Parisière fut chargé de la fulminer, en qualité de commissaire du Saint-Siège (1).

A partir de la sécularisation, le chapitre d'Uzès comprit vingt chanoines dont quatre dignités : le prévôt, l'archidiaque, le sacristain et le capiscol ; en outre, six hebdomadiers, douze prêtres du bas-chœur et quatre enfants de chœur.

En 1789, le prévôt, première dignité du chapitre, était M. de Roche et jouissait d'un revenu net de 7.848 livres ; M. de Chervin, archidiaque, seconde dignité, avait un revenu net de 7.361 livres ; M. Dulac, sacristain, troisième dignité, 3.521 livres ; et le précenteur, un autre M. de Roche, quatrième dignité, 5.759 livres.

Les prieurés de Gaujac, Saint-Dézéry, Saint-Paulet-de-Caisson, Sagriès, Montaren, Auzon, Collias, Valliguières, Saint-Privat-les-Vieux, Estézargues, Jonqueirolles (aujourd'hui simple ferme de la commune d'Uzès), formaient chacun la dotation spéciale ou la mense individuelle d'un canoniat. Les autres prieurés, les domaines, les maisons, diverses censives formaient la mense capitulaire et les revenus entraient dans la masse commune pour être ensuite distribués aux chanoines. Le revenu de la mense capitulaire était d'environ 40.000 livres. Le revenu

(1) Arch. dép. du Gard, G. 1521.

net de chaque chanoine va de 1.111 livres, la prébende la plus faible, jusqu'à 4.032 livres, la prébende la plus élevée après celle des dignitaires (1). Outre leurs prébendes et leur part dans les revenus de la mense, les chanoines pouvaient avoir et avaient bien souvent la jouissance d'autres prieurés, chapellenies et bénéfices (2).

Le chapitre d'Uzès était « seigneur en partie de la ville d'Uzès, seigneur en seul des lieux de Saint-Firmin, Saint-Siffred, Castillon-du-Gard, Sainte-Eulalie, de divers tènements au terroir de Saint-Maximin et autres lieux ; coseigneur de Valliguières, Montaren et Saint-Quentin, seigneur suzerain de Saint-Dézéry et autres lieux. » Il avait le droit de lods, trézains et demi-trézains, dans diverses localités, droit qui, depuis 1780 jusqu'à 1789 inclusivement, produisit une somme de 15.551 livres 17 sols 8 deniers. Il jouissait encore du droit de *lombe et conil* sur chaque porc que les bouchers et charcutiers de la ville et des faubourgs tuaient depuis le jour de la fête de Pâques jusqu'au jour et fête de Saint-Martin. Ce droit était affermé moyennant la somme annuelle de 24 livres (3).

(1) Arch. dép. du Gard, 8 L. 4, 56, 57.

(2) Parmi les personnages de l'église d'Uzès, citons Pierre de la Font, docteur en théologie, prieur de Valabrègues, official et directeur du séminaire d'Uzès, auteur de l'excellent ouvrage : *Entretiens ecclésiastiques pour tous les dimanches de l'année, composés par ordre de Monseigneur l'Evêque et comte d'Uzès*, Paris, chez André Pralard, MDCXC, in-12. (Communication du R. P. Adrien Borrelly, prieur de l'abbaye des Prémontrés de Lesse, à Dinant, Belgique).

Pierre de la Font possédait le prieuré de Valabrègues en 1689. Se trouvant malade et désirant se donner un digne successeur capable de réparer les fautes qu'il avait pu commettre, il résigna en cour de Rome, le 4 septembre 1702, en faveur de Joseph de Bruges, son vicaire. Il mourut le 4 novembre suivant (Goiffon, *Archiprêtré de Beaucaire*, p. 215).

(3) Arch. dép. du Gard, 8 L. 4, 57.

Comme seigneur, le Chapitre a droit de haute, moyenne et basse justice et, pour exercer ce droit sur les terres qui lui appartiennent, il a, comme son évêque, une cour temporelle avec ses officiers particuliers (1). Le dernier viguier et juge de la justice du chapitre fut Jean-Henri Voulland. Vers la fin de l'ancien régime, un conflit éclata entre le Chapitre et les consuls d'Uzès. Voici à quelle occasion :

Par lettres patentes du 19 février 1765, il était enjoint aux villes de la province du Languedoc de nommer un gradué pour remplir dans leur Hôtel de Ville les fonctions de procureur du roi de police. Le 2 janvier 1779, les consuls d'Uzès nommèrent à ce poste Jean-Antoine Baragnon. « Cet officier, raconte M. Georges Maurin, fut immédiatement installé dans ses fonctions. Les consuls avaient l'habitude de se rendre en corps et solennellement à la messe pour certaines fêtes. Le jour des Rois de cette même année, ils se présentèrent dans l'église cathédrale, mais cette fois accompagnés du nouveau procureur du roi, de leur greffier et escortés de leurs huissiers et des valets de ville en armes. Or le Chapitre était seigneur justicier de la cathédrale, du boulevard appelé encore le Portalet, de Saint-Firmin et d'autres menus lieux d'Uzès. Cette justice bornée à quelques lambeaux de terre n'en était pas moins haute, moyenne et basse et tout aussi puissante dans son étroit territoire que celle du duc ou de l'évêque dans leur vaste étendue... Mais si le Chapitre, heureusement pour lui n'avait pas beaucoup de procès à juger ni de crimes à poursuivre, il n'entendait pas laisser prescrire ses droits. L'entrée du cortège

(1) Arch. dép. du Gard, G, 1063-1066.

consulaire, transformée en cour de justice, lui parut être une sorte d'invasion qu'il fallait repousser par tous les moyens de droit (1). » On plaida et, à la date du 28 juillet 1779, les consuls prirent une délibération donnant pleine et entière satisfaction à MM. du Chapitre.

Le souci pointilleux de défendre ses droits, ce caractère commun à toute compagnie de l'ancien régime, engagea bien souvent le Chapitre d'Uzès dans les voies de la procédure. A un moment donné, il eut jusqu'à quinze procès sur les bras, la plupart pour des motifs qui nous paraîtraient futiles : entrée, droit de chasse du seigneur évêque, repas qu'il doit aux chanoines à certains jours de l'année, contributions dues par le prélat pour les réparations faites à l'église et en particulier pour « la petite orgue et le tableau de Saint-Jean-Baptiste », la qualité de messire prise par le prévôt et les chanoines, les trois coups d'encensoir dus au prévôt et dont un lui a été refusé en présence de l'évêque, refus de l'évêque de rendre aux chanoines le registre capitulaire qui lui avait été confié, etc., (2).

(A suivre)

ALBERT DURAND.

(1) Georges Maurin, *Les anciennes juridictions d'Uzès*, p. 23 ; — d'Albiouse, *Histoire de la ville d'Uzès*, p. 213.

(2) Arch. dép. du Gard G. 117.

UN NOUVEAU LIVRE DE M. F. GACHE

« MÈRES ET FILS »

L'auteur de l'ouvrage dont j'ai l'intention d'entretenir les lecteurs de la *Revue du Midi*, M. F. Gache, professeur au Lycée de Montpellier, est un Nimois. A ce titre seul il me paraîtrait susceptible de les intéresser. Si j'ajoute que son livre, qui soulève un très haut problème, est plein de pensées fines et délicates, d'un sentiment de moralité très élevé, n'en aurais-je pas dit assez pour justifier les quelques pages que j'ai cru pouvoir lui consacrer.

M. Gache est avant tout un universitaire dans le sens le plus complet et le plus profond de ce mot. Il est de ceux qui, éducateurs de la jeunesse, prennent très au sérieux leur fonction, jusqu'à l'élever à la hauteur d'un véritable sacerdoce. Ce sentiment très vif de la gravité de sa tâche, de sa haute portée sociale, se marque aux premières lignes de *Mères et Fils* : « Dans tout pays, l'éducation a une importance capitale, dans une démocratie il n'y a rien au-dessus », ainsi commence l'Introduction. Et, plus nous avancerons dans l'étude de l'ouvrage, plus nous verrons quel sens plein et complet l'auteur attache à ce mot d'éducation. Cette conscience de l'importance sociale et morale du problème éducatif est à coup sûr la cause qui a fait du professeur d'humanité un écrivain, un pédagogue qui se double d'un sociologue. Parti d'études littéraires telles que *Cicéron et ses ennemis littéraires*, de publications de grammaire pure comme sa *Stylistique latine* ou d'art classique tel que son *Manuel d'archéologie grecque*, M. Gache, mûri par une longue pratique scolaire, n'a pas cru devoir céler au public les conclusions auxquelles le conduisait son

expérience de l'enseignement, et c'est ainsi qu'il nous a donné trois livres d'abord : la *Rhétorique*, la *Philosophie* et l'*Éducation du Peuple*, et enfin deux ouvrages : *Collégiens et Familles* et *Mères et Fils*, qui me paraissent, plus que tous les autres, l'expression sincère d'idées originales chères à l'auteur, le tréfonds même de sa pensée que nous essayerons de dégager.

Le meilleur moyen d'atteindre ce but me paraît être, suivant l'ouvrage page à page, de le résumer tout au moins dans ses parties essentielles. Nous serons obligé, dans cet examen fatalement trop rapide, d'éliminer bien des détails, souvent fort jolis, de passer sous silence plus d'une digression, plus d'une page charmante de style et de couleur, où le littérateur n'a pas eu le courage de s'effacer complètement derrière l'éducateur. La faute en sera à la brièveté qui nous est fatalement imposée.



L'ouvrage de M. Gache se divise en trois parties d'inégale étendue, et cette première constatation est à elle seule révélatrice de la pensée de l'auteur. Sur les 450 pages, 420 si je déduis l'introduction, la première partie intitulée : Internat en remplit 120 : la deuxième partie, *Mères*, 200 ; la troisième, *Fils*, 100 seulement. L'objet des préoccupations de l'auteur est donc le rôle de la mère dans l'éducation de l'homme et la place qu'elle y doit tenir.

Aussi bien M. Gache ne laisse-t-il pas au lecteur le soin de découvrir le but qu'il se propose. Il le lui expose nettement dans son introduction. C'est pour bien faire comprendre la gravité du problème de l'éducation qu'il a écrit son livre. L'éducation, en effet, est une science, et qu'il se faut bien garder de confondre avec l'instruction. Le collège ne peut suffire à tout, « l'éducation de la jeunesse exige la « collaboration de toute la nation ».

« L'éducation est une entreprise sociale, familiale et « individuelle. Tant que l'état, la famille et l'individu « n'unissent point leurs efforts, l'éducation reste une « œuvre chanceuse, avortant plus souvent qu'elle ne « réussit » (p. 7).

Or, de tous ceux qui se doivent intéresser à la question d'éducation, celui qui manque le plus à sa tâche, c'est la société. Le collège est trop souvent antihygiénique, et la vie y est organisée de telle sorte que les enfants y sont systématiquement éloignés des familles. Depuis quelques années cependant, un mouvement se dessine d'améliorations et de réformes, et M. Gache le salue avec joie. Il lui plaît que les yeux des hommes se tournent vers l'enfant, vers l'avenir qui leur appartient, alors que le passé leur échappe. « Dans cette obligation de songer aux autres et « de préparer l'avenir de nos descendants, afin que notre « conduite actuelle jette des semences de joie et non de « peine, les incroyants trouvent une très haute, très sévère « loi morale, le fondement même de la morale indépen- « dante, l'inspiration, le mot d'ordre pour une vie qui « veut produire une plus large, une plus noble vie ; et « les croyants pareillement peuvent l'accepter avec une « pieuse allégresse, s'ils considèrent que dans tout ce que « l'homme fait de grand, de beau et de bon, il n'est que « l'organe et le véhicule de quelque chose ou de quel- « qu'un de plus haut que lui » (p. 20). De là l'importance de la pédagogie.

Parmi toutes les questions pédagogiques, l'auteur en choisit une qu'il étudiera : le problème de l'internat. Et tout de suite il indique que, cet internat, il veut l'améliorer par la collaboration des familles et en particulier des femmes. L'humanité, en effet, pour M. Gache, a été faite par la femme et par l'enfant. C'est là une idée que nous retrouverons dans la conclusion où nous l'exposerons plus en détail.

I. — L'INTERNAT

Et tout d'abord l'auteur déclare nettement qu'il n'en poursuit, ni n'en souhaite la suppression. Jamais l'internat n'a été plus nécessaire. Les classes dirigeantes ont tendance à se désintéresser de l'éducation de leurs enfants, les classes laborieuses ne peuvent exercer une surveillance effective. Sans doute, il vaudrait mieux corriger les familles, les amener à s'intéresser directement à l'éducation de

leurs enfants, mais puisque c'est chose à peu près impossible, la société doit bien les remplacer.

L'internat est donc une nécessité. Et ce n'est pas, suivant un mot prêté à tort à M. Gréard, un mal nécessaire : il n'y a pas de mal nécessaire. Il constitue une institution que rien ne peut remplacer. Tous les élèves, en effet, ne peuvent être externes, l'état actuel des moyens de locomotion et la nécessité de placer les collèges dans les villes relativement importantes s'y opposent. Dès lors, par quoi remplacer l'internat. Sont-ce les universitaires qui logeront chez eux les élèves ? Ils y répugnent avec raison et hésitent à sacrifier leur intimité. Et il est bien certain que ni les pensions de famille, ni les internats privés n'offriraient les garanties des internats de l'État. La suppression de l'internat, en définitive, aurait pour suprême résultat de restreindre la culture, bien des familles arrêteraient les études.

La constatation que l'Université s'efforce de réformer l'internat conduit M. Gache à étudier l'erreur et le danger de l'internat d'autrefois.

Son erreur était de trop isoler l'enfant, dans la croyance que le meilleur préservatif c'est la barrière dressée entre l'enfant et le milieu où le mal se donne carrière. Il se proposait pour but non pas de créer des citoyens, mais des humanistes. « Le collège ne songeait nullement et n'avait point à préparer un ouvrier pour la cité terrestre, mais un aimable citoyen pour la République des lettres » (p. 71). Cette tendance, résultat de la double influence ecclésiastique et napoléonienne, peut-être répondait-elle à une nécessité du temps, en tout cas, elle avait un résultat qui serait désastreux aujourd'hui, « elle retranchait l'enfant de la vie sentimentale, économique, politique, ou plus simplement de la vie » (p. 82).

Son danger résultait de son erreur : il ne faisait pas des hommes il fabriquait des fonctionnaires.

Cette double constatation nous montre dans quel sens il faut modifier l'internat, et c'est en mettant fin à cet isolement de l'enfant, en ouvrant le collège « à la famille et à la cité, à la nature et à la science » (p. 104). Le collège moderne, tel que le rêve l'auteur, doit comprendre trois

choses : un jardin, un hall, et ce que M. Gache, empruntant une expression à J. P. Richter, appelle « un Paradis. »

Le jardin est indispensable à l'enfant qui doit passer le plus possible ses premières années en plein air, le hall, c'est le parloir ouvert à l'élève, avec des livres et des jeux, lieu de réunion et de causerie, le Paradis enfin, c'est un endroit, si modeste soit-il, où l'enfant soit chez lui, puisse se recueillir et s'isoler, s'il le juge utile, dans sa chambre par exemple, car M. Gache est de ceux qui poursuivent la suppression du dortoir.

Le but suprême est donc celui-ci : faire des hommes et la tâche la plus importante du collège est d'enseigner le devoir.

Pour atteindre ce but et remplir cette tâche, M. Gache compte beaucoup sur l'enseignement de la morale. « Le « collège est le séminaire des classes dirigeantes. Il faut à « tout peuple une classe dirigeante. Peu importe où et par « quels moyens elle est recrutée : L'important est qu'elle « soit disciplinée, active, vaillante, qu'elle ait un haut « idéal, une âme tendre autant qu'héroïque. C'est au col- « lège qu'il appartient de faire de telles âmes avec les en- « fants que les mères lui amèneront (p. 142). »

Mais il faut que les enfants qu'on lui livre soient préparés à l'enseignement qu'ils vont recevoir. Ce que doit être cette préparation, M. Gache va le dire dans la 2^{me} partie de son livre : *Mères*.

*
* *

II. — MÈRES

La tâche de la mère est double : rendre plus intense la 1^{re} éducation et, une fois l'enfant loin d'elle, se rapprocher du collège et collaborer avec lui.

La 1^{re} éducation a une importance capitale ; le collège en effet peut réformer, il ne peut transformer de fond en comble. « Vouée à l'enfant la femme vit de l'enfant, vit pour lui et par lui pour l'humanité. C'est sa mission. » (p. 158). Aussi faut-il à la mère un idéal, il faut qu'elle transmette à la jeunesse un mot d'ordre. Cet idéal et ce mot d'ordre

ne doivent pas être ceux de la réussite et du succès. ils doivent être de faire et d'être des hommes. Que l'enfant grandisse et s'élève toujours, le plus possible, en hauteur morale, dut-il payer cette élévation de quelque souffrance. « Le bien ne se réalise dans la Société que par la souffrance des meilleurs » (p. 167) Et plutôt que de végéter dans la foule des faux humains, ne vaut-il pas mieux vivre parmi la poignée des hommes véritables, de ceux qui achètent par leur sueur, leurs larmes et leur sang le lent progrès de notre race. M. Gache voudrait que toutes les mères donnent pour devise à leurs fils cette belle parole de Fichte : « n'est-ce pas précisément notre vocation que d'être destinés à travailler au perfectionnement des autres » (p. 168).

Ai-je besoin de souligner combien de pareilles pages élèvent le livre de M. Gache bien au-dessus d'un simple traité de pédagogie. Je crois que, plus que tout autre, notre époque, qui souffre peut-être de trop de bien être, de facilité de la vie et de progrès scientifique, a besoin d'entendre de hautes et graves paroles, que plus que tout autre, elle a besoin d'un très haut idéal moral, de solidarité humaine et d'altruisme. Ces paroles, M. Gache est un de ceux qui les ont prononcées, cet idéal, il est un de ceux qui le dressent aux yeux de notre démocratie. La chose valait d'être remarquée.

M. Gache va prendre ensuite l'éducation de l'enfant depuis la naissance pour le mener jusqu'à la porte du collège. Je ne le suivrai pas en détail dans cette partie de son ouvrage, me contentant de relever comme je l'ai fait jusqu'ici l'idée générale et directrice.

Placez l'enfant au début de sa vie dans une atmosphère pure et calme, tenez-le éloigné de nos luttes et de nos fièvres, nourrissez-le de tranquillité et de soleil. Et M. Gache qui ne peut toujours oublier qu'il est, lui, nourri de lettres classiques, symbolise ainsi cette partie de son enseignement. « Dans toute demeure où grandit un enfant, il faudrait mettre au vestibule une statue d'Angeronca, la mytérieuse déesse du silence qui, à Rome, dans le temple de Volupia, se dressait sur la pointe des pieds, un doigt pressant ses lèvres closes » (p. 178).

Ne hâtez point le développement de l'enfant, ne créez pas

de petits prodiges. Laissez-le jouer à son gré, le jeu est pour l'enfant un travail, il le met en contact avec le monde extérieur.

A cette éducation jusqu'au collège, M Gache consacre six chapitres, pleins de remarques ingénieuses. Les titres nous donneront un aperçu du plan suivi par l'auteur. Ce sont : les deux premières années, acquisition des premières connaissances, éducation du sentiment, éducation de la volonté, la vie morale, les Sœurs, les Amis, le Jeu ; c'est un véritable cours de puériculture auquel rien ne manque et qui se recommande par ce souci de haute moralité qui déjà nous a frappé dans la première partie de l'ouvrage.

C'est à tort que l'on croit en général que les soins à donner à l'enfant dans les deux premières années ne se doivent adresser qu'au corps. M. Gache veut que l'esprit soit toujours pour l'éducatrice la chose importante. Cet esprit, elle l'éveillera de toute façon : par le langage, avec l'aide de ses humbles collaborateurs qui l'entourent : animaux familiers, et objets inanimés qui peuplent la maison. Le but est toujours le même : établir cet équilibre que vante l'adage antique ; *mens sana in corpore sano*, que M. Gache traduit : donner à l'enfant santé, intelligence, vertu.

L'œuvre de la mère se partagera donc entre les soins matériels, très minutieux, très importants et l'éducation : donner à l'enfant des connaissances et lui faire contracter des habitudes.

A partir de deux ans commence l'acquisition des premières connaissances et d'éducation du sentiment. Que la mère occupe l'enfant, qu'elle multiplie « les occasions d'être surpris, d'être ému, d'admirer, d'apprendre, » (p. 236) qu'elle commence enfin l'éducation de son cœur. Pour cela, y a-t-il une méthode ? Evidemment non. Cependant, M Gache propose et recommande le rite. « Avec nos « enfants nous n'employons pas assez ces recommence-
« ments un peu solennels qu'on appelle des rites. Il en
« faudrait à toutes les heures marquantes : au lever, au
« coucher, aux repas. L'humanité d'instinct l'avait compris.
« Les chants les plus anciens sont ces hymnes Indous qui
« solennisaient l'aube, midi, le crépuscule. » (p. 239)

N'est-il pas vrai, que le passage est piquant et n'est-il pas

curieux ce retour, de la part d'un Universitaire très moderne, et très scientifique au système des vieilles incantations magiques de jadis. L'empirisme d'autrefois disait magie, suggestion, dit la science moderne : la différence est-elle ailleurs que dans les mots.

M. Gache, enfin, veut que l'on fasse l'éducation de la volonté, et c'est là à mon avis un des chapitres les plus importants de son ouvrage. Avec lui, je crois qu'il ne faut pas négliger cette force humaine « qui de nos jours et dans notre pays peut être plus qu'ailleurs parait se détendre et s'affaiblir » (p. 243). Il comprend la volonté à la façon cornélienne et l'enseignement dans cet ordre d'idées lui semble se résumer dans les deux conseils que M. Faguet faisait entendre lors de l'inauguration de la statue de Corneille : « il faut vivre dangereusement » et « l'homme est un être qui est fait pour se surpasser. » « La vraie volonté « qu'enseignent Corneille et les Mères, c'est celle qui nous « rend exigeants, impitoyables pour nous-mêmes, faciles, « indulgents, secourables aux autres ; c'est celle qui nous « inspire la force de nous maîtriser de plus en plus, de « poursuivre la rude tâche de notre éducation, et le désir « de nous asservir au bien d'autrui » (p. 250).

Cette éducation de la volonté ne se donne pas en un jour, elle exige de longs efforts. Avec Mme Quinet et Fénelon, l'auteur n'est pas loin de conseiller le Journal qui consigne la vie de l'enfant, et qui, relu une fois par semaine, fait passer sous ses yeux ses bonnes actions et ses fautes « sans que le ton du reproche et de l'encouragement ait plus rien de personnel » (p. 252). Avec Mme de Rémusat, il se refuse à approuver le type consacré de l'enfant bien élevé, qui n'a « que les gestes des qualités » et dont la personnalité est étouffée sous un manteau de correction factice. Avec Mme de Rémusat toujours, il préfère la louange à la critique, et, demandant que l'on juge l'enfant, non sur le résultat mais sur l'effort, conseille à la mère de « tenir son « enfant dans un état prolongé de satisfaction » (p. 258) en soulignant d'une louange discrète ses tentatives pour bien faire. Que l'éducatrice ait le courage enfin de se rapprocher du petit être qu'elle élève. Rien de plus dangereux et de plus décevant que cette croyance que l'on entretient

chez l'enfant en l'infailibilité des parents. Tôt ou tard, i s'aperçoit qu'elle est erronée et apprend à considérer trop souvent l'âge d'homme comme celui où l'on fait impunément ce qui est interdit à l'enfant. Vivez donc sous ses yeux une vie difficile, montrez-lui que vous avez des devoirs nombreux et pénibles, faites-lui remarquer le plaisir que ces devoirs rapportent à qui les remplit. « Nulle leçon de morale ne vaut cette conduite, c'est l'énergie enseignée par l'exemple » (p 263).

Enfin, pour entretenir et développer la vie morale, M. Gache attache grande importance à l'examen du soir et à l'exhortation du matin.

Envisageant les personnes autres que la mère qui peuvent avoir une influence sur l'éducation de l'enfant, M. Gache est amené à s'occuper des sœurs et des amis (il réserve le père pour la fin de sa deuxième partie). Entre les sœurs et les frères, il voudrait plus d'intimité. La jeune fille exercerait ainsi sur le jeune homme son influence de douceur et de délicatesse morale. La question des amis se lie intimement à celle du jeu. Qu'ils soient peu nombreux et bien choisis. Aux jeux, que la mère prenne part, à l'exemple de ces matrones romaines dont parle Tacite : « Elles présidaient aux délassements et aux jeux où elles inspiraient de la retenue et que leur présence sanctifiait » (p. 292).

Choisissez de préférence des jeux qui aient un sens, qui soient une occupation, qui donnent le goût des exercices physiques et du travail manuel, si noble et si fécond.

Mais voici l'enfant au collège et la deuxième tâche de la mère va commencer. Qu'elle ne perde pas le contact, qu'elle même mène l'enfant au collège et l'y vienne voir souvent, qu'elle le fasse revenir à la maison le plus possible afin qu'il ne connaisse jamais la douloureuse surprise d'Olympia :

Ma maison me regarde et ne me connaît plus.

Qu'elle choisisse enfin de bons correspondants qui, ni trop indulgents ni trop sévères, feront les jours de sortie des journées que l'enfant passera vraiment en famille.

M. Gache termine cette deuxième partie par un appel aux pères. Il ne dissimule pas qu'à son sens, la part importante de l'éducation revient à la mère, c'est elle qui est l'antique éducatrice du genre humain « c'est à elle qu'appartient, a dit Pierre Laffitte, la fonction capitale d'instituer dans l'enfant la morale personnelle par la transmission des préjugés » (p. 337), en prenant ce mot au sens carthésien. Plus que l'homme, elle représente la résistance aux variations individuelles, elle est l'agent de stabilité sociale. Mais le père a lui aussi son rôle. Que lui demander? M. Gache ramène ses conseils à deux. Faites de la santé, c'est-à-dire ne perdez jamais de vue la loi redoutable et mystérieuse de l'hérédité et respectez-vous vous-même pour respecter vos enfants. Donnez l'exemple du travail, « si le père borne sa collaboration à faire en conscience, sous les yeux de l'enfant, son métier humble ou resplendissant, il suffirait, on pourrait dire qu'il a bien mérité de la famille et de la société ».



Ili. — FILS

Ainsi préparés, c'est aux enfants à entrer en scène. Que feront-ils au collège? Qu'ils y continuent leur éducation et s'efforcent de prendre un jour place parmi l'élite de la nation. M. Gache divise en trois catégories le personnel du collège : les mauvais, les neutres, les bons. Les mauvais, il est difficile de les refuser, les parents ne le permettraient pas. Peut-être y arrivera-t-on plus tard, lorsque on aura modifié la composition des conseils d'administration en y faisant une plus large place aux familles. Pour le moment, c'est sur les neutres que doit s'exercer l'effort. M. Gache veut que l'on développe et multiplie toutes les œuvres de protection de la jeunesse : assainissez non seulement le collège lui-même, mais encore la rue, le roman, le théâtre, et par là son livre, débordant son cadre spécial, prêche en quelques mots une vraie croisade de salubrité publique sur l'urgence de laquelle s'accordent tous les bons esprits. Mais c'est surtout par les enfants eux-mêmes que l'auteur

voudrait voir accomplir cette tâche de protection des enfants, ce sont les bons qui devraient se faire les conseillers des neutres.

M. Gache compte beaucoup aussi sur la transformation de la discipline. A la discipline aveugle et mécanique d'autrefois, qui fait de chaque élève une unité dans un troupeau, il en voudrait voir substituer une plus souple, plus vivante, qui fasse collaborer l'élève avec le maître « Cette discipline ne se formule pas : obéis et tais toi, mais : ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit, ou mieux encore : Aime ton prochain comme toi même. C'est là son unique commandement » (p. 395).

Dans ces deux derniers chapitres, M. Gache étudie la vocation et enfin la vie de l'étudiant.

Il s'élève à bon droit contre cette facheuse tendance de bien des mères françaises de rêver pour leur fils le repos et la tranquillité dans une sorte de fonctionnarisme. Notre devoir à tous est de viser haut et la règle de conduite de l'honnête homme est de tâcher toujours à se dépasser.

Aux enfants riches, faisons comprendre la nécessité du travail. répétons-leur « qu'on n'a nul droit à s'appeler l'aristocratie tant qu'on n'est pas au premier rang par l'excellence en toute chose, tant qu'on n'est point le meilleur par l'esprit, par le cœur et par l'âme, par la conduite que l'on tient, par l'exemple que l'on donne, par les services que l'on rend » (410). Otons-leur surtout cette idée déprimante que les professions valent par l'argent qu'elles rapportent. L'important est que chacun possède les vertus de sa profession et la remplisse au mieux des intérêts de tous. « Ce qu'il faut, c'est choisir un métier honnête et se jurer qu'on l'exercera de telle façon que ce métier deviendra le plus beau de tous les métiers...., et de telle façon aussi que soi-même on s'y amplifiera, on s'y améliorera, on y deviendra, non point une créature riche en or et en domaines, mais une riche créature, jamais lasse de semer les exemples, les services et les bienfaits » (p. 413).

Que les parents offrent aux enfants les occasions d'entrer en contact avec le plus de formes de l'activité humaine, que les enfants aient une âme hospitalière et vibrante.

« C'est sur le chemin de la curiosité, de l'enthousiasme et de l'amour que se rencontrent les vraies vocations, celles qui sont une *passion* » (p. 446). En poursuivant de bonne heure un but idéal, le jeune homme est assuré de faire honneur à sa famille, d'être utile à son pays. et de trouver le bonheur *par surcroît*. Et je ne puis me tenir de souligner au passage ce « *par surcroît* ». Il ne me surprend pas, avec des pensées aussi élevées et des vues aussi nobles, M. Gache ne pouvait être de ceux qui assignent le bonheur comme but à l'existence.

Incursionnant enfin dans la vie de l'étudiant, M. Gache demande que toutes les fois que la chose est possible, la mère accompagne son fils. Par l'exemple de Mme Quinet et de Mme Jules Simon, il montre quelle influence excellente elle peut exercer sur le jeune étudiant et le livre finit par une exaltation très vibrante de l'influence qu'exerce la femme sur l'homme, qu'il lui doit ce qu'il a de meilleur en lui.

Et ces dernières lignes du dernier chapitre nous font pressentir ce que va être la conclusion. Elle est l'affirmation de la confiance inébranlable que l'auteur a dans la femme. C'est en la mère que réside le suprême effort de la nature, d'elle date l'avènement de l'humanité. Avec elles se sont introduites dans le monde la pensée, l'amour, l'humain, le divin. La faiblesse de l'enfant, qui se prolonge des années, est pour lui une faveur insigne, parce qu'elle le met à l'école de la mère et oblige celle-ci à l'enfanter à une deuxième vie, à la vie de l'esprit, du cœur, de la conscience, de l'âme. Aussi l'idéal suprême de l'auteur, et c'est le dernier secret du livre, est-il que « la mère, au foyer où elle resterait, au collège où elle saurait pénétrer, dans la ville de Faculté où elle accompagnerait son fils, se fit de nouveau la nourrice, l'institutrice, l'éducatrice des jeunes français » (p. 445).

Nous pouvons rester sur cette dernière citation. Qu'ajouterais-je en effet à l'analyse que j'ai essayé de présenter. Je me suis efforcé de dégager l'idée générale du livre et de l'isoler des détails accessoires. L'ouvrage de M. Gache me paraît de ceux dont la lecture ne peut être qu'inspiratrice de réflexions saines et utiles et féconde en bonne sugges-

tion. Si une critique pouvait être adressée à l'auteur, peut-être serait-elle de viser un idéal si élevé que la froide raison le considérerait souvent comme bien difficile à atteindre. Je ne sais pas de plus bel éloge à adresser à un homme que de constater qu'il mérite pareille critique.

JEAN BOSC.

BIBLIOGRAPHIE

La Crise de l'Histoire révolutionnaire, par Augustin Cochin (1).

M. Augustin Cochin, archiviste paléographe, publie chez Honoré Champion, un volume extrêmement intéressant pour tous ceux qui s'adonnent à la recherche de la vérité dans l'histoire révolutionnaire.

On sait quelle extension a prise l'étude de notre grande crise nationale grâce à l'initiative de la *Société de la Révolution française* et à l'enseignement de son président, M. Aulard, pour qui une chaire spéciale fut fondée à la Sorbonne. On connaît, d'autre part, les travaux de Taine sur la *Conquête jacobine* et le *Gouvernement révolutionnaire*. Dans des leçons et un ouvrage qui ont suscité de nombreuses polémiques, M. Aulard s'est attaqué à l'œuvre de l'illustre auteur des *Origines de la France contemporaine* et en a critiqué vivement la conception, la documentation, les conclusions.

M. Augustin Cochin critique à son tour la critique d'Aulard. Il examine, avec un manifeste souci d'impartialité, les thèses respectives de Taine et de son adversaire, en même temps que celles des anciens historiens : « thèse des circonstances, thèse du complot, thèse de la défense républicaine ». Son livre abonde en idées originales, en aperçus savamment documentés sur les méthodes historiques d'après lesquelles on a traité jusqu'à ce jour l'immense et périlleux sujet de la Révolution.

Avec une merveilleuse clarté, avec un rare bonheur d'expressions, l'auteur démontre combien fut vaine la thèse du complot que développa en tant de naïfs volumes le père Barruel, combien est également illusoire la théorie des « monstres » : Danton, Couthon, Maignet, Fouquier, Marat, Robespierre, massacreurs d'instinct, personnalités de sang ; « ces êtres inhumains... ne sont que les produits mécaniques du travail collectif... ». Il faut lire ces pages sur « l'être collectif », sur « l'anthropomorphisme du peuple », sur l'ère des forces inconscientes et de la mécanique humaine ». Il est, certes, permis de ne pas être d'accord avec leur auteur, mais elles s'imposent à l'attention de tous ceux qui écrivent ou qui simplement réfléchissent sur le problème révolutionnaire. Sa solution sera-t-elle jamais définitivement éclaircie ? Des œuvres comme celle de M. Cochin apportent de puissantes lumières dans son obscurité.

M. J.

(1) Paris, Champion, 5, quai Malaquais, 1909.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

LA BEDOSSE ET SÈS SEIGNEURS

1328-1908 (1)

En l'an de grâce 1328, Raymond Pelet (2), Sgr d'Alais, Anduze et Anduzenque, Soucanton, le Mas Dieu, la Motte, Seur et autres lieux, alors âgé de 25 ans, se trouvait dans de graves embarras d'argent.

Pendant sa minorité, pour faire face à des nécessités urgentes il avait dû emprunter des sommes importantes, notamment à nob. Bernard d'Anduze, Sgr de Florac, 250 liv. tournois; à nob. Hugon, sénéchal de Beaucaire et Nîmes, 250 liv.; à un groupe de marchands de Montpellier, 500 liv.; enfin, à Delphine, sa mère, 130 liv., soit au total 1120 liv. (environ 60.000 fr. de notre monnaie), somme considérable pour l'époque.

Les créanciers, qui touchaient assez irrégulièrement leurs intérêts, devenaient pressants et harcelaient leur débiteur.

(1) Tous les faits contenus dans cette notice sont extraits des archives du château d'Arènes.

(2) Raymond Pelet, seig. d'Alais, né en 1303 était fils d'autre Raymond et de Delphine de la Roche; il fut marié le 23 avril 1319 à Avignon dans le palais du cardinal Bérenger de Fredol, à sa nièce, Marguerite de Fredol, fille de Pierre, seig. de la Verune et de Tiburge de Clermont. Il mourut en 1374.

Raymond Pelet fit part à ses conseillers de son embarras et ceux-ci furent d'avis de liquider sans retard la situation en mettant en vente une partie des propriétés « les moins dommageables ».

Le seig. d'Alais possédait aux environs immédiats de la ville, à une demi lieue à peine, sur la rive gauche du Gardon, dans les paroisses de Saint-Etienne-d'Alensac et de Saint-Privat-des-Vieux, de vastes dépaissances appelées *devès* dans le pays. Ce furent ces terrains « moins nobles et de moindre proufit » que d'autres qui furent désignés à l'aliénation.

On fit donc « assavoir » à la population d'Alais et des environs la mise en vente de ces terres, et Jehan Bedos, riche bourgeois d'Alais se présenta comme acquéreur à Pierre de la Bruguière et Jehan Boyer, notaires royaux chargés de la vente.

L'acte fut passé le 3 novembre 1328 dans la salle du chapitre des Frères Mineurs (1) d'Alais, en présence de Guillaume Priolas, Pierre Raymond, Guillaume Raffanel ; en voici quelques extraits :

« Raymond Pelet, d'Alais, majeur de vingt-cinq
« ans, sans avoir partant besoin de curateur, de
« bonne foi, sans dol et fraude a vendu par titre
« d'irrévocable vente et pour payer ses dettes baille
« et concède à perpétuité et désempare à Jehan Bedos
« bourgeois d'Alais présent, stipulant et recevant
« pour lui et les siens à ladvenir quelconques sca-
« voir est : Les deux Devés solidairement sus dési-
« gnés et confrontés avec toute juridiction haute,
« moyenne et basse, mère mixte et impère pour la

(1) D'après les auteurs des recherches historiques sur la ville d'Alais, le couvent des Cordeliers ou Frères Mineurs était, à cette époque, à peu près sur l'emplacement actuel de l'Hôtel de Ville

« moitié indivise pour la part dud. nob. Pelet, de
« telle sorte que lesd. Devés soient aud. Jehan Bedos
« et toute la juridiction et mazet et moulin. Et a
« voulu led. nob. Pelet que tout ce qui se fera pour
« l'exécution de la justice, se fera au nom dud.
« Jehan Bedos et de ses successeurs ».

Ces deux Devés étaient assis : « l'un, en la paroisse
« de Saint-Etienne-d'Alensac, confrontant la rivière
« d'Avesnes d'une part ; d'autre le chemin public
« d'Alais à Mons ; d'autre les terres du mas de Paney-
« rargues ; d'autre enfin, les terres de Raymond, fils
« de Bernardin gentilhomme d'Alais.

« L'autre sur la paroisse Saint-Privat-des-Vieux
« confrontant : les terres de Guillaume Poindt, le
« chemin public d'Alais à Saint-Privat, celui de
« Saint-Etienne à Spinaux, enfin les vignes de Guil-
« laume Revol et Etienne Solier ».

La contenance totale de ces terres était d'environ
1144 émines et le prix de 500 liv. tournois.

Trois mois après, le 4 janvier, Jehan Bedos com-
paraissait à Nîmes « au consistoire » du sénéchal et
recevait l'investiture de son acquisition en présence
du juge mage, de Raymond de Vézenobres avocat du
Roi, Jehan du Puy, Guillaume de Villars et Bertrand
Codol.

L'acte est dressé par Pierre Dumont, Pierre Ubar,
Pierre Roquesi, tous notaires royaux de Nîmes, et
se termine par ces mots : « Ledit Jehan Bedos tien-
« dra lesd. Devés et choses vendues du roy nostre
« sire comme le seig. faisait auparavant ».

Devenu seigneur haut et bas justicier, vassal direct
de la couronne, en même temps que le noble seig.
d'Alais, Jehan Bedos conçut la légitime ambition
de se construire une habitation digne de sa nouvelle
qualité.

Au centre de son domaine, sur les bords du ruisseau d'Avesnes, il choisit un emplacement favorable et fit élever une massive construction, au goût de l'époque, avec tours, barbacanes, prisons et le symbolique pigeonnier.

Au préalable, il avait donné son nom à sa terre — qui logiquement aurait dû s'appeler la Devèze — et dès 1329, il n'est plus mention dans les actes que de la seigneurie de la Bedosse.

Sans avoir de données précises, j'ai lieu de croire cependant que le château était terminé et habité en 1332.

Le seig. de la Bedosse de concert avec Raymond Pelet institue sa cour juridictionnelle, c'est-à-dire choisit le personnel judiciaire chargé de connaître des crimes et délits qui pourraient se commettre sur l'étendue de sa juridiction. Elle était considérable.

Au levant, elle confrontait la juridiction de Méjanes, de Mons et le devès de l'hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem; au couchant, le chemin faisant la division entre la « dismérie » du prieuré de Saint-Jean-d'Alais et de Saint-Etienne-d'Alensac; en équerre, la juridiction de Larnac (1); du vent droit, le chemin public d'Alais à Mons; et en équerre de la rivière d'Avesnes, la juridiction de Saint-Privat-des-Vieux.

Après avoir joui pendant un quart de siècle du domaine qu'il avait créé de toutes pièces, Jehan Bedos mourut en 1355 laissant pour unique héritier nob. Philippe Bedos, son fils.

(1) Le 14 septembre 1330, Raymond Pelet continuant à solder ses dettes avait vendu à Jehan Bony d'Alais, la terre et juridiction de Larnac (contrat reçu par Guill. Micaelly, not.)

Celui-ci, du vivant de son père, mais à une date que je n'ai pu retrouver, avait épousé Mariette de Vézenobres. Il vécut paisiblement pendant 19 ans seig. de la Bedosse et s'éteignit en 1374 laissant deux filles en bas âge, Catherine et Suzanne, sous la tutelle de leur mère.

Quarante-six ans à peine après sa fondation, la seigneurie de la Bedosse tombait en quenouille et s'éteignait le nom du fondateur.

Nob. Catherine Bedos héritière universelle de son père épouse nob. Jehan Pierre Pons en 1390 et lui apporte le château et la terre de la Bedosse.

Par acte reçu par Raymond de Granier, notaire, le 20 mai 1401 J. P. Pons fait hommage au comte d'Alais(1). Il meurt en 1407.

Nob. Astorg Pierre Pons, fils des précédents, prend possession de l'héritage paternel; puis en 1420 il épouse Catherine de Puget fille de Bernard et veuve avec enfants (notamment Léonarde mariée à François de Gras, de Montpellier) — de Thomas de Puget, son cousin.

Dans son contrat de mariage Pons reconnaît à sa femme un douaire de cinq mille moutons d'or (2) le 3 novembre 1437 il achète la terre de Cassagnoles, dont il fait hommage et reconnaissance à Louis de Beaufort, comte d'Alais, le 4 décembre. La cérémonie a lieu dans le château comtal en présence de nob. Tronet d'Azémar, seig. de Nozières, et Fontanilles,

(1) Depuis le 5 avril 1348, Philippe VI avait donné à Guill. Roger, Cte d'Alais les fiefs et hommages des terres d'Anduze, Soucanton, le mas Dieu, Portes etc. qu'il avait acquis de Raymond Pelet.

(2) Pièce d'or française qui portait d'un côté l'image de saint Jean-Baptiste et de l'autre celle d'un agneau avec : *ecce agnus Dei* pour légende. Dans le courant du xv^e siècle elle valait de 7 à 8 francs.

Jehan de Lenton, seig. de Calles et de Durbiac, Georges de Marsenac, seig. du lieu, Jehan Jourdan, seig. de Fernac, vénérable Pierre de Cabanes, bachelier ès-lois, Antoine Petit, notaire qui dresse l'acte.

Outre les terres de la Bedosse et Cassagnoles, Pons déclare tenir « en emphiteose » une tour avec logement assise à Alais près le château Comtal, appelée la Tour Galdigne et tous autres biens sis dans lad. ville indivis avec Guidon Pelet (1), chevalier pour tous lesquels il paie de censives 35 sols d'argent, 20 gelines, 3 albergues, 8 sétiers froment ; 30 sétiers d'orge et 2 de froment et orge mitaden ».

Astorg Pierre Pons mourut intestat en 1471 ne laissant qu'une fille unique, Jacquette. Née en 1424 elle avait épousé en 1448 nob. Thibaud de Béziers, seig. de Vénéjan, qui devint ainsi, du chef de sa femme, propriétaire de la Bedosse et de Cassagnoles.

Thibaut mourut avant sa femme qui décéda à la Bedosse vers le milieu de l'année 1453.

Thomas de Béziers, seig. de Vénéjan, leur fils aîné, fut l'héritier universel de sa mère. A ce titre, ses neveux — les enfants de Léonarde de Puget, fille du premier mariage de Catherine et femme de François de Gras — lui réclamèrent alors le paiement du douaire de 5.000 moutons d'or reconnu à leur aïeule par Astorg Pierre Pons, et qui n'avait jamais été payé.

Pour opérer cette liquidation Thomas consent à une transaction qui a lieu le 6 mars 1474. L'acte est

(1) Guy ou Guydon Pelet, seig. et baron d'Alais était fils de Bernard (qualifié pour la première fois de baron d'Alais dans un acte du 2 juillet 1393). et d'Isabeau de Montlaur fille de Guy et d'Isabeau de Levis. Guydon Pelet était encore vivant en 1437 et avait épousé N. de Mandagoust.

reçu à Alais au couvent des Frères Mineurs, dans la chambre du Prieur, par le notaire Roland Thibaud, en présence de Guillaume, chanoine de l'église Saint-Jean d'Alais, prieur de Cassagnoles, Jehan Blanc, prieur d'Arènes, Guillaume Arnassan, licencié es droits.

Thomas cède et remet à François, Philippe et Barthélemy de Gras père et fils, héritiers de feu Léonarde de Puget, leur épouse et mère, le château et place de la Bedosse, la juridiction du mas de Larnac; celle du château d'Aigrefeuille; une maison à Alais rue Peyrolierie confrontant avec la maison d'Antoine Virgile et celle d'Alexandre de Marvéjol; un jardin dans la rue Soubeyrane confrontant avec la maison de Pierre Allemand et celle des hoirs de Antoine et Gaspard Frain, un pré au terroir d'Alzon, juridiction de Montmoyrac. Tous ces biens dépendaient de la succession de Astorg Pierre Pons.

En échange, François de Gras et ses fils abandonnaient à Thomas de Béziers tous les biens meubles et immeubles provenant de Léonarde et de Catherine. La nomenclature n'en figure pas à l'acte.

François de Gras devenu par la transaction ci-dessus seig de la Bedosse était veuf, depuis 1473, de Léonarde de Puget dont il avait eu trois enfants: Philippe, Barthélemy et Catherine.

Il se remaria en 1475 avec Braydette Castel dont il eut un fils Robert né en 1476 et mourut en 1479.

Philippe de Gras, son fils aîné, hérita du château et de la majeure partie de la Bedosse qu'il laissa, lors de sa mort en 1505, à son jeune frère Robert. Quant à Barthélemy, il disparut à une date inconnue sans s'être marié.

Le troisième enfant de François de Gras, Catherine, mariée à Vital de Langlade avait eu pour sa part de patrimoine l'autre partie des terres de la Bedosse. Devenue veuve sans enfants elle se remaria avec Jehan Raffin, d'Uzès, et laissa une postérité dont je parlerai dans la suite.

Enfin, Robert, unique enfant du second mariage de François, eut la juridiction de Larnac. Agé de 3 ans seulement à la mort de son père, c'est sa mère qui administra sa fortune.

C'est ainsi qu'elle nomme *baille* de Larnac Antoine Petit, notaire d'Alais, par acte passé le 28 février 1503, par Jehan de Monteils, notaire.

Le 7 mai 1506, elle vend, comme tutrice et au nom de son fils, à Georges Ginoux, garde scel et notaire royal d'Alais, ainsi qu'à Gillette de Monteils, son épouse, l'héritage que Robert avait recueilli de son frère Philippe en 1505, c'est-à-dire le château et la moitié de la terre de la Bedosse, plus un quart de la juridiction de Larnac. C'est M^e Pierre Robert qui rédige l'acte de vente.

Les nouveaux propriétaires, par le ministère de M^e François Masméjean, notaire, reconnaissent leur acquisition à Jacques de Beaufort, marquis de Canillac et comte d'Alais, et lui rendent l'hommage le 22 mai.

La terre de Larnac était sous la juridiction de trois seigneurs : Antoine de Bony, Catherine de Gras pour son fils et Georges Ginoux qui, de concert, nomment pour baille, le 23 mai 1510, M^e Jehan de Monteils, notaire. C'est M^e Armand Roquési qui reçoit cet acte en présence de nob. Jehan de Trouillas, seig. du lieu, et nob. Jehan de Saussan, seig. d'Arènes.

J'ai dit plus haut que Catherine de Gras, veuve de Vital de Langlade, s'était remariée avec Jean Raffin, d'Uzès, et en avait des enfants. Ils étaient deux, Jean et Marguerite, mariée à Michel Plantier, marchand, d'Uzès.

Ces deux enfants avaient hérité, par égales parts, de leur mère et possédaient ainsi une moitié de la terre de la Bedosse et une partie de celle de Larnac. Sollicités par Gilette de Monteils, veuve depuis 1515 de Georges Ginoux, ils consentent à lui céder leurs propriétés.

La vente a lieu le 21 octobre 1523, par le ministère de M^e François Masméjean. Elle comprenait la moitié de la terre de la Bedosse, les trois quarts de la juridiction de Larnac, les mas de Paneyrarges, de Trespoux et de Soleyret.

C'est ainsi que la veuve de G. Ginoux reconstituait intégralement l'ancien domaine créé par Jean Bedos 195 ans auparavant.

Gilette de Monteils n'avait pas d'enfant, mais possédait trois neveux : Christophe, Bertrand et Dominique, fils de Jean de Monteils, marchand drapier d'Alais. Elle était même la marraine de Christophe, qu'elle affectionnait particulièrement et qu'elle maria, le 28 juillet 1528, à Catherine des Georges, fille d'Antoine et de Léonarde Girard, de Sauve.

« En contemplation » de ce mariage, dont le contrat fut rédigé par Pierre de Fabrica, la dame de la Bedosse donnait à son neveu et filleul « l'entière moytié de tous et chascuns ses biens » en propriété et usufruit et l'autre moitié à sa mort.

Le ménage s'installe à la Bedosse, et le 1^{er} mai 1530, Christophe fait publier les proclamations et criées de sa juridiction.

Bien que ce document soit un peu long, je crois cependant intéressant de transcrire en leur entier les articles de ce code pénal féodal, qui, sans modification sensible, resta en vigueur jusqu'à la Révolution :

« S'ensuyvent les criées et proclamations de la
« seigneurie et juridiction de la Bedosse, Paney-
« rargues et Trépoux les Alais, lesquelles dores-
« navent seront publié audevant dud. chasteau et
« place de la Bedosse le premier jour du moys de
» May feste des saints Jacques et Philippe et aussy
« de la seigneurie et juridiction de Larnac en la
« place publique et près le four dud. lieu de Larnac.
« Mande desfend et prohibe la cor de magnifique
« et puissant seigneur le conte Dallez et de nob.
« Gillette et Christophe de Montetls, seig. de lad.
« juridiction de la Bedosse ce que sensuyt :

« Et premièrement que nulle personne de quelque
« estat ou condition que soict aura ausé jurer ni
« blasphemer le nom de Dieu ny de la glorieuse vierge
« Marie sa mère sur la peyne de X liv. pour la pre-
« mière foy et de XX liv, pour la seconde et pour la
« tierce de desmeurer au colier au castel de lad.
« juridiction par ung jour et avoir percé la langue
« avec ung clou de fer et aultre peyne de droict et
« par les ourdonnances du Roy notre sire indictes
« et impousées.

« Item, que nulle personne soict ausé pourter
« aucuns arnois prohibés et défendus dans la pré-
« sente juridiction sur la peyne de cent sols pour
« chascune foy de jour et de X liv. pour chascune
« foy de nuyct et de confiscation dud. arnois.

« Item, que nulle personne soict ausé oultraiger
« laultre de parolles ny de faicts sur la peyne de
« LX sols pour une foy.

« Item, que personne soit ausé jouer à des quar-
« tes ny aultres jeux de sort prohibé à argent crud
« sur peyne de X sols pour chascune foys.

« Item, que nulle personne soit ausé recolliger,
« loger ou repcevoir tels joueurs en leur maison sur
« la peyne de X sols pour chascune foys.

« Item, que nulle personne que ne soit de la juri-
« diction explaiches franchises dicelle ne aye à mes-
« tre ny antrer ny fère despêtre aucun bestail estran-
« gier gros ou menu dans la présente juridiction sans
« licence desd. seigneurs et de leurs officiers sur la
« peyne de LX sols pour chascun bestail gros et
« V sols pour chascun bestail menu.

« Item, que nulle personne ne aye (aille) mectre
« aucun bestail gros ny menu en aucun tems de
« lannée dans les vīnhes et olivētes ny aussy des prés
« sur peyne de V sols pour chascune beste menue
« et de XXIII sels pour chascune beste grosse et
« aussy sur peyne contenue en le édict faict par la
« court de Mgr le Seneschal et après confrons par
« arrest de la court souveraine de Parlement de
« Tholoze laquelle peyne est du foët au pastre qui
« doresnavant mectra et gardera à baston plancté
« led. bestail auxd. prés vīnhes et olivētes et de
« XX livres à payer par le maistre diceluy bestail
« pour chascune foys que led. bestail y sera treuvé.

« Item, que nulle personne soit ausé mectre feu
« en ses possessions ny daultroy par lequel feu se
« pouroict ensuyvre domaige es possession daultroy
« sur peyne de X livres pour chascune foys de jour
« et de nuyct pour chascune foys sur peyne de
« XXV liv. et de paier le domaige aux interessés.

« Item, que nulle personne soit ausé mectre ny
« passer aucun bestail hors la draye oultre l'espace

« de cent pas sur la peyne de II sols pour chascune
« foy.

« Item, que nulle personne soict ausé dans la pré-
« sante juridiction coumetre adultère ny fornica-
« tion sur peyne de perdre la robbe et de fustiga-
« tion et de X livres.

« Item, que nulle personne ne aye tirer ou estrére
« aulcune aultre personne de la présante juridiction
» hors icelle juridiction ordinaire sur la peyne de
« X`sols pour chascune foy.

« Item, que nulle personne soict ausé parler avec
« les prisoniers et incarcérés de la présante juridic-
« tion sans licence de la court présente sur peyne
« de X livres.

« Item, est desfendu que nulle personne soict ause
« entrer ou mestre aulcun bestail (la suite illisible).

« Item, que nulle personne soict ausé couper rez
« pied rusques ny aultrement despoper les arbres
« et bocages estant dans les terroir et juridiction de
« lad. Bedosse et ce sur peyne de LX sols pour chas-
« cune fois que seront treuvés rusquer et despoper
« iceluy boys et arbres et de confiscation des arnois
« et instruments quilz pourtoient pour ainsy rusquer
« et despoper lesd. boys.

« Item, que nulle personne soict ausé prendre ny
« à soy apourprier aulcunes terres hermes et vacant
« sans licence dud. seig, juridictionnel et apparte-
« nances dud. terroir de la Bedosse et ce sur peyne
« de X livres. (Je passe trois articles concernant les
« dépaissances et sans intérêt).

« Item, que nulle personne soict ausé troubler les
« eaux de lad. juridiction mesmement despuys le
« premir daoust jusques en la feste de St-Michel
« sur peyne de X sols.

« Item, que nulle personne soict ausé oultraiger
« de parolles ny de faict les seigneurs ou officiers
« dela présente court et juridiction sur peyne de
« X livres et aultre peynes de droict.

« Item, que chascune personne aye à estroper et
« nestoyer les chemins publics et en son endroict
« sur la peyne de V sols.

« Item, que nulle personne aye à fere chemin et
« passaige nouveaux par les possessions daultruy
« sur la peyne de V sols.

« Item, que nulle personne soict ausé prandre ny
« ocuper la possession des biens des morts sans
« licence de lad. court quand seroient fils ou filhes
« successeurs ou héritiers testamentaires sur la
« peyne de X livres.

« Item, que nulle personne soict ausé fère esgou-
« ter ny grenscluder ny mestre aultres poyssons es
« rivières ny aultres eaux de lad. juridiction sans
« licence de lad. court sur peyne de LX livres.

« Item, que nulle personne soict ausé fère aucun
« monopole et congrégation ilicite sans licence de
« lad. court sur peyne de X livres pour chascun.

« Item, que nulle personne soict ausé fère aucun
« nays de chaude es eaux et abreuvaiges acoustumes
« de abreuver le bestail sur peyne de X livres (1).

« DE FONTAINES ».

Christophe de Monteils ne jouit pas longtemps des libéralités de sa tante. Se sentant gravement atteint,

(1) Les amendes encourues par les contrevenants à ces articles du code de justice féodale étaient assez importantes eu égard à la valeur de l'argent à cette époque. Vers le milieu du xvi^e siècle, la livre tournois, — monnaie de compte qui désignait un peu plus d'un demi-marc ou 122 grammes d'argent fin, — valait environ 4 fr. 60 c., et comme, d'autre part, la puissance d'achat de l'argent était cinq fois plus forte que de nos jours, la livre tournois peut donc être évaluée à une somme supérieure à 20 fr. de notre monnaie.

il faisait appeler, le 3 janvier 1533, le notaire Pierre Nicolas et lui dictait ses dernières volontés. Deux jours après il passait « de vye à trespas », laissant une fille unique, Gilette, âgée d'environ 18 mois.

D'après le testament de son père, cette enfant héritait de tous ses biens, était confiée à la tutelle de son grand-père des Georges et de son oncle, Bertrand de Monteils, et dans le cas où elle décéderait sans postérité légitime, un fidéicommiss lui substituait son oncle et tuteur Bertrand. On verra, dans la suite, les conséquences tragiques de cette malencontreuse clause.

La dame de la Bedosse fut très affectée de la perte de son neveu, — il avait à peine 28 ans. — Agée, souffrante, persuadée, en outre, que sa petite-nièce, de complexion très délicate, ne vivrait pas longtemps, elle jugea opportun de modifier ses premières dispositions testamentaires. Le 8 janvier elle dictait ses volontés à Pierre Nicolas, son notaire. Sans se préoccuper de la donation dotale qu'elle avait faite en faveur de Christophe à l'occasion de son mariage, elle instituait son second neveu Bertrand, son héritier universel. Peu de jours après elle s'éteignait.

Sa succession comprenait : le château place et seigneurie de la Bedosse, domaine, terroir, censives, rentes et appartenances d'icelle. La moitié de la seigneurie et juridiction de Larnac, avec ses droits et appartenances. Une maison rue Soubeyrane, terroir d'Alais ; une vigne et un pré au terroir du Tempéras ; une vigne au terroir de Roquebautet. Une autre vigne appelée la Vesquière ; une autre au terroir de Boujac ; une terre au plan d'Alais ; deux olivettes au terroir de Clavières ; un jardin à Saint-Jean-d'Entraigues ; une étable et un jardin rue Sou-

beyrane ; un étang à Brouzet ; une maison dans la rue droite, à Alais ; enfin, un bois au terroir de Saint-Jean-du-Pin.

On voit, par cette nomenclature succincte, de quelle importance était cet héritage.

Dès l'ouverture du testament, Bertrand « se enfla grandement disant que comme héritier de sa tante il avoit droict actuel sur la moytié de la Bedosse, de la juridiction de Larnac et de tous et chascuns les autres biens meubles et immeuble qui fesoient partye de la succession ».

Cette prétention était établie sur ce fait que Christophe avait reçu par contrat la moitié des biens de sa tante et en avait pris possession réelle, mais que le testament de la défunte rendait caduque l'autre partie de la donation contractuelle.

Tel ne fut pas cependant l'avis d'Antoine des Georges, aïeul et tuteur de la petite Gilette. Son premier acte fut d'inventorier la succession en litige ; après bien des difficultés suscitées par l'adversaire, il y parvint cependant au mois de juillet 1534. Puis, vu les singulières dispositions de Bertrand à l'égard de sa nièce, rendues plus dangereuses encore par le fidéicommis du 3 janvier 1533, il obtint de Charles de Crussol, vicomte d'Uzès, sénéchal de Nîmes, une sentence confiant la garde exclusive de Gilette à son aïeul et déclarant Bertrand déchu de sa tutelle.

Enfin, pour plus de sécurité, des Georges, qui habitait Nîmes, y amenait sa pupille. Ce qui est étrange, c'est que la veuve de Christophe, mère de l'enfant, continua à cohabiter à Alais avec sa belle-mère et ses beaux-frères.

En représailles de la déchéance de tutelle, Ber-

trand de Monteils, poussé par Firmine Gallie, sa mère, qui prétendait avoir des reprises sur la succession de sa belle-sœur, prend possession de l'héritage et fait acte de propriétaire en percevant les droits seigneuriaux, fruits, censives et rentes sans exception.

Le procès dure déjà depuis dix ans sans solution, lorsque Firmine Gallie meurt, le 15 janvier 1544, instituant Dominique, son fils cadet, son héritier universel.

Une sentence du sénéchal, en date du 14 octobre 1546, déclare Gilette définitivement maintenue en possession des biens mentionnés au testament de son père ; mais Bertrand en appelle au Parlement de Toulouse, qui, par arrêt de 1547, se déclare insuffisamment informé et réclame un supplément d'enquête.

Pendant ce temps, Antoine des Georges, avocat de réputation, dont la clientèle était nombreuse, trouvait bien lourde et absorbante la tutelle de sa petite-fille. Aussi, dès qu'elle fut nubile, chercha-t-il à la marier. Son choix se porta sur un jeune homme de vieille race qui possédait aux environs d'Alais, mais sur la rive droite du Gardon, des terres importantes.

Agé de 25 ans et récemment revenu du service du roi, François de Saussan, seigneur d'Arènes et Soucanton, agréa cette union et épousa, le 31 mai 1548, Gilette de Monteils, dame de la Bedosse, âgée de 16 ans. Le mariage fut célébré à Nîmes et le contrat reçu par M^e Jehan Vesc.

Cette union conclue, des Georges s'empressa de rendre ses comptes de tutelle et de remettre à Saussan tous les documents concernant le procès pendant entre sa femme et ses oncles de Monteils.

La lutte entre des Georges et Monteils avait été toujours courtoise. Avocats tous deux, au courant de la chicane, ils s'étaient battus, si l'on peut dire, à coups de pièces de procédure, et lorsque François de Saussan entre en scène, il en était ainsi depuis quinze ans.

Celui-ci, jeune, ardent, énergique, va changer de manière et agir en soldat. Au lendemain de son mariage, profitant de l'absence de Monteils (1), il prend possession réelle et effective de la Bedosse et y installe son ménage.

Par nouvel arrêt du Parlement de Toulouse du 4 août 1550, Gillette de Monteils était déclarée légitime propriétaire de « tous et chascuns les biens » laissés par sa tante.

Monteils ne paraît pas s'émouvoir de cette décision de la cour souveraine et juge opportun de faire son testament. Le 18 décembre, dans l'auberge à l'enseigne de l'Étoile, en présence de Jacques Guiraud, « hoste du logis », Antoine et Salmon Corbessac, Gabriel Simon, cordonnier, et Jehan Bony, écuyer, Bertrand de Monteils, licencié en droit, seigneur de la Bedosse et coseigneur de Larnac, dicte ainsi ses dernières volontés à M^e Antoine Pichon, notaire. Il laisse 50 liv. pour dire messes pour le repos de son âme ; il choisit sa sépulture dans la grande église d'Alais, au tombeau de ses père et mère ; il lègue à son frère Dominique le château et place de la Bedosse, ainsi que ses droits sur la juridiction de Larnac et ses maisons et jardins de la rue Soubeyrane ; à Jacquette de Monteils, sa fille natu-

(1) Depuis 1542, B. de Monteils avait quitté Alais, confiant à son frère Dominique le soin de veiller à leurs intérêts communs. En septembre 1549, Bertrand était de retour ; on saura plus loin l'emploi de ces sept années d'absence.

relle, la somme de 100 livres pour lui être remise le jour de son mariage. Il institue, par égales parts, ses héritières universelles Gabrielle et Antoinette, ses filles, sous la tutelle et administration de son frère Dominique, jusqu'à ce qu'elles soient en âge d'être mariées. En cas de leur décès sans postérité légitime, il leur substitue Gabrielle de Monteils, sa sœur, épouse d'Antoine Barnier, avocat à Nîmes, et à son défaut, Jacquette, son autre sœur, veuve de Firmin Privat. Il déshérite complètement Peyrine Vissague, sa femme, « pour les désobéissances et ingrattitudes quelle luy a faict et faict tous les jours ». Il désigne enfin pour ses exécuteurs testamentaires nob. Jehan de Lozèran, son cousin, et Antoine Barnier, son beau frère.

A la suite de l'arrêt de la cour souveraine relaté plus haut, il paraît y avoir eu une sorte de trêve entre les parties. Pendant un an environ le procès semble sommeiller et on suppose qu'il va s'éteindre, lorsque tout à coup un grave incident se produit.

Le 29 juillet 1551, Dominique de Monteils apprenant que sa nièce est seule à la Bedosse, s'y présente dans la matinée accompagné de son domestique, appelé le « bastard de Sauvaiges ». Ils pénètrent par escalade dans la cour du château et s'emparent d'un bœuf qu'ils emmènent.

Voici d'ailleurs comment est rapporté cet incident par un témoin à l'enquête ordonnée pour ce fait et qui eut lieu le 10 septembre 1551.

Doucette Bornier, femme de Jehan Fabre, demeurant au château de la Bedosse, âgée de 25 ans ou environ, « dict scavoir tant seulement que y a environ cinq à six septmaines celle qui despose estant « au chasteau de la Bedosse ou elle desmeure pour

« rentière, ung jour duquel ne luy recorde heure de
« matin ouyt hurter à la porte dud. chasteau estant
« fermée. M. Dominique de Monteils disant quil
« vouloit entrer estant dans iceluy chasteau demoy-
« selle Gilette de Monteils, Isabeau Mazotte sa garce,
« celle qui despose et sa chambrière, nob. François
« de Saulsan, mari de lad. de Monteils absent.
« Laquelle de Monteils entendu que led. M. Domi-
« nique hurtoit ne voulluct permectre que il entra
« dedans led. chasteau. Celle qui despose ce voyant
« se retira au lieu ou faict avec son mary et famille
« son habitation ne se prins garde que iceluy Mon-
« teils avec ung nommé le bastard de Sauvaiges feu-
« rent dans la court dud. chasteau les portes fermées
« et y estant prinrent un bœuf beau et de l'âge de
« troys ans et de faict lenmenarent come elle vist ».

Au mois d'août, avant l'enquête ci-dessus, Monteils, dans le but de s'approprier un autre bœuf pour compléter la paire, avait envoyé son domestique et un certain Gasc à la Bedosse. L'expédition n'eut pas le même succès que la précédente, c'est ce qui résulte du moins des témoignages d'une nouvelle enquête effectuée le 9 octobre 1551.

Étienne Gasc, natif et habitant de Larnac, âgé de 25 ans, « dict scavoir que au moys daoust dernier
« passé du jour aultrement nest record, le despo-
« sant estant à la ville DAllez feut requis par M. Do-
« minique de Monteils aller fère compagnie à ung
« sien serviteur nommé Guillaume ou le bastard de
« Sauvaiges jusques au chasteau dela Bedosse. A
« quoy il qui dépose sacorda et de faict led. de Mon-
« teils iceluy bastard et le déposant senpartirent
« pour aler aud. chasteau. Mais led. Monteils ne
« leur fist companie que jusque à la fin du jeu de

« boules aud. Alais et la parlamenta à loreille dud.
 « bastard sans que il entendit quoy disoit et sen
 « retourna aud. Allez et luy que dépose alla avec
 « led. bastard aud. chasteau et la estant led. bastard
 « hurta à la poste surquoy sortit à la fenestre lad. de
 « Monteils qui luy demanda que estce quil voloit et
 « alors feust respondu que volloit ung beuf que led.
 « de Monteils son maistre avoit dedans led. chas-
 » teau laquelle damoyselle dict que n'y avoit poinct
 « de beuf dans led. chasteau appartenant aud. Domi-
 « nique et que n'entreroit poinct. En gran colére
 « led. bastard dict alors telles parolles semblables :
 « *Per lou cap de Diou se non te ostes de la fenestre ten*
 « *descendray dung cop de peiro* », et incontinent lad.
 « de Monteils se osta de lad. fenestre et iceluy bas-
 « tard rua une grosse pierre contre lad. fenestre que
 « sy lad. de Monteils y avoit esté leusse thué ou
 « meurdrie ou bien endomagée de sa personne et
 « plus na dict ».

Ces faits bien et dûment constatés, la cour de Nîmes rendit une sentence de prise de corps contre Dominique de Monteils.

Le 12 février. Pierre Robert est chargé de son exécution, dont il rend compte ainsi : « Me suis
 « acheminé en la présente ville de Nîmes et en la
 « maison de M. Anthoine Barnier, accompagné de
 « M. Germain Girard, André Corbessac, lieut. de
 « viguier et de plusieurs aultres laquelle ay trouvé
 « fermé par derrière dont avoyr hurté icelle est
 « venu à la fenestre Gabrielle de Monteils niépce
 « dud. Dominique et fille de M. Bertrand de Mon-
 « teils laquelle ay demande si M. Dominique et Ber-
 « trand de Monteils y estoient laquelle ma respondu
 « que son père ny estoyt pas mais que si estoyt bien

« led. Dominique son honcle dont luy ay faict com-
« mandement à la peyne de vingt cinq marcs d'ar-
« gent me fère entrer dans lad. maison pour trou-
« ver led. Dominique et le prendre et saisir au
« corps après lequel commandement sont venus
« quelques gens estant dans lad. maison lesquels
« ont de plus fort fermé lad. porte et peu après suys
« esté adverty par led. Girard et aultres que led.
« Dominique de Monteils estoit sorty de lad. mai-
« son par le couvert de taulises dicelle fuyant de
« taulises en taulises et de couverts en couverts des
« maisons prochaynes et circonvoysines ».

Pendant ce temps, que devenait Bertrand de Monteils que l'on a laissé, en 1550, dictant ses dernières volontés ? Il préparait une rentrée en scène dramatique.

Exaspéré de la prise de possession de la Bedosse par ses neveux, et dans le but de les intimider pour les amener à une transaction et aussi de provoquer, par la frayeur, l'avortement de Gillette qu'il sait enceinte, Bertrand prépare une véritable expédition à main armée contre la Bedosse.

Il endoctrine quelques-uns de ses intimes : Pierre Fages . Jean Deville , Anthoine Corbessac, Pierre Pointt, Jehan Bonnet, Grégoire Lamire , Pons de Salhens, Gabriel Carbonnel, auprès desquels il se pose en victime de ses neveux. Il leur communique ses projets, — *inter procula*, — et pour triompher de leurs hésitations, de leurs scrupules, — il y va de la prison, sinon de la potence, — il leur signe une « cédulle » par laquelle il prend à son compte toutes les responsabilités de l'aventure aussi bien que les amendes et dommages et intérêts qui pourraient en résulter. Ces dispositions prises, il est décidé que

le coup de main aura lieu le dernier lundi du mois de juin.

Donc le 27 juin 1552, Bertrand réunit ses hommes à la nuit tombante et par des sentiers détournés et à travers bois les amène à la Bedosse.

(*A suivre*). RAOUL DE COURTOIS DE PÉLISSIER.

LES POÈTES DU MIDI

Les « *Chansons de l'Aube* » de Pierre Jalabert. —
« *Le Laurier et les Roses* », d'Henry Rigal.

Pour avoir jadis consacré une étude d'ensemble et de détails à quelques poètes de l'Hérault (1), il nous demeure une sorte d'obligation morale de nous intéresser toujours à la floraison littéraire de notre Midi où le soleil fait éclore presque autant de rimes aux cerveaux de nos adolescents que ce qu'il fait mûrir de grappes savoureuses aux penchants de nos collines.

Nous n'avons garde de nous dérober à cette obligation qui nous rajeunit un peu de double façon, en nous ramenant en arrière par la reprise complémentaire d'un travail ancien et par l'agréable et fraîche excursion qu'elle nous oblige préalablement à faire dans des livres encore tout fleuri de cette jeunesse qui commence à s'éloigner de nous.

C'est la réception récente, à quelques jours d'intervalle, des « *Chansons de l'Aube* » de Pierre Jalabert et des « *Lauriers et Roses* » d'Henry Rigal, deux volumes imprimés fraternellement chez Bernard Grasset qui nous amène aujourd'hui à doter d'un

(1) *Quelques poètes de l'Hérault*, Fabre, éd., Béziers 1903.

chapitre nouveau nos vieilles chroniques sur quelques poètes de l'Hérault.

Pierre Jalabert n'avait pas été compris dans cette étude primitive car, tout jeunet à cette époque, c'est à peine s'il avait alors essaimé quelques vers de prime adolescence dans deux ou trois revues méridionales. Depuis il a marqué les étapes de sa vie littéraire par la publication de diverses notes de voyages sur l'enchanteresse Italie et par deux piécettes rimées : « *Phierrot philosophe* » et « *Polichinelle berné* ».

Le livre d'aujourd'hui commence la liste de ses œuvres importantes. On y peut lire exactement cent poèmes divisés en trois parties : « *Impressions et Croquis* » — « *Les pages du cœur* » — « *Au coin de l'âtre* ». La simple lecture de ces titres précise le genre un peu différent de ces trois parties. Nous ne croyons pas nous tromper en supposant que la troisième, comme il est normal du reste, est la dernière en date. On y sent plus d'ampleur dans l'expression de la pensée, une nervosité meilleure dans la forme des vers. La facilité poétique de Pierre Jalabert commence ici à mûrir un peu et à se personifier. Certaines descriptions sont très bonnes, comme ce début d'un poème sur le charme des soirs :

« J'aime les soirs. Les soirs sont doux à la campagne:
 « En mai, quand le soleil descendant la montagne
 « Semble après lui traîner le crépuscule bleu.
 « Les soirs ont la douceur des choses mi-fanées,
 « Des antiques pastels que les sombres années
 « Effacent peu à peu.

On remarque aussi quelques jolies notations dans une description des vendanges imitée sans doute des

beaux poèmes écrits par Paul Hubert à la gloire de nos vignes.

Une œuvre voisine évoque également le souvenir d'une des plus belles pages lyriques de Gaubert, un jeune devancier de Pierre Jalabert qui magnifia en belles strophes, jadis loués grandement dans nos petites chroniques, la valeureuse défense des cités latines aux temps terribles de la croisade albigeoise. Le poème de Jalabert a noble allure, lui aussi :

- « Coteaux du Biterrois, vignes de nos Cévennes,
- « Oliviers aux fronts blancs debout sur nos chemins,
- « Rivières qui coulez au lit moelleux des plaines
- « Dans la pourpre des soirs et dans l'or des matins ;

- « Soleil toi qui répans ta chaleur généreuse
- « Sur nos labours profonds où la cigale dort ;
- « Et toi, ma Méditerranée, ô mer berceuse
- « D'où l'antique Vénus pourrait sortir encor ;

- « Languedoc, mon pays natal, fils de la Grèce ;
- « Toi, ma ville, Béziers, sur ton coteau vermeil
- « Le front ceint de raisins, le cœur plein d'allégresse
- « Jetant à tout propos ton rire au grand soleil ;

- « Vous avez vu passer, vous tous, vignes, rivières,
- « Collines, oliviers, bois profonds, et toi, mer,
- « La farouche rumeur des hordes sanguinaires
- « Poussant, au nom du Ciel, chez nous leur flux amer.



Quoique tout jeune aussi Henri Rigal, lui, n'est plus à ses débuts ; il n'est même plus à cette époque heureuse où chaque étape marque vers le mieux un effort ou un résultat.

Il eut le bonheur dangereux d'arriver à l'apogée dès les premiers essais en poésie, et le voici depuis lors dans la terrible situation de ne pouvoir cesser d'être parfait une seconde sans courir le risque d'entendre le lecteur dire en plissant les lèvres « Hum ! il était plus agréable autrefois, plus original ».

Dans la crainte d'avoir à faire cette réflexion nous n'avons pas ouvert son dernier livre sans une certaine appréhension ; nous avons même laissé passer plusieurs jours sans le faire, tant nous avons la crainte d'aller vers une déception. Nous pensions qu'il devait en être du talent d'Henry Rigal comme de ces enfants trop jolis dès leur naissance que l'on ne retrouve jamais par la suite sans remarquer avec peine quelque atteinte à leur charme premier.

Et notre jeune poète devait bien comprendre lui-même ce danger puisqu'il a mis dans ses vers quelque chose de plus qu'il n'y avait dans le passé. Ayant eu l'imprudence d'aller jusqu'à la limite du talent descriptif dès les premières œuvres, il a compris qu'il devait ajouter dorénavant un attrait supplémentaire et, d'un geste résolu, il a jeté tout son cœur vibrant d'amoureux au travers des feuillets de ses nouveaux poèmes. Ce n'est plus un simple narrateur qui parle des beautés de l'aurore ou du couchant, qui disserte sur la teinte d'un regard et la finesse d'un profil, c'est un amant qui vient offrir tous les émois qui ont traversé son cœur, toutes les palpitations qui l'ont secoué.

Henry Rigal a mis comme sous-titre à la partie principale de son livre de 1909 : « Et puis voici mon cœur ». Jamais indication ne fut plus exacte. Oui c'est son cœur que l'on sent battre et vivre au sein de

tous ces poèmes, c'est son cœur infiniment sensible et si naïvement égoïste tout à la fois. Rigal allie en effet à la sensibilité la plus raffinée l'égoïsme le plus ingénument cynique qui se puisse imaginer. S'il pleure parfois sur quelque douleur, ce n'est jamais sur celle qu'ont pu causer ses fugues ou ses abandons, mais seulement sur le propre chagrin qu'il en a ressenti lui-même. Il le dit bien franchement à l'amie de jadis vers laquelle il revient un soir d'ennui :

« Fierté de mon enfance, honneur de mes vingt ans,

« Si je m'étais douté qu'en vous abandonnant

« Je perdais des trésors aussi chers, je vous jure

« Que je n'aurais jamais tenté les aventures

« Et que, si j'avais su tout le mal que je sais,

« Je n'aurais rien voulu de plus que vos baisers ».

Et lorsqu'il regrette une page du passé, une amoureuse de la veille dont les rêves avec les siens « se mêlaient comme des gouttes d'eau » ce n'est point certes parce qu'il songe aux larmes possibles de cette femme, mais parce que ses rêves se mêlent moins étroitement à ceux de la compagne actuelle ou parce qu'elle a les lèvres moins douces ou les yeux moins clairs.

Mais Henry Rigal va se faire haïr de toutes les femmes qui lisent ce livre, va-t-on dire? — Erreur, chaque lectrice considèrera au contraire avec un intérêt particulier ce poète qu'aucune jusqu'ici n'a pu réellement asservir. Elle se dira que sûrement elle serait plus forte et plus heureuse si le hasard la mettait un jour sur sa route et qu'il souffrirait enfin à cause d'elle après n'avoir jusqu'ici souffert que de sa propre instabilité.

Il y a mieux toutefois dans le livre de Rigal qu'une harmonieuse et subtile confession de ses pulsations sentimentales ; il y a comme la promesse d'un livre futur, d'un livre utile et sain qu'écrira l'homme sage et réfléchi que l'on sent éclore dans l'adolescent fantasque et léger qu'il fut jusqu'ici. Nous trouvons cette indication précieuse dans un des derniers poèmes où il trace à propos des trains qu'il regarde passer cette page de sereine philosophie :

« Ah ! comme je comprends ton humaine souffrance,
« Tes plaintes et tes cris et tes gémissements
« O beau train noir, avec tes deux yeux éclatants,
« Qui passe au crépuscule et qui parcourt la France.

« Tu portes avec toi les pâles voyageurs...
« Il en est qui n'ont plus que leurs cœurs pour bagages
« Pleins de lourds souvenirs, de morts et de douleurs...
« Aux vitres du wagon j'aperçois leurs visages.

« Voyageurs, voyageurs où voulez-vous descendre ?
« Quels sont tous les heureux pays dont vous rêviez ?
« ... Le bonheur est assis sous ce simple olivier
« Et ne voyez-vous pas que je viens vous attendre !

« Quels désirs, quels regrets, quelles passions rebelles
« Vous font donc à jamais errants, fiévreux et durs !
« Oh ! ne sentez-vous pas que de tout cet azur
« Tomberait sur vos fronts une paix éternelle !

« Méprisez donc les fatigantes aventures,
« La gloire qui trahit aussi bien que l'amour,
« Les villes possédées et l'or fatal et lourd
« Qui n'est qu'un peu de bruit entre des mains impures.

« Ne souhaitez plus rien que ce calme ineffable,
« Qu'une demeure ouverte au bas du vert coteau,
« Avec les vergers bleus, les granges, les étables
« Et les milliers de fleurs penchées sur le ruisseau,

- « Ne souhaitez plus rien que cette blonde fille,
- « Qui coupera le pain à l'heure des repas,
- « Qui chantera sous les étoiles qui scintillent
- « Et par la belle nuit vous ouvrira ses bras !...

Il y aurait bien d'autres vers à citer avant de terminer cette notice, depuis le premier poème où Rigal salue la vie de rimes si vibrantes :

- « O vie, je viens vers toi : c'est ma vingtième année !
- « Les précoces rameaux aux branches des lilas
- « Sont moins émus que moi qui te tends mes deux bras
- « Et tout un mois d'Avril palpite en mes pensées.

Jusqu'au dernier, où dans un hymne à la nuit il exprime si justement le sentiment qu'elle fait naître au cœur des hommes les plus froids.

- « Ce spectacle si grand et si mystérieux
- « Fait remonter du fond de mon âme fervente,
- « Fort comme il ne le fut jamais devant des dieux
- « Ce désir d'adorer qui toujours nous tourmente ».

Mais la place nous est mesurée en cette revue locale qui se doit à toutes les manifestations de la vie méridionale. Et puis, ne suffit-il pas de ces quelques fleurs hâtivement coupées pour témoigner combien est riche et séduisante la prairie littéraire où nous venons de les cueillir, et donner à tous le désir d'aller en respirer les parfums délicats.

HENRY BAQUIER

CHRONIQUE DES LETTRES ITALIENNES

On éprouve quelque joie intellectuelle à rechercher dans quelles directions s'exercent certains esprits d'outremont : et puis n'est-il pas utile, pour notre perfectionnement intérieur, d'étudier dans leur œuvre le caractère particulier qui révèle leurs origines ethniques et leur idiosyncrasie ?

Il est un groupe d'écrivains, surtout, qui mettent quelque ferveur à défendre les plus nobles formules d'art, à raisonner leur enthousiasme, à motiver leurs propensions à l'idéalisme esthétique le plus salubre : c'est le groupe du journal littéraire *Il Marzocco*, que dirige, à Florence, M. Adolfo Orviéto. (1)

Comment négliger, dans une chronique impartiale, les talents qui se signalent par l'originalité des idées et le souci de la forme ? N'est-il pas même nécessaire de leur accorder une louange que des critiques plus officiels réservent ordinairement aux talents consacrés surtout par les suffrages du vulgaire ?

La plupart des écrivains qui collaborent au *Marzocco* travaillent consciencieusement à une transformation progressive de l'âme « italienne ». Ils ont tenté les plus généreux efforts en vue d'affirmer une esthétique nouvelle et puisée dans leur tradition. Partant ils continuent le labeur séculaire de leurs ancêtres intellectuels. Et c'est parce qu'ils recherchent leur idéal dans l'examen rationnel de leurs origines que je goûte pleinement leur activité littéraire.

(1) M. Adolfo Orviéto est le frère d'un poète exquisement délicat, M. Angiolo Orviéto, auteur de deux recueils de poèmes, *la Sposa mistica* et *Verso l'Oriente* (Treves, éd. Milan) qui valent autant par la profondeur des sensations qui y sont exprimées que par la forme suggestive qui en transpose *esthétiquement* l'intimité.

M. Enrico Corradini, par exemple, un fervent de l'irré-
dentisme et un admirateur de ce qu'il nomme la « vertu
nationale », ne prouve-t-il pas, à chaque page de son œuvre
la noblesse de sa foi et la sûreté de ses principes esthétiques ? J'ai pu négliger ailleurs (1) ses aspirations toutes
modernes pour voir surtout en lui le traditionnaliste, épris
de beauté intérieure ; mais j'ai mieux pénétré son idéalisme et son sens profond de l'heure présente, à lire l'étude
qu'il vient de consacrer, dans la *Vita d'Arte* de Sienne, à
Constantin Meunier. Il y a dans ces pages une interprétation très moderne de l'art classique. M. Corradini y
affirme un salutaire dédain des vulgarités et une admiration mal contenue en face des œuvres qui expriment la vie,
sans en dramatiser grossièrement les aspects (2).

Angelo Conti, lui, chante plutôt qu'il ne raisonne son
esthétique, tant ses livres sont conçus avec un sentiment
poétique des formes et écrits avec un respectueux souci du
style. Mais il aime dans une œuvre d'art le reflet de soi
autant que le sujet que cette œuvre amplifie *sub specie*
œternitatis, selon le terme spinoziste. En même temps que
sa langue, riche et harmonieuse, il sied d'estimer chez
Angelo Conti l'idéal qu'il a pris à tâche de faire triompher
en Italie et qui n'est rien autre que la défense des chefs-
d'œuvre artistiques contre les entrepreneurs modernes
d'enlaidissement. M. Conti est un zélé passionné de
l'Art, et, pour s'en convaincre, il suffirait de lire seulement,

(1) Voir *Revue des Lettres et des Arts*, du 1^{er} mars 1909, article
ENRICO CORRADINI.

(2) Tout cet article de la *Vita d'Arte* (mars 1909) est écrit avec
une rigoureuse logique, et il magnifie le geste du sculpteur Meunier
qui dédia son œuvre à la glorification du travail. Je veux du
moins en traduire quelques lignes significatives : « Il faut aimer
la vie jusqu'au point de faire de cet amour notre religion, alors
nous comprendrons ce que c'est que le classicisme. C'est le
culte des forces et des puissances qui peuvent devenir victo-
rieuses. C'est parce que les Grecs eurent ce culte, cette religion,
cet amour des belles puissances qui animaient le jeune homme
de la palestra, l'athlète et le guerrier, qu'ils transformèrent le
premier en éphèbe, le second et le troisième en héros, et qu'en-
suite ils transformèrent le héros en Dieu. La même chose est
arrivée à Meunier pour les travailleurs d'aujourd'hui. Il a eu si
bien le culte de leur force et de leur puissance qu'à ses yeux le
geste de leur labeur s'est aussitôt transformé en geste victo-
rieux ». (*La Religione della Potenza — Meunier*).

sans même connaître ses livres, le discours qu'il prononça à Valdarno, en 1903, pour glorifier le peintre Masaccio. Dans ces quelques pages vibrantes d'émotion, il indique, avec une réelle profondeur, de quels sentiments tout artiste doit s'inspirer s'il veut atteindre au beau et il y exprime cet espoir, en s'adressant aux jeunes : « Vous devez être convaincus que le nom de Masaccio, s'il est entendu dans toute sa signification, aura la force d'induire, en tout temps, les âmes des artistes à se renouveler ». Se renouveler, c'est-à-dire, d'après Angelo Conti, avoir de la nature et de l'art une conception à la fois antique et moderne, et donner à cette conception un sens personnel. Dira-t-on que ce soit là un principe sans valeur intellectuelle ? (1)

Giuseppe Lipparini signe dans le *Marzocco* la critique des romans. J'ai suivi ses articles pendant près d'un an et ils m'ont laissé l'impression que cet écrivain se soucie d'émettre, sur les romans qui paraissent en Italie, des jugements précis et surtout impartiaux. Il s'est révélé comme un délicat. Il estime qu'un romancier doit, avant tout, savoir écrire. Comment revêtir sa pensée d'une forme impeccable dans une production hâtive et que nulle méditation n'a préparée ? Le goût se répand des « facilités » et l'heure est surtout aux improvisations. C'est bien là ce que remarque souvent M. Lipparini dans ses chroniques ; il désirerait trouver, dans les ouvrages qu'il examine avec impartialité, le souci d'une facture moins lâchée et des idées moins « courantes ».

Fondé par un poète exquis, *Il Marzocco* devait faire une large place à la critique des poètes. C'est M. G. S. Gardano qui assume, en poète éclairé, cette lourde tâche. Il est doué d'une sensibilité artiste qui lui permet d'apprécier finement — non sans ironie toutefois — les recueils de vers

(1) M. Angelo Conti est aujourd'hui directeur de la Pinacothèque de Naples. Il vit depuis longtemps dans le XIII^e siècle et il s'est mis, amoureuxment, à étudier les figures de Saint François d'Assise, de Sainte Claire et de Frédéric. Nous attendons impatientement les pages qu'il nous promettait, en juillet 1907, de consacrer à ces admirables figures. Nous attendons le livre qu'il se doit à lui-même de nous offrir. Car pour commenter ce XIII^e siècle italien, quelle éloquence plus passionnée pourrions-nous invoquer que celle dont l'auteur de la *Beata riva* a coutume d'orner sa pensée ?

qui lui sont soumis. Ses chroniques sont toujours savoureuses. Il use d'indulgence envers les débutants dont l'âme chante avec timidité ; il leur accorde quelques années pour mûrir leurs pensées et assouplir leurs rythmes. Il y a beaucoup de sagesse à attendre ainsi avant de prononcer un verdict trop rigoureux, et les jeunes poètes italiens doivent beaucoup au critique du *Marzocco*. Mais qui sait s'ils l'estiment à sa valeur ?

Je voudrais parler de tous les écrivains délicieux qui collaborent au journal de M. Adolfo Orvieto, car tous représentent avec talent les lettres italiennes. Malheureusement il faut me borner pour aujourd'hui à ces quelques pages hâtives. Mais j'espère y revenir en d'autres chroniques. MM. Biagi, Diégo Angeli, Adolfo Albertazzi — qui n'ignore pas les écrivains français amis de l'Italie, et qui a critiqué judicieusement le *Roman italien contemporain* de Jean Dornis — tous ces artistes littéraires, ingénieux, délicats, souvent profonds, ont su donner au *Marzocco* une élégance de terme incontestable.

MEMENTO. — Enrico Corradini : *Maria Salvestri*, drame en 3 actes. Treves, édit. Milan. — Enrico Corradini : *L'Apologo delle due sorelle*, comédie en 3 actes, Lumachi, édit. Florence. — La *Vita d'Arte*, revue luxueuse, dirigée par M. Fabio Bargagli-Petrucci, à Sienne, contient, dans son numéro de mars, l'étude de Corradini sur Constantin Meunier, un très bel article de Francesco Guardione sur *Fra Giovanni Angelo Montosoli in Messina*, les chroniques d'art et la suite, en supplément, de la *Nascita di Venere*, l'œuvre profonde et savante de Filippo E. Vassalli.

MAURICE VALLIS.

LE CYCLE D'ORANGE

On pourrait extraire un petit volume fort intéressant de tout ce qui fut écrit sur les chorégies du théâtre antique d'Orange. Le thème est propice aux clichés de lyrisme débordant, et beaucoup ne peuvent résister à l'impérieux désir de traduire leurs impressions et leur joie dans des formules consacrées par un trop long usage. Les délicats et les sceptiques se promettent bien d'éviter cet écueil : ils viennent, bienveillants sans doute, mais décidés à analyser leurs sentiments et à faire œuvre de critique avisé. Ils s'asseyent devant le mur consacré, comme dans une stalle des Français ; ils veulent être des juges, sinon sévères, du moins maîtres d'eux-mêmes. Ils ont leurs lorgnettes en bandouillère ; leur crayon affilé ; la pleine possession de toutes leurs facultés critiques, même cette pointe d'ironie que tout écrivain français se doit de posséder au fond de son intellect. Encore quelques minutes pour se reconnaître, pour examiner le théâtre, apprécier la composition de la salle, se mettre en possession de son sujet et s'adapter à son milieu ; c'est fait : à l'œuvre maintenant, le critique va commencer son œuvre : mais voici que de toutes les résolutions prises, il ne reste plus rien. Ce milieu que vous vouliez apprécier vous a conquis ; vous êtes déjà un quelconque anonyme de la foule répandue sur ces gradins. Horreur ! les clichés dont vous aviez souri, ils viennent d'eux-mêmes au bout, de votre plume et voilà que comme vos prédécesseurs, vous dites la splendeur de la nuit étoilée, le merveilleux frémissement du peuple assemblé sur la théorie des gradins, l'irradiation qui semble se dégager du grand mur incendié par le soleil du midi triomphant.

C'est qu'en effet le théâtre d'Orange ne connaît pas et ne veut pas d'aristocratie intellectuelle; il est le théâtre de la foule et tous les spectateurs sont de la foule au cours de la représentation. Après on peut se ressaisir, discuter, juger; pendant, on est entraîné et on n'a pas d'autre opinion que celle de la majorité.

Apprécions par exemple cette pièce de « *La Victoire* » qui ouvrait la chorégie de cette année. L'auteur est un enfant de ces Cévennes méridionales qui ont donné tant de poètes, d'artistes et d'orateurs. La pièce avait été imprimée et obtenu sous cette forme les suffrages des délicats. Ils avaient apprécié des vers d'une belle ciselure et d'une forte sonorité comme ceux-ci :

Tu peux te réjouir, vilè foule enchainée,
Car voici le matin des nouvelles journées
Où tu relèveras ton front appesanti.
Les Dieux n'existent pas; les Prêtres t'ont menti.

.

Les autels désertés et les flambeaux éteints
Témoigneront un jour de notre mort divine;
Nos temples ne seront qu'un amas de ruines
Et de marbres brisés où la ronce croîtra.
Alors, de notre tombe, un nouveau Dieu naîtra,
Vous le verrez venir, non plus louché et perfide,
Mais bon, joyeux, ceignant de fleurs son front candide,
Et vos mains toucheront la paume de ses mains,
N'ayant plus de colère; il sera presque humain,
Il vous réunira dans la même tendresse,
Il brisera vos jougs d'une seule caresse,
Et vous vous aimerez, frères, dans sa bonté.

Ces beaux vers étaient dits par les premiers artistes maîtres en l'art des résonnances harmonieuses, Mme Weber, MM. Paul Mounet, Fenoux, Dorival. Ils y mirent toute l'ardeur de leur enthousiasme et les ressources de leur expérience. Et cependant le public resta froid; il ne fit pas à cette poésie l'accueil qu'elle méritait. La raison en est bien simple: c'est que *La Victoire* est un très beau poème lyrique, mais que le drame n'y est pas charpenté de main

d'ouvrier expérimenté. Mme Weber s'était frappée d'une main trop sûre et dans un emportement de passion trop farouche pour avoir la force de prononcer la longue tirade dans laquelle elle exhale son dernier soupir.

Le théâtre d'Orange par sa merveilleuse résonnance ne laisse perdre aucun détail du jeu et du verbe des artistes. Il sied, il est nécessaire que l'action soit noble et grande; mais au contraire des autres scènes en plein air, les détails ressortent avec une implacable netteté. C'est une merveilleuse scène d'application et d'expérience; on peut être assuré que la pièce qui y aura réussi, aura partout du succès.

L'un des directeurs de la chorégie de cette année, notre confrère Antony Réal connaît trop bien son théâtre pour ne pas suivre cette voie avec persévérance. Il a une préférence très légitime pour les poètes méridionaux: il nous a donné cette année une adaptation du drame de Shakespeare, *Antoine et Cléopâtre*, par M. Elzéar Rougier, malheureusement amputée par les nécessités de la mise en scène, et au total assez pâle et prosaïque et une belle poésie, chaude et vibrante du bon poète Avignonnais, Alexis Mouzin. Puisqu'il est plus spécialement chargé de la partie artistique, nous permettrai-il de lui dire que certains noms s'imposent pour les futures représentations, et pour ne citer que ceux consacrés déjà par le triomphe, ceux de notre compatriote Peladan, l'auteur de *Sémiramis*, et de Maurice Magre.

Le plan de ces chorégies annuelles s'affirme d'ailleurs avec netteté et je crois bien que c'est M. Antony Réal que nous devons en féliciter. Une pièce du théâtre antique, une œuvre de nos classiques, un drame moderne, enfin une ou deux créations de pièces inédites dues à des contemporains.

Le chef-d'œuvre antique fut l'*Antigone* de Sophocle. Le théâtre d'Orange revit une de ces foules qui déborde les gradins, s'entasse dans les couloirs et grouille dans tous les coins où peut se tenir un corps humain dans une position quelconque. Il est vraiment humiliant de se dire qu'après tant de siècles écoulés, tant de progrès de l'esprit humain, avec nos intelligences raffinées et nos acquisitions intellectuelles, nous n'avons pas dépassé les tragiques

grecs. En musique, nous avons trouvé des formules supérieures ; en peinture, peut-être ; mais dans les autres arts, rien de mieux. Les adieux à la lumière d'Antigone sont un des points culminants de l'art dramatique dans toutes les langues ; un de ces sommets que l'on peut égaler, que l'on n'a pas dépassé.

Nous eumes de Racine, *Tite et Bérénice*. J'avoue très franchement que je n'augurais pas favorablement de cet essai. Les vers de Racine ont une harmonie délicieuse que personne encore dans notre langue n'a pu imiter ; mais il faut ajouter que leur résonnance avait jusqu'ici semblé un peu grêle pour le cadre où ils déployaient leur caressante mélodie. Mais l'éducation du public habitué du théâtre d'Orange s'est faite insensiblement, il a pénétré aujourd'hui dans l'intimité de Racine ; il le comprend et l'acclame, ce qui témoigne d'une culture supérieure et d'une certaine élégance d'esprit. Successivement *Phèdre*, *Andromaque*, *Britannicus*, *Tite et Bérénice* ont été représentés dans leur entier à Orange. Il a fallu l'année dernière faire de nombreuses coupures aux *Burgraves* pour les faire accepter et encore, dès que le talent des interprètes fléchissait un peu, pouvait-on compter les cheveux blancs du drame vénérable de Victor Hugo. Avec Racine rien de cela. Allons ! le vieux polisson a pris tout doucement sa revanche ; c'est encore ses œuvres et celles de Corneille qui supportent le mieux l'écrasante épreuve du théâtre en plein air et démontrent qu'il n'est pas absolument nécessaire que les vers soient grandiloquents, qu'il leur suffit d'être beaux tout simplement.

Si Racine tient école de haute élégance et de culture raffinée, Henri de Bornier a eu la bonne fortune et le talent d'écrire une des plus belles leçons d'honneur chevaleresque et de patriotisme dont le théâtre français ait retenti. *La Fille de Rolland* fut écrite au lendemain de nos désastres, à une heure où notre pays saignait par tous les pores, où l'amputation de l'Alsace-Lorraine exaspérait les ressentiments, où la défaite récente écrasait les courages. L'âme française traversait une de ces périodes douloureuses où les sentiments contradictoires se livrent une lutte angoissante ; elle oscillait entre ces deux pôles : une

revanche que l'on sentait inexécutable de longtemps et une résignation qui paraissait impossible. Le drame de Henri de Bornier vint dire que l'honneur était au-dessus des contingences des champs de bataille, et qu'une nation restait grande si cet honneur était resté sauf et si ses enfants avaient su mourir pour la défendre. Depuis nous avons connu d'autres discours ; un Monsieur que je ne veux pas nommer se croit, sérieusement sans doute, un des grands éducateurs de l'humanité pour avoir révélé que les patries n'existaient pas, qu'elles devaient se fondre et s'annéantir dans la grande humanité ; que c'étaient de vaines et impérissables choses que l'honneur et le drapeau national. La chanson est plus vieille qu'on ne le croit : la bouche de certains philosophes grecs l'avait souvent murmurée. Un jeune noble ambitieux romain, très élégant et très démocrate, la modulait volontiers : il s'appelait Jules César et montra depuis comment il entendait le pacifisme. Son neveu Auguste, plus pratique et très terre à terre fit la paix en l'imposant par la force de ses vêtements et en restaurant chez le peuple romain l'amour-propre guerrier et le culte du drapeau.

Nous voilà bien loin, dira-t-on, du théâtre d'Orange. Mais non, nous y touchons, ces grandes agglomérations de foule, que seuls les spectacles de plein air permettent de réunir, sont simplistes et rapprochées de la nature ; elles sont intéressantes à étudier tout autant que les pièces qu'elles applaudissent, parce qu'elles traduisent l'âme obscure des anonymes ; de ceux qui font et défont l'histoire. Certes la majorité des spectateurs assis sur les gradins d'Orange, professaient sans doute individuellement des opinions assez avancées et ultra modernes. On entend bien ce que je veux dire. Et cependant aux couplets nationalistes et surchauffés de la vertu aristocratique par l'excellence, le scrupule de l'honneur, tout ce monde-là répondait par d'enthousiastes acclamations. C'est que tout à fait au fond de leur âme dormait obscurément l'influence atavique des générations qui ont fait la France. Et l'on s'emploiera vainement à remplacer ces vieilles idées par de nouveaux concepts d'humanité élargie et rayonnante ; il suffira d'une évocation talentueuse pour les faire reparaitre à la

surface et les montrer telles qu'elles sont, tellement inhérentes à l'humanité qu'elle cesserait d'être ou du moins serait toute autre si elles lui étaient enlevées. Il n'est pas encore démontré que ce changement la rendit meilleure.

La Fille de Rolland clôturait dignement un cycle qui fait honneur aux chorèges et n'a pas diminué la réputation du théâtre d'Orange.

G. M.

ÉTAT RELIGIEUX

DES

TROIS DIOCÈSES DE NIMES, D'UZÈS ET D'ALAIS

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE II

DES CHAPITRES CATHÉDRAUX ET DES COLLÉGIALES

(suite)

II. — *Collégiales de la ville d'Uzès.* — L'église *Notre-Dame-la-Neuve*, qui fut détruite au xvi^e siècle, avait une collégiale de sept prêtres. Le bénéfice ne disparut pas, le prieuré de Saint-Jean-et-Saint-Bauzile-de-Baron lui était uni. Le chapitre semble avoir subsisté aussi; en tout cas, il figure dans le Pouillé de 1635 et les pouillés subséquents.

L'église Saint-Étienne avait aussi un chapitre composé de quatre prêtres (1).

III. — *Collégiales du Pont-Saint-Esprit.* — Les *Prêtres Blancs* de l'église du Plan étaient les frères-prêtres qui desservaient l'Œuvre des église, maison, pont et hôpital du Saint-Esprit. A l'origine et pendant longtemps, ils avaient mené la vie commune. Une ordonnance de d'Aguesseau, intendant du Languedoc, les dispensa de la cohabitation et de la commensalité

(1) Arch. dép. du Gard, G 935. — Goiffon *Pouillés des diocèses anciens compris dans le diocèse actuel de Nîmes* dans le *Bulletin de l'Art Chrétien*, tome VI, n^o 37.

(septembre 1676). Après un procès de quinze ans entre les recteurs de l'hôpital et les frères-prêtres, une convention intervint et le nombre des prêtres bénéficiers fut réduit à six. Deux prébendiers et un organiste devaient les assister dans les offices du chœur. D'après Dom Pinière Clavin — d'ailleurs peu bienveillant à l'égard des prêtres de l'Œuvre — les Prêtres-Blancs obtinrent subrepticement de l'évêque d'Uzès, Poncet de la Rivière, la permission « de porter l'aumusse en la manière qui se pratique dans les collégiales » (26 mars 1714), et du Parlement de Toulouse le titre de « *chanoines du chapitre de l'église collégiale de Saint-Esprit* » (17 janvier 1716) (1). Dès lors les Prêtres-Blancs prirent et gardèrent le titre de chanoines jusqu'à la suppression des chapitres et collégiales en 1790.

La paroisse du Pont-Saint-Esprit était administrée par une société appelée *Agrégation des prêtres de Sainte-Catherine*. Cette société existait déjà en 1380. En 1508, le second vicaire et le clerc mage furent associés à l'Agrégation. La clerc-magerie était un office ecclésiastique dont les fonctions consistaient à avoir soin de la sacristie de l'église paroissiale ; elle était à la collation du prieur sur la présentation du sacristain du monastère. Au commencement du xvi^e siècle, l'agrégation n'avait d'autres obligations que celle

(1) Dom Pinière Clavin, *Mémoire historique et chronologique du prieuré et de la ville de Saint-Saturnin-du-Pont actuellement du Pont-Saint-Esprit*, ms. des archives de Mgr de Villeperdrix, pp. 43, 90-94. — Cf. Bruguier-Roure, *Chronique et cartulaire de l'Œuvre, des Eglise, Maison, Pont et Hôpitaux du Saint-Esprit*, in-8°, Nîmes, 1895, p. CVIII. — Dom Clavin raconte qu'une fois parés de l'aumusse, les Prêtres du Plan voulurent avoir la préséance sur les Bénédictins, curés primitifs ; il leur apprend d'ailleurs que l'aumusse n'est pas le signe distinctif de l'état canonical ; il est bien des chapitres où elle n'est pas en usage, tandis que, dans d'autres églises, elle est portée par de simples bénéficiers ou habitués.

de célébrer des anniversaires, des messes basses ou chantées, des prières et des processions. Elle était appelée *société, université, communauté ou collège de prêtres*. Le nombre des « Agrégés » variait suivant celui des prêtres de la ville qui avaient tous droit d'être admis dans leur compagnie. Le 25 août 1637, les « Agrégés de Sainte-Catherine » ne se trouvant qu'au nombre de huit, y compris les deux vicaires et le clerc mage, l'évêque d'Uzès, Nicolas de Grillet, consentit par une transaction à ce que le nombre des « Agrégés » fût pour toujours réduit à ce chiffre. Il réservait pour lui et pour ses successeurs le droit de collation et laissait aux « Agrégés » le droit de présentation. Néanmoins le prieur et le sacristain du monastère bénédictin de la ville continuèrent de nommer aux places de vicaire et de clerc mage. Les fonctions des « Agrégés » consistaient alors uniquement à célébrer des obits et à réciter des prières. Peu à peu, par des conventions avec les religieux du prieuré, ils assumèrent toute la charge de l'administration paroissiale, mais les Bénédictins se réservèrent le titre et les privilèges de curés primitifs (1).

En 1789, le clerc mage était Fontanille, les « Agrégés », Agnel, Vignal, Arnaud, Marseille, Riffard, plus deux vicaires (2).

IV. — *Collèges de Quatre Chapelains*. — Trois paroisses du diocèse d'Uzès, Tresques, Orsan et Laudun, possédaient une sorte de collégiale de quatre prêtres.

La collégiale de Tresques avait été fondée au début du xvi^e par Philippe de Combe, baron de Montclus

(1) Dom Pinière Clavin, *opere citato*, pp. 31, 38, 77, 131, etc.

(2) Arch. dép. du Gard, 5 L 4, 31.

et seigneur de Tresques. Le nombre des chapelains, d'abord de deux, fut ensuite élevé à quatre. Le fondateur dota les chanoines, lors de l'érection de la chapellenie et dans son testament du 12 novembre 1512. Le prieuré de Tresques étant réuni à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, le service religieux de la localité laissait à désirer. C'est pourquoi l'union du prieuré de Sabran aux quatre chapellenies fut demandée par les habitants (20 septembre 1540), approuvée par l'évêque d'Uzès, le fameux Jean de Saint-Gelais (3 octobre suivant), confirmée à la suite des démarches de Gaillard de Montcalm, par une sentence canonique de Jean Malian, chanoine de Nîmes et prieur de Bernis, délégué du Pape (15 janvier 1555). Les chanoines eurent de fréquents démêlés avec les seigneurs du lieu, les Vivet, les Cadolle. Un arrêt du Parlement de Toulouse de 1758 cassa l'union de 1540 et réduisit à deux le nombre des chapelains. Ceux-ci avaient le titre de chanoines et leur présentation restait dévolue à M. de Cadolle et à ses successeurs. Un troisième chapelain avait le titre de vicaire ou secondaire (1).

Les biens de la petite collégiale de Tresques furent vendus, pendant la Révolution, pour la somme de 50.522 livres (2)

Une chapellenie de quatre prêtres ou chanoines avait été établie à Bagnols pour desservir Orsan. Le prieuré de cette paroisse fut uni à la chapellenie et cette union fut approuvée par une bulle pontificale.

(1) Abbé T. Bouzige, *L'Eglise et le château de Tresques*, in-8°, Nîmes, 1900 ch. III, V, VI, VII.

(2) Rouvière, *Aliénation des biens nationaux dans le Gard*, in-8°, Nîmes, 1900 ; — nos 32, 550, 1211, 1254, 1609.

Chaque chanoine assurait, à tour de rôle, le service curial. En 1661, le prieuré d'Orsan fut uni à la communauté des Joséphites de Bagnols et, depuis ce moment, cette congrégation fut chargée d'administrer la paroisse. Les biens des chanoines d'Orsan vendus, pendant la Révolution, donnèrent une somme de 45.142 livres (1).

A Laudun, une chapellenie de quatre prêtres avait été fondée en 1352 (5 avril *alias* 5 août), par Guillaume de Laudun, archevêque démissionnaire de Toulouse (2). Ce prélat dota la chapellenie de ses biens patrimoniaux. Plus tard ces biens furent aliénés moyennant des pensions. Au commencement de la Révolution, les revenus des chapelains comprenaient : 1° une pension foncière de 568 livres établie sur des biens possédés par 26 particuliers ; 2° une rente de 233 livres 6 sous 6 deniers, provenant de capitaux placés sur les communautés de Bagnols, Laudun, Jonquières, Saint-Victor-la-Coste ; 3° une redevance de 4 salmées 7 émines 2 leydières de blé froment servie par trois particuliers ; 4° les produits d'une vigne, au quartier de l'Estagnol, contenant 36 éminées, divisée en 4 parts à l'usage particulier de chaque chapelain (3). Un des chapelains, en 1789, s'appelait l'abbé Ode. Pendant la tourmente, un de ces prêtres trouva un asile dans la maison de notre

(1) Rouvière, *Opere citato*, numéros 208, 1295, 1359.

(2) Guillaume de Laudun, né en 1270, entra dans l'ordre des Dominicains, devint archevêque de Vienne (27 février 1321), archevêque de Toulouse (29 décembre 1327) ; étant devenu aveugle, il résigna en 1345. Il se retira d'abord à Laudun et mourut à Avignon dans le couvent des Frères-Prêcheurs probablement en 1352. On lui attribue la construction de la magnifique église gothique de la paroisse de Laudun.

(3) Arch. dép. du Gard, 1 Q 1, 35.

bisaïeul maternel, Jean Pellaton, au quartier de Sainte-Foy.

V. — *Collégiale de Roquemaure (diocèse ecclésiastique d'Avignon).* — Au commencement du xiv^e siècle, le bourg de Roquemaure avait vu sa population s'accroître et l'église paroissiale devenir complètement insuffisante. Le prieur Pierre Bertrand de Podiat ou Poyet fut successivement promu cardinal-prêtre du titre de Saint-Marcel (1316), cardinal-évêque d'Ostie et de Velletri (1325) (1), tout en conservant son prieuré. C'est lui qui résolut, en 1310, de donner à la population de Roquemaure un édifice plus vaste, au centre de la ville. Sous son impulsion, une église de style gothique s'éleva rapidement sur un emplacement appelé le jardin du roi, grâce à la munificence du prieur et aux fonds que produisit la vente de pâturages et de bois. Le cardinal-prieur voulant donner de l'éclat à la célébration des cérémonies dans l'église nouvelle, obtint le 22 mars 1345, du pape Clément VI, une bulle qui lui permettait de transporter dans cette église le culte paroissial et d'y ériger une collégiale, à la condition que l'un des chanoines aurait la charge des âmes, sous telle dénomination que le cardinal agréerait. L'acte de fondation de cette collégiale, sous le titre de *Saint-Jean-Baptiste-et-Saint-Jean - l'Évangéliste* est du 19 avril 1345. Une bulle pontificale de l'année suivante en confirma l'existence (2). Le chapitre se

(1) Cf. Mas Latrie, *Trésor de chronologie*, col 1154. — Le cardinal Bertrand mourut à Avignon, le 3 février 1351. — Voir, Arch. du Gard, G, 1241, un échange passé entre Bertrand de Puget cardinal-évêque d'Ostie et le chapitre de Villeneuve d'une cense de 24 sous que ledit cardinal prélevait tant à Roquemaure qu'à Pujaut contre une cense égale perçue par ledit chapitre au Bourguet.

(2) Bibliothèque Calvet, d'Avignon, Mss 1736, fol. 167 ; 2.765, fol. 72.

composait de dix prêtres, deux diacres auxquels étaient assurés les canonicats qui devenaient vacants. Il comptait deux dignités : le doyen-prieur et le sacristain. Le doyen avait la prééminence sur tous les membres de la collégiale et la charge des âmes ; les autres chanoines étaient obligés de l'aider à toute réquisition de sa part. La mense capitulaire fut composée de tous les fruits et revenus de l'ancien bénéfice de Sainte-Marie et de plusieurs biens et héritages propres au fondateur. Pour assurer la décence du culte, on faisait deux parts des amendes que produisait la pointe des absents, l'une était distribuée aux chanoines présents, l'autre destinée à l'achat d'ornements. Aussi l'église de Roquemaure était-elle l'une des plus riches sous ce rapport (1).

Pendant quatre siècles, la charge des âmes incombait au chapitre ; le doyen remplissait les fonctions de curé, avec l'aide des autres chanoines et des prêtres amovibles. Il en fut ainsi jusqu'en 1741. Mais une ordonnance royale de 1685 avait réglé que partout où le curé primitif se faisait remplacer par des prêtres amovibles, il serait institué, pour régir la paroisse et exercer les fonctions curiales, un vicaire perpétuel à portion congrue prise sur les revenus du bénéfice. Cette institution d'un vicaire perpétuel n'eut pas lieu à Roquemaure aussitôt après l'ordonnance royale. Mais en 1741, plusieurs prêtres impé-

(1) Goiffon, notes mss. et *Dictionnaire du diocèse de Nîmes*, art. *Roquemaure*. — Signalons le courage de quelques chanoines qui, pendant les guerres de religion, aidèrent le capitaine de Renis à s'emparer du château de Roquemaure (avril 1577). Pérussis, *Discours des guerres de la Comté et de la Provence*, Ms. 2819, de la Bibliothèque Calvet, d'Avignon, tome III, p. 1308. — Cf. *Registre original des délibérations du chapitre de l'église collégiale et paroissiale Saint-Jean-Baptiste-et-Saint-Jean-l'Évangéliste de Roquemaure* (1673-75 ; 1686-1712), Ms 2135 de la bibliothèque Calvet.

trèrent et obtinrent, en cour de Rome, le titre de vicaire perpétuel. De là surgit un conflit entre les divers postulants et le chapitre qui se prétendait en dehors des termes de l'ordonnance. La cause fut portée au Parlement de Toulouse qui envoya sur les lieux des commissaires chargés d'étudier la question. Ceux-ci accordèrent la vicairie perpétuelle à l'abbé Doize, déboutèrent les autres impétrants et condamnèrent le chapitre à céder la cure.

Les chanoines appartenaient ordinairement à la petite noblesse et à la bourgeoisie de Roquemaure et des environs. En 1789, le chapitre avait pour doyen Joseph Thomas Galtéry d'Osier ; pour chanoines : Guiraud, Hyacinthe Deleuze, les deux frères Louis et Pierre Pascal, Benoit Michel, Villiers, Simon d'Aubaret, Jean-Pierre Lassonne, Soubeiranne ; pour bénéficiers : Hyacinthe Michel, Joseph-Claude Bigonnet, Philippe Giraudy (1).

En 1789, le chapitre de Roquemaure possédait, dans le territoire de cette ville, une directe en censives, droits seigneuriaux, droits casuels, péages, pensions foncières qui, avec ses revenus de Saint-Géniès de-Comolas et de Montfaucon, donnaient un produit annuel de 19.672 livres 6 sols (2). La vente de ses biens, pendant la Révolution, rapporta une somme de 236.396 livres 16 sols (3).

VI.— *Collégiale de Villeneuve-lez-Avignon (diocèse ecclésiastique d'Avignon)*. — Comme Roquemaure, Villeneuve doit la création de sa collégiale à la présence de la cour pontificale sur les bords du Rhône. Cette célèbre collégiale fut fondée en 1333, sous le

(1) Arch. dép du Gard, 5 L 4, 32.

(2) Arch. dép. du Gard, 1 Q 1, 35.

(3) Rouvière, *opere citato*, *passim*.

titre de *Notre-Dame-de-l'Assomption*, par le neveu du pape Jean XXII, le cardinal Arnaud de Via. Ce prince de l'Église la dota richement et l'institua héritière de tous ses biens. Elle devait comprendre douze chanoines dont trois dignités : le doyen, le précenteur ou capiscol et le sacristain ; en outre, douze prêtres bénéficiers, deux diacres, deux sous-diacres, deux acolytes, quatre enfants de chœur. Plus tard, deux bénéficiers et les deux acolytes furent supprimés. Vers la fin du xvi^e siècle, les clercs du bas-chœur furent obligés pour vivre d'aller desservir des cures (1).

L'érection de la Collégiale fut approuvée par une bulle de Jean XXII, du 10 novembre 1333. Des bulles de Benoît XII (7 et 12 juin 1334), de Clément VI (24 décembre 1347 et 5 mai 1349), d'Innocent VI (22 juin 1353 et 31 janvier 1357), de Martin V (19 mai 1423) etc., accordèrent à la collégiale de Villeneuve des privilèges et l'union de divers bénéfices (2).

Les rois de France furent aussi généreux que les papes à l'égard du chapitre de Villeneuve. Philippe VI, Jean-le-Bon, Charles V, Charles VII, François I^{er}, Charles IX, Louis XIII lui octroyèrent ou confirmèrent des faveurs et des privilèges par des lettres patentes. Le roi nommait aux canonicats alternativement avec le doyen du chapitre.

La Collégiale de Villeneuve possédait des biens considérables dans divers diocèses : Arles, Avignon, Nîmes, Uzès, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Viviers

(1) Goiffon, *Villeneuve-lez-Avignon*, in-8°, Nîmes, 1884.

(2) Arch. dép. du Gard, G, 1241. — Sur la Collégiale de Villeneuve, Cf. J. Valhem, *Histoire de Villeneuve-lez-Avignon* (1737), ms 211, de la Bibliothèque de la ville de Nîmes ; — Arch. dép. du Gard, G, 1236-1243 ; — Bibliothèque Calvet d'Avignon, mss. 1561, 1595, 1732, 1777, 1840, 1864, 2158, 2384, 2396, 2399.

etc. Les biens qu'elle avait seulement dans le département du Gard, vendus pendant la Révolution, donnèrent une somme supérieure à 111.748 livres (1).

Mais ce chapitre ne brilla pas seulement par les faveurs dont le comblèrent les papes et les rois et par l'opulence de ses richesses ; il donna à l'Église des prêtres du plus haut mérite : trois cardinaux, sept évêques, deux officiaux, vingt-cinq doyens. Si tous ses chanoines n'arrivèrent pas à des dignités aussi élevées, la plupart d'entre eux vécurent modestement, dans le calme et la prière, auprès de la ville des Papes. De leur vie au XVIII^e siècle, nous pouvons tracer une légère esquisse, grâce au *Journal* d'un de leurs confrères, l'abbé Soumille, bénéficiaire de la Collégiale, associé correspondant des Académies de Paris, Toulouse et Montpellier (2).

Avant tout, cette vie nous paraît paisible, à peine agitée par le souci de maintenir les droits et les privilèges du chapitre contre les Bénédictins de Saint-André ou le curé de Saint-Pons de Villeneuve, de faire résoudre par le Présidial de Nîmes ou le Parlement de Toulouse les questions litigieuses de préséance. La paix cependant fut sur le point d'être troublée pour une affaire de liturgie. Au chapitre général de 1745, on cria beaucoup, on discuta vivement pour savoir s'il fallait réciter tierce, dont on

(1) Rouvière, *opere citato*, *passim*.

(2) *Journal de Bernard-Laurent Soumille, prêtre bénéficiaire de la Collégiale de Villeneuve-lez-Avignon* publié dans les *Mémoires de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, tome XI, année 1879, pp. 126-243, par M. A. Coulondre. — Sur l'abbé Soumille, voir *Un bénéficiaire de la Collégiale de Villeneuve-lez-Avignon*, par l'abbé J. Carrière, dans le *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, tome II, pp. 371-381, et l'*Avant-propos* de M. Coulondre, *loc. citato*. Bernard-Laurent Soumille, né à Carpentras le 10 août 1703, nommé bénéficiaire du chapitre de Villeneuve, vers 1728, habita cette ville jusqu'à sa mort (1774). Son *Journal* va de 1736 à 1774.

avait été dispensé jusque-là par un usage de trois siècles.

Chaque jour, les chanoines psalmodient matines, chantent la grand'messe et les vêpres; avant l'aurore, ils ont déjà récité les nocturnes. Seraient-ils assidus au chœur, ils jouiraient encore de nombreux loisirs. L'abbé Soumille emploie son temps — et c'est quelquefois au détriment des heures canoniales — à des recherches sur la mécanique ou à des travaux de calcul. Il a inventé une roulette pour le filage de la soie et un semoir perfectionné dont l'une fut imposée et l'autre recommandé par les États de la province.

Mais aux chanoines moins studieux que le docte prébendé les distractions ne manquent pas. Un jour le doyen du chapitre, le prieur de l'abbaye ou quelque riche bourgeois les prie à dîner. Une autre fois un savant, le mathématicien Bezout ou le chanoine de Tarascon Expilly, l'auteur du *Dictionnaire des Gaules et de la France*, un prince ou un dignitaire de l'Église viennent visiter Villeneuve et se font présenter tel ou tel membre du Chapitre. L'homme sans bras arrive-t-il dans cette ville, on va le voir enfiler une aiguille, coudre, tailler une plume, écrire avec les pieds. La première actrice de l'opéra de Lyon, Mlle Plante, chante-t-elle chez Mme Reboul, on s'entretient de son action et de l'étendue surprenante de sa voix. Aujourd'hui, passe le ministre de Maurepas, demain la princesse de Modène. L'ambassadeur du Grand Turc, le Consul de Naples traversent Avignon et piquent la curiosité. On franchit le Rhône pour assister, dans la cité papale, aux fêtes données en l'honneur du prétendant Charles Edouard ou à l'occasion de l'avènement d'un nouveau Pontife. Le roi entre-t-il en convalescence (1744), ce sont des

réjouissances publiques, messes solennelles, *Te Deum*, boîtes, fusées, illuminations. Tantôt c'est une profession dans une communauté, une procession extraordinaire, une solennité religieuse à la paroisse ou dans un couvent : un orchestre, un chœur viennent d'Avignon et charment les chanoines comme tous les auditeurs par de la bonne musique. Tantôt c'est la visite de l'archevêque pendant toute une semaine. Les chanoines vont présenter leurs hommages au prélat en manteaux longs, le reçoivent avec révérence dans leur église, s'estiment très honorés d'être invités au café chez le doyen. Le plaisir qu'ils éprouvent ne les empêche pas de remarquer malicieusement que l'archevêque « a lavé bien la tête au curé, publiquement, sur la malpropreté de son autel. »

Comme toute la population, les chanoines sont vivement impressionnés par les grandes missions de Bridaine (1730 et 1767). A la première, M. Soumille « connu par son génie répondit fort judicieusement au cantique que les missionnaires avaient fait expressément pour Villeneuve » (1). A la seconde, le chapitre décida « de faire une honnêteté aux missionnaires et arrêta que ce serait aux frais de ceux qui voudraient être de la coterie. » Le P. Bridaine et ses coadjuteurs furent invités à dîner et une pièce de poésie célébra leurs mérites.

Les chanoines de la Collégiale s'associaient ainsi à la vie de la petite cité comme à la vie de la nation, à leurs joies comme à leurs deuils. A la mort du Dauphin, devant un catafalque orné avec goût, ils chantent la messe, les vêpres et les matines et donnent

(1) Valhem, *Histoire de Villeneuve-lez-Avignon*, ms. p. 332.

cinq absoutes. Ils célèbrent, par des *Te Deum* ou des processions solennelles, la naissance des princes et des princesses, les victoires de nos armées et la conclusion de la paix (1).

III

DIOCÈSE D'ALAIS

I. — *Le chapitre de la cathédrale d'Alais.* — Tout d'abord l'église d'Alais ne fut qu'un simple prieuré dépendant de l'abbaye de Cendras. Une bulle du pape Sixte IV du 11 des calendes de septembre (22 août) 1472, obtenue à la demande de Jean du Vergier, président au Parlement de Toulouse, baron et co-seigneur d'Alais, érigea ce prieuré monacal en collégiale séculière, composée de dix chanoines : un doyen, première dignité du chapitre, un sacristain-curé, huit simples chanoines, dont quatre au moins devaient être originaires d'Alais. La nomination du doyen était réservée au pape. Jean du Vergier, ses héritiers et ses successeurs recevaient le droit de présentation et de patronage pour la sacristie, les canonicats et prébendes. La bulle unissait au doyenné l'église paroissiale et le prieuré séculiers de Malbosc (diocèse de Viviers), et à la mense capitulaire l'archiprêtré et l'église paroissiale de Caraman (diocèse de Toulouse), les églises paroissiales ou prieurés séculiers de Rousson (diocèse d'Uzès), de Saint-Marcel-de-Fontfouillouse (diocèse de Nîmes), les prieurés séculiers et sans cure de Saint-Paul-le-

(1) Il y avait encore, à Villeneuve, un *Chapitre du Saint-Esprit* dont parle l'abbé Soumille, *Journal*, p. 154.

Froid (diocèse de Mende) et de Montbazin (diocèse de Maguelonne) (1). La bulle de Sixte IV fut confirmée par Innocent VIII (1489), Alexandre VI (1500) et Jules II (1504).

En 1694, à l'époque de l'érection du siège épiscopal d'Alais, la Collégiale devint chapitre cathédral et à sa mense fut unie celle de l'église collégiale de Psalmodi, établie à Aiguesmortes depuis sa sécularisation (1537). Le Chapitre d'Alais devait comprendre un prévôt, un archidiacre, un sacristain, un sous-chantre, huit chanoines d'Alais, dix chanoines de Psalmodi. Douze prêtres, deux acolytes et un clerc, amovibles au gré du prélat et du chapitre d'Alais, devaient, sous leurs ordres, exercer le saint ministère dans la cathédrale. Le pape concédait au roi le droit de présenter aux dignités, canonicats et prébendes de la cathédrale d'Alais, à la condition de soumettre cette présentation à l'ordinaire, c'est-à-dire à l'évêque d'Alais ; mais les droits de présentation des patrons de l'ancienne collégiale d'Alais n'étaient pas abolis.

La bulle d'Innocent XII qui érigea le chapitre de l'église cathédrale est du 17 mai 1694 et les lettres patentes de Louis XIV qui portaient confirmation de cette bulle sont datées du mois de juin de la même année (2). La bulle prévoyait pour l'avenir l'égalité des canonicats et prébendes. Pour atteindre ce but, une convention eut lieu en 1702, entre l'évêque d'Alais et les barons de cette ville, de Montalet et La Farre La Salle, héritiers de Jean du Vergier. Conformément à cette convention, il intervint un arrêt du Conseil d'État (4 septembre

(1) Arch. dép. du Gard. G. 751.

(2) Arch. dép. du Gard. G. 751.

1702) ordonnant que « les canonicats de ladite mense d'Alais seront supprimés à mesure qu'ils viendront à vaquer et réduits au nombre de quatre et que, la réduction faite, les deux premiers canonicats vacants seront de la présentation desdits barons, comme patrons laïques, que celui qui est annexé à la sacristie sera toujours à la collation de l'évêque d'Alais et le quatrième desdits canonicats à la collation alternative dudit évêque d'Alais et de M. l'évêque d'Uzès. » Malgré cet arrêt, de nouvelles difficultés surgirent encore. Pour terminer le différend, il fallut une nouvelle convention entre les intéressés et une ordonnance de l'évêque Beauteville du 17 mars 1764 conforme à l'arrêt de 1702 (1).

Les divers biens constituant la mense du chapitre d'Alais donnèrent, d'après le receveur Laborie, un revenu de 112.402 livres 13 sols 5 deniers, en l'année 1788 ; de 110.553 livres 6 sols 6 deniers, en 1789 (2). D'après la déclaration du chapitre au Directoire du département, en 1790, les revenus en totalité s'élevaient à la somme de 117.232 livres 16 sols 4 deniers et les charges en totalité à 61.246 livres 18 sols 1 denier ; ce qui donnerait un revenu net de 55.985 livres 18 sols 3 deniers (3).

Dans l'histoire du chapitre d'Alais au XVIII^e siècle, nous n'avons guère à signaler que sa conduite à la mort de l'évêque Beauteville. Ce prélat, fortement attaché aux principes jansénistes, fit un testament où il affirmait sa fidélité à cette doctrine : « Je suis bien éloigné, disait-il, de regarder la Constitution *Unigenitus*, donnée sous le nom du pape Clément XI, com-

(1) Arch. dép. du Gard, G. 753.

(2) Arch. départ. du Gard, G. 888.

(3) Arch. départ. du Gard, 2 L. 1, 33.

me une décision de l'Église. Je déclare au contraire que j'adhère de tout mon cœur à l'appel qu'en ont interjeté au futur Concile Messieurs les évêques de Mirepoix, de Senez, de Montpellier, de Boulogne et aux mémoires où ces grands prélats ont déduit les motifs de leur appel et en ont prouvé la légitimité et la nécessité. » Après la lecture de ce testament, un cas de conscience se posait pour les chanoines. Devaient-ils, pouvaient-ils même se conformer aux convenances ordinaires et assister aux obsèques d'un évêque qu'ils considéraient comme mort dans l'hérésie et la révolte contre le Saint-Siège? Ils se déclarèrent pour la négative, décidèrent de s'abstenir de paraître aux funérailles, chargèrent le chanoine-sacristain de présider la cérémonie en sa qualité de curé (1).

Parmi les dignitaires du Chapitre, on compte, sous M. de Balore : MM. d'Oms-Alais, Clémenceau, de Vallongue, de Belflon, de Gaillère, curé-sacristain ; sous M. de Bausset : MM. d'Oms-Alais, prévôt et vicaire général, de Rochemore, archidiacre, de La Fare, chantre, Beau, curé-sacristain, de Vendomois, sous-chantre, Restaurand de Lirac, Giraud, vicaires généraux.

Le prévôt, d'après M. Bardon, attendait la mitre depuis dix ans ; Beau était le prédicateur à la mode ; de Rochemore, très ambitieux, se piquait d'être fort en économie politique ; Sugier, l'ancien camarade de Bridaine, savait donner avec largesse tandis que ses confrères se montraient intraitables quand on faisait appel à leur générosité pour réparer le temple

(1) *Recherches historiques sur Alais*, pp. 56-62. — Abbé Goiffon, *Archiprêtre d'Alais*, pp. 70-73.

de Dieu ; de Clédat, un des chanoines préciputaires, habitait constamment Versailles (1).

Malgré les traits malicieux du savant auteur de *l'Histoire d'Alais*, le Chapitre était populaire dans la ville épiscopale. Les sympathies qu'il avait conquises se manifestèrent au commencement de la Révolution. Le 25 Mai 1790, les citoyens catholiques de la ville d'Alais, rassemblés dans l'église des Cordeliers, « considérant que le Chapitre cathédral, chargé de la prière publique, entretient la majesté du culte, ranime la piété des fidèles par ses exemples, soulage la misère des pauvres par ses aumônes et répand la consolation dans les familles, » demandèrent à l'Assemblée Nationale et au Roi le maintien de cet antique établissement ecclésiastique (2).

II. — *Chapitre de Notre-Dame-de-Bonheur*. — Ce Chapitre était primitivement un monastère de chanoines réguliers de Saint-Augustin, fondé, au commencement du XII^e siècle, entre les montagnes de l'Aigoual et de l'Espérrou. Les chanoines devaient, une semaine chacun, à tour de rôle, sonner la cloche afin de ramener les passants égarés, en temps de brouillard ou de neige. Ils furent chassés par les guerres religieuses et virent leur église et leur habitation dévastées ; ils ne reprirent plus la vie commune, malgré les sommations des évêques de Nîmes et d'Alais. Le *Pouillé* de 1760 leur attribue un revenu de 2.807 livres à répartir entre six chanoines. En 1781, le chapitre d'Alais supplia l'évêque « de vouloir bien procéder à la suppression du chapitre de Bonheur et incorporation des biens, droits et revenus en dépendant à la mense du chapitre de son

(1) Bardon, *Lettres du Cardinal de Bausset*, pp. 6, 7.

(2) *Délibération des citoyens catholiques de la ville d'Alais*, broch. in-12, pp. 12, chez Le Clère, libraire.

église cathédrale pour l'entretien des enfants de chœur et leur instruction par un maître capable. » Le vœu des chanoines fut réalisé ; les lettres patentes de Louis XVI touchant cette suppression et union sont datées d'avril 1782 (1).

III.—*Le chapitre des Quatre-Prêtres de Sumène.* — Outre le chapitre cathédral d'Alais et la collégiale de Notre-Dame-de-Bonheur supprimée en 1782, le diocèse d'Alais ne contenait d'autre chapitre que celui des *Quatre-Prêtres Collégiats*, fondé à Sumène, le 17 juin 1531, par les prêtres Jean Serres, Pierre Monnaris et Pierre Amoureux. Ce chapitre ne possédait que 30 livres de revenu annuel. Aussi les titulaires n'étaient-ils pas tous obligés à la résidence. Ils étaient nommés par les chanoines hebdomadiers de Nîmes, sur la présentation du Premier consul de Sumène et des autres collégiats (2).

*
* *

De tous les corps ecclésiastiques de l'ancien régime, les chapitres étaient en général les plus riches. Les grands biens qu'ils possédaient attiraient les fils de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, les clercs instruits et lettrés. La fortune dont ils jouissaient, les grades, le savoir, la dignité de vie de la plupart de leurs membres leur assuraient de la considération et de l'influence. Le maniement des choses temporelles développait chez eux le sens pratique, l'habileté, mais trop souvent peut-être aux dépens du zèle apostolique et de l'intensité de la vie surnaturelle. « Multiples querelles avec l'évêque, intransigeance jalouse sur leurs droits, administration exacte de leurs revenus ou de leurs terres,

(1) Arch. départ. du Gard, G 757, 900, 1500. — Goiffon, *Archiprêtré du Vigan*, pp. 268-271.

(2) Arch. dép. du Gard, G, 200. — Goiffon, *Archiprêtré du Vigan*, p. 316.

poursuite de créanciers récalcitrants ou de tenanciers en retard, grands procès et petites affaires, voilà surtout ce qui les absorbait » (1), à la veille du cataclysme qui allait les emporter comme à la veille de la Réforme. D'ailleurs ils veillaient à la décence de la psalmodie divine à la ponctualité dans les cérémonies sacrées, à la célébration des obits, avec le même souci méticuleux qu'au renouvellement de leurs baux et à la bonne tenue de leurs domaines. Tous n'étaient pas engagés dans les saints ordres. Un certain nombre n'observaient pas la résidence avec régularité et habitaient Versailles, Paris ou ailleurs, à cause d'autres fonctions ou pour tout autre motif. Ceux qui résidaient formaient, autour du siège épiscopal ou dans l'enceinte de leur petite ville, une élite intellectuelle. Si la curiosité de quelques uns se trouvait pleinement satisfaite par les rumeurs de la chronique cléricale ou le bruit des histoires de la cité, beaucoup aimaient les livres et partageaient leur temps entre la psalmodie et l'étude. Ils se passionnaient à creuser le problème de la grâce ou la question des libertés gallicanes. Quelques uns inclinaient vers les idées nouvelles, mais une sorte d'éducation théologique et un commerce assidu avec les docteurs de l'Eglise fournirent à la plupart un appui solide pour soutenir et affermir leur foi. Malheureusement l'esprit processif des chapitres dut contribuer à affaiblir le respect qu'inspirait le sacerdoce et l'épiscopat. L'appel si fréquent des chanoines au Parlement et aux magistrats laïques pour trancher des litiges ecclésiastiques ne put que disposer les esprits à accepter un des principes de la Révolution, la souveraineté du pouvoir civil dans les questions religieuses.

(A suivre)

ALBERT DURAND.

(1) Imbart de La Tour. *Les origines de la Réforme*, tome II, *l'Eglise, la Crise et la Renaissance*, in-8°, Paris, 1908, p. 284.

CHRONIQUE ARCHÉOLOGIQUE

UN MUSÉE PRÉHISTORIQUE A UZÈS

On trouverait difficilement en France un territoire aussi riche en débris préhistoriques que l'arrondissement d'Uzès

Depuis longtemps parcouru dans tous les sens par les archéologues, il est loin d'avoir encore livré tous ses secrets.

C'est qu'on trouve ici des conditions d'existence exceptionnellement favorables. Pas de haute montagne, mais des collines, tantôt calcaires et criblées de grottes, tantôt siliceuses et couvertes de giboyeuses forêts ; — un grand fleuve, chemin naturel facilitant les apports lointains ; — deux cours d'eau singulièrement poissonneux, traversant le territoire dans toute sa largeur ; — un sol varié, fournissant à la fois le *silex* pour les outils et l'*argile* pour la céramique Telle est l'extrême diversité de ce riche pays ! — Ajoutez à cela un ciel exceptionnellement pur, et vous comprendrez pourquoi cette terre fut toujours considérée comme un véritable paradis par nos rudes ancêtres. •

Voilà pourquoi les *stations* préhistoriques abondent sur tous les points. En réalité il n'y a qu'une seule, une immense station qui s'étend d'un bout à l'autre du pays. Je comparerais volontiers les canons de la Cèze et du Gardon à une longue rue de ville où les habitations souterraines se succédaient, presque sans interruption, sur l'une et l'autre paroi !

Faut-il s'étonner après cela du nombre des fouilleurs de grottes et de stations ? Pour mémoire, je signalerai seulement les travaux et recherches des Allègre, E. Dumas, Baumefort, Rousset, Delorme, Cazalis de Fondouce, Lombard-Dumas, Nicolas d'Avignon, de Saint-Venant, frère Sallustien, G. Carrière, docteur P. Raymond, Granet de

Roquemaure, Ulysse Dumas..... J'en passe, et des meilleurs! A maintes reprises, nous avons nous-même parcouru les gisements du Gardon et de la Cèze: jamais nous n'en sommes revenu sans une abondante moisson de documents nouveaux.

Il y a une quinzaine d'années, notre savant collègue le docteur Raymond condensait dans un fort intéressant ouvrage tous les résultats acquis dans cet arrondissement. Depuis lors, les découvertes se sont multipliées, et c'est un second volume qu'il faudrait ajouter au premier pour le mettre à point.

Malheureusement, la plupart des objets trouvés au cours de ces fouilles sont allés se perdre en des collections lointaines, de sorte qu'il est impossible d'avoir sur place, aujourd'hui, une impression d'ensemble de toute cette industrie primitive. C'est pour remédier à cet inconvénient qu'il s'est créé, à Uzès même, il y a déjà quelques années, un groupe de jeunes gens dans le but très louable d'explorer tous les gîtes de la région et d'empêcher la dispersion des objets recueillis. Sous le nom de *Groupe spéléo-archéologique*, ils formaient un noyau très actif dont chaque membre se montrait doué d'aptitudes diverses.

L'un d'eux avait la spécialité de rechercher les grottes encore inconnues ; — un autre possédait le *flair* qui fait trouver du premier coup l'endroit où doivent se porter les fouilles ; — un troisième avait pour mission d'étudier les matériaux recueillis et de les porter à la connaissance du public scientifique, etc.

Dès le début, ils choisirent comme président notre regretté collègue Ulysse Dumas de Baron et purent profiter ainsi de l'expérience consommée d'un vieux connaisseur. La mort de ce savant ami vient de les plonger dans une grande affliction, mais non dans le découragement. Ils ont à leur tour acquis l'expérience et peuvent voler de leurs propres ailes. Malheureusement, les déplacements sont coûteux, les fouilles profondes réclament le concours d'auxiliaires pour creuser les tranchées et rejeter la terre derrière soi ; tout cela exige autre chose que du courage et de la bonne volonté !... Or, voici que le Groupe paraît avoir triomphé de ce sérieux obstacle. Dans une de ses dernières séances il vient d'offrir le titre de Président à M. G.

Pascal qui a bien voulu l'accepter. De tout cœur nous félicitons à la fois, et le groupe d'avoir trouvé le concours pécuniaire dont il avait tant besoin, et M. Pascal d'avoir choisi une occupation vraiment digne d'un homme éclairé. Quand on a la chance d'être à la tête d'une fortune respectable il n'est pas de meilleur usage, selon nous, que de la faire concourir aux progrès de la science ou au bien de l'humanité.

Est-il besoin d'ajouter que la politique, cette politique qui nous divise, à Uzès comme ailleurs, doit-être et sera, d'après la volonté formelle du groupe, entièrement bannie de ses préoccupations ?

J'ai dit quel était le zèle des chercheurs d'Uzès, mais je n'ai point fait connaître combien leurs premiers efforts furent couronnés de succès.

Ce fut d'abord l'exploration de la *Baume longue* de Dions d'où ils rapportèrent un nombre considérable de beaux *bracelets* finement ornés, de *perles* dont plusieurs en *callais*, de silex travaillés de toute forme et de toute dimension, de céramiques dont quelques-unes d'un type extrêmement rare.

A l'*En Quissé*, déjà connu depuis longtemps, ils découvrirent et déblayèrent un petit couloir où se trouvaient deux sépultures dont une seule leur fournit 250 perles en bronze ou cuivre !...

Au *Figuier*, au *Tal*, à la *Baume Feraud*, etc.. ils mettent à jour quantité d'objets du plus vif intérêt.

Mais la fouille capitale, le clou de toutes ces opérations, est sans contredit le déblaiement de la *Grotte Nicolas*, ainsi désignée du nom de son heureux inventeur. Entr'autres objets intéressants ils en ont tiré cette statuette en terre cuite, pièce unique, qui fit sensation dans le public scientifique et dont on peut voir un moulage au Museum de Nîmes. Mais je craindrais de commettre une indiscretion en insistant sur des recherches qui ne sont point encore terminées et dont les résultats complets seront présentés sous peu par le groupe spéléologique lui-même.

Parmi tous les objets recueillis ainsi dans les grottes ou stations, ce qui attire surtout l'attention c'est la céramique préhistorique. On peut admirer là les types les plus divers

et les plus merveilleusement décorés. Je signalerai surtout de beaux échantillons de vases à décor *incisé* ; des coupes à fond *étoilé* et par dessus tout les spécimens de céramique que j'appellerai à *décor champlevé*. Ce sont des ornements géométriques-damiers, grecques, lignes brisées, dents de loup-figurés non par des traits plus ou moins profondément incisés, mais par des bandes dont le relief a été obtenu par évidement de la partie adjacente ; c'est un véritable travail de ciselure appliqué à la terre glaise. Il y a là certainement la preuve d'influences lointaines remontant peut-être à un millier d'années avant notre ère, et dont l'étude sera des plus fécondes pour l'histoire de notre région.

La collection est actuellement installée au premier étage du Café Deleuze où tout le monde peut être admis à la visiter. Mais la place manque et le groupe songe dès maintenant à la création d'un *musée préhistorique* tout à fait indépendant.

Personnellement, je n'ai jamais eu qu'une médiocre confiance en la vitalité des collections spéciales formées dans de trop petites localités. Trop souvent l'enthousiasme du début fait place à la plus complète indifférence et l'on voit hélas ! maintes collections se dissiper faute de soins et d'entretien après la disparition des personnes dévouées qui les créèrent.

Je suis heureux d'ajouter que tel ne sera point le cas à Uzès. Un Musée préhistorique au centre de cette région privilégiée me paraît on ne peut mieux à sa place.

La ville est par elle-même, fort curieuse à visiter : son beau *Palais ducal*, sa crypte chrétienne, sa merveilleuse *Tour fenestrelle*, ses hôtels de la Renaissance, sa pittoresque vallée de l'*Eure* sont très dignes d'attirer le touriste : le Musée formera le complément indispensable de cette visite.

Ce qui manquait jusqu'à maintenant c'était une installation convenable dans un local indépendant : or nous avons l'assurance qu'une solution favorable interviendra d'ici peu. Dans ces conditions, nous ne pouvons que souhaiter à nos amis d'Uzès tout le succès qu'ils ont si bien mérité par un effort aussi tenace que désintéressé.

FÉLIX MAZAURIC.

POÉSIE

LASSITUDE

Après l'enfièvrement d'une chaude journée
Après les courses dans les bois et les sentiers,
Je retourne vers vous avec la jeune année
Sans que se soit meurtri mon cœur à vos rosiers.

Pantelant, j'ai marché longtemps à l'aventure,
Trainant à mes talons mes souvenirs anciens ;
Mais lassé des méfaits d'une existence obscure
Je me suis souvenu de vous et je reviens.

Prenez-moi dans vos bras de songe, oh ! lassitude ;
Prêtez-moi votre sein, car je suis fatigué,
Et je veux m'endormir selon mon habitude,
Bercé au rythme lent d'un vieil air oublié.

9 Janvier 1909.

GABRIEL DE L'ESPIRANIÈRE.

CHRONIQUE DU GARD

Les chercheurs et curieux de documents historiques trouvent de quoi satisfaire leur amour des choses du passé en compulsant les liasses de vieux parchemins, qui figurent dans la collection Emilien Dumas, — dont son gendre M. Lombard-Dumas a fait don à notre ville et qui est à la disposition du public, à la Bibliothèque municipale de Nîmes.

Voici, par exemple, le « Cahier de doléances, plaintes et représentations » du Tiers-Etat, de la Sénéchaussée de Nîmes, pour être porté aux Etats-Généraux de 1789.

Après des remerciements adressés au Roi pour la convocation des Etats, les rédacteurs du *Cahier* abordent la question de « La Constitution » ; ils demandent la périodicité des réunions et le vote par tête :

« Le bonheur ou le malheur des Peuples, écrivent-ils, étant une suite nécessaire des bonnes ou des mauvaises lois, d'une bonne ou d'une mauvaise constitution, les députés prendront pour base ce principe et concourront, avec S. M., à la recherche des moyens de procurer à la France de bonnes Lois ; en sorte que tous les sujets du roi en ressentent pour toujours les effets salutaires.

... » S. M. sera suppliée de continuer à son Peuple le bienfait qu'elle vient de lui promettre, de s'entourer de ses sujets ; et que, pour cet effet, les Lois seront désormais librement consenties par la Nation dans les Etats-Généraux. Qu'en conséquence, la Nation sera périodiquement assemblée, en la personne de ses représentants, à des époques fixes et rapprochées.

« Que, dans la prochaine assemblée des Etats-Généraux, on commencera à délibérer par têtes, et non par ordres ;

précaution sans laquelle les abus ne pourraient être réformés, ni les Peuples soulagés ; ce qui rendrait cette assemblée absolument illusoire ».

Passant à « l'administration de la Justice » nos concitoyens demandent :

La confection d'un nouveau Code Civil et d'un nouveau Code criminel ; que, dans aucun Tribunal, le titre de Noble ne soit nécessaire pour être juge ; que la Justice souveraine soit rapprochée des justiciables et surtout des habitants des campagnes ; qu'il soit établi, sous l'autorité de la Loi, des tribunaux pacificateurs ; que, dans le Code criminel, on observe que toute la procédure se commence, se continue et s'achève en public ; qu'un conseil soit donné à l'accusé ; qu'il n'y ait qu'une seule classe de juges ; et que tous les tribunaux d'exception soient supprimés, hors les juridictions consulaires ».

Dans le chapitre : « De la Liberté », on lit :

« Il sera représenté, sur la liberté de penser, que rien n'est plus digne de la sagesse de S. M. que d'avoir permis la libre profession de toute religion fondée sur la saine morale, seul moyen d'éclairer les hommes et de les porter à la vertu ; ouvrage commencé par l'Edit de novembre 1787 et qui attend son complément des vues supérieures de S. M. et du progrès des lumières de la Nation...

Sous la rubrique : « De l'Agriculture », on trouve le vœu suivant :

« Que les bois des Religionnaires fugitifs, qui sont en régie, soient rendus aux familles de leurs premiers possesseurs, lorsque les requérants prouveront leur descendance, et même aux héritiers directs, quoique nés en pays étranger, sous la condition qu'ils viendront s'établir en France ».

Parmi les signataires, relevons quelques noms connus :

Rabaut de Saint-Etienne, Voulland, Gide, avocat, député d'Uzès, Palisse de Mérignargues, F. Boissier, Maire de Vauvert, de Ladevèze, Bondurant, Reinaud, Boudon, Teste, Boissière de Bertrand, Trélis de la Bedosse, Sugier de Chantilly, F. Gardies, Nourrit (député de Calvisson), Soustelle, Henri Quatrefages de la Roquette, député du Vigan, Guizot, député d'Aubord.

BIBLIOGRAPHIE

Aigues-Mortes, par M. l'abbé H. AIGON

En 1821, parut une histoire d'Aigues-Mortes, très succincte, incomplète et de médiocre intérêt. L'auteur de cet opuscule de peu de pages, M. Di Pietro, reprit plus tard son premier essai qu'il développa largement, au point d'en faire un gros volume, publié en 1849 et aujourd'hui à peu près introuvable. C'est un travail documentaire plutôt qu'une histoire nettement circonscrite. Le récit, qui devrait s'attacher surtout aux choses d'Aigues-Mortes, aux particularités de son histoire politique et religieuse, se perd dans des longueurs inutiles ou étrangères qui égarent l'attention et fatiguent le lecteur.

Quelques années après, en 1865, un écrivain de bon style, M. Marius Topin, donna sur Aigues-Mortes, une brochure qui devait, d'après son auteur, « à l'aide de documents nouveaux, fixer d'une manière définitive les points par lesquels la Ville d'Aigues-Mortes se rattache à l'histoire générale ». Ce qui manque le plus dans ce travail, ce sont les documents véritablement nouveaux. Les anciens, ceux que fournissait M. Di Pietro, sont surtout rappelés, habilement exploités et mis en meilleur ordre. Il en résulte une histoire intéressante, mais trop abrégée, et, sur beaucoup de points, incomplète.

On pouvait par conséquent faire mieux. M. l'abbé Aigon nous semble y avoir réussi par la publication récente d'une Histoire d'Aigues-Mortes qui évite les défauts des deux histoires antérieures et en possède les principales qualités. Le volume est de modestes dimensions, suffisant pour le but de vulgarisation que se proposait son auteur.

Il est documenté avec soin, bien ordonné et de lecture agréable.

Les premiers chapitres présentent le résumé historique, précis, bien détaché, qui va des origines jusqu'à notre époque. Ils découpent dans l'histoire générale ce qui est spécial à la petite ville qui se perd dans les lagunes. Ainsi sont mis en évidence ses modestes commencements qui ne marquent pas encore l'époque de sa véritable fondation comme ville d'importance historique.

Dans les chapitres qui suivent, nous sommes renseignés sur l'acquisition, par des échanges avec les moines de Psalmodie, d'immenses terrains incultes de notre rivage méditerranéen, par Saint Louis qui voulait établir en ces régions un port appartenant au royaume de France.

C'est seulement au lendemain des dernières Croisades que Philippe le Hardi, pour mettre à exécution les projets de son père et obéir à ses volontés, fit tracer de forme régulière, le plan de la ville nouvelle qu'il renferma dans une enceinte fortifiée. La Ville a respecté depuis lors le plan géométrique du XIII^e siècle, si bien en harmonie avec les admirables fortifications qui nous sont parvenues dans leur intégrité.

Aigues-Mortes, par la disposition de ses rues et l'architecture de ses remparts, fait penser à Damiette et à Saint-Jean-d'Acre. mais rappelle plus encore Antioche et toutes nos places fortes du XIII^e siècle. Des murs régulièrement crénelés, des courtines continues, flanquées par intervalle de tours rondes, forment le fond de ce système de fortification qui est commun à l'Orient et à nos régions de l'Occident. Les portes, étroites et peu nombreuses, répondant aux rues principales de la Ville, sont défendues chacune par deux puissantes tours et possèdent leur pont-levis sur les fossés qui entourent les remparts.

La préparation de la 7^e et de la 8^e Croisades, et, plus tard, l'entrevue de François I^{er} et de Charles-Quint forment la partie la plus glorieuse et sûrement la plus intéressante de l'histoire d'Aigues-Mortes. L'auteur de l'ouvrage que nous analysons insiste avec raison sur ces épisodes de l'histoire d'Aigues-Mortes et les met particulièrement en évidence.

La deuxième partie de son travail est consacrée à l'étude du territoire, à ses terres de production qui étaient limitées et assez pauvres, au moins avant la plantation de la vigne, à ses étangs qui occupent presque tout l'espace et ont aussi leur utilité de production par la pêche, qui est abondante, et par la récolte du sel.

En fin de livre, l'auteur nous fait part de ses espérances qui sont surtout des désirs. Nous voudrions comme lui les voir se réaliser. Aigues-Mortes se réveillerait alors de son sommeil séculaire. Le port, qu'elle possède à proximité de ses remparts, étant délivré des bas-fonds qui l'encombrent, s'élargirait, et, s'ouvrant de nouveau au commerce maritime, provoquerait dans ces régions, aujourd'hui déshéritées, le développement du travail industriel.

G. CONTESTIN.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

VICTORIEN BASTET

Lorsque Victorien Bastet mourut, voilà quatre ans, jeune encore et dans tout l'élan de la production, mais épuisé par trente années d'incessant travail, ce fut dans la presse et dans le monde des arts un concert unanime de regrets exprimés et d'éloges qui n'empruntaient rien de leur sincérité à la camaraderie. Le statuaire tombait en plein succès, après avoir réalisé les espérances qu'avait fait concevoir son talent délicat, où se retrouvait fréquemment la grâce du XVIII^e siècle.

La Société vaclusienne des Amis des Arts devait rendre hommage à son compatriote qui avait apprécié ses efforts pour faire revivre et exalter les traditions artistiques de ce pays ; elle avait acheté une de ses œuvres et lui avait prodigué les sympathies ; l'artiste lui en savait gré et il avait choisi son intermédiaire pour faire don au Musée Calvet, en 1900, de *Fleur des Tropiques*.

Bastet ressentait vivement les marques d'affection et il avait été très sensible à celles de notre société. Cela s'explique aisément. Quand un homme commence à être apprécié du public, qu'il est compté pour quelqu'un et même quand il a conquis déjà la notoriété, il lui reste à devenir prophète dans son pays.

— Et quoi ? le petit un tel, qu'on a connu tout jeune, parfois gauche et timide, pauvre le plus souvent, son nom serait célèbre dans la presse française et étrangère, est-ce possible ?

Aussi, quand une société comme la nôtre, couronne à son tour le succès de l'artiste, c'est qu'il est devenu définitif ; c'est la postérité qui commence.

Or, si Bastet est né à Bollène, c'est à Avignon qu'il est venu chercher les notions élémentaires de son art dans l'atelier d'Armand, c'est là qu'il a exécuté ses premiers essais et qu'il y a le plus grand nombre de ses bustes et de ses médaillons ; c'est le Conseil général de Vaucluse qui lui a accordé une bourse pour l'École nationale des Beaux-Arts. On peut donc dire sans ironie qu'il fut heureux de voir son mérite reconnu ici lorsqu'il n'était plus contesté à Paris. C'est une blessure secrète et d'autant plus vive d'être méconnu dans sa famille et par ses compatriotes : Bastet se réjouirait de voir la Société des Amis des Arts organiser cette exposition, avec le concours de Mme Bastet, du regretté M. Marsoulan, conseiller municipal de Paris, de MM. Lucien Vernet, Flour et Manivet, et avec la bonne grâce empressée de ses concitoyens.

Il m'a semblé que l'heureuse initiative de la Société devait être applaudie et que c'était une précieuse occasion de réunir les notes biographiques, les souvenirs de ceux qui ont connu et aimé l'artiste, les appréciations de la presse, de dresser le catalogue de ses œuvres et de raconter la vie d'un vauclusien qui honore son pays et dont la réputation grandira, lorsqu'on aura pu voir l'ensemble d'une production où des préoccupations étrangères à l'art n'ont jamais trouvé place.



Sur l'enfance de Bastet, j'ai eu la bonne fortune de pouvoir consulter quelques notes écrites par sa mère. Le mieux est de les publier telles qu'elles sont, sans arrangement artificiel :

« Ce fut le 17 janvier 1852 que naquit, d'une famille de paysans montagnards, le jeune artiste Victorien-Antoine Bastet.

« Bel enfant de nature délicate et le dernier né de la famille, il en fut le Benjamin. Ses amusements consistaient, dès qu'il fut en âge de soulever un outil, à construire lui-même ses jouets. Ainsi, vers l'âge de 7 ans, voyant ses parents conduire des charrettes, il voulut lui-même en avoir une pour pouvoir la manier et il la fit ; la charrette terminée n'allant pas à son idée, comme il était d'un naturel bon mais vif, il envoya charrette et outils se promener sur les toits. Mais il continua de dessiner, avec les charbons du foyer, des fleurs et des figures sur les murs. Tout à coup il fut pris par une fièvre dont on crut le perdre ; il resta cinquante jours sans prendre aucune nourriture. Quelque temps après sa guérison, jouant avec des enfants de son âge, il tomba du premier étage et se brisa la mâchoire inférieure. A ce coup-là, on crut la mort certaine ; mais non, la Providence avait ses vues et voulait le laisser vivre encore. Il se rétablit donc et continua ses classes jusqu'à l'âge de onze ans. Ensuite, comme une bonne partie des enfants pauvres des campagnes, il garda le troupeau de ses parents. Ce fut alors que se développa chez lui le goût du travail qui devait occuper la plus grande partie de son existence.

« Il se mit donc à travailler le bois, faisant des

petits soldats qu'il donnait à des enfants plus jeunes que lui ; il fit le garde-champêtre de son quartier suivi de son chien, d'une chienne et de tous ses petits ; il façonna une pipe soutenue par quatre ou cinq bébés, un très beau crucifix, une corbeille de fruits, la République représentée par un groupe de cinq personnages, et différents petits objets tels que vases, cannes, étuis, le tout à son idée. Quelques-unes de ces petites choses furent exposées par lui-même à une exposition qui eut lieu à Bollène en l'an 1865, mais la plupart ont été donnés de ci de là et par conséquent perdus.

« Devenu plus fort, il travailla la terre, mais on le vit de plus en plus rêveur. Ne perdant jamais une minute dans ses moments de loisir, il commença à sculpter la pierre, faisant différentes figures sur les façades et les piliers de la maison paternelle.

« Homme très sobre, ne buvant et ne mangeant qu'aux heures des repas, il travaillait sans relâche. Quoi qu'il fit, c'était toujours du même goût. • Quand je fais quelque chose, disait il, c'est une preuve que j'y tiens •.

« En 1870, il était âgé de 18 ans ; son frère dut partir pour prendre les armes durant la période de la guerre. Ne voulant pas qu'à la maison l'on fût trop gêné par l'absence de ce fils, Victorien travailla jour et nuit. Combien de fois ne l'a-t-on pas vu au clair de lune creusant des sillons de garance.

« Plus tard, vers l'âge de 19 ans, il partit pour commencer ses classes à Avignon...

« Étant devenu conscrit, il obtint un sursis de deux ans, fila sur Paris et entra à l'École des Beaux-Arts, où il eut Dumont et Thomas pour maîtres (1).

(1) Les livrets du Salon indiquent que Bastet fut l'élève de Dumont et Aimé Millet, et plus tard de Thomas.

« Tenant à passer ses vacances auprès de ses parents, il s'occupa à faire des travaux en terre et en plâtre ; il fit le buste de sa mère en terre réfractaire, fit deux fois le buste de son père, fit le médaillon de ses parents, de ses sœurs, de son frère, de lui-même, de la République et certains bas-reliefs. Il fit aussi une Vierge, un saint Joseph, et ses classes terminées, il alla faire son service militaire. Ce fut alors qu'il offrit à ses parents son buste à lui, qui se trouve toujours dans la maison où il est né.

« Nous ne pouvons guère le suivre dans le courant de sa vie artistique. Parlant peu et fuyant les honneurs, il ne parla jamais de son succès, même dans sa famille.

« Comme pour beaucoup d'artistes, la vie ne fut pas des plus heureuses pour lui... »

Sous les doigts de l'enfant naissaient donc mille formes qui révélaient le don précieux de Bastet pour créer des figures, sans qu'il eût encore rien appris, ni dessin, ni modelage. Comment cette faculté allait-elle se développer ? Y avait-il en ce jeune homme le germe d'un véritable artiste ou demeurerait-il un fabricant de *santons* ? Il semble que la flamme de l'art ne doive pas s'éteindre et que, même dans un pays qui n'avait produit encore aucun statuaire, mais qui allait nous donner presque simultanément Félix Charpentier et Bastet, la précoce vocation de celui-ci dut être aidée à ses premiers pas. Un habitant de Bollène vit les objets que conservait la famille de Bastet ; il pensa qu'ils n'étaient pas quelconques et indifférents et il attira sur eux l'attention du Conseil général de Vaucluse. Il le fit dans des termes fort justes : « Ces premiers travaux, quoique faits sans principes, promettent beau-

coup ». Il avait deviné le talent naissant, et c'est grâce à lui que le conseiller général du canton put obtenir de l'assemblée départementale une modique subvention en 1873 pour son compatriote.

Mais cette bourse minime ne pouvait être mise à profit que si Bastet était admis à l'École nationale des Beaux-Arts. Il y entra en 1874, après un passage à l'école d'Avignon et à l'atelier du sculpteur Armand, où il collabora à la décoration de la maison Goudareau, située dans la rue de la République, et dont quelques mascarons sont de sa main.

Le voilà à Paris, boursier de son département, boursier à 300 francs par an, portion si congrue que les pensions d'incurables lui seraient aujourd'hui préférées : un artiste coûte moins qu'un malade à l'hôpital ou un aliéné dans un asile.

Il n'y a que le Conseil général du Nord et certaines villes qui comprennent leur devoir à cet égard. Lorsqu'on voit à l'École un élève porteur d'un pardessus fourré, on ne s'y trompe pas : c'est un boursier de Valenciennes. Valenciennes a donné naissance à Watteau et à Carpeaux, et l'art y est honoré. Nuacluse se défendrait de ne pas honorer l'art, mais ses boursiers n'ont peut-être jamais eu un chaud pardessus. Bastet eut à subir bien des privations.

J'ai le souvenir d'une photographie où il est représenté la tête un peu basse, les yeux caves, l'air triste, presque douloureux, tel qu'un homme qui a souffert de la destinée dès la première heure et dont la jeunesse a été sans joie.

J'ai eu la curiosité de lire les notes que la direction de l'École envoie au préfet à l'appui d'une demande de renouvellement de bourse ; elles sont des plus favorables à Bastet ; elles signalent ses suc-

cès et ajoutent « qu'il travaille avec une ardeur qui compromet sa santé ».

Mais le service militaire interrompt ce labeur acharné, et il constitue pour lui un repos devenu indispensable.

La caserne n'est pas une succursale de l'École de la rue Bonaparte. Non seulement les professeurs et les modèles y font défaut, mais les corvées à accomplir, les gardes à monter, les revues, les marches et les exercices sont une médiocre excitation artistique. Le séjour en est parfois rendu particulièrement pénible aux intellectuels, par la faute peut-être d'un sous-ordre brutal, qui n'entend rien à la méditation et au travail de la pensée. Pourtant la vie militaire n'a pas été rude à tous les artistes incorporés. L'art s'impose à tous et le talent y est souvent reconnu et estimé.

Un capitaine considère que sa compagnie est honorée de la présence d'un peintre ou d'un sculpteur ; elle honore aussi le bataillon et même le régiment tout entier, pour peu que l'aspirant prix de Rome ait l'adresse de faire agréer son portrait au colonel. Mais le colonel, inflexible sur la discipline et incorruptible, n'accordera pas pour ce don flatteur de faveurs bien sérieuses. S'il veut pouvoir travailler en paix, être dispensé des corvées et des promenades militaires, faire accepter par l'autorité l'équivalence des services qu'une loi démocratique n'admet pas, c'est l'adjudant qu'il lui importe de séduire et que le portraitiste doit représenter dans l'éclat de sa grande tenue.

Comment s'y prit Bastet pour jouir d'un peu de liberté, faire quelques bustes et même préparer un envoi au Salon ? Je ne sais, mais il a raconté que la

bienveillance des officiers du 17^e régiment d'infanterie à Béziers, où il avait été versé, lui avait fait ce loisir. Il leur en témoigna sa gratitude en offrant son bas-relief, *le premier péché* pour l'ornement de la salle d'honneur.

C'est peut-être un cas unique dans les annales des expositions que l'envoi fait par Bastet au Salon de 1879, inscrit au livret dans les termes ci-après, avec une déformation de son nom :

Bastel, à Béziers (Hérault) au 17^e régiment d'infanterie : *Narcisse*, statue, plâtre.

Il noua connaissance alors avec M. Vallarino qui goûta son mérite, lui ouvrit sa maison, lui installa un atelier, l'encouragea cordialement et lui demanda son portrait et celui de plusieurs personnes de sa famille (1).

Peu après, libéré du service, le jeune artiste regagne Paris et il a l'idée de traduire la préoccupation de toutes les personnes au milieu desquelles il vient de passer quelques années. Il expose au Salon de 1881 la *Vigne mourante*. C'est une allégorie hasardeuse ; on ne peut aborder ce sujet avec quelque bonheur (2). On ne comprendrait pas mieux du reste la sériciculture protégée, le lin et sa prime ou les traitements anticryptogamiques. La sculpture ne peut se mouvoir que dans un assez petit nombre de mythes, de symboles et d'attributs classiques. La vigne mourante, telle que l'artiste la comprend, c'est une femme qui vient de tomber et qui lutte, arc-boutée

(1) Le statuaire, très touché de cette délicate protection, composa un groupe qui représente un soldat blessé à qui un autre soldat, en tenue de campagne, verse un cordial : celui-ci a les traits de M. Vallarino, l'autre est Bastet lui-même, et il en fit présent au généreux amateur d'art qui l'avait si bien accueilli.

(2) Voir la Vigne régénérée, par Ernest Michel, grand prix de Rome, au musée de Montpellier.

du bras gauche, pour ne pas succomber ; elle lutte avec vigueur, car elle est plantureuse et puissante de formes : ce torse vigoureux, ces cuisses larges, ces beaux bras, ce sein de marbre ne sont pas d'une mourante. L'exécution est supérieure à la conception. Le morceau est savoureux ; il est remarqué et il obtient une mention honorable.

C'est de la même époque que doit dater un *Orphée*, qui dénote une autre erreur de composition. Bastet ayant à représenter le fils d'Apollon, a choisi un modèle, lui a donné une lyre et il a fait de ce modèle une académie qui, si l'on s'en tient à la fidélité de la reproduction, est à peu près irréprochable, mais qui n'a rien de divin et qui ne nous montre qu'un musicien italien horriblement moustachu, grattant son instrument à la terrasse des cafés.

Bastet, comme tant d'autres, au début de la carrière, commettra de ces méprises. Combien d'artistes du reste n'ont pas d'autre esthétique que d'imiter exactement le modèle et sont bien innocents de toute la philosophie que leur prête la postérité ! Mais notre vaclusien ne retombera plus dans ces fautes grossières ; désireux d'acquérir l'instruction générale qui lui a manqué, il lit infatigablement ; il apprend ce qu'il ignore ; il devine, avec une finesse aiguisée par la vie parisienne, ce qu'il ne sait pas bien ; son goût se forme par l'étude des maîtres ; il délaisse à peu près complètement une mythologie où se sont, pour lui, révélés de tels pièges et, tout en exerçant sa main avec les portraits où bientôt il va passer maître, il aborde des sujets où il lui suffira de répandre la poésie et la beauté qui sont dans son âme.

La Source de Vaucluse, qui fut exposée au Salon

de 1882, et qui valut à son auteur une médaille de 3^e classe, est un de ces sujets : elle dénote un progrès, mais elle n'est point sans défaut, malgré des qualités qui seront constatées par des juges sévères. Peladan, particulièrement dur pour la statuaire contemporaine • qui ne satisfait pas les conducteurs d'omnibus ni les voyageurs d'impériale •, reconnaît que • Bastet est très compréhensif du nu • mais il rappelle le mot de Joubert qui justement condamne l'accessoire en sculpture. En effet, la naïade de Bastet est en marche, et, de ses bras levés, geste familier que l'expérience lui interdira plus tard, elle tient une urne légère d'où s'épanche l'eau de la Sorgue. Une source, c'est une femme nécessairement ; un fleuve, c'est un homme barbu ; mais homme ou femme, c'est toujours l'urne qui est l'attribut indispensable, accessoire parfois risible. Les membres inférieurs sont ce qu'il y a de mieux dans cette statue.

La critique, à partir de ce moment, s'occupe du nouveau venu. Charles Clément, auteur estimé d'une biographie de Gleyre, signale dans le *Journal des débats* le *Paradis Perdu* (1884) • où se rencontrent, dit-il, de très bonnes parties dans le bas du torse et le ventre. • C'est Ève, qui sort du Paradis, les bras levés dans un mouvement qui eût irrité Alexandre Dumas fils et qui est, en effet, je l'ai déjà dit, tout à fait disgracieux, et sans explication possible en ce qui concerne surtout le bras droit, et uniquement inspiré par la gymnastique suédoise. Les plis des aisselles, le déplacement de la gorge, l'enveloppement du cou devraient avertir les sculpteurs que ce geste est absolument condamnable.

Il faut arriver à 1885 où l'*Abandonnée* parut, en

plâtre, au Salon, et en 1886, où le marbre fut exposé, pour que Bastet donne un morceau parfait dans toutes ses parties. C'est encore une femme, car c'est toujours la femme qui s'impose à sa pensée d'artiste, en dehors des portraits. Bastet est un amoureux, et son atelier n'est peuplé que d'ombres féminines : Ève, l'Abandonnée, Laure, Carmen, Madeleine, Manon, Vénus, Salammbo, ombres d'amoureuses, et quand il conçoit un sujet, c'est encore la femme seule qu'il interprète : la Vigne, la Source, la Cigale, la Sensitive, Biblis, Fleur des champs, etc ..

L'Abandonnée est assise, le torse nu, les membres inférieurs drapés dans un voile léger (fâcheuse enveloppe pour des extrémités fines) les bras sont allongés entre les genoux, les mains réunies de la manière la plus heureuse, la courbe de la nuque et du dos est d'une ligne souple et harmonieuse, les yeux sont baissés, non clos : le visage porte l'empreinte du regret et de l'inquiétude. Dans le plâtre, les cheveux dénoués sur le front et retombant sur le bras droit ombrent un peu la figure, mais dans le marbre, meilleure inspiration, la masse des cheveux a été relevée, laissant le visage montrer le profond sentiment qu'il éprouve et qu'il inspire.

L'Abandonnée est réellement un poème de douleur. M. Joncières, dans la *Liberté*, M. Louis Ganderax, dans la *République Française*, en parlent très favorablement, et M. G. Lafenestre écrit dans le *Livre d'Or* du Salon : « La facture est des plus remarquables ; les mains sont un chef-d'œuvre de finesse et de modelé : les chairs et les draperies sont exécutées avec un art supérieur qui place M. Bastet au premier rang parmi les sculpteurs contemporains. »

L'artiste est désormais hors concours par le

jugement de la presse et par la médaille de deuxième classe qui lui est attribuée. Si c'est une parcelle de gloire, ce n'est pas le commencement de la fortune.

Le chercheur de formes veut entreprendre de grandes, de puissantes œuvres ; il lui faut un vaste atelier, des modèles coûteux, des blocs de marbre, des monceaux de bronze. Quand sa pensée et ses doigts ont enfanté une figure de simple argile, c'est une terre périssable. Combien de gens ont le goût de se contenter de cette terre cuite qui, elle, représente le travail personnel de l'artiste, qui porte son empreinte et qui atteste son triomphe sur la matière, tandis que le marbre et le bronze sont le plus souvent laissés aux soins du praticien, du metteur au point et du fondeur. Mais si le tailleur d'images ne veut pas demeurer un sculpteur pour salons, s'il ambitionne la réputation de la place publique et des musées, il faudra employer cette matière qui affronte les siècles, précieuse et rare, et qui, une fois payée, ne laisse pas au statuaire la rémunération d'un habile ouvrier.

Bastet connut les mauvais jours, la misère, si rarement épargnée aux artistes ; il eut des heures désespérées ; il fut réduit à porter au mont-de-piété ses médailles du Salon.

Et pourtant quel labeur il savait accomplir ! A l'Ecole des Beaux-Arts, on l'a lu plus haut, il travaillait au point de compromettre sa santé. Toute sa vie il travaillera ainsi. Un jour, il venait d'achever un buste. Il avait une heure devant lui ; il en commença immédiatement un autre, comme George Sand qui, après avoir mis le point final à un roman, écrivait le titre du roman nouveau et entamait le premier chapitre.

C'est le portrait qui fait vivre le sculpteur ou le peintre. Si peu qu'il soit payé, dans les débuts, c'est une aubaine. Bastet en fit un grand nombre, depuis les médaillons et les bustes des amis ou des familiers ou des physionomies curieuses et populaires qui sont des têtes d'études, jusqu'aux monuments d'Alais et aux médaillons du Musée de Toulon.

Ici, il fait revivre les figures provençales de l'abbé Barthélémy, de Cassis, qui écrivit le *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce* et qui fut garde du cabinet des médailles; de Vauvenargues né à Aix, qui trouva « si doux les premiers rayons de la gloire »; de Massillon, né à Hyères, qui ne voulait pas « prêcher comme les prédicateurs de Paris »; de Moreri, aumônier d'un évêque d'Apt, poète, auteur érudit d'un grand dictionnaire historique qui eut vingt éditions; de Gassendi, docteur en théologie d'Avignon; et de Mirabeau. Je voudrais être assuré que Bastet a utilisé le portrait que fit de l'orateur de la Constituante le peintre Avignonnais Sicard, son contemporain, et qui passe pour avoir le mieux rendu « la laideur fulgurante et grandiose » du tribun.

Ces médaillons avaient été commandés par le Ministère de l'Instruction Publique.

Les populations séricicoles du Gard, sauvées de la ruine par les études de Pasteur, lui ont érigé un monument à Alais; elles n'ont pas oublié l'abbé Boissier de Sauvages de la Croix qui, dès 1788, les a guidées, par son livre, dans l'*Art d'élever les vers à soie*. Bastet fut chargé d'exécuter son buste en 1896.

Pour la même ville, il eut à faire aussi le buste du marquis de la Fare-Alais, un des précurseurs des félibres. Ce marquis-poète, dont M. Frédéric Donna-

dieu a publié une intéressante biographie, illustrée d'un portrait à l'eau-forte par Paul Maurou, est l'auteur d'un recueil publié sous le titre de *Las Castagnados*, où sonnent de beaux vers, tantôt narquois, tantôt émus.

Reconstituer une figure historique avec les secours de l'iconographie et nous donner, selon une conception personnelle, un Mirabeau, un Parrocel, ou un Moreri, c'est une difficulté pour le plus érudit et le plus consciencieux des artistes ; mais nous présenter l'image fidèle d'une personne qu'on rencontre tous les jours à la promenade, qu'on salue et qu'on interroge, c'est l'écueil fréquent où sombrent les talents surfaits.

L'épreuve que celui de Bastet est appelé à subir par la réunion de la plupart de ses œuvres, et notamment des portraits qu'il a faits à Avignon, deviendrait redoutable pour le portraitiste, si sa réputation n'était pas solidement établie et justifiée. Elle ne pourra que grandir, grâce à l'importance de cette collection de bustes et de médaillons, où l'on verra s'affirmer la sincérité d'un artiste probe et toujours respectueux de son art. C'est dans ce genre que les qualités et les défauts éclatent le mieux. Il n'y a que des Aristarques qui soient en état d'apprécier un *Narcisse*, un *Orphée* ou une *Salammbô*, mais tous ceux qui vont défiler devant les morceaux exposés par la Société des Amis des Arts porteront un jugement sur les portraits de M. le docteur P., de M. G., de M. P. de B., physionomies avignonnaises ou vaclusiennes bien connues de tous et l'on peut prévoir que ce jugement de l'opinion publique sera extrêmement favorable à l'habileté de l'artiste.

Nous citerions volontiers quelques-uns des bustes exposés, si nous ne doutions fort de notre droit d'imprimer ici des noms et de décider si la forme d'un nez contemporain est à la merci du chroniqueur. On les reconnaîtra avec plaisir et on verra à quel point de perfection sont les portraits du docteur P. Yvaren, de Roumanille et d'Armand de Pontmartin. C'est ainsi que se justifie l'appréciation si juste de M. Lafenestre que Bastet « a fait œuvre d'historien et œuvre d'artiste ». Dans les articles qui lui furent consacrés, au moment de sa mort, le mérite de ses bustes n'est pas oublié, et le *Gil Blas* rappelle « qu'ils valaient par la justesse et la simplicité de l'expression » ; le *Temps* dit qu'« ils étaient d'une vérité parfaite, d'un arrangement heureux et de l'exécution la plus souple. »

Une anecdote qu'on nous permettra de rapporter parce qu'elle ne met point en cause une jolie femme ayant à soutenir une réputation de *professional beauty* et parce qu'elle dénote l'esprit le plus aiguisé et le plus amusant dans la circonstance, montre que le statuaire n'avait guère le souci d'embellir ses modèles. Lorsque fut terminé le buste d'un de nos compatriotes, qui lui était offert par souscription publique, on lui remit le marbre qui allait, avec ses ouvrages, perpétuer sa mémoire. Tout s'était passé conformément aux rites, lorsqu'un ingénu comme on en rencontre partout, lui demanda ce qu'il pensait de la ressemblance de l'œuvre :

— Effroyable, la ressemblance ! s'écria l'éminent critique en se contemplant...

Faut-il expliquer, par ce réalisme du statuaire, qu'il ait fait si peu de portraits de femmes, lui qui savait rendre avec tant de fidélité le charme féminin ? N'auront eu évidemment recours à son ciseau que celles

qui ne devaient rien redouter de la vérité inexorable et d'un artiste un peu fruste, qui ne savait les parer que de leur grâce naturelle.

Bastet, peu démonstratif, n'a pas donné souvent à connaître sa pensée. On sera surpris d'en trouver une expression sur le socle d'un buste qui décore la mairie de sa ville natale, la seule de ses œuvres qui appartienne à la ville de Bollène. Il a tracé de sa main les inscriptions suivantes :

J. H. R. PROMPSAULT

1798-1858

Il faut combattre toute sa vie pour la justice et la vérité.

Pro justitia et veritate ad finem usque certavit.

Hommage à la mémoire de l'illustre Prompsault.

BASTET, 1890.

L'abbé Prompsault, connu par ses polémiques avec dom Guéranger, abbé de Solesmes, et ses luttes contre l'épiscopat, auteur d'un *Recueil général des actes relatifs aux affaires ecclésiastiques de France*, propriétaire d'une riche bibliothèque très convoitée et qui fut acquise par le P. Lacordaire, avait été chapelain de l'hospice des Quinze-Vingts qu'il défendit contre M. de Rambuteau. C'était un ecclésiastique érudit et combatif, attaché aux idées de l'Église gallicane, défenseur des prêtres interdits en dehors des règles du droit canon, qui eut un moment une figure de révolté, fut suspendu par l'archevêque de Paris, Sibour, porta sa cause devant le Conseil d'État et, grâce à un compromis, fut relevé de sa suspension. La date de sa mort ne permit pas à Bastet de le connaître, mais il dut être en relations avec son frère, Jean-Louis, né à Bollène, écrivain comme son aîné, et qui peut-être inspira l'inscription que nous

avons reproduite. Quoi qu'il en soit, il n'était pas sans intérêt de noter l'hommage du statuaire à son modèle, où se manifeste son admiration pour un homme qui défendit le droit.

Rien n'est traité en besogne de commande par un artiste tel que celui dont nous avons entrepris d'écrire la biographie. Son sujet l'inspire, l'exalte et le passionne. Il le traite avec délectation. Il lui insuffle la vie et ne s'étonnerait pas de le voir s'animer, tant il a mis son âme dans son œuvre.

Nous ne voudrions pas, avant d'arriver aux plus fortes et aux dernières statues de Bastet, faire des autres une sèche nomenclature.

Mais faut-il omettre *Première Sensation* (1883), un éclat de rire de fillette, petit buste en terre cuite, un des rares rayons de gaieté dans l'œuvre de Bastet ; une poétique et charmante *Laure*, non point celle des historiens ou des archivistes, mais celle vers laquelle s'avança l'empereur Charles IV, parce qu'elle était la plus belle de la cour d'amour réunie au Palais des Papes, ainsi que Frédéric Mistral nous le rappelait certain soir, dans la même salle où Pétrarque ému assista à ce spectacle ; et *Carmen*, figure d'un caractère hardi et impressionnant, autre dominatrice des cœurs, rendue avec verve et conviction.

Plus il va, plus Bastet recherche son inspiration dans la femme et la traduit de la manière la plus variée.

Sensitive, « délicate statuette », disait Philippe Gille dans le *Figaro*, « très originale sous sa coiffure de boucles », eut un légitime succès. On évoqua Falconnet et Clodion et l'on se félicita d'avoir retrouvé un interprète aussi savoureux des grâces de la femme.

La *Comète* est une gageure, un caprice, un jeu de difficultés. Une femme, aux cheveux flottants séparés en guise de longues ailes, traverse l'espace et s'y élève. Elle est prodigieuse d'élan, de détente rapide. C'est une vision reproduite avec une technique qui reste à deviner.

La *Madeleine* fut diversement accueillie. Pour les uns, elle n'a pas l'air assez contrit, son expression est vague, elle est un peu trop à la mode, avec sa chevelure dans les yeux ; d'autres pensent qu'elle est trop farouche ; qu'elle est pleine de pensées, mais Émile Bergerat en loue la couleur et la forme et son suffrage vaut tous les autres.

La *Vénus aux Myrtes* est très remarquée, encore que ses chairs paraissent « puissantes jusqu'à l'exagération ». Pour Henri Rochefort, elle est gracieuse et bien digne d'être recommandée à l'attention des visiteurs. Henri Havard la cite comme une œuvre dont les autres pays se montreraient fiers.

Salammbô, exposée aux Arts décoratifs, est une figurine délicieuse et qui touche à la perfection.

Nous voici en plein XVIII^e siècle avec *Grain de Beauté* et *Manon*.

Dans la première statue, le *Journal des Débats* voit « une sensuelle et excitante image d'un très joli corps dans un mouvement recherché ». Armand Silvestre y découvre un motif tel qu'il les aimait et lui consacre un petit poème, qui commence ainsi :

C'est un peu plus bas que la hanche
Qu'elle montre, aux yeux des amours,
Le beau signe dont le velours
Fait un point noir sur sa peau blanche.

Sans doute Fragonard n'aurait pas conçu autrement le sujet. Ce dut être, dans la vie de Bastet, un moment heureux, qui dura jusqu'après *Manon*.

Manon ! sphinx étonnant ! véritable Sirène !

Cœur trois fois féminin ! Cléopâtre en paniers...

... et Cléomène

N'est pas digne, à mon sens, de te baiser les pieds.

Bastet en fut jugé digne. Sa statue fit sensation, écrit le *Temps*. Œuvre de grand style, s'écrie le poète Émile Blémont dans l'*Artiste* ; qui séduit par sa souplesse et sa grâce nonchalante, dit le *Gaulois* ; la plus charmante figure de femme amoureuse qu'on puisse voir, dit à son tour le peintre-écrivain Éloy-Vincent ; très admirée, confirme Charles Ponsailhe.

La ville de Paris s'empresse d'en faire l'acquisition, et le rapporteur de la proposition s'exprime ainsi dans le document officiel : « Une œuvre d'une admirable pureté de ligne où la voluptueuse lassitude de l'amour s'épanouit en un mouvement plein de grâce et de souplesse ». La statue est placée dans le cabinet du président du conseil municipal, pour écarter de son cerveau les idées moroses et calmer en lui l'esprit d'opposition.

Assise sur des coussins, Manon étire ses bras dans la fatigue du plaisir ou dans un désir d'amour. Regard aux tendres promesses, cheveux dénoués, chairs fermes et souples, elle a toutes les séductions et elle doit souvent distraire de leurs graves conférences les chefs de service assemblés autour du président.

Fleur des champs, la dernière œuvre, fut parmi les plus beaux marbres du Salon de 1905, « belle fille agreste et vraie, resplendissante de force et de santé ».

Mais l'auteur ne devait pas jouir de son triomphe et la notoriété enfin venue, après de si longues années de travail, elle le trouvait accablé par la maladie.

En 1898, une bronchite l'avait atteint, dont il ne put pas complètement guérir, car il voulut se remettre au travail sans attendre la convalescence ; les rechûtes survinrent, lui laissant de rares rémissions pour continuer sa tâche.

M. Louis Brès, qui l'a vu à cette époque, a tracé de lui cette silhouette : « On le rencontrait, dans le quartier du Petit Montrouge, où il demeurait, non loin du parc de Montsouris, se promenant solitaire et mélancolique, sa haute taille un peu voûtée, le visage amaigri et pâle, marqué au front par cette fatalité qui abrège parfois les nobles destinées comme si elle en était jalouse. Et pourtant le pauvre artiste n'avait pas été gâté par la popularité et les faveurs officielles ». Son état s'aggrava rapidement. En 1902, il fut frappé d'une hémiplégie qui paralysa le côté gauche de son corps devenu débile. Enfin, au moment où, malgré la réclusion où il devait vivre et où ne venaient pas le chercher les commandes, le retentissement prolongé de son succès allait lui valoir la croix et sans doute la Médaille d'honneur, il succomba après de longues souffrances, le 2 Mars 1905, anxieux du sort qui menaçait sa femme et son enfant.

J'ai retracé de mon mieux, avec les éléments dont je disposais, les principales étapes de la vie de Bastet ; j'ai rappelé la plupart de ses travaux et j'ai essayé de colliger, comme pour une couronne funéraire, les appréciations publiées sur ses œuvres. Sans la mort qui l'a fauché encore jeune, cet artiste aurait

eu sa place parmi les premiers statuaires de notre époque. Il ne doit rien à la publicité et à la réclame dans un temps où la critique d'art, sauf de rares exceptions, est rabaissée à des inventaires de reporter.

N'est-il pas regrettable que le Luxembourg n'ait rien de lui, que l'Etat ne lui ait rien acheté pour les Musées, que son département et sa ville d'origine ne possèdent que quelques bustes qui, du reste, proviennent généralement de dons et qu'un modeste monument n'orne pas sa tombe ?

La Société des Amis des Arts aura du moins rempli tout son devoir envers une mémoire qui lui est chère et l'Exposition rétrospective qu'elle fait, d'un assez grand nombre de statues et de bustes de Bastet, montrera qu'il ne mérite point l'oubli et sonnera peut-être l'heure de la réparation.

CATALOGUE

J'ai dressé un catalogue des œuvres de Bastet qui contiendra probablement quelques lacunes. Toutefois, elles ne seront pas nombreuses, car j'ai utilisé les livrets des Salons, les renseignements fournis par M^{me} Bastet, par M. Vallarino et par les amis de l'artiste.

1. — Mme ADAMOLI, *buste*.
2. — Mme AZÉMA, *buste*.
3. — Mme B..., *buste, terre cuite*. — Salon de 1881.
4. — Mme B..., *médailon, terre cuite*.
5. — M. F. B., *buste, terre cuite*. — Salon de 1884.
6. — M. BACULARD, *médailon, terre cuite*.

7. — M. JUSTIN BARDOU.
8. — Mme JUSTIN BARDOU.
9. — L'abbé BARTHÉLÉMY, *médaillon terre cuite. — Musée de Toulon.*
10. — VICTORIEN BASTET, *buste de l'auteur en uniforme militaire. — Appartient à la famille Bastet.*
11. — M. ANDRÉ BERGER (1883).
12. — M. ANDRÉ BERGER fils (1885), *buste bronze.*
13. — Mme BERTRAND, *buste.*
14. — M. LÉON BERTRAND, *buste.*
15. — M. EUGÈNE BERTRAND, *buste.*
16. — Mlle GERMAINE BERTRAND, *buste.*
17. — M. BLANQUÉ, *médaillon.*
18. — Mme BLANQUÉ, *médaillon.*
19. — L'abbé BOISSIER de Sauvages de la Croix, *buste, bronze. — Pour le monument érigé à Alais. 1896.*
20. — Mlle ARMANDE BOURGEOIS, de l'Opéra, *buste plâtre. — Salon de 1896.*
21. — Mme BOURGES, *médaillon, terre cuite.*
22. — M. HENRI BOUVET, *médaillon, terre cuite.*
23. — Mlle de CASSAGNE.
24. — Mlle J. D., *buste, plâtre. — Salon de 1885.*
25. — Mlle DUMOULIN, *médaillon.*
26. — Le Marquis DE LA FARE-ALAIS, *buste, bronze. — Pour le monument d'Alais.*
27. — M. JOSEPH FERRALI.
28. — M. JULES GAILLARD, député, *buste, terre cuite. — Salon de 1887.*
29. — Mme LOUISE GAILLARD, née DE MONTESSUS DE BALLORE, *buste, terre cuite (1883).*
30. — M. JEAN GAILLARD, *buste, terre cuite (1882).*
31. — M. GALÈS, *buste plâtre.*

32. — Mme GALÈS, *médailhon, plâtre*.
33. — GASSENDI, *médailhon, plâtre*. — Musée de Toulon.
34. — M. LÉON GAUTHIER, de l'Institut, *buste*.
35. — Mme GINOULHAC, *buste*.
36. — M. MARIUS GIRARD, *félibre, buste*.
37. — PIERRE GRIVOLAS, *buste, terre cuite, hauteur 0^m51*. — Musée Calvet.
38. — Mme GUY, *buste, marbre*.—salon de 1899.
39. — Mme BLANCHARD, *médailhon, terre cuite*.
40. — M. JULES FLOUR, *buste, plâtre*.
41. — M. Gervig, *médailhon, terre cuite*. — 1888.
42. — M. IMBERT, *buste, plâtre*. — Musée Calvet.
43. — Mme IZAM, *buste*.
44. — Mme D. J., *buste, marbre*. — Salon de 1903.
45. — Colonel Joffre, *buste, terre cuite*. — Salon de 1895.
46. — Mme LIMASSET de LAVAL, *buste, plâtre, hauteur 0^m85*.
47. — M. LOIZEAU, *buste, plâtre*. — Salon de 1888.
48. — Mme Léon MANDEVILLE, *buste*.
49. — MASSILLON, *médailhon, terre cuite*. — Musée de Toulon.
50. — M. MICHEL, *médailhon, plâtre (1887)*.
51. — M. EDOUARD MOURAT, *buste*.
52. — M. MICHEL Noé, homme de lettres, *buste, marbre*. — Salon de 1898.
53. — MIRABEAU, *médailhon, terre cuite*. Musée de Toulon.
54. — Mlle de MONTILLET, *buste, marbre*.
55. — MORERI, *médailhon, terre cuite*. — Musée de Toulon.
56. — Mlle P. L., *buste, terre cuite*. — Salon de 1882.

57. — PAUL PAMARD, député, *buste, bronze*. — Pour le monument de la rue de la République à Avignon. La terre cuite appartient à M. le Dr Alfred Pamard.

58. — M. le docteur ALFRED PAMARD, *buste, terre cuite*.

59. — Mme ALFRED PAMARD, *buste, terre cuite*.

60. — M. JULES PAMS, *buste*.

61. — Mme JULES PAMS, *buste*.

62. — M. BAPTISTE PAMS, *buste*.

63. — PIERRE PARROCEL, *buste, marbre, hauteur 1^m30*. — Musée Calvet. — Salon de 1890.

64. — ARMAND de PONTMARTIN, *buste, bronze, hauteur 0^m81*. — Musée Calvet. — Salon de 1888. Le marbre appartient à M. de Pontmartin.

65. — M. AUGUSTE de PORTALON, *buste*.

66. — Mme A. de PORTALON, *buste*.

67. — M. POURQUERY de BOISSERIN, député, *buste, bronze*.

68. — Mme POURQUERY de BOISSERIN, *buste, terre cuite*.

69. — L'abbé PROMPSAULT, chapelain des Quinze-Vingts, *buste, terre cuite, hauteur 0^m75*. — Appartient à la ville de Bollène.

70. — Mme ROBERT, *buste*.

71. — M. JULES ROBERT, *médaille*.

72. — M. GASTON ROBERT, *médaille*.

73. — ROUMANILLE, *buste, bronze* (pour le monument du square Saint-Martial, à Avignon). — Salon de 1893. — Le plâtre appartient à Mme Roumanille.

74. — EDGARD la SELVE, *buste, terre cuite*. — Salon de 1883.

75. — M. TOURTET, *médaille, plâtre*.

76. — Mme VALENTIN, *buste, plâtre*.

77. — M. VALLARINO, *buste, marbre.*

78. — Mme VALLARIRO, *buste, marbre.*

79. — M. VALLARINO fils, à l'âge de 10 ans, *buste.*

80. — M. VALLARINO fils, en officier de dragons
buste.

81. — VAUVENARGUES, *médailon, terre cuite.*
— Musée de Toulon.

82. — Mme MARCEL VERDET, *buste, marbre.*

83. — Mme THÉODORE VERDET, *buste, marbre.*

84. — M. LUCIEN VERNET, *buste, plâtre* (1885).

85. — M. VERNETTE, *buste, bronze.* — Salon
de 1893.

86. — VIALA, *esquisse, terre cuite.* — Appartient
à M. L. Vernet.

87. — M. VIOLET, *buste, marbre.*

88. — Mme X..., *buste, marbre.* — Salon de 1894.

89. — Mme X..., *médailon, terre cuite.*

90. — Docteur YVAREN, *buste, marbre, hauteur*
0^m65. — Le bronze est au Musée Calvet. — Salon
de 1887.

91. — ABANDONNÉE, *statue, marbre.* — Salon
de 1886, *médaille de 2^e classe.* — Appartient à
M. Justin Bardou Job. — Le plâtre avait été exposé
au Salon de 1885.

92. — ABANDONNÉE, *statuette, bronze.* — Salon
de 1891.

93. — ABANDONNÉE, *statuette, marbre.* — Salon
de 1904. — Appartient à Mme Bastet.

94. — L'AIEULE, *buste, fantaisie.*

95. — L'AMOUR VAINQUEUR, *terre cuite.* —
Appartient à Mme Bastet.

96. — APRÈS LE BAIN, *terre cuite.* — Appartient
à Mme Bastet.

97. — BIBLIS, *statue, plâtre.* — Salon de 1900.

98. — CARMEN, *buste, terre cuite*, 1899. — Appartient à M. Chantron.

99. — CARMEN, *statuette plâtre*. — Appartient à Mme Bastet.

100. — CATALANE, *buste, marbre*. — Appartient à M. Marsoulan.

101. — CIGALE, *statuette, marbre*. — Salon de 1891.

102. — LA COMÈTE, *marbre*. — Salon de 1898.

103. — DANSEUSE, *statuette, plâtre*. — Salon de 1901.

104. — LE DÉSESPOIR, *terre cuite*. — Appartient à M. Vallarino.

105. — LES DEUX SOLDATS, *groupe*. — Appartient à M. Vallarino.

106. — DIANE CHASSERESSE, *esquisse, terre cuite*. — Appartient à M. L. Vernet.

107. — DOULEUR, *esquisse, terre cuite*. — Appartient à M. L. Vernet.

108. — L'ENFANT QUI DORT SUR UN ROCHER, *marbre*. — Salon de 1902.

109. — EROS, *terre cuite*. — Appartient à Mme Bastet.

110. — ÉTUDE, d'après le modèle vivant, moulée aux frais de l'École Nationale des Beaux-Arts, *statue plâtre*. — Haut. 1^m20, appartient à M. L. Vernet.

111. — ÉTUDE pour une pierre tombale, *maquette, terre cuite*. — Appartient à M. L. Vernet.

112. — EVE, *statue marbre*. — Salon de 1903, acquise par le Conseil Général de la Seine.

113. — EVE, *terre cuite*. — Appartient à M. Marsoulan.

114. — LA FÊTE A GRAND'MAMAN, *buste marbre*. — Salon de 1892.

115. — FILLETTE QUI PLEURE ET FILLETTE QUI RIT, *statuettes*. — Appartiennent à M. Vallarino.

116. — FLEUR DES CHAMPS, *statue marbre*. — Salon de 1905. — Appartient à Mme Bastet.

117. — FLEUR DES TROPIQUES, *plâtre*. — Hauteur 1^m24, au musée Calvet.

118. — GÉNIE PENCHÉ SUR UN MOURANT, *esquisse, groupe terre cuite*. — Appartient à Mme Belaud-Dessales.

119. — GRAIN DE BEAUTÉ, *statue, marbre*. — Salon de 1897, appartient à M. Pams, sénateur.

120. — GRAIN DE BEAUTÉ, *esquisse, terre cuite*. — Appartient à M. J. FLOUR.

121. — GUILLAUME TELL, *esquisse, terre cuite*. — Appartient à M. L. Vernet.

122. — LAURE, *buste, terre cuite*. — Salon de 1889, appartient à M. Lucien Vernet.

123. — LAURE, *buste, marbre*. — Salon de 1890.

124. — LIBELLULE, *maquette, terre cuite*. — Appartient à M. Vallarino fils.

125. — MADELEINE, *statue, marbre*. — Salon de 1892.

126. — MANON, *statue, marbre*. — Salon de 1904. Acquis par la Ville de Paris, pour le cabinet du Président du Conseil municipal.

127. — MANON, *statuette, marbre*. — Salon de 1898

128. — MIGNON, *statuette, marbre*. — Appartient à Mme Bastet.

129. — MIREILLE, *esquisse, terre cuite*. — Appartient à M. L. Vernet.

130. — NARCISSE, *statue, plâtre*. — Salon de 1879.

131. — ORPHÉE, *statue, plâtre*. — Appartient au département de Vaucluse.

132. — PARADIS PERDU, *statue, plâtre*. — Salon de 1884.

133. — LE PARDON, *terre cuite*. — Appartient à Mme Bastet.

134. — PAYSANNE BUVANT, *terre cuite*. — Appartient à Mme Bastet.

135. — LA PREMIÈRE SENSATION, *statuette*. — Appartient à M. Tallarino.

136. — Id. *La terre cuite, buste*, appartient à M. L. Vernet.

137. — LE PREMIER PÉCHÉ, *bas relief*. — Salle d'honneur du 17^e d'Infanterie.

138. — LE PRINTEMPS *terre cuite*. — Appartient à M. Pouget.

139. — LE RÉVEIL DE MANON, *statuette, bronze*. — Salon de 1899.

140. — SENSITIVE, *statue, marbre*. — Salon de 1895, appartient à M. T. Gund.

141. — SENSITIVE, *statue, marbre*. — Salon de 1902, appartient à M. de Montillet.

142. — SENSITIVE, *esquisse, terre cuite*, appartient à M. L. Vernet.

143. — SI J'ÉTAIS ROI, *terre cuite*, appartient à M. Pouget.

144. — SOURCE DE VAUCLUSE, *statue, marbre*. — Salon de 1882, médaille de 3^me classe.

145. VÉNUS AUX MYRTES, *statue, marbre*. — Salon de 1896, appartient à M. Pams, sénateur.

146. — VESTALES, *terre cuite*, appartient à Mme Bastet.

147. — LA VIGNE MOURANTE, *statue, plâtre*. — Salon de 1881, mention honorable.

ART DÉCORATIF

148. — LA BOTTE A PAPA, *statuette*, appartient à M. Vallarino.

149. — CHEMINÉE DÉCORATIVE, *terre cuite*, appartient à Mme Bastet.

150. — DESSUS DE CHEMINÉE, appartient à M. E. de Speyr.

151. — GAULOIS ET GAULOISE, *lampadaires, bronze*, appartiennent à M. de Speyr.

152. — LE LAPIN AUX AGUETS, appartient à M. Vallarino.

153. — MATOU, *terre cuite, étude*, appartient à M. L. Vernet.

154. — MONUMENT FUNÉRAIRE DE M. BARDOU JOB, père, avec un buste.

155. — MOTIF DÉCORATIF pour la façade du Collège de Narbonne.

156. — MOTIF DÉCORATIF pour l'Hôtel de Ville d'Orange.

157. — PIPES, appartiennent à la famille Bastet.

158. — PROJET DE GRANDS LAMPADAIRES, *maquettes, terre cuite*, appartiennent à M. de Speyr.

159. — LE RAMONEUR, *statuette*, appartient à M. Vallarino.

160. — SALAMMBO, *bas-relief, marbre*. — Salon de 1896.

161. — SALAMMBO, *statuette, plâtre original*, appartient à M. Marsoulan.

162. — SIRÈNE, *plâtre (bougeoir)*, appartient à Mme Bastet.

163. — TABAGIE, appartient à M. Marcel Sénéchal.

JULES BELLEUDY.

ÉTUDES SUR LE PREMIER EMPIRE

AIGUESMORTES ET LES CROISIÈRES ANGLAISES

Ce fut une existence singulière et tourmentée, que celle des habitants de nos côtes après le désastre de Trafalgar. La mer était aussi complètement anglaise que possible ; nous n'avions plus guère à nous que les portions du littoral couvertes par les canons de nos redoutes. En dehors de ce territoire, tout le rivage était pays frontière, incessamment exposé aux insultes d'un ennemi désormais sans adversaire sérieux. Il n'était si misérable hameau de pêcheurs, crique si reculée qui fut à l'abri d'une visite inattendue et désagréable, d'une bombe jetée en passant par quelque frégate anglaise en chasse. Les rares corsaires, qui soutenaient sur mer le renom du courage français, les Robert Surcouf et les Tom Souville, pour citer les plus célèbres, pouvaient faire quelque mal au commerce Anglais, l'inquiéter un peu ; mais n'offraient à la marine française que de magnifiques exemples de courage sans lui apporter des forces bien sérieuses. Nos grands ports étaient dans un marasme complet ; sur leurs quais déserts errait une population affamée de portefaix et d'ouvriers aux aguets de la moindre voile signalée à l'horizon et se disputant avec rage les rares aubai-

nes dues à un heureux hasard. Ils maudissaient l'auteur du blocus continental, blasphémaient ses victoires qui prolongeaient leur agonie et souhaitaient ardemment sa chute. Leur haine concentrée exaspérée par la faim préparait à Marseille et à Bordeaux les sanglantes journées de la réaction de 1815.

Les petits ports étaient non seulement moins éprouvés, mais ils jouissaient même d'une prospérité inaccoutumée. Le peu d'activité du commerce maritime des pays qui composaient alors le territoire de l'empire français s'était réfugié dans le cabotage. De tout petits bâtiments de faible tirant d'eau se glissaient sournoisement le long des côtes, les rasant à les frôler, toujours prêts à se réfugier dans les bas-fonds inaccessibles aux navires de guerre. Une chaîne de postes sémaphoriques reliés les uns aux autres et bien organisée éclairait leur route et leur signalait l'apparition au large de tout navire suspect. Ils naviguaient donc avec une certaine sécurité, à la seule condition de ne jamais s'écarter du rivage protecteur et de prendre pour relais de route les petits ports qu'ils trouvaient chemin faisant, sécurité relative sans doute, que bien des chances malheureuses pouvaient compromettre ; mais le métier était rémunérateur, par ce temps de cherté exorbitante des frêts : aussi pullulaient-ils sur nos côtes.

Un voyageur français qui visitait Gênes en 1817 nous a conservé le témoignage très vivant de cet état d'esprit. Comme il se rendait par mer de Lerice à Gênes, il fut étonné des sentiments bonapartistes des marins qui l'entouraient : « Le capitaine ou patron de notre barque et ses matelots exprimaient

ouvertement leurs regrets du changement de domination et déploraient le retour de la paix; Cependant, leur disions-nous, vous ne pouviez naviguer sans danger ? — Ah bah ! le danger ! répliquaient-ils, on était pris quelquefois, mais on était bientôt relâché. Une fois notre bateau fut coulé bas ; mais nous gagnâmes la côte à la nage. Chaque voyage de Gênes à Lerice valaient 15 à 20 napoléons, et le retour de 10 à 12. Les matelots mettaient chacun un napoléon et demi dans leur poche (1). »

Ce fut l'état d'esprit de la population de la petite ville d'Aiguesmortes et de son annexe, le Grau du Roi, situé au milieu d'un dédale de marais. Ne communiquant avec la mer libre que par un étroit chenal accessible seulement à de minuscules navires, ce petit port avait une existence artificielle. Son importance était nulle ; sa misère en général, très grande. Tout ce littoral est dans l'eau et c'est de l'eau. De minces cordons de terre se sont insensiblement formés suivant des lignes parallèles au rivage, sables mouvants ou étangs perfides enserrant la vieille cité de Saint-Louis, ses remparts et ses tours, avec ça et là, dans l'étendue incertaine, quelques huttes de saliniers ou de gardiens de manades, paysages étranges et pittoresques que je ne décrirai pas après tant d'autres. Ce ne sont pas des impressions artistiques que je recherche ici, mais les quelques épisodes de guerre qui se sont déroulés sur ce rivage si retiré et d'aspect débonnaire. Il y aurait d'ailleurs une certaine ironie à les prendre au tragique. Si le canon a grondé souvent dans la baie paisible du Grau, il n'y a fait aucune victime. Une fois seulement une équipe de

(1) L. Simond. — *Voyage en Italie et en Sicile*. — Paris, A. Sautet, 1828, t. II, p. 351.

matelots anglais a débarqué sur la côte et détruit un sémaphore : après quoi elle s'empessa de rejoindre ses navires d'attache à la recherche d'une besogne plus utile. Mais si l'ennemi ne viola qu'une fois le territoire français, il n'en fréquenta pas moins très souvent ces parages et fit passer de bien mauvaises nuits aux gardes nationaux d'Aiguesmortes. Ceux-ci ne s'en plaignaient pas trop ; en effet chaque apparition des frégates anglaises était le signal de l'entrée dans le port de petits caboteurs qui y laissaient de l'argent et parfois y déchargeaient leurs cargaisons, attirant ainsi des marchands de Nîmes ou de Montpellier. C'était surtout aux approches de la foire de Beaucaire que se produisaient ces alertes. Il en résultait que la très catholique et royaliste population d'Aiguesmortes, si elle ne fut pas complètement convertie à l'Empire, en acceptait assez volontiers le régime ; rien n'incline plus les sympathies vers un gouvernement que de garnir ses poches en paraissant le servir.

La situation des lieux explique ces escarmouches à fleur de peau et les promenades des bâtiments anglais autour de ce rivage. La petite baie où débouche le chenal du Grau-du-Roi s'ouvre entre l'embouchure du Rhône et le port de Cette ; elle est orientée du Nord Est au Sud-Ouest. A l'Est le cordon sablonneux, renforcé par les alluvions du Rhône, s'avance dans la mer et porte le nom significatif de *Terre-Neuve* qu'il mérite d'autant plus qu'il s'accroît sans cesse ; il est terminé par le cap de l'Espiguette. A cette époque le phare de ce nom n'existait pas ; il y avait seulement un poste sémaphorique qui jalonnait la direction à suivre par les bateaux allant de l'embouchure du Rhône à Cette. A l'Ouest la corde

s'infléchit jusqu'au poste des Aresquiers, tout près de Cette, dessinant la partie rentrante d'une faucille ouverte vers le large.

Les petits caboteurs, qui traversaient cette baie, avaient la très légitime tendance de ne pas en suivre le contour; mais de piquer droit devant eux sur Cette ou le Grau-d'Orgon, suivant qu'ils venaient de l'Est ou de l'Ouest; si même rien de suspect ne venait déranger leur route, ils se risquaient jusqu'à pousser directement sur Marseille. C'était là où les attendaient les croiseurs Anglais. Ils surveillaient étroitement la corde de l'arc et fondaient vivement sur les barques aventurées un peu trop au large. Celles-ci s'empressaient aussitôt de se réfugier dans la baie du Grau et de s'abriter dans le chenal sous la protection d'un minuscule fortin, qui existait encore il y a une trentaine d'années, petite antiquité d'étagère de musée d'artillerie, dont les canons remontaient à Louis XIV. C'était une manœuvre devenue classique, répétée avec des chances diverses, mais le plus souvent favorables au gibier poursuivi protégé par sa petitesse. Mais pour peu qu'il manqua l'entrée du Grau ou que son tirant d'eau lui en interdisit l'entrée, le chasseur s'obstinait et mettait des chaloupes à la mer pour s'emparer du petit bâtiment. Le sous-officier vétérân qui gardait le fortin pointait aussitôt ses canons; les douaniers, les gardes nationaux, se hâtaient vers les postes du littoral, vers le sémaphore de Terre-Neuve surtout. La paisible petite baie retentissait du bruit de l'artillerie et de la fusillade; le frisson de la guerre passait dans ces infimes unités, éparses sur ces lagunes désertes et perdues entre la terre et l'eau.

Tout cela n'était pas bien sérieux; on verra par les

documents officiels que les principales victimes d'une de ces escarmouches furent les chapeaux de l'équipage d'une embarcation anglaise et que pour augmenter le chiffre des blessés du côté français il fallut citer les artilleurs maladroits. La responsabilité qui pesait sur les autorités administratives n'en était pas moins assez lourde et leur inquiétude justifiée. Il n'y avait dans nos régions, pas plus au chef-lieu qu'à Aiguesmortes aucune force active. Le poids de la défense reposait donc sur les douaniers et les gardes nationaux. Le préfet d'Alphonse avait formé une compagnie de canonniers garde-côtes, recrutée sur le territoire de l'arrondissement de Nîmes et dont le service durait trois mois, à l'origine du moins : Une section de cette compagnie gardait le fortin du Grau. Ces canonniers étaient choisis par le maire de chaque commune sur la liste des gardes nationaux disponibles. Au début cela marcha tant bien que mal ; les hommes désignés grognaient bien un peu ; mais comme ils étaient assez largement soldés, que leur service n'offrait pas grand danger et leur épargnait parfois d'autres corvées plus désagréables, ils se résignaient sans enthousiasme, comme sans trop de protestation aussi. Mais les levées successives épuisèrent le nombre des hommes jeunes et disponibles ; les maires ne surent pas dans leur choix résister aux influences que chacun mettait en jeu pour être dispensé de ce service ; enfin il devint bien avéré que les croiseurs anglais ripostaient assez volontiers aux défenseurs du fortin. Si leurs projectiles ne portaient pas, du moins, entendait-on très suffisamment leur sifflement, pour que les gens d'humeur pacifique eussent la tentation de s'en garer. Le recrutement des canonniers garde-côtes devint

de plus en plus difficile. On fut donc conduit à augmenter le personnel de la compagnie des douanes, celle-ci organisé militairement. Un état de 1813 nous apprend qu'elle comptait 215 hommes, répartis depuis l'embouchure du Rhône jusqu'au poste du Canalet, limite des territoires de Mauguio et d'Aiguesmortes. Mais cette compagnie était disséminée sur un large territoire, où les communications étaient difficiles, parce qu'il fallait contourner les étangs et franchir les canaux ; elle était obligée en outre de fournir des postes aux différentes salines. Malgré ce elle fit, sous les ordres de son sous-inspecteur, M. Gadoud, qui la commanda pendant toute la durée de l'Empire, très bonne contenance, et quelques hommes furent blessés (1). Un capitaine et quatre lieutenants d'ordre complétaient l'état-major de cette compagnie.

Le personnel militaire d'Aiguesmortes comprenait encore un commandant de place à Aiguesmortes : un préposé à l'inscription maritime et un agent de la santé. Tous ces titres peuvent faire illusion ; en réalité ce n'étaient guères que des invalides utilisés à titre de retraités et très peu utilisables. La véritable chef de la défense était le maire d'Aiguesmortes, M. de Nesme-Desmarets ; un de ces administrateurs jeunes, actifs et intelligents que le régime consulaire avait su recruter. Ambitieux de se faire remarquer, courageux et acceptant les responsabilités, il payait de sa personne avec entrain dans toutes les occasions où l'ennemi dessinait des attaques. On s'étonnerait à juste titre si, ayant été à la peine, il n'avait pas fait ressortir avec quelque complaisance les titres qu'il avait à l'hon-

(1) Arch. dép. du Gard, G. M. Liasse 18, état du 13 mars 1813, sans côte.

neur. C'est à sa correspondance nombreuse et détaillée que j'ai emprunté les documents principaux de cette étude.

C'est le 15 mai 1807, que pour la première fois les habitants d'Aiguemortes et du Grau entendirent le bruit du canon. Le blocus continental avait été déclaré par décret daté de Berlin du 21 novembre 1806. Les Anglais répondirent par le blocus effectif de nos côtes. Trois petits bâtiments français doubleraient la pointe de l'Espiguette sans songer à mal, lorsque parut à l'ouest venant de Maguelonne une frégate anglaise qui leur donna vivement la chasse. Les trois navires firent aussitôt force de voiles pour gagner le Grau. L'ennemi mit à la mer trois embarcations pour les arrimer ; elles arrivèrent trop tard pour deux d'entre eux qui étaient déjà dans le chenal ; mais elles entourèrent le troisième, qui allait être pris malgré un simulacre de résistance, lorsque la batterie du fortin se mit de la partie. Elle tira sur les Anglais plusieurs coups de canon dont le premier toucha la poupe d'un des canots et lui jeta à la mer deux hommes et des chapeaux (*sic*). Les autres embarcations, dit le rapport du maire d'Aiguemortes, ont regagné le large ; celle touchée a fait le signal de détresse, sur quoi elle reçut des secours. La frégate ennemie reprit le large (1).

C'est une chose assez remarquable que le respect professé par les croiseurs anglais au cours de cette longue guerre pour les fortifications de terre, quelque peu importantes d'ailleurs qu'elles parussent. Beaucoup plus tard seulement et à la fin de l'Empire ils ont osé les affronter. Aussi se tinrent-ils pour dit qu'il

(1) Arch. départ. du Gard G. M. 78. Lettre du maire d'Aiguemortes.

y avait au Grau une batterie suffisante pour leur causer quelque dommage et la laissèrent-ils tranquille pendant quelque temps. Mais le cabotage augmentait de plus en plus et perfectionnait ses méthodes de navigation. En 1808 la foire de Beaucaire s'annonçait exceptionnellement brillante et fréquentée. Les Anglais résolurent d'intercepter la ligne des postes sémaphoriques autour des embouchures du Rhône. Le 17 août une frégate qui croisait aux environs de Beauduc s'aperçut que le poste de Terre-neuve ne répondait pas aux signaux du poste de Faraman : les guetteurs n'étant pas à leur poste. Elle débarqua un détachement au Grau-de-Fer, situé entre la pinède de Sylvéréal et la plaine de Saint-Jean, presque en face de Peccais. Les marins anglais échangèrent quelques coups de fusils avec le poste des douaniers dont l'un fut, ou passa, pour légèrement blessé.

La nouvelle de ce débarquement se répandit très vite. Le maire d'Aiguesmortes rallia les gardes nationaux de sa commune ; le sous-inspecteur des douanes, sa compagnie toute entière. Les gardes nationaux des communes voisines se réunirent en hâte ; ceux de Saint-Laurent-d'Aigouze, naturellement bons premiers. A Vauvert, un sieur Gautier, pêcheur à Gallician, et vieux soldat des guerres d'Italie, réunit en hâte une vingtaine d'hommes déterminés et piqua droit sur Peccais à travers les étangs de Scamandre, par des chemins connus des seuls initiés. Il fut bientôt suivi par la compagnie Vauvert que dirigeait le maire en personne. Le préfet d'Alphonse, averti dès la première heure, fit partir la garde d'honneur à cheval qui commençait à se former. M. de Daunant qui la commandait prit

en arrivant à Aiguesmortes la direction des opérations, comme l'ancien officier le plus élevé en grade. Le préfet d'Alphonse partit lui-même dans la nuit avec la légion à pied de la garde d'honneur, quelques canonniers vétérans et la compagnie soldée de la garde nationale. Bref au lever du soleil du 19 août les vieux murs de la cité de saint Louis virent réunie une petite armée, animée du désir de se distinguer sous les yeux du premier magistrat du département.

Elle n'en eut pas l'occasion. Le détachement ennemi s'était contenté de faire sur la côte une courte promenade d'agrément, avait reconnu les lieux, détruit le sémaphore et s'était rembarqué sans même pousser jusqu'à Peccais. Il y avait eu beaucoup de bruit pour rien et d'Alphonse trouva qu'on l'avait dérangé assez inutilement. Mais il était trop fin pour en rien laisser paraître aux yeux des autorités supérieures : bien au contraire il s'efforça d'amplifier les événements pour montrer combien sa vigilance avait été grande, et combien rapide l'organisation improvisée de la défense. Aussi le préfet maritime de Toulon croit-il devoir prendre un ton grandiloquent pour lui accuser réception de son rapport : « Les Anglais se fussent bientôt repentis de leur témérité s'ils avaient pu être joints par les braves de la garde d'honneur et de la garde nationale qui s'étaient empressés de seconder votre énergie. » Le Ministre de l'Intérieur beaucoup plus calme exprima des remerciements brefs : « Je vous sais gré de m'avoir donné des détails qui m'ont fait reconnaître le dévouement dont sont animés les

habitants de votre département à l'exemple de leur premier magistrat (1). »

Tout ce brouhaha d'éloges et de congratulations officielles n'empêcha pas le premier magistrat du département de reconnaître que la côte de son département était assez mal gardée ou plutôt qu'elle n'était pas gardée du tout. Il demanda l'établissement d'une batterie au Grau-de-Fer, le renforcement des postes de douanes et de la petite garnison d'Aiguesmortes. En attendant, comme les corsaires ennemis se montraient toujours au large, il y laissa la compagnie soldée de la garde nationale de Nîmes. Mais on se doute bien que cette troupe recrutée parmi les citoyens inoccupés et besogneux de la grande ville industrielle ne brillait ni par la discipline ni par les vertus civiques. Aussi le maire d'Aiguesmortes se plaignit-il bientôt des gardiens qu'on avait donnés à la petite place forte qu'il avait l'honneur d'administrer. « Quelques individus de la garde nationale soldée, écrit-il dans une lettre du 13 septembre, désignés pour la garde du sémaphore de Terreneuve, ont commis des excès sur leur route. Ils ont envahi la maison de plusieurs citoyens et ont employé la violence pour se faire donner à boire et à manger. » Il demande une punition exemplaire. A la suite d'une enquête, deux gardes nationaux furent arrêtés et reconduits à Nîmes. Mais le moment n'était pas aux répressions sévères : L'hiver en suspendant les croisières anglaises permit au préfet de retirer cette garnison improvisée et turbulente.

(A suivre).

GEORGES MAURIN.

(1) Arch. dép. du Gard, G. liasse 9 et 150.

LA BEDOSSE ET SES SEIGNEURS

1328-1908 (1)

Les faits circonstanciés de l'expédition sont révélés par l'enquête, ou information secrète, qui eut lieu le 9 juillet suivant sous la direction de M. Grisel dit Boucoiran, juge ordinaire de Ners et Sommières délégué, à cet effet, par la Cour de Nîmes.

M. Guidon des Georges, fils de M. Antoine des Georges, par conséquent oncle de Gilette, âgé de 26 ans dépose en ces termes : « dict estre vray que le
« lundy 27^e jour du moys de Juyn, luy qui parle
« estant au lieu et chasteau de la Bedosse auquel
« lieu estoit allé pour certaynes siennes affères sur
« le soyr luy estant à l'hière (aire) dud. de Saulsan
« aupres dud. chasteau ne se donna garde que sur-
« vindrent par voys indirectes une gran troupe de
« conpanhons en nombre de vingt quatre ou vingt
« cinq en sorte de soudarts portant arquebouzes
« pistollets à troys canons bastons ferrés espés et
« targues entre lesquels estoyt ung nommé Bertrand
« de Monteils, Grégoire Lamire dict Listori Anthoine
« Corbessac, Christoffe Aubergat dict Corneille,
« Jacques et Pierre Fages, Anthoine Privat et plu-

(1) Voir *Revue du Midi* du 15 septembre 1909.

« sieurs aultres lesquels ne cogneust pas. Lequel
« M. Bertrand de Monteils estoygt en couleur chaussé
« descopes avec un chapeau, espée nue à la main
« et led. Corbessac avec ung baston ferré et ung
« pistolet à troys canons et tous les aultres avec
« espées et targues. Lesquels d'assault entrarent
« dans led. chasteau et entrés que fusrent se mirent
« à thuer gelines et à fère thuer aux chiens que
« menoient. Et alors led. de Salsan leur dict sembla-
« bles parolles bénignement que ne luy fissent thuer
« les gelines car estoyent elles de ses rantiers et servi-
« teurs. Et alors led. de Monteils et sad' conpanie sen
« prinrent contre led. de Salsan renyant et blasfémant
« le nom de Dieu l'appellant iceluy de Salsan bou-
« gre meschant et sad. fame meschante vilayne bas-
« tarde filhe de p..... que sy savions lad Gilette fust
« enceinte dung tel bougre voulant dire dud. de
« Salsan luy mectrions cent foys le pied dessus et la
« ferions morir dans un cortin (cachot) avec le tems
« et que sy la prenoient la feroient passer par la
« fenestre disant aussy led. de Monteils que lad.
« Gilette nestoit point de sa race ny point fille de
« Christofe de Monteils son frère, mais de race de
« faulsère reitérant plusieurs foys lesd. parolles.

« Dict que les susd. companhons estant antrés
« dans la basse court et porge (porche) dud. chasteau
« fust led. de Monteils et ses complisses que se
« mirent à rompre les portes de la salle basse de la
« tour et de la chambre ou lesd. de Salsan ont acous-
« tumé tenir tous les meubles diceux et le scoit il lui
« qui dépose pour l'avoir veu et ravisrent robbes
« joyaux, bagues tant dud. de Salsan que de sad.
« fame ainsy que papiers et documents desd. mariés.
« Dict que lesd. companhons adssistant avec led.

« de Monteils vindrent dans lhière et trouvarent
« deux charges de blé netoyé et incontinent ung
« nomé Anthoine Privat, Christofe Aubergat dict
« Corneille et led. de Monteils se mirent à charger
« led. blé sur le cheval dud. Privat et le conduisi-
« rent en Allez. Et alors led. de Salsan leur voleu
« remonstrer que ce estoyt mal faict de empourter
« ainsy les blés à tout le moing sans scavoir ce que
« y avoyt et alors led. de Monteils et companhons
« se prirent à renyer et blasfèmer le nom de Dieu
« quils les enpourteroient disant : « *Per la cap et le*
« *ventre Diou, je renye Dieu et se tu grognes villain*
« *bougre non te costera que la vio* ». Et en renyant
« et blasfémant tousiours emportarent le blé. Dict
« que les susnommés entrarent par force et violence
« dans le chasteau et y restarent par l'espace de troys
« jours en manière de soudarts quoy voyant led. de
« Salsan et sad. fame crainte que les thuassent
« en sortirent et acompaignés de ses chambrières
« sen allarent de gran nuyct à Larnac et dela en la
« ville d'Allez la ou ils arrivarent sur le minuyct. Et
« illec arrivés lad. de Monteils estant enceinte
« come le déposant cognoit bien cruellement se
« treuva gran malade quelle cuida faillir le fruit
« quelle pourtoit. Dict aussy que plusieurs des ran-
« tiers se plainioient de quelques meubles que
« avoyent perdu et aussy partye de ses gélines feu-
« rent mangé dans led. chasteau avec le pain et
« le vin que trouvarent. Dict aussy que y avoyt aupres
« dud. chasteau un Pal gran et long de boys auquel
« se tenoit un collier pour exercer justice ainsi quil
« est bruict et fame publique et étoyt tout droict et
« planté le soir et nuict que led. de Monteils et com-
« plisses arrivarent et lendemain matin se treuva

• arraché et tombé par terre mais ne scavoit dire qui
« le tomba et larracha.

« Dict aussy que le lendemayn au matin luy qui
« dépose estant retourné à la Bedosse vist led. de
« Monteils et ses complisses que fesoient nettoyer et
« battre par force et violence lesd. bles à l'hierre
« menassant de battre et thuer les rantiers et leurs
« valets sy ne fesoient ce que leur seroyt par eux
« commandé quoy voyant lesd. rantiers et domesti-
« ques feurent contraincts laisser leur propre besou-
« gne pour obéyr aud. de Monteils et complisses et
« leur transpourter le blé et que led. de Monteils fist
« transpourter led. blé par ung nommé Guillaume
• Fajon avec ses mulets et plus na dict ».

Un autre témoin déclare que Monteils et ses complices « se fisrent apporter par les rantiers
« des poulets en frycassée que mangarent néan-
« moing que ce feust après minuyct et la veille de la
« feste St Pierre et St Paul jour de june ».

Un autre rapporte que « le 29^e jour de Juing led.
« de Salsan sen retourna à la Bedosse pour parle-
« menter avec led. de Monteils lequel Monteils cuy
« da luy oster la vye car crya à ses complisses thue !
« thue ! ce meschant bougre. Et iceluy de Monteils
« mettant lespée à la main fist tous ses efforts pour
« le endomager de sa persone quoy voyant led. de
« Salsan s'en retourna dans la ville d'Allez ».

Monteils reste donc maître de la place, s'y installe avec ses compagnons et y fait ripaille avec les provisions qu'il y trouve.

Pendant ce temps, Gillette qui était enceinte de six mois et qui avait été très émotionnée par cet assaut nocturne de la Bedosse, se trouvait gravement malade. Cette fuite à travers champs la nuit l'avait

fort éprouvée et on redoutait à tout instant un accouchement prématuré.

Un mieux cependant s'étant produit dans son état, on la transporta, dans les premiers jours de juillet, à la Voul, maison d'habitation des des Georges, près de Boucoiran. Puis comme elle souffrait cruellement on se décida à appeler un médecin. Voici le certificat que le 10 août Marc Decroze délivre à la malade :

« Je certifie m'estre transpourté au mas de la Voul
« à la réquisition et mandement de nob. Francoys de
« Salsan, dict d'Arènes et de nob. Léonarde de
« Girard cest pour vésiter et panser nob. Gilette de
« Monteils laquelle ay treuvé en fébre douleurs
« deschines de ventre et ensainte. Sur ce luy ordon-
« nay choses confortatives tant delle que de son
« fruict quavoyt au ventre et à cause que voyant une
« sage feme paysane que ne me sembloit pas
« experte luy conseillay en avoyr une de ville que
« eust plus despérance. Alors me nomarent nob.
« Marguerite de Sauzet feme à feu M. Gaucelin
« Calvin pour voyr si seroyt seufizant, laquelle leur
« accorday et incontinen que ce feust conclu par
« leur mandement y alla et lui fist paindre drogues
« apoprié de M. Barthélemy Flavard apoticaire d'An-
« duze. Marc Decroze ».

Après deux mois de cruelles souffrances, Gilette accouchait enfin à 8 mois, le 22 août, de deux garçons qui ne vécurent que huit jours. Ils furent baptisés dans l'église de Boucoiran par le curé de la paroisse, Claude Escudellier, et nommés Antoine et Bertrand.

Convaincu que cet accouchement prématuré était dû aux fatigues comme aux émotions de la soirée du 27 juin, Saussan adresse une plainte au sénéchal qui

ordonne une enquête. « L'an mil cinq cens cinquante
« deux et le douziésme jour du moys de septembre
« au lieu de la Voulte et dans la maison de Jacques
« Devéze dud. lieu, nous Pierre Persil, dict Bocoy-
« ran, licentié es droitz et advocat en la cour prési-
« diale de Nismes, à la requête de F. de Salsan
« avons faict comparoir certains tesmoins.....

Entre autres un chirurgien, Michel Grégoire, qui
fait la déclaration suivante : « Je Michel Grégoire
« chirurgien requis et appelé par le susnommé de
« Salsan en présence de Jacques Devéze, Salvaret
« Pierre, et Loys Borel après avoir veu palpé et
« visité lad. Gilette estant malade en son lict dict et
« rapporte l'avoir treuvée malade en son lict et des-
« tenue en grosse fièvre continue et son estomac
« bien fasché et indigeste grosse douleur de teste
« avecq jaunisse de son visaige et yeux et bonne-
« ment toute sa personne est dicelle couleur et gran-
« dement vexée de lad. maladie à cause de l'incident
« récent quest ocasion à son advis que pourroit tom-
« ber en danger de sa personne. Et pour le présent
« et attendu la qualité et mauvaise disposition de
« lad. Gilette ne pourroit fère aultre jugement mais
« sen estre remis au jugement et voloir de Nostre
« Seigneur. Et dict que cest sa relation à ce que luy
« semble en présence des susdits tesmoins et s'est
« soubzigné. Grégoire Michel ».

Marguerite du Sauzet, veuve Calvin, âgée de 60 ans,
« femme sage », déclare également que « après avoir
« esté advertie par le s^r Marc Decrose docteur en
« médecine de l'estat fascheux de lad. de Monteils
« elle fit à la haste ses préparatifs de despart et prins
« aud. Anduze chez led. apoticaire certaines drogues
« pour fère emplastres pour mettre aux eschines

« pour oster la douleur dicelles et retenir lenfant et
« certaine quantité de drogues confortatives come
« sont opiat faicts en forme de restaurant et aultres
« drogues confortatives pour luy donner à manger
« pour conforter tant la personne que le fruict
« dicelle ».

Ainsi le plan conçu et brutalement mis en exécution par Bertrand de Monteils avait parfaitement réussi. Après avoir expulsé par la force les propriétaires de la Bedosse, il en était resté le maître, et la grossesse de sa nièce avait abouti à un accident qui avait tué « son fruict » tout en mettant sérieusement sa vie en danger. Et dans le cas, peu probable, où elle recouvrerait la santé, il y avait lieu de supposer que, vu sa complexion délicate et si éprouvée, elle ne pût plus avoir d'enfant.

Ce calcul d'une moralité peu chrétienne, mais bien conforme aux mœurs rudes et quelque peu sauvages de l'époque, fut déjoué par les événements, comme on le verra plus loin.

Cependant, Saussan, au comble de l'exaspération, — on le serait à moins, — recueillait avec soin tous les témoignages à charge contre Monteils. Il se faisait délivrer certificats sur certificats, recherchant dans la vie privée de cet oncle odieux tous les faits délictueux capables d'influencer des juges. C'est ainsi qu'il chargea des émissaires sûrs de s'enquérir de la conduite de Monteils pendant les neuf années de son absence d'Alais. Ses recherches, comme on va le voir, ne furent pas stériles.

J'ai dit, au cours de cette notice, que B. de Monteils avait quitté Alais en 1542 pour une destination inconnue, qu'il avait reparu en 1550 pendant quelques jours et était revenu définitivement en 1551. Voici de quelle manière il avait employé son temps :

En quittant les Cévennes, il s'était rendu en Provence où, grâce à la protection du vicomte de Cadenet (1), il avait été nommé juge à Boulbon, près de Tarascon. Pendant les quatre années qu'il exerça sa charge dans cette localité, « il mena vye lubricque et « engrossa une fille nommée Barthelemyne Clay-
« ginel, sur promesse de mariage ». Contraint, sous la réprobation de ses administrés, de quitter son poste, il en obtint un similaire à Cadenet, dont il prit possession en mai ou juin 1546.

Il se présenta comme célibataire, gentilhomme, pourvu de nombreux biens en Languedoc, dans la sénéchaussée de Beaucaire et désireux de se marier. Ces déclarations firent impression sur l'esprit de Catherine de Laincel, femme de François de Pontevès, qui avait deux filles en âge de se marier. Elle proposa donc au s^r de la Bedosse (il avait alors 35 ans) de prendre gîte dans sa propre maison, à titre de locataire, sans doute, ce qu'il accepta avec empressement.

Fort bien accueilli dans cet intérieur, Monteils se mit à courtiser tout à la fois la mère (2) et les filles, laissant entendre qu'il ne tarderait pas à fixer son choix. Entre temps et pour augmenter ses ressources, il trafiquait de sa charge et pressurait, de son mieux, ses malheureux administrés. Lors qu'il se trouvait en présence de plaideurs lui demandant justice, il se faisait donner des pots-de-vin sous les

(1) Le vicomte de Cadenet était, à cette époque, Antoine d'Oraison, fils de Antoine - Honoré et de Catherine de Clermont Lodève. Le 29 décembre 1542, il avait épousé Claude de Grasse.

(2) François de Pontevès avait quitté sa femme en juillet 1541 pour rejoindre l'armée commandée par le Dauphin (le futur Henry II), qui assiégeait Perpignan. Il n'avait pas donné signe de vie depuis lors ; on pouvait le supposer mort.

espèces « de sommes d'argent, bled, avoine, huile « ou vin » par les deux parties, et c'était la plus généreuse qui avait gain de cause. Puis après avoir convenablement sophistiqué les denrées reçues, il les revendait aux habitants de Cadenet au prix le plus élevé, menaçant de sa vindicte, ceux qui se refusaient à ce marché. Ainsi, le blé et l'avoine de première qualité qui valaient couramment 2 écus sol la charge, il en obtenait 3 de sa marchandise avariée, le bon vin qui coûtait 30 sols la charge, il le vendait, « gasté et pourri », 4 florins et demi.

Ce commerce lui était lucratif, mais n'était pas sa seule ressource. Il pratiquait ouvertement l'usure, « prestant argent à gros intérêt ». Avec les femmes il était d'un cynisme éhonté. « La nommée Garin ou « Guerin, l'estant venu treuver pource que Loys « Garin son dict père devoit à un nommé..... « sept florins, les accomoda, led. de Monteils lui « respondict que sy le vouloit jamais ne paieroit « lesd. florins et gagneroit sa cause si luy vouloit « fère plésir de son corps à quoy lad. Garin respon- « dict que aimeroyt myeux vendre la robbe quelle « pourtoit sur son dos et paier sa debte que « consentir à tel affront et villénie ».

Tel était donc l'intègre magistrat, le chevaleresque gentilhomme que la dame de Pontevès avait recueilli sous son toit ! Dans une petite localité comme Cadenet, les faits délictueux commis par une telle personnalité ne pouvaient pas rester absolument cachés; le bruit en parvint aux oreilles de Mme de Pontevès. Des négociations de mariage entre Monteils et l'une de ses filles étaient-elles déjà en cours ? Ce qu'il y a de certain, c'est que mise en défiance par les rumeurs persistantes qui circulaient à l'égard du s^r de la

Bedosse, elle chargea une personne de confiance de s'enquérir, soit à Nîmes, soit à Alais, de son état civil et social. La réponse, lui apprenant que le galant juge était marié, père de plusieurs enfants, d'une noblesse équivoque et d'une fortune nulle, la bouleversa à tel point qu'elle perdit son sang-froid et manqua de diplomatie.

Au lieu d'agir avec mesure, elle fit, dans son indignation, une scène violente à son hôte, lui reprocha sa fourberie et finalement lui intima l'ordre de quitter sur-le-champ sa maison et de n'y jamais plus remettre les pieds.

Monteils dut s'exécuter, mais son caractère vindicatif en conçut un profond dépit et il résolut de prendre sa revanche. A quelques jours de là, — c'était dans le courant de juillet 1551, — vers une heure de l'après-midi, accompagné de Pierre Dumas, son neveu, jeune homme de 17 ans qui se faisait appeler le s^r d'Ayroles, Bertrand se rendit au logis de Mme de Pontevès avec l'intention d'y pénétrer de force, s'il était nécessaire, et de violenter la mère et les filles. Par un heureux hasard, la porte était close, furieux de ce contre-temps, il envoya son neveu quêrer une solide barre de bois et, s'en servant comme d'un bélier, tenta d'enfoncer la porte.

Surprise autant qu'effrayée par ce tapage dont la cause lui est promptement révélée, la dame « de « peur d'estre thuée et sesd. filles violées » par ces garnements, barricade de son mieux l'entrée de sa demeure avec l'aide de sa chambrière, Gitonne de Montauban, veuve de Claude Escartefigue.

Pendant ce temps, les assaillants continuaient avec rage leur tentative d'effraction en vomissant les plus ignobles injures : « par la mort Dieu ! mes-

« chante p.... tu veux fère et contrefère la femme de
« bien, mais je scay bien que tu es la vielhe p....
« de François Aube. » Attiré par ce vacarme un s^r
Antoine Brunet, dit Robert, accourt ; aussitôt d'une
fenêtre Mme de Pontevés lui crie d'aller, sans
retard, prévenir ses parents et amis de ce qui se
passe, ce qu'il s'empresse de faire.

Jugeant le coup manqué, Monteils et son neveu se
retirèrent et se rendirent à une hôtellerie « ou pend
« pour enseigne l'image de nostre dame » qu'ils
avaient prise pour domicile. Là, en présence de plu-
sieurs personnes, Bertrand réitéra ses sanglants
outrages contre la dame de Pontevés : « Par la mort
« Dieu — c'était son juron favori — elle veut faire
« la femme de bien mais je scay quelle est la vielhe
« p... de François Aube que le parenctage quelle
« scait alléguer entre eux se doict nomer cosinaige
« de cuïsses ; que navoict pas assez dung pailhard et
« en entretient deux ou troys. » C'est bien là l'ex-
pression grossière du violent dépit d'un « prétendant »
éconduit qui voit s'évanouir ses plus belles espé-
rances de fortune.

A la suite de cet incident grave M^{me} de Pontevés
adressa aussitôt une plainte motivée au s^r de Cade-
net contre son magistrat et le 30 juillet elle obtenait
« des Lettres Royaux » ordonnant une information
contre Monteils. Celui-ci avait jugé bon de quitter
le pays quelques jours auparavant.

Le 25 juillet, dans la matinée, il s'était rendu chez
M. Etienne Simon, prêtre, ou, par le ministère de
M. Etienne Gilly, notaire de Cadenet, il avait fait
cession, rémission et donation à son neveu, Pierre
Dumas, présent et acceptant « de tous et chacuns les
« biens, meubles et immeubles à lui appartenant au

« terroir de Cadenet. » Puis dans la nuit de ce même jour il quittait, le plus secrètement possible le pays, et reparaissait à Alais, dans les premiers jours d'août (1).

François de Saussan s'était procuré une copie authentique de cette enquête, que j'ai sous les yeux et dut certainement en faire état contre son adversaire.

Pendant que l'enquête sur les faits de la nuit du 27 juin se poursuit, Monteils rédige un mémoire, en forme de plaidoyer qu'il lit lui-même devant la cour de Nîmes.

Ce factum est assez habilement charpenté et mérite d'être reproduit *in extenso*, ne serait-ce que par impartialité, n'ayant fait entendre jusqu'à présent que la voix d'une des parties.

Le s^r de Monteils expose « que de longtems pro-
« cès auroyt esté introduict en la présente cour
« d'entre M. Anthoine des Georges tuteur de Gilette
« de Monteils femme dud. de Salsan et luy pour rai-
« son des biens de feu aultre Gilette tante pater-
« nelle dicelluy Monteils et par arrest de la cour de
« Parlement de Tholoze donné en lan mil cinq cent
« cinquante un la moytié de tous les biens de lad. feu
« Gilette feut adjugé aud. de Monteils avec restitution
« des fruicts depuis le décès dicelle (1533); Que après
« au moys de Jung en 1551 feust mis à exécution par
« M^o Laurent de Leuzières en exécution duquel

(1) Tous ces détails curieux sont extraits de l'inquisition secrète faiste à l'instance de Damoysselle Catherine Mareschal, dicte de Laincel, femme à nob. François de Pontevés, sgr de la Roche, le dixseptième de fevrier mil cinq cens cinquante deux contre Mons. Bertrand de Monteils, advocat, soidisant sgr de la Bedosse par Mons. François Chabert, juge ordinaire de la Visconté et lieu de Cadenet, comissaire ace deputé par Mgr le Seneschal de Beaucaire et Nîmes.

« arrest auroit mis led. de Monteils en possession
« de la moytié de tous lesd. biens et entre aultres
« de la moytié de la place et seigneurie de la Bedosse
« et quarte partye de la place de Larnac.... Lesd.
« maries fermarent les portes aud. commissaire que
« par aulcun comendement qui leur feust faict on
« ques ne voleurent faire ouverture des portes ny
« les permectre antrer dedans usant de formelle
« rebellion à justice. — Et voiant led. de Monteils
« lesd. arrests lui demeurer illusoires et que lesd.
« maries ne voloient obéir à aulcuns comendements
« délibéra aler à lad. place de la Bedosse que feust
« en l'année 1552 et au temps des moissons adverty
« que lesd. mariés ramassoient les fruits sans
« l'appeler ny faire part et de faict y ala accompai-
« gné de cinq ou six enfans de la ville d'Allez ses
« voysins gens de bien et mariés ensemble deux
« siens nepveux jeunes lung de l'aage de diseset ou
« dixhuict ans et l'autre de neuf ou dix ans et feu-
« rent admenes lesd. gens non à aultres fins que
« pour luy faire tesmoignage du reffus que luy fai-
« soient lesd. mariés à luy bailler sa part desd.
« fruicts. Et arrivarent à lad. place de la Bedosse
« envyron vespres pour ce qu'est prochain de la
« ville d'Allez et distant au plus d'une petite demy
« lieue et illec arrivés trouvarent la première porte
« de la basse cour dud. chasteau ouverte ou entra-
« rent et incontinent survint led. de Salsan accom-
« paigne dud. Guidon des Georges et dung nommé
« Seguin Coderc son serviteur meschant et mauvais
« garnement pourtant chascun leur espée et aussy
« lesd. rantiers et aultres aud. de Monteils incogneus
« auxquels led. de Monteils pourtant son arrest en
« main dict et remonstra les fins esquelles il estoit

« la veneu questoient pour requérir lesd. mariés
« de amiablement luy volloir bailler sa part desd.
« fruicts et le laisser jouir du droict de son arrest à
« quoy led. de Salsan ne voleust entendre et en
« tenant lesd. propos se feust lad. Gillette de Mon-
« teils sa femme que descendit de la maison ayant
« fermées les portes des entrées et incontinent que
« feust à lad. basse court led. de Salsan son mary la
« prins par la main et la sortit ors dud. chasteau et
« l'en fist aler avec les clez des portes au lieu de
« Larnac la prés et joignant le mesme terrain de la
« Bedosse. Et après led. de Monteils et sa compa-
« gnie priarent par plusieurs fois led. de Salsan de
« volloir faire ouverture desd. portes pour metre les
« vivres que pourtoient et qu'il en prins sa part et sa
« compagnie de la bonne chère ou à tout le moingt
« leur bailler ung seau pour pandre de leau et
« tremper leur vin ce que ne voleut onques faire et
« demeurant là en paroles jusques que feust près de
« soleil couchant que led. de Salsan, Guidon des
« Georges et son serviteur sen alarent et apres
« demandarent aux rantiers sils avoient les clefs de
« la première porte et entrée de lad. maison que
« respondirent que non et que lui faisoit grande
« nécessité pour ce qu'ils habitoient en lad. pre-
« miere chambre quoy voiant advisarent ouvrir
« lad. porte et de faict lesd. rantiers ou aultres de
« de la compagnie en présance dicelluy hurtarent
« lad. porte avec la main ou pied de sorte que le
« ferrol que aultre fois avoit esté rompeu estant fai-
« ble se rompit sans aulcune fraction de porte et
« entrarent dans lad. chambre ou habitoient lesd.
« rantiers et avec eulx. Et le lendemain fist batre
« certaine petite quantité de gerbes questoient

« encore dans liere de lad. place ou retourna led.
« de Salsan Guidon des Georges et certains aultres
« avec notaire pour faire quelque réquisition auquel
« led. de Monteils déclara que ne demandoit que sa
» part desd. fruicts que luy appartenoit offrant
« randre le demeurant et pour toute faveur a requist
« aussi led. de Salsan que regardast s'il y avoyt rien
« esgaré ou perdu de lad. maison et après beurent
« et mangarent ensemble avant quil se despartit
« dela.

« Et led. jour apres avoir faict battre et netoyer ce
« peu de bled quavoit esté trouvé en lad. hiere led.
« de Monteils avant sen aler auroyt dist publique-
« ment aud. rantier sil se plaignoit daucun de la
« compagnie et quil regardast sil falloyt aulcune
« chose de lad. maison et sy y avoit personne de la
« compagnie que empourtoit aulcune chose et luy
« fist aussi regarder sil y avoit aulcun coffre ouvert
« de lad. maison que trouvarent tout ferme et la
« mesme fist fermer la porte de la chambre ou habi-
« tayent lesd. maries que avait esté ouverte avec
« cadenas et presenta la clef aud. rantier pour la
« rendre auxd. maries laquelle refusa et aussi avant
« que desplassa le bled qu'avoit faict batre et nétoier
« offrit de le laysser entre les mains dud. rantier sil
« sen voloyt charger ce que ne voleut faire quoy
« voiant feust constraint les faire pourter en Allés
« après toutesfois lavoyr faict mesurer et mis en
« compte par led. rantier et ne feüst emporte aulcun
« meuble ny aultre chose de lad. place que ce qui
« est conteneu aud. acte combien que la moytié
« desd. meubles appartenoit aud. de Monteils adju-
« gé par led. arrest car aussi à la vérité tout le meu-
« ble qu'estoit lors en lad. place ne valloyt dix livres

« et ne trouvarent dedans ny pain ny vin et sen
« retournarent led. jour en lad. ville d'Allez.

« Et ne pourtoit led. de Monteils ny aultre de sa
« compagnie aulcune arquebuse ny pistolet quil vist
« ny aultre arnoys que ceulx quil avoyt acostumé
« pourter en chemin quant lon va déors et moings
« feurent dictes aulcunes injures auxd. maries ny
« usa daulcun blasfeme forces ny violences quoique
« sesforcent dire lesd. mariés contre vérité et que à
« raison de ce puisse dire lad. Gillette avoir este
« esfrayée et à ceste cause avoir faict des enfans
« avant le temps.

« Et que led. de Monteil usat daulcuns blasfemmes
« ne se prouvera jamays par homme de bien ni
« homme que layt anté ne frequenté que layt ouy
« blasphemer et non seroit il coustumier. Et moins
« auroit il dict aulcunes paroles outrageutes à lad.
« Gillette se niepce ny à son dict mary ny estre vray
« ny vraysemblable quil eust usé de telles paroles
« ansin que sont cochères considerer la qualité et
« profession dud. de Monteils car sont paroles de
« gens de tout privés de sens et entendement et con-
« sidérer aussi que en oultrageant sad. niepce luy
« mesme se feust oultragé que lesd. présomptions
« joinct à la vérité comme plus fortes que le faict.

« Et moings peuvent dire que pour raison desd.
« outrages et menaces elle eust faict les enfans avant
« le temps, ce que nest vray ny vraysemblable pour
« ce que navoyt heu occasion de soy esfrayer ne
« craindre estant à la compagnie de son mary de ses
« oncle et cousin et quelle cognoissoit tout ceulx qui
« y estoient de mesmes ceulx que menoit led. de
« Monteils son oncle come estant de mesme ville
« ses cognoissants amis et familles et que ne leur

« feust dict ni faict chose que ne feust honeste. Et
« considérer aussi quelle auroyt demeuré après plus
« de deux mois avant faire lesd. enfans qui vesqu-
« rent plus de dix jours et ou elle les auroyt faict
« avant le temps seroyt advenue plus tôt par la faulte
« et culpe de son mary qui peu de jours après la trans-
« marcha de la ville d'Allez à la ville de la Voulte dis-
« tant quatre grands lieues dud. Allez ou estant et
« avant que faire lesd. enfans elle alloyt souvent à
« lesglise distant dud. la Voulte environ un cart de
« lieu.

« Et servira aud. de Monteils ce quil est resseu
« advocat en la présente court il y à environ vingt
« ans aiant tousiours versé en homme de bien sans
« avoir esté preveneu daulcun mauvais cas sy n'est
« que par les calumnieuses accusations de ses pro-
« pres parents esmus de hayne dud. procès qui deu-
« voyent avoir conbescience devancer tels faulx faicts
« contre lhonneur et bonne renommée dud. de
« Monteils oncle.

« Et que par cedessus apert de la évidente calum-
« nie desd. mariés au faict que se offre parce que
« lesd. mariés auroyent faict faire les inquisitions
« dont est question à la conduite de maistre Anthoine
« des Georges aieul de lad. Gillette et inimie capital
« dud. de Monteils, prins à leur poste maistre
« Grisel pour commissaire estant juge du lieu et
« juridiction de Charans appartenant aud. des Georges
« et pour escrivain le greffier dud. des Georges et par
« tesmoins apostés leurs parens serviteurs et famil-
« liers ouïs et examinés en partie au lieu de la Volt
« et à la maison propre dud. des Georges et luy en
« tout présant et adsistant avec led. de Salsan qui
« auroyt faict escrire comme avoit voleu.

« Porquoy conclut à ce quil soyt absout des fins
« et conclusion prinses tant par Mons. le procureur
« du Roy que desd. mariés et pour la indue vexa-
« tion injure et calumnieuse accusation à luy faicte
« par lesd. mariés conclut contre eulx et chascun
« deulx à double esmande honorable et utile hono-
« rére à l'arbitre de la court et à la utile et profitable
« à la somme de cinq cens livres a laquelle somme
« requiert que chascun deulx soit condamné envers
« luy aves despens et aultrement pertinement. Sal-
« nière-de Monteils ».

(*A suivre*). RAOUL DE COURTOIS DE PÉLISSIER.

POÉSIES

SONNET D'AUTOMNE

Viens, ô soleil, mûris les fruits
Portés par ma saison dernière ;
Verse encor un peu de lumière,
Avant l'étoile de mes nuits,

Sur ces doux, ultimes produits
De mon automne coutumière,
Des étés féconde héritière :
Soleil suprême, échauffe et luis !

De ton drap d'or verse une pluie
Que ton rayon prochain essuie,
Rafratchissant d'un jet divin

Le cep fertile et vert encore
Que tu connus à ton aurore,
Source d'un blond généreux vin !

3 Août 1909.

92^e Anniversaire de ma naissance.

CHARLES DES GUERROIS.

A LA MORT DE GALLIFET

Panthéon, n'as-tu plus de place
Dans les palais de ton caveau,
Plus de marbre pour un tombeau ?
Méconnais-tu la haute race,

Celui dont la grande ombre passe
Sur tes murs, aux plis du drapeau,
Lambeau, mais glorieux lambeau,
Qui de Sedan garde la trace ?

« A vos ordres, mon général ,
Tant qu'il en reste un à cheval ! »
Cela sonnerait sous tes voûtes,

O Panthéon de Mirabeau,
Qui dans les histoires écoutes
Ce que le Verbe a de plus beau !

12 Juillet 1909.

CHARLES DES GUERROIS.

BIBLIOGRAPHIE

Journaliste, sans-culotte et thermidorien : Le Fils de Fréron (1754-1802), par Raoul Arnaud, ouvrage orné de portraits, 1 vol. in-8 Paris, Perrin et Cie, VI, 368 pp. ; prix : 5 francs.

Elle est bien curieuse, l'existence de Stanislas Fréron, le fils de l'opiniâtre adversaire de Voltaire, Élie-Catherine Fréron. Elle devait tenter la plume d'un écrivain aussi distingué que M. Raoul Arnaud, l'auteur de l'ouvrage justement remarqué : *L'Egérie de Louis-Philippe, Adélaïde d'Orléans*.

La destinée des deux Fréron est en contradiction avec l'adage : *Tel père, tel fils*. Stanislas Fréron, le futur jacobin, n'héritait point de son père les convictions et les sentiments qui firent du célèbre polémiste de l'*Année littéraire*, le défenseur du trône et de l'autel. Entre le père et le fils, il n'y eut guère de commun que la passion pour le métier de journaliste et l'humeur batailleuse qui se plaisait à la violence des discussions. Le fils de Fréron, victime d'une injustice, renie de bonne heure les causes qu'il a défendues dans ses premières années, embrasse les idées de la Révolution, monte à l'assaut de la Bastille, fonde le journal *l'Orateur du Peuple*, où il lutte de férocité avec Marat. Il prend part aux journées du 20 juin et du 10 août, est élu à la Convention Nationale et envoyé en mission, avec Barras, dans les départements du Midi. Il s'y rendit tristement fameux par les massacres, les pillages, les dévastations dont il désola Toulon, le Var et Marseille. (Cf. Taine, *La Révolution*, t. III, p. 51) De retour à Paris, il vote le décret d'arrestation contre Danton et contre son ami Camille Desmoulins, contribue à la chute de Robespierre, se fait *muscadin* et passe pour le chef de la *Jeunesse dorée*. Envoyé de nouveau dans le Midi, il s'éprend, à Marseille, d'un tendre amour pour Paulette Bonaparte, la future princesse Pauline Borghèse. Sa mission finie, Fréron revient encore à Paris ; son élection par la Guyane au Conseil des Cinq-Cents est invalidée ; il tombe dans la misère, est repoussé de tous. Après Brumaire, il est nommé, par la protection de Lucien Bonaparte, administrateur des hospices à Paris, enfin sous-préfet des Cayes à l'île Saint-Domingue. Il part pour son poste et va mourir là-bas, dévoré par un climat meurtrier, le 14 juillet 1802, à l'âge de 48 ans.

Triste personnage qui, selon le mot d'Isnard, atteignit « jeune encore l'immortalité du crime ». Son histoire, passionnante comme un drame ou un roman, nous montre jusqu'à quels excès peut se laisser entraîner un homme sans caractère et sans convictions, qui a des appétits plutôt que des idées, un écrivain de talent qui, au lieu d'éclairer l'opinion, la suit dans ses plus folles entreprises. « S'il fut infâme, méchant et lâche, conclut M. Raoul Arnaud, il fut aussi bien malheureux. C'est pourquoi, devant cette figure, si généralement et si justement abhorrée, malgré le mépris qu'elle inspire, on se peut difficilement défendre d'un sentiment d'instinctive pitié ».

Inspiré par ce sentiment, l'auteur a pu pénétrer plus avant dans l'âme du grand criminel et nous en donner une psychologie très fine. Il a écrit cette vie avec une plume très française, qui sait constamment captiver l'attention du lecteur. Sa documentation est bien informée. Nous avons vu citer avec plaisir le *Carnet de Route du Conventionnel Ph.-Ch.-Aimé Goupilleau en Mission dans le Midi, en 1793*, publié par MM. Jouve et Mangin, dans la *Revue du Midi*. Nous aurions toutefois désiré une étude plus approfondie de la seconde mission de Fréron dans les départements méridionaux. L'auteur ne nous dit rien du *Mémoire historique sur la réaction royale et sur les massacres du Midi*, par le citoyen Fréron. Ce *Mémoire* justificatif du fameux terroriste fut vivement attaqué, du vivant de son auteur, par d'anciens conventionnels tels que Isnard, Durand-Maillane, etc.

« *Le Fils de Fréron* » se recommande, non seulement aux érudits, mais à tous ceux qui s'intéressent aux études sur la Révolution, et tout particulièrement au public méridional.

A. D.

Les Universités Catholiques de France et de l'étranger, par Mgr Baudrillart, recteur de l'*Institut Catholique de Paris*, in-12, 120 pp., Paris, Poussielgue.

Mgr Baudrillart vient de réunir en une plaquette les articles qu'il a publiés dans le *Correspondant* sur les *Universités de France et de l'étranger*. Les brillantes fêtes qui ont célébré le 75^e anniversaire de la fondation de l'Université nouvelle de Louvain et les débats que soulève la question de la liberté de l'enseignement donnent à ce travail une opportunité indiscutable. Le savant recteur de l'Institut Catholique de Paris nous montre tous les fruits obtenus à Louvain par la liberté, grâce aux efforts soutenus, à la vaillance et à la générosité des catholiques belges. Louvain peut lutter avec les plus florissantes universités de l'Europe et du monde. Ses recteurs et ses administrateurs ont compris les nécessités modernes du travail intellectuel, favorisé la spécialisation des études et la pratique de la méthode sévère de la critique scientifique. Entre les divers instituts spéciaux créés pour répondre aux besoins de la pensée contemporaine, il faut signaler le *Séminaire historique* qui, sous la direction de M. Cauchie, publie la savante *Revue d'histoire ecclésiastique*, mais surtout l'*Institut supérieur de philosophie* qui, selon l'expression de son président et du plus illustre de ses professeurs, le cardinal Mercier, a pour but de rajeunir, au contact des sciences nouvelles, étudiées, d'après leur propre méthode, la philosophie comme la synthèse des sciences. Il faut lire, dans l'ouvrage de Mgr Baudrillart, les merveilleux résultats dont peut se glorifier la grande Université de Louvain.

De la Belgique, Mgr Baudrillart nous conduit à Dublin, où une Université catholique va fonctionner aux frais de l'État protestant, à Québec-Montréal, Washington, Saint-Louis du Missouri, Santiago du Chili, Beyrouth, Fribourg, en Espagne et en Italie.

Après ce long voyage, l'auteur nous amène en France et nous fait assister aux efforts tentés par les catholiques pour profiter de la loi du 12 juillet 1875. A Paris, Lille, Lyon, Angers, Toulouse, des Universités libres sont créées. Leur rôle, pour être resté de beaucoup inférieur à celui de Louvain, a été cependant fécond et brillant. Lille seule a pu fonder les cinq facultés traditionnelles ; les autres ont été surtout des Écoles de hautes études pour les lettres, les sciences, le droit et les disciplines ecclésiastiques. Des hommes de première valeur y ont enseigné : tels que Mgr d'Hulst, Mgr Duchesne, de Lapparent, Branly, Valson, Jacquier, René Bazin, Amagat, de Sparre, Vigouroux etc., etc. Nous ne pouvons énumérer ni les professeurs illustres, ni les ouvrages sortis de leurs plumes, ni les publications périodiques, ni les gradués et les lauréats, ni les créations accessoires qui font la gloire des Instituts catholiques.

Tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement supérieur et qui considèrent la liberté comme une condition essentielle pour la sauvegarde des convictions et des croyances liront avec profit le livre si documenté et si bien informé de Mgr Baudrillart.

A. D.

Duplessis, peintre du roi, 1725-1802

Par Jules Belleudy (1).

Continuant ses études sur l'histoire de l'art vaclusien, notre éminent collaborateur avignonnais M. Jules Belleudy, préfet de Vaucluse, consacre une élégante plaquette à la mémoire de Duplessis, né à Carpentras le 22 septembre 1725. Tous les amateurs se disputeront ce précieux opuscule où ils trouveront des détails inédits, des découvertes curieuses faites dans les archives d'Avignon et dans les registres du célèbre hôpital de l'ancienne capitale du Comtat.

Duplessis appartient au pays de Vaucluse par sa naissance, mais au Gard par ses premiers travaux. A peine âgé de seize ans il fut confié à un maître, le frère Imbert, qui était retiré à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, sur la rive droite du Rhône. Ce chartreux avait étudié la peinture avec Le Brun. On montre de lui, dans la chapelle de l'hôpital de Villeneuve, une *Fuite en Egypte*. Ses leçons, continuées pendant quatre années, laissèrent au jeune artiste comtadin une impression profonde. Le peintre Subleyras, d'Uzès, acheva l'éducation picturale de Duplessis. Son influence et celle du frère Imbert se retrouvent dans les nombreuses toiles que leur élève, à son retour de Rome, vers 1750, exécuta pour les chapelles des confréries religieuses carpentrassiennes et pour la cathédrale de Saint-Siffrein. Parmi ces dernières M. Belleudy cite l'*Invention de la Croix*, le *Cénacle* et la *Visitation*.

Les recherches de M. Jules Belleudy lui ont permis d'attribuer avec certitude à Duplessis plusieurs autres

(1) Avignon — Roumanille.

œuvres existant encore dans sa ville natale ou dans les bourgades des environs. Nous apprenons avec un vif intérêt que l'artiste, devenu plus tard peintre du roi Louis XVI, comblé d'éloges par Diderot et par Mlle de Lespinasse, occupa plusieurs années de sa jeunesse à d'humbles besognes, peignant les *donatifs* de l'hôpital, marbrant les panneaux des portes et des embrasures. Il orna de paysages en camaïeu bleu les boiseries de la pharmacie : 18 livres les neuf paysages, soit 40 sols la pièce. Seraient-ils aussi de lui ces autres paysages de même genre que l'on remarque dans une des salles du Palais de Justice, et sur la porte de l'alcôve de l'ancienne chambre des évêques de Carpentras ? D'ailleurs, l'hôpital fondé par d'Inguinbert, d'un style si sobre et si noble à la fois que M. André Hallays le juge digne de Gabriel, méritait bien l'honneur d'un pinceau illustre.

Dans ses *chefs d'œuvre des musées de France* M. Louis Gonse parle avec éloge de deux toiles dues à notre artiste, figurant au musée carpentrassien ; un personnage en cuirasse et une dame en bleu, qui seraient Cavet de Verot, noble d'épée, consul de Carpentras, et Charlotte de Florans sa femme. Les investigations de M. Jules Belleudy rectifient cette identification ; la brochure nous donne la lettre de Duplessis datée du 2 décembre 1751 adressée à M. de Saint-Sauveur le père, à Sarrians, où il indique à son client qu'il a dû retoucher la cuirasse. C'est le gentilhomme de Sarrians, mestre de camp de cavalerie en 1747, et non le consul, qui a son effigie au musée de Carpentras.

Duplessis quitta la capitale du Comtat pour Paris où il devait entrer à l'Académie royale de peinture, faire, avec le portrait de Marie Antoinette, 34 portraits de Louis XVI et ceux des plus notoires contemporains : Necker, Franklin, Gluck, l'avocat Gerbier, le statuaire Allegrain. M. Jules Belleudy ne le suit pas dans cette période de sa carrière qui mérite d'être contée en détail. La Révolution relégua le peintre, avec ses modèles, aux lointains d'un âge disparu. Il mourut « dans un palais, de misère, et presque de faim », nous dit le savant biographe, qui écrira sans doute un jour la vie complète du grand artiste vauclusien. Nous faisons des vœux pour que cette nouvelle œuvre de M. Jules Belleudy soit bientôt donnée aux nombreux lecteurs que ses publications attachent à nos illustrations comtadines.

M. J.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

ÉTUDES SUR LE PREMIER EMPIRE

AIGUESMORTES ET LES CROISIÈRES ANGLAISES (1)

(Suite et fin)

Le printemps de 1809 vit reparaitre les bâtiments Anglais. Le 26 mai ils capturèrent une mauvaise petite pinque de Gênes, le « Saint-Esprit » qui s'en allait à Cette. Au mois de juin une frégate désœuvrée alla reconnaître le port de Cette, lui jeta quelques bombes et donna la chasse à un brick français qu'elle força à s'échouer sur la côte entre le grau de Fer et celui d'Orgon. Quelques gardes nationaux et des douaniers accoururent à la rescousse et n'imaginèrent rien de mieux que d'aller chercher à Aiguesmortes une pièce de 8 pour la mettre en batterie. Pendant cette opération qui fut assez longue, les Anglais brûlèrent le brick et décampèrent.

On ne les revit plus de quelque temps. La foire de Beaucaire fut mauvaise et aucun bâtiment génois n'y parut. Les caboteurs espagnols seuls s'y risquèrent. Avertis de cette circonstance, les croisières ennemies transportèrent leurs opérations à l'Ouest de Cette. Tout annonçait un hiver tranquille, lorsque par une nuit pluvieuse d'octobre, le 26, à une heure du

(1) Voir le numéro du 15 octobre.

matin, un officier de la marine française se faisait reconnaître des guetteurs du Grau et allait réveiller le maire d'Aiguemortes, pour lui annoncer qu'une véritable petite escadre française composée de trois vaisseaux et d'une frégate était venue mouiller près du Grau pour échapper aux étreintes d'une force supérieure Anglaise. Le maire prit aussitôt les mesures nécessaires ; il dirigea vers le Grau toutes les forces disponibles et fit fermer les portes d'Aiguemortes pour que la garde nationale put être réunie à la première heure : lui-même se transporta aussitôt sur la côte. Il y trouva en effet une escadrille composée de trois vaisseaux, le *Robuste* portant pavillon de l'amiral, le *Scipion*, le *Borée* ; elle était commandée par l'amiral Bodin, raconte le maire. Au large croisaient six vaisseaux anglais qui faisaient leurs préparatifs de combat. L'amiral Bodin ne se sentait que médiocrement protégé par la batterie du Grau ; accepter le combat lui parut seulement donner aux ennemis l'occasion d'une victoire trop facile. Il se décida donc à une manœuvre hardie, demeurée encore légendaire et que racontaient encore il y a quelques années les bateliers du port de Cette en l'ornant de fioritures méridionales. Rasant la côte d'aussi près que possible, et se faisant une protection de ce qui en temps ordinaire est un danger, il piqua droit sur Cette. Il avait malheureusement le vent contre lui et l'ennemi le gagna de vitesse. L'amiral se décida alors à faire échouer sur la plage des Aresquiers, à 2 ou 3 lieues du port, ses deux vaisseaux les plus compromis, le *Robuste* et le *Lyon*. Le *Borée* et la frégate allèrent mouiller sous la protection du canon des ports de Cette. Les anglais rodèrent pendant quelque temps autour de ces épaves ; puis revinrent brus-

quement vers la batterie du Grau comme s'ils allaient le détruire. L'émoi fut grand; toute la population voisine était réunie sur les môles de la jetée, suivant avec curiosité les péripéties de cette chasse. On put croire un instant à une affaire sérieuse. Mais les Anglais ne donnèrent pas suite à leurs menaces et retournèrent au large ne perdant pas de vue les vaisseaux échoués. L'amiral français redoutant une entreprise sur eux se résigna à les incendier lui-même dans la nuit. C'était une fin sans gloire pour ces vieux bâtiments; mais du moins l'honneur du pavillon était sauf.

Il serait d'ailleurs injuste de croire que nos marins aient abandonné la lutte sans coup férir. Ils ne pouvaient sans doute pas se risquer en pleine mer, n'ayant plus que de vieux vaisseaux et abandonnés par le gouvernement qui concentrait toutes ses ressources pour la guerre continentale. Du moins se servirent-ils avec opiniâtreté des misérables petits bâtiments en leur possession pour protéger ce cabotage devenu la seule ressource du commerce maritime. Dans cette correspondance du maire d'Aiguemortes et du préfet du Gard on voit souvent citées quelques petites embarcations de guerre, des bricks le plus souvent, qui s'accrochaient à nos rivages pour protéger le plus possible les caboteurs. C'était en quelque sorte des sentinelles prolongées à quelques encablures des lagunes sur lesquelles elles s'échouaient en cas de nécessité.

L'année 1810 fut assez tranquille à cause des vents contraires qui retenaient les Anglais. Mais en 1811 on les vit reparaitre plus nombreux et plus tenaces que jamais. Le 23 mai une frégate et une corvette donnèrent la chasse à six bâtiments de commerce

sortis du port de Cette et qui s'étaient aventurés un peu trop au large. Trois furent pris ; mais les équipages se sauvèrent sur des chaloupes. Les autres se réfugièrent au Grau. Les Anglais allèrent tranquillement prendre mouillage devant le cap de l'Espiguette.

Mais à 7 heures du soir une nouvelle lettre du commandant de la place du Grau annonçait au maire d'Aiguesmortes qu'un vaisseau ennemi venait de jeter l'ancre en face du sémaphore de Terre-neuve, paraissant vouloir tenter quelques attaques sur ce point. Le maire fit aussitôt battre la générale ; à 8 heures du soir plus de cent hommes de la garde nationale sous le commandement de MM. Gadoud, Cambon et Collet partirent pour le Grau, les eaux de la dernière inondation ne leur permettant pas de se rendre directement au sémaphore de Terrenceuve. Le maire fit avertir d'urgence le commandant de la place du Grau de donner des ordres pour que les ouvriers réunis aux salins de Peccais reçoivent des armes. Lui-même réunit à la mairie d'Aiguesmortes une cinquantaine de gardes nationaux, leur distribua des armes et les constitua en corps de réserve prêt à se porter où besoin serait.

Lors de l'interrogatoire fait par le maire, les capitaines des trois navires pris par l'ennemi déclarèrent se nommer :

Marinetti Joseph-Marie, de Corse, commandant la polaire l'*Aurore*, de 262 tonneaux, chargée de sel à destination de Civita-Vecchia.

Sacone Jean Baptiste, de Spotorne, commandant la tartane l'*Annonciation*, de 63 tonneaux, chargée de vin et de sel, à destination de Vintimille.

Straforello Nicolas, commandant la tartane la

Caroline, de 62 tonneaux, chargée de vin, à destination de Vintimille.

Le récit des trois marins fut identique. L'ennemi, favorisé par le vent favorable, s'était approché des petits bâtiments et les avait capturés sans qu'ils eussent le temps de gagner la côte.

Le Maire passa la nuit en permanence à la Mairie. Au jour, le commandant de la Garde Nationale l'informa que l'ennemi s'était retiré avec ses prises ; le commandant du Grau lui donna l'ordre de rentrer en ville avec sa troupe, « satisfait d'avoir pu par sa présence empêcher l'ennemi de souiller son territoire ».

On peut croire que le Maire d'Aiguesmortes se décerna les plus vifs éloges, il le dit et s'attend bien à ce qu'on lui en dise autant (1).

Mais le service de patrouilles et de garde dut être continué. Aussi par une autre lettre du 26 mai 1811, le Maire informa le préfet que la Garde Nationale en service depuis trois jours sur une côte de 5 lieues d'étendue, était excessivement fatiguée. Il lui demanda d'envoyer à Aiguesmortes des troupes de ligne ou d'autres gardes nationaux pour faire la relève. Le préfet écrivit dans ce sens au général dès la réception de la lettre, soit le 27 mai 1811. Il est presque inutile d'ajouter que cette réquisition de troupes était une simple formalité. Plus que jamais les autorités locales devaient surtout compter sur elles-mêmes. On se borna à renforcer un peu la compagnie des douanes et à envoyer des fusils et des munitions à la Garde Nationale d'Aiguesmortes. Encore fallut-il que le Maire les réclamât avec une insistance particulière.

(1) A. D., 6 M, Liasse 15, à sa date.

Fort heureusement les Anglais ne prononcèrent aucune attaque bien sérieuse. La correspondance officielle à la fin de 1811 et pendant l'année 1812 signale souvent le passage au large de croiseurs ennemis ; mais la monotonie de ces redites les rend sans intérêt.

En 1813 au contraire on s'aperçoit que nous touchons au dénouement. L'audace des Anglais s'accroît, tandis que nos forces diminuent et que l'entrain de nos gardes nationaux se résout dans une sorte de résignation boudeuse. Ils font leur service avec une conscience machinale, encore que des appels répétés aient diminué le nombre des hommes jeunes et valides. Mais on sent bien que chefs et soldats sont à bout de forces, anxieux du lendemain, incertains du succès de nos armes. Le bel entrain de 1808 est loin et les phrases à panache sont remplacées par le simple style administratif.

Dès le 2 avril 1813, une lettre de M. de Nesmes annonce que la veille une frégate et un brick Anglais avaient vigoureusement poursuivi cinq navires sortis de Borée à destination de Cette. Ils purent heureusement gagner le chenal du Grau. « Il paraît, ajoute mélancoliquement le Maire, que l'ennemi a fait des prises sur les côtes de Provence ».

Quelques semaines plus tard, nouvelle alerte, celle-ci plus sérieuse. Je transcris littéralement sa lettre (1), du 23 mai 1813.

« Hier à 9 heures du matin, une ordonnance du conservateur de la santé me porta une lettre qui annonçait l'ennemi à l'entrée du Grau, poursuivant deux navires venus de l'Est. Sur ce rapport je suis

(1) A. D. du Gard, 6 M., Liasse 164 à sa date,

de suite parti avec le commandant de la place, le capitaine des canonnières, le préposé à l'inscription maritime, le sous-inspecteur des douanes et plusieurs autres personnes dans un canot de l'État commandé par M. Bernard, sous détaché de la bombarde la *Victoire*, et le canot de la *Douane*, où étant arrivés nous avons trouvé le conservateur de la santé, le guetteur sémaphorique et le sergent-major commandant les canonnières de service à la batterie qui nous ont dit qu'environ les six heures du soir, ils ont vu venir de l'Est deux navires, et peu de temps après une embarcation qui courait dessus et qui, à une distance de trois quarts de lieues environ, a tiré plusieurs coups de canon auxquels les navires ont riposté par trois coups, ce qui a paru faire retirer l'ennemi. Mais environ une heure après, les deux navires étant sur le point d'entrer dans le port, deux embarcations venant de l'Est sont arrivées à la faveur de la nuit jusques à la jetée neuve, où elles ont engagé une fusillade très vive avec les équipages des navires, sur lesquels l'ennemi est monté, malgré la résistance de ceux ci, pour les amener, ce qu'il a fait en coupant les câbles qui avaient été jetés à terre. Mais par les secours qu'ont apportés dans ce moment les canonnières soit par le canon de la batterie, soit par la fusillade qu'ils ont engagée avec l'ennemi, ce dernier a été forcé d'abandonner sa prise après qu'il a été tiré de part et d'autre au moins 2 à 300 coups de fusil de manière que la bonne conduite des canonnières a sauvé non seulement au commerce deux superbes bâtiments, mais encore toutes les habitations du Grau. Plusieurs personnes ont été atteintes par les balles.

« Les navires ainsi sauvés ont été soumis à une quarantaine, l'ennemi étant monté à bord.

« Les capitaines ont déclaré se nommer :

« *Imbrunet* Antoine, commandant la pinque la *Conception*, de 94 tonneaux, du port de Tende ? à destination de Cette, chargée de chanvre, riz et vermicelle. — 13 hommes d'équipage.

• *Imbrunet* Barthélemy; commandant la pinque aussi appelée la *Conception*, mêmes chargement, port d'attache et destination. — 11 hommes d'équipage ».

Quelques jours à peine écoulés une nouvelle lettre annonçait que la baie du Grau était sillonnée par des embarcations ennemies et qu'on entendait une vive canonnade du côté du Grau d'Orgon. Le Maire demandait instamment des fusils pour achever l'armement de la Garde Nationale. On les lui envoya et on envoya aussi un petit bâtiment de l'État, le chebek la *Linotte*, pour faire la police de cette partie du littoral et escorter douze bâtiments qui avaient pris charge à Aiguesmortes. Mais hélas ! deux frégates anglaises parurent dans la baie qui bloquèrent convoyeurs et convoyés ; il fallut attendre pour sortir qu'elles aient pris le large. Elles ne s'y décidèrent pas facilement et la navigation fut interrompue pendant près de trois mois.

La rapidité et la sûreté de la manœuvre par laquelle les croiseurs anglais avaient interrompu la marche de la *Linotte* et la sortie de son convoi semblaient confirmer les soupçons que les Anglais avaient des intelligences sur nos côtes et que des traîtres les avertissaient des mouvements bien rares cependant de notre cabotage, réduit à l'état de squelette. Des soupçons pesèrent à Aiguesmortes sur un nommé Pons, dit Piquetalon, que le Maire fit arrêter à la suite de l'aventure de la *Linotte* et conduire à Nîmes à la disposition du préfet.

Je n'ai pu trouver un document indiquant la suite donnée à cette affaire, ni même s'il y en eut une au milieu des convulsions de l'année 1814. Le doute doit profiter à l'accusé et je me plais à croire qu'il n'y eut pas de traître dans la vaillante population d'Aiguesmortes. Sans doute elle n'eut pas l'occasion de livrer des combats sérieux ; elle manifesta parfois sa lassitude des fatigues qui lui étaient imposées. Mais elle ne bouda pas à son devoir et se tint à son rang dans le modeste poste de combat que les circonstances lui assignèrent. Plus tard, quand la paix fut rétablie, quand la vieille cité du roi saint Louis fut rendue aux longs ennuis de son isolement, ses enfants purent se rappeler les jours où la flamme du patriotisme faisait vibrer leurs cœurs. Leur orgueil, dont j'ai recueilli le lointain témoignage de la bouche de quelques vieillards, pouvait paraître naïf ; il était justifié. Ils avaient été de bien infimes acteurs de la grande mêlée guerrière ; mais ils avaient fait leur devoir.

GEORGES MAURIN.

APPENDICE

ÉTAT DES BRIGADES DE DOUANIERS SUR LES CÔTES

D'AIGUESMORTES FOURNIS PAR LE MAIRE

Grau-d'Orgon, à l'embouchure du Petit-Rhône.	13	hommes.
Terre-Neuve, sur les côtes.....	4	»
Pinette.....	8	»
Grau-d'Aiguesmortes, entrée du port.....	13	a
Canalet, sur le territoire de Mauguis.....	8	»
Grand-Travers » » 	8	»

Voie-Ventre.....	8	»
Tour Carbonière.....	8	»
Pinette de l'Abbé.....	8	»
Silvéréal.....	11	»
Gardette, porte vieil'e d'Aiguesmortes.....	13	»
Sauvage.....	4	»
Entrepôt dans la ville.....	6	»

ENCEINTE DES GALÈRES

Pont-l'Abbé.....	8	»
Roquemaure.....	11	»
Vigilante.....	6	»
Terrasses.....	5	»
Brassides.....	6	»
Saint-Jean.....	6	»
Grand corps de garde à Peccais.....	18	«
Désirade.....	8	»
Mourgues (commune des Saintes-Maries)....	7	»
Larbière.....	13	»
Chaussée de l'Ouest.....	6	»
Beauregard (Peccais).....	8	»

Total..... 215 hommes.
 placés sous le commandement d'un sous-inspecteur demeurant à Aiguesmortes.

PERSONNEL DIRECTEUR

Un sous-inspecteur commandant (Gadoud).
 Un contrôleur.
 Un capitaine pour les Salins.
 Quatre lieutenants d'ordre.

Du 9 Mars 1813.

Arch. Dép. du Gard, M. 6, Liasse 18.

LE SIÈGE DE CADEROUSSE

EN 1709

Caderousse, de tous les villages de l'arrondissement d'Orange bâtis sur les bords du Rhône, est, sans conteste, le plus coquet. Il n'est, d'ailleurs, village qu'à demi. Son vaste cours, ses rues d'un tracé ancien, sa mairie du XVIII^e siècle, surmontée d'un beffroi, son église paroissiale, vrai petit chef-d'œuvre d'architecture, avec la chapelle de l'ancien château qui lui est adossée, tout cela lui donne assurément un air de ville. D'autre part, les digues qui l'enclosent et le protègent contre les débordements du Rhône, lui conservent son aspect de poste d'observation, sinon de place de guerre, qu'il fut, peut-être, dès sa fondation, laquelle se perd dans la nuit des temps. Son nom, en effet, dérivé de Cap d'Araous, indique par lui même que Caderousse, comme Orange (Arausio, la ville édiflée près de l'Araous, Aygara, Eygues) ; existait à l'époque où les Phocéens s'établirent à Marseille. Ancienne dépendance de la colonie romaine de Nîmes, Caderousse devint, au moyen-âge, une seigneurie, et, au XVII^e siècle, un duché. L'importance qu'il possédait lui valut des honneurs fort appréciables, tels que visites et séjours de François I^{er}, de Charles IX, d'Henri II,

mais, en retour, combien de tribulations ! Il éprouva, successivement, la brutalité du chef de condottieri Bernard de la Salle, les fureurs des Calvinistes, les foudres de l'Eglise.

De ces dernières, on a plaisanté, beaucoup, et avec autant d'esprit qu'aurait pu en dépenser un Aristophane, un Rabelais, ou un Scarron. Nul lettré, du moins dans notre région, ne l'ignore : « Mai, quau counèis pas lou Tresor de Sustancioun,.....e, avans tout et subre tout, lou Siège de Cadaroussa ? » écrivait J. Roumanille, dans la préface pour son édition du poème héroï-comique de l'abbé Fabre, en 1866. Cependant, rien de plus réel, de plus historiquement vrai que le siège, ou, pour mieux dire, l'occupation de Caderousse par l'armée papale. Si dure même, si onéreuse aux Caderoussiens, fut cette occupation qu'il est impossible de ne point s'étonner que le bon prieur de Villeneuve ait choisi ce sujet pour donner carrière à son humeur enjouée et à sa verve caustique. Une seule considération peut faire absoudre l'abbé Fabre, c'est que né 20 années environ après l'évènement, il l'a mal connu, ou, ce qui revient au même, l'a connu seulement par la relation manuscrite de l'abbé De...., ainsi que nous allons essayer de l'établir.

*
* *

A notre époque où l'agriculture est si productive, où les grains se transportent avec tant de facilité et de vitesse d'une contrée à l'autre, on a de la peine à concevoir qu'il y ait eu, dans un passé qui n'est pourtant pas bien lointain, tant de circonstances où la famine, détruisant un grand nombre de malheureux,

menaça la nation française tout entière. Ce fléau, rendu plus meurtrier par la rigueur de l'hiver, sévit particulièrement sur notre pays, en 1709 (1). La répercussion de la misère générale atteignit la cour royale elle-même : Mme de Maintenon fut réduite à manger du pain d'avoine. Faut-il, après cela, s'étonner si la ville d'Avignon manqua de blé. Ce qui est plus surprenant, c'est que Caderousse en avait alors une provision plus que suffisante. « Ses greniers publics, au mois de janvier 1709, en contenaient 400 saulmées. » Se trouvant dans la situation de la cigale vis-à-vis de la fourmi, le vice-Légat du Pape essaya du même moyen. Le 27 mai 1709, il députa auprès des Consuls de Caderousse Mgr l'Auditeur-Général, en lui donnant pour escorte une partie de la garnison du palais d'Avignon. Arrivé à la porte de la ville l'Auditeur manda par devers lui les Consuls, et, après leur avoir exposé le but de sa visite, il leur

(1) En ce qui concerne particulièrement le Comtat, voici comment les Elus, dans une lettre au Camérier d'honneur du Pape, en date du 25 avril 1709, représentaient l'état lamentable de cette province :

« Cette province autrefois si abondante en grains qu'elle en envoya, dans la même année, huit mille charges à Rome pour le service de Notre Saint-Père, du temps que Monseigneur le Cardinal d'Armanac était collégat d'Avignon, en est aujourd'hui si dépourvue que peu de villes et lieux de ce pays en ont suffisamment jusques à la récolte, que plusieurs en manquent même actuellement sans espoir d'en trouver, puisque les subjects du Roy, nos voisins, gardent partout les passages à mains armées pour empêcher qu'il ne sorte aucune quantité de chez eux où la disette n'est pas moins grande qu'icy. La plupart des pauvres de quelques-uns de nos villages n'ont plus pour tout aliment, Monseigneur, que des herbes et des racines, et tout le reste du Comtat est à la veille d'un aussi déplorable malheur, si la divine Providence n'y pourvoit miraculeusement..... »

Arch. de Vaucluse, C. 30, folio 601.

Ajoutons que « Sa Sainteté touchée des misères et calamités de ce pays envoya mille mesures ou rubbia de blé gratis pour être réparties au Comtat et à la ville d'Avignon » sans préjudice d'autres secours et soulagements. Mais les galères portant le blé papal furent presque totalement pillées, avant d'atteindre Avignon.

Arch. de Vaucluse, C. 32, folio 605.

remit une lettre du Vice-Légat. Celui-ci y demandait « la quantité de quatre-vingt-dix salmées du bled pour la provision des habitants de la ville d'Avignon, de celui qui se trouvait dans les greniers de M. Rouvière, fermier de M. le Duc, attendu l'extrémité où se trouvait ladite ville d'Avignon(1). » Il offrait et promettait de faire rendre la même quantité « lorsque les bleds de la provision dudit Avignon que N.-S.-P. le Pape lui devoit seroient arrivé audit Avignon. »

Dès qu'ils eurent entendu la lecture de cette lettre les membres du conseil de la communauté « tous unanimement et d'un commun accord se dirent tous prêts à obéir aux ordres de son Excellence, » d'autant plus que Rouvière, de son côté, répondait d'une réserve capable de résister aux pires extrémités. Il proposait même aux Consuls de leur remettre les clefs du grenier, « pour leur estre libre de prendre du bled lors et quant ils en auraient besoin. » Les Consuls lui envoyèrent donc l'ordre d'accorder à l'Auditeur-Général les quatre-vingt dix salmées du blé demandé ; seulement, pour que les habitants de Caderousse ne prissent point ombrage de ce prêt, l'Assemblée communale enjoignit, du même coup, à Rouvière de « remettre directement dans les greniers de ladite communauté la quantité de cent salmées du bled pour la provision des habitants de cette ville. »

Malgré ces sages dispositions bien propres à détruire dans l'esprit des Caderoussiens toute crainte de disette, la populace s'ameuta et empêcha le chargement du blé destiné aux Avignonnais. Force fut donc aux Consuls de prendre des mesures énergiques. Dès le lendemain, 28 mai, au matin, ils se

(1) Arch. Mun. de Caderousse, B. B. 28.

réunirent et délibérèrent « de nouveau de faire transporter incessamment par des charrettes, et les faire escorter par les personnes des plus sensées et choisies qu'on pourra trouver dans cette ville, à la ville d'Avignon, la quantité de quatre-vingt dix salmées du bled que S. E. demande pour la provision de ladite ville d'Avignon. » Ils constituèrent, en conséquence, « un corps de garde des plus apparentes personnes de la communauté » afin d'opposer ses armes à celles de la populace, si elle les reprenait. En même temps, ils prièrent M. le Marquis d'Urban co-seigneur de Caderousse avec le duc de Grammont, indiquons-le pour mémoire (1) « de vouloir prendre la peine d'aller à Avignon pour voir S. E. et luy témoigner les regrets que lesdits S^{rs} ass. et tout le reste des gens distingués de cette ville avoient de n'avoir pu estre les maîtres de la populace et obéir aux ordres de S. E., et la supplier au nom desdits S^{rs} Consuls de vouloir accorder à ladite communauté la grâce que lesdits S^{rs} luy demandent pour tout le peuple et protection à son pays, vu la bonne conduite et le zèle ardent que MM. les Consuls ont témoigné pour les ordres de S. E. en cette occasion, et la suppliant très humblement d'avoir la bonté de vouloir les renvoyer au plus tôt en cette ville pour contribuer à rendre les services que cette communauté demande de leur vigilance. »

Ces supplications des Consuls et cette démarche du marquis d'Urban n'empêchèrent pas l'occupation à main armée de Caderousse. Elle dura, peut-on dire, tout le mois de juin. Dans l'Assemblée du 8 décembre 1709, où le Conseil de la communauté

(1) C'est quelques années plus tard que les d'Urban vendirent leur co-seigneurie aux de Grammont.

approuva les dépenses qu'avait coûtées l'occupation, les premières notes sont bien du 3 juin, et les dernières du 27. Mais, d'autre part, il est indiqué que l'Auditeur-Général Mgr Cadebos demeura 28 jours à Caderousse, logé dans la maison de M. de la Croix.

L'Auditeur-Général avait droit pour lui, sa maison et son train à 85 livres par jour. Il eut tout de même la pudeur de n'en accepter que 60, et de ne point toucher intégralement les 2.380 que les légistes de son escorte lui avaient attribuées. Les avocats fiscaux MM. de Benoit, de Thozon et de Rotha, avaient droit chacun à un louis d'or par jour, nourriture et voiture non comprises. Eux ne consentirent aucune réduction, et il fut versé à chacun 344 livres. L'exécuteur, de son côté, en reçut sept « pour avoir pendu en effigie 4 personnes, en avoir fouetté 2 autres, et attaché 2 autres à la potence, » outre une gratification de 10 livres pour frais de transport de la potence (1). Le menu fretin, fort nombreux, de cette croisade d'un nouveau genre coûta aux Caderousiens la somme globale de 20.116 h. 15 s. 7 d. (2), pour le temps de l'occupation, sans compter, bien entendu, les dégâts et les rapines que ces saints forbans commirent dans la ville et les alentours. Conformément à une délibération du Conseil, prise le 22 juin, devant l'Auditeur-Général, les Caderousiens furent taxés, chacun selon ses moyens, pour subvenir à ces dépenses, « la Communauté se trouvant tout à fait épuisée d'argent, n'y ayant pas un sol dans la bourse commune. »

(1) Arch. Munic. de Caderousse, C. C. 232.

(2) Arch. Munic. de Caderousse, B. B. 28.



On voit tout ce qu'a de triste la réalité, et combien elle est loin du tableau présenté par l'abbé Fabre dans son poème. Il y a bien, à la vérité, dans celui-ci, des coups de poing, des coups de bâton, des décharges de seringues, voire des mâchoires endommagées:

Lafuelhada, douè premié coq
Toca un frater sus la babina,
E lou fai toumbà pèr esquina.
L'autre se relèva, en disènt :
— Amen, bon ! me manca una dènt !

des oreilles entamées :

Pèire n'empourtet une pelha
A la plaça d'un floc d'aurilha
Qu'avié perdu dins lou debat.

des têtes entièrement mises à mal

Un certan Nicoulas Barrau
Prenguèt una imou tant cruèla
Que faguèt pire que la grela
.
.
E dins tout aco perdèt pas
Que lou péu, las dènts et lou nas.

Mais, à la fin, la belle Françon arrange si heureusement les choses ! Nouvelle Judith elle séduit son Holopherne, se fait épouser, et, comme cadeau de nocces, obtient du général, son généreux mari, la paix pour ses compatriotes. Dès lors, ce ne sont plus

que ripailles pantagruéliques entre les belligérants naguère si acharnés les uns contre les autres, et la bombance continue jusqu'au moment où les Avignonnais repus, gavés, n'en pouvant plus, près de mourir d'indigestion, comme peu auparavant de faim, se décident, pour échapper à un trépas plus certain qu'au plus fort des précédentes batailles, à regagner leur ville et partent, emmenant quantité de charrettes chargées de blé, et en chantant :

Mai à la plaça de l'absouta,
Jusquas à la fin de la routa
Cantèron tant Alleluia
Que poudien pas pus ganguelà !

★ ★

Par contre, c'est assez près de la relation manuscrite que se tient, pour le fond, le poème de l'abbé Fabre, et tout d'abord pour le plan ou la composition. Ici et là, nous voyons une première tentative des Avignonnais repoussée par les Caderoussiens, puis nous assistons aux préparatifs de l'expédition et à son départ d'Avignon par la porte Saint-Lazare, enfin nous apprenons l'entrée dans Caderousse. Les trois phases de l'événement sont ainsi nettement séparées dans la relation comme dans le poème. Nous devons faire observer que la relation de l'abbé De....., tout au contraire du poème de l'abbé Fabre, ne mentionne aucune bataille, et qu'elle donne un dénouement qui, sans se conformer à la vérité historique, n'est pas, néanmoins, tout à fait fantaisiste. « La bourgeoisie et la cavalerie, dit l'abbé De.... a séjourné dans Caderousse quatre jours à discrétion

où elle a fait un désordre extraordinaire. On dit qu'à son départ le sergenté-majoré la fit passer en revue devant l'Auditeur qui luy donna sa bénédiction et la fit renger en bataille pour demander à tous s'ils étoient contents et sy personne ne se plaignoit. Cette honnêteté fut payée de trois salves de mousqueteries accompagnées d'exclamations et des cris : **Vive le sergenté-majoré et Mgr l'Auditeur !** Elle prit ainsy congé des MM. qui se sont arrêtés avec une partie de la garnison pour faire quelque excursion sur les biens des plus opulants citoyens de la ville de Caderousse. »

Apart cette différence, encore est-elle fort peu marquée, les analogies surabondent entre le poème et la relation. Ce qui apparaît, avant tout, dans les deux, c'est le désir, l'intention bien arrêtée de dénigrer et de ridiculiser le haut clergé italien et ses gens qui, certes, nous en avons trouvé ailleurs d'autres preuves, n'étaient point aimés du clergé de notre contrée. De là, les caricatures, à la Caran d'Ache, des chefs de l'expédition, au premier rang desquels l'auteur de la relation fait figurer Bonaventure, le sergenté-majoré, « qui suivi de deux valets, avec un fusil de chasse chacun, marchait monté sur un cheval fringant et cabriolant d'un côté et d'autre, ce qui faisait craindre pour la personne du cavalier. Mais certaines précautions qu'il avait prises l'avait mise hors d'état de chute. Son habit rouge en broderie d'argent, sa perruque blonde et bien poudrée, son teint illuminé et rasé de frais, avec cela son air gracieux, le faisait admirer de tous ceux qui le voyoient. »

De là encore, la parodie, gaie et malicieuse comme dans le Typhon et le Lutrin, de tout ce branle-bas

pseudo-militaire et des attitudes ridiculement belliqueuses de ces disciples improvisés de Mars. Bonaventure, le sosie de Pantaloun, n'imagine-t-il pas lui aussi qu'il se déshonorerait s'il entrait dans Caderousse, autrement que par la brèche ? Aussi avec qu'elle superbe indignation, mêlée de colère, accueille-t-il les Consuls qui humblement lui apportent les clefs de la ville ! • Prenant les clefs avec le bout de sa canne, il les fit voler à dix pas de là, disant avec hauteur et d'un ton grave : Andate ley giter din lou Rhône, non pieca vous serviro de niente. »

Les lignes écrites, en manière de réflexion, à la fin de la relation, accentuent encore le ton railleur qu'a gardé tout le temps l'abbé De... .. et dénotent même une franche acrimonie, voisine de la haine :

« Telle fut la fin, dit-il, de cette fameuse expédition qui avoit alarmé tout le Comtat. Ce grand appareil de guerre n'aboutit qu'au carnage de trois mille cinq cents poules et quantité des pigeons et poulets dont les gailliards se sont farcis leurs ventres, nonobstant les vendredy et samedy qu'ils ont franchi aussy cavalièrement que s'ils eussent été à la guerre de Flandre. La contribution n'a pas été moins considérable : les pièces du lard qui étoient en ce lieu ont été voiturée en guise de cuirase et tous les tresors des particuliers ont été sy épuisé que Caderousse n'en relevera de sa vie sans une protection spéciale du Ciel qu'il ne devra jamais aux vœux et aux prières de ses irréconciliables ennemis. »

Au surplus, tout en se moquant de la pauvreté d'invention du récit qui nous occupe, l'abbé Fabre, dans un passage de son poème, donne à entendre qu'il l'a connu. Nous osons avancer que c'est la relation manuscrite de l'abbé De.... qui lui a fait conce-

voir l'idée de son poème, lui en a fourni le plan et inspiré l'esprit. Cette constatation, qui s'impose à raison d'analogies qu'on pourrait présenter en plus grand nombre, n'ôte d'ailleurs rien à la valeur « dou Siège de Cadaroussa, moudele d'entrin, de pebre et de sau, et tout beluguejant d'engèni, obro tant galanto et tant galoio, » suivant l'appréciation si juste du maître Roumanille. La dispute qui fait le fond du Lutrin de Boileau avait réellement existé entre le trésorier et le chantre de la Sainte-Chapelle. Il n'est pourtant venu à personne l'idée de contester à Boileau son mérite d'invention et la puissance d'imagination, nouvelle chez lui, dont il a fait preuve dans ce poème héroï-comique. C'est de la même manière qu'il convient de juger le poème du même genre et du même caractère de l'abbé Fabre, sinon le préférer, ce qui selon nous, serait justice, au Lutrin. Les lecteurs « dou Siège de Cadaroussa » continueront à admirer sans réserve cet ingénieux, amusant et spirituel poème ; ils sauront seulement qu'il ne faut point prendre pour une fiction l'évènement qui en a fourni le thème. Tant est juste, ici plus que jamais, la remarque de Boileau :

« Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable ! »

YRONDELLE.

L'ÉPOPÉE DIABOLIQUE

D'APRÈS PROUDHON ET GÛTHE

Darwin ne se trompait qu'à demi, quand il nous attribuait une origine Simienne. Il est certain que l'humanité a de qui tenir dans la personne de celui qui, mieux que Voltaire, pourrait se dénommer un singe de génie. N'est-ce pas Tertullien qui appelle quelque part le Diable un mime, un comédien ? Comédien est-il, en effet, doublement qualifié, premier rôle dans le scénario tragi-comique qui constitue l'histoire, cet étrange mélodrame où le thyrses et le glaive entrecroisent leurs effets au-dessus d'incessantes hécatombes ; Euménides et Bacchantes également acharnées à notre perte, dirait un ancien. Pour le chrétien toutefois, ce ne sont là que des comparses, l'impresario restant dans la coulisse (1) d'où il dirige l'action avec une prestigieuse maîtrise. Notez que la partition est effroyablement compliquée ; il ne s'agit pas d'une simple joute oratoire, d'une mimique d'acrobates renouvelée des jeux olympiques, mais d'une mêlée furieuse, si souvent à l'ordre du jour dans nos annales, que les philosophes en ont

(1) Méphistophélès, *montrant sa tête hors du trou du souffleur* : « D'ici j'espère me concilier la faveur générale ; souffler est l'éloquence du diable ». *Faust*, 2^e partie.

pris occasion de déclarer normal l'état de guerre, comme loi de nature (1). En fait, ce fut toujours là le point culminant de la sophistique diabolique, qui se réclame un peu trop, comme chacun sait, de nos origines soi disant sauvages (2). Se serait-elle constituée gardienne et protectrice de notre arbre généalogique, dont elle voudrait aussi faire l'arbre de vie omnibus? Peut-être! En tout cas pareille prétention ne saurait aller de soi, sans être sérieusement discutée.

I

Que la vie de l'homme soit un combat, cet aphorisme de la sagesse antique, dont le Darwinisme a tellement abusé, ne vaut que pour l'ordre moral où l'offensive, même journalière, s'impose conjointement avec la loi du progrès. Ce n'est que par extension que la guerre peut devenir légitime en politique où la paix reste toujours de commande. On voit dès lors quelle est la diversion qui s'impose en bonne tactique : absorber l'homme dans la querelle des intérêts et des passions pour satisfaire le besoin d'action qui le tourmente, aux dépens des droits de Dieu et de l'honneur chevaleresque.

Une si large conception de l'idée révolutionnaire n'a pu germer spontanément dans un esprit aussi rabaissé que le nôtre. On y sent passer le frémissement d'un génie de haut vol jusqu'au face à face de la vérité suprême, et par conséquent, maître de la question et incapable de se payer d'utopies. Foin des

(1) Hobbes, *Puffendorf*.

(2) Rousseau, *Les Encyclopédistes*.

immortels principes irrémédiablement déconfits ! Il n'y en a qu'un seul qui ne trompe pas à l'usage. C'est, explique Proudhon, l'asservissement de l'idéal. Voici ce que nous lisons d'écrit en plein texte du troisième volume de *La Justice dans la Révolution et dans l'Église* : « La raison des choses veut que
« dans la société l'idéal, au lieu de commander,
« serve ».

Le morceau est certes de haut goût, mais plus consistant toutefois que le nihilisme de la formule contemporaine : « Ni Dieu ni maître ». Cela se tient logiquement. La raison humaine ne peut se passer d'idéal, pas plus que le firmament des lumières que voulait éteindre Viviani. Cet idéal aussi bien, rien n'empêche de le prendre à revers, dans sa contradictoire qui doit toujours être sous entendue en bonne logique. Seulement sur l'une et l'autre face c'est toujours l'effigie d'un maître qui surgit à l'œil, réclamant hommage lige. A retourner la médaille, Proudhon lui-même ne pouvait manquer de tomber en catalepsie, et le voilà, incontinent, qui s'échappe en dithyrambe : « Viens, Satan, viens, le calomnié
« des prêtres et des rois, que je t'embrasse, que je
« te serre sur ma poitrine ! Il y a longtemps que je
« te connais et tu me connais aussi. Tes œuvres, ô
« le béni de mon cœur, ne sont pas toujours belles
« ni bonnes ; mais elles seules donnent un sens à
« l'univers et l'empêchent d'être absurde. Que serait
« sans toi la justice ? un instinct ; la raison ?
« une routine ; l'homme ? une bête. Toi seul animes
« et fécondes le travail ; tu ennoblis la richesse, tu
« sers d'excuse à l'autorité, tu mets le sceau à la
« la vertu. Espère encore, proscrit !... »

Faut-il prendre au sérieux un pareil enthousiasme ?

Si le doute subsiste pour quelques-uns, je n'éprouve, quant à moi, aucune répugnance à rendre hommage à la sincérité d'un auteur dont le lyrisme même n'excède en rien le cadre logique qu'il s'est tracé. Sa théorie générale est d'une rare précision et peut se résumer en deux mots. Point de milieu entre l'absolue incrédulité et la précision de la foi catholique (1); entre l'abstraction pure et le ferme réalisme de l'Eglise. Il faut renier le surnaturel, ou bien l'admettre comme monde à part constitué, avec sa population d'esprits supérieurs à l'homme, mais en relations suivies avec lui pour le mal comme pour le bien. Il n'y a flottement dans l'esprit du maître que sur la valeur des sciences morales (2), c'est-à-dire sur l'hypothèse engagée. Mais comme les sciences exactes ne seront pas de longtemps à même d'usurper le monopole doctrinal qu'on leur souhaite, la thèse subsiste tout entière à l'honneur de l'Eglise et du surnaturel qu'elle nous représente si agissant, en plein relief d'objectivité morale, vivante antithèse de l'idéalisme panthéistique et de la fantasmagorie manichéenne, deux âneries dont cependant la discussion s'impose.

(1) « Croyez-vous en Dieu, dit-il; si oui, vous êtes chrétien, catholique. Sinon, osez le dire; car alors ce n'est pas à l'Eglise, que vous déclarez la guerre seulement, c'est à la foi du genre humain. Entre ces deux alternatives, il n'y a de place que pour l'ignorance et la mauvaise foi ». (T. I, page 28).

« Pour ce qui est de la foi, il n'y en a pas d'autre que celle qui a engendré l'Eglise ». (T. I, page 33).

« Jésus-Christ est le fondateur de la Religion absolue, non seulement pour cette terre, mais pour les autres planètes, si elles ont des habitants doués de raison et de moralité ». — (M. Renan, *Vie de Jésus*).

(2) « Je n'aurais pas cette présomption étrange, partant de l'hypothèse que l'idée de Dieu est indispensable à la morale, de me croire plus capable que l'Eglise, que le genre humain qui y a travaillé plus de 60 siècles, de déduire en théorie et de réaliser en pratique une telle idée » (Proudhon, T. I, p. 36)

Le Panthéisme, que nous personnifions pour la circonstance, est un pulvérisateur émérite que nulle difficulté n'arrête **parce** qu'il excelle à la dissiper en fumée. Impersonnalité de la raison, souveraineté de la logique (1), double dissolvant auquel rien ne résiste, pas même le principe de contradiction, constitutif cependant du sens commun et de la morale. Bien peu, sans doute, pourraient suivre le philosophe allemand dans le dédale de sa sophistique pour l'identité des contraires. Mais chacun de nous n'apporte-t-il pas inclus, en venant au monde, un germe d'hégélianisme dans cette concupiscence qui nous fait nous aimer nous-même, comme le disait Montaigne, de Paris, jusque dans nos verrues.

Nous gardons toujours de l'honneur la coquetterie, même quand nous en avons perdu le sentiment; et Dieu sait si elle excelle à farder le vice pour lui refaire, même en droit une virginité, à grand renfort de paralogismes et de circonstances atténuantes. Le système avait naguère ses docteurs, dont quelques uns même, avec Lombroso, concluaient, je crois, à l'irresponsabilité morale, ou peu s'en faut. Pauvre logique assurément mais bien timide pourtant à côté du dogmatisme païen lequel ne fut, pendant de trop longs siècles, que la glorification systématisée du vice, l'apothéose des Passions.

Laissez passer, laissez faire, se contentaient alors de chuchoter les sages: ZEUS PAIZEI ! Aujourd'hui,

(1) Oh ! la logique. Le bonhomme Crysale vous la retourne en deux mots :

« Raisonner est l'emploi de toute ma maison

« Et le raisonnement en bannit la raison ».

(Molière, *Femmes savantes*).

D'autre part, c'est Bélise qui se charge de cuisiner la critique :

..... « Sur toutes les questions qu'on pourra proposer

Faire entrer chaque secte et n'en point épouser ». — (Ibid).

ce n'est plus Zeus qui s'amuse, mais le sémillant doctrinaire dont les tours de haute voltige intellectuelle font se pâmer la galerie, dindons ou dandys, comme vous voudrez.

Libre à lui, sans doute, de jongler avec des mots, de balancer des termes émasculés au préalable, c'est-à-dire auxquels il n'accorde qu'une valeur arbitrairement relative, ou hypothétique. Mais alors on ne voit plus ce qui saurait différencier la doctrine d'Hegel du subjectivisme de Fichte, soit du Panthéisme humanitaire, la plus grande absurdité qui se puisse imaginer. Ne serait-il pas plus raisonnable d'admettre, avec la tradition toute entière, qu'en fait, sous couleur d'anthropomorphisme, c'était le Démon (1) qu'adorait le païen courbé devant l'idole symbolique, mais, en réalité, subjugué par un autre dans son cœur? *Dii gentium Dæmonia*. Cet oracle de l'Écriture est à l'épreuve des siècles. Nos modernes panthéisants auraient-ils la prétention d'en remonter à la critique contemporaine? Du reste, hypothèse pour hypothèse, mieux vaut, avec De Maistre, attribuer à l'intervention de Satan le débordement de sauvagerie dont témoigne trop souvent l'histoire, que d'en appeler à la légende surannée de l'homme bohème et habitant des cavernes. Il est de telles horreurs qu'un simple retour

(1) Voyez par exemple le culte Baal! Un Dieu adoré sous la forme d'un bouc, des prêtres dansant en chœur autour de lui, poussant des cris sauvages, s'ouvrant les veines, se livrant aux orgies les plus infâmes; ou bien un Dieu honoré sous la forme d'un taureau, recevant dans ses flancs embrasés les enfants qu'on lui immole, dévorant ses victimes dont les cris sont étouffés par les sons des instruments les plus bruyants, et par les acclamations féroces d'une multitude insensée, tandis que d'autres se jettent par troupes dans les flammes; cela est-il humain, je le demande? et cela n'est qu'une particularité dans l'histoire de l'idolâtrie. Pour être complet, c'est l'histoire de tous les cultes païens qu'il faudrait faire.

d'atavisme ne saurait expliquer. Si l'homme peut se montrer quelquefois enfant terrible, il n'est, au demeurant, qu'un naïf volage trop souvent épris des bagatelles de la porte et de cette Colombine de foire qu'est la politique.

Singulier Dieu, en vérité, que cet oison migrateur, toujours en passe de s'extérioriser. Sans doute, comme l'enseigne Pascal, cette passion du divertissement qui l'emporte, pourrait provenir de quelque chagrin domestique, témoigner de quelque trouble au ménage. Mais, j'y songe ; a-t-il bien un intérieur à lui, une individualité propre, ce fantoche que le manichéisme (1) nous représente comme l'enjeu de l'éternelle lutte entre les deux premiers principes, également acharnés à l'absorber ? Immobilisé entre Arlequin et Pierrot, quelle figure peut-il bien faire ? C'est ici que survient la métempsychose, comme une fée bienfaisante pour intervertir les rôles, et lui donner de l'air. Evolution et métamorphose d'office, indifférence de principe, à ce compte là sans doute la nature humaine se trouverait affranchie de la tutelle de la loi et du servage moral. Mais, pour ne ne plus être à la peine, resterait-elle à l'honneur ? Que serait donc la vie, en dehors de toute identité subs'antielle, abstraction faite de l'âme, sinon une simple figuration au petit bonheur (2), au hasard de

(1) L'hérésie Manichéenne ou dualiste, la plus antique et la plus tenace, dans l'histoire de l'humanité ne s'est éteinte qu'avec les derniers Albigeois, dans la déroute de Muret, au xiv^e siècle en plein midi de la France. Peut-être en trouverait-on encore quelque germe dans la philosophie d'Outre-Rhin. Mais, passons.

(2) Pour peu qu'on insiste sur la distinction essentielle entre l'esprit et la matière, quand on veut expliquer l'union de l'âme et du corps chez l'homme, les moyens imaginés sont toujours quelque peu extravagants. Témoin la double horloge de Leibnitz et son système de l'harmonie préétablie. Voilà certes un horloger bien embarrassé avec tant de cadrans détraqués habituellement. — Le

conjonctures heurtées, d'assemblages grotesques mainte fois tirés en caricatures : *comædiante* ! Vous déclareriez vous panthéiste, partisans de l'identité universelle ? c'est pour le coup qu'il faudrait déchanter : *Tragædiante* ! Qui ne sait que le collectivisme est le plus terrible bourreau de l'humanité qui se puisse imaginer, après le père Saturne et son instinct de cannibale.

Soyons donc reconnaissants à Darwin de s'en être tenu à la note gaie, en nous donnant pour emblème le plus joyeux drille du règne animal. Darwin cependant n'est pas le premier qui ait eu la superstition du singe. Je vois le grave Platon interrompre le cours de sa *République*, pour se donner le plaisir de contempler Thersite passé dans le corps d'un singe. En sa qualité de poète, la métempsychose lui paraissait être la raison dernière des choses. Fantaisie d'artiste au verbe allégorique, abondant en métaphores.

Or, en fait de métaphores, en voici une fameuse, quoiqu'on ne doive pas la mettre au compte de la métempsychose platonicienne : « Qui ne sait, dit « Juvénal dans sa XV^e satire, quelles typiques divi-
« nités révère le mystique égyptien ?... L'effigie du
« singe d'or à longue queue brille aux lieux où
« résonnent les cordes magiques du colosse mutilé

mot juste en la circonstance nous le demanderons à Méphistophélès — « Personne encore n'a pu comprendre, demandait le bachelier, comment l'âme et le corps, deux compagnons inséparables, « se combattent sans cesse, au point de s'empoisonner l'existence ». — « Arrêtez ! s'écrie Méphisto ; J'aimerais mieux demander pourquoi l'homme et la femme s'accrochent si mal ». Traduction libre : La désunion entre l'âme et le corps est d'ordre moral, et n'affecte en rien l'unité physique et individuelle du composé. — D'une manière générale on oublie trop, dans un certain monde, que l'âme, en tant que substantielle, doit être considérée comme principe spécial de mouvement et non comme étant elle-même un mouvement ou une harmonie, selon l'opinion d'Héraclite et Dinarque.

« de Memnon, où l'antique Thèbes git ensevelie
 « sous les ruines de ses cent portes ». Dieu, qu'en
 termes galants le mythe ici s'annonce. Pour plus de
 précision je m'adresse au sphynx du lieu, le même
 peut-être que rencontreront tout à l'heure Faust et
 Méphysto dans leur promenade magique à travers
 les siècles, et auquel ce dernier ne reprochera qu'une
 chose, de montrer la vérité toute nue (1). Jugez-en
 par cette explication qui me paraît définitive : —
 « Pareille apothéose ne saurait s'entendre que de
 « l'adoration, sous l'image du **singe**, de ce mime à
 « haute visée dont on pourrait bien dire qu'il est le
 « sosie, la décevante vision de ce Dieu qu'il lui fut
 « donné pendant des siècles de supplanter sur l'au-
 « tel ». — Hâtons-nous d'ajouter que, par une juste
 punition du ciel, la glorification de Satan ne pouvait
 manquer de tourner à la confusion de l'humanité.
 La devise du monde païen tient tout entière dans
 ces quatre mots de Tacite : *Omnia serviliter pro domi-*
natione. Je te donnerai l'empire, si, tombant à
 genoux, tu consens à m'adorer. Le triomphe de la
 force s'ensuivit bien de notre bassesse, mais avec
 quel cortège de cruautés et d'horreurs. Pindare
 nous dit quelque part que les dieux ne nous donnent
 jamais un seul bien qu'en l'accompagnant de deux
 maux. Les deux plaies du paganisme furent l'immo-
 ralité et l'esclavage. Elles apportaient en substance
 son arrêt de mort.

(1) Méphisto. — » A mesure que j'erre à travers ces régions, je
 « me sens de plus en plus dépaysé. Partout des nudités, ça et là
 « seulement quelques chemises..... A vrai dire, nous
 « sommes obscènes du fond du cœur, nous autres ; mais l'antique
 « me semble par trop vivant ; on devrait le subordonner au goût
 « moderne, et l'affubler de diverses façons, selon la mode..... »
 — Bravo, père la Pudeur ! moralisez un peu cette classique Alle-
 magne, qui en verra bien encore de plus grosses.

II

Adorable figure du singe ! Nous la retrouvons avec Faust, sur les hauteurs du Brocken, dans l'an-tre de la sorcière multipliée et en famille, occupée vivement à attiser le feu pour presser le bouillon de la marmite fatidique. Je soupçonne aussi Goethe d'avoir visé telle fable bien connue de La Fontaine, quand il nous montre Homonculus, le loquace et sémillant embryon, traversant l'Océan, admis en croupe par Protée métamorphosé en dauphin pour la circonstance.

Mais la ménagerie du poète est autrement variée que celle d'un simple naturaliste. Pouvait-il se laisser hypnotiser par la grimace des anthropoïdes au point de refuser l'entrée de sa cour à tant d'autres espèces, créations du génie des Hellènes ? Pourquoi ne pas se montrer accueillant, quand on y met du reste de la discrétion et que ce n'est pas du *vulgum pecus* qui attend à la porte. Les types de la mythologie populaire ont tout de même leurs grâces ; on ne va pas les refuser en bloc, mais que d'espèces rares issues de l'enseignement esotérique nous voyons figurer à la clarté de la lune, dans la *nuît classique de walpurgis* ! Les voici, sans les nommer toutes : Méres, Kabires, Forkyades, Dactyles, Inses, Ari-mapses, Lamies, Stympkalides, Griffons, Lemures, Telchines, Sirènes, Dorides (1), en qui se résume, pourrait-on dire, le cycle de l'évolution avant la

(1) Pardon, dans l'essoufflement de la farandole, d'avoir omis l'Empouse, spécimen cependant bien curieux de la mythologie populaire. C'était, comme l'indique son nom, la déesse au pied d'âne, envoyée d'Hécate. Elle se montrait au voyageur sous toute sorte d'apparences, tour à tour vache, plante, mouche, serpent.

lettre ; car il importe de remarquer que Darwin n'a fait que continuer les Grecs, en passant par Lucrèce.

N'allez pas croire cependant que le diable qui surgit ici en la personne de Méphistophélès soit un diable purement allégorique, antédiluvien, quoique scientifique et panthéiste panthéisant. — « Il n'y a de diable qu'autant que je l'admets » — s'écrie le bachelier. — « Ces gens-là, répond en aparté « Méphisto, ne soupçonnent le diable que lorsqu'il « les tient au collet. Prends garde, insensé, que le « diable ne te donne bientôt un croc-en-jambes. « Jeunes gens, le diable est vieux ; vieillissez donc « avant de le comprendre ». Mais si le diable est vieux, il connaît plus d'un tour, et, même sans avoir pu laisser à la bataille son pied de cheval moyennageux, il sait si bien se grimer au physique comme au moral que, ma foi, je soupçonnerais presque plus d'un dandy modernisant de l'avoir déjà bien accueilli comme aujourd'hui Faust, malgré son humeur assombrie.

— « Faust — Qui frappe ? Entrez, entrez donc » !

— « Méphisto. — C'est moi, qui t'aime ainsi, même bourru. Nous nous entendrons, je l'espère ; car, pour chasser tes caprices fantasques, me voici en jeune gentilhomme vêtu de pourpre et brodé d'or, le petit manteau de soie roide sur l'épaule, la plume de coq au chapeau, avec une longue épée affilée au côté ; costume modèle pour qui veut, affranchi, libre, faire l'expérience de la vie ».

Mais vous êtes trop beau, Messire. A savoir si votre ramage se rapporte à votre plumage ? Méphistophélès, en effet, dit un commentateur, peut bien avoir une certaine valeur représentative, mais reste à trouver de quel type il se réclame. Je soupçonne

Gœthe, dans le caprice de ses généalogies fantastiques, d'avoir fait venir son diable de l'autre rive du Rhin. Sous les traits bizarres de Merck, le railleur ami du poète, Méphistophélès n'est qu'un Français du XVIII^e siècle, de son vivant grand seigneur, ayant ses entrées à Versailles, dinant avec les encyclopédistes, un habitué de cette spirituelle marquise du Deffand, « qui n'espérait, disait-elle, que dans le néant ». Quand on vante si fort les charmes du néant, on a reçu les leçons de Méphistophélès, on a vécu dans le même monde que lui.

Un maître aussi répandu ne pouvait être avare de lui même, et je suppose que c'est autre part que dans la chaleur communicative des banquets ou dans la taverne d'Auerspach, que s'est épanché son enseignement si fidèlement sténographié par Gœthe. Ouvrons donc le Faust ! Nous y verrons tout d'abord que la méthode pour Méphisto comme pour tant d'autres, se réduisait à ceci : faire le vide dans l'intelligence du patient, afin d'entraîner plus facilement le cœur, pour la consommation de sa ruine morale. Telle fut toujours, nous l'avons dit, la tactique du diable. Voici, du reste, sa première leçon de logique : — « Veut on reconnaître et deviner
« quelque chose de vivant, on commence dès lors
« par chasser l'intelligence ; on en tient entre les
« mains tous les éléments, il ne manque plus hélas !
« que le lien intellectuel ; la chimie appelle cela
« *Encheiresin naturæ*, et, sans s'en douter, se moque
« d'elle même ».

Il n'y a pas de substances ! Telle est bien, en effet, la science dernier cri, et depuis trop longtemps. Par quoi combler le vide ? « Si vous ne voulez pas jurer
« sur la simple parole du maître, ajoute Méphisto,

« somme toute, tenez-vous en au mot et vous entre-
 « rez alors par la porte sûre au temple de la cer-
 « titude ».

L'Écolier. — « Cependant un mot doit toujours
 « contenir une idée ».

Mépbistophélès. — « Fort bien ! Seulement il ne
 « faut pas trop s'en soucier ; car, là où manquent les
 « idées, un mot trouve à propos sa place. Avec des
 « mots on discute vaillamment, avec des mots on
 « érige un système. On peut fort bien croire aux
 « mots. D'un mot on n'ôterait pas un iota ».

Ainsi soit-il ! Car c'est bien à un mot que s'attache
 Faust pour fixer son esprit et retrouver la paix du
 cœur. Un Nouveau Testament est à sa portée..... —
 « Je me sens, s'écrie-t-il, entraîné vers le texte, je
 « veux l'ouvrir et traduire une fois, en la simplicité
 « de mon sentiment, l'original sacré dans ma chère
 « langue allemande. A l'œuvre donc ! « Il est écrit :
 « *Au commencement était le Verbe* ». Dès ici je m'ar-
 « rête. Il m'est impossible de donner tant de valeur
 « au Verbe. Je dois traduire autrement, en ces ter-
 « mes : « *Au commencement était l'Esprit* ». — Mais,
 « est-ce bien l'esprit qui fait et ordonne tout ? Il
 « devrait y avoir, ce semble : « *Au commencement*
 « *était la force* » ? Mais non ; le vrai sens est celui-ci
 « que j'écris avec confiance : « *Au commencement*
 « *était l'action* ».

L'action ! Le mot est bien choisi ; il a de la sono-
 rité, de l'ampleur ; sans doute s'affirme-t-il aussi,
 en dehors de toute équivoque, au sens le plus posi-
 tif. Du reste, pourquoi ne pas recourir au souffleur ?
 Méphisto doit avoir la clé de ce beau langage, puis-
 qu'il l'a inspiré. Va-t-il donc nous démentir ? Peut-
 être, car pour lui les choses vont souvent à rebrousse-

poil. Qu'on en juge par cette définition que l'interpellé daigne nous donner de lui-même, en manière d'oracle : « Je suis, dit-il, celui qui nie sans cesse » (1).

A première vue, par sa concision surtout, la formule apocalyptique de notre ami le diable prête au rapprochement avec la définition lapidaire que Dieu nous donne aussi de lui-même dans l'Écriture : « Je suis celui qui suis ». Pourtant, on ne l'a pas encore vue gravée au fronton d'aucun temple. La religion de l'avenir en fera-t-elle sa devise ? Je n'en crois rien. Pourquoi ? Mais tout simplement parce que la grammaire le défend : *Grammatici vetant*. Je défie tous nos graphologues d'oser jamais violer cette règle suprême : qu'à valoir une affirmation il faut deux négations. Elle touche de trop près à l'axiome d'identité dont elle n'est en soi que le dédoublement algébrique. — Tout être est identique à lui même ! Vérité de M. de la Palisse qui peut se traduire ainsi : Tout être est le contraire de son contraire. Mais on n'écrit jamais comme le voudrait Hegel : l'être est le néant où le néant c'est l'être ($\dagger = -$). On voudrait nous prendre au piège en nous demandant d'accorder, au préalable, que nos idées n'ont aucune valeur objective. Mais le pouvons-nous quand précisément la question est de savoir s'il n'y a rien autre chose d'existant que les atomes et le vide cher à Lucrèce ?

Ainsi donc, à moins d'un paralogisme, il faut s'en

(1) Soit : la négation absolue, le néant qui s'oppose au réel, comme il le dit au cours de son bavardage, en tout et partout. Ailleurs, Méphisto lui-même commente aussi cette définition dans le sens du panthéisme limitatif. Or, l'équivoque du système tient tout entière à l'ambiguïté du langage mathématique qui détourne trop souvent les termes de leur signification naturelle. Voici, par exemple, le mot limite. Il est très vrai qu'au sens abstrait, limite est synonyme de négation. Les mathématiciens, au contraire, ne considérant la limite que dans son expression matérielle, nous tombons inévitablement de l'absolu dans le relatif et de l'infini dans l'indéfini.

tenir à ce jugement de Bossuet : « Les impies n'ont
« pas même de quoi établir le néant auquel ils aspi-
« rent ; ce misérable partage ne leur est pas assuré ».

En appelleriez-vous, de cette sentence ecclésiastique, au témoignage intime et d'autant plus sincère de la conscience incrédule ? C'est le cri du cœur que vous donne cette lettre de Mme du Deffand à Horace Walpole. — « Dites-moi pourquoi, détestant la vie, je
« redoute la mort ? Mon incertitude est extrême sur
« ce qui doit la suivre. On me dit : croyez, c'est le
« plus sûr. Mais comment croire ce qu'on ne com-
« prend pas ? A quoi se déterminer ? Je vous
« demande la vérité, si elle est trouvable ; c'est des
« nouvelles de l'autre monde qu'il faut m'apprendre,
« et me dire si nous sommes destinés à y jouer un
« rôle ». Que pouvait-on répondre à la pauvre femme, comme on le fit en somme, sinon qu'en pareille matière, le sentiment le plus probable étant celui des théologiens catholiques, le plus sûr moyen aussi de sortir du dédale de ses scrupules était de suivre jusqu'au bout les directions de la foi. Mais on sait trop hélas ! que Mme du Deffand mourut irrésolue. Il n'en fut pas de même de Mme Geoffrin, qui revint à Dieu sincèrement. C'est cette conversion dont les raisons, si bien déduites par Galiani (1), me paraissent offrir un fond de philosophie générale merveilleusement appropriée aux créations du génie. Nous citons *in extenso* ce document précieux.

— « J'ai rêvé sur cette étrange métamorphose,
« disait le malin philosophe, et j'ai trouvé que

(1) Galiani, cité par M. Sainte-Beuve, causeries du lundi, t. II, p. 103. — Toute son argumentation roule sur ce principe : le néant, voilà le seul objectif auquel de bonne foi puisse se rapporter le mystique naturaliste ; en fait, c'est l'état d'incrédulité qui peut paraître seul en avoir la quiétude.

« c'était la chose du monde *la plus naturelle*. L'in-
« crédulité est le plus grand effort que l'homme
« puisse faire *contre son propre instinct* et son goût.
« Il s'agit, en effet, de se priver à jamais de tous
« les plaisirs de l'imagination, de tout le goût du
« *merveilleux* ; il s'agit de vider tout le sac du savoir
« (et l'homme voudrait tout savoir) ; de nier ou de
« douter toujours et de tout, et de rester dans
« l'appauvrissement de toutes les idées, des connais-
« sances, des sciences sublimes. Quel rien ! Quel
« effort ! Il est donc démontré que la très grande
« partie des hommes ne saurait être incrédule ; et,
« pour ceux qui peuvent l'être, ils n'en sauraient
« soutenir l'effort que dans la plus grande force et
« jeunesse de l'âme. Si l'âme vieillit quelque croyance
« reparaît. »

« L'incrédule, ajoutait-il, celui qui persiste à l'être
« à tous les instants fait un vrai tour de force. Il
« ressemble à un danseur de corde qui fait les tours
« les plus incroyables en l'air, voltigeant autour de
« sa corde ; il remplit de frayeur et d'étonnement
« tous les spectateurs, et personne n'est tenté de le
« suivre ou de l'imiter. Aussi ne faut-il jamais per-
« sécuter les vrais incrédules, les incrédules paissi-
« bles et sincères ; attendez et ne regardez pas ; il y
« a toute chance pour qu'il arrive un moment où,
« cet effort contre nature venant à se relâcher, l'incréd-
« ule cessera de l'être. »

On ne peut être à la fois plus spirituel et plus sensé. Oui l'incrédulité n'est qu'une sorte de somnambulisme, et dès lors la capricieuse imagination de Goethe pouvait s'en donner à cœur joie dans la description de ce rêve magique qui est toujours un peu celui de la passion. La raison n'a-t-elle pas aussi

son ivresse, celle qui divaguait tout à l'heure par l'oracle de Méphisto, la seule en cause pour nous ? Mais, quand elle revient à elle, alors comme pour Faust, c'est le Salut. Supposeriez-vous que le désenchantement doive nécessairement s'en suivre ? Erreur, car au lieu d'une simple *théorie* d'ombres chinoises c'est la réalité du merveilleux chrétien qui apparaîtra devant elle dans son relief saisissant. Le merveilleux chrétien, Boileau s'est oublié jusqu'à en médire. Goethe, au contraire, se complait à en détailler les formes sur la scène avec la précision d'un théologien : *pater extaticus*, *pater Seraphicus*, *doctor marianus*, *mater gloriosa* même et le reste.... Sommes-nous au ciel ou au théâtre ? En tout cas ce n'est plus de la métempsycose platonicienne que s'inspire ici délibérément le poète, mais bien de la symbolique et de la mystique chrétiennes. Laissons-le s'expliquer lui-même au sujet de ce volte-face final : « Au milieu de ces tableaux supra sensibles dont à peine on a un pressentiment, je me serais perdu dans le vague (de l'Indéfini et de l'inconsistance panthéistiques, faut il ajouter) si, en me servant des personnages et des images de l'Eglise, qui sont nettement dessinés, je n'avais donné à mes idées poétiques (et philosophiques aussi) de la précision et de la fermeté. »

L'esprit si pénétrant de maître Wolfgang ne pouvait manquer de deviner que la précision objective ou représentative de l'idée se trouvait être la meilleure garantie de sa valeur doctrinale. Hegel, lui, n'était qu'un alchimiste, grand abstracteur de quintessences, jusqu'à s'abstraire lui-même, pour conclure finalement au néant de l'objectivité des êtres. Fantaisie d'iconoclaste qui, pour ne pas vouloir d'images taillées dans le temple, arrive à en bannir la foi,

Tant il est vrai que qui veut trop prouver ne prouve rien. *Qui nimis probat, nihil probat.* Il sera toujours dangereux de raffiner avec l'idéal, surtout l'idéal chrétien. Témoin Victor Hugo et la fantaisie qui lui prit un jour, dans sa *fin de Satan*, de réintégrer le pauvre sire dans la gloire. Goethe au contraire décida de lui laisser jusqu'au bout de l'action sa physionomie propre et les stigmates du damné, pour en tirer, comme il appert, par opposition, des effets de scène sublimes.

Le grand poète se rangeait ainsi du côté des croyants, à l'encontre d'Olympio et de cet humanitarisme pleurard qui ne profite en somme qu'à l'immoralité. Sans doute l'Eglise a aussi le culte, pourrait on dire, de l'individu. Mais il y a des intérêts supérieurs qu'elle doit défendre. *Amicus Plato, magis amica veritas !* Or pour elle la vérité qui prime toutes les autres ne peut être que la souveraineté absolue du surnaturel divin. C'est pourquoi elle professe que le Ciel ne sera jamais visible qu'à travers le prisme de l'innocence. Quant au pécheur, il se sentira bien aussi pressé de conclure, sous l'imminence de la mort, mais dans l'angoisse de cette terreur de l'au-delà si bien décrite par Lucrèce : *divina voluptas... et horror !*

M. COUDÉ.

LA TOLÉRANCE DE TURGOT

Il y a, dans notre histoire, des figures sur lesquelles on ne saurait trop revenir ; qu'on n'étudierait jamais assez ; qu'on voudrait voir souvent proposer pour modèles aux jeunes gens qui ambitionnent de jouer un rôle dans la direction des affaires publiques.

Celle de Turgot est du nombre. Au cours de deux brillantes études parues dans la *Revue des Deux Mondes* des 1^{er} et 15 octobre 1909, qui portent pour titre général « Au couchant de la Monarchie », M. le Marquis de Ségur, membre de l'Académie Française, a fait revivre cette personnification de l'homme politique vertueux. Comme intendant de la généralité de Limoges, Turgot avait montré ce dont il était capable et laissé entrevoir qu'il tiendrait dignement un premier rôle. Louis XVI s'honora, en l'appelant au Ministère. Turgot y donna toute sa mesure ; et si les intérêts qu'il avait froissés, les passions qu'il avait refoulées, se coalisèrent bientôt pour le renverser, il ne disparut pas, sans ouvrir la voie dans laquelle devaient entrer, quelques années après, les grands hommes de la Constituante.

Cet esprit supérieur, de la lignée des Etienne de la Boétie, des chancelier de l'Hôpital, des Henri IV, ne fut pas seulement en avance sur son temps, au

point de vue des réformes économiques ; celui qui voulait la liberté de circulation des grains, se déclara ouvertement pour la liberté de conscience. Il sut pourtant ménager les transitions ; cet homme, qu'on a représenté comme irréductible et intransigeant, n'alla pas, tout d'abord, jusqu'à demander qu'on mit dans les lois toute la philosophie naturelle qui devait être burinée, en traits ineffaçables, sur la table de bronze des Droits de l'homme et du Citoyen ; il demanda, au roi, deux choses, qu'il n'obtint pas, d'ailleurs : 1^o que, dans le serment du Sacre, le roi ne promît pas d'exterminer les hérétiques ; 2^o et que les protestants eussent un état civil.

Écoutons M. le Marquis de Ségur :

« L'autre point litigieux, soumis par Turgot à Louis XVI, avait trait au serment du Sacre. Le roi, d'après la formule consacrée, y prenait l'engagement *d'exterminer de ses États tous les hérétiques condamnés nommément par l'Église*. Personne assurément, en cette fin du XVIII^e siècle, ne prenait au sérieux une promesse aussi barbare ; nul n'aurait supporté l'idée de la mettre à exécution ; et, moins que tout autre, le prince qui, quelques années plus tôt, écrivait à Miromesnil, à propos des requêtes des religieux de Guyenne : « Il se peut qu'il y ait des personnes, d'un zèle mal entendu, qui les tourmentent ; et c'est ce que je n'approuve pas ; mais il faut qu'elles se tiennent dans les bornes des permissions qu'on leur a données ».

Le roi fit de son mieux, pour tout concilier. Il n'esquiva pas la difficulté ; il l'avalait : « Il prononça la fameuse phrase à voix basse et en bredouillant de façon à la rendre inintelligible ».

Turgot le tança vertement :

« Votre Majesté n'imagine pas, lui écrivit-il, combien j'ai regretté qu'elle se soit soumise à des formules d'engagement, dressées dans des temps trop dépourvus de lumières ».

On ne sait pas ce que l'on doit admirer le plus : de la fermeté d'un grand homme, qui risque tout pour rester fidèle à ce qu'il croit être la vérité, ou de l'humilité de ce bon roi, qui accepte docilement la mercuriale qu'il sait mériter.

Continuons à citer l'étude de M. de Ségur :

« Aux plaintes portées contre la licence de la presse se joignait, dans le même parti, les plus vives récriminations au sujet de la tolérance pratiquée par l'autorité envers les protestants. C'était un point qui donnait lieu, depuis quelques années, à d'incessants conflits entre l'épiscopat et l'administration royale. Les lois farouches, édictées un siècle plus tôt contre les réformés, n'avaient jamais été ni abrogées ni adoucies en droit; mais, plus fort que les lois, l'esprit nouveau, qui soufflait sur la France, en avait peu à peu tempéré la rudesse. Plus le siècle s'avance, plus on voit fréquemment les intendants résister avec énergie aux réclamations des évêques et répudier hautement la « politique des dragonnades », qui, écrit l'un d'eux, « n'a fait que trop de bruit dans la France et dans toute l'Europe ».

« Soit que les religionnaires s'assemblent pour leurs offices, soit qu'ils renoncent à la méthode ancienne des *mariages au désert*, pour procéder ouvertement, en suivant les rites de leur culte, à des cérémonies nuptiales; soit enfin qu'ils bâtissent des temples, comme cela arrive quelquefois, — pour toutes ces infractions flagrantes, infatigablement

dénoncées, la réponse est toujours la même, de la part des agents de l'administration : « Il faut user de modération, il convient de fermer les yeux. Le grand nombre de contrevenants met le gouvernement dans la nécessité de ne pouvoir sévir contre les contraventions ».

Le sceptique Maurepas, qui était premier ministre et qui semblait avoir pour devise — déjà! — *pas d'affaires*, « s'appliquait, écrit M. de Ségur, à garder la balance égale entre les fureurs orthodoxes de certains membres de l'épiscopat et les tendances libérales de Turgot, dont les principes, en cette matière, semblaient alors d'une singulière audace. Nous en connaissons les grandes lignes : libre exercice de tous les cultes; légitimité des mariages contractés dans les temples; création de registres où le juge civil inscrirait naissances, morts, filiations, sans que le mot de religion soit prononcé; suppression de *certificats de catholicité*; admission de tous les Français à tous les emplois auxquels ils seront reconnus aptes, sans qu'y entrent pour rien leurs opinions théologiques; enfin, comme conséquence et pour couronner l'œuvre, rentrée en masse des protestants, émigrés depuis Louis XIV et, par ce bien-faisant afflux, augmentation de la richesse et de l'industrie nationales ».

C'était trop demander au vieil organisme façonné de la main de Louis XIV, quelques modifications heureuses qu'y eût apportées le Régent, à la mort de ce roi. Tout ce que Louis XVI — avant la réunion des Etats-Généraux — put faire (et ce fut beaucoup pour l'époque), ce fut d'accorder aux protestants un état-civil. Turgot n'eut pas le bonheur de contre-signer cette mesure; mais il l'avait préparée; et une

partie de l'honneur lui en revient. Congédié en mai 1776 par le roi qui l'estimait (*invitus invitum dimisit*), il mourut en 1781.

Ce fut Malesherbes qui présenta à l'agrément royal le fameux édit de 1787.

Notre concitoyen, M. Charles Dardier, dans son ouvrage : « *Le Centenaire de l'Edit de Tolérance* », fournit les détails suivants sur les efforts qui furent faits pour arriver à ce premier résultat :

« On se préoccupait, écrit il, dans les hautes régions du pouvoir, du souci d'apporter quelque changement à la situation des protestants. Le général La Fayette, en particulier, en était vivement ému. Il fit tout exprès le voyage de Nîmes, dans l'été de 1785, pour voir Paul Rabaut, le patriarche des églises du Désert, et son fils Saint-Étienne. Il fut convenu que celui ci partirait pour la capitale. Il y passa l'hiver à connaître le pays, les hommes, les circonstances, les moyens. Et il ne tarda pas à s'apercevoir que ses vœux ne seraient pas si complètement ni si vite exaucés. Il eut pourtant le bonheur d'inspirer insensiblement à Malesherbes une confiance qu'il reconnut par le plus inviolable secret. Il voyait souvent ce ministre, étant admis familièrement à sa table, et lui remettait souvent des notes et des mémoires. Et quand Malesherbes eut consenti, sur les instances de son parent et ami de Lamoignon, nommé garde des sceaux, à entrer dans le conseil, en vue surtout de l'affaire protestante, et pour pouvoir faire un peu de bien, comme il le disait en souriant, à ceux auxquels son ancêtre, le terrible intendant du Languedoc, Bâville, avait fait tant de mal, Saint-Étienne ajoute ce trait : « Je n'oublierai jamais les paroles touchantes qu'il m'adressa, quand je lui baisai les mains, ayant peine à retenir mes larmes ».

L'Edit fut signé le 17 novembre 1787. Le 18, le roi manda le premier président à Versailles, pour lui apprendre que, le lendemain, il tiendra une séance royale. Le lendemain 19, les gens du roi apportent un édit concernant l'état-civil des protestants ; ils donnent leurs conclusions ; le garde des sceaux prononce un long discours pour faire connaître l'objet des édits.

L'édit fut enregistré, au Parlement de Paris, le 29 janvier suivant. Il n'accordait aux protestants, suivant le texte même du préambule, *que ce qu'on n'avait pu leur refuser..., l'état-civil, le droit de faire constater leurs naissances, leurs mariages et leurs décès.*

Mince résultat, pensera-t-on. Disons, au contraire : immense résultat ! Car tout le reste allait suivre, logiquement et par voie de conséquence.

Quoi qu'on puisse penser de la conduite de Louis XVI, après 1789, il n'est que juste de reconnaître que, pendant les premières années de son règne, il fit tout le bien qui était compatible avec sa nature un peu faible, son éducation et son milieu.

Les protestants français ont le devoir de rendre hommage à sa mémoire, pour avoir appelé aux affaires des ministres comme Turgot et Malesherbes ; pour avoir, dans une certaine mesure, suivi leurs avis ou même s'être rencontré avec eux dans la conception de mesures utiles à la Patrie, et pour n'avoir pas repoussé les requêtes de notre concitoyen, le nîmois Rabaut Saint-Etienne.

ELIE PEYRON

AU MOYEN AGE

POÈMES DE LA VIE

PAR RAYMOND FÉVRIER

En 128 sonnets, M. Février nous dépeint ses visions du Moyen âge. C'est bien, en effet, de visions qu'il s'agit ici. N'y cherchons donc que l'évocation d'un passé qui ne peut avoir rien de vu, matériellement parlant. L'œuvre de notre poète n'est donc pas de celles que demandent les réalistes à outrance. Par contre, elle nous semble devoir satisfaire ceux qui, lassés des spectacles quotidiens, ne craignent pas de partir pour des régions quelque peu imaginaires.

Quoi qu'il en soit, le Moyen âge a souvent exercé une fascination irrésistible sur les imaginatifs, poètes ou romanciers. Je sais bien qu'à certains moments, comme dans la période romantique, ce fût un peu, d'aucuns disent beaucoup, affaire de mode ; mais cette mode, d'où venait-elle ? Je n'hésite pas à répondre : de ce fait qu'on en savait assez sur cette période de l'histoire pour pouvoir partir de données plus ou moins positives et, en général, des plus pittoresques, et que, par contre, on en ignorait suffisamment pour pouvoir donner libre carrière à son

imagination. La grande affaire était, dès lors, de ne pas contredire les constatations acquises, en s'imprégnant le plus possible de l'esprit du temps.

De là souvent une mise en scène quelque peu théâtrale ; de là aussi l'emploi de mots moyennageux peu connus et sur la légitimité desquels on ne peut que s'en rapporter à l'auteur. C'est ainsi que M. Février nous parle de « pâtés de pimparnaux, de canards rôtis à la dodine, de raton, de popelier ». Tout cela devait être très savoureux ; mais rares sont les lecteurs capables de déterminer le genre de saveur, voire même la physionomie de ces divers mets (1). Parfois aussi, mais rarement, on trouve dans ces sonnets des expressions inattendues qui fleurent vaguement le barbarisme :

La lance se *tronçonne* aux formidables chocs.

Ailleurs, ce sont des images d'un goût douteux.
Les Sarrasins,

Qui, blasphémant le Christ, *bavent* sur sa doctrine.

Mais n'insistons pas sur ces quelques ombres et venons-en au bien que nous nous sentons pressés de dire du volume de M. Février. Dans ces courts tableaux, notre poète fait vraiment revivre le passé. Il le met en œuvre et le colore à son gré, sans doute, mais en renouvelant ses forces au contact du réel, dans la mesure du possible. Quant à sa facture, elle est le plus souvent heureuse. Comme la miniature ou le tableau de chevalet, le sonnet ne comporte pas

(1) On pourrait faire la même constatation dans plusieurs sonnets de José-Maria de Hérédia sur le Moyen âge.

de développement oiseux. Il exige une certaine condensation de la pensée et de l'image. M. Février ne l'oublie pas. Aussi, dans cette œuvre où nous aurions peut-être souhaité plus de variété dans la forme, rencontre-t-on fréquemment des vers à la frappe vigoureuse et pure. Exemple :

Le faucon, libre enfin de sa coiffe à clochettes,
Crispe d'un ongle noir le velours des manchettes,
Bat de l'aile, s'élève et darde ses regards.

D'une prunelle aiguë il fouille au loin l'espace,
Et tombant, tout à coup, vertigineux, rapace,
Agrippe dans leur vol sarcelles et canards.

Voici maintenant le défilé des tournois, des batailles, de l'inévitable amour du page pour la châtelaine, tandis que le baron bardé de fer chevauche au loin à la conquête du Saint-Sépulcre. Tout cela est bien dit, avec de nombreux vers heureusement venus. Mais, dans ces sujets si souvent traités, notre auteur nous semble parfois s'être quelque peu souvenu. Pouvait-il en être autrement ? Il faudrait pour cela ignorer la *Légende des Siècles*, les *Poèmes Barbares* et toute une pléiade de poètes dont les œuvres sont presque gênantes pour celui qui veut marcher sur leurs traces.

Cependant M. Février ne s'est pas borné à traiter les sujets qui s'imposaient en quelque sorte. Il a fouillé avec un soin minutieux les recoins obscurs de la vie au Moyen âge et il y a fait d'intéressantes découvertes. Il me semble même que ce sont ces détails d'arrière-plan qui l'ont le plus heureusement inspiré. Preuve en soit les premières strophes de ce sonnet sur le lépreux :

Par les sentiers il erre en charperon vermeil,
En souquenille grise, effroyable étiquette.
Le chien hargneux le flaire et le manant le guette.
Sus au lépreux, sus au banni qui va pareil

A la chouette intruse au palais du soleil !
Il fuit le cabaret, l'auberge et la guinguette ;
Et le claquement sec de sa rauque cliquette
Aux pinsons des forêts donne un brutal éveil.

On nous saura gré de signaler aussi et de transcrire intégralement le sonnet intitulé : Minuit.

Minuit : la lune c'aire et froide resplendit.
L'antique peup'e des Esprits dans les clairières,
Par les landes, au bord des lacs sur les bruyères
Tressaille, souffle, geint, ricane et s'ébaudit.

L'agile farfadet à cloche-pied bondit.
Près des marais phosphorescents les lavandières
Tordent le linge blanc sur le granit des pierres
Tandis que le battoir d'érable retentit.

Autour du voyageur leur jouet et leur proie,
Des nains dansent : la ronde implacable tournoie.
Guetteurs cruels d'enfantelets, les dracs siffleurs

Les mènent prestement par la main dans un antre
Où de leurs doigts velus ils étouffent leurs pleurs
Et d'un ongle acéré leur labourent le ventre.

Je dois ajouter que rien ne me serait plus facile que de multiplier ces citations. Mais je dois me borner. J'estime, en tout cas, que, par celles que j'ai faites, on peut apprécier l'exceptionnelle valeur de l'œuvre de M. Février.

Qu'il me permette pourtant de lui signaler une

lacune. On a beaucoup ri au Moyen âge. Or, j'ai vainement cherché dans ce volume un écho de cette grossière gaité, caractéristique de la mentalité de beaucoup d'hommes de cette époque. Un peu de grotesque même n'eût pas été déplacé dans cette évocation, d'ailleurs très réussie, d'un temps qui, à travers de lointaines brumes, nous apparaît doué d'une exceptionnelle et très puissante originalité.

L. ENJALBERT.

LES ŒUVRES DE BASTET

A L'EXPOSITION D'AVIGNON

L'exposition des œuvres de Victorien Bastet à l'Hôtel de Ville d'Avignon aura pris fin au moment où paraîtront ces lignes. J'ai pu y réunir un assez grand nombre d'esquisses, plusieurs bustes en terre cuite, en plâtre ou en bronze, et quelques marbres tels que *Mignon*, la *Catalane*, l'*Abandonnée* et *Fleur des Champs*, grâce à Mme Bastet, qui a fait preuve, dans cette circonstance, d'un désintéressement méritoire et que l'on ne saurait trop louer. Enfin, des photographies représentaient les morceaux qu'il n'avait pas été possible d'exposer, depuis les ébauches de Bastet sur les murs de la maison paternelle jusqu'à la magnifique épreuve de *Manon*, y compris même les cartes postales des monuments d'Alais.

Cet ensemble permet de porter sur le statuaire un jugement plus éclairé et plus exact qu'on ne l'avait pu d'après ses envois aux Salons annuels et les visites à son atelier, où le champ d'examen est nécessairement limité.

Je n'ai rien à retrancher de l'éloge que j'ai fait du mérite de Bastet ; je dois même y ajouter, car je ne connaissais pas *Fleur des Champs* et certes il faut convenir que cette statue est un des plus beaux mor-

ceaux qui se puissent voir ; c'est celle qui répond le mieux, avec l'*Abandonnée* et *Manon*, à ce qu'on attend de l'artiste dans le sujet qu'il a choisi ; c'est une œuvre bien complète, c'est-à-dire que l'exécution est à la hauteur de la composition, et que la composition est irréprochable. La belle enfant ! la belle fille ! nue et souriante, sans impudence comme sans pudeur, c'est la nature même. Les reins un peu cambrés et appuyés sur le bâton qu'elle tient entre ses deux mains, le torse porté légèrement en avant, elle fait jaillir des lèvres le vers d'Aubanel :

« Abandouno toun vèntre i poutoun doù souléu ».

Ce marbre a toutes les souplesses d'une chair jeune et frémissante ; il vit et il palpite.

Les enfants du peuple tels que Bastet et quelques sculpteurs que l'on distingue fort bien des autres, ceux qui ont été des artisans avant de devenir des artistes, qui ont travaillé eux-mêmes le Carrare et s'en sont rendus maîtres, n'ont rien à emprunter à une main-d'œuvre étrangère, et leurs marbres portent leur empreinte, aussi bien que l'argile elle-même.

Il en est un qui mérite une nouvelle mention ; je veux parler de la *Catalane*. Ce buste est une chose étrange et presque mystérieuse, par la diversité de l'expression de ses deux profils. Le profil droit, dur, aigu, sauvage et presque cruel, c'est, si vous voulez, Yanetta au dernier acte de la *Robe Rouge*. Le profil gauche est d'une douceur, d'une suavité, d'une aspiration mystique extraordinaire, et si l'on vous disait qu'il est d'une Jeanne d'Arc, vous n'auriez rien à objecter. Quelle curieuse figure ! On s'explique

qu'elle ait séduit Bastet, et il s'y montre aussi grand artiste que dans des morceaux de plus d'importance.

Quant aux bustes, je n'ai qu'à confirmer ce que j'ai écrit ; leur succès a dépassé toutes les espérances que j'avais fondées sur leur réunion pour accroître la réputation du statuaire, qui est bien définitivement un portraitiste de premier ordre. Je dois rectifier pourtant un point : les bustes de femmes ne sont pas en aussi petit nombre que je l'avais cru avant d'avoir terminé le catalogue des œuvres de Bastet ; ils sont dispersés de toutes parts, et je ne pouvais parler que de ceux que j'avais eus sous les yeux.

J'aurai complété la monographie de ce statuaire si je dis que ses esquisses offrent une variété assez rare. On y voit une main très féconde, une habileté qui peut être égalée, mais non dépassée, la sûreté d'une technique qui n'a depuis longtemps rien à apprendre. Certains de ces essais sont déjà des statuettes exquises. Je citerai particulièrement les *Vestales*, la *Paysanne*, la *Douleur*, *Éros*, etc.

Parmi les anecdotes propres à faire comprendre son mérite, je raconterai celle-ci : Bastet, timide et modeste, vivait dans l'isolement même des autres artistes, faisant de rares apparitions aux Salons annuels. Quand il devint membre du jury, il dut pourtant y paraître plus fréquemment. La première fois qu'il alla siéger, comme il échangeait quelques mots avec Thomas, membre de l'Institut, son ancien professeur à l'École des Beaux-Arts, on s'informa auprès de celui-ci du nom de son interlocuteur.

— C'est Bastet, répondit-il.

— Nous connaissions ses ouvrages, mais non sa personne.

Et Thomas de répliquer :

— Cela vaut mieux. Il y en a tant dont on ne connaît que la personne et non les ouvrages.

Thomas avait été peiné de ne pas voir son nom inscrit au livret parmi les maîtres de Bastet, et il le lui avait doucement fait remarquer. Au Salon qui suivit, Thomas fut placé, avec Dumont et Millet, parmi les professeurs qui avaient dirigé les études du jeune artiste. Il l'avait aidé non seulement de ses conseils, mais de ses appréciations favorables.

Un jour qu'on voulait lui commander un buste :

— J'ai un élève qui le fera au moins aussi bien que moi, dit-il ; allez trouver Bastet

Plusieurs personnes qui ont lu ma notice en ont conservé l'impression que j'avais voulu donner d'un grand artiste malheureux, que sa santé met aux prises avec des besoins d'argent et qui a une fin pitoyable. Elle a été plus triste encore que je ne l'ai dit, car si ses membres étaient paralysés, son cerveau était demeuré d'une parfaite lucidité, et il a pu voir des hommes qui ont la réputation, dans le monde, d'être des Mécènes, venir marchander ses œuvres et profiter de son agonie pour les emporter à vil prix ; il a été la proie des Thénardiens de l'Art..., et encore les Thénardiens que Victor Hugo a mis en scène dans les *Misérables* ne dépouillaient que des cadavres...

SUPPLÉMENT AU CATALOGUE

- 1 bis. — M. ANDRÉ, *buste, terre cuite*.
10 bis. — VICTORIEN BASTET, *buste*.
10 ter. — ANDRÉ BASTET, *buste*, avec inscription : « A mon petit André-Toni, souvenir de son papa ».
22 bis. — M. DELASSAVAZ, *buste, plâtre*. — Salon de 1895.
23. — Fait double emploi avec le n° 144.
27 bis. — M. JULES FLOUR, *buste, plâtre*, 1890.
32. — Mme GALÈS, *médailлон, terre cuite*.
45 bis. — DOCTEUR LASGOUTTE, *buste, terre cuite*, à M. le docteur Lasgoutte.
45 ter. — LES TROIS FRÈRES X, *bustes, marbres*, pour la chapelle de l'hôpital de T.
73 bis. — Mme SARRAIL, *buste, marbre*.
90 bis. — PORTRAIT DE FEMME, *médailлон, terre cuite*, à M. Jalvy.
113 bis. — EVE, *marbre*, à M. le Dr L. Graux.
117 bis. — FLORE, *statue, plâtre*. — Salon de 1889.
121 bis. — INNOCENCE, *buste, plâtre*, à M. Claude Firmin.
125. — MADELEINE, *statue, marbre*. — Salon de 1892. — Acquisée par le Conseil municipal de Paris en 1900.
126. — MANON, au Petit Palais.
128 bis. — MIGNON (variante), *statuette, plâtre original*, à M. le docteur Sénéchal.
130 bis. — NÉVROSE *buste de femme, plâtre*.

134 bis. — PORTRAIT D'AUTREFOIS, *buste, marbre*. — Salon de 1894.

134 ter. — PORTRAIT DE MA MÈRE, *buste, terre cuite*. — Salon de 1894.

141 bis. — SENSITIVE (variante), *marbre*, à Mme Bastet.

144 bis. — URSUS, *buste, plâtre*. — Salon de 1890.

157. — PIPE SCULPTÉE, à M. Marsoulan.

157 bis. — PIPE SCULPTÉE, à M. le docteur Emile Reymond.

157 ter. — PIPE SCULPTÉE, à M. le docteur Sénéchal.

164. — CYCLAMENS, *buste, plâtre original*, à Mlle Réméné.

165. — ESMÉRALDA, *statue, plâtre original*, 1896, à Mme Bastet.

165 bis. — ESMÉRALDA, *buste, plâtre original*, 1896, à Mme Bastet.

166. — FIN DE SIÈCLE, *buste, terre cuite*.

166 bis. — FIN DE SIÈCLE, *buste, marbre*, à M. Ducupe de Saint Pol.

167. — FLEUR DES CHAMPS, *buste, plâtre*, à Mme Bastet.

168. — FLEUR DE MAI (variante de Première Sensitive), *marbre*, à Mme Bastet.

169. — HEUREUSE MÈRE, *groupe, plâtre*, 1894.

170. — JEUNESSE, *buste, plâtre original*, à Mme Lucien Graux.

171. — LIBELLULE ET PAPILLONS, *groupe, marbre*, 1895.

172. — PETIT RAMONEUR, *buste, terre cuite*, à Mme Henri Gabelle.

173. — SUR LA FALAISE, *buste de Mme B...*, *marbre* à Mme Bastet.

174. — VIERGE A L'ENFANT, bas relief, *bois patiné*, d'après Lucca della Robbia, à M. Pams.

175. — UN GROUPE BRONZE pour la cour de l'hôpital de T.

176. — TÊTE DE VIEILLARD, *buste, terre cuite*.
— Salon de 1896.

Les numéros 22 bis, 27 bis, 117 bis, 121 bis, 130 bis, 134 bis et ter, 144 bis, 167 et 173 ont été exposés au Salon des Artistes français sous le nom de Juliette Delorme, qui les restitue à son mari, leur véritable auteur.

JULES BELLEUDY.

CHRONIQUE D'AVIGNON

Les lettres et les arts furent fêtés en Avignon au retour de ce bel automne provençal qui dore les bosquets des Doms, et les platanes de la Barthelasse. L'académie de Vaucluse ouvrit la série des manifestations par sa séance du 15 octobre, où l'on entendit une exquise poésie de M. Charles Deltel, secrétaire-général de la préfecture. On sait que le pays de Laure et Pétrarque a l'heureuse fortune d'avoir pour administrateur un lettré érudit et délicat. A ce préfet l'influence secrète du ciel vaclusien devait donner un secrétaire-général poète. M. Deltel a inauguré les travaux académiques par un poème : *le pâtre et les étoiles* où se retrouve l'inspiration de quelques pages délicieuses d'Alphonse Daudet.

Après lui, un autre poète, M. Alexis Mouzin, bien connu des habitués du théâtre d'Orange, rendit compte de deux publications intéressant la Provence : *Panegiri provençal* de M. le chanoine Grimaud, et *Blad dé luno* de M. de Baroncelli-Javon. M. Gap, le savant bibliothécaire du Musée Calvet fit une lecture sur un comtadin, l'abbé de Véry, de Seguret, dont le rôle au XVIII^e siècle valait la peine d'être rappelé.



Presque au même moment commençait à l'hôtel de ville, l'*Exposition des amis des arts*, à l'occasion de laquelle ont été réunies les œuvres du sculpteur vaclusien Victorien Bastet. Les lecteurs de la *Revue du Midi* connaissent par les notices de M. Jules Belleudy la vie et les productions artistiques de ce paysan de Bollène, la ville aux argiles plastiques, devenu un des maîtres du ciseau. Nous avons vécu quelques instants, sous les colonnades de la maison commune d'Avignon, au milieu de la prodigieuse assemblée de bustes et de statues, créations vivantes de l'artiste trop tôt enlevé, et nous avons pu nous convaincre que les hommages rendus à son talent étaient amplement mérités.

Autour de ces marbres, les murs du vieux logis consulaire s'illuminent aux couleurs rutilantes de nos paysagistes comtadins. L'ancienne cité papale possède toute une école de jeunes peintres qui savent voir et rendre exactement les magnificences de leur pays ensoleillé. Des maîtres avignonnais aujourd'hui disparus, Grivolas, Bourges, guidèrent leurs premiers essais. La plupart, après Paul Saïn, aimèrent avec passion nos rochers, nos ruines, les ombrages qui bordent nos eaux impétueuses, les silhouettes de nos bourgades aux pentes des collines, dans les roses des matins et les violettes des soirs. C'est avec joie que l'on rencontre au hasard de la promenade, à travers les galeries de l'Exposition, les œuvres de ces créateurs de beauté qui nous appartiennent bien, dont quelques uns n'ont jamais voulu quitter notre terroir et qui, avec des succès divers, ont continué à répandre dans le monde des arts la gloire comtadine. Peu de régions provinciales pourraient citer à la fois tant de véritables artistes. *L'Exposition des Amis des Arts* permet de se faire une idée de leur mérite et de leurs tendances.

Belladen, Brunel, Vionnet, Roux-Renard ont donné des études prises en pleine nature vaclusienne : les bords de la Sorque, le village des Angles dans l'horizon comtadin, les jolies coiffes catalanes sur des nuques d'avignonnaises. Eysseric nous montre le Ventoux, Mouret l'hermitage de Saint-Jacques à Cavaillon, Athénosy des lointains bleus où s'estompent les formes romantiques du Palais des Papes. Les aquarelles de Palun exaltent aussi les enchantements d'Avignon, et quoique nimois, Meynier de Salinelles ne peut se lasser de les glorifier.

Firmin, Flour et Meissonnier sont trois avignonnais dont le pinceau fait honneur à leur ville natale. Montagné, avignonnais comme eux, élève de Paul Saïn, a peint avec amour les exquis fleurs gothiques du portail de l'église de Saint-Pierre qu'il voit de son atelier. Une autre de ses toiles nous représente le président de la Société des Amis des Arts, M Jules Belleudy, en son cabinet préfectoral. Né dans l'Aude, Bill, l'hôte de la villa de Chante-Cigale à Monclar, est devenu comtadin d'adoption. Ses vues de Saint-Raphaël, de Fréjus et de Boulouris ne passeront point inaperçues.

Le grand maître vaclusien Paul Vayson tient à contribuer à l'éclat de nos expositions locales. Les belles œuvres qu'il a bien voulu envoyer nous dépeignent toutes des aspects de Vaucluse ou de Camargue. On remarquera, à côté, un portrait du peintre par Girard. Quelques autres portraits tels que ceux portant la signature de Clément Brun, encore un avignonnais, sont à noter.

Dans une salle spéciale, de très intéressants projets de restauration de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, par l'éminent architecte Formigé, allié à la famille vaclusienne des Laurens; des relevés de fresques restaurées par le peintre Ypermann au Palais des Papes et au château de Saint-Floret-d'Issoire, les unes et les autres extrêmement curieuses.

Nous terminons notre visite par une longue station devant une vitrine venue de la plus artistique des sous-préfectures, celle de l'ancienne capitale du Comtat. Là sont rassemblés quelques-uns des admirables travaux d'art décoratif de Mme Delbarre. Sur un buvard en cuir repoussé un paon étale les gemmes de sa queue ocellée; un dragon s'enroule aux parois d'un coffret de chêne et d'étain; des reliures reproduisent des plaques d'évangélistes naïfs du x^e siècle; un éventail délicatement ajouré et dentelé; des bijoux.

L'Exposition des Amis des Arts d'Avignon fait le plus grand honneur aux organisateurs dévoués qui avec des ressources insuffisantes ont su néanmoins la rendre digne d'une illustre ville d'art.



Le 1^{er} Novembre eut lieu au jardin du rocher des Doms, l'inauguration du monument élevé par souscription publique au peintre avignonnais Paul Saïn. Le buste de l'artiste s'érige en face de celui du poète Félix Gras. Il est l'œuvre d'un autre artiste vaclusien, le sculpteur Charpentier dont Avignon et Nîmes se disputent les marbres et les bronzes.

M. le préfet de Vaucluse, toujours à la tête de ces nobles manifestations, prononça un éloquent discours, où il affirma que « notre patrimoine le plus essentiel, c'est le patrimoine d'art qui nous vient d'un lointain passé. »

PIERRE LAURIS.

BIBLIOGRAPHIE

I

Eugène Duprat. — **Les origines de l'église d'Avignon (des origines à 879)**. — Paris, Ficker, 1909, in-8°. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*).

On doit savoir gré à M. Duprat du zèle qu'il déploie dans l'étude des premiers siècles de notre histoire. Il faut aussi admirer son courage, surtout lorsqu'il s'attaque à des légendes que, sous prétexte de « traditionalisme », on proclamait intangibles. M. Duprat n'a pas craint d'examiner de près ces fables qu'on voudrait nous faire prendre pour la véritable histoire des origines de l'église d'Avignon. Ce n'était pas chose inutile ; car, si la plupart des ecclésiastiques ont renoncé à soutenir la théorie de l'apostolicité, des laïques zélés rompent encore des lances en sa faveur.

Quoiqu'il en soit, M. Duprat n'a pas de peine à démontrer la fausseté et le peu d'ancienneté relative de la légende de sainte Marthe, prétendue évangélisatrice d'Avignon vers 48 après Jésus-Christ. Il prouve ensuite qu'on ne saurait raisonnablement considérer saint Ruf, fils de Siméon le Cyrénéen, puis disciple de saint Paul et évêque de Tortose, comme le fondateur et le premier évêque de l'église d'Avignon en l'an 70. En réalité, il faut faire descendre au iv^e siècle la date d'établissement d'une communauté chrétienne dans cette ville ; Ruf, simple prêtre, en aurait été le premier pasteur.

Ces deux questions préliminaires élucidées. M. Duprat aborde l'histoire de l'église d'Avignon qui se confond un peu avec celle de ses évêques. Il étudie successivement les « évêques polycarpiques », c'est-à-dire inventés par

l'illustre faussaire Polycarpe de la Rivière ; la liste forgée par ce moine facétieux n'a d'ailleurs trouvé de crédit qu'auprès de travailleurs de seconde main, tels que Canon, historien fécond, mais peu perspicace. M. Duprat dresse à son tour une liste des évêques authentiques, un peu différente de celle qu'avait donnée quelques années auparavant Mgr Duchesne : il supprime en effet saint Magne et d'autres pseudo-évêques des VII^e et VIII^e siècles. Après avoir démontré en passant la fausseté de la fameuse *Vita Sancti Agricoli* des Bollandistes, et de la *Vie de saint Vérédeme*, il donne quelques notes biographiques sur les trois évêques authentiques du IX^e siècle, jusqu'en 879.

Il résulte, en somme, du travail de M. Duprat, que le christianisme a été lent à se répandre dans le pays d'Avignon où la population essentiellement agricole était attachée au culte des petites divinités campagnardes et tenait à ses superstitions locales. L'*Avennio* romain n'avait d'ailleurs jamais eu une importance considérable et « réalisait un peu dans l'antiquité ce que nous entendons aujourd'hui par la petite ville de province hostile aux nouveautés, lente à s'ouvrir au progrès ». Si le christianisme a réussi à s'établir vers le IV^e siècle, ce n'est qu'au V^e et au VI^e siècle qu'on a pu recueillir le nom de quelques évêques authentiques. Ensuite, les documents se font rares, il faut arriver au IX^e siècle pour qu'une douteuse clarté perce l'obscurité profonde qui enveloppe les origines de l'église d'Avignon. Jusque-là il n'est pas possible d'affirmer que cette ville ait toujours eu des évêques ; ce n'est qu'après une longue « période de ruines et de mort », que cette église renaît, pour atteindre ensuite, à partir du XI^e siècle une ère de prospérité incomparable.

Les conclusions de M. Duprat ont été et seront fort discutées, moins par les vrais érudits que par ceux dont les convictions reposent sur la base incertaine mais commode de la Tradition. Tout le monde s'accordera à louer l'abondance, l'ampleur et la sûreté de son érudition, la richesse de l'arsenal bibliographique et documentaire qu'il met en œuvre, la clarté de ses développements, la rigueur scientifique de ses démonstrations où il n'y a point de place pour les conjectures. C'est en un mot, de la bonne et de la saine érudition.

II

Charles Samaran. — **Les indiscretions de Garganello ou la vie galante en Avignon au XVI^e siècle**, dans le *Mercur de France*, n^o du 1^{er} août 1909 ; tiré à part, Paris, Champion, in-8^o.

Le charmant article que nous avons l'agréable devoir de présenter aux lecteurs de la *Revue du Midi* est l'œuvre d'un jeune écrivain qui s'est déjà fait avantageusement connaître par d'importants ouvrages sur la fiscalité pontificale en France au xiv^e siècle et sur la célèbre maison d'Armagnac. Le présent travail s'adresse non plus au monde un peu fermé des érudits, mais à tous les lettrés et aux amateurs d'anecdotes historiques.

Garganello était une sorte de secrétaire intime du cardinal Farnèse, nommé en 1511, à 21 ans, légat d'Avignon. L'Eminence occupée, comme on sait, de poursuivre ailleurs ses ambitions politiques, résida peu dans la cité papale. Mais les courts séjours qu'elle y fit suffirent à lui donner un goût singulier pour cette ville plus italienne que française, où la haute société tout adonnée au plaisir, ne songeait qu'aux fêtes et aux intrigues amoureuses. Ce sont ces intrigues qui intéressaient surtout le jeune cardinal, et Garganello • lequel, dit un chroniqueur, pour sa courtoisie, s'escartoit bien souvent pour aller consoler les dames • était tout-à-fait à sa place dans ce rôle de nouvelliste indiscret et irrévérencieux. Il est à l'affût des secrets les plus intimes et les conte à son maître en les agrémentant de traits d'esprit et de gaillardises. Il nous trace ainsi pour notre édification un tableau peu flatté de l'aristocratie avignonnaise de son temps ; les dames y étaient peu farouches et l'intérêt avait parfois raison des vertus les plus sévères en apparence. Garganello remporta lui aussi quelques faciles triomphes dont il ne fait nul mystère.

En un mot, sa correspondance est pleine de détails piquants que M. Samaran a su habilement enchâsser dans son récit et présenter avec beaucoup de verve et d'esprit.

J. GIRARD.

Imbart de La Tour, **Les Origines de la Réforme**, tome II. **L'Eglise catholique, la Crise et la Renaissance**, 1 vol. in-8°, VIII-592 pp. Paris, Hachette, 1909.

On n'a pas oublié l'impression profonde que produisit, il y a quatre ans, le premier volume des *Origines de la Réforme, la France moderne*, cette puissante étude de M. Imbart de La Tour sur le milieu politique et social où la Réforme française prit naissance. Le second volume est digne de son aîné et a mérité à son auteur l'honneur d'entrer à l'Institut. « Il faudrait, je crois, dit un éminent critique, remonter aux *Origines de la France contemporaine*, de Taine, pour trouver un livre aussi riche de renseignements utiles et d'idées fécondes ». C'est, en effet, la même abondance de documentation, la même maîtrise du sujet. A la vue de certains tableaux où l'idée générale se dégage si fortement de l'accumulation des détails précis, on se croirait parfois devant une toile brossée par H. Taine.

Dans cette seconde partie de son ouvrage, M. Imbart de La Tour se propose de décrire le milieu religieux et moral où va naître la Réforme. Dans la seconde moitié du xv^e siècle, selon l'auteur, le catholicisme traverse une crise et l'Eglise elle-même subit des transformations. Au principe « théocratique » du moyen âge, s'oppose le principe des nationalités. A Rome, comme dans les divers États, le pouvoir devient absolu. Les papes luttent contre l'oligarchie du Sacré-Collège, fortifient et réorganisent la Curie, en font une bureaucratie paperassière, peuplée d'Italiens, développent la fiscalité pontificale. Devant les progrès de la petite féodalité et l'avènement des principats, le Saint-Siège se voit forcé à reconstituer le patrimoine ecclésiastique. Dans la conquête de la souveraineté temporelle, le pontificat se sécularise, la Curie est une cour ; le luxe, la vénalité, le népotisme y sévissent.

Contre la « théocratie » de Rome, les nationalités dressent leurs prétentions à l'indépendance. C'est en France que l'esprit d'opposition et la force du sentiment national vont rencontrer leur expression la plus complète : le gallicanisme théologique veut la supériorité du concile général

sur le pape. Le gallicanisme parlementaire trouve sa formule dans la Pragmatique sanction de Bourges et défend la prédominance du pouvoir civil dans les questions mixtes. Le pouvoir royal, bien qu'il joue très habilement de la Pragmatique de Bourges, se fait d'ordinaire l'allié du pape dans sa lutte contre les tentatives d'indépendance du clergé. Finalement l'opposition est vaincue, les tendances conciliaires échouent lamentablement avec le Concile de Pise.

De nombreux abus déparent l'Église de France : elle souffre d'abord de « l'anarchie organique ». Pas d'unité de gouvernement : ni conciles, ni chef ; le pouvoir épiscopal est impuissant ; les corps monastiques se désagrègent, le lien fédératif s'est affaibli et l'individualisme a fait de grands progrès. Les Mendiants sont indisciplinés, déchirés par des rivalités intestines, luttent contre les séculiers et s'efforcent de s'emparer des paroisses. Le désordre n'est pas moins grand dans les bénéfices. Les causes générales de cette anarchie sont les conflits politiques et sociaux, l'absence d'esprit public, l'individualisme des clercs, l'intervention du roi et du pape. Les conséquences qui en résultent, vacances prolongées, compétitions acharnées, schismes et scandales, guerres privées et brigandages, nécessitent une réforme générale et une législation incontestée. La fiscalité a produit aussi des abus, ceux-ci tiennent plus du système que des hommes. On doit déplorer surtout la multiplication et la rapacité des quêteurs et la vente des indulgences.

Ces divers abus amènent et une crise morale et une certaine décadence des mœurs : les évêques cumulent les bénéfices, deviennent courtisans, politiques, hommes de guerre : les chapitres ont conservé la correction extérieure et l'esprit d'ordre ; les clercs ruraux manquent de formation religieuse, constituent le prolétariat ecclésiastique, se font trop souvent remarquer par leur grossièreté et leurs désordres. Les réguliers sont en décadence ; les guerres, la commende y ont contribué pour la plus large part. La communauté de vie ou de biens a presque partout disparu. Les Mendiants et les congrégations de femmes ont le plus besoin de réforme.

Au milieu de cette décadence, se développe la culture nouvelle. La Renaissance est le retour à l'antiquité, une réaction contre le moyen âge, une exaltation de l'individu ; elle crée l'aristocratie du savoir et le règne de l'opinion. Parallèlement au courant payen et libre-penseur va s'établir un courant national et chrétien. La méthode, la doctrine, la morale de ce dernier, ses efforts pour concilier l'autorité du dogme et la liberté individuelle, pour accorder la morale chrétienne et la morale philosophique, n'offrent rien d'incompatible avec l'esprit de l'Église. La Renaissance française et l'humanisme chrétien font l'objet d'une étude très approfondie de M. Imbart de La Tour. Cette étude venge les papes du reproche d'avoir trop encouragé la renaissance payenne.

« Sentiment national, réforme des abus, renaissance intellectuelle, telles étaient au début du xvi^e siècle les questions qui se posaient devant le catholicisme ». La première question est résolue jusqu'à un certain point par le Concordat de 1516.

La seconde donne lieu à un mouvement d'opinion très intense et à de nombreux efforts pour régénérer l'Église. La réforme spontanée rétablit la vie commune dans les grandes Congrégations. Le cardinal d'Amboise, légat du Saint-Siège, entreprend, avec le concours de la puissance publique, la rénovation des couvents. Les assemblées de Tours et de Lyon, le Concile de Latran font naître quelques espoirs : le temporel et le culte sont restaurés, le nombre des clercs s'accroît, des progrès s'accomplissent dans les grandes Congrégations. Mais les mesures réformistes sont insuffisantes ; la réforme conciliaire avorte, la réforme monastique échoue en partie devant l'énergie de la résistance, la mollesse des municipalités, l'ingérence des parlements ; devenue une opération de police, elle développe chez certains moines des ferments de haine et de révolte.

La renaissance intellectuelle est encouragée par l'épiscopat et trouve bon accueil dans les corps religieux. L'humanisme chrétien est en progrès. La Bible se vulgarise, on la traduit en français, on édite les Pères de l'Église, les études et les méthodes théologiques renaissent. La sco-

lastique réagit ; des courants opposés sortent de la Renaissance ; contre le courant libre-penseur lutte le courant mystique et fidéiste qui remonte à Lefèvre. Partout les esprits sont en fermentation et ont besoin d'une direction supérieure. Rome est le centre de l'intelligence et la papauté marche à la tête du mouvement. Léon X, protecteur des humanistes, semble le conciliateur officiel de la Renaissance et du christianisme. Sera-t-il le réformateur nécessaire ? Les optimistes le croient. Mais le mouvement d'opposition se dessine. « Le 13 octobre 1517, Luther avait fait afficher ses thèses à la porte de l'église de Wittenberg. L'ère des réformes pacifiques était close ; celle de la révolution religieuse allait s'ouvrir. »

Tel est le résumé succinct et incolore du magnifique ouvrage du savant professeur de l'Université de Bordeaux. Plusieurs de ses idées seront contestées. Tous n'accepteront pas sa théorie de la « théocratie, » ni ses jugements sur le gallicanisme ou sur d'autres questions. Tous rendront hommage à la hauteur de son talent, à la richesse de sa documentation, à l'élévation de sa pensée, à sa probité scientifique. Plusieurs parties de son travail nous paraissent plus neuves et plus fouillées : l'histoire du Concile de Pise, le tableau de l'humanisme chrétien, l'exposé des diverses tentatives de rénovation religieuse. Comme conclusion, nous soulignons volontiers cette pensée si juste de l'auteur :

« La Réforme n'est point venue au moment où l'état de l'Église était le plus corrompu, sans espoir de relèvement possible, mais à une époque où, comme toutes les autres, l'institution religieuse réparait ses ruines. Elle ne s'attaque point à une société vouée à l'immobilité ou à la mort ; elle éclate dans une Église bien vivante qui aspire à renaître, qui a commencé à renaître. Voilà un phénomène analogue à celui que Tocqueville a observé pour notre ancienne France, en étudiant la Révolution. Celle-ci se faisait déjà avant 1789. »

A. D.

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

L'ARSENAL DU PALAIS DES PAPES D'AVIGNON

AU XVII^e SIÈCLE

Lors de l'annexion au royaume par Louis XIV, en 1663, de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin, à la suite d'événements connus, il y avait, dans le Palais des Papes depuis longtemps, dépouillé de ses richesses, un arsenal plus ou moins considérable. On fit, les 30 et 31 juillet 1663, l'inventaire « des armes qui se sont treuvés dans l'arsenal du Palais d'Avignon ».

Puis, lorsque les États pontificaux de France furent rendus par, le Roi, au pape Alexandre VII, par le traité de Pise, le vice légat Colonna craignant des troubles, prescrivit par une ordonnance du 28 janvier 1665, datée de Cavaillon « au palais de notre résidence » de porter ou fere porter et conduire dans le Palais apostolique. . tous et chascuns les canons et autres sortes d'instruments de guerre et armes qu'elles que soit, sans réserve aucune, comme aussi toutes les poudres et munitions, de quelle nature qu'ilz soient qu'il se treuve avoir dans les arsenaux, magasins ou aultres endroittz de la maison commune appelée maison de ville et quand aux parti-

culiers et habitants toutes et chascunes les armes, aussy poudres et munitions qu'ilz et chascun d'eux auroient dans leurs maisons ou autrement ailleurs en icelle ville ». — Les gentilhommes seuls étaient exceptés. « N'entendons toutefois, par ces présentes, de défendre aux gentilshommes de conserver et porter leurs espées ».

La remise « des canons, artillerie et autres munitions de guerre », se trouvant dans la maison de ville eut lieu, comme le prescrivait le vice-légat, les 29, 30 et 31 janvier 1665.

L'arsenal du Palais des Papes se trouva donc fourni, tant bien que mal, de munitions de guerre. Les inventaires que nous publions ne prouvent pas qu'elles fussent en brillant état. Ces canons, ces mousquets, ces cuirasses, ces mourrions « embellis de quelques feuillages et broderie en forme de passementz » n'étaient pas armes bien dangereuses. Elles ne durent guère servir que pour les cérémonies et les parades officielles des vice-légats et de leur petite cour et elles ne retrouvèrent quelque importance, du reste très passagère, que lors d'événements tels que le fameux siège de Caderousse, de joyeuse et non dramatique mémoire.

Ne serait-il pas toutefois intéressant pour l'histoire du vieux monument de savoir très exactement où se trouvait cet arsenal et quelle salle abritait ces engins guerriers ? On lisait encore au xvii^e siècle à la porte, une inscription indiquant son origine :

*Dum parat Avinio, lutheris grassantibus, arma
Dumque movet gladios, sibi fecit opus
Anno 1570 Pius, V. P. M.*

Mais qu'est devenue l'inscription? Sur quels murs était-elle gravée? Ne reste t-il rien de la vieille artillerie? Nous ne doutons pas que les nombreux savants et les habiles architectes s'occupant actuellement du Palais des Papes, ne nous le disent quelque jour. Quelle aubaine, en effet, pour un archéologue plus amateur qu'érudit, de retrouver, dans les fouilles et dans les décombres, quelque boulet qu'il ne manquerait point d'attribuer, avec longs commentaires, aux Catalans de Benoit XIII, quelque vieux morion qu'il déclarerait avoir appartenu à ce belliqueux antipape ou quelques uns de ces mousquets qui, lors des fêtes pour l'exaltation de Benoit XIV, en 1740, faisaient dire à l'auteur du *Voyage de Languedoc et de Provence* :

« Alors les canons commencèrent,
Le commandant, vêtu de bleu.
Aux fusiliers qui se troublèrent
Permit de se remettre un peu.
Puis leurs vieux mousquets, ils levèrent
Trente-quatre firent faux-feu
Et quatorze en tirant crevèrent. »

Mais il serait plus difficile de vanter le grand courage du vice-légat Colonna confisquant, de Cavail-
lon, des canons qui ne partaient plus, même *Le Courtau*, des hallebades ayant plusieurs siècles d'existence et jusqu'à cent quinze bandoulières n'ayant jamais porté d'armes que les trois clefs d'or, sur champ de gueule de la vieille cité.

L. DUHAMEL.

I

Inventaire des armes qui se sont treuvés dans l'arsenal du palais d'Avignon fait par ordre de Nos Seigneurs du Parlement de Prouvence, les trente et trente unième juillet 1663, en présence de Messieurs les consuls de cette ville :

Premièrement, huict centz huictante quatre mousquets ou arquebuses.

Un mousquet a croc desmonté.

Huict centz quarante neuf fourchines ferrées.

Deux centz nonante quatre piques ou bois de piques non ferrés.

Vingt trois canons de mousquet non montés.

Qnarante huict cuirasses avec ses hausse-cous, brassals, cuissards, genouillères, mourrions et pot en tête.

Septante huict autres cuirasses, avec leurs brassards et demy brassards, mourrions ou pot en teste et parties avec leurs hausses cous.

Six mourrions avec leurs brassards et demy brassards sans cuirasse.

Huictante une autre cuirasses garnies de son brassards, hausse col et partie de son cuissard et d'autres avec ses garde rein et les autres non.

Huict mourrions séparés avec ses brassards.

Un cuirasse garny de toutes pièces, scavoir, casques, brassards, genouillères, gardes reins et gantelets enrichit de petits clous de laiton.

Deux autres cuirasses garnis de ses brassards deux demy genouillères ou cuissals et son mour-

rion, embellies de quelques feuillages et brodures en forme de passementz.

Six autres cuirasses avec ses brassards, hausse cou, garde rein et mourrion.

Vingt quatre autres cuirasses avec ses mourions et brassards, non entière, aucunes desquelz ont le hausse cou.

Un autre cuirasse sans brassard.

Vingt sept autres cuirasses brassards non entier aucuns desquelz ont leurs hausse cous et d'autres sont sans brassards.

Quarante cinq mourrions la plupart avec leurs hausse cous et brassards.

Quarante quatre mourrions tous seuls.

Cinq mortiers de fonte.

Un mortier avec des cercles de fer.

Deux pétars de fer.

Un canon de bronze rompu en trois pièces.

Neuf cent vingt trois flasques à tenir poudre tant grand que petit, quatre roues d'affûts de canons non férées.

Quelques fers vieux ou vieilles pâles.

Cinquante et quatre pitons de fer sans manche.

Trois centz nonante deux boulets de fer à colouvrine.

Six centz huit boulets à canon.

Huict centz quarante neuf boulets a petite bastarde.

Cinq gros boulets à double canon.

Six quintaux quarante cinq livres plomb en balles ou en lingots.

Huit quintaux poudre à canon.

Cinq quintaux mesche.

Lequel plomb, poudre et mesche ont dict appartenir à M. Alexandre Blanc, jadis paganour de la

milice italienne; toutes lesquelles armes et autres choses ci-dessus inventorisés ont été portées, par ordre des dicts sieurs consuls, dans l'arsenal de la maison de ville.

Faict en Avignon dans le dict arsenal présentz à ce M. Jean Tamisier, M. Honoré Bouschet notaire habitant la dite ville tesmoins à ce requis et appelés.

II

Ordonnance d'Alexandre Colonna, vice-légat pour le dépôt des armes à l'arsenal du Palais des Papes 28 février 1665.

Alexandre Colonna baron romain, protonotaire du Saint-Siège apostolique, du nombre des participantz, refférendaire de l'une et de l'autre signature, de Nostre Saint-Père le Pape, son prélat domestique, vice-légat et gouverneur général en la cité et légation d'Avignon et sur-intendant des armes de Sa Sainteté en cest Estat.

Nous ordonnons, mandons, commandons par ces présentes que voulons estre inviablement observées, aux sieurs consulz et communauté de la ville d'Avignon et à tous chacuns les particuliers habitantz d'icelle de quel grade, estat, qualité et condition qu'ilz soient, sans nul excepter, de porter ou fere porter et conduire, dans le palais apostolique et entre les mains du sieur Alexandre de Blanc, lequel, à ces fins, nous avons député et députons

(Orig. Archiv. Mun. d'Avignon. BB. Notaires. Minutes de Henrici 1663-1666, fol^o 8).

ou autres que seront par luy mis, tous et chacuns les canons et autres sortes d'instruments de guerre et armes, quelles que ce soit, sans réserve aucune, comme aussi toutes les poudres et munitions de quelle nature, sorte qu'ilz soient, qu'ilz se trouve avoir dans les arsenaux, magasins ou autres endroitz de la maison commune appelée maison de ville ; et quand à ces particuliers, habitantz toutes et chascunes les armes aussy poudre et munitions qu'ilz et chascuns d'eux auroient dans leurs maisons ou autrement ailleurs, en icelle ville, mesmes celles qui leur auront esté remises, par entrepôt et en garde. Et ce dans deux jours, après la publication des présentes, sans pouvoir s'en excuser, soulz quel prétexte, couleur et cause que ce soit ou puisse estre ; sur la peine de lèze Majesté, par chascun défaillant ou contrevenant, encourable, ipso facto, sans autre déclaration ny espoir de remission ; faisans, en outre, comme nous avons fait et faisons, par ces présentes, très espresses inhibitions et défenses, tant aux dictz sieurs consulz et communauté qu'a chascun des ditz particuliers habitantz la dicte ville, de quel grade, estat, qualité et condition qu'ilz soient, comme dessus, d'avoir, tenir, garder, recevoir, ny conserver, à l'advenir, en icelle maison commune, les magasins, arsenaux ou autres lieux, et respectivement iceux particuliers dans leurs maisons, n'y ailleurs, dans la dite ville, aucunes des dictes armes et instrumentz de guerre, canons, poudres et munitions, de quelles sortes qu'icelles armes et munitions soient, sans une particulière permission, par brief apostolique, sans licence expresse, par escrit, de Monseigneur l'Eminentissime Cardinal légat, ses successeurs qui seront, portant sur ladite peine

encourable comme dessus. N'entendons, toutefois, par ces présentes, de défendre aux gentilhommes de conserver et porter leurs épées. Commandons encore très expressément et enjoignons à toutes personnes ecclésiastiques et régulières, mesmes aux religieuses d'icelle ville, qui, se trouvant avoir, dans leurs couvents, monastères, hospitaux, maisons ou cloîtres de susdites armes et munitions, tant pour leur avoir esté portées et remise en garde, dépôt qu'autrement ils ayent et chascuns d'iceux, ainsi que les touchera et les consernera et dans le mesme temps et delay que dessus, a nous le venir dire et déclarer sans aucuns retardement, le tout porter ou faire porter et conduire dans ledit palais, sans oser en retenir, cacher ny réceler, soulz quel prétexte que ce soit, leur faisant, comme, par mesme moyen, leur faisons, inhibitions et défenses d'en recevoir à l'avenir sur la peine, quand aux ecclésiastiques, régulières, et suspensions a divinis et de l'interdit et privation de voix actives et passives ; quant aux religieuses, ipso facto, encourable comme dessus.

Voulons et ordonnons que le présent édict soit publié aux lieux accoustumez de la dicte ville, obliger un chacun tant en commun qu'en particulier et opérer aussi efficacement que s'il avait esté personnellement intimé.

Donné à Cavaillon, au palais de notre résidence, le vingt huit-janvier 1665. A Colonna vice légat.

Orig. Archiv. municipales d'Avignon, BB, notaires 1663-1666, n° 414.

III

Rolle des canons, artillerie et autres armes et munitions de guerre sorties de la maison de ville et portées dans le palais apostolique en suite de l'ordonnance faites par Monseigneur Illustrissime et Révérendissime vice-légat, escrivant M. Floren, le 28 janvier 1665, charriés les 29, 30 et 31 du dict mois.

Premièrement dans la chambre aux armes qui est au-dessus de la montée des degrés :

Deux centz septante neuf mousquets avec les armes de la ville.

Plus quatre mousquetz à cros avec les armes de la ville.

Plus sis canons de mousquetz démontés.

Plus cinquante deux demy mousquetz avec les armes de la ville.

Plus deux cents quarante six fourchines.

Plus cent quinze bandoulières avec les armes de la ville.

Plus trois pertuisannes.

Plus trois albardes.

Plus septante deux piques ou demy piques.

De la salle basse.

Quarante cinq albardes ou haches à l'antique qui étoient dans la maison de ville depuis plusieurs siècles.

Dix huit arbalestres à l'antique.

Quatre petitz perriers de fer mauvais.

Un corps de cuirasse.

Du bas arsenal ou estoient les canons.

Cent nonante neuf gros boulets.

Sept cens septante un des médiocres.

Nonante bouletz faictz de ciment et couvertz de plomb.

Deux gros canons calibre de Roy portant quarante cinq livres de bale.

Plus une couleuvrine de trente deux livres de plomb.

Plus un canon appelé le *Courtau* de seize livres de bale.

Plus deux bastardes de seize livres de bale.

Plus deux bastardes moyennes de huit livres de bale.

Plus trois gératons appelez faucons de quatre livres de bale.

Plus cinq fauconnaux de deux livres de bale dont il y en a un de rompu ; le tout monté sur les affus avec les armes de la ville.

Plus vingt sept fauconnaux desmontez sans affus portantz deux livres de bale.

Plus sept gératons nommés faucons de quatre livres de bale.

Plus deux gros canons qui estoient à Saint-Martin desmontés, de vingt quatres livres de bale, le tout avec les armes de la ville.

Plus deux bastardes l'une montée sur son affu et l'autre démontée, de huit livres de bale qui sont sans les armes de la ville.

Six canons de fer mauvais et faitz à l'antique.

Un perrier de fer monté sur ses roues.

Plus les baguettes, cullières, lanternes, et refouloir pour charger les canons, rebouïres et laines en quinze pièces.

Plus huict emboitures de fonte scavoir : quatre grandes et quatre petites pour les roues de canons et vingt quatre livres de bale avec les affus démontés et les roues sans ferremen.

Plus deux mille quatre centz huictante quatre livres mesches.

Plus trois mille deux centz nonante quatre livres bales de mousquetz.

Plus vingt quatre boites sive de pétards de fonte ou de fer.

Plus mille deux centz cinq livres de poudre.

Toutes lesquelles armes, artilleries et munitions de guerre sont esté consignées au pouvoir et charge de M Alexandre Blanc, pagadour de la milice de cet Estat, conformément à la dite ordonnance.

(Orig. Arch. Mun. d'Avignon, BB, notaires, 1663 1666, fol. 413).

LA BEDOSSE ET SES SEIGNEURS

1328-1908 (1)

Ainsi Monteils explique très simplement l'aventure du 27 juin : il est venu avec quelques amis en promenade, l'après midi à la Bedosse dans le but de faire valoir les droits que lui octroie l'arrêt du Parlement. Et voilà qu'après une légère discussion, Saussan et sa femme, envers qui il a été plein de déférence, se sauvent en hâte. Il est victime de leur haine et trop bien élevé pour avoir adressé à sa nièce les injures qu'on lui reproche ; il n'a rien dérobé que quelques malheureux sacs de blé, qui d'ailleurs lui revenaient de droit, et en somme, si la dame de Saussan a accouché prématurément c'est absolument la faute de son mari qui « la transmarcha de la ville d'Allez à la ville de la Voulte distant de quatre grands lieues ».

Désormais on est fixé sur la bonne foi du personnage, le plus doux et policé des hommes et le plus tendre des oncles ; aussi, en admettant même une certaine exagération dans les accusations portées contre lui, on peut en conclure que le fonds est exact et qu'en somme Monteils est un homme sans

(1) Voir *Revue du Midi* du 15 septembre et 15 octobre 1909.

scrupules « de mauvaise versation » et capable de tout.

Tel dut être, en fin de compte, l'opinion des divers tribunaux devant lesquels il comparut. En effet, le 1^{er} décembre 1554 une sentence de prise de corps est lancée contre lui par la cour de Nîmes, qui charge de son exécution M. Pierre Robert, l' criminel de la cour ; l'acte est contresigné par M. de la Gorce son greffier.

Puis enfin, le 10 août 1558, un arrêt de la Cour Souveraine condamnait led Monteils à restituer aux époux de Saussan tous les meubles, bijoux, papiers, bestiaux, qu'il leur avait soustraits de 1551 à 1552 et à leur payer, en outre, 4000 livres à titre de dommages et intérêts,

Je suis porté à croire que cet arrêt reçut exécution et fut l'épilogue du procès engagé depuis 23 ans. Au commencement de l'année 1560, Bertrand de Monteils en était « au pain quérant » déclare un témoin et vivait aux dépends de sa nièce, Marguerite Privat, femme de Pons Mazoyer. Il mourut d'ailleurs, le 15 décembre de cette même année à l'âge de 52 ans.

A peu près à la même époque, François de Sausan avait la satisfaction de gagner un autre très important procès engagé depuis 1545 contre sa sœur Léonarde, veuve de M. Guyon de Chanaleilles, qui le mettait en possession du château et de la terre d'Arènes. Aussi dès le 20 mars (1560) il abandonnait sans retour la Bedosse et venait s'installer à Arènes.

Il ne devait pas jouir longtemps de sa tranquillité ; les querelles religieuses mettaient la région en effervescence et l'heure était proche où catholiques

et protestants allaient en venir aux mains et mettre le pays à feu et à sang pendant bien des années.

A la mort de Bertrand de Monteils, son frère Dominique avait repris le procès contre sa nièce, non plus au sujet de la Bedosse définitivement acquise par l'arrêt de 1558, mais relativement à d'autres immeubles dépendants de la succession de Gillette de Monteils, sa tante.

En juillet 1562 le sieur d'Arènes — c'est le nouveau titre que prend François de Saussan — a obtenu des lettres d'appel contre son adversaire. Il charge Seguin Couderc, sergent, d'Alais de les mettre à exécution, mais l'anarchie règne dans toutes les administrations, les tribunaux n'existent plus que de nom, les jugements qu'ils prononcent sont considérés comme nuls et non avenues ; il y a conflit violent entre la Cour de Nîmes et le Parlement de Toulouse, à tel point que sont menacés de mort les officiers ministériels du ressort Présidial qui tenteraient d'exécuter les arrêts de la souveraine Cour. Le document suivant est intéressant à ce sujet

Seguin Couderc, sergent d'Alais rapporte « que
« au mois de juillet (1562) lad. Gillette de Monteils,
femme aud. de Salsan estant en son chasteau
« d'Arènes envoya chercher le déposant et luy
« monstra une lettre d'appellation obteneu de la
« chancellerie de Tholoze par sond mary contre
« M. Dominique de Monteils, oncle paternel d'elle,
« le priant de icelle metre à exécution contre led
« de Monteils lors estant aud. Allez ce que luy
« déposant offrit faire mays que les officiers dud.
« Allez luy donassent permission. Et prins lesd.
« lettres et arrivé aud Allez les monstra à M. Sébas-

« tien de Gabourde viguier dud. baron d'Allez lequel
« luy respondit que la *Religion* avoyt envoyé M. de
« Clausonne avec ung syndicat dever le Roy pour
« estre exclus et non sujets du Parlement de
« Tholoze et que jusque ce que feust retourné de la
« court ne permetroit point aucunes lettres dud.
« Parlement estre exécutées et pour ce que seroyt
« fort leur ennemi toutesfois il ne le empêchoyt
« point mays que led. depposant avisa de ce que
« luy pouvoit advenir que feust cause que ne les
« osa metre a exécution mays les tourna rendre à
« lad. Gillette aud. Arènes. Et quelques jours après
« Guillaume Folquier sergent de Ganges les
« exploicta contre M. Anthoine de Lort basoschien
« commissaire estant au logis de Christofe Arbous-
« sier dud. Allez et contre led de Monteils en la per-
« sonne de sa sœur (1). et led de Lort menassa led.
« Folquier de lamener prisonnier aud Nimes pour
« ce que navoyt point permission de la Court de
« M. le Seneschal de Nismes ».

Sur le même sujet voici la déclaration que fait
Blaise Filliol, tisserand d'Alais. « Dict que au moys
« de juillet aiant obteneu suyvant la charge à luy
« bailée par led de Salsan lesd. lettres seroyt
« retourné au lieu de la Roque, (2), voir led de Salsan
« ou demeuroit et demeure encore, lequel l'envoia
« à la ville de Nismes pour et envertu des lettres
« dappel fasse faire les inhibitions aux juges et
« magistrats de Nismes ou estant arrivé sadressa à
« maistre Gévaudan advocat aud. Nismes et avec

(1) Jacqueline de Monteils née en 1513, mariée à Firmin Privat et veuve en 1545.

(2) Le château de la Roque-Aynier appartenait à Antoine de Saussan, cousin du Sgr d'Arènes.

« icelluy alarent à M. de Faget huissier et à plu-
« sieurs sergents dud. Nismes pour faire exploicter
« lesd. lettres dappel contre les susd - juges et
« magistrats. Toutefois lesd huissiers et sergents
« refusarent prendre et exploicter lesd. lettres disant
« leur estre inhibé et deslendu par lesd. juges et
« magistrats de la nouvelle Religion nen exploicter
« aucunes sur peyne de la vye et que ils en avoyent
« rompus daultres et mis les sergents en prison.

« Adonc voiant que ne pouvoyt faire exploicter
« lesd. lettres led. Gévaudan par mandemant dud.
« de Salsan et aussy par son advis allarent treuver
« M. de Clap, greffier du Vigan que avoyt cause en
« lad. qualité pour recouvrer les diettes et sentances
« de laquelle avoyt esté appelé et relevé. Toutefois
« led. de Clap reffusa tout à plain icelles expédier
« disant pour le reffus il scavoit bien que led. de
« Salsan luy feroit avoyr un adjournement personnel
« aud. Parlement de Tholoze. Toutefois que aimoit
« mieux souffrir led. adjournement personnel que
« se metre en dangier destre meurdri en despéchant
« lesd. actes et destre mis en prison. Et Led.
« Gévaudan en présenta requette et avec le greffier
« allarent porter à M. de Marmont conseiller aud.
« siège et aussy à M. Andronyer, commissaire-rap-
« porteur dud. procès. Toutesfois ne sceurent avoir
« aucun apoinctement leur disant que nen feroient
« rien. Et ceux du conseil aud. siège, (1) retindre
« lad. requette sans la randre que feust cause que
« luy depposant sen retourna treuver led. de Salsan
« à la Rocque, estant passé en Allez treuva Gilette

(1) Ce conseil se composait de MM. Saurin, Ruffi, de Malmont, Bessirier, Poldon, d'Airebaudouze, d'Albenas, lieutenant de la Sénéchaussée et de la Gorce, greffier.

« de Monteils femme aud de Salsan laquelle avec
« luy ne sceurent treuver sergent que voleust pré-
« santer lesd. lettres contre led. de Monteils, ce
« que entendu led. de Salsan avec le depposant
« senala à la ville de Ganges ou estant led. de
« Salsan requist tant par acte de notaire que aultre-
« ment tous les sergents de lad. ville pour aler
• exploiter lesd. lettres aud. Allez contre led. de
• Monteils lesquels refusarent faire disant que aud.
« Nismes et Allez toutes lettres du Parlement y
« estoient reffusees et que es dictes villes lon ne y
« voloiet point obéyr et craignoient estre thué.
« Toutesfois à la parfin moienant la compagnie que
« le susd. de Salzan bailha à Guillaume Folquier, ser-
« gent aud. Ganges led Folquier accompagné de
• cinq ou six avec luy depposant sen allarent au
« chasteau darènes et après avec lad. Gillette de
« Monteils allarent aud Allez le matin ou treuvè-
« rent M. Anthoine de Lort substitue à lad. Court
« Presidiale au greffe du Vigan, commissairs pour
« exécuter la sentence dud. siège contre lesd. maries
• auquel de Lort led Folquier fist les inhibitions
« contenus aud. lettres dappel lequel de Lort
« menassa led Folquier de le metre en prison à
• Nismes et fist plusieurs aultres menasses les-
« quelles procédures coustarent dix foyes davantage
« aud. de Salsan que ne eust fait par le passé quant
« justice régnoit et estoit obéye. »

Réflexion très judicieuse d'un homme de bon sens que toutes les difficultés qu'il avait rencontrées dans sa mission avait découragé. Mais telle était la folie procédurière de l'époque qu'on préférerait se ruiner à blanc plutôt que d'abandonner la partie.

Cependant les événements politiques se précipi-
Tome XXXII, Décembre 1909. 47.

tent, vont départager les plaideurs et les renvoyer dos à dos. La guerre civile a éclaté à Alais et dans la banlieue ; on se bat et on pille. Saussan a quitté sa femme, qu'il laisse à Arènes, pour aller rejoindre l'armée Royale. Pendant son absence, en juillet 1563, le château est mis à sac par les Protestants. Il est de retour en 1564 et fait réparer Arènes ; En janvier 1566, il est nommé par Marc de Beaufort Montboissier, comte d'Alais, baillil et gouverneur général de la Comté ; sont consuls d'Alais à cette époque, Yves Baudan, Jehan Lesque, Dominique Michalet et Gabriel Robert.

La trêve relative qui existait entre catholiques et protestants est de nouveau rompue et le 29 septembre 1567, fête de Saint-Michel, le château d'Arènes est derechef, pillé et saccagé. Saussan et sa famille peuvent s'échapper et se réfugient à Toulouse. Ce n'est qu'en septembre 1583, après quinze ans d'absence que le Sgr d'Arènes rentre en possession de sa terre.

Que de ruines accumulées pendant ces quinze années ! châteaux éventrés, incendiés, demantelés dont le mobilier, les portes, fenêtres, planchers, toiture, ont été emportés pièce par pièce par les voisins ; champs en friche transformés en véritables garrigues ; hautes et superbes futaies métamorphosées en taillis maigres et rabougris.

Saussan ne s'attarde pas à se larmenter sur ce navrant spectacle ; c'est un homme d'action et un caractère fortement trempé, comme il y en avait tant à cette époque. Le 15 septembre 1583, il adresse une requête au Parlement dans laquelle il expose « que depuis l'annee mil V^e septante et lhors que « feu François de Cambis, baron Dallez comendoit

« dans la ville dallez par Jehan Despoysse dict
« Silhard, S^r de Méjanès, Pierre Pascal, marchand
« dallez, Anthoine Pansier, Anthoine Gail et certains
« aultres habitans de lad. ville dallez du lieu de
« Méjanès du lieu de Larnac, de Saint-Privat, de
« Trespoux, Despinaux de la Léque de St-Ylaire de
« Bertmas de Tribies, de Troulhas et de Mons....
« auroit les dessus nommés leurs adhérens et com-
« plices prins, ravy et empourté toutes les mubles
« estans dans le chasteau et place de la Bedosse de
« valeur de deux cens escus ou environ jusques
« aux portes de lad. place en nombre de vingt et
« une ou vingt deux de valeur de soixante escus ou
« plus ensamble les fenestres en nonbre de neuf ou
« dix de valeur de quinze escus ou plus et non
« contens de ce auroient ruyné et desmoly led.
« chasteau de la Bedosse prins, ravy et enpourté les
« planchiers, tuyles, sauniers coublets et aultres
« feustalhes dud. chasteau quy auroit esté rendu par
« le moyen desd. ruynes en cazal et de tout inhabi-
« table lesquelles ruynes ont porté et portent ung si
« grand préjudice aud. suppliant qu'il ne pouroit
« remettre led. chasteau en lestat quil estoit pour
« trois mille escus oultre ce que led. suppliant auroit
« esté depuis led. temps privé des fructs et reve-
« nus de lad. place de la Bedosse..... mais encores
« que pares depuis led. temps auroit coppé et
« despoulé les arbres, chaînes et elzes des bois du
« domaine de lad. place de la Bedosse appartenances
« et dépendances dicelle en nonbre de plus de sept
« mille arbres de valeur chascun de demy escu long
« pourtant lautre oultre deux cens arbres oliviers
« estant chascung de pareille valeur de demy escu
« lung pourtant lautre.... Ce considéré vous pléra

« de vos benignes grâces ordoner que led. suppliant
« sera réintégré desd. mulbles tuyles, planchiers,
« portes, fenestres, palestrages, gonts, verroulx,
« serrures et aultres ferremens et des arbres despo-
« pulés et du revenu de lad. place...

Le Parlement répond à cette requête le 16 novembre « en adjournant à jour certain et conpectant
« Jehan despoisses dict Silhard (etc. etc.) pardevant
« nous dans le Pallais » et en ordonnant une enquête, mesures absolument platoniques, vu les événements dont les Cévennes étaient le théâtre.

Cependant Saussan ne se décourage pas ; il revient encore à la charge par une nouvelle requête datée du 8 octobre 1585 « supplie humblement
« François de Saulsan seigneur Darènes la Bedosse.
« ... conseiller du Roy et son vignier à Tholoze...
« que feu nob. christofle de Monteils Sgr dud. lieu
« de la Bedosse et de Larnac, père de feue Gillette
« de Monteils, sa femme, seroit allé de vie à trespas
« survivant à luy lad. feue Gillette aagée denviron
« ung an ou treitze mois ayant succédé en tous et
« chascungs les biens aud, feu Christofle de Monteils
« son père peu après lequel trespas tous les biens et
« héritages laissé par le.d Christofle de Monteils a
« lad. feue Gillette sa filhe auroit esté mis en procès
« diférant et controverse par M. Bertrand de Mon-
« teils, lissencié es droits et pleusieurs aultres pen-
« dant lequel temps de lad. controverse minorité et
« uage papilaire de lad. Gillette feu Loys Cambis
« baron dud. Allez se seroit saisy et emparé d'une
« belle et grande tour appelée Galderigne et aultre-
« ment apelée par le comun puple la tour de labe-
« dosse appartenent aud. feu Christofle de Monteils
« et après son décès à lad. Gillette comme sa filhe

« légitime et héritière univercelle et dicelle tour
« espoliée par force et violence lad feue Gillette de
« Monteils lhors pupille en leage dung an laquelle
« tour avec ses cazemens à icelle contignes estoit
« scituée en lad. ville dallez près et au-devant la
« maison et chasteau vieulx dud. Cambis et
« confrontoit avec la rue que va vers le chasteau du
« seigneur conte dallez et avec la rue de Juzuterie
« et avec un vergier que souloit estre entièrement
« de feu Christofle Dominicque que apartient et
« quest aux hoirs et bien tenents de feu Mons.Jehan
« de Sauzet et avec le jardin du sgr conte en
« laquelle et estage basse dicelle feust de lhors faict
« estable et à la sesgonde estage fenier et palhier par
« led. feu Cambis et auquel estable de lad. tour led.
« feu Cambis tenoit cinq ou six chevaux, trois mulets
« et quelques asnes ou par icelluy Cambis ou bien
« par ces serviteurs domestiques et lhors quil ocu-
« poit lad. tour feust mis le feu à icelle aux estables
« et fenier de nouveau faicts en icelle et après que le
« dedans des deux estages faizant fenier et estable à
« lad. tour feust brûslé par le grand feu led. feu
« Loys Cambis pendant lad. pupilarité de lad. feu
« Gillette de Monteils aurent par intervalle de temps
« à plusieurs années faict abatre, desmolir et ruyner
« lad. tour et des pierres dicelle faict édifier, bastir
« et réparer son chasteau et maison en la ville
« dallez (distant) environ trente ou quarante pas
« de lad. tour laquelle tour ne sauroit et ne pour-
« roit estre de nouveau bastie et remize en l'estat que
« estoit pour trois mille escus. Oultre ce que led.
« Loys Cambis et feu François Cambis son filz pour
« le bastiment et réparation de leur dict chasteau
« auroient razé du tout lad. tour et arraché les pier-

« rez des fondements d'icelle pour cuyder hoster
« au puple et habitans dud. Allez lad. tour de leur
« mémoire ; laquelle feu Gilette de Monteils auroit
« esté en leage de environ doutze ans (elle en avait
« en réalité seize ou dix-sept) mariez avec led. s^r
« darènes suppliant laquelle se seroit constitué tous
« ces droicts biens et actions en dot et vescu en
« mariage avec led. s^r Darènes jusques en l'année
« mil v^e soizante doutze quelle alla de vie à trespas
« en la ville et cité de Tholoze ou elle sestoit retirée
« avec led. suppliant son mary long temps aupara-
« vant à cause des troubles et parce que led. feu
« François Cambis avoit avec ses complices pilhé
« sacagé desmoly et ruyne lad. place et chasteau
« dud. Arènes maison paternelle dud. suppliant
« ayant lad. feu Gilette de Monteils laissé survivans
« trois enfans le plus eagé de neuf ou dix ans lequel
« seroit décédé ung an après le trespas de sad. mère
« et par conséquent les deux beaucoup plus jeunes
« seroient démeures vivans et retou nés il y a envi-
« ron deux ans habiter aulx environ dudit chasteau
« et place Darènes jusques à ce que led. suppliant
« leur père à faict bastir réparer et remettre partie
« dud. chasteau et place Darènes moyenant une
« grande et excessive despanse auquel chasteau par
« la grâce de Dieu depuis peu de temps led. sup-
« pliant avec lesd. enfans habitent et résident distant
« demy lieue près lad. ville Dallez ou ils vont le jour
« du dimanche ouyr le service Divin et après led.
« service achevé led. suppliant avec lesd. enfans et
« famille sont contraincts sen retourner disner aud.
« chasteau Darènes à cause de la susd. espoliation
« démolition et ruine de lad. taur comis et perpétre
« par led. feu Loys Cambis baron Dallez Ce consi-

« d'éré que ladicte tour avec sesd. cazemens estoit
« noble et allodialle et que led. suppliant et sesd.
« enfans sont privés d'habitation en lad. ville Dallez
« par le moyen de lad. violence et expoliation comise
« et perpétré par lesd. feus Loys et François Cam-
« bis en temps de paix et que lhors en ce royaume
« ny avoit aucune ayne ny troubles. Plaise à vos
« grâces ordonner que led. suppliant au nom quil
« procède sera réintégré par les hoirs successeurs
« et bien tenans desd. feus Loys et François Cambis
« barons dudit Allez dud. lieu noble et alodial ou
« estoit scitué construit et édifié lad. Tour et cazer-
« mens que ne sauroient estre estimés moins de la
« somme de trois mille escus et tout ce dessus sera
« enquis par le premier des magistrats royaux ou
« de leur lieutenant et afin que la preuve de ce que
« dessus est dict ne puisse par la mort des personnes
« qui en savent vérité estre perdue mesme que peut
« y avoir environ cinq années (1580) que d'une grande
« contagion de peste morurent plus de huit cens
« habitans de la ville Dallez et ferez bien sur ce
« requis le septième jour du mois doctobre mil cinq
« cent huictante cinq ». (1)

À la suite de cette requête qui était parvenue sans encombre à la cour souveraine « les gens tenants les arequettes du Palais à Tholozé conseillers du Roy en
« sa cour de Parlement et commissaires à ce requiz
« mandent signifier aux héritiers successeurs et
« bien tenans des feus Loys et François de Cambis
« à se présenter à jour certain et compétent devant
« nous aud. Palais. »

(1) J'ai transcrit en entier cette requête parce qu'elle m'a paru renfermer des renseignements pleins d'intérêt pour les chercheurs sur les rues d'Alais et le château de ses barons.

Quelle admirable constance dans leur devoir professionnel anime ces magistrats de la cour souveraine ! Depuis plus de vingt ans ils foudroient de leurs arrêts des populations que décime la guerre civile, qui n'obéissent plus que, suivant leur bon plaisir, à l'autorité royale représentée par les traités de pacification qui sont, selon l'occasion, violés tantôt par l'un et l'autre des partis. Ils n'ignorent pas leur impuissance, ces magistrats ! n'importe ! Avec une persistance que rien ne lasse et qui nous fait sourire aujourd'hui, comme une scène de vaudeville intercalée dans une tragédie, ils ordonnent des enquêtes, ajournent à leur tribunal des inculpés à plus de soixante lieues et qui ne daignent même pas s'en émouvoir ; condamnent à l'amende, à la confiscation, à la mort même et les rigueurs de leurs sentences n'ont, pour ceux quelles concernent, que la valeur du parchemin.

Et quelle étrange « mentalité » aussi (en regard de la notre) que celle des « suppliants » ! L'expérience, chèrement acquise cependant, devrait leur démontrer l'inanité de leurs requêtes. Il ne suffit pas d'obtenir un jugement favorable sur le papier seulement encore faut-il qu'il ressorte à effet, qu'il reçoive son exécution. N'importe encore ! même persévérance dans la plainte, qui devient ainsi une sorte de consultation juridique, toute platonique quant à ses résultats, sauf pour la bourse du requérant. Et ce dernier qui tout d'abord excitait les railleries, on l'admire à la longue et on ne peut s'empêcher de rendre hommage à une tenacité que rien ne déconcerte et qui nous paraît digne d'un meilleur sort.

François de Saussan estimait comme on l'a vu plus

haut à 10.000 écus (1) environ les pertes qu'il avait subies à la Bedosse, Larnac et Alais.

Cette évaluation est évidemment exagérée, mais comme il n'était certes pas le seul dans ce cas fâcheux, ses réclamations quelque justifiées qu'elles fussent, n'aboutirent à rien. Epruvé dans sa fortune ce gentilhomme resté fidèle à sa religion et à son roi allait être en butte, dans les derniers jours de sa vie, à des sévices graves de la part de ses adversaires confessionnels, sévices qui altérèrent sa santé et hâtèrent sa fin.

Le mardi 13 mai 1586, le s^r d'Arènes, accompagné de son fils Antoine, de Bertrand de Saussan la Roque, son gendre et de deux domestiques, était parti de très grand matin d'Arènes, à cheval, pour se rendre à petites journées à Toulouse où l'appelaient ses affaires. A quelques lieues d'Alais, la petite caravane fut victime d'une agression à main armée dont les incidents sont rapportés, en ces termes, à M. Antoine Boissier baille de la juridiction de la Melouze par Grégoire Molines, domestique du s^r d'Arènes.

« Dict que le tretziesme may dernier il e toït pré-
« sant et acompagnoit led. s^r Darènes et Anthoine de
« Saussan sg^r de Soubseanton son fils allant en la
« ville de Tholoze et estant ledit jour tretziesme
« may environ les cinq à six heures de matin en
« plain chemin publicque et lieu fort estroit huict
« ou neuf cens pas près du logis du Rouzier (Rozier)
« audessoulbs de Peyreleau led. s^r Darènes et sond.
« fils furent constitués prisonniers désarmes et led.

(1) L'écu d'argent valait trois liv. tour. Or, à la fin du xvr^e siècle la livre tournois était estimée 2 fr. 50 environ, mais la puissance d'achat de l'argent étant cinq fois plus forte que de nos jours, la livre tournois représentait donc une somme équivalente à 12 ou 13 fr. de notre monnaie.

« s^r Darènes lié et attaché aux cordes par Pierre de
« Caladon, dict las Combes, le nepveu dicelluy
« appelé le s^r de Triadou habitant du lieu de Peyre-
« leau Anthoine des Crozes cousin germain de la
« femme dud. Pierre de Caladon acompaignés de dix
« ou douze aultres volleurs aud. depposant inco-
« gnus lesquels de Caladon de Triadou de Crozes et
« aultres volleurs auroient avec toutes forces et
« contrainctes possibles conduis et admené led s^r
« Darènes lyé et attaché les mains et les bras au
« derrière de son corps présant led s^r de la Roque
« Rey et Molines dans un bois près dung grand
« rocher ou avoit une baulme sive cruz appelé arene
« fort proffond ou vollarent et ravirent aud. s^r Darè-
« nes la somme de deux cens cinquante-deux escus
« que furent par lesd. de Caladon et de Triadou
« comptés et nombrés dans led. bois près dud.
« rochier et arene comme aussy prindrent quatre
« chevaux une mulle a bast tiltres papiers docu-
« ments habillements et aultre bagaige que led. s^r Da-
« rènes fesoit apporter et conduire en la ville de Tho-
« loze. Et sur le soir lesd. de Caladon, de Triadou
« de Crozes et autres volleurs en présence du s^r de
« la Roque Rey et Molines auroient admené tou-
« jours lyé et attaché led. s^r Darènes et sond. fils
« au lieu de Sainct Salvador en la maison apparte-
« nant à la femme dud. de Caladon dict las Combes
« comme lesd. Rey et Molines virent et furent tous-
« jours présants. Mais led. sg^r de la Roque avoit
« esté auparavant en chemin et sur le soleil couchant
« congédie par led. de Caladon, auquel lieu de
« St Salvador led. s^r Darènes et sond. fils furent
« mis en une estroiete prison comme lesd. Rey et
« Molines virent. Et le lendemain au matin led.

« Molines fust aussi congédie par led. de Caladon
« lequel Molines print son chemin et sen alla au
« chasteau Darènes distant dud. lieu de St Salvador
« onze lieues auquel chasteau Darènes led. Mo-
« lines arriva le lendemain quinziesme jour de may.
« Et le dix huictiesme dud. moys led. de la Roque
« acompaigné d'une troupe dhommes bien armés
« print et sayzit au corps led. de Caladon dict las
« Combes près la ville du Vigan en sortant dicelle
« et après le fist admener et conduire dans son
« chasteau de la Roque et environ ung moys ou
« cinq sepmaines après François de Caladon s^r de
« la Valette Pons de Caladon dict St Salvador frère
« dud. Pierre de Caladon et Jacques de Caladon
« s^r Despinasse père desd. trois frères et led. de
« Roques conseiller aud Nismes fils dud. s^r de Clau-
« sonne beau fils dud. s^r de la Valette scachant que
« led. seigneur Darènes estoit malade en danger de
« mort offrirent aud. s^r de la Roque de eslargir et
« mettre en liberté led. s^r Darènes et sond. fils
« pourvu quil eslargit et mist en liberté led. Pierre
« de Caladon dict las Combes et enfin après plu-
« sieurs allées et venues le quinziesme de juing led.
« sg^r de la Roque auroit faict admener et conduire
« avec main forte led. Pierre de Caladon dict las Com-
« bes au lieu Daveze ou moyennant la deslivrance
« dud. s^r Darènes et de son fils en plaine liberté auroit
« baillhé et deslivré led. Pierre de Caladon dict las
« Combes en mains et pouvoirs de Pierre de Vissec
« s^r de Pradines moyennant que led. s^r de Pradines
« se chargeat de la personne dud. Pierre de Caladon
« dict las Combes et de le rendre incontinant qu'il en
« seroit requiz par led. s^r Darènes ou aultre aiant de
« luy mandement et fust conduit et apporté led. sei-
« gneur Darènes au chasteau de la Roque ou il auroit

« demeuré longuement malade sans avoir recouvert
« aucunes choses de ce que luy avoit esté volé par
« led. las Combes et ses complisses. Fait et donné
« aud. lieu de la Mélouze le quatriesme jour du
« mais d'août mil v nonante six »

Cette détention prolongée dans un lieu humide, malsain, « plein de poux et autres vermines », avait sérieusement altéré la santé de F. de Saussan. Il ne put quitter le château de la Roque et revenir à Arènes que dans les derniers jours du mois d'août. Il vécut encore un an dans un état précaire et s'éteignit à Arènes en décembre 1587 à l'âge 65 ans.

Antoine de Saussan avait dix-sept ans à peine lorsqu'il succéda à son père comme seigneur d'Arènes La Bedosse et autres lieux.

Le 3 juillet 1591 il épousait, à Alais, Lucrèce de Cambis, fille de François vicomte d'Alais et de Madeleine de Villeneuve-Trans. Il établissait sa résidence à Arènes et laissa le château de la Bedosse dans l'état lamentable où il était depuis vingt ans. Grâce à la promulgation de l'Edit de Nantes qui mit fin, pour un temps, aux divisions intestines, Antoine de Saussan n'eut pas à subir les vicissitudes paternelles. Il mourut, à peine âgé de 40 ans, le 22 août 1611, laissant sa femme héritière fiduciaire de tous ses biens à charge de choisir elle-même, comme légataire universel, celui de leurs enfants qui lui conviendrait. (1)

Usant des pouvoirs qui lui étaient conférés par le testament de son mari, Lucrece de Cambis élut Françoise, l'aînée de ses filles, au détriment de Jac-

(1) Du mariage d'Antoine de Saussan et de Lucrèce de Cambis naquirent trois enfants : 1 Jacques, 2 Françoise mariée à César de La Tour Gouvernet, 3 Marguerite mariée à Jacques de Brueys, sgr de Bourdic.

ques. Cette dérogation aux coutumes généralement suivies à cette époque, en matière successorale, avait deux causes : un mariage très brillant comme naissance et fortune pour Françoise ; le caractère, inconstant, léger et prodigue de Jacques dont sa mère avait à se plaindre ; quant à Marguerite, sa situation de cadette en bas-âge la mettait hors de cause.

Donc « en contemplation » du mariage de Françoise de Saussan avec César de la Tour Gouvernet, baron de Voguedemar, puis marquis de la Charce, célébré à Alais, en l'église Réformée, le 3 novembre 1611, sa mère lui constituait en dot la terre d'Arènes, celle du Crémat et d'autres encore sauf cependant la Bedosse qui était donnée à Jacques.

Jacques n'avait alors que dix-sept ans. Lors du mariage de sa sœur il éprouva une cruelle déception de se voir ainsi déshérité, lui le seul mâle de la famille. De là des relations tendues avec sa mère et le projet, bientôt abandonné, d'entrer dans les ordres.

Pour occuper ses loisirs et dépenser de l'argent — qu'il n'avait pas — Jacques fait réparer, en partie, le château de la Bedosse, ou il s'installe et n'est plus dès lors connu que sous le nom de s^r de la Bedosse. Mais bientôt fatigué de son inaction il songe à prendre du service et le 20 novembre 1620 il achète au marquis de la Charce, son beau-frère, « la lieutenances » que celui-ci avait au régiment de Chappes pour la somme de quinze mille livres qu'il emprunte à noble Jean de Béringuier, s^r de la Roque, habitant au château de la Farelle.

En 1621 il est devant Blaye avec sa compagnie et le 21 avril il agrée, comme enseigne, Pierre de Pichon, son compatriote, en remplacement de Marc de Larbont, démissionnaire. François de Taraux

s^r de Popian et Jacques de Leyris s^r de Montredon sont ses lieutenants.

Après avoir pris part à la campagne de 1624, Jacques de Saussan quitte le service et rentre à la Bedosse en février 1625. Le 20 mars il obtient de Charles de Valois, duc d'Angoulême, et de sa femme Charlotte de Montmorency, comtesse d'Alais, la charge de « baillif et Gouverneur général de la cômte d'Alais » moyennant la somme de quatre mille livres. Il succédait, en cet emploi, à Charles de Cubières, baron de Ribaute, décédé.

En 1627 il s'installe à Toulouse « à la poursuite d'un procès » contre les tenanciers de la Bedosse. Mais apprenant, à la fin de mai 1629, qu'Alais « estoit sollicitée par les factieux à se soustraire à l'obéissance du Roy » il part en toute hâte « pour s'acheminer endiligence à lad. ville Dallez pour y employer « tout son crédit à la contenir en son devoir ». Lorsqu'il arrive la ville est assiégée, il ne peut y pénétrer. Il se retire « fort mary » près de Ganges, chez son cousin de Saussan la Roque. (I)

Après la capitulation — 16 juin — il accourt et constate avec douleur que ses immeubles ont été fort endommagés. Il adresse à ce sujet, le 21 juin, une requête à M. Barthélemy de Castelrey, cons. du roi et son viguier au Vigan. Il estime à quinze mille livres les dommages qu'il a subis.

Pour comble d'infortune, la peste faisait beaucoup de victimes à Alais et dans ses environs. Retiré seul à la Bedosse Jacques de Saussan broie du noir ; il s'attend, chaque jour, à payer son tribut à la contagion.

(A suivre). RAOUL DE COURTOIS DE PÉLISSIER.

(I) Bertrand de Saussan, sgr de la Roque Aynier marié en 1586 à Gillette de Saussan, fille de François et de Gillette de Monteils.

UNE NUIT DE NOEL TRAGIQUE

CONTE VRAI

Encore droite sur la charrette arrangeant ses paniers, ses paquets, Rose Blaud, avec beaucoup de gestes, disait une dernière fois tendrement adieu à ses enfants, l'instituteur et sa femme. Ceux-ci, de la porte entr'ouverte de l'école, lui souhaitaient un heureux voyage, envoyaient des baisers, tandis que leurs petites filles criaient : « Au revoir, belle Mamet. »

Il faisait très froid, il commençait à neiger. La porte se referma vite, tout devint silencieux dans le village.

Rose se retourna, s'assit d'aplomb sur le petit banc. La charrette tirée mollement par une vieille mule rejoignit la route en tournant près de l'église. Pliée dans son châle noir qui lui couvrait la tête, Rose Blaud remercia le jeune garçon, qu'on appelait le petit Plumet, de la reconduire chez elle ; lui, tout confus, disait qu'il était heureux de rendre service à la mère de M. l'Instituteur, le maître qui l'avait instruit. Et vraiment, ce n'était pas une grande course, on allait traverser Arles, le Rhône ; on était arrivé à Fourques, il y dînerait chez sa tante, assisterait à la messe de minuit et reviendrait le lendemain trouver son père.

Rose ne répondait pas, elle était absorbée ; à la grande surexcitation du départ succédait un peu d'abattement ; elle quittait toujours avec peine ce fils cadet, dont elle était fière et qu'elle chérissait ; elle n'était venue que pour deux jours, elle apportait les cadeaux de Noël, du jour de l'an et elle s'en retournait chez elle, dans son mas du Roure, près de Fourques. Elle y vivait avec son fils aîné, sa belle-fille et ses petits-enfants. Ayant pris un fort rhume en olivant, elle avait négligé de préparer ses olives vertes à la picholine et de faire apporter les autres au moulin ; tout cela pressait, elle avait hâte de rentrer ; elle y songeait.

Dès qu'elle fut dans la ville d'Arles, elle oublia ses regrets d'être partie, ses soucis du mas, distraite par la rencontre des amis d'autrefois, disant un mot aux uns, aux autres et priant Plumet de s'arrêter un instant pour causer.

Quand elle arriva sur les quais, elle retomba dans d'autres réflexions et resta silencieuse. Trente ans auparavant, ce même jour, veille de Noël, elle était dans une petite chambre, en cette ville d'Arles, dans ce quartier, à peu près à cette heure un peu mélancolique du jour finissant ; mais jeune, heureuse, elle voyait de sa fenêtre le Rhône s'emplissant de brume et elle chantait pour endormir son petit enfant. Des camarades de son mari entrent chez elle tout bouleversés ; immobiles devant elle, ils n'osaient parler ; ils disent enfin : Il est arrivé un malheur ! on vient vous prévenir, venez à l'hôpital !

Elle part, portant l'enfant à son sein et trouve son Blaud évanoui, comme mort, une plaie horrible à la tête, le bras, la jambe à moitié écrasés il avait

été tamponné à la gare où il était employé. Les médecins n'avaient aucun espoir ; pendant un mois, elle subit cette torture : voir cet homme qu'elle adorait inerte et les yeux fermés.

La compagnie du chemin de fer fut assez généreuse pour la pauvre femme et lui donna une somme relativement considérable. Elle conserva son mari ; mais dans quel état ! il ne put jamais plus travailler.

Elle était intelligente, énergique ; elle résolut de faire vivre sa famille ; de la moitié de l'argent qu'elle avait reçu, elle acheta un petit fonds d'épicerie sur la place du Forum ; et là, aimable pour tous, elle plut par son bon sourire, sa complaisance et l'intérêt qu'elle inspirait. Bland l'aidait à servir, il marchait mal ; mais assis derrière le comptoir il s'occupait et se rendait utile en faisant les paquets.

Les deux petits garçons furent élevés difficilement ; le commerce rapportait pour vivre, mais au début pas beaucoup plus, et Rose rêvait une bonne situation pour ses fils. Elle devint très intéressée ; elle se privait et voulait augmenter ce qui lui restait du capital quelle avait touché. Elle y arriva et même sou par sou elle économisa 1.500 francs qu'elle cachait dans un vieux bas. Quand elle eut cette somme, sur les conseils d'un notaire chez lequel elle avait servi avant son mariage elle acheta deux actions de Suez, qui chaque année montaient, augmentaient de valeur. Elle les gardait pour elle ; quand elle serait vieille, cet argent servirait à la soigner. Le revenu, elle le conservait pour un plaisir, si un jour elle avait le désir de connaître Paris ou bien d'aller prier à Lourdes. Son fils cadet, travailleur, sérieux, bon sujet, était devenu maître d'école, s'était bien marié. L'aîné, tête un peu folle, cœur affectueux et

tendre pour sa mère , fainéant pour l'étude , mais acharné au travail des champs, avait pris une ferme; comme il avait épousé une orpheline de Fourques qui avait un peu de bien, il travailla ses terres et celles qu'il afferma.

A cinquante ans le père Blaud mourut après être resté longtemps alité et souffrant ; sa femme seule ne voulut plus continuer le commerce, le chagrin l'avait découragée; elle vendit très avantageusement son épicerie qui était bien achalandée et chercha à acheter un Mas pour y finir sa vie.

Elle en trouva un à côté de Fourques avec une vigne, une olivette, un pré touchant les terres à blé de son fils. Elle s'y installa avec ses enfants et reprit bien vite son activité. Dans le Mas elle restait bien maîtresse, elle avait gardé de son énergie de ses luttes d'autrefois une certaine rudesse et une grande économie.

Plongée dans ses pensées, au milieu de la neige qui continuait à tomber, elle traversa le pont du Rhône, une bise glacée les enveloppa. Plumet serra sa longue houppelande grise. Plumet n'était pas son nom, mais un surnom donné à son arrière-grand-père et que depuis ce temps portaient les aînés de la famille. Quand il revint des guerres de l'Empire il avait sur son shako un grand panache et les gamins crièrent : « Vé lou plumet » (1)! Le nom lui resta ; en souvenir du temps glorieux de la grande armée et peut-être fier de ce nom qui lui rappelait des jours héroïques où le panache était au champ d'honneur, sur son chapeau il mettait une plume de coq ou de pintade. Le petit Plumet sans causer

(1) Vois le plumet.

trouvait la route longue. « Voyez comme tout devient blanc, dit-il enfin, quel froid pour les fêtes, arrivons-nous avant la nuit ? »

« Certainement, reprit Rose, on voit d'ici le Mas à côté du grand chêne, là, à droite ; vous viendrez vous chauffer avant d'aller chez votre tante et nous prendrons le café. » La conversation s'arrêta ; soudain, les yeux de Rose Blaud prirent une expression d'effarement.

Une idée malheureuse qui l'obsédait souvent revenait : où avait elle mis ses actions de Suez ?

C'était bien dans son grand cabinet qui lui venait de sa grand (1) ; mais où ? sous les chemises, non. sous les draps encore moins, elle ne les avait pas touchés depuis la grande lessive de la St-Michel. Autrefois, elle les portait toujours sur elle ces papiers qui représentaient tant d'argent ; c'était facile, elle ne quittait pas sa boutique et les avait cousus dans son corset ; maintenant elle allait aux champs et craignait de les perdre, elle avait trouvé ingénieux de les mettre dans une enveloppe jaune sur laquelle de sa grosse écriture informe elle avait mis : « Notes à payer. »

Si les voleurs ouvraient l'armoire, voilà ce qu'ils ne prendraient pas ! Malgré cela l'enveloppe était toujours cachée et changée de place ; comme elle avait peu de mémoire, elle passait par des émotions très pénibles en la cherchant. Elle avait hâte de rentrer.

En quittant Fourques, sur la route de Nîmes, ils prirent un chemin à droite bordé de chaque côté de hauts et grêles ormeaux : il arrivait sur le Mas,

(1) Grand'mère, expression provençale.

une demeure simple et propre que l'on voyait à travers les branches d'un vieux chêne.

La charrette s'arrêta, Rose Blaud descendit prestement, prit ses paquets, entra dans la cuisine. Sa belle-fille était seule, dans une pièce d'une blancheur éclatante, elle apprêtait le repas traditionnel de la veille de Noël ; la soupe aux choux, le cardon et le nougat étaient déjà sur la table qu'une nappe très propre recouvrait. Des sarments flambaient éclairant sa jolie tête ; elle avait le type le plus pur qu'on pût rêver, on l'appelait Finette, mais son surnom était l'Eli, ce qui signifie le lis.

Elle sourit en voyant arriver les voyageurs et leur offrit tout de suite le café qu'elle faisait chauffer en les attendant. Rose Blaud répondit à peine et, quoique transie, elle ne voulut pas se chauffer, alluma sa lampe ; le jour baissait, elle dit adieu au petit Plumet et monta vite dans sa chambre glacée.

A peine arrivée, elle posa par terre son grand cabas, ses paquets et se mit à chercher la clef du cabinet : il lui fut impossible de se rappeler où elle l'avait mise tant elle était agitée ; généralement, elle la posait dans un petit vase en vieille faïence sur une étagère où était le buis béni ; ce jour là elle ne l'y trouva pas ; de plus en plus elle se tourmentait, enfin elle s'agenouille, se signe, prie, invoque saint Antoine de Padoue et se relève pour continuer ses recherches. Dans une boîte où étaient ses ciseaux et son dé entortillés dans un écheveau de fil rouge elle trouve la clef. Anxieuse, elle ouvre l'armoire, et tâte, elle ne sent rien.

Alors petit à petit, patiemment, quoique tremblante, elle dépose les draps, les serviettes, tout son linge sur le lit, sans apercevoir l'enveloppe. Elle était

ainsi occupée lorsque son petit-fils aîné du bas de l'escalier l'appela : Mamet (1), le dîner est prêt ; venez donc ! le père vous attend. — Blaudet, répondit-elle, je n'ai pas fini, commencez sans moi.

Et de plus en plus inquiète, ne trouvant rien, elle devenait soupçonneuse, au fond d'elle-même elle accusait son fils. Le vieux bas avec son argent, elle l'avait retrouvé, mais ses actions qui valaient maintenant près de 8.000 fr. où étaient elles ?

Il sonnait neuf heures à l'horloge de l'église, quand elle ouvrit la porte de la cuisine. Tous étaient encore à table mangeant lentement des figues sèches et du nougat, personne ne parlait, Blaud venait de dire avec autorité :

Ce soir, personne du Mas n'ira à la messe de minuit

C'était un désappointement qui pesait sur tous. Il se leva pour embrasser sa mère.

Malgré l'obscurité de la grande cuisine qui n'était éclairée que par le feu et une petite lampe, il fut frappé de son air tourmenté et tragique.

Mère, lui dit-il, êtes-vous malade ? Vous avez eu froid pendant la route, pourquoi n'êtes-vous pas descendue plus tôt ?

Et il allait vers elle.

Impassible, sans bouger, elle restait appuyée près de la porte et sur le mur se détachait sa grande ombre effrayante, noire sur la chaux blanche. Prise d'un léger tremblement, la tête haute, elle jeta ces mots en fureur :

Vous m'avez volée ! je suis partie confiante, j'ai laissé ce que j'avais, mes titres dans le cabinet (2),

(1) Signifie grand-mère,

(2) Armoire,

et vous êtes venus comme des brigands, des gens qui n'ont rien, des misérables. J'aimerais mieux être morte, couchée près de mon Blaud que d'avoir pour fils un voleur !

Atterré, il ne sait que dire. Sa mère était-elle subitement devenue folle ? Il le croyait tant ses yeux étaient égarés. Il savait qu'elle aimait l'argent et peut-être cette passion lui avait-elle fait perdre la tête ?

Fils toujours respectueux, il restait anéanti sans répondre. Furieuse de ce silence, elle ajoutait :

Tu ne peux rien dire ; mais avoue donc, tu crois que je ne sais pas l'argent que je possède, que j'ai économisé en me tuant de travail, en me privant ; je l'ai assez compté, assez regardé pour ne rien perdre sans m'en apercevoir.

Je veux mes actions, donne les moi, ou je te dénonce comme si je ne te connaissais pas. Coquin ! galérien, ajouta-t-elle en s'approchant de lui, je te maudis !

Et elle se campa dans une attitude haineuse et terrible ; les enfants criaient lui se sentit défaillir.

Il se leva. Mon cœur s'en va, dit-il ; Finette, où est l'igardin (1) ? quel malheur nous menace !

Sa femme avec de grosses larmes reprit : Là, dans la petite pièce à côté, sur le buffet et, mettant la tête sous son tablier, elle répétait : Nous, des voleurs, quelle injure ! Sainte Mère de Dieu, c'est trop !

Un cri épouvantable termina sa plainte et Blaud entra arrachant sa cravate, son col, les yeux hagards, se jetant sur la carafe, gémissant, hurlant.

Finetto sieï mort, moun Diou, moun Diou (2) ! et il

(1) Eau-de-vie.

(2) Finette, je suis mort, mon Dieu, mon Dieu.

crachait le sang, il était plus pâle qu'un linceul, il se roulait par terre. Finette agenouillée le prenait par le cou. Qu'as-tu mon Blaud, dis, parle, que faire, qu'as-tu ?

Je ne sais pas, c'est du feu, c'est du poison que j'ai dans la gorge, dans le corps !

Rose Blaud, qui n'avait pas bougé, s'avance, se précipite.

Malheureux ! tu as pris la bouteille du lessif pour les olives !

Il n'y en a pas, dit Finette.

Mais si, avant mon départ j'en ai acheté un litre croyant que j'aurais le temps de commencer à préparer les olives. Imprudemment j'ai posé la bouteille à côté des autres sur le buffet, je l'ai tué mon Blaud !

Alors, elle se traîne aux pieds de ce malheureux.

Pardonne, crie-t-elle, mon argent n'est rien, ta vie est tout, mais je te guérirai, il te faut du lait !

Et elle part cherchant où est une vache, elle ne sait où elle va, tant elle est éperdue, elle tape au mas le plus proche, elle dit sa peine, comme une insensée : son fils se meurt ! La nouvelle se répand, personne n'est couché ; en attendant l'heure de la messe, chacun devisait, les vieux racontaient leurs souvenirs ; ils ne peuvent croire à un pareil accident, jamais ils n'avaient éprouvé une pareille épouvante en une semblable nuit. Les femmes, les hommes quittent leur foyer ardent et chaud, courent chez Blaud. Quel spectacle !

Il est là, gisant à terre sur la dalle froide, se roulant, criant, suppliant, cet homme fort, beau, sain ; sa femme comme un spectre pleure, se tord les mains, ses enfants pleins d'effroi se cachent les

yeux. On lui donnait de l'eau fraîche, du lait, rien ne l'apaisait.

Son cousin Volpellière le boucher attelle pour aller chercher un médecin à Arles. Sa fille, venue avec lui, était une des meilleures amies de Finette, elle aimait tendrement ses enfants. Dans sa vie, un amour malheureux l'avait éloignée du mariage, elle s'était attachée à un ami d'enfance, le fils du boulanger : par son intelligence il avait acquis une situation très belle, il avait épousé une femme riche. Ninette Volpellière s'était alors dévouée à son père, aux autres et surtout aux enfants. Elle savait que Finette était délicate, que tous les soucis du ménage l'absorbaient, que sa belle-mère l'accablait d'ouvrage : elle venait volontiers prendre soin des petits, elle aimait surtout le dernier, Françoisizet ; il avait quatre ans. D'une intelligence remarquable, beau comme un ange, il était l'image vivante de sa mère et il adorait son père.

Depuis qu'il le voyait étendu criant, il ne le quittait pas du regard, s'approchait parfois et même de sa petite main il le caressait.

Quand Ninette vint pour prendre les enfants, les coucher, les éloigner de ce spectacle, elle fut frappée du visage de Françoisizet.

Qu'as-tu mon petit ? lui dit-elle en l'embrassant. Et lui éclatant en sanglots se jeta à son cou : Ma Ninette, je serai mort avant le père, ne m'enlève pas, mets-moi dans le berceau, là, que je le voie.

Elle voulait le coucher en haut : il s'obstina.

Il était tellement pâle, si las, qu'elle le posa, comme il le demandait, sur ce petit lit en bois où dans le jour il dormait.

Lorsqu'il entendait les gémissements de son père, il se cachait vers elle et soupirait.

Mon Dieu, fais moi mourir !

Ninetto, dit-il enfin, va chercher ma mère, je veux l'embrasser une dernière fois.

Emue, devant cette petite figure si pleine de douleur, elle alla vers Finette.

Viens un instant ; François, ton enfant, te demande.

Je ne puis pas ; garde-le ; Baud a besoin de moi.

Il faut que tu le voies, insista Ninette, il a tant de chagrin !

Et la pauvre femme arriva en sanglotant.

Mère, il est mort, dis-le moi, dis-moi-tout.

Non, François, mais prie ; et en proie à une crise de larmes, elle se jeta sur l'enfant.

Quand elle se releva, il était plus pâle et sans mouvement ; elle ne vit rien et s'en retourna près de son martyr.

Ninette était épouvantée : le petit remuait ; mais ses yeux ne s'ouvraient pas, il ne répondait plus et se tordait par instant dans des convulsions.

Les cloches commençaient à sonner, la neige tombait toujours un peu ; mais la nuit était claire. Rien n'était plus lugubre que ce pauvre mas.

Finette disait : Dieu nous punit, sa main est lourde, Baud ne voulait pas que j'aille cette nuit à la messe ; depuis longtemps il ne voulait plus que je parle au curé et lui ne fréquentait plus l'église. Je lui répétais souvent : Tu veux être maire, c'est par ambition que tu t'éloignes de Dieu prends garde qu'il ne t'atteigne toi qui l'évites, crains sa colère. J'ai déjà tant souffert j'ai tant prié que je croyais à sa bonté, à son pardon. Il n'en est rien.

En effet Finette était née sous une mauvaise étoile.

Sa mère, une provençale propre et travailleuse, vivait

avec son mari dans un grand mas près de Château-renard ; elle lui avait apporté une jolie dot, ils n'avaient que cette fille et auraient pu être parfaitement heureux si le mari, passionné pour la chasse, n'avait souvent oublié tout travail ; la femme le remplaçait de son mieux, surveillait les hommes, faisait les comptes ; mais elle ne dissimulait pas son mécontentement et lui reprochait amèrement ses fatigues, ses soucis qui n'étaient pas sa tâche.

Un jour où l'on faisait la grande cueillette des olives pour les expédier à Marseille, il était parti pour retrouver un lièvre qu'il avait vu la veille ; il avait promis d'être là de bonne heure, il ne vint ni pour le déjeuner, ni pour le dîner ; les charrettes arrivaient, il fallait peser les sacs, puis aller surveiller les femmes qui cueillaient, emballaient, elle était exaspérée ; quand elle le vit revenir, furieuse, elle alla vers lui : J'en ai assez, de cette vie d'enfer, donne moi ton fusil, je veux le jeter dans le puits, il me fait l'existence trop dure. Il ne bougeait pas, elle avança le bras.

A ce moment, pris de colère, il jeta le fusil par terre ; il était chargé, le coup partit et tua la pauvre femme. On crut qu'il en mourrait de chagrin, il se mit à boire et mourut dans l'année. Une vieille grand-mère prit la petite fille à Arles, la mit chez les sœurs de Saint-Maur ; elle n'eut qu'un désir, se faire religieuse ; fort pieuse, très douce, elle semblait avoir une vocation sincère.

Une de ses tantes habitant Fourques l'invita à venir les aider pendant la moisson ; elle vit Blaud qui devint très amoureux d'elle ; de son côté, elle s'éprit de lui, elle ne fut plus le beau lis des bonnes sœurs, mais la femme pure et tendre.

Elle trouva le bonheur complet dans ce mariage ; elle ne souffrit un peu au début que de la raideur et de la parcimonie de Rose Bland, puis, dans les derniers temps, des idées nouvelles de son mari, dont il parlait peu, mais dont elle voyait le résultat. Moqueries envers les prêtres, incrédulité pour toute sa foi, tout cela parce qu'il devenait ambitieux ; il voulait être maire, se disant plus républicain, plus incrédule que les hommes du village : pour les dominer, il accentuait leurs opinions.

Ce jour-là, Finette, après avoir terminé son ouvrage et apprêté le souper, monta dans sa chambre pour s'habiller, mettre le ruban et la coiffe des Arlésiennes ; son mari lui dit que ni lui, ni les enfants n'iraient à la messe de minuit ; elle ne répondit pas, quoique très affectée ; mais elle espérait qu'au dernier moment, quand on viendrait la chercher, il n'oserait rompre toutes leurs vieilles habitudes et l'accompagnerait. Le drame qui venait de bouleverser la quiétude de sa vie, elle y voyait, dans sa douleur, la punition d'un Dieu offensé.

Bland souffrait, criait, le docteur n'arrivait pas ; le lait qu'il buvait augmentait le feu qui lui brûlait la gorge et les entrailles. Aucune femme, même des plus vieilles, ne connaissait un remède à pareil mal ; des hommes qui savaient guérir les fièvres, les brûlures par le secret n'osaient pas essayer, ils allèrent lui chercher de l'eau de neige et de lis, rien n'y faisait.

Le fils du sacristain voulait aller aux Saintes prendre dans le puits qui est au milieu de l'église l'eau miraculeuse.

Bland n'y croyait pas, il s'y opposa.

Les cloches sonnèrent la messe, on les entendait

faiblement, car la neige tombait, des charrettes passaient sur la route, des jeunes femmes, des jeunes filles qui venaient à pied des mas environnants, couvertes de leurs capes noires portaient des lanternes et chantaient lentement ce doux cantique :

Ave, Ave, Ave Maria,
Ave, Ave, Ave Maria.

Puis elles reprenaient celui que l'on chante aux Saintes quand les reliques descendent et que l'on demande la guérison des malades, les miracles.

Les voix s'éteignaient et en s'éloignant n'étaient plus qu'un murmure. Quelques voisins s'en allaient à l'église, d'autres ne voulurent pas quitter les Blaud.

Ninette ne bougea pas d'auprès du lit de l'enfant toujours immobile et plus pâle encore.

Rose Blaud, collée près de la porte, écoutait les bruits du dehors, attendant le médecin. Elle essayait de temps en temps de s'approcher de son fils ; mais lui détournait la tête froidement, voulant éviter qu'elle lui parlât et son regard restait si dur qu'elle s'en retournait désespérée dans le coin le plus obscur.

Personne ne savait ce qui s'était passé entre eux, et l'attitude effacée de la mère étonnait. Comme elle est froide ! comme elle est sèche ! disait une vieille femme à sa voisine qui répondit : « Elle n'aime que son argent ». Et joyeusement la messe de l'aurore se mit à sonner.

A ce moment le docteur entra. Il connaissait le ménage depuis longtemps, il avait soigné Blaud François atteint de pleurésie. Pendant le trajet, il avait causé de l'accident avec Volpellière et croyait à

de l'exagération de la part du paysan. Mais quand il vit les traits ravagés du malade, ses souffrances, il ne conserva aucun espoir. Il demanda comment on l'avait traité, et quand il sut qu'il buvait depuis près de quatre heures, il haussa les épaules. Croyant le soulager, on avait augmenté la quantité de liquide tellement corrosif que, même mélangé, il brûlait intérieurement toutes les parties où il pénétrait. Blaud vomissait de grandes peaux blanches qui étaient les muqueuses de l'estomac.

Le médecin avait apporté des gouttes qu'il lui fit prendre; il essaya de leur donner de l'espoir et, comme il partait, Ninette l'appela près du berceau.

Monsieur le Metge (1), venez voir Françoisz et que vous avez sauvé, il a eu, le pauvre, une grande émotion quand il a entendu son père crier et se débattre; je l'ai couché, voyez, il est blanc comme la neige et ne bouge plus depuis qu'il a eu comme une convulsion.

Mettez lui vite des bottes d'ouate aux pieds; mais je n'ai pas d'espoir, le petit sera mort avant son père.

Et comme la mère approchait :

Ce ne sera rien peut être, il a eu peur, pécaïre! dit-il. Encore une volée de cloches, les fidèles communiaient réjouis de la fête qu'on célébrait. Les cierges s'éteignirent dans l'église, on causa sous le porche et chacun se sépara.

Le prêtre avait fermé la porte et s'en retournait seul à la cure. Quant il vit la voiture du docteur, intrigué de la rencontrer sur la route en cette nuit et à cette heure, il l'appela; le cheval s'arrêta.

(1) Le Médecin.

Comment ! au lieu de réveillonner, vous êtes dehors par un temps pareil ?

Mais oui, un de vos paroissiens se meurt, on ne vous l'a donc pas dit. Allez dans le Mas du Roure, si ce n'est pour Blaud que ce soit pour sa femme.

Il n'y sera plus au jour de l'an.

Tête nue le curé court, prend le petit chemin des ormeaux, il entre dans la cuisine.

C'était un digne homme, ses cheveux blancs étaient bouclés comme ceux d'un petit enfant, il était à la fin de sa carrière : autrefois il avait été vicaire à Bourges. Pourquoi avait-il changé de diocèse, on ne le savait pas ; comme sa chevelure, son âme était enfantine, sans grande portée mais bonne et sensible ; il vivait très seul, silencieux, cultivant son jardin dont il donnait les primeurs aux malades et les fruits aux enfants qui suivaient le catéchisme. Il connaissait et appréciait Finette Blaud, aussi dès qu'il la vit dans une pareille angoisse, deux larmes roulèrent de ses yeux. Elle se précipita à ses pieds. Mon père, lui dit elle, cette maison est maudite, priez pour nous, j'en ai deux là que j'aime, qui sont si mal !

Voyez-les. quel Calvaire !

Blaud n'entendait rien ; quand il aperçut la soutane noire et la tête frisée, il ne fit aucun mouvement, mais ne dit pas un mot. A toutes les questions du prêtre il restait muet. Finette seule parlait.

Tu souffres tant ! Dieu peut t'aider. Monsieur le Curé dira une messe pour toi, veux-tu ?

Un silence prolongé fut toute la réponse.

Ninette voulant terminer cette scène pénible amena le curé près de l'enfant. Il le regarda, le toucha épouvanté car le poulx battait à peine. Nous devons prévenir la mère, Ninette, il se meurt !

Finette avait entendu.

Que dites-vous ? mon François, mais il dort ! c'est vrai comme il est pâle, Monsieur le Curé, un cierge, je vous en supplie, et elle se frappait la tête contre le mur.

Le prêtre courut à l'église, prit sur l'autel un cierge et l'apporta. Toutes les femmes se mirent à genoux.

La mère prit une bougie, l'alluma lentement, remuant les lèvres et, quand la mèche brilla, dans une invocation à sa mère morte, elle cria :

(1) Ma mero, ma digno mero, quand lou cierge oura landa, moun enfant guarira.

Et Rose Bland qui s'était approchée, sinistre, répondit :

(2) Ma filho, ma paouro filho, quand lou cierge oura landa, toun enfant mourira

Elle ne l'écoutait pas.

Toutes les femmes récitaient le Rosaire. Finette faisait des vœux. J'irai aux Saintes ! J'élèverai une orpheline !

Le cierge s'éteignit : l'enfant ouvrit les yeux, regarda sa mère avec une telle expression de douleur, de regret et de tendresse que la malheureuse femme s'évanouit.

Et quand elle revint à elle, l'enfant avait été apporté dans la pièce à côté, sa dernière toilette était faite, un bouquet de géranium blanc qui avait fleuri dans la cuisine couvrait ses petites mains ; le jour commençait jaune et triste, au loin tout était blanc.

Mais rien n'était aussi lamentable que la vue de Finette. Elle allait de son enfant à son mari ; on

(1) Ma mère, ma digne mère, quand le cierge aura brûlé mon enfant sera guéri.

(2) Ma fille, ma pauvre fille, quand le cierge aura brûlé ton enfant mourra,

voulait qu'elle se reposât, elle refusa, elle ne voulait non plus rien prendre. Ninette la pressait, la suppliait, elle répondait tristement :

Françoizet est mort, Blaud va mourir, je veux mourir aussi.

Et les autres enfants ? reprit Ninette.

Ils sont grands, ils vivront avec leur grand-mère dont le cœur s'attendrira peut-être.

De la maison de Volpellière où il avait été transporté, l'enfant fut porté au cimetière. Lorsque les glas sonnèrent, Blaud demanda : Quel est le petit qui est mort ?

Finette se sauva sangloter sous le chêne et Ninette ne répondit pas.

Ce fut Rose Blaud qui reçut les femmes dans la maison où était le cercueil de Françoizet ; pleurant beaucoup, elle portait le fardeau si lourd de sa faute. Elle rentra le soir, personne ne lui parla. Elle prenait seule son pain, on ne lui offrait rien, Finette ne mangeait plus ; les enfants avaient été recueillis chez le père Volpellière qui les nourrissait.

L'agonie de Blaud dura huit jours, un médecin de Montpellier vint en consultation : il fallait attendre la mort, dit-il.

Elle arriva le premier janvier.

Blaud fit toutes ses recommandations à sa femme et, lui prenant la main :

Finetto, mon bel éli, sois-moi toujours fidèle, je t'ai tant aimée ! — Tes paroles sont inutiles, tu pars, moi aussi ; Dieu ne séparera pas ceux qu'il avait unis ; la vie sans toi ici, toujours avec cette femme qui t'a tué, je n'en veux pas.

— Tu la quitteras !

— Je ne le ferai pas : elle a été coupable, je ne peux

pas la voir ; mais je sais qu'elle souffre, elle a été bonne pour moi des années entières, puis je l'oublier ? Mais est-il possible que je lui pardonne ?

Elle parlait encore, Blaud ne l'entendait plus : son âme était partie.

Personne ne savait la mort dans le village. Les trois femmes étaient près du lit ; en pleurant, Rose s'approcha de sa belle-fille et, se traînant à ses pieds, lui disait :

Pardonne-moi, j'ai tué ton Blaud et le mien ; j'ai été une misérable : ce titre, je l'ai retrouvé dans mon paroissien. Je suis vieille, je n'ai pas de mémoire. Je l'avais oublié, là, entre mes prières favorites. Tout à l'heure j'ai voulu supplier la sainte Mère de Dieu, j'ai pris le livre, ce papier est tombé, j'ai cru mourir ; oh ! je l'aurais voulu pour aller près de mon enfant obtenir son pardon. Je ne te demande plus de m'aimer, tu ne le peux pas ; mais reste ici avec moi. Vois ma peine Je n'ose pas même embrasser le front de mon fils mort, car vivant il ne l'aurait pas voulu. Vis près de moi, je serai ta servante, je me sacrifierai pour vous tous. Ce que j'ai est à toi.

Froidement, Finette répondit :

Vous êtes ici chez vous, une charge plus lourde que vous ne le pensez écrasera vos épaules, élevez mes enfants, moi je n'ai que le désir et le courage de mourir.

Le jour de l'enterrement, elles allèrent au cimetière et quand le service fut fini, que l'on quitta la tombe, Finette dit simplement : Mon Blaud, à bientôt.

Le retour dans la maison fut atroce. Ninette y resta, voulant éviter le tête-à-tête entre les deux femmes ; elles ne se parlaient pas. Rose reprit les soucis de la maison et des champs, faisant travailler les terres, commandant les ouvriers, s'occupant des enfants.

Les forces de Finette déclinaient, elle ne voulait plus sortir et ne voulait plus manger et disait à Ninette qui lui demandait d'aller au cimetière : Je ne sortirai d'ici que les pieds les premiers, portée par les hommes qui ne me trouveront pas trop lourde et j'irai dans la tombe vers eux, aussi près que possible.

Toujours rêveuse dans sa faiblesse elle causait tout haut, parlait à Blaud, caressait François.

Quant vint la semaine sainte, elle demanda le prêtre ; lorsqu'il fut près d'elle, pieusement elle lui dit : Voulez-vous m'entendre ? je désire me confesser, communier et recevoir demain les derniers sacrements.

Mon mari un jour de fête joyeuse a été frappé mortellement, moi, je serai morte quand les cloches de Pâques sonneront. Je sais que Dieu m'a pardonnée. Je serai bientôt réunie aux miens. Je les ai tous vus, ma mère m'a appelée ce matin et m'a dit : Ma fille sois prête. Mes enfants, je vous les confie ; dites-leur que j'ai cru les vérités que l'Eglise enseigne et que je m'en vais heureuse.

Le lendemain Rose Blaud, Ninette et les enfants assistèrent à l'Extrême-Onction qui fut donnée à Finette ; le prêtre très ému accomplit la cérémonie. Finette rassembla ses dernières forces et appela sa belle-mère toujours agenouillée auprès du lit.

Rose Blaud, lui dit-elle, je ne puis vous quitter sans vous dire que je n'ai aucun mauvais sentiment contre vous ; ma mort, celle de mon mari, de mon enfant, je ne vous les reproche pas. Tout est pardonné. Gardez ceux que je vous laisse ; moi, je n'ai pu être à la hauteur de la tâche. Mon cœur a été brisé, broyé, je n'en ai plus : on ne peut vivre sans lui.

Elle attira sa belle-mère, l'embrassa, puis étreignit et mit sur ses lèvres son crucifix comme pour les purifier et ôter l'amertume qui leur restait de ce baiser.

Elle dit à sa fille : Miette, ne m'oublie jamais, c'est le malheur qui nous sépare, il a été plus fort que moi !

Ce furent ses dernières paroles et jusqu'au jour de Pâques elle resta, les yeux clos, respirant à peine ; sans agonie, elle mourut quand on sonnait la grand-messe.

On l'avait habillée, coiffée. Sur son lit de mort elle avait repris sa beauté d'autrefois et le calme était revenu sur ses traits angéliques.

Ninette l'avait couverte de roses banksias jaunes et blanches, c'était sa fleur favorite : elle ressemblait à la Madone !

Le 1^{er} novembre, jour de la Toussaint, à cinq heures, tout le monde sortait du cimetière.

Le curé, tête nue, ferma la porte, prit la clef et comme il s'en revenait au village, il suivait une vieille femme en deuil, un châle sur la tête, toute courbée : devant elle trois enfants en grand deuil, tristes, marchaient lentement.

Le prêtre en les dépassant se retourna. Comment, c'est vous, mère Bland, je ne vous reconnaissais pas.

Oui, c'est moi, j'ai vieilli ; je me suis approchée de la terre qui me tire, ce sera bientôt mon tour. A 65 ans avoir de tels malheurs ! et maintenant une pareille charge ! J'en ramène trois jeunes qui m'échappent et je laisse sous terre ceux qui devaient me fermer les yeux. Vous savez tout ce que j'ai souffert, tout ce que cet argent m'a pris !

J'expie et je veux vous parler de quelque chose. J'avais économisé pour un plaisir ou pour un voyage à Lourdes 150 francs. Je sais que vous désireriez faire ce pèlerinage ; deux femmes ici sont pauvres, malades et voudraient aller prier où se font les miracles, voilà l'argent, je l'avais pris avec moi pour vous le porter. Je vous rencontre, prenez-le et que personne ne le sache.

Elle le quitta s'engageant dans le petit sentier que les ormeaux remplissaient d'ombre et quand elle rentra dans le mas, elle reprit, accablée, les soucis et les peines, prépara le souper, s'occupa des enfants et, rentrant dans sa chambre, elle pleura. Le mois prochain l'anniversaire le plus douloureux de sa vie viendrait la torturer et, priant pour tous ses morts, elle demanda à aller les rejoindre.

De la route on voyait ce soir-là, dans un clair de lune éclatant, le petit Mas blotti tranquille sous le grand chêne ; pas un des voyageurs étrangers qui passaient ne pouvait se figurer les drames qui s'étaient déroulés dans cet abri paisible, ni la grande douleur qu'une pauvre vieille femme gardait au plus profond de son cœur.

B^{no} DE CHARNISAY.

AU PALAIS DES PAPES

LA GRANDE FENÊTRE

La baie qui, dans le palais de Clément VI, fait face à la porte de la chapelle pontificale est aujourd'hui démurée. On s'occupe activement de sa restauration. Cette immense fenêtr en ogive donne sur la cour principale, au dessus du passage qui conduit aux audiences et à l'escalier d'honneur.

A notre avis, grand doit être l'embarras de l'architecte, car il s'agit de reconstituer, sur des données manifestement insuffisantes, une fenêtr qui n'a rien d'analogue dans aucune partie du palais.

Quel sera le nombre des meneaux, dont les bases sont absentes ? Comment sera combiné la claire-voie, au-dessus des chapiteaux ? Pour conduire ce travail à bonne fin nous pouvons nous fier à la science de M. Nodet : il est homme de ressources. Qu'il nous permette cependant de lui fournir quelques indications dans les textes.

Dans son projet qu'il présenta, si je ne m'abuse, au salon de 1902, M. Nodet prévoyait un immense vitrage maintenu par une armature de fer, et comme ouvrage de pierre une simple balustrade ajourée, servant d'appui. Cette conception est à louer. Le raisonnement la justifie.

Il n'était pas besoin d'un jour si intense, même devant une porte monumentale, chargée de fines sculptures. Le constructeur cherchait, il est vrai dans la direction de la cour la possibilité d'éclairer la première sacristie, naturellement obscure. Malgré tout il n'eut pas ouvert si largement sa baie extérieure, il ne l'eut pas descendue au niveau du palier si le programme ne l'eut positivement exigé.

Le pape, au xiv^e siècle, donnait la bénédiction solennelle, du haut du palais d'Avignon, comme il le faisait encore au siècle dernier du haut de la loggia de St Pierre de Rome. Nous avons pris l'habitude de considérer les coutumes traditionnelles, comme invariables dans leur expression. En ce qui concerne cette bénédiction, rien de moins certain qu'elle fut identique par exemple sous les pontificats éloignés de Clément VI et de Pie IX. A coup sûr, sous le règne du premier, elle comportait au moindre apparat. Peut-être la cérémonie se réduisait-elle à remettre publiquement les péchés à certains jours de fête, car l'*indulgence* ne date pas seulement du temps de Luther comme d'aucuns semblent le croire.

Or, il se trouve précisément que le mot d'*indulgence* se montre, à deux reprises, dans les textes publiés par le P. Ehrle. Il est fait mention, quelque part, de la fenêtre où se donne l'indulgence, *ubi datur indulgentia*. Ne serait-ce pas la grande fenêtre que nous avons en vue ? Aucune ouverture à coup sûr ne fut mieux disposée à cet effet.

La messe vient de prendre fin. Vêtu de soie et d'or, la tiare en tête, le pape abandonne l'autel. Il s'avance dans la nef, précédé du porte-croix et des acolytes et d'un cortège d'évêques et de cardinaux.

Le large vaisseau est plein d'un monde bigarré :

gens de marque, clercs qui n'ont pu trouver place au chœur, bourgeois cossus, artisans de la ville, paysans venus des environs. Ils s'écartent respectueusement. Tous s'agenouillent sur le passage du vicaire de Jésus Christ. Cependant les huissiers préposés à la garde de l'escalier ont déblayé les abords du sanctuaire. Ils ont fermé la porte haute, pour isoler le palier où les grands dignitaires sont venus se ranger en cercle. Enfin la fenêtre s'est ouverte et le pontife se montre aux yeux des fidèles massés dans la grande cour...

Ce récit n'est pas de pure imagination. Sur cette même place, le pape a remis la peine de leurs fautes aux foules assemblées. Un texte nous l'assure. A la date du 10 mai 1354 il est parlé de 30 journées de travailleurs qui ont brisé la roche sur la place du palais, afin que ceux qui viendront, à la semaine sainte, pour recevoir la rémission de leurs fautes, puissent s'y tenir sans danger, « *pro XXX dictis, frageleriorum qui operati fuerunt in frangendo ruppam plateæ palatii, pro septimana sancta, ut gentes venientes ad indulgentiam possent recolligi sine periculo.* »

La place est inégale, le terrain montueux. On l'aplanira. On comblera les creux. Nombre de terrassiers porteront dans les fossés les débris de pierres et répandront uniformément le gravier, « *item pro XCVIII dictis manuoperiorum qui assistebant dictis fragelariis in removendo brazillum et lapides dictæ plateæ et portando in fossato quod est in dicta platea.* »

Mais..... ?

Nous voyons à l'avance l'objection qui ne manquera de nous être faite. La place du palais, dira t-on?

c'est l'espace libre qui s'étend encore aujourd'hui devant l'entrée principale du palais.

Pour admettre cette interprétation, il faudrait ignorer qu'à l'époque d'Innocent VI. le palais n'était séparé des maisons voisines que par la largeur d'une rue.

D'ailleurs les cours intérieures du palais portent toujours le nom de *platea* dans les comptes. On pourrait multiplier les citations. Dans la première cour on dresse des estrades pour la condamnation solennelle des hérétiques, et ce travail coûte plus de 120 florins « *pro cadafalco facto in platea palatii pro sermone et condemnatione hereticorum* (1) » On nettoie cette même cour pour l'arrivée du roi d'Aragon. « *item pro III dictis unius caldrigæ ad portandum mundaturas palatii antiqui et plateæ magnæ palatii novi, propter adventum regis aragonum.* (2) Les grandes cérémonies qui attiraient la foule avaient lieu dans la grande cour, le fait est constant. Donc, l'indulgence se donnait à l'intérieur du palais, *in prima platea*. Aucune ouverture, donnant sur cette cour n'était plus propre à la solennité, que la grande baie qui fait face, (au haut du grand escalier) à la porte d'entrée de la chapelle pontificale. C'est elle qui très vraisemblablement servait à cet usage.

Et cette conclusion est d'importance. Quelle que soit la détermination prise en vue de la restauration, que l'on garnisse cette grande ouverture d'une simple verrière maintenue en place par une armature de fer capable de résister à la violence du mistral, qu'on s'arrête au contraire à un système plus ou

(1) 28 juin 1354.

(2) 14 décembre 1355.

moins compliqué de meneaux, il sera nécessaire de réserver dans le milieu une large partie ouvrante, car le texte est formel : la fenêtre où se donne l'indulgence n'a pas moins de 60 charnières, « *pro LC fractuis positis in fenestra, in qua datur indulgentia. (2) »*

Docteur COLOMBE.

(1) 31 janvier 1347.

OBSÈQUES DE M. SANGUINÈDE

DISCOURS DE M. REINAUD

BATONNIER DE L'ORDRE

MESSIEURS,

Celui que nous accompagnons à sa dernière demeure s'est fait entendre, la semaine passée, à la barre des Tribunaux ; une heure avant de monter sur le lit où il devait rendre, le surlendemain, le dernier soupir, il rédigeait des conclusions : Cette simple constatation dira quel vaillant lutteur fut Arthur Sanguinède, mort, on peut l'affirmer, au champ d'honneur, en pleine bataille ; elle suffira aussi pour expliquer la surprise attérée, l'émotion générale et profonde qui s'emparèrent de nous tous, ses confrères, ses clients, ses amis (et nous savons s'ils étaient nombreux), lorsque dans la matinée de samedi, se répandit dans notre ville de Nîmes la nouvelle fatale.

Mais, en dehors de ceux à qui l'unissait le lien du sang, c'est, je crois, au Palais, dans cette salle de la Bibliothèque des Avocats qu'il fréquenta trente-sept ans, au sein de cette famille judiciaire où jeune encore il jouait le rôle d'un paterfamilias, que l'écho de cette mort eut le plus de retentissement !

J'aurais voulu retenir les mots, les phrases, les éloges spontanés qui s'échappaient à la fois des conversations particulières, variés de forme suivant le tempérament de chacun, leur ensemble formait un chœur d'une harmonie impressionnante !

C'est qu'en effet il ne pouvait y avoir plusieurs façons d'aimer notre confrère, plusieurs manières d'apprécier, d'admirer son talent.

Avocat depuis 1872, nommé bâtonnier en 1895 et 1896, c'est au barreau qu'il a consacré sa vie entière ; s'il a siégé, ces dernières années, dans l'Assemblée communale, j'oserai

ajouter (e peut-être dans ma bouche cette affirmation aura-t-elle quelque valeur) qu'il préférerait avant tout cette autre *fonction publique* qui consiste dans la libre défense du droit et que rehausse encore le sentiment profond de la dignité de l'auditoire ; l'état d'avocat, disait Loysel, veut son homme tout entier.

Ce que fut Sanguinède, pendant cette longue carrière ? D'autres, peut-être, se firent de leur parole une parure plus somptueuse par la grâce du tour, l'éclat des images ou bien une arme plus acérée, plus puissante dans l'invective, terrible dans les sarcasmes ; d'autres aussi ont pu se vanter d'une action plus impétueuse et entraînant : nul, plus que Sanguinède n'eut conscience des droits que confère la connaissance du Droit, des devoirs rigoureux et étendus qu'impose la profession ; nul, plus que lui, ne sut répandre sur ses plaidoiries ces rares qualités de l'esprit : l'ordre et la clarté, ce goût et cette mesure, cette intonation simple et naturelle dont on s'écarte si facilement, cette émotion persuasive qui fixe le juge, cette vigueur du raisonnement empreinte de bonhomie souriante, cette habileté de stratégie ce choix des moyens qui ne sont dus qu'à la connaissance approfondie du dossier, cette éloquence des chiffres élégamment groupés, cette mémoire qui n'oublie rien, cette opiniâtreté du travailleur qui ne consent jamais à faire grâce d'aucun argument dans ses conclusions, dans son discours, dans ses notes après l'audience.

Avec quel soin était préparée chaque affaire avec, quelle compétence et quelle énergie en était présentée la défense, avec quelle patience, quelle douceur attentive, quelle sûreté de jurisconsulte étaient suivies les conférences préparatoires dans son cabinet ! Je pourrais prendre à témoin de grandes Sociétés, l'ancienne Cie du Canal de Beaucaire, la Cie des chemins de fer P.-L.-M. qui, vers la fin de la carrière de leur premier conseil M^e Fargeon avaient confié à M^e Sanguinède le soin de leurs intérêts litigieux ! C'est qu'en effet, il s'identifiait avec le plaideur pour devenir bientôt le patron de ses clients et je crois faire de Sanguinède un éloge mérité en

disant de lui ce qu'on a dit de Démosthène : que jamais il ne harangua à l'improviste.

Si maintenant, en dehors de l'audience, je considère le confrère dans ses rapports avec les membres du barreau c'est le cœur plutôt que l'esprit qui répondra.

Ce besoin de confraternité aimable qui fut toujours de tradition chez nous, d'affectueuse tolérance que le public ne s'explique pas souvent après avoir assisté aux rudes combats de l'audience, de dignité professionnelle, de courtoisie, ce besoin chez Sanguinède était inné ; dans notre association libre, où nous ne relevons que de nos pairs, où se nouent de si solides amitiés, où tout se dit sans flatterie ni docilité, il prodiguait des conseils toujours éclairés à ses jeunes confrères ; et comment n'aurait-il pas parlé avec autorité lui qui, pendant plus de 20 ans, s'est trouvé de l'autre côté de la barre, je veux dire dans le fauteuil du magistrat à remplir les fonctions de juge suppléant près le Tribunal civil de Nîmes.

Me permettra-t-on d'évoquer un souvenir personnel : Il y a 15 ou 20 jours, je recevais la visite de Sanguinède venant présenter au bâtonnier son jeune fils à la veille de s'inscrire au barreau. Dire la joie de ce père désormais assuré de la collaboration d'un secrétaire qu'il allait former à son école, sur lequel il comptait bientôt se décharger d'une partie de son labeur ! Les mots me manquent ! Sanguinède rayonnait : être le confrère de son fils, voir s'ouvrir un horizon aux teintes douces et engageantes, caresser l'espérance de se sentir honorablement remplacé, que dis-je dépassé ! Car quel est le père qui ne rêve pour son fils une destinée plus brillante que la sienne ?

Hélas ! vision fugitive : les deux noms auront figuré sur le même tableau, un instant de raison ! Du moins le nom de Sanguinède sera-t-il encore là, entouré en la personne du fils de toute la considération qu'avait gagnée le père.

A ce fils, notre confrère d'aujourd'hui et de demain, à ses frères, à leur digne et vaillante mère, à leur grand'mère vénérée dont je comprends et respecte trop la douleur pour les

mettre publiquement en cause, à leur famille si unie, j'adresse au nom du Larreau nimois, notre douloureuse sympathie, en même temps qu'un suprême adieu à Arthur Sanguinède dont je ne saurais dire ce qu'il faut le plus vanter, les qualités d'homme d'intérieur et de famille ou les qualités professionnelles, tant les uns et les autres avaient atteint un haut degré de perfection.

29 Novembre 1909.

BIBLIOGRAPHIE

Aix en Provence, par Léon Deshairs.

M. Léon Deshairs, conservateur de la Bibliothèque de l'Union Centrale des Arts Décoratifs, vient de publier chez l'éditeur Calavas, rue Latayette, 68, Paris, sous le titre : **Aix en Provence**, *architecture et décoration au xvii^e et au xviii^e siècles* un ouvrage qui ne sera pas seulement indispensable aux architectes, mais qui ne devra pas passer inaperçu aux yeux des collectionneurs, des historiens et des artistes. Il y décrit les monuments et les hôtels de la ville d'Aix, en fait connaître les auteurs et reproduit en magnifiques planches les plus beaux spécimens des façades, des balcons et de la décoration intérieure. Parmi les auteurs de ces œuvres qui sont peu connues, il consacre une page fort intéressante à Lainé, qui mena de front la décoration de l'hôtel de M^{me} de Simiane à Aix et la construction du théâtre d'Avignon dont M Duhamel, notre érudit collaborateur, a fait connaître le rôle dans l'*Annuaire* de Vaucluse de cette année. M. Deshairs identifie cet artiste avec l'auteur du *Livre des dessins d'ornements* dont les 30 pièces furent gravées par J.-J. Balechou (1) en 1740. Ce livre a récemment atteint dans une vente faite à l'hôtel Drouot le prix de 480 fr. Nous aurons sans doute à revenir sur la publication de M. Deshairs et nous souhaitons qu'Avignon et Nîmes aient leur tour dans cette curieuse collection.

J. B.

(1) Nous sommes heureux de voir citer dans le volume de M. Deshairs l'étude si intéressante de notre collaborateur Jules Belleudy sur ce graveur.
(N. D. L. R).

Le Revirement de Bazaine. par Elie Peyron (1).

La capitulation de Metz, le procès de Bazaine demeureront parmi les plus grands événements du XIX^e siècle. Depuis plusieurs années, M. Elie Peyron a pris à tâche de les étudier minutieusement. Il est convaincu que la condamnation du maréchal par le Conseil de guerre de Trianon fut une grave erreur judiciaire, et avec un inlassable courage, dans une série d'ouvrages fortement documentés, il s'efforce de le démontrer.

Sa dernière publication expose comment, après avoir paru accepter la Révolution du Quatre Septembre et reconnu le gouvernement de la Défense nationale, par un étrange et mystérieux *revirement* Bazaine consentit à négocier avec l'impératrice représentant le régime déchu. Le récit de ces négociations est compliqué mais se lit facilement grâce à la clarté et à l'intérêt qu'a su y répandre l'auteur. L'ouvrage est divisé en quatre chapitres : le 16 septembre 1870, la mission Bourbaki, les instructions du général Boyer, Boyer à Versailles et à Hastings.

M. Peyron admet que le commandant de l'armée de Metz avait choisi un bien mauvais négociateur en la personne du général Boyer qui ne craignit pas à dire aux Prussiens de Versailles : « l'armée de Metz est pour l'Empereur et ne veut pas entendre parler de la République des avocats parisiens. » Mais il estime qu'en se prêtant à des pourparlers tendant à procurer à la France une paix avantageuse, Bazaine crut servir sa patrie. Il affirme (p. 179) que la « période diplomatique à Metz n'a porté aucune atteinte à la défense du territoire. »

Ce livre touche à des problèmes historiques très difficiles. L'auteur tâche de les résoudre avec une bonne foi et une conscience auxquelles chacun, quelle que soit sa solution personnelle, rendra certainement hommage. A sa dernière page, faisant preuve d'une rare modestie, M. Peyron ne cache pas qu'il a pu se tromper, annonce une étude d'un ancien officier de l'armée de Metz contraire à la thèse du *revirement*. Le débat longtemps encore sera ouvert, tant que pèseront sur nous les conséquences désastreuses de l'année terrible.

M. J.

(1) Stock, 155, rue Saint Honoré, Paris, 1909.

ERRATUM

Dans le dernier numéro, page 711, article sur « La Tolérance de Turgot », prière de lire, à propos des religionnaires de la Guyenne :

« Mais il faut qu'ils se tiennent dans les bornes des permissions qu'on leur a données ».

Le Gérant : F. Bois

Nîmes. — Imprimerie Générale, rue de la Madeleine, 21.

Table

par sujets traités

Histoire locale

Les premiers maires du consulat dans le Gard. Georges Maurin.	1
L'Ordre des Frères de la Merci à Arignon (1534-1574) D ^r P. Pansier	102
Le meurtre d'un gouverneur d'Orange en 1630. E. Duhamel	129
Aux alentours de notre cité. Elie Mazel.	148
Notes de topographie arignonnaise. Aug. Duprat.	193
La tour des Augustins à Arignon. E. Duhamel.	212., 271
Le costume en Provence. Ed. Bonduant.	239
Le théâtre à Arignon. J. Girard.	
Un incident entre M ^r Thiers et le maire de la ville d'Orange (1860) Yrondele	294
Entrevue de François 1 ^{er} et de Charles Quint. à Aiguemortes en 1538. E. d'Albionse	304

L'insurrection fédéraliste dans la vallée
du Rhône. (Siège et prise d'Arignon). juil-
let 1793. Dr. Victorin Savat... 327. 426. 473.

La Saint-Barthélemy à Nîmes. Gust.
Fabre. 319

Etat religieux des trois diocèses de Ni-
mes, d'Uzès et d'Alais à la fin de l'ancien
régime. Albert Durand. 352. 405. 508

Les fêtes provinciales à Arles. Mistral et⁵⁷⁸
le génie provincial. G. M. et Paul Deferre ... 382

Nîmes aux sept collines. G. Monégoh ... 387

Un geste de la Révolution à Nîmes au
bâtiment des arènes. Georges Maurin ... 496

La Bedosse et ses seigneurs. (1328-1908) ..

Raoul de Courtois de l'Écluse ... 539. 645. 1750

Victorin Bastet. Jules Belletdy. 607

Ses œuvres à l'exposition d'Arignon. 721

Études sur le premier Empire. Ai-
gues-mortes et les prisons anglaises. G.
Maurin. 636-671

Le siège de Cadix en 1709. Yron-
delle. 651

L'arsenal du palais des Papes au-

Discours aux obsèques de M. Sanguinède
E. Reinard.

xviii ^e siècle. E. Duhamel.	739
Au palais de l'apex. (La grande fenêtre, St. Colombe.	791

Archéologie locale.

Les collections Emile Dumas au musée de Nîmes. Félix Mazaurie.	49
L'archéologie à Nîmes. Feuilles de la rue Ménard. E. même.	279
Chronique archéologique: Découverte de l'Eglise de St-Julien-hors-les-murs. E. même	264
Chronique archéologique: un Musée métra- torique à Uzès. E. même.	297

Histoire générale.

Souvenirs de la guerre de Crimée par le général de division Coste (1905). Dumeton.	25
Episode dans les péripéties de la Conspi- ration de Gaston d'Orléans et de Henry de Montmorency (1632). R. de Courtois de l'Elisier	40
Les instructions du général Boyer. Elie Peyron.	84. 160. 232

La tolérance de Turgot. Elie Peyron 710.

Littérature.

L'évolution de M ^r Paul Bourget. Armand Gu- kuele	225. 255
Filibre di tavan. Alexis Mouzin	246
Propos de Congressiste. C. Duprat	446
Un nouveau livre de M. & Gauthier. « Mère et fils. » Jean Bosc	525
Les poètes du midi. Henri Banquier	561
Le cycle d'Orange. G.M	572
« Au moyen-âge. » L. Enjalbert	716
Une nuit de Noël tragique. B ^m de Charnizay	769
L'épopée diabolique. M. Couder	692.

Poésie

Passitude. Gabriel de l'Espiranrière	601
Sonnet d'automne — A la mort de Gal- lilet. Ch. des Guerrois	665

Chronique et bibliographie

Bibliographie. Lucien Gap. L.D.	121
Chronique historique et littéraire du	

	807
<i>du Gard</i>	128
Bibliographie . A.D. J. Girard 180 .	168
Chronique - Congrès des Sociétés savantes	250
Bibliographie . A.D.	317
Bibliographie: La crise de l'histoire revoluti-	
onnaire de A. Cochon. J.M.	538
Chronique des lettres italiennes. Maurice Val-	
lis	568
Chronique du Gard.	602
Bibliographie: Aigues-mortes par l'abbé Ai-	
gon. G. Contestin.	667
Bibliographie: Le fils de Priam - Les universités	
catholiques . A.D. - Le peintre Duplessis. M. J.	668
Chronique d'Avignon. Pierre Lamié	728
Bibliographie: Les origines de l'Eglise d'Avignon	
d'Eugène Duprat - Les indiscrétions de Gerganello de	
Saraman. J. Girard. - L'Eglise catholique et la crise	
de la Renaissance par Imbert de La Tour. A.D.	738
Bibliographie: Aix en Provence par Léon Destrais	
M.-J.	800.

Table

par noms d'auteurs.

Albiouse (E. d').

— Entrevue de François I^{er} et de Charles Quint 302.
Banquier. (Henri.)

— Les poètes du midi 561

Bellendy. (Jules).

— Victorien Bastet 607

— La Œuvres de Bastet à l'exposition d'Alger. 721

Bondurand. (Ed.)

— Le costume en Provence 239.

Bosc. (Jean) un nouveau livre de M. gauche
« Mère et fils. » 525

Bruneton. G.

— Souvenirs de la guerre de Crimée
par le général Coste 25

Coutois de Pélissier (Raoul de)

— Episode de la conspiration de Gaston
d'Orléans 40

— La Bédosse et les seigneurs. 539. 645. 758

Charnisay (Baronne de)

— Une nuit de Noël tragique 769.

Colombe (Dr.).

— Au palais des Papes (la grande fenêtre) ... 701

Contestine. g.

— Aigues-mortes par l'abbé Aigon. 6

Coulon. (Armand.)

— L'évolution de M. Paul Bourget. 225. 255.

Deferre. Paul.

— Les fêtes provinciales à Arles. 382

Duharnel. (L.)

— Le meurtre d'un gouverneur d'Orange 129.

— La tour des Augustins à Avignon. 212. 271

— L'arsenal du palais des Papes. 739

Duprat.

— Notes de topographie avignonnaise. 193

— Propos de (congressiste) 446

Durand (Albert)

— Etat religieux des diocèses de Nîmes
d'Uzès et d'Alais à la fin de l'ancien régime...

..... 352. 405. 508. 578.

Engelbert. (L.)

— Au moyen-âge 716

Fabre. (Gustave)

— La St-Barthélémy à Nîmes 319.

Gap. (Eugénie)

— Bibliographie. 121

Girard. J.

— Le théâtre à Avignon — les indiscretions de Gargamello de Saraman 733

Guerres (Ch. des)

— Sonnet d'automne — et la mort de G. 665

Laval (Dr Victorin)

— L'insurrection fédéraliste dans la vallée du Rhône 327. 426. 473

Lauris. (Pierre)

— Chronique d'Avignon 728

L'Esperanière (G. de)

— Cassilde. Poésie 601

Marnéjol G.

— Nîmes aux sept collines 887

Maurin. (Georges)

— Les premiers maires du consulat dans le Gard 1

— Le geste de la Révolution à Nîmes. 496.

— Etudes sur le premier Empire. Aigues mortes et les poésies anglaises 636. 671

Mazaurio (Félix)

— Les collections Julien Dumas au musée de Nîmes 49

— L'archéologie à Nîmes : Pouilles de la me
neïard 279

— Chronique Archéologique : L'église de
St Julien. hors murs 464

— Id. un musée préhistorique à Uzès 397

Mazel (Elié).

— Aux environs de notre cité. 148

Mouzin. (Alexis.) Felibre di tavan 246

—
Pansur (Dr P.)

— L'ordre des frères de la Merci 102

Peyron (Elié)

— Les instructions du général Boyer.
. 84. 160. 232

— La tolérance de Lurgot 710

Reinard. (E.)

— Discours aux obsèques de M. Sanguinède.
Yrondelle.

— Incident entre M^r Thiers et le marie d'O-
range 254

— Le siège de Cadrouffe en 1709 687

108

